

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

THE BOOKSHELF BINDER

BINDING LIST AUG 1 5 1923

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mmoiresetcorre0910jose

MÉMOIRES

DU

ROI JOSEPH

—

TOME IX

L'Auteur et l'Éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Paris. — Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56

Fr.D
B6983m

MÉMOIRES

ET CORRESPONDANCE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DU

ROI JOSEPH

PUBLIÉS, ANNOTÉS ET MIS EN ORDRE

PAR A. DU CASSE

AIDE DE CAMP DE S. A. I. LE PRINCE JÉRÔME NAPOLÉON

TOME NEUVIÈME

> La figure de Joseph était gracieuse, et ses manières élégantes...... Aux habitudes de sa vie, et à la manière dont il tenait sa cour, on l'eût pris pour un Roi des anciennes races; mais sa conversation méthodique et riche d'observations indiquait une habitude de la parole et une connaissance des hommes qui ne s'acquièrent qu'au sein de l'égalité.
>
> Le général Foy.



170628.
18.4.22

PARIS
PERROTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
41, RUE FONTAINE-MOLIÈRE
1854

L'auteur et l'éditeur se réservent le droit de traduction et de reproduction à l'étranger

42.G.

MÉMOIRES

ET CORRESPONDANCE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DU

ROI JOSEPH

ESPAGNE

CORRESPONDANCE

RELATIVE AU LIVRE ONZIÈME

DE MAI A DÉCEMBRE 1812.

Marmont à Joseph. Salamanque, 3 mai 1812.

« Sire, le maréchal Jourdan aura rendu compte à Votre Majesté des différents rapports que je lui ai adressés pour être mis sous vos yeux. J'ai à vous rendre compte que les nouvelles que j'ai reçues

postérieurement confirment les renseignements qui m'avaient été donnés. Lord Wellington a établi son quartier général à Fuente-Guimaldo; 3 divisions sont cantonnées entre la Coa et l'Agueda, et 2 autres viennent de se porter sur Pinhel et Lamego. Le bruit généralement répandu dans l'armée est qu'elle doit entrer incessamment en campagne sans qu'on indique ce qu'elle doit faire, et il serait naturel de penser que 5 divisions ne sont pas venues sur l'Agueda pour retourner sur la Guadiana. Si lord Wellington avait formé le projet d'aller à Séville, il est probable qu'il l'aurait exécuté immédiatement après la prise de Badajos; car dans aucune circonstance son opération ne saurait être plus facile. Si ma marche sur le Zezère l'a arrêté, nous avons le secret d'ajourner ses opérations d'une manière indéfinie, si surtout Votre Majesté prend des dispositions pour rendre toute l'armée du Portugal disponible. Mais ce qui est plus probable, c'est que lord Wellington n'a pas eu le projet d'aller en Andalousie; et on se le persuade en réfléchissant, d'un côté, qu'il lui serait impossible de défendre cette province s'il l'avait conquise, et, d'un autre, qu'il a fait publier lui-même sa marche sur Séville avec beaucoup d'ostentation. Cependant, comme il connaît parfaitement l'extrême avantage que lui donne la grande difficulté de nos subsistances, il est probable qu'il n'a pas renoncé à une affaire qui a de si beaux commencements et lui permet d'espérer de si brillants résultats. Mais c'est ici, c'est sur cette frontière qu'il veut agir; et il le fera aussitôt que l'état de Badajos

lui permettra de rappeler les 3 divisions qu'il a laissées dans les environs de cette place. Ce mouvement de troupes s'exécutera rapidement, précédera à peine son entrée en campagne, et Votre Majesté n'en sera instruite qu'après qu'il sera exécuté. Je crois donc qu'il est extrêmement urgent de se mettre en garde contre une opération de cette nature, qui, si elle est conduite avec vigueur, peut donner à l'ennemi des résultats immenses. Je demande à Votre Majesté d'ordonner que la division Foy soit relevée le plus promptement possible, afin que je puisse la rappeler en deçà des montagnes, et la faire rentrer en ligne avec le reste de l'armée. Je lui demande encore d'ordonner au général Dorsenne de tout préparer pour pouvoir m'envoyer, à ma première réquisition, d'abord une division avec sa cavalerie, puis une autre division, ainsi que l'Empereur l'a déterminé, au cas où l'ennemi se porte sur la Tormès. D'après l'expérience que j'ai de lord Wellington, je ne doute pas qu'il ne marche avec toutes ses forces, sans laisser un seul homme sur la rive gauche. Les ordres à solliciter alors de Votre Majesté seraient trop longs : il me paraît d'une sage prévoyance d'en remettre l'exécution à ma disposition. Ce qui me confirme dans l'idée d'une opération dans le nord, c'est ce que j'ai eu l'honneur de vous dire, qu'on formait de grands magasins à la Corogne, qu'on organisait en Galice une quantité considérable de mulets de transport pour le compte des Anglais, et que le général Castanos s'occupait beaucoup de toutes les dispositions qui annoncent une expédition. Si

l'armée anglaise retournait dans le midi, l'armée du Portugal, renforcée de la 1re division, n'en serait que plus à même de faire une invasion en Portugal pour rappeler les Anglais dans le nord. J'attends avec impatience la nouvelle que Votre Majesté m'a donné les moyens de rappeler mes troupes du Tage, et de tout disposer pour une défense opiniâtre, en attendant le moment où l'arrivée de l'équipage de siége, et les arrangements de Votre Majesté, me permettront de reprendre l'offensive d'une manière sérieuse et suivie.

P. S. Le premier emploi des troupes que le général Dorsenne m'enverra, si l'ennemi marche sur moi, sera de conserver la communication; et le second, de porter un corps sur l'Esla, qui mette à l'abri de toute entreprise de la Galice. Car Votre Majesté sentira que, dans le cas contraire, toute communication devrait être interrompue, puisque, ne pouvant me dispenser de laisser une division dans les Asturies et 6 bataillons en garnison dans les principales places, c'est-à-dire presque la valeur d'une division, je serais beaucoup trop faible pour combattre, si je devais encore laisser des troupes pour conserver la communication. »

Joseph à Berthier. Madrid, 4 mai 1812.

« J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Sérénissime du 16 avril, et les copies de celles adressées au maréchal duc de Raguse du 12 mars et du 16 avril. En même temps est arrivé ici un aide de camp du duc de Dalmatie, expédié de Séville le 23 avril. A cette époque, le duc de Dalmatie ignorait encore les

nouvelles dispositions faites par l'Empereur relativement à la direction de ses armées. Cet officier m'a montré une si grande répugnance à me remettre des dépêches adressées à Votre Altesse Sérénissime, que je n'ai pas cru devoir insister, et me suis contenté d'un rapport d'où il résulte qu'après la reddition de Badajos, le duc de Dalmatie s'est retiré à Séville; qu'il n'a pas été suivi; qu'il a pris la ligne d'Andujar à l'île de Léon; qu'aucun des points importants de l'Andalousie n'a été abandonné; que cette armée est encore de 45 à 50 mille hommes combattant. J'ai reçu par cet officier des lettres arriérées, et une du 15 de Séville du duc de Dalmatie, particulièrement consacrée à me faire connaître les officiers et les troupes à mon service qui ont mérité ses éloges. Le maréchal Suchet mande, en date du 22 avril, qu'il ne pouvait pas envoyer sur le Tage la divisiou que je lui avais précédemment demandée, avec l'intention de la diriger selon les circonstances. Ce n'est donc que d'aujourd'hui que je puis m'occuper de la direction à donner aux trois armées dont je commence à connaître la situation et l'emplacement. L'obstacle principal à tout mouvement général est dans l'absence absolue de subsistances, et même de moyens de transport. Votre Altesse Sérénissime verra par ma lettre au maréchal Marmont, en réponse à celle qu'il a écrite au maréchal Jourdan, quelle est la direction qu'il reçoit. Je mande au maréchal Suchet de porter un corps quelconque sur Murcie, afin de détourner l'attention de l'ennemi et de l'empêcher de se porter

en forces sur les derrières de l'armée du midi. Je fais diriger sur la Caroline 15 à 1800 hommes des détachements de l'armée du midi, qui seront remplacés par le 75e d'infanterie de ligne dans les postes qu'ils occupent. L'armée du centre n'existe pas comme armée; elle est composée des garnisons indispensables à Madrid, Tolède, Ségovie, Guadalaxara, Buytrago, Manzanarès, Somo-Sierra, etc. La disette est notre principale ennemie dans ce pays, et je dois observer que si l'on était obligé de réunir le peu de troupes qui gardent les communications des provinces qui avoisinent Madrid pendant la récolte, et même dans ce moment, tous les champs seraient ravagés, les récoltes enlevées ou brûlées, et l'évacuation de ce pays deviendrait inévitable. Nous n'avons d'autres ressources que dans la récolte, et mon Trésor n'a rien autre chose à sauver, hormis les avances que l'Empereur peut faire fournir, toutes les autres sources de la richesse du gouvernement étant taries, les douanes, les droits du tabac, des laines, etc.»

Jourdan au comte d'Erlon. Madrid, 7 mai 1812.

« Général, le roi vient de réitérer au duc de Dalmatie l'ordre de renforcer votre corps le plus possible, afin de vous mettre en état de battre le général Hill s'il reste devant vous; mais si lord Wellington le rappelait à lui, vous devriez vous porter rapidement sur Miravète, afin de venir passer le Tage au pont de l'Arzobispo, pour couvrir Madrid, ou pour agir sur le flanc de l'armée anglaise, suivant les circonstances. »

Joseph

« Dans l'état actuel des choses, il n'est pas dou-

teux que toute votre attention doit toujours être fixée sur l'armée anglaise. C'est elle qu'il faut suivre, et qu'il faut combattre avec avantage. Toute autre opération de détail, au midi ou au nord, ne peut avoir mon assentiment, si elle vous détourne de l'objet principal. C'est lord Wellington, Monsieur le maréchal, qu'il ne faut pas perdre de vue. Ce n'est pas Tarifa qui, à l'heure qu'il est, peut finir les affaires d'Espagne; mais une bonne bataille livrée aux Anglais fera tomber après Tarifa, et terminera tout.

à Soult. Madrid, 7 mai 1812.

Ma manière de voir est en tout conforme aux instructions que le prince de Neufchâtel vous a adressées, ainsi qu'au duc de Raguse, en date du 19 janvier.

Lord Wellington peut attaquer le nord ou le midi avec toutes ses forces, et combattre avec avantage l'armée du midi, après avoir combattu avec des forces bien supérieures l'armée du Portugal. Il peut aussi percer par le centre, et arriver à Talavéra avant que vous ayez quitté l'Andalousie. Vous sentez les conséquences de ces divers mouvements, si l'armée anglaise pouvait les exécuter sans être suivie, retenue, occupée, inquiétée par la partie de l'armée du midi qui n'est pas nécessaire à la garde de l'Andalousie.

Le maréchal Marmont a l'ordre de suivre l'armée anglaise par l'Estramadure, en passant le Tage à Almaraz, si lord Wellington passe sur la rive gauche de ce fleuve, et fait mine de se porter en Andalousie. Le maréchal Marmont laisserait pour

la garde de ses provinces la moitié de son armée.

Vous, Monsieur le duc, vous recevez par la présente l'*ordre positif, à votre tour, de détacher le comte d'Erlon, avec le tiers de votre armée.* Vous le chargerez de suivre le mouvement de l'ennemi sur la gauche du Tage, de l'observer sans cesse, de retenir sur cette rive le corps du général Hill; et si ce corps passait sur la rive droite malgré sa présence, le comte d'Erlon devra se diriger vers le pont d'Almaraz, à l'effet de couvrir Madrid et d'être en mesure de prendre part aux événements qui pourraient avoir lieu. Le comte d'Erlon doit correspondre le plus souvent possible, par toutes sortes de voies, avec le général Darmagnac, qui commande sur le Tage à Talavéra, à Almaraz, etc., etc.

Le succès des armées françaises en Espagne dépend désormais de l'accord qui doit exister entre les armées du midi et du Portugal. Je suis placé au centre pour cela. Si le général anglais prend une offensive décidée sur l'une de nos armées, il doit y être battu, si le maréchal Marmont d'un côté, et vous de l'autre, Monsieur le duc, vous exécutez ponctuellement les ordres que vous recevez, et si vous pouvez obtenir que la correspondance devienne plus active entre ces divers corps, et par toutes sortes de voies. »

Joseph à Berthier. Madrid, 8 mai 1812.

« Votre Altesse trouvera ci-joint copie d'une lettre du duc de Raguse et des ordres que j'ai donnés au duc de Dalmatie, afin que les deux armées agissent dans le même esprit, et que les Anglais n'aient pas

à combattre avec des forces supérieures l'armée du Portugal. Je n'entre dans aucun développement sur notre position, Votre Altesse Sérénissime pouvant mettre sous les yeux de l'Empereur mes lettres aux maréchaux commandant les armées du midi, du Portugal, et du nord. »

« Votre Altesse trouvera ci-joint copie d'une lettre du duc de Raguse et de ma réponse, qui établissent la situation des affaires dans cette partie. Joseph à Berthier. Madrid, 11 mai 1812.

Je n'ai pas de nouvelles d'Andalousie, ni de Valence. Les bandes de Villa-Campo, Montijo, l'Empecinado, se sont réunies pour attaquer Cuença; j'ai envoyé des troupes contre elles. »

« Monsieur le maréchal, je reçois, à peu d'heures d'intervalle, vos lettres des 29 avril, 5 et 7 mai. Il m'a paru assez extraordinaire que vous ayez reçu la lettre du maréchal Jourdan du 4 de ce mois, et non celle que je vous ai écrite le même jour et par la même occasion. Vos trois lettres que j'ai sous les yeux, Monsieur le maréchal, ne dérangent rien à mes dispositions. Ainsi, tenez-vous prêt à agir vers le midi ou le nord, selon les mouvements de l'ennemi. Sans doute il faudrait pénétrer en Portugal; et faites-le, si vous avez les moyens de vous y établir et d'atteindre votre but en détruisant l'armée anglaise, ou en vous emparant de Lisbonne. J'ai pu, non sans beaucoup de peine, faire occuper les forts du Tage et pourvoir à leur approvisionnement. Je l'ai fait: ainsi la division Foy vous est ren- Joseph à Marmont. Madrid, 11 mai 1812.

due. Vous voulez que l'armée du nord vous remplace en Castille; vous voulez que j'en donne l'ordre: mais il faudrait pour cela que cette armée, 1° fût à mes ordres, ce que le général Dorsenne ne croit pas; 2° qu'elle pût faire le mouvement que vous demandez, ce que j'ignorerai tant que le général Dorsenne refusera de me faire connaître sa situation. Avant la connaissance de ces deux faits, quelle impression voulez-vous que je reçoive, Monsieur le duc, des propositions sans cesse renaissantes? Il faut aller en Portugal! Je vous le répète, je suis aussi de cet avis; mais je ne puis pas vous donner ce que vous savez n'être pas à ma disposition; et, pour aller en Portugal comme vous venez de le faire, je vous le demande, quel peut en être le résultat? Ne veuillons donc pas l'impossible, et ne demandons pas ce que nous savons ne pouvoir pas nous être accordé. J'ai réitéré mes instances à l'Empereur et au général Dorsenne; mais demander n'est pas avoir obtenu. Je le répète donc, je ne puis que me reporter à ce que je vous ai écrit par mes dernières dépêches. Vous faites faire une route dans la province d'Avila; on m'a dit qu'elle devait aboutir à Talavéra; je voudrais qu'elle aboutît à Santa-Olalla: elle serait plus longue de deux ou trois lieues, mais elle serait à couvert de toute tentative de l'ennemi s'il débouchait par Placencia. Je suis instruit que, dans la province d'Avila, il y a peu d'économie dans les distributions de vivres. Je ne saurais assez vous recommander cet article dans ce moment, où les subsistances nous font plus la guerre que l'ennemi. »

Joseph à Berthier. Madrid, 15 mai 1812.

« M. le maréchal Jourdan envoie à Votre Altesse les rapports du général Foy, d'où il résulte que 3 divisions de l'armée anglaise sont repassées sur la rive gauche du Tage. Le duc de Raguse pourra mieux apprécier le but de ces mouvements, en les comparant aux nouvelles qu'il doit avoir reçues. Soit que l'ennemi prononce son mouvement vers le nord ou vers le midi, dans les deux hypothèses j'ai rendu la division Foy disponible, en faisant occuper les forts du Tage par des troupes de l'armée du centre, en les faisant approvisionner, et en envoyant dans l'arrondissement de Talavéra le général Darmagnac, que j'en ai nommé gouverneur. Je lui ai donné toute l'autorité convenable pour faire pourvoir à la subsistance de ses troupes et de celles de l'armée du Portugal, tant que la division Foy restera encore dans la vallée du Tage. Je n'ai pas lieu d'être content du général Foy ; je viens de lui écrire, et j'espère que ce ne sera pas sans fruit. L'ennemi, qui avait attaqué Cuença, a été battu. Il a perdu, entre morts, blessés et prisonniers, 200 hommes; le reste s'est dispersé. Le duc de Mahon se loue beaucoup du 114e, qui est dans cette province. Je ne reçois aucun rapport de l'armée du nord; cependant cette partie de l'Espagne ne doit pas être perdue de vue ; les bandes s'y multiplient; et si l'armée de Castanos y agit, et que quelque peu d'Anglais la soutiennent, l'incendie peut devenir général. Je renouvelle à l'Empereur mes observations sur cet objet. Cette armée est-elle ou n'est-elle pas sous mon commandement ? Votre Altesse trouvera ci-joint copie de la

dernière lettre que j'ai reçue du général comte Dorsenne. »

Joseph à Berthier. Madrid, 18 mai 1812.

« Je suis fâché d'avoir à entretenir Votre Altesse Sérénissime d'objets particuliers et désagréables; mais il importe au service de l'Empereur que Sa Majesté les connaisse, les juge, et coupe une fois pour toutes, dans leur origine, de semblables inconvénients qui finiraient par tout perdre, si la volonté ferme et invariable de l'Empereur n'est manifestée sur cet objet. 1° Votre Altesse verra un conseiller d'État, mon commissaire auprès du duc de Raguse, qui m'en fait l'éloge depuis un an, qui a beaucoup travaillé, chassé par le général Foy comme un vil coquin; et pourquoi? Parce que le général Foy veut faire à Talavéra ce qu'il a fait, il y a six mois, à Placencia; qu'il veut pouvoir tout faire. 2° La province d'Avila m'annonce des députations pour se plaindre d'un ordre du jour qui ordonne de brûler tous les villages qui ne fourniront pas ce que l'on demande, dans un moment *où le peuple n'a pas de pain*. 3° La province de Ségovie est envahie par l'armée du Portugal; des arrondissements s'y forment; on défend au peuple d'obéir à toute autre autorité qu'à celle du *colonel du 50e régiment de l'armée du Portugal*. Votre Altesse Sérénissime me dit : *Faites-vous obéir*. 1° J'ai ordonné que le général Darmagnac serait gouverneur du partido de Talavéra; que le général Foy y commanderait ses troupes qui y seraient cantonnées, et *ne se mêlerait en rien de l'administration du pays*, devant se

tenir prêt à partir au premier signal du duc de Raguse. Les forts seront occupés par les troupes de l'armée du centre. 2° J'ai ordonné que les ordres du jour de l'armée du Portugal et des autres armées me fussent envoyés. 3° J'ai ordonné au duc de Raguse de faire *mettre aux arrêts le colonel du* 50e. 4° Si le duc de Raguse résiste, si c'est lui qui donne des ordres contraires à mon autorité, *que me reste-t-il à faire pour me faire obéir?*

J'écris à l'Empereur directement; je prie Votre Altesse de me faire connaître sa volonté. J'envoie à Votre Altesse les lettres du duc de Raguse, et celles que j'ai écrites à ce maréchal. Je n'ai point de nouvelles de l'armée du midi, de l'armée du nord, ni de l'Aragon. Le général Dorsenne m'écrit qu'il n'est pas sous mes ordres; le maréchal Suchet ne m'a pas écrit depuis vingt jours, *et ne me rend compte de rien.* Le duc de Dalmatie *ne m'a jamais écrit, et paraît ignorer mon commandement.* Que l'Empereur ne tarde pas à se prononcer, sinon tout croulera à la fois dans ce pays, surtout si l'Empereur part pour le nord. »

« Lorsque Votre Altesse Sérénissime m'annonça, par sa lettre du 16 du mois de mars dernier, que l'Empereur faisait passer ses armées en Espagne sous mon commandement, je vis dans cette disposition la volonté d'établir un seul système militaire, et de donner un centre de direction à toutes les opérations. Je me confirmais d'autant plus dans cette opinion, que la lettre de Votre Altesse ne laissait

Joseph à Berthier. Madrid, 25 mai 1812.

entrevoir aucune apparence de restriction aux pouvoirs que Sa Majesté Impériale et Royale voulait me confier. C'est dans ce sens et dans cet esprit que j'ai agi immédiatement; et quoique, dans les circonstances critiques où ce pouvoir m'était remis, je dusse m'effrayer de la tâche qu'il m'imposait, je ne reculai pas, persuadé que l'Empereur avait pris le seul parti qui lui restât à prendre pour sauver l'Espagne. Mais je ne tardai pas à m'apercevoir que je m'étais trompé, ou que l'on m'avait trompé sur les véritables intentions de l'Empereur. L'armée du nord commença par se regarder comme indépendante; le général qui la commande méconnut non-seulement mes ordres, mais se refusa même à donner les états de situation de son armée, et les communications que le simple désir de concourir au succès des opérations, lors même qu'il ne se serait pas cru dépendant, devait lui faire une loi de me faire passer. Les expressions des lettres de ce général, particulièrement de celle du 29 avril, dont Votre Altesse trouvera ci-joint une nouvelle copie, et sa conduite en Navarre, dont j'ai fait porter plainte à l'ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale, ne laissent aucun doute sur ce fait. Cependant l'armée du nord étend son action, pour ainsi dire, jusqu'aux portes de Madrid; tout le pays situé sur la rive droite de l'Èbre, la Vieille-Castille, Burgos, les postes du Duero, sont occupés par elle. Quelles opérations militaires, quels mouvements est-il possible de combiner, lorsque je ne suis pas instruit de ce qui se passe à vingt lieues de moi, lorsque je ne puis

pas y donner un ordre à un seul détachement? Le silence que Votre Altesse, après m'avoir annoncé par sa première lettre du 16 mars des instructions de détails que je n'ai point reçues, garde avec moi sur les observations que je lui ai adressées à ce sujet, quand une décision claire et précise était si urgente, augmentait déjà beaucoup les difficultés de ma position; mais les nouveaux ordres donnés au maréchal Suchet, dont la lettre de Votre Altesse du 24 avril ne parle pas, et dont je ne suis instruit que par celle qu'il m'écrit, viennent y en ajouter encore de plus grandes. L'armée d'Aragon, qui, en cas de mouvement prononcé de l'armée ennemie, devait couvrir Madrid, suivant la lettre de Votre Altesse du 19 février, qui devait par conséquent se lier par l'armée du centre avec l'armée du Portugal ou l'armée du midi, et occuper, dans cette hypothèse, la Manche et la province de Cuença; cette même armée, chargée aujourd'hui uniquement de la défense de la Catalogne, de l'Aragon et du royaume de Valence, sort du système général pour entrer dans un système particulier, qui ne lui laisse plus aucune relation importante avec moi, et ne me permet plus de la compter pour quelque chose dans un plan raisonné d'opérations. Votre Altesse mande au maréchal Suchet : « Vous devez diriger toutes les forces qui sont à vos ordres pour l'intérêt général du pays que vous avez sous votre commandement. » C'est, en d'autres termes, lui dire : « Vous êtes indépendant, et vous ne ferez rien de ce qui pourrait vous être ordonné ou demandé hors de cette di-

rection. » Aussi le premier résultat de cette disposition sera-t-il de me forcer à renoncer à ma communication de Madrid à Valence, quoique Votre Altesse en ait fait le point principal des instructions contenues dans la lettre du 19 février; car si le maréchal Suchet se détermine à retirer les troupes qu'il a dans la province de Cuença (et j'ai dû le laisser le maître actuellement de décider), je n'ai aucun moyen de faire occuper Cuença, après avoir envoyé dans la vallée du Tage tout ce qui restait de l'armée du centre, afin de rendre disponible la division Foy, et lui laisser suivre, en cas d'événement, les mouvements de l'armée dont elle dépend. En résumé, l'armée du nord ne m'obéit pas; l'armée d'Aragon est indépendante, par les nouvelles instructions qu'elle vient de recevoir. Vous savez les justes sujets de plainte que m'a donnés la conduite du maréchal duc de Raguse à mon égard, et j'ignore encore si l'armée du midi reconnaît mon autorité. Ainsi, par le fait, le système que j'avais conçu être dans les vues de l'Empereur, et dont les avantages que j'entrevoyais au milieu de tant d'obstacles pouvaient seuls soutenir mon courage, est tout à fait détruit; l'indépendance des généraux en chef, qu'il devait anéantir, s'établit de nouveau; et le même défaut de concours et d'ensemble, dont on a eu tant à se plaindre, va reproduire les mêmes maux, et nous entraîner vers quelque catastrophe. N'en doutez pas, l'honneur des armées impériales se perdra en Espagne, si l'on persiste dans la marche incertaine qu'on a suivie jusqu'ici. Adres-

ser directement aux généraux placés sous mon commandement des ordres que je ne connais pas, et m'exposer chaque jour à prescrire des dispositions auxquelles on me répond, comme l'a fait le général Dorsenne, par la copie d'une de vos lettres qui prescrit le contraire, c'est annuler dans mes mains le pouvoir qui m'a été confié, et détruire d'avance tous les résultats que Sa Majesté Impériale et Royale pouvait en attendre. L'Empereur ne peut sans danger pour sa gloire hésiter à ramener, par les moyens qui lui paraîtront les plus appropriés aux conjonctures présentes, l'unité et l'accord dans les armées d'Espagne. Les événements militaires lui en font une loi; les malheurs et le désordre iront encore croissant, si la guerre mène l'Empereur dans le nord de l'Europe, et ne lui permet pas de porter aussi fréquemment ses regards sur l'Espagne. Sa Majesté Impériale ne peut surtout fermer les yeux sur l'état actuel de l'armée du Portugal; elle a dû le connaître par le maréchal Victor et le général Montbrun, que j'ai conjurés, au nom de l'honneur français, de ne point celer à Sa Majesté Impériale l'opinion qu'ils m'avaient manifestée, et que je ne suis à portée d'apprécier constamment que depuis que mes relations avec cette armée se sont établies. Il n'est que trop vrai que les Anglais ont pris l'ascendant sur le moral des troupes qui la composent; la chute des forts du Tage, que le duc de Raguse jugeait impossible, en est une preuve récente. Il faut de nouveaux chefs à l'armée du Portugal; il faut plus : il faut en séparer les corps, les remplacer par

d'autres, et éteindre par une nouvelle organisation l'esprit dangereux qui s'y est montré. L'Empereur peut seul opérer ce changement. J'ai bien déjà pensé plusieurs fois à me rendre à la tête de cette armée : mais de quelle utilité y serait ma présence, n'ayant ni punitions à faire craindre, ni récompenses à faire espérer ? Au surplus, l'administration générale du pays n'appelle pas moins que la partie militaire une réforme indispensable. Comment l'administration peut-elle rester séparée du commandement général des armées? Comment celui qui se trouve chargé de les diriger peut-il être étranger aux mesures de gouvernement et d'administration, dont dépendent l'entretien et l'existence des troupes? Néanmoins, les intendants des provinces continuent comme par le passé leurs fonctions, et n'ont, à ce qu'il paraît, reçu aucun ordre de me soumettre leurs opérations. Votre Altesse n'aurait certainement pas négligé de me faire connaître les intentions de l'Empereur sur cet important objet, que je m'attendais à voir traiter dans les détails promis; mais ces détails ne sont pas arrivés. Aujourd'hui que l'espérance de les recevoir est en quelque sorte perdue, je suis obligé de provoquer une décision; et ayant tout à faire, je suis réduit à me plaindre d'une inaction forcée. En attendant, le temps s'écoule, les moyens s'épuisent, ou sont détournés de leur véritable destination; des habitudes que l'époque actuelle devait changer s'enracinent, et présenteront des obstacles de plus lorsqu'il faudra entrer dans une marche régulière. Cependant Votre Altesse sait aussi bien

que moi jusqu'à quel point ma situation financière est critique : elle sait que, privé des produits de toutes les provinces de l'Espagne, je n'ai d'autres ressources que le prêt d'un million par mois que Sa Majesté Impériale et Royale veut bien me faire, à compter du 1er juillet de l'année dernière; et, sur ce prêt, il m'est dû 2 millions 500,000 fr. de 1811, et tout de 1812. Les deux derniers convois annoncés, de 500,000 fr. chacun, ne sont point encore arrivés. J'étais donc au 1er de ce mois en arrière de 6 millions 500 mille fr. ; et, en défalquant le million annoncé, de 5 millions 500 mille fr. D'un autre côté, la part qui m'a été attribuée dans la contribution de Valence s'est réduite à un million, obtenu avec difficulté; et, malgré les pressants besoins qui m'assaillent de toutes parts, il a fallu concentrer la majeure partie de cette faible rentrée à envoyer des subsistances à l'armée du Portugal, et à lui ménager des magasins sur le Tage. Cette armée, à laquelle on avait abandonné la province de Tolède et Talavéra, qui sont les greniers de Madrid, après avoir gaspillé en moins de trois mois les ressources d'une fertile province, après avoir occasionné par son séjour et ses ravages la cherté excessive des grains, me contraint aujourd'hui à retirer de Madrid des blés pour les envoyer dans les provinces mêmes dont cette capitale s'alimentait autrefois. Un tel déplacement, jusqu'ici sans exemple, a produit un mal également sans exemple. Le blé est monté à Madrid au prix exorbitant de 500 réaux la fanéga; et il résulte de ce prix que le pain de munition, le seul dont la fabrication et la

vente soit permise par suite d'un décret que j'ai rendu il y a deux mois, vaut aujourd'hui, 25 mai, à Madrid, 27 sous et demi de France, la livre de seize onces. A ce taux, une livre de pain blanc, tel qu'on le mange communément à Paris, coûterait de 36 à 37 sous. A peine mange-t-on du pain dans les meilleures maisons de Madrid, et la garnison est, à l'heure qu'il est, réduite à la demi-ration. Cette détresse si grande, conséquence en partie nécessaire de causes que je fis connaître à Votre Altesse du moment où l'armée du Portugal s'empara de la province de Tolède, mais qui subsistèrent malgré mes observations, ne peut recevoir de moi aucun soulagement. L'épuisement du Trésor public, le retard dans l'arrivée de fonds de France, ont fait manquer à la fois tous les moyens de diminuer le mal. Sans doute l'ambassadeur de Sa Majesté Impériale n'a pu lui laisser ignorer la vérité; il aura peint le spectacle dont il doit être frappé en parcourant les rues de Madrid, où chaque jour quelques malheureux expirent d'inanition. S'il fait ce tableau, Votre Altesse peut être persuadée qu'il n'y entre pas d'exagération, quelque douloureux qu'il soit. Je sais tout ce que ces tristes vérités ont d'affligeant; mais je serais coupable de les taire, et je ne manquerai pas à mes devoirs en ne les disant pas avant de plus grands revers, et lorsque le remède est encore possible. Je prie Votre Altesse de mettre sous les yeux de l'Empereur cette lettre et celles qui l'ont précédée, et je supplie Sa Majesté Impériale et Royale, au nom de ses plus chers intérêts, de

fixer son attention sur les détails qu'elles contiennent. »

« Monsieur le duc de Feltre, je vous renvoie la correspondance d'Espagne. Écrivez au duc de Raguse que c'est le roi qui doit lui donner des directions; que je suppose qu'il s'est retiré devant lord Wellington, selon les règles de la guerre, en l'obligeant à se masser, et non en se reployant devant sa cavalerie légère; qu'il aura conservé ses têtes de pont sur l'Agueda, ce qui peut seul lui permettre d'avoir des nouvelles de l'ennemi tous les jours, et de le tenir en respect. Que si, au contraire, il a mis trente lieues d'intervalle entre l'ennemi et lui, comme il a déjà fait deux fois, contre tous les principes de la guerre, il laisse le général anglais maître de se porter où il veut, il perd constamment l'initiative, et n'est plus d'aucun poids dans les affaires d'Espagne. Que la Biscaye et le nord sont dans une situation fâcheuse, par les suites de l'évacuation des Asturies par la division Bonnet; que la réoccupation de cette province n'a pas encore eu lieu; que le nord est en proie à des malheurs; que Santona et Saint-Sébastien sont compromis; que les libres communications des guérillas avec la Galice et les Asturies, par la mer, les rendent formidables; que s'il ne fait pas réoccuper promptement les Asturies, sa position ne peut s'améliorer.

Napoléon à Clarke. Dresde, 28 mai 1812.

Recommandez au général Caffarelli de réunir davantage ses troupes, et d'avoir toujours une colonne dans la main.

Écrivez au général L'Huillier d'avoir l'œil sur Saint-Sébastien, et d'avoir toujours 3 mille hommes dans la main, pour les diriger sur cette place si elle avait besoin d'être secourue.

En général, pour parer aux mauvaises manœuvres et à la mauvaise direction que le duc de Raguse donne à nos affaires, il est nécessaire d'avoir beaucoup de monde à Bayonne. Activez la marche du 3e et du 105e, et de la 5e demi-brigade provisoire, sur Bayonne. Tenez là deux généraux de brigade, afin que le général L'Huillier puisse toujours disposer de forces pour être en mesure d'agir selon les circonstances.

Réunissez un millier d'hommes de cavalerie tirés des dépôts de l'armée d'Espagne, et dirigez-les, formés en régiment de marche, sur Bayonne.

Écrivez au général L'Huillier de tenir ses troupes dans la vallée du Bastan, à Bayonne, à Saint-Jean-de-Luz et à Irun, en les nourrissant bien, les barraquant, les formant et les exerçant. Ce sera au moyen de cette réserve que, si le duc de Raguse continue à faire des bévues, on pourra empêcher le mal de devenir extrême. »

Joseph à Berthier. Madrid, 1er juin 1812.

« Les rapports du duc de Raguse ne me laissant plus aucun doute sur les projets offensifs de l'ennemi dans le nord, j'ai envoyé directement au comte d'Erlon l'ordre dont Votre Altesse Sérénissime trouvera ci-joint une copie, après avoir écrit dans le même sens au duc de Dalmatie par toutes les voies possibles. Je n'ai point de nouvelles de

Valence, point de Burgos, aucune de France, depuis le 2 mai. J'ai envoyé des exprès sur tous les points. En général, chacun aime à rester dans un système isolé. J'ai dit bien souvent combien il est à désirer que l'Empereur oblige chaque général à se rattacher au commandement central. Les armées manquent partout de solde, de pain et de chevaux. La solde ne peut venir que de France; c'est beaucoup si le pays peut suffire à la nourriture des troupes : il n'y a plus de chevaux ni de mulets en Espagne. »

Joseph à Clarke. Madrid, 2 juin 1812.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre du 12. Je vais réitérer mes demandes aux divers généraux en chef, pour obtenir d'eux les états de situation et les rapports dont j'ai besoin. Jusqu'ici le général de l'armée du nord s'est refusé absolument à me les envoyer; celui de l'armée de Valence pense être dans un système différent, particulier; j'ai écrit plus de dix lettres au duc de Dalmatie, sans avoir encore pu établir aucun rapport avec lui. J'espère que vous aurez eu connaissance des lettres que j'ai écrites à ce sujet au major général, et que vous aurez pris les mesures convenables pour faire connaître aux divers généraux commandant les corps d'armée les intentions de l'Empereur.

Je suis fort touché de tout ce que vous voulez bien me dire d'amical, et je désire que vous soyez bien convaincu, Monsieur le duc, du vif désir que j'ai de rendre mes nouveaux rapports avec vous le plus agréables possible. »

Joseph

« Monsieur le duc, j'ai répondu, le 2 de ce mois,

à Clarke. Madrid, 5 juin 1812.

à la lettre que vous m'avez écrite le 12 mai, et cette réponse vous a été adressée par duplicata. Je vous annonçais que j'allais renouveler aux deux généraux en chef la demande que je leur avais déjà faite des états de situation des armées qu'ils commandent. Vous trouverez copie de la lettre que je leur ai écrite sur cet objet : vous verrez que j'y ai ajouté les détails dont j'ai cru nécessaire de les instruire sur la direction à donner à la guerre. J'avais déjà écrit particulièrement au général Caffarelli et à M. l'intendant général Dudon les lettres (nos 2 et 3), parce qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour ramener l'armée du nord au système de centralisation adopté par l'Empereur, et auquel elle s'est jusqu'ici refusée. En effet, le duc de Raguse ayant insisté, ainsi que vous le verrez par sa lettre du 29 du mois dernier au maréchal Jourdan, qui vous la communique, pour obtenir le concours de l'armée du nord dans le cas prévu par les instructions de l'Empereur, je n'ai point hésité à donner au comte Caffarelli les ordres positifs que vous trouverez consignés dans la lettre que je lui ai écrite le 3 de ce mois. J'espère que je serai obéi, et que ces dispositions ne rencontreront plus d'obstacles, surtout d'après les explications que contient votre lettre du 12, qui ne laissent aucune incertitude sur les intentions de l'Empereur, que vous aurez sans doute fait connaître directement aux généraux en chef. J'ajoute à ces mesures celle d'envoyer un de mes aides de camp au duc de Dalmatie, avec les expéditions des lettres que je lui ai écrites les 19,

26 et 28 du mois dernier; lettres qui ont toutes été communiquées à M. le prince de Neufchâtel, et dont les copies sont actuellement entre vos mains. Je presse de nouveau l'exécution des ordres que j'ai donnés pour faire agir le corps du comte d'Erlon dans les diverses hypothèses développées dans ces lettres.

J'ai écrit aussi au maréchal Suchet, ainsi que vous l'aurez vu par ma lettre du 29 mai au prince de Neufchâtel, pour faire marcher une division de l'armée de Valence. Ainsi, je pense avoir fait tout ce qu'il était en mon pouvoir de faire pour soutenir l'armée du Portugal, ou la dégager, selon le mouvement de l'ennemi, et couvrir en même temps Madrid. »

Soult à Joseph. Séville, 8 juin 1812.

« Sire, je viens de recevoir le billet que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 28 mai, et une lettre de M. le maréchal Jourdan. Votre Majesté verra, par ma correspondance, que je n'ai cessé de tenir en échec le corps du général Hill, et que, lorsqu'il s'est porté sur Almaraz, je l'ai forcé à revenir sur la Guadiana, diversion qui a obligé le général Graham à se porter avec ses divisions au secours du général Hill (1). Le général Graham n'a commencé à se retirer sur Portalègre, avec les divisions qu'il avait amenées, que le 27 mai. Le 31, son mouvement était fini, et le général Hill se trouvait de nouveau concentré à Almendralejo et Mérida, avec

(1) Cette diversion consista en quelques reconnaissances qui ne dépassèrent pas Don-Benito.

15 mille hommes, sans compter les Espagnols (1). Cela est positif; j'ai lu les rapports du général ennemi qui en rendait compte. Le duc de Raguse n'avait donc pas toute l'armée anglaise devant lui le 26, ainsi que le maréchal Jourdan me l'a mandé.

J'ai l'honneur de répéter à Votre Majesté que lord Wellington n'a en ce moment pour objet que d'isoler l'armée du Portugal de celle du midi, et de l'éloigner de la vallée du Tage. Il voudrait voir engagée une partie de mes troupes, pour venir aussitôt, avec la totalité de son armée, reconquérir l'Andalousie. Je suis même persuadé qu'il en a l'ordre, et j'ai la certitude que de Cadix on le lui écrit tous les jours. On y compte si bien, que les ennemis n'en font plus mystère : ils le mettent dans tous leurs journaux (2).

Le général Foy était, le 27 mai, au Puerto de Santa-Crux, entre Truxillo et Mérida, d'où il a écrit. Alors il ne doutait pas qu'il y eût au moins trois divisions anglaises sur la Guadiana, qu'il évaluait à la moitié de l'armée anglaise : comment se fait-il que la veille, le duc de Raguse fût persuadé qu'il avait la totalité de l'armée anglaise, moins une division devant lui ?

L'armée du Portugal va encore gâter les affaires, si elle s'étend trop sur la droite; elle devrait camper vers le col, et avoir une ou deux divisions sur

(1) Le général Hill, qui n'avait qu'une division de l'armée anglaise, ne pouvait pas avoir 15 mille hommes, sans compter les Espagnols.

(2) C'est parce qu'ils le mettaient dans leurs journaux qu'on n'aurait pas dû le croire.

la basse Tormès et le Duero. Dès lors les ennemis ne pourraient plus rien entreprendre, pas même franchir les frontières du Portugal. Toute autre disposition sera mauvaise, et aura infailliblement des conséquences fâcheuses.

Quoi qu'il en soit, je donne ordre au comte d'Erlon d'attaquer le général Hill, et de faire en sorte d'obliger le général Graham, qui doit être encore, avec deux divisions au moins, du côté de Portalègre, à marcher à son secours. A cet effet, je lui envoie des renforts. Il aura avec lui deux divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, formant plus de 13,500 hommes; mais je lui défends de perdre le contact de l'armée du midi : il ne pourrait le faire sans m'exposer à plier bagage, à évacuer l'Andalousie au moindre événement. Il manœuvrera d'ailleurs de manière à empêcher les ennemis de s'engager dans la vallée du Tage, et à les forcer à tenir une bonne partie de leur armée sur la rive gauche de ce fleuve. Si les troupes qui appartiennent à l'armée du midi m'étaient envoyées, si j'étais même renforcé jusqu'à concurrence de 20 mille hommes, je répondrais que l'armée anglaise n'entreprendrait jamais rien contre la Castille. Le système d'isolement et de dissémination qu'on a suivi jusqu'à présent a fait perdre Ciudad-Rodrigo et Badajos, il peut faire perdre l'Andalousie, si Votre Majesté n'y met ordre. D'ailleurs, elle peut toujours compter sur moi, et être persuadée que je ferai tout ce qui sera humainement possible pour le bien du service et la gloire des armées de l'Empereur. »

Joseph à Marmont. Madrid, 12 juin 1812.

« Monsieur le duc, deux jours après avoir reçu votre dernière lettre en date du 5 de ce mois, par laquelle vous m'annonciez que vous regardiez le mouvement des Anglais sur vous comme très-prochain, j'ai eu des nouvelles d'Andalousie. Le duc de Dalmatie me mande, par sa lettre du 26 mai dernier, qu'il est positif que l'intention du général anglais est de marcher avec toute son armée sur l'Andalousie, pour forcer l'armée du midi à lever le siége de Cadix. Telles sont ses propres expressions. D'après cette opinion, à laquelle le duc de Dalmatie paraît s'être arrêté, loin d'avoir exécuté les ordres que je lui avais donnés de mettre le corps du général d'Erlon en mesure de contenir celui du général Hill en Estramadure, et de passer même le Tage si le général anglais le passait pour agir sur la rive droite, il demande que l'armée du Portugal et celle d'Aragon marchent au secours de l'armée du midi. Comme cette opinion ne s'est point vérifiée jusqu'ici, et qu'elle me paraît même formellement démentie par les rapports que vous m'avez adressés, je n'ai point révoqué mes premiers ordres, et je les réitère au contraire, en pressant leur exécution. J'ai cru cependant qu'il était important de vous faire connaître, Monsieur le duc, ce que m'écrit le duc de Dalmatie. Il est possible que les Anglais fassent par la suite ce qu'ils n'ont pas fait aujourd'hui ; je vous recommande donc de ne pas vous laisser imposer par de fausses démonstrations, s'il arrivait que celles que les Anglais ont faites contre vous n'eussent eu d'autre objet que de mas-

quer leur véritable projet sur l'Andalousie. Soyez toujours prêt à faire marcher, comme mes intentions antérieures l'ont prévu, trois divisions de l'armée du Portugal en Estramadure, dans le cas où lord Wellington se porterait sur la rive gauche du Tage : c'est ce que vous êtes à portée d'observer.

Le général Caffarelli m'a écrit en date du 25 mai ; il a dû entrer en correspondance avec vous sur les secours que vous pouvez attendre de l'armée du nord. Il paraît que vous avez peu à y compter, vu l'état de faiblesse auquel, suivant ce que me mande le général Caffarelli, l'armée du nord est réduite. »

Jourdan au général Caffarelli. Madrid, 12 juin 1812.

« J'ai mis sous les yeux du roi la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 du mois dernier. Sa Majesté ayant remarqué que vous dites que Sa Majesté l'Empereur vous a confié des pouvoirs presque illimités, désire que vous lui fassiez savoir si, malgré cela, vous croyez être sous ses ordres, ou si vous croyez être indépendant. Sa Majesté vous invite à lui répondre d'une manière précise à cet égard.

Le roi me charge de vous dire que, n'ayant point reçu l'état de situation de l'armée du nord, ni de rapport sur la situation des affaires, il ne peut pas vous donner d'ordres précis sur la manière dont vous devez secourir l'armée du Portugal. Mais Sa Majesté pense que l'affaire la plus importante est de battre les Anglais s'ils marchent sur l'armée du Portugal, et qu'il est nécessaire pour cela que vous

marchiez au secours du duc de Raguse avec toutes les troupes dont vous pourrez disposer, lorsque ce maréchal aura la certitude que lord Wellington veut prendre l'offensive, et qu'il vous écrira de venir le joindre.

Le roi m'ordonne de vous adresser copie de la première lettre que j'ai écrite à M. le général Dorsenne. Sa Majesté désire, si vous croyez être sous ses ordres, que vous lui adressiez le plus tôt possible les renseignements que je demandais à ce général. »

Soult à Joseph. Séville, 12 juin 1812.

« Sire, le comte d'Erlon m'a communiqué un ordre direct que lui a adressé le maréchal Jourdan le 28 mai. Avant de faire à Votre Majesté mes humbles représentations sur le contenu de cet ordre, je dois avoir l'honneur de lui faire observer que, du moment où Sa Majesté fait adresser des ordres de mouvement aux généraux de l'armée du midi, je suis dispensé de leur en donner, et ma responsabilité cesse. Dans ce cas, je dois supplier Votre Majesté de vouloir bien obtenir de l'Empereur que je sois immédiatement remplacé dans le commandement de l'armée du midi, ou bien que Votre Majesté daigne elle-même y pourvoir : car je ne puis être ainsi compromis soit relativement au service, soit concernant ma propre responsabilité, sans d'ailleurs considérer si j'ai mérité que la confiance me soit retirée.

Au sujet de l'ordre, qui est dans le même esprit que ceux dont Sa Majesté a daigné m'honorer, j'ai

l'honneur de lui représenter que le comte d'Erlon remplira infiniment mieux l'objet que Sa Majesté se propose, en se conformant aux instructions que je lui ai données et dont j'ai rendu compte, que s'il se portait dans la vallée du Tage; car il serait inévitablement perdu pour l'armée du midi, il n'arriverait jamais à temps pour secourir l'armée du Portugal (1), et serait insuffisant pour couvrir Madrid. Je considère que le sort de l'Andalousie sera résolu le jour même où le comte d'Erlon passera le Tage avec ses troupes, et que dès ce moment je ne dois plus penser qu'à réunir le restant de l'armée du midi pour évacuer le pays : car il ne faut pas compter que le comte d'Erlon ni ses troupes qui sont sur le Tage, ni même ce qui pourrait être envoyé de Madrid, arriverait assez à temps pour empêcher cet événement. Les ennemis étant à Badajos et à Elvas, ils ne sont qu'à cinq fortes marches de Séville; et à la sixième ils passent le Guadalquivir, s'emparent de cette place importante, et se mettent en communication avec l'escadre qui est dans la baie de Cadix, ainsi qu'avec l'armée de Ballesteros qui descend des montagnes de Gibraltar. Ils changent leur ligne d'opération sans avoir compromis un seul homme, puisqu'il faut le double de temps aux troupes qui seraient sur le Tage, et quatre fois plus à celles qui viendraient de l'armée du Portugal ou de Madrid, quand bien même on serait prévenu à temps du mouvement des ennemis. Il est à supposer que dans

(1) Si le comte d'Erlon eût atteint Madrid le 15 juillet, il serait arrivé assez à temps pour secourir l'armée du Portugal.

cette hypothèse il leur serait facile de le masquer pendant quelques jours, et d'avoir sur nous l'initiative de plusieurs marches. Il faut, en outre, considérer qu'indépendamment des Anglais qui sont en Estramadure, j'ai contre moi 30 mille Espagnols ou Anglais, tant avec Ballesteros que dans l'île de Léon; sur ma gauche, et dans le comté de Niebla, ma ligne de communication à conserver, et une immense étendue de côtes et de pays sur les deux mers à conserver (1).

Je le répète, l'armée du midi ne peut faire ce qui est ordonné (de porter le comte d'Erlon avec 15 mille hommes dans la vallée du Tage), sans être, quinze jours après, obligée à évacuer l'Andalousie : les ennemis ne manœuvrent en ce moment que pour obtenir ce résultat, et nous le favoriserions en prenant cette disposition. Si cependant Votre Majesté insiste, je la supplie itérativement de me faire retirer le commandement de l'armée du midi, pour que je ne sois pas responsable des événements fâcheux qui arriveront infailliblement, et qu'il ne sera plus en mon pouvoir d'éviter.

Si Votre Majesté me faisait envoyer les 9 à 10 mille hommes que j'ai dans l'intérieur de l'Espagne,

(1) En supposant ces observations fondées, qu'eût-il résulté de tout cela? Le duc de Dalmatie se serait replié sur les secours que lui aurait menés le général en chef de l'armée du Portugal, et lord Wellington, se trouvant à son tour devant des forces supérieures, aurait été obligé de reculer. Mais, dit-on, on aurait perdu l'Andalousie! Cela est possible, mais on n'aurait pas perdu la bataille des Arapiles; et les armées étant plus concentrées, lord Wellington n'aurait pu rien entreprendre, et aurait été bientôt forcé de rentrer en Portugal.

(*Réflexions du maréchal Jourdan.*)

je pourrais porter le corps du comte d'Erlon à 22 ou 23 mille hommes, et son ascendant serait tel qu'il obligerait le général anglais à tenir la moitié de son armée sur la rive gauche du Tage, et neutraliserait toutes ses opérations.

Si, en outre, Votre Majesté ordonnait à l'armée du Portugal de se concentrer sur les deux versants du col de Banôs, la gauche à Placencia, et la droite vers Salamanque qui ne serait gardée que par un détachement, l'armée anglaise ne pourrait rien entreprendre ni déboucher par aucune direction sans prêter le flanc; elle ne viendrait pas non plus attaquer celle du Portugal, qui, se trouvant à la tête des débouchés qui viennent sur la frontière d'Avila, n'aurait rien à craindre pour sa ligne de communication, se trouverait en rapport d'opérations avec l'armée du midi par le détachement de celle du centre qui serait dans la vallée du Tage, et couvrirait toute la frontière, même en reposant les troupes. Si, au contraire, l'armée du Portugal s'étend vers le nord, c'est elle qui y entraîne le théâtre de la guerre, et qui fait pencher la balance en faveur des ennemis, aux dépens des armées qui sont dans le midi de l'Espagne et des provinces qu'elles occupent. Elle s'expose à être battue, et le sera infailliblement avant que des secours puissent lui arriver, de quelque part qu'ils viennent.

Enfin, si Votre Majesté ne croit pas devoir modifier ses dispositions, et si elle ne juge pas à propos de prendre en considération les observations que j'ai faites, mon devoir et l'honneur des armées im-

périales m'obligent à lui déclarer que je ne me sens pas assez fort pour garder l'Andalousie, et je lui demande l'ordre de l'évacuer : alors mon rôle étant changé et devenant armée d'opération, je me porterai partout où Votre Majesté jugera la présence de l'armée du midi nécessaire.

J'ai, au surplus, l'honneur de rendre compte à Votre Majesté que vraisemblablement je me porterai vers Tarifa et Algésiras avec le restant de l'armée, pendant que le comte d'Erlon sera en opération en Estramadure pour tâcher de détruire l'armée de Ballesteros, qui, malgré l'échec reçu à Banôs, prend tous les jours plus de consistance, et vient de recevoir 6 mille hommes de renfort, dont la moitié Anglais, débarqués à Algésiras. Cette armée met en campagne 14 à 15 mille hommes, et il vient de m'être rendu compte que le général Graham devait incessamment arriver à Gibraltar pour en diriger les opérations. »

Le colonel Desprez à Joseph. Séville, 13 juin 1812.

« Sire, je suis arrivé à Séville le 11 de ce mois, et j'ai remis au duc de Dalmatie les dépêches dont Votre Majesté m'avait chargé.

Les lettres que j'ai apportées ont donné lieu à une longue discussion, et M. le maréchal m'a paru peu disposé à les exécuter. J'ai cru remarquer que sa situation était la seule chose qu'il considérât. Il a répété souvent qu'il avait 60 bataillons, 70 escadrons, et autant de train de campagne; qu'il se croyait assez fort pour tenir tête à l'ennemi, s'il dirigeait ses forces contre l'Andalousie, et que le ma-

réchal Marmont devait tenir le même langage. J'ai répondu que les regards de l'armée du midi ne devaient pas se diriger seulement à assurer sa propre conservation; qu'elle devait se considérer comme une portion de l'armée française en Espagne, et qu'elle était obligée d'aller au secours des autres corps; que Sa Majesté, dans les circonstances actuelles, mettait le titre de chef de l'armée au-dessus de celui de roi, et saurait, s'il le fallait, sacrifier l'Andalousie à des intérêts plus pressants; que M. le duc de Raguse ne pouvait lutter contre la totalité de l'armée anglaise. J'insistai particulièrement sur la position où se trouverait Sa Majesté dans le cas où l'ennemi menacerait Madrid. Je représentai que l'armée du Portugal ne trouvant pas d'appui vers le Tage, et ne devant pas en chercher dans l'armée du nord, Sa Majesté peut être réduite à se retirer sur Valence, et à s'éloigner des masses les plus considérables de l'armée qu'elle commande. J'ai enfin demandé à M. le maréchal si, dans le cas où les troupes anglaises marcheraient sur le nord, le comte d'Erlon recevrait l'ordre de passer le Tage. On me répondit positivement que non. Je n'ai pas cru devoir prolonger la discussion, et je priai M. le maréchal de faire connaître lui-même à Votre Majesté ses intentions.

M. le général Drouet a son quartier général à Fuente-Orejuna, et ses derniers rapports annoncent que 12 à 15 mille Anglais occupent encore l'Estramadure.

Je crois devoir prévenir Votre Majesté qu'il n'a point été mis à l'ordre de l'armée du midi que Sa

Majesté avait le commandement général des armées en Espagne. Ce que j'ai entendu dire à M. le maréchal et aux personnes qui l'entourent me prouve qu'il est mécontent de n'avoir pas été nommé major général de Sa Majesté. »

Le comte d'Erlon à Joseph. Berlanga, 18 juin 1812.

« Sire, Votre Majesté aura vu, par ma lettre du 12, que le général Hill avait quitté ses positions d'Almandralejo et Villa-Franca, pour se porter à Zafra, Benvenida et Uerma. Je lui annonçai également que j'attendais un renfort d'une division d'infanterie et d'une de cavalerie pour entrer en expédition.

Je fus prévenu par le duc de Dalmatie que ces troupes partiraient de Séville le 14, et suivraient, à mon choix, soit la grande communication par Santa-Olalla et Monasterio, soit la communication par Constantina. Je m'empressai de répondre à Son Excellence que je désirais voir venir les troupes par Constantina, attendu que cette communication étant beaucoup plus rapprochée de ma position, notre réunion était plus prompte et plus sûre, puisque j'occupais déjà Berlanga avec ma cavalerie, ce qui me donnait l'initiative de mes mouvements, ne m'éloignait pas de la Serena, et me laissait à même de me porter promptement sur le Tage, dans le cas où le corps du général Hill aurait remarché sur ce fleuve. J'espérais que Son Excellence accéderait à ma demande : mais, en réponse à ma lettre, le maréchal me fait connaître que les troupes ne peuvent partir de Séville que le 16; qu'elles suivront

la grande communication, et déboucheront le troisième jour à Monasterio. Je suis donc obligé de me porter avec toutes mes forces sur l'extrême gauche pour effectuer ma réunion, qui ne peut s'opérer qu'au centre des positions de l'ennemi, ce qui m'éloigne beaucoup des communications avec le Tage, que je n'aurais jamais voulu perdre de vue.

Dans les instructions que le duc de Dalmatie m'adresse, il me fait connaître positivement que je dois toujours être à même de le joindre, quels que soient les ordres que je pourrai recevoir, en me prévenant que si je m'établissais dans la vallée du Tage, je deviendrais responsable des événements qui pourraient survenir en Andalousie, et que dès lors la division d'infanterie et celle de cavalerie qu'il m'envoyait cesseraient d'être sous mes ordres, ses intentions n'étant pas qu'elles dépassent la Guadiana. D'ailleurs, Sire, le maréchal m'annonce avoir l'honneur d'envoyer à Votre Majesté copie des ordres qu'il me donne.

Jusqu'ici les intentions de Votre Majesté ont été remplies, puisque le corps du général Hill est toujours en entier devant moi : mais, Sire, je crains de me trouver par la suite dans un extrême embarras, si les ordres que Votre Majesté daignait m'adresser n'étaient pas en rapport avec les instructions du duc de Dalmatie. Votre Majesté daignera sentir elle-même la position difficile dans laquelle je me trouve dans une semblable circonstance. Je la supplie néanmoins de compter toujours sur mon ardent désir d'exécuter ses volontés,

toutes les fois qu'elle daignera me les faire connaître. »

Joseph à Marmont. Madrid, 18 juin 1812.

« Monsieur le duc, le maréchal Jourdan m'a communiqué votre lettre du 14 de ce mois. J'espère que si le général Hill s'est réuni au gros de l'armée ennemie, le comte d'Erlon aura suivi le mouvement, et qu'il arrivera bientôt dans la vallée du Tage. Je ne saurais supposer que le duc de Dalmatie n'exécutera pas les ordres formels que je lui ai donnés à cet égard, et que j'ai si souvent réitérés. J'espère aussi que le comte Caffarelli vous enverra quelques secours. Je viens d'envoyer ordre aux troupes qui sont dans la Manche de venir sur le Tage; je les réunirai à celles qui sont sous le commandement du général Treilhard, ce qui formera un petit corps d'environ 4 mille hommes, qui agira avec les troupes de l'armée du midi, sous les ordres du comte d'Erlon. Je pense que si le général Hill est resté avec 18 mille hommes sur la rive gauche du Tage, vous serez en état de battre l'armée anglaise, surtout si vous recevez quelques secours de l'armée du nord. C'est à vous à bien choisir votre champ de bataille et à bien faire vos dispositions. Mais je conçois que si le général Hill est réuni au gros de l'armée anglaise, le succès pourrait être incertain, si vous combattez seul; je pense donc que, dans ce cas, vous devez manœuvrer de manière à éviter de livrer bataille avant l'arrivée des troupes du comte d'Erlon et de celles que j'ai demandées au duc d'Albuféra. Si les ordres que j'ai donnés à

ce maréchal et au duc de Dalmatie sont exécutés, le succès est certain. Il ne faudrait donc pas se compromettre par trop de précipitation ; il serait même moins dangereux de céder un peu de terrain. J'ai cru devoir vous adresser ces réflexions, afin que, suivant les circonstances, vous en fassiez l'usage convenable. Je n'hésiterais pas même à vous donner l'ordre positif de refuser la bataille, si j'étais certain de l'arrivée du comte d'Erlon avec 15 mille hommes, et de l'arrivée d'une division de l'armée d'Aragon ; car alors l'armée anglaise serait fortement compromise. Mais, dans l'incertitude où je suis à cet égard, je ne puis que vous répéter que si le corps du général Hill est encore sur la rive gauche du Tage, vous devez bien choisir votre terrain pour livrer bataille avec toutes vos forces réunies; mais que si le corps du général Hill est réuni à lord Wellington, vous devez éviter de combattre aussi longtemps que cela vous sera possible, afin d'attendre les secours qui sans doute arriveront. Je viens de réitérer, à cet égard, mes ordres au duc d'Albuféra et au duc de Dalmatie, et je vais les réitérer au général Caffarelli. »

« Monsieur le duc, j'ai été instruit hier dans la nuit, par une lettre du duc de Raguse, datée de Salamanque le 14 de ce mois, que l'armée anglaise en masse a passé l'Agueda le 12 juin, que le 13 elle s'est portée sur l'Aldehuela de Feltès, et le 14 elle marchait sur San-Munoz. Le maréchal duc de Raguse n'avait pas encore de nouvelles du corps

Joseph à Clarke. Madrid, 19 juin 1812.

du général Hill; mais il supposait qu'il était en marche pour joindre le gros de l'armée anglaise par le col de Banôs. Dans cet état de choses, j'ai renouvelé les ordres que j'avais donnés au maréchal duc de Dalmatie relativement au corps du comte d'Erlon, qui, je l'espère encore, aura suivi le corps du général Hill. Si celui-ci a passé le Tage, vous voyez quelles conséquences l'inexécution de ces ordres pourrait avoir. Mes lettres au duc de Dalmatie, dont je vous envoie copie, vous feront connaître que je ne les lui ai pas dissimulées. J'ai en même temps donné des ordres pour rassembler sur le Tage les troupes de l'armée du centre qui sont dans la Manche. J'ai écrit au maréchal Suchet de s'avancer de sa personne à Cuença avec un corps assez considérable pour couvrir le centre et agir suivant les événements. Vous trouverez copie de ma lettre à ce maréchal. J'ai renouvelé, d'un autre côté, au général Caffarelli les ordres que je lui avais donnés pour secourir l'armée du Portugal. Enfin, j'ai écrit au maréchal duc de Raguse la lettre dont je vous adresse également copie. »

Joseph au général Caffarelli. Madrid, 19 juin 1812.

« Monsieur le général, le duc de Raguse me rend compte, par sa lettre du 14 de ce mois, que l'armée anglaise a passé l'Agueda le 12 juin, et que le 14 elle arrivait à Jamamès. J'espère que, d'après mes ordres précédents et les instances réitérées du duc de Raguse, vous aurez fait marcher pour le soutenir toutes les troupes dont vous aurez pu disposer. Vous aurez sans doute senti que le moyen le plus

sûr de défendre les provinces qui sont sous votre commandement, c'est de battre l'armée anglaise; et que si le duc de Raguse perdait une bataille, vous ne seriez plus en état de vous soutenir au delà de l'Èbre, et que le sort de l'Espagne serait compromis. Si cependant vous n'aviez fait aucune disposition quand vous recevrez la présente pour soutenir le duc de Raguse, je vous réitère l'ordre formel de marcher sur-le-champ avec toutes les troupes que vous pourrez réunir. »

Joseph au comte d'Erlon. Madrid, 21 juin 1812.

« Monsieur le général, le maréchal Jourdan m'a communiqué votre lettre du 9 juin. L'armée anglaise a passé l'Agueda le 13 juin; elle marche sur l'armée du Portugal, qui, suivant les rapports que je reçois aujourd'hui, s'est concentrée sur le Duero, entre Zamora et Toro. Il est possible que Salamanque soit évacuée. Castanos marche de la Galice avec des forces nombreuses. Le centre est tout à fait à découvert. Vous aurez sans doute reçu les renforts que j'ai donné l'ordre au duc de Dalmatie de se disposer à vous envoyer. Vous devez avoir 15 mille hommes. Agissez avec ce corps et tout ce qui est sous le commandement du général Darricau. Rapprochez-vous de moi; passez le Tage, et mettez-vous en état d'agir suivant les événements; n'attendez aucun ordre. Écrivez-moi. »

Joseph à Soult. Madrid, 30 juin 1812.

« Monsieur le duc, j'ai lu avec beaucoup d'attention vos dernières lettres, et particulièrement celle du 12 juin, que vous m'avez écrite après avoir vu le colonel Desprez. Je ne reviendrai plus sur le fond de la question traitée dans notre correspondance : les

événements ont assez *justifié les mesures que j'avais prises, et prouvé l'erreur dans laquelle vous êtes sur les véritables projets des Anglais. Vous avez pu vous tromper; mais si vous avez formellement défendu au comte d'Erlon de passer le Tage, dans le cas où les Anglais qui sont en Estramadure se porteraient sur la rive droite de ce fleuve pour se joindre au gros de l'armée ennemie, vous avez donné au comte d'Erlon des ordres contraires à ceux que j'ai donnés à vous et à lui-même; vous avez mis votre autorité au-dessus de la mienne; vous ne me reconnaissez pas comme commandant des armées en Espagne.*

D'après cela, placé, comme je le serais, dans l'alternative, ou de me priver de vos talents et de votre expérience militaires, ou de laisser briser entre mes mains, dès les premiers pas, le pouvoir que je tiens de l'Empereur, je ne puis hésiter.

Ainsi, Monsieur le duc, quelque pénible qu'il soit pour moi de voir que vous ayez si peu conservé le souvenir de mes anciennes relations avec vous, et si peu cherché le bien des affaires en général, pour me forcer à choisir entre deux partis, l'un et l'autre fâcheux, le seul que l'honneur et les circonstances puissent me permettre de prendre, je consens à la demande que vous me faites de quitter le commandement dans le cas où je ne révoquerais pas mes premiers ordres, puisque non-seulement je ne puis les révoquer, mais que je ne puis même que vous les confirmer de nouveau, ainsi qu'à M. le comte d'Erlon. Remettez donc, si vous préférez cette ex-

trémité, le commandement au général d'Erlon, qui est le général de division le plus ancien, et qui en sera chargé jusqu'à ce que l'Empereur vous ait nommé un successeur.

Joseph à Clarke. Madrid, 2 juillet 1812.

« Monsieur le duc, depuis ma lettre du 26 du mois dernier, j'ai reçu diverses lettres du comte Caffarelli, auquel j'avais écrit, comme je vous l'ai mandé le 12 juin, d'envoyer au maréchal Marmont toutes les troupes dont il pouvait disposer. Je vous envoie ici copie de sa dernière lettre du 25, qui contient le résumé de toutes les autres; elle ne me laisse aucune espérance qu'il fasse marcher le secours annoncé pour l'armée du Portugal, qui l'attendait avec impatience, ainsi que vous le verrez par une lettre du maréchal Marmont. Je suis loin d'approuver la conduite du général Caffarelli; ses craintes sur les projets des Anglais me paraissent exagérées, et en les supposant fondées il devait faire céder toute considération au grand intérêt de mettre l'armée du Portugal en mesure de battre l'armée anglaise. Il a secondé les vues de l'ennemi, qui n'a fait ces démonstrations sur la côte que pour l'empêcher de détacher une partie de l'armée du nord vers le Duero. Le maréchal Suchet, de son côté, a répondu le 19 juin aux ordres que je lui avais donnés le 29 mai, et dont copie était jointe à ma lettre du même jour à M. le prince de Neufchâtel, en m'envoyant copie d'une lettre de M. le prince de Neufchâtel, dont il s'appuie pour se refuser à se conformer aux premières instructions qui lui enjoignaient de couvrir Madrid.

Comme je lui ai écrit d'une manière plus pressante, et en me prêtant aux arrangements qu'il pouvait désirer, j'attends un effet plus heureux de mes dernières instances, et j'aurai soin de vous en faire connaître le résultat. »

Joseph à Soult. Madrid, 6 juillet 1812.

« Monsieur le maréchal, l'armée du Portugal, après avoir vu tomber le fort de Salamanque, qui s'est défendu pendant onze jours, a passé le Duero à Tordesillas, et a laissé ainsi l'armée anglaise maîtresse de tout le pays, à la rive gauche. Il paraît que tous les ponts ont été coupés, et que celui de Tordesillas seul a été conservé. Le maréchal duc de Raguse ne s'est pas cru assez fort pour attaquer l'ennemi, et a voulu, à ce qu'il me mande, aller à la rencontre de 7 à 8 mille hommes de renfort qui lui étaient annoncés par le général Caffarelli.

Dans l'état actuel des choses, sans nouvelles du comte d'Erlon, instruit que les secours promis par le général Caffarelli n'étaient point partis de Vittoria le 25 juin et ne partiront pas, et ne pouvant disposer, pour marcher avec moi, que d'un si petit nombre de troupes que ce serait à peine une escorte, je me détermine à vous donner l'ordre précis de faire partir sur-le-champ et de diriger sur Tolède un corps de 10 mille hommes, dont 8 mille d'infanterie et 2 mille chevaux, avec les attelages pour 10 bouches à feu. En n'envoyant que les attelages, la marche de ce corps ne serait pas retardée, et toutes les routes lui seront bonnes. Je regarde l'exécution de la disposition que je vous prescris comme la plus impor-

tante de toutes, et je lui subordonne toute autre considération. Ainsi, je vous autorise, Monsieur le duc, à évacuer telle partie du territoire que vous jugerez nécessaire, pour accélérer le plus possible le départ des 10 mille hommes que je vous demande, et que j'attends avec la plus grande impatience. »

Joseph à Clarke. Madrid, 13 juillet 1812.

« Monsieur le duc, je vous envoie copie des lettres qui viennent de me parvenir du maréchal Suchet et du général comte d'Erlon. Vous voyez l'inutilité des efforts que j'ai faits jusqu'ici, et que je ne puis attendre, malgré les instructions de M. le prince de Neufchâtel, aucun secours de l'armée d'Aragon. J'ai aussi, d'après la lettre du comte d'Erlon, peu d'espérance que le duc de Dalmatie ait obéi aux ordres que je lui ai envoyés, et dont vous avez reçu copie avec ma dernière lettre du 2 de ce mois. La position des armées est toujours à peu près la même; elles sont en présence sur les bords du Duero, l'armée française sur la rive droite, l'armée anglaise sur la rive gauche de ce fleuve. »

Soult à Joseph. Ste-Marie, 16 juillet 1812.

« Sire, je viens de recevoir le billet que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 6 juillet. Je ne puis envoyer à Tolède les 10 mille hommes que Votre Majesté me demande, sans évacuer l'Andalousie, où tous les points se commandent réciproquement. Si Votre Majesté avait reçu mes rapports, elle aurait vu que le comte d'Erlon a été forcé par un corps de 30 mille hommes, commandé par le

général Hill (1), à s'adosser au débouché de l'Andalousie. Je le renforce de toutes les troupes dont je puis disposer sans lever le siége de Cadix, et je lui ordonne de nouveau impérativement d'attaquer l'ennemi, et de le rejeter au delà de la Guadiana. Alors le comte d'Erlon s'établira à Mérida, et étendra son influence jusqu'à la vallée du Tage. J'étais venu à Sainte-Marie pour me préparer à lever le siége de Cadix; je retourne à Séville. J'irai moi-même en Estramadure, si mes ordres ne sont pas exécutés. Sire, je suis pénétré de la situation de Votre Majesté et de l'état des affaires en général; quelques troupes que je vous envoie, elles ne suffiront jamais pour les rétablir, à moins que toute l'armée du midi ne marche; mais alors il faut évacuer entièrement l'Andalousie, et ce mouvement fait percée sur Valence. Nous ne pouvons vivre ni sur le Tage ni en Estramadure, et, d'une position à une autre, nous irons jusqu'à l'Èbre. Cela peut s'éviter : nous pouvons, en reprenant l'initiative, sauver 6 mille malades ou écloppés que je serais peut-être forcé d'abandonner, ainsi que 200 mille Espagnols qui se sont prononcés pour Votre Majesté et qui seraient perdus sans ressources. Nous pouvons aussi sauver 2 mille bouches à feu, et l'unique matériel d'artillerie qui existe actuelle-

(1) Le général Hill n'avait que sa division; les sept autres divisions de l'armée anglo-portugaise étaient dans le nord. Quand même ce général eût été rejoint par 10 à 12 mille Espagnols et Portugais, il ne pouvait avoir 30 mille hommes avec lui; et s'il les avait, il était plus convenable d'aller lui livrer bataille que de songer au siége de Tarifa. *(Réflexions du maréchal Jourdan.)*

ment en Espagne. Une seule disposition de Votre Majesté peut obtenir ce résultat, lequel abrégera la guerre de ce pays d'au moins six campagnes. Je propose à Votre Majesté de venir elle-même en Andalousie, avec toutes les forces qu'elle pourra amener. Si le nombre en est considérable, nous pourrons porter jusqu'à 25 ou 30 mille hommes l'armée d'expédition qui sera en Estramadure ; ainsi nous ramènerons le théâtre de la guerre à la rive gauche du Tage, et l'armée du Portugal se trouvant dégagée pourra se remettre en ligne. Quoi qu'il arrivât, Votre Majesté se trouverait à la tête d'une belle armée dans le cas de livrer bataille. Si elle était attaquée sur le théâtre de ses opérations, et si nous étions malheureux, le pis aller serait de se réunir à l'armée d'Aragon pour tenir encore campagne.

Si Votre Majesté ne prend pas ce parti, je ne vois pas comment les affaires peuvent s'arranger, ni comment éviter non-seulement des pertes immenses, mais de porter préjudice au service de l'Empereur et de nuire à l'éclat de ses armes. J'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté, je ne puis faire aucun détachement au delà de la Sierra-Morena et de la Guadiana sans être dans le cas d'évacuer l'Andalousie et de marcher avec toute l'armée. Je demande à ce sujet des ordres positifs à Votre Majesté. »

Joseph à Clarke. Madrid, 17 juillet 1812.

« Monsieur le duc, je vous ai écrit régulièrement, et je vous ai adressé ma correspondance avec les généraux en chef. La difficulté des communications me fait craindre que mes lettres ne vous soient pas

parvenues. Je profite d'une occasion plus sûre pour vous en donner le résumé. Le maréchal Marmont ne s'est pas cru en mesure d'attaquer les Anglais après le passage de l'Agueda; il s'est retiré. Le fort de Salamanque s'est rendu après une résistance de onze jours. Aujourd'hui l'armée du Portugal est sur la rive droite du Duero, et a son quartier général à Tordesillas; l'armée anglaise est sur la rive gauche, et a le sien à Rueda. Le corps du général Hill était, le 3 juillet, à Albuera, fort de 30 mille hommes. Le comte d'Erlon est devant lui à Villa-Franca avec 11 mille hommes. (Voyez sa lettre du 3 juillet.) J'avais fait les dispositions suivantes : Le général Caffarelli a reçu l'ordre, le 3 juin, d'envoyer sa cavalerie et son artillerie au secours de l'armée du Portugal. J'ai ordonné le 29 mai au maréchal Suchet d'envoyer, conformément aux instructions du major général, une division de 6 mille hommes pour protéger le centre. Le duc de Dalmatie a eu l'ordre, dès le 7 mai, de porter le corps du comte d'Erlon à 18 mille hommes, c'est-à-dire au tiers environ de l'armée du midi, et de lui prescrire de battre le corps du général Hill, ou au moins de le suivre et de passer le Tage, si le général anglais tentait de se réunir au gros de l'armée ennemie. Si ces ordres eussent été exécutés, l'armée anglaise ne serait pas où elle est : aucun ne l'a été. Le général Caffarelli m'écrit qu'il a une expédition anglaise sur les côtes de la Biscaye, et il n'a rien envoyé. Le maréchal Suchet répond par la copie d'une autre du major général, qui lui prescrit d'employer les forces qui sont sous ses or-

dres à la défense des provinces qui font partie de son commandement, et il a fait mettre cette lettre à l'ordre du jour de son armée. Le duc de Dalmatie non-seulement n'a pas obéi, mais il a défendu aux 4,500 hommes de renfort qu'il a envoyés au comte d'Erlon de suivre son mouvement s'il passait la Guadiana. Il offre sa démission, plutôt que d'exécuter mes ordres. MM. les généraux en chef ont-ils des instructions particulières? je n'ai rien à leur reprocher; mais alors je remets à l'Empereur le commandement qu'il m'a confié. N'en ont-ils pas? ils sont coupables, et je demande leur rappel. Faites parvenir cette lettre à Sa Majesté Impériale, et faites-moi connaître le plus tôt possible ses intentions. »

Joseph à Clarke. Madrid, 18 juillet 1812.

« Monsieur le duc, je viens de recevoir la nouvelle que la division Palombini se rend aux ordres que je lui ai donnés. J'attends avec impatience son arrivée pour me porter au secours de l'armée du Portugal. J'ai donné l'ordre aux troupes de l'armée de l'Aragon qui se trouvent dans la province de Cuença de me rejoindre; mais jusqu'ici je ne puis encore me flatter qu'ils soient exécutés. Toutefois, je partirai sans elles dès que la division italienne sera arrivée. Le peu de troupes de l'armée du centre est réuni aux environs de Madrid; la cavalerie doit être demain à Naval-Carnero. Toutes les provinces du centre sont évacuées, et même les positions de Somo-Sierra et Buytrago. Je n'eusse pas été réduit à ces fâcheuses extrémités, si le général en chef de l'armée du nord eût obéi aux ordres que je lui ai

donnés si souvent de se réunir à tout prix à l'armée du Portugal, en abandonnant momentanément les points qui exigent des garnisons, comme je viens de le faire. Je vous le répète, Monsieur le duc, si l'Empereur ne trouve pas le moyen de faire que les généraux des armées du nord, de l'Aragon et du midi m'obéissent, l'Espagne est perdue, et avec elle l'armée française. Je vous l'ai déjà mandé et je vous le répète encore, parce que les circonstances deviennent tous les jours plus graves : que ces généraux qui ne pensent qu'à leurs provinces, et non à l'ensemble des opérations, soient destitués de tout commandement, pour l'exemple de leurs successeurs; qu'ils ne puissent avoir d'autres instructions que celle de m'obéir ; ou que l'Empereur ne me condamne pas à être le témoin impuissant des désordres de ses armées et de la perte de ce pays. Je confirme donc tout ce que je vous ai déjà écrit par ma lettre d'hier à ce sujet. »

Joseph à Clarke. Madrid, 21 juillet 1812.

« Monsieur le duc, les troupes de l'armée du centre s'étant concentrées après l'évacuation de la Manche et des provinces de Cuença et d'Avila, et la division italienne n'étant pas arrivée, j'ai formé un corps de 14 mille hommes, en y comprenant cette division, avec lequel je pars pour aller joindre l'armée du Portugal. Je compte me porter vers le Duero, dans la direction de Villa-Castin et d'Arevalo, et opérer ma jonction avec l'armée du Portugal sur la rive gauche de ce fleuve. Dans aucun cas, je ne veux l'aller chercher sur la rive droite. Après cette

réunion, j'espère être en mesure de combattre l'armée anglaise, de tenter, avec quelques probabilités de succès, le sort d'une affaire décisive. Je vous adresse copie de la lettre que j'écris au maréchal duc de Raguse; elle vous fera connaître plus en détail mon plan d'opérations. »

« Monsieur le maréchal, ayant perdu l'espérance de vous faire secourir par des troupes de l'armée du midi et de l'armée d'Aragon, j'ai pris le parti d'évacuer toutes les provinces comprises dans l'arrondissement de l'armée du centre. Je ne laisse de garnison qu'à Madrid, Tolède et Guadalaxara, et je pars ce soir avec un corps de 13 à 14 mille hommes. Je vais me diriger sur Villa-Castin et Arevalo. De là, je me porterai sur Olmedo pour me réunir à vous, ou sur Fontiveros et la Tormès, pour menacer les communications de l'ennemi, suivant les événements et le parti que vous prendriez. J'ignore votre position; je n'ai pas des notions bien précises sur celle de l'ennemi ni sur ses forces : je ne peux donc pas juger de ce que vous pouvez faire, et, par conséquent, vous envoyer des ordres formels. Ainsi, c'est à vous à me faire savoir ce que vous êtes en état d'entreprendre au moyen des secours que je vous mène, et j'agirai en conséquence. Je vous fais observer seulement que je ne peux pas rester longtemps éloigné de ma capitale : il faut donc agir promptement. Je vous préviens aussi que je ne peux me réunir à vous qu'autant que vous passerez le Duero, étant dans la ferme résolution de ne point passer sur la

Joseph à Marmont. Madrid, 21 juillet 1812.

rive droite de ce fleuve, et de me porter plutôt en Andalousie pour y chercher l'armée du midi, et revenir ensuite au centre de l'Espagne y livrer bataille à l'armée anglaise. Calculez, d'après cela, ce que vous pouvez entreprendre; faites-le-moi savoir, et je ferai tout ce qu'il sera possible de faire avec le corps de troupes qui est avec moi. Je dois vous faire observer que tant que je ne connaîtrai pas vos intentions, je devrai agir avec circonspection, afin de ne pas m'exposer à être battu, ou au moins à reculer. Mon mouvement doit nécessairement fixer l'attention de l'ennemi; il devra détacher des troupes pour m'observer : c'est à vous à en profiter pour agir, afin de ne pas laisser à lord Wellington la facilité de faire impunément un détachement sur moi. Je vous ai développé plus haut les motifs qui m'empêchent de vous donner des ordres précis; mais voici mon opinion sur la manière dont vous devez agir : Aussitôt que lord Wellington aura fait un détachement sur moi, vous devez vous porter sur la rive gauche du Duero, soit par le pont de Tordesillas ou Fuente-Duero, soit par le pont de Toro. Si vous passez par Tordesillas ou Fuente-Duero, je me porterai sur Médina ou sur Valdestillas, afin de me réunir à vous, et ensuite nous agirons avec vigueur. Si vous passez à Toro, et que vous vous portiez sur Salamanque, je me porterai sur Alba de Tormès par Fuente-Duero. Cette dernière opération aurait vraisemblablement l'avantage de forcer lord Wellington à quitter les environs de Tordesillas pour se réunir à Salamanque; et ce premier mouvement rétrograde

serait fort avantageux pour l'opinion, et nous donnerait la facilité de nous réunir. Il est peu probable que lord Wellington se hasarde à passer sur la rive droite du Duero par Tordesillas, lorsqu'il verra que vous et moi nous nous portons sur Salamanque, puisqu'il perdrait sa ligne d'opération sur le Portugal, à laquelle il doit tenir beaucoup. Je n'hésiterais pas même à vous donner l'ordre de vous porter rapidement sur Toro, et de là sur Salamanque, si je savais ce qui se passe sur la rive droite du Duero, où on dit qu'une armée espagnole est en opération. Cependant, je ne puis me dispenser de vous faire observer que cette armée sera bientôt dissipée, si nous parvenons à battre l'armée anglaise.

Faites-moi donc savoir, Monsieur le maréchal, ce que vous croyez pouvoir entreprendre, et comptez que, de mon côté, je ferai tout ce qui dépendra de moi.

P. S. Demain je serai à Espinar, et ma cavalerie à Villa-Castin. »

« Monsieur le duc, ainsi que je vous l'ai mandé le 21 de ce mois, je suis parti de Madrid le même jour, en m'avançant par l'Escurial et Villa-Castin sur Blasco-Sancho, où je suis depuis hier. J'avais eu à Villa-Castin, par le gouverneur de Ségovie que j'y trouvai, la confirmation de la nouvelle, que quelques habitants de l'Espinar avaient déjà répandue la veille, du passage du Duero par l'armée du Portugal; et, avant d'arriver ici, il n'était plus douteux pour moi que ce passage avait eu lieu le 18, et que

Joseph à Clarke. Blasco-Sancho, 25 juillet 1812.

l'armée anglaise s'était repliée sur Salamanque. D'après cette connaissance, je dirigeai ma marche de manière à être en état de me joindre aujourd'hui à l'armée du Portugal, au moins par ma cavalerie; et j'étais prêt moi-même à porter mon quartier général à Arevalo, où je comptais être dans la matinée, lorsque je reçus du maréchal Marmont et du général Clausel les lettres dont je joins ici copie. Ce général, ainsi que vous le verrez, me mandant qu'il ne m'attendait pas, et qu'il se retirait en toute hâte sans chercher à s'appuyer des troupes que je menais avec moi, je pars cette nuit pour Espinar. Il ne me reste plus qu'à tenter de ralentir la poursuite de l'ennemi par ma présence : je verrai s'il me sera possible de rentrer en communication avec l'armée du Portugal, et si les affaires sont réellement aussi désespérées que le présente la lettre du général Clausel. »

Le général Clauzel à Joseph. Arevalo, 25 juillet 1812.

« Sire, l'armée du Portugal est obligée de passer le Duero, puisque Votre Majesté ne serait pas en état de combattre l'armée anglaise avec le secours qu'elle conduit. Si lord Wellington veut passer le Duero, je ne suis pas assez fort pour l'en empêcher; mais, en me retirant, je ne m'éloignerai de lui qu'autant qu'il le faudra pour éviter des engagements, et de risquer sans utilité aucune action. Lorsque Votre Majesté réunira les troupes de l'armée du midi et de l'armée d'Aragon, j'espère avoir rétabli les troupes, et pouvoir disposer de 20 mille hommes. Si lord Wellington marche vers Madrid,

je demeurerai sur le Duero. Dans le moment présent il importe d'arriver le premier à Valladolid, d'évacuer les malades et les munitions, que nous perdrions infailliblement, et de former de nouveau les communications avec l'armée du nord. Nous avons été suivis par une faible portion de l'armée anglaise. Des rapports annoncent qu'elle est en marche sur Tordesillas, afin de se réunir au général Castanos, sorti de la Galice avec une armée qu'il y a organisée. On assure que ce général est dans les environs de Palencia et de Rio-Seco. »

Marmont à Joseph. Arevalo, 25 juillet 1812.

« J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté des événements qui se sont passés jusqu'à mon arrivée sur le Duero, et des motifs qui m'y avaient amené. Ayant augmenté mon artillerie et ma cavalerie, et la division du général Bonnet m'ayant rejoint, je me suis mis en devoir de reprendre l'offensive. Le 17 de ce mois, après avoir manœuvré pendant quatre ou cinq jours par ma droite dans la direction de Toro, pour donner le change à l'ennemi, j'ai débouché par le pont de Tordesillas, et je suis arrivé sans difficulté sur le plateau de Rueda : le même jour, l'armée a couché à Nava-del-Rey. Le 18, ayant surpris l'avant-garde de l'ennemi à Tordesillas, je l'ai poussée avec vigueur, et forcée de faire une retraite à plus de trois lieues avec beaucoup de précipitation, le plus grand danger, et constamment sous mon canon. Ce jour-là, j'arrivai sur les bords de la Zuarena, où l'ennemi prit position. La force de cette position m'ayant empêché de l'atta-

quer, je manœuvrai pour effectuer le passage de cette rivière, qui eut lieu le 20. L'ennemi, qui m'avait suivi dans mon mouvement, chercha à s'emparer des plateaux qui faisaient la sûreté de mon opération ; mais il ne put réussir, et nous manœuvrâmes constamment sous le canon l'un de l'autre. Ce genre d'opération est le seul qui convient avec les Anglais, qui ont un talent tout particulier pour prendre position, et qu'il faut contrarier autant que possible, en empêchant, avant de combattre, qu'ils puissent s'y établir. Le 20, l'ennemi s'est porté sur la forte position de San-Cristobal. Le 21, j'effectuai le passage de la Tormès, après m'être emparé du pont d'Alba; l'armée se plaça entre Alba de Tormès et Salamanque, à la tête des bois. Dans la nuit du 21 au 22, l'armée anglaise passa la Tormès, et prit position en face de moi, à trois quarts de lieue de distance. J'allai la reconnaître à la pointe du jour, et je passai la matinée à faire des dispositions, d'abord dans l'objet d'une bonne défensive, et ensuite dans celui de l'attaquer, si les circonstances m'en faisaient espérer des avantages. Tout semblait présager, après les dispositions que j'avais prises, les chances les plus favorables. Je crus nécessaire de faire occuper un plateau qui complétait notre défense, et qui en même temps devait être très-utile dans le cas où nous agirions en offensive, à laquelle j'étais presque décidé. Je le fis occuper par la 5e division et la réserve d'artillerie à cheval, avec ordre formel de se borner à occuper le plateau. Comme il était possible que l'ennemi, nous en voyant maî-

tres, se décidât à l'attaquer avant que j'eusse le temps de réunir tous mes moyens, j'ordonnai à deux divisions de se rapprocher, pour être en mesure de le soutenir. Le général Maucune chassa le détachement anglais qui occupait les hauteurs, et le culbuta. Jusque-là nous n'avions eu que des succès, et tout annonçait qu'ils seraient complets. Je jugeai qu'il fallait promptement porter de nouvelles troupes, pour agir avec vigueur sur le point où se trouvait le général Maucune, et empêcher que l'ennemi, qui réunissait ses forces, ne lui tînt tête. Je rassemblai sur-le-champ toutes celles qui étaient à ma portée, et je m'occupais de les conduire et de prendre le commandement de cette partie de la bataille, lorsque, par une cruelle fatalité et au moment où ma présence était le plus nécessaire, un coup de canon à mitraille me renversa en me fracassant le bras droit et me faisant deux larges blessures dans le côté, et me mit hors d'état de prendre aucune part au commandement. L'anarchie qui succéda à cet accident empêcha de suivre les mesures que j'avais ordonnées (ce qui contribua à la prolonger, c'est que le général Bonnet, à qui revenait le commandement comme le plus ancien général de division, fut également blessé peu d'instants après moi); de manière que le général Maucune, après avoir eu de forts beaux succès, accablé par le nombre des ennemis, fut obligé de se retirer : les troupes qui arrivaient à son secours n'ayant pas d'ensemble, après avoir fait des prodiges de valeur furent aussi contraintes de se retirer. Enfin, Sire,

les troupes, après trois heures de combat, abandonnèrent le champ de bataille. Le général Clausel, qui commande l'armée, a cru nécessaire de repasser la Tormès, et doit prendre position sur la rive droite de la Lesma et du Duero. L'état dans lequel je me trouve me force à ne rendre qu'un compte très-succinct à Votre Majesté. Lorsque je pourrai, j'aurai l'honneur d'entrer dans de plus longs détails avec elle sur cet événement, qui retrace avec une rare énergie les caprices de la fortune, et l'échange des espérances les plus flatteuses contre les faits les plus tristes. L'armée a à regretter la perte de bon nombre d'officiers de tous grades. Les généraux Ferez-Thomière et Desgravier ont péri; le général .... a eu la cuisse percée d'une balle; le général Menne est blessé, ainsi que le général Clausel : sa blessure est légère. On évalue, par aperçu, notre perte à près de 5 mille hommes : celle des Anglais doit être infiniment plus forte. Il est difficile d'exprimer le mal que leur a fait notre artillerie. »

Joseph à Soult. Ségovie, 29 juillet 1812.

« Monsieur le maréchal, ma lettre du 6 de ce mois vous a appris que l'armée du Portugal s'était retirée le 1er juillet sur la rive droite du Duero, et que l'armée anglaise était sur la gauche; les secours que j'avais demandés à l'armée du nord n'arrivaient pas, et j'étais en même temps très-inquiet des mouvements du général Hill, qui, n'ayant devant lui, le 3 de ce mois, que 11 mille hommes du corps du comte d'Erlon, pouvait facilement faire un détachement de 18 à 20 mille hommes sur Madrid. Dans

des conjonctures aussi difficiles, je vous ai prescrit, le 7 de ce mois, de porter un corps de 10 mille hommes sur Tolède. J'ai donné en même temps des ordres pour réunir les troupes de l'armée du centre, en ne laissant de garnison qu'à Madrid et Tolède. Aussitôt que cette réunion fut opérée, je partis de Madrid le 21 de ce mois avec 14 mille hommes, dans le dessein de faciliter à l'armée du Portugal le passage du Duero, et de me réunir ensuite à elle pour tenter le sort d'une affaire décisive. Mais le maréchal Marmont s'était déjà déterminé à passer le Duero le 18 juillet, et j'appris son mouvement à Villa-Castin le 24. Je dirigeai ma marche d'après cette connaissance, dans l'espoir de joindre l'armée du Portugal avant qu'elle en vînt à un engagement général. Malheureusement il était déjà trop tard. Le maréchal Marmont, qui se repliait sur Salamanque, avait passé la Tormès pour se porter sur les derrières de l'ennemi, et l'avait forcé à combattre : l'affaire a eu lieu le 22 juillet. Le maréchal Marmont y fut blessé, et obligé de remettre le commandement au général Clausel; plusieurs généraux furent tués ou blessés, et l'armée repassa la Tormès après avoir beaucoup souffert. Ces détails me furent donnés par une lettre du maréchal Marmont, qui me parvint le 25 à Blasco-Sancho, où je m'étais avancé, comptant opérer le lendemain ma jonction. J'en reçus une en même temps du général Clausel, beaucoup plus alarmante, et d'après laquelle je ne pouvais plus douter que l'armée du Portugal, se jugeant hors d'état de repren-

dre l'offensive, même avec les secours que j'amenais, n'avait d'autre parti à prendre que de repasser promptement le Duero pour atteindre Valladolid avant les Anglais. Le général Clausel ajoutait qu'il ne demeurerait sur le Duero que dans le cas où lord Wellington marcherait vers Madrid. En effet, l'armée du Portugal se porta le 25 juillet à Olmédo; et je n'eus alors autre chose à faire, en me rapprochant à petites journées de Madrid, que de chercher par quelque mouvement de cavalerie à ralentir la poursuite de l'ennemi; et j'y réussis en attirant sur moi un corps de 20 mille hommes, qui s'avança par la route de Villa-Castin jusqu'au pont de la Bottosa. Cependant de nouvelles lettres du maréchal duc de Raguse et du général Clausel me décidèrent à me porter sur Ségovie. L'un et l'autre m'écrivaient que la poursuite de l'ennemi était moins vive; qu'ils désiraient pouvoir se réunir à moi; et j'ai cru devoir par ce mouvement leur en faciliter les moyens autant qu'il dépendait de moi. Mais je ne sais encore si cette jonction pourra s'opérer, mon intention positive étant de ne compromettre dans aucun cas mes communications avec Madrid et avec l'Andalousie, et ne sachant pas non plus si le général Clausel voudra renoncer à la défense du nord pour venir me joindre. En attendant, je ne perds pas un instant à vous instruire de l'état des choses, et à vous donner l'ordre formel d'évacuer l'Andalousie pour vous porter rapidement avec toutes vos forces sur Tolède. C'est le seul moyen de rétablir les affaires; et les détails dans lesquels je suis entré

sur les événements qui viennent d'avoir lieu vous convaincront aisément que c'est l'unique ressource qui nous reste.

P. S. Galapagar, 2 août. Je reçois ici, Monsieur le duc, votre lettre du 18 juillet. Vous voyez, par ce que je vous ai écrit le 29 juillet, dans quelle erreur vous avez été sur les véritables projets de lord Wellington : hâtez donc, autant qu'il sera possible, l'exécution des ordres que je vous ai donnés. »

« Monsieur le duc, mes lettres des 21 et 25 du mois dernier vous ont fait connaître la situation des affaires après la journée du 22. J'étais en marche le 27 pour me replier sur Madrid, lorsque, avant de repasser le Guadarama, je fus joint par un aide de camp du maréchal Marmont, qui m'apportait de nouvelles dépêches de lui et du général Clausel. Ces lettres, datées d'Olmédo le 25 et le 26, m'apprenaient que la poursuite de l'ennemi s'était ralentie; et l'un et l'autre me témoignaient le désir de se réunir à moi, si je pouvais leur en faciliter les moyens par un mouvement qui me rapprochât d'eux. Quoique je sentisse tout le danger de ce mouvement, et quoique cette réunion, à laquelle on semblait mettre beaucoup d'importance, eût été beaucoup plus aisée à opérer entre Arevalo et Blasco-Sancho, si l'armée du Portugal eût pris cette direction au lieu de tendre à s'éloigner de moi en se portant sur Olmédo, je crus cependant ne pas devoir me refuser à un dernier effort. Je me déterminai donc à me diriger sur Ségovie, où je suis entré le 27 au soir; mais en même

Joseph à Clarke. Ségovie, 1er août 1812.

temps je fis connaître à ce maréchal et au général Clausel que je ne m'avancerais pas au delà, et que, s'ils voulaient se réunir à moi, il fallait qu'ils n'hésitassent pas à s'éloigner du Duero et du nord, mon intention positive étant de n'abandonner dans aucun cas mes communications avec Madrid et avec l'armée du midi, qui est aujourd'hui la seule ressource sur laquelle je puisse compter pour le rétablissement des affaires.

Je fis partir l'aide de camp avec cette réponse, et je suis depuis 4 jours à Ségovie pour donner le temps à l'armée du Portugal de se porter vers moi, ou d'opérer son mouvement de retraite au delà du Duero avec sûreté, si ce parti était plus conforme aux circonstances dans lesquelles elle se trouvait. Mais soit que la poursuite de l'ennemi ne lui ait pas permis de changer de direction, soit que le maréchal Marmont et le général Clausel n'aient eu, dans la démarche qu'ils ont faite, d'autre but que de gagner du temps, en me mettant dans le cas de diviser l'attention de l'ennemi, qui, en effet, laissa en arrière un corps assez considérable pour m'observer, je n'ai plus entendu parler d'eux. Je crois seulement, d'après des rapports indirects, que l'armée du Portugal avait en partie passé le Duero près de Tudela, et en partie remonté ce fleuve vers Penafiel et Aranda. Je quitte donc Ségovie aujourd'hui, et je ramène sous Madrid toutes les troupes que j'avais avec moi; elles occuperont les points principaux des environs, et éclaireront les débouchés des montagnes. Mais cette situation est infiniment précaire; les troupes que j'ai ne

s'élèvent pas à plus de 13 à 14 mille hommes. Ainsi je ne suis pas en état de résister à lord Wellington, non-seulement si, après avoir rejeté peut-être jusqu'à l'Èbre l'armée du Portugal, il revenait avec toutes ses forces sur Madrid, mais même si, laissant un corps suffisant pour contenir cette armée et celle du nord, il faisait un détachement sur moi avant que j'eusse reçu les 10 mille hommes que j'attends de l'armée du midi. J'avais donné au duc de Dalmatie l'ordre de m'envoyer ce renfort dès le 7 juillet, longtemps avant mon départ de Madrid, comme vous avez pu le voir par la copie de ma lettre que je vous ai adressée le 9 juillet; les circonstances où je me trouve m'ont déterminé à y ajouter une résolution plus complète, et la seule qui, à mon sens, puisse sauver les affaires. J'ai donc écrit, le 29 de ce mois dernier, la lettre dont vous trouverez ci-joint une copie, pour lui ordonner d'évacuer l'Andalousie et de se porter avec la totalité de l'armée du midi sur le Tage. Je m'assure ainsi l'unique moyen de combattre les Anglais et de soutenir l'honneur des armées françaises. En attendant l'exécution de ces ordres, j'agirai selon les événements, que je ne puis encore prévoir, et j'aurai soin de vous instruire le plus régulièrement qu'il me sera possible. »

Le général Clausel à Clarke. Palanzuela, 6 août 1812.

« J'ai réuni la majeure partie de l'armée entre Torquemada et Palencia, pendant qu'une division a escorté nos blessés et les équipages sur Burgos, et que le général Foy, avec sa division, observe Aranda. J'ai dû chercher une position dans laquelle

je pusse faire vivre l'armée, rétablir son moral, l'avoir sous les yeux, lui donner quelques jours de repos, former un nouvel approvisionnement de vivres de réserve, punir quelques-uns des soldats qui se livraient aux désordres les plus affreux, effrayer les autres par des exemples de sévérité, et faire perdre surtout ce désir trop manifesté de passer l'Èbre, de se rapprocher des frontières de France. Il est ordinaire de voir, après un échec, des armées découragées : il est difficile d'en voir une dont le découragement soit plus grand, et je ne puis ni ne dois taire à Votre Excellence qu'il règne dans celle-ci, et depuis bien longtemps, un bien mauvais esprit; les désordres, les excès les plus révoltants ont marqué partout nos pas dans notre retraite. J'emploierai tous les moyens que me donne l'autorité pour changer les dispositions du soldat, et mettre un terme aux déplorables actions qui sont commises journellement sous les yeux mêmes des officiers de tout grade, actions que ceux-ci ne répriment pas. »

Joseph à Clarke. Alcorcon, 11 août 1812.

« Monsieur le duc, hier, plus de 2 mille voitures sont parties de Madrid, se dirigeant sur le Tage. L'ennemi a passé les montagnes.

Je me suis porté ici ce matin, d'après les rapports que j'ai reçus de la retraite de la division de cavalerie qui s'est réunie à l'infanterie de la division italienne, et de la division française qui était au débouché des montagnes.

Ayant voulu m'assurer de la force de l'ennemi,

j'ai ordonné au général Treilhard de reprendre l'offensive avec la division de cavalerie, soutenue par une brigade d'infanterie. Il l'a fait avec le plus grand succès. L'ennemi a été ramené au point d'où il a fait replier nos troupes : un combat très-opiniâtre s'est engagé, dont les résultats du moment ont été trois pièces d'artillerie enlevées à l'ennemi, beaucoup de morts, de blessés et de prisonniers, et parmi eux quelques officiers supérieurs, dont les récits ne m'ont plus laissé aucun doute sur le parti que j'avais à prendre. Je partirai donc demain pour passer le Tage. Les troupes disponibles que j'ai sous mes ordres ne s'élèvent pas à plus de 8 mille hommes. Si le duc de Dalmatie se met en mouvement d'après ma lettre de Ségovie, ou d'après les nouvelles de l'affaire du 22, j'espère me réunir à lui au débouché des montagnes dans la Manche.

Je verrai alors quel sera le parti le plus convenable à prendre. »

« Je n'avais reçu aucune nouvelle de Votre Majesté depuis les lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire les 6 et 7 juillet dernier. Enfin je viens de recevoir celle datée de Ségovie du 29 du même mois. Les rapports publiés par les ennemis m'avaient déjà instruit des événements survenus en Castille, lesquels étaient naturellement exagérés. Votre Majesté a bien voulu, en quelque sorte, fixer à ce sujet mes idées. Je déplore les pertes que l'armée du Portugal a éprouvées. Dans l'état où étaient les affaires d'Espagne, une bataille ne devait se

Soult à Joseph. Séville, 12 août 1812.

donner qu'à la dernière extrémité; mais tout n'est pas perdu. Votre Majesté, après m'avoir communiqué les dispositions qu'elle a faites depuis le 6 (date de la dernière lettre) au 19 juillet, m'ordonne, comme une ressource, d'évacuer l'Andalousie et de me diriger sur Tolède. Je ne puis dissimuler que cette disposition me paraît fort extraordinaire : j'étais loin de penser que Votre Majesté s'y serait déterminée. Le sort de l'Espagne est-il donc décidé? Votre Majesté veut-elle sacrifier le royaume à la capitale? et a-t-elle la certitude de la conserver en prenant ce parti? Enfin l'évacuation de l'Andalousie et ma marche sur Tolède sont-elles l'unique ressource qui nous reste? Je vais me préparer à cette disposition, que je regarde comme des plus funestes pour l'honneur des armes impériales, le bien du service de l'Empereur et l'intérêt de Votre Majesté, dans l'espoir que, avant qu'elle s'exécute, Votre Majesté l'aura changée ou modifiée, suivant les propositions que j'ai eu l'honneur de lui faire le 19 juillet, le 8 de ce mois, et par M. le colonel Desprez.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté triplicata de ma lettre du 8 de ce mois, en me référant aux observations et propositions qu'elle renferme. Si Votre Majesté ne prend pas des dispositions en conséquence, je considère que l'évacuation de toute l'Espagne est décidée; car il faut que Votre Majesté se persuade que, du moment que mon mouvement sera commencé, je serai suivi par 60 mille ennemis, lesquels ne me donneront pas le temps ni la

liberté de prendre la direction que Votre Majesté m'indique, et qui se réuniront à ceux qui ont pénétré en Castille et m'empêcheront de séjourner sur le Tage, encore moins d'arriver à Madrid. Il n'y a qu'un moyen pour rétablir les affaires : que Votre Majesté vienne en Andalousie, et qu'elle y amène toutes les troupes de l'armée du centre, de l'armée du Portugal, de l'armée d'Aragon, auxquelles ses ordres pourront parvenir, quand bien même tout le royaume de Valence devrait être évacué. Qu'importe à Votre Majesté de conserver Madrid, si elle perd le royaume? Philippe V en sortit trois fois, et y rentra en souverain. Du moment que nous aurons 70 ou 80 mille Français réunis dans le midi de l'Espagne, le théâtre de la guerre est changé; l'armée du Portugal se trouve dégagée, et elle peut se reporter successivement sur le Tage. D'ailleurs ce serait sans inconvénient qu'elle gardât Burgos et la rive gauche de l'Èbre, et que tout l'espace compris entre elle et la Sierra-Morena fût à la disposition de l'ennemi, jusqu'à ce que des renforts vinssent de France et que l'Empereur eût pu prendre des dispositions. Le sacrifice une fois fait, il n'y a plus de moyen d'y remédier. Les armées impériales en Espagne repassent l'Èbre, d'où peut-être la famine les chassera; les affaires de l'Empereur dans le nord de l'Europe peuvent s'en ressentir; l'Amérique, qui vient de déclarer la guerre à l'Angleterre, fera peut-être la paix. Votre Majesté a sans doute réfléchi à toutes les conséquences d'un pareil changement; la perte momentanée de Madrid et des Castilles est nulle

pour la politique de l'Empereur; elle peut se réparer en plus ou en moins de temps. La perte d'une bataille par l'armée du Portugal n'est qu'un grand duel qui se répare également; mais la perte de l'Andalousie et la levée du siége de Cadix sont des événements dont les effets seront ressentis dans toute l'Europe et dans le nouveau monde. Enfin, en fidèle sujet de l'Empereur, je dois dire à Votre Majesté que je ne crois pas les affaires d'Espagne assez désespérées pour prendre un parti aussi violent. J'entrevois encore du remède si Votre Majesté veut prendre les dispositions que j'ai proposées : tout en me préparant à l'exécution de ses ordres, je me permets de lui demander de nouvelles instructions. J'ai surtout l'honneur de prier Votre Majesté d'ordonner que les communications de l'Andalousie avec Tolède soient rétablies, et, quelques événements qui surviennent, de vouloir bien faire prendre à l'armée du centre la direction de Despena-Perros ou d'Almaden, pour se rejoindre à l'armée du midi. Alors je réponds de tout, et j'exécuterai les dispositions que j'ai énoncées dans ma lettre du 5 de ce mois. »

Soult à Clarke. Séville, 12 août 1812.

« Monsieur le duc, toute communication de l'Andalousie avec la France étant interrompue, et n'ayant rien reçu depuis les premiers jours de mai, depuis un mois le roi ayant même retiré les troupes qui étaient dans la Manche, et ne pouvant communiquer avec Madrid, j'entreprends de faire parvenir mes rapports à Votre Excellence par la voie de mer. Si le bâtiment que je fais partir à cet effet de Malaga peut

arriver à Marseille, l'Empereur sera plus tôt instruit de ce qui se passe dans le midi de l'Espagne et de la position de son armée.

A ce sujet, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence copie des derniers rapports que j'ai faits au roi, lesquels contiennent les représentations que j'ai cru devoir soumettre à Sa Majesté pour le bien du service de l'Empereur, la conservation des conquêtes et l'honneur des armées impériales.

Je ne suis instruit des malheurs que l'armée du Portugal a éprouvés que par les bruits populaires et les rapports de l'ennemi; car le roi, en m'écrivant le 29 juillet de Ségovie, ne m'en a donné aucun détail. Je dois donc m'imaginer que les pertes que nous avons faites en Castille sont beaucoup exagérées, et j'en tire la conséquence que les affaires de l'Empereur en Espagne ne sont pas aussi désespérées que le roi paraît en être persuadé. Cependant Sa Majesté, après être restée vingt-trois jours sans m'écrire, lorsque les ennemis étaient en plein mouvement et que Sa Majesté se portait avec 14 mille hommes de l'armée du centre à la rencontre du duc de Raguse, qui, sans l'attendre, s'était engagé précipitamment et éprouvait une défaite; le roi, dis-je, en me faisant part, le 29 juillet, de ses mouvements, me donna l'ordre formel d'évacuer l'Andalousie et me diriger sur Tolède, et il me dit expressément que c'est l'unique ressource qui nous reste.

Je suis loin de partager l'avis de Sa Majesté; je crois fermement qu'il est possible de mieux faire,

et que tout peut s'arranger, en attendant que, d'après les ordres de l'Empereur, Votre Excellence ait pu mettre les armées qui sont dans le nord de l'Espagne à même de reprendre les opérations, ainsi que j'en fais la proposition à Sa Majesté, dans les lettres dont je mets ci-joint copie. Mais mon devoir est d'obéir, et je me chargerais d'une trop grande responsabilité, si j'éludais l'exécution de l'ordre formel d'évacuer, que le roi m'a donné.

Je vais donc me préparer à exécuter cette disposition, que je regarde comme funeste, puisqu'elle me force à livrer à l'ennemi des places de guerre susceptibles d'une bonne défense, tout approvisionnées, les établissements et un matériel d'artillerie immense, et à laisser dans les hôpitaux beaucoup de malades que leur situation et le manque de transports ne permettent point d'emmener. Je ne ferai cependant mon mouvement que progressivement, et je ne négligerai aucun soin pour qu'il ne reste en arrière rien de ce qui peut être utile à l'armée.

Je ne puis encore assurer que je ferai ce mouvement par Tolède; car, du moment qu'il sera entrepris, je serai suivi par 60 mille ennemis, qui se joindront aux divisions que lord Wellington aura déjà portées sur le Tage. Ainsi il est possible que je me dirige par Murcie sur Valence, suivant ce que j'apprendrai, ou les nouveaux ordres que je recevrai du roi.

Dans cet état de choses, je ne puis dissimuler à Votre Excellence que je regarde l'évacuation de l'Espagne, au moins jusqu'à l'Èbre, comme décidée, du moment que le roi m'ordonne d'évacuer l'Anda-

lousie, et de me diriger sur Tolède; car il est bien certain qu'il ne sera pas possible de rester en position sur le Tage ni dans les Castilles, et que dès lors les conquêtes des armes impériales en Espagne, dont l'Empereur avait ordonné la conservation, sont sacrifiées.

A ce sujet, je ne puis me défendre de réfléchir sur d'autres événements qui se passent. J'ai lu, dans les journaux de Cadix, que l'ambassadeur du roi en Russie avait joint l'armée russe; que le roi avait fait des insinuations au gouvernement insurgent de Cadix; que la Suède avait fait un traité avec l'Angleterre, et que le prince héréditaire avait demandé à la régence de Cadix 250 Espagnols pour sa garde personnelle. Avant-hier, un parlementaire que le général Sémélé avait envoyé à l'escadre anglaise pour réclamer des prisonniers, resta pendant quelques instants à bord de l'amiral, lequel lui montra une frégate qui, dit-il, est destinée à porter en Angleterre, et ensuite en Suède, les 250 Espagnols que le prince Bernadotte demande pour sa garde personnelle. Enfin, j'ai vu, dans les mêmes journaux, que Moreau et Blücher étaient arrivés à Stockholm, et que Rapatel, aide de camp de Moreau, était à Londres. Je ne tire aucune conséquence de tous ces faits, mais j'en serai plus attentif. Cependant j'ai cru devoir déposer mes craintes entre les mains de six généraux de l'armée, après avoir exigé d'eux le serment qu'ils ne révéleront ce que je leur ai dit qu'à l'Empereur lui-même, ou aux personnes que Sa Majesté aura spé-

cialement déléguées pour en recevoir la déclaration, si auparavant je ne puis moi-même en rendre compte. Il est pourtant de mon devoir de manifester à Votre Excellence que je crains que le but de toutes les fausses dispositions que l'on a prises, et celui des intrigues qui ont lieu, ne soient de forcer les armées impériales en Espagne à repasser au moins l'Èbre, et ensuite de présenter cet événement comme l'unique ressource (expression du roi, lettre du 20 juillet), dans l'espérance d'en profiter par quelque arrangement.

Mes craintes sont peut-être mal fondées; mais, en pareille situation, il vaut mieux les pousser à l'extrême que d'être négligent, d'autant plus que ces craintes et ma sollicitude tournent au bien du service de l'Empereur, et à la sûreté de l'armée dont le commandement m'est confié.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien, si ma lettre lui parvient, la mettre le plus tôt possible sous les yeux de l'Empereur, et d'assurer Sa Majesté que moi et son armée du midi serons toujours dignes de sa suprême confiance. Je désire bien vivement que Votre Excellence puisse me faire savoir que mes dépêches lui sont parvenues, et surtout recevoir par elle les ordres de Sa Majesté. »

Joseph à Clarke. Tolosa, 17 août 1812.

« Monsieur le duc, je reçois de M. le duc de Dalmatie la lettre dont vous trouverez ci-joint une copie (n° 1). N'ayant plus rien à espérer de lui pour le moment, je lui renouvelle mes ordres, comme

vous le verrez par ma lettre ci-jointe (n° 2). En attendant, je me suis décidé à me diriger sur Valence, où j'espère avoir des nouvelles de France, du nord, de l'armée du Portugal, et où j'attendrai que l'armée du midi débouche par Murcie ou par la Manche. »

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu votre lettre du 8. Je vois avec la plus vive peine que les nouvelles désastreuses du 22 juillet, que vous connaissiez, n'ont pu modifier en rien la résistance permanente que vous avez mise en vous isolant entièrement des affaires du nord. Je vois, d'après ce que vous me mandez, que beaucoup de mes lettres ne vous sont pas parvenues; mais je vois aussi que *celle du* 9 *juillet vous est parvenue huit jours après sa date. L'exécution de la mesure qu'elle prescrit eût sauvé Madrid et peut-être l'Andalousie.* Si j'eusse été rejoint par les 10 mille hommes que je vous ai demandés, lord Wellington n'eût pas impunément approché de Madrid, eût été inquiété dans le nord ou suivi dans le midi, quelle que fût celle de ces directions qu'il eût données à l'armée. Mais le passé ne nous appartient plus, Monsieur le duc; venons au présent, et songez d'abord, sans aucune discussion, que votre devoir est d'exécuter mes ordres, et non de m'envoyer des instructions; que si vous continuez à vous refuser à exécuter les dispositions que je vous prescris, vous continuez à être responsable de tous les désastres qui surviendraient encore aux armées impériales dont *Sa Majesté l'Empereur*

Joseph à Soult. Toboso, 17 août 1812.

m'a confié le commandement et la direction. Quelle que pût être la supériorité de vos vues, votre devoir est de les subordonner aux dispositions qui vous sont prescrites par celui qui vous donne des ordres ; autrement c'est désobéir à l'Empereur. Je vous l'ai déjà mandé le 30 juin : si vous n'êtes pas disposé à m'obéir entièrement, vous êtes le maître de vous démettre du commandement, comme vous l'avez proposé le 12 juin, et de le remettre au plus ancien général; convaincu, comme je le suis, que l'obéissance est tellement indispensable à la guerre, que le dernier général de l'armée est préférable au plus grand capitaine qui veut donner la direction générale, lorsqu'il doit la recevoir.

Je vous réitère donc, Monsieur le duc, l'ordre formel de réunir l'armée du midi, et d'abandonner le blocus de Cadix, Séville, Malaga, Grenade, et d'agir de manière à ce que, réunissant vos forces à celles qui marchent aujourd'hui avec moi, nous puissions combattre l'armée anglaise partout où elle se porterait en Espagne. Lorsque les personnes qui ont quitté Madrid avec moi, dont le nombre s'élève à plus de 10 mille âmes, auront atteint Valence, j'espère pouvoir disposer de 12 à 15 mille combattants. Les 20 mille hommes de l'armée du Portugal pourront aussi rentrer en ligne, ou du moins quitter les rives de l'Èbre pour se porter sur celles du Duero, et agir selon les événements.

Votre lettre, Monsieur le maréchal, suppose que j'ai sous la main l'armée du Portugal comme celle du centre; qu'il est possible d'assurer la défense du

Retiro, de Tolède et du col du Guadarama. Mais vous oubliez que le Guadarama est accessible par quatre à cinq points, que Tolède n'est pas une place, et surtout que je n'ai que 15 mille hommes actifs employés à escorter jusqu'à Valence un nombre égal de gens sans défense.

Vous conclurez, Monsieur le duc, de tout ceci, que ce qui vous reste à faire est de vous réunir aux armées du centre et d'Aragon, pour prendre l'offensive si les événements le permettent, ou au moins assurer une défensive menaçante qui arrête les projets de l'ennemi, rétablisse les communications avec la France, couvre la frontière, et fasse de tout ce qui reste de troupes françaises en Espagne un tout compacte, dirigé dans le seul but capable de reprendre bientôt la supériorité que l'ennemi ne doit qu'au système d'isolement dans lequel chacun s'est jeté, et à la résistance que mes ordres ont rencontrée au nord et au midi. Donnez-moi avis, Monsieur le duc, de votre marche. Croyez que personne ne regrette plus que moi les sacrifices que je consens en Andalousie; mais je les dois à la gloire des armées françaises, et à la sûreté de l'Espagne et des frontières. D'ailleurs, si la plus heureuse des deux hypothèses dont je vous entretiens dans cette lettre se réalise, celle d'une bataille générale avec l'armée anglaise, l'Andalousie sera bientôt reconquise.

P. S. Les événements, Monsieur le duc, rendent plus que jamais nécessaire l'exécution des ordres que contient cette lettre. Si vous persistez à ne pas vouloir quitter l'Andalousie, vous courrez risque d'y

être attaqué par Ballesteros et par l'armée de lord Wellington qui agirait par l'Estramadure, et par l'armée anglaise débarquée à Alicante, qui se portait sur Valence, mais qui vient d'être forcée, par ma réunion avec l'armée d'Aragon, à se retirer de nouveau sur cette place. Si, au contraire, ces deux armées, vous laissant momentanément tranquille, opèrent sur moi et sur le nord, votre destruction, pour en être plus tardive, n'en sera pas moins infaillible. Ainsi, par votre résistance à exécuter mes ordres, vous aurez été la cause de la perte totale des affaires en Espagne. »

Clarke à Marmont. Paris, 18 août 1812.

« Monsieur le maréchal, M. Tabuer, votre aide de camp, est arrivé hier, avec vos dépêches des 31 juillet et 6 août.

Je les attendais avec une vive impatience, les nouvelles anglaises, pleines d'exagération, ayant devancé les vôtres à Paris. C'est à l'Empereur qu'il appartient de juger tout ce qui est relatif à cette fâcheuse affaire du 22 juillet; mais, quels qu'en puissent être l'effet et la conséquence, je me persuade que l'Empereur ne verra dans tout ce qui s'est passé que de nouvelles preuves de votre dévouement pour son service, et que Sa Majesté sera peinée de l'accident qui, au commencement de la bataille du 22 juillet, vous a privé du commandement réel de l'armée du Portugal. Je suis personnellement affecté de ce malheureux événement, et l'ancien attachement que Votre Excellence me connaît pour elle ne lui laissera aucun doute sur les

sentiments pénibles qui m'agitent en ce moment. Je me flatte, Monsieur le maréchal, que vos blessures n'auront aucune suite fâcheuse, et j'ai appris avec plaisir que votre état n'était point dangereux. Je n'hésite point à accorder à Votre Excellence la permission de rentrer en France, et de se rendre à Paris si elle le juge à propos. Si la fortune a trahi vos espérances, Monsieur le maréchal, je vois, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, que ses coups se sont arrêtés devant la noblesse de vos sentiments, l'élévation de vos pensées, et qu'ils ne pouvaient porter atteinte à votre zèle pour le service de l'Empereur, à votre attachement et à votre dévouement pour sa personne.

J'ai fait partir M. Tabuer pour le quartier général de l'Empereur.

Je l'autorise à aller passer trois jours à Bruxelles, et de là il se rendra près du prince de Neufchâtel.

Le maréchal Masséna va partir pour prendre le commandement de l'armée du Portugal. »

Clarke à Masséna. Instruction. Paris, 19 août 1812.

« M. le maréchal prince d'Essling est chargé de se rendre en Espagne, pour y prendre le commandement de l'armée du Portugal (1). Son Excellence est prévenue qu'en conformité des ordres exprès et réitérés de Sa Majesté l'Empereur et Roi, toutes les armées qui se trouvent en Espagne sont sous les ordres de Sa Majesté le roi d'Espagne. Cette mesure, dont l'Empereur a reconnu l'indispensabilité, est devenue d'une extrême importance pour faire concourir tou-

(1) Masséna ne dépassa pas Bayonne.

tes les forces françaises dans la Péninsule à un seul et même but. Elles s'en sont presque toujours écartées lorsque chaque commandant en chef, agissant pour son propre compte, sans égard aux besoins de ses collègues, s'est isolé de la cause commune, et n'a agi qu'indirectement pour le bien général. M. le maréchal saisira facilement tous les avantages qui doivent résulter des dispositions de l'Empereur; et je ne doute point qu'il ne s'y conforme avec le dévouement dont il donne aujourd'hui la preuve, et le respect dû aux ordres émanés du souverain.

M. le maréchal s'attachera d'abord à reconnaître l'état actuel de l'armée à ses ordres, et l'esprit qui y règne en ce moment. Si les circonstances avaient influé sur la discipline et amené quelques découragements, Son Excellence s'occupera fortement à rétablir l'ordre, et à remonter le moral des troupes. Les renforts et les secours en tous genres destinés à cette armée ne peuvent manquer de recevoir cet effet, accompagnés surtout par toutes les considérations de dévouement à l'Empereur, de patrie et d'honneur, qu'on ne présente jamais en vain à des soldats français.

Il est impossible de prescrire d'ici des opérations de guerre qui doivent être le résultat des circonstances, et qui d'ailleurs pourraient se trouver en contradiction avec les événements survenus dans l'intervalle que M. le maréchal mettra à atteindre l'armée du Portugal. Tout reste d'ailleurs subordonné aux dispositions arrêtées par le roi, dont

les ordres doivent être ponctuellement suivis, puisqu'il est plus à même de juger de l'ensemble des opérations et des besoins que les circonstances peuvent amener. Mais, tant que Sa Majesté Catholique ne donnera pas d'ordre contraire, M. le maréchal doit d'abord se maintenir fortement sur la ligne du Duero, qu'il ne faut abandonner que pour des opérations offensives, en s'étendant même vers Toro et Zamora, si cela est nécessaire. Le général Clausel est sagement revenu derrière le Duero dès que les circonstances le lui ont permis, et il a fort bien saisi l'importance de cette position. J'engage M. le maréchal à ne point perdre de vue Astorga d'une part, et Santander de l'autre, comme deux points essentiels à conserver; on les assurera dès que les circonstances permettront de réoccuper les Asturies, en partant du principe établi par l'Empereur dans ses instructions, et souvent réitéré dans ses ordres, qu'en Espagne le nord passe avant tout; que c'est toujours la partie sur laquelle il faut avoir l'œil, et qu'elle importe surtout pour la garde des côtes et le maintien des communications. L'armée du nord, spécialement chargée de ce dernier objet, aura besoin, pour le remplir convenablement, de reprendre les troupes momentanément détachées à l'armée du Portugal; et je dois inviter M. le maréchal prince d'Essling, lorsqu'il aura reçu les renforts qui lui sont destinés, à rendre au général Caffarelli ceux dont il avait disposé en sa faveur, et dont il aura nécessairement besoin. »

Joseph à Clarke. Almanza, 26 août 1812.

« Monsieur le duc, tous les rapports que j'avais reçus à Albacète m'avaient porté à croire qu'un débarquement anglais, de Siciliens et de Majorcains, avait eu lieu à Alicante. Ces forces, que l'on portait à 13 mille hommes, réunies aux troupes de Freyre et de O'Donell, s'élevaient à 25 mille hommes. Elles ne m'ont point attaqué, et se sont contentées de faire inquiéter le passage du convoi par le fort de Chinchilla.

J'avais écrit à M. le maréchal Suchet, de Villa-Robledo, la lettre ci-jointe (n° 1). M. le maréchal Jourdan a reçu hier une lettre du général Harispe, dont vous trouverez également copie (n° 2). L'ennemi n'ayant pas attaqué il y a quelques jours, et ne m'ayant pas attaqué hier ni aujourd'hui, ne sera plus à temps demain, après la réunion de l'armée du centre avec celle de l'Aragon. »

Joseph à Clarke. Alcira, 29 août 1812.

« Monsieur le duc, il y avait trois mois que je n'avais eu de nouvelles de France; je n'en ai eu ici que par les papiers publics. Rien ne m'est parvenu, ni de la grande-armée ni de Paris, depuis le 2 juin. Je ne trouve pas de nouvelles de l'armée du Portugal ni de celle du nord.

J'ai envoyé des officiers sur tous les points. Je presse tous les jours le duc de Dalmatie, et j'ai réuni sous le commandement du maréchal Suchet toutes les troupes qui se trouvent maintenant dans le royaume de Valence.

L'armée anglaise d'Alicante et celle de Murcie paraissent s'être retirées sur Alicante. J'ignore quels

seront les projets de lord Wellington; mais ce qui m'inquiète bien autrement, j'ignore si le maréchal Soult exécutera enfin les ordres qu'il a reçus, et, quelque grand que soit le sacrifice de l'évacuation de l'Andalousie, s'il voudra se persuader qu'avant tout il faut détruire l'armée anglaise, recouvrer le centre de l'Espagne, rassurer le nord, et protéger les frontières de France.

Il y a six mois que je répète les mêmes choses. Il est possible que l'Empereur se soit déterminé à prendre les mesures que j'ai souvent provoquées pour la concentration et l'unité du pouvoir dans mes mains; mais comme vos dépêches ne me sont point parvenues, et qu'il y en a qui ont pu être interceptées par l'ennemi, je vous prie de m'envoyer le duplicata de tout ce qui m'a été écrit depuis le 2 juin.

Si le duc de Dalmatie débouche des montagnes de l'Andalousie, s'il nous arrive de France 20 à 30 mille hommes de renfort et quelques millions, j'ai l'intime conviction que les affaires d'Espagne seront bientôt rétablies. »

Joseph à la reine Julie. Valence, 1er sept. 1812.

« Ma chère amie, il y a longtemps que je n'ai reçu de tes lettres. J'arrive aujourd'hui ici, et je m'empresse de te donner de mes nouvelles. Ma santé est bonne, malgré les traverses que j'ai éprouvées. J'ai été réduit à beaucoup courir avec un petit corps de troupes : voilà près de quarante jours que je suis en marche. D'abord je me suis porté sur le Duero au secours de l'armée du Portugal; et si cette armée n'avait bien volontairement engagé une grande ba-

taille, qu'elle a perdue le 22, j'arrivais le 24 avec 14 mille hommes, et les Anglais étaient défaits. Je n'ai pu que protéger la retraite des débris de cette armée du Portugal, qui se réorganise derrière Burgos. Pressé par l'armée victorieuse, sans secours du nord ni du midi, j'ai dû abandonner Madrid, et je suis arrivé sur les frontières du royaume de Valence assez à temps pour obliger l'armée anglaise sicilienne d'Alicante d'abandonner ses projets sur Valence et de se retirer, après que le maréchal Suchet s'est réuni à nous.

Lord Wellington a eu la courtoisie de m'adresser tes lettres prises par les ennemis, par lesquelles j'ai vu que tu avais essuyé une grave maladie, et que tu étais hors de danger, et prête à partir pour les eaux d'Aix, en Savoie. Je fais des vœux pour que tes premières lettres m'apprennent ton entier rétablissement.

Adieu, ma chère amie; je t'embrasse de tout mon cœur, avec nos enfants. »

Napoléon à Clarke. Ghiast, 2 sept. 1812.

« Monsieur le duc de Feltre, j'ai reçu le rapport du duc de Raguse sur la bataille du 22. Il est impossible de rien lire de plus insignifiant; il y a plus de fatras et plus de rouages que dans une horloge, et pas un mot qui fasse connaître l'état réel des choses.

Voici ma manière de voir sur cette affaire, et la conduite que vous devez tenir.

Vous attendrez que le duc de Raguse soit arrivé, qu'il soit remis de sa blessure et à peu près en-

tièrement rétabli. Vous lui demanderez alors de répondre catégoriquement à ces questions :

Pourquoi a-t-il livré bataille sans les ordres de son général en chef?

Placé, par les dispositions générales de l'armée, à Salamanque, il était tout simple qu'il se défendît s'il était attaqué; mais puisqu'il avait évacué Salamanque de plusieurs marches, pourquoi n'en a-t-il pas instruit son général en chef?

Pourquoi n'a-t-il pas pris ses ordres sur le parti qu'il devait suivre, subordonné au système général de mes armées d'Espagne ?

Il y a là un cas d'insubordination qui est la cause de tous les malheurs de cette affaire. Et quand même il n'eût pas été dans l'obligation de se mettre en communication avec son général en chef pour exécuter les ordres qu'il en recevrait, comment a-t-il pu sortir de sa défensive sur le Duero, lorsque, sans un grand effort d'imagination, il était facile de concevoir qu'il pouvait être secouru par l'arrivée de la division de dragons, d'une trentaine de pièces de canon, et de plus de 15 mille hommes de troupes françaises que le roi avait dans la main ?

Et comment pouvait-il sortir de la défensive pour prendre l'offensive, sans attendre la réunion et le secours d'un corps de 15 à 17 mille hommes?

Le roi avait ordonné à l'armée du nord d'envoyer sa cavalerie à son secours; elle était en marche : le duc de Raguse ne pouvait l'ignorer, puisque cette cavalerie est arrivée le soir de la bataille.

De Salamanque à Burgos il y a bien des marches;

pourquoi n'a-t-il pas retardé de deux jours, pour avoir le secours de cette cavalerie qui lui était si importante ?

Il faudrait avoir une explication sur les raisons qui ont porté le duc de Raguse à ne pas attendre les ordres de son général en chef pour livrer bataille; à livrer bataille sans attendre les renforts que le roi, comme commandant supérieur de mes armées en Espagne, pouvait retirer de l'armée du centre, de l'armée de Valence, et de l'Andalousie.

Le seul fonds de l'armée du centre fournissait 15 mille hommes et 2,500 chevaux, lesquels pouvaient être rendus dans le même temps que le duc de Raguse faisait battre l'armée française; et, en prenant dans ces deux armées, le roi pouvait lui amener 40 mille hommes.

Enfin, le duc de Raguse sachant que 1,500 chevaux étaient partis de Burgos pour le rejoindre, comment ne les a-t-il pas attendus ?

En faisant coïncider ces deux circonstances, d'avoir pris l'offensive sans les ordres de son général en chef et de n'avoir pas retardé la bataille de deux jours pour recevoir 15 mille hommes d'infanterie que lui menait le roi, et 1,500 chevaux de l'armée du nord, on est fondé à penser que le duc de Raguse *a craint que le roi ne participe au succès, et qu'il a sacrifié à la vanité la gloire de la patrie et l'avantage de mon service.*

Donnez ordre aux généraux de division d'envoyer les états de leurs pertes. Il est intolérable qu'on rende des comptes faux, et qu'on me dissimule la vérité.

Donnez ordre au général Clausel, qui commande l'armée, d'envoyer la situation avant et après la bataille.

Demandez également aux chefs de corps leurs situations exactes.

Vous ferez connaître au duc de Raguse, en temps opportun, combien je suis indigné de la conduite inexplicable qu'il a tenue, en n'attendant pas deux jours que les secours de l'armée du centre et de l'armée du nord le rejoignissent.

J'attends avec impatience l'arrivée du général aide de camp, pour avoir des renseignements précis. Ce qu'il a écrit ne signifie pas grand'chose. »

« Monsieur le duc de Feltre, il me semble qu'il est convenable de faire mettre dans le *Moniteur* la justification du duc de Raguse. Il faut y mettre aussi le rapport de l'officier d'état-major, qui fait connaître l'état subséquent des choses, et un article donnant à connaître le jour où le roi est arrivé à Olmédo avec quelques forces, et le jour où est arrivée la cavalerie de l'armée du nord. Napoléon à Clarke. Ghiast, 2 sept. 1812.

Demandez aussi une relation au général Clausel, et faites en sorte de l'avoir en détail pour la mettre dans le *Moniteur*, en adoucissant quelques passages. Par là on verra clair dans ces affaires, et on jugera que l'échec du duc de Raguse n'empêche pas les affaires d'Espagne d'être en bonne situation, puisque nous avons des armées notoires, et que les pertes de notre part et de celles de l'ennemi ont été à peu près égales. »

Jos. à Nap. Valence, 9 sept. 1812.

« Sire, le colonel Desprez était parti hier lorsque le maréchal Suchet m'apporta le paquet ci-joint du maréchal Soult. J'ai fait rappeler cet officier; et la lecture des dépêches m'a paru telle, que j'ai cru n'avoir d'autre parti à prendre qu'à les adresser directement à Votre Majesté par ce même officier, avec qui le maréchal Soult a eu de longues conférences dont il est bon que vous soyez instruit.

Je ne sais que dire des *folles inductions de ce maréchal; mais la communication qu'il en a faite à six généraux est sans doute le seul moyen qu'il a cru pouvoir employer pour détruire l'effet de l'ordre que je lui ai donné, par dépêche du* 30 *juin et* 7 *août, de remettre le commandement au plus ancien officier général, s'il continuait à se refuser à l'exécution de mes ordres pour l'évacuation de l'Andalousie; c'est une révolte contre l'autorité que Votre Majesté m'a confiée.* La communication qu'il fait à Paris est aussi inconvenante; ni l'une ni l'autre ne sauraient rester impunies. Je demande justice à Votre Majesté. Que le maréchal Soult soit rappelé, entendu, et puni. Je ne puis rester plus longtemps ici avec un tel homme, je suis inquiet de la conduite qu'il va tenir; envoyez donc le plus tôt possible un général qui le remplace; prenez un parti quelconque : jusque-là je ferai ce qui dépendra de moi pour empêcher, si je puis, la ruine totale des affaires, que la résistance d'un homme qui commande la plus grande armée, *qui doit avoir beaucoup d'argent et des moyens d'intrigue*, *peut amener*. Je me réfère d'ailleurs à tout ce que contient ma lettre pré-

cédente ; et si vous n'avez pas une absolue confiance dans moi, et que vous ne la manifestiez pas d'une manière qui en impose *à tous les ambitieux de principautés souveraines* dans la Péninsule, il n'y a d'autre parti à prendre que de me permettre de rentrer en France, conformément à ce que vous voulûtes bien me dire lorsque je pris congé de vous. Aussi bien, dans l'état où sont les affaires, ma présence peut moins les rétablir que celle d'un général consommé qui viendrait ici revêtu de la plénitude de la confiance de Votre Majesté. »

«Monsieur le duc de Feltre, je pense que l'homme le plus propre à commander l'armée du Portugal est le général de division Reille. S'il n'est depuis survenu aucun événement, je pense que vous feriez bien de lui donner le commandement de l'armée. »

Napoléon à Clarke. Moscou, 12 sept. 1812.

« Sire, le colonel Desprez, mon aide de camp, est parti d'ici le 9, avec des dépêches qu'il importe beaucoup que Votre Majesté reçoive de cet officier, et des détails qui lui sont personnels et que lui seul peut donner. Cependant, si les événements l'empêchaient d'arriver avec ses dépêches à Votre Majesté, elle trouvera ci-joint trois pièces qu'il est bon que vous connaissiez le plus tôt possible.

Jos. à Nap. Valence, 14 sept. 1812.

Je suis sans lettres de Paris depuis trois mois. Je n'ai pas de nouvelles du maréchal Masséna.

L'armée ennemie qui est à Alicante se compose, y compris les débarqués anglais, siciliens, espagnols, de 30 mille hommes; elle se fortifie, et ne

paraît pas penser à l'offensive depuis ma réunion avec les troupes de l'armée d'Aragon. Sans les inquiétudes que me donne le caractère du maréchal Soult, que le hasard m'a fait connaître en faisant tomber entre mes mains sa lettre du 12, je ne douterais plus du rétablissement prochain des affaires dans ce pays.

Votre Majesté peut, au reste, être convaincue que je ferai tout ce qu'elle a droit d'attendre de moi dans cette circonstance difficile.

Ce n'est pas le cas de lui renouveler l'assurance de mon dévouement : vous savez bien que je suis véritablement votre affectionné frère (1). »

Le colonel Desprez à Joseph. Paris, 22 sept. 1812.

« Sire, je suis arrivé à Paris hier, 21 du courant. Je me suis présenté sur-le-champ chez le ministre de la guerre, et lui ai remis la lettre de Votre Majesté, ainsi que celles de M. le maréchal Jourdan. Son Excellence m'a questionné sur les affaires d'Espagne, mais sans me demander mes dépêches pour l'Empereur; elle m'a, suivant les intentions de Votre Majesté, pourvu des ordres dont j'ai besoin pour poursuivre ma route avec célérité.

Ce matin, le ministre m'a fait appeler, et j'ai eu avec lui une longue conférence. Il m'a pressé de m'expliquer avec franchise sur ce que j'avais pu remarquer pendant mon séjour en Andalousie, m'a témoigné quelque inquiétude sur l'influence que pouvait exercer le maréchal tant sur l'armée que

(1) Cette lettre et celle du 9 furent portées à l'Empereur par le général Desprez, qui les lui remit à Moscou.

sur les autorités civiles. Il a rappelé les intrigues du Portugal, et a conclu en me disant qu'il dépouillait devant moi le caractère de ministre pour causer avec un homme de votre confiance, et que les services que vous lui aviez rendus à l'époque de sa disgrâce devaient être pour Votre Majesté une garantie du désir qu'il avait d'agir selon ses instructions. Quelque franches que m'aient paru ces ouvertures, je n'ai pas cru devoir parler de la partie la plus délicate de ma mission. J'ai seulement répondu que l'armée du midi serait toujours celle de l'Empereur; que lorsque Sa Majesté enverrait ses ordres déterminés, elle serait obéie; et que tout ce que j'avais entendu en Andalousie ne me laissait à ce sujet aucun doute. Au reste, ma conversation avec le duc de Feltre m'a prouvé qu'aucune lettre de la nature de celle dont je suis porteur ne lui était encore parvenue, et cela est pour ma mission une circonstance favorable.

J'ai causé avec Son Excellence de la résistance que les chefs de l'armée française en Espagne avaient toujours opposée aux ordres de Votre Majesté. Elle a déclaré que tous avaient été mis sous vos ordres, et sans aucune restriction ; qu'avant son départ, l'Empereur avait témoigné son étonnement sur les doutes que manifestaient à cet égard les lettres de Votre Majesté, et qu'il avait ordonné que l'on fît connaître ses intentions d'une manière encore plus positive. J'ai cité la lettre où le maréchal Suchet s'autorise de phrases du prince de Neufchâtel, celles du général Dorsenne et du général Caf-

farelli. Il paraît que tous les obstacles qui pouvaient entraver l'exécution de vos ordres ont été levés par des instructions adressées postérieurement aux généraux en chef. Quant à la désobéissance formelle du maréchal Soult, Son Excellence a dit d'abord que Votre Majesté avait le droit de lui ôter le commandement; mais elle est convenue ensuite qu'une démarche semblable ne pouvait être faite que par l'ordre exprès de l'Empereur.

Le ministre est aussi entré dans quelques détails sur les affaires militaires. Les ordres donnés par Votre Majesté et par le maréchal Jourdan, aux diverses époques de la campagne, ont eu, m'a-t-il dit, l'approbation générale; et ce qu'a écrit l'Empereur, depuis qu'il a appris la bataille de Salamanque, prouve qu'il donne entièrement droit à Votre Majesté. L'opinion publique, à cet égard, est encore plus prononcée que celle des hommes en place; et je ne puis exprimer à Votre Majesté avec quelle rigueur sont jugés en France les maréchaux Soult et Marmont.

Le duc de Feltre m'a parlé du mouvement sur Blasco-Sancho. « Peut-être, a-t-il dit, l'Empereur reprochera un peu d'hésitation : exécuté deux jours plus tôt, il aurait produit les plus heureux effets. » Votre Majesté se rappelle que j'avais prévu cette objection, et je ne serai point embarrassé pour y répondre.

Son Excellence a cru que j'allais auprès de l'Empereur pour solliciter de nouveaux renforts; elle m'a dit que la guerre de Russie avait jusqu'à pré-

sent absorbé tous les moyens; qu'il était loin de pouvoir envoyer les troupes sur lesquelles paraissait compter M. le maréchal Jourdan; que l'on pourrait seulement pourvoir à la perte matérielle faite par l'armée du Portugal. Il paraît que les nouvelles troupes envoyées en Espagne ne s'élèvent pas au delà de 20 mille hommes. Au reste, la grande victoire remportée par l'Empereur fera probablement prendre des dispositions plus favorables aux affaires de la Péninsule.

Le duc de Feltre a reçu des nouvelles du général Clausel. Ce général annonce que l'armée anglaise marche vers le nord; que lord Wellington s'est de sa personne porté vers le Duero; que l'armée du Portugal s'est ralliée; que ses pertes sont beaucoup moindres qu'on ne l'avait cru; que le général Foy avait fait un mouvement pour délivrer Astorga et Tordesillas, mais que déjà ces deux places s'étaient rendues; que l'on pourrait accuser de faiblesse les deux gouverneurs, et que peut-être la conduite de celui de Tordesillas devait être jugée plus sévèrement encore.

J'ai parlé au ministre de la position embarrassante dans laquelle me mettait le décret du 22 août. Il a répondu que je pouvais sans inconvénient me présenter à l'Empereur avec les décorations du grade que m'a donné Votre Majesté; que ce n'était point contre les officiers à votre service que le décret avait été dirigé, et qu'il serait modifié en leur faveur.

J'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté que je

partirai ce soir de Paris ; je poursuivrai, sans m'arrêter, ma route jusqu'au quartier général de l'Empereur. »

Joseph à Soult. Valence, 9 octobre 1812.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu votre lettre du 8; je l'ai lue avec beaucoup d'attention. Je suis loin de mal juger les intentions qui l'ont dictée, mais je n'y trouve aucune raison de révoquer les dispositions auxquelles je me suis arrêté, et que je vous ai prescrites par ma lettre du 7 de ce mois.

Après vous avoir long-temps entretenu, dans la conversation particulière que j'eus avec vous le 3, à Fuente de la Higuera, de la situation des affaires, je vous demandai votre opinion. Vous me la refusâtes, en me disant que vous me demandiez des ordres ; que quant à votre opinion, vous me la donneriez par écrit. Je conçus que vous ne vouliez céder qu'à l'autorité, et je vous répondis à mon tour, en faisant écarter les maréchaux Jourdan et Suchet. Je demandai aussi à ces messieurs leur opinion écrite : vous dûtes sentir que je n'exigeais de vous que ce que j'avais le droit de demander à des maréchaux employés par l'Empereur. Je reçus effectivement les jours suivants vos trois opinions. Je les ai lues, relues, méditées; et ce n'est pas légèrement que je me suis décidé à vous transmettre l'ordre contenu dans ma lettre du 7 (1). Vous me proposez aujourd'hui de le révoquer, et vous répondez à des ordres précis par des conseils, des projets et des prétentions. Ce n'est plus le cas, Monsieur le maréchal. Je me suis ren-

(1) Cette lettre du 7 nous manque.

fermé dans les droits de la commission que l'Empereur m'a confiée : je tâcherai d'en remplir les devoirs. Je dois désirer qu'à votre tour vous vous renfermiez dans les devoirs et les droits de votre position militaire, qui vous prescrivent l'obéissance. Je suis responsable des ordres que je donne, vous l'êtes de leur exécution. Vous me dîtes, Monsieur le duc, dans la conversation qui se prolongea longtemps dans la soirée du 3, que dans six jours vous seriez prêt. Par votre lettre du 8, vous me demandez encore six jours. Vous sentez le prix du temps dans de semblables circonstances. Je ne saurais assez vous prier de presser vos préparatifs. Le maréchal Suchet vient encore de m'assurer que tout ce qui dépend de lui est fait. Outre les 2 mille sacs de riz, 40 mille rations de pain biscuité et 100 mille d'eau-de-vie ont été livrées des magasins de l'armée d'Aragon. Faites-moi connaître à l'avance, je vous prie, le jour où vous serez prêt à marcher.

« Monsieur le maréchal, je reçois votre lettre du 11. Je vous réitère l'ordre d'exécuter littéralement les dispositions que je vous ai prescrites par ma lettre du 7; à défaut de quoi je vous ordonne de remettre le commandement de l'armée du midi au comte d'Erlon, et de vous rendre à Paris, pour y rendre compte de votre conduite.

Joseph à Soult. Valence, 12 octobre 1812.

Je vous envoie cette lettre par un de mes aides de camp, qui me rapportera votre réponse, où vous me ferez connaître le parti que vous aurez pris. »

« Monsieur le duc, mes dépêches précédentes vous

Joseph

à Clarke. Valence, 13 octobre 1812.

auront instruit des obstacles que le duc de Dalmatie met à l'exécution de mes ordres. Sa réponse à ma lettre du 9 est un refus absolu; il a sans doute beaucoup de reproches à se faire sous plus d'un rapport. L'Empereur doit en connaître, à cette heure, une partie par les dépêches dont est porteur le colonel Desprez. Votre Excellence ne peut pas douter aujourd'hui que les malheurs de cette campagne ne doivent en grande partie leur origine à l'enlèvement des forts du Tage, occasionné par l'inaction dans laquelle il a laissé le corps du comte d'Erlon; et ensuite à l'état de faiblesse dans lequel ce corps a été constamment tenu, malgré mes ordres réitérés. Le passé n'est plus en notre pouvoir, mais il doit m'éclairer sur l'avenir; et c'est ce qui me décide à exiger de M. le duc de Dalmatie la plus stricte obéissance, ou à lui ôter le commandement. »

Napoléon à Clarke. Moscou, 19 octobre 1812.

« Monsieur le duc de Feltre, un aide de camp du roi d'Espagne est venu m'apporter des lettres des premiers jours de septembre (1). Vous sentez qu'éloigné comme je suis, je ne puis rien faire pour les armées d'Espagne.

Vous devez faire connaître au roi et au duc de Dalmatie le peu de secours qu'ils doivent espérer, et combien il est nécessaire, dans leur position, qu'ils se réunissent, et diminuent, autant qu'il sera possible, les malheurs qu'un mauvais système a causés; qu'il est bien absurde que le roi ait laissé prendre 400 hommes à Guadarama et 1,300 au Re-

(1) Celles portées par le général Desprez, parti de Valence.

tiro, qui étaient bons contre la ville et les guérillas, mais qui, du reste, ne pouvaient être d'aucune défense; qu'il est également bien fâcheux que le duc de Raguse ait laissé prendre aussi du monde à Salamanque, à Toro, à Zamora, etc. Tous ces événements sont funestes.

Écrivez au roi que je désire que désormais cela n'arrive plus; qu'on fasse sauter Lérida, Tarragone et les autres places de la Catalogne; que si nous perdions cette frontière, on aurait tant de peine à la reprendre. J'ai donné bien souvent cet ordre.

Faites avancer la cohorte de la Rochelle et d'autres cohortes de l'intérieur, pour défendre la frontière.

Il est convenable qu'elles ne dépassent pas la frontière, et soient là pour empêcher toute invasion. »

« Monsieur le duc, les troupes de Bassecourt, Villa-Campa et d'autres chefs qui infestaient la province de Cuença, se sont retirées devant nous : elles ont perdu quelques hommes. Joseph à Clarke. Cuença, 24 octobre 1812.

J'ai instruit le général en chef de l'armée du Portugal de mon arrivée ici, par une lettre dont je joins copie. Je lui renouvelle l'ordre de suivre les mouvements de l'armée anglaise, qui, si elle a été retenue dans le nord par la résistance du fort de Burgos, ne manquera pas de se retirer en toute hâte pour se réunir au corps du général Hill, dès qu'elle connaîtra notre mouvement sur le Tage. »

Joseph à Clarke. Arevalo, 9 novembre 1812.

« Monsieur le duc, je vous ai écrit de Cuença le 24 octobre. Voici le duplicata de ma dépêche (n° 1).

J'arrivai le 27 à Tarancon, où le général comte d'Erlon m'instruisit que les troupes d'Eliot, de Penne, de Murillo, etc., avaient abandonné le passage de Fuente-Duena; qu'il allait faire établir le pont, jeter du monde sur la rive droite et occuper Fuente-Duena, ce qui fut exécuté du 28 au 29 (rapports de ce général, n°s 2 et 3.)

Le 28, je me portai, avec ma réserve, à l'armée du midi, qui occupait Santa-Cruz de la Zarza, Ocana et environs. L'ennemi semblait vouloir défendre le passage du Tage et du Zarama. Il occupait une très-forte position vis-à-vis Aranjuez, sur la hauteur de Salinas, entre Valdemoro et le Tage. Jusqu'au point où il se réunit à ce fleuve, le Zarama traverse des terrains bas, et difficiles dans cette saison.

Le maréchal duc de Dalmatie fit également établir les ponts sur le Tage; et le 31, deux divisions de l'armée du midi passèrent le même fleuve à Aranjuez. L'ennemi défendit vivement le passage du Zarama, et en fit sauter le pont. Cependant le lendemain, 1er novembre, l'armée se porta sur la rive droite, l'ennemi s'étant retiré pendant la nuit (rapports de M. le duc de Dalmatie). On leur fait journellement beaucoup de prisonniers. On assure qu'ils sont décidés à en venir à une affaire générale, et qu'ils nous attendent sous Salamanque.

Hier seulement, je fus instruit par un billet du général Lucotte, mon aide de camp, que j'avais expédié de Valence avec mes instructions au

quartier général de l'armée du Portugal, que cette armée était arrivée à Simamas le 30 octobre.

Aujourd'hui, le général comte Souham, qui la commande par intérim, confirme cette nouvelle par les lettres et le rapport dont copies, n°s 8, 9 et 10.

Tout me fait croire que la campagne se terminera en notre faveur s'ils acceptent la bataille. S'ils abandonnent leurs positions et rentrent dans le Portugal, le mal sera réparé; car les peuples, trompés par des espérances chimériques, reviennent à des idées raisonnables, et apprécient à leur juste valeur les promesses des Anglais et les conceptions irréfléchies des révolutionnaires de Cadix. »

Clarke à Joseph. Paris, 10 nov. 1812.

« Sire, la lettre chiffrée que Votre Majesté m'a écrite de Requena le 18 octobre m'est parvenue il y a quelques jours, et je l'ai sur-le-champ transmise à l'Empereur, qui ne la recevra toutefois que dix-neuf jours après le départ de cette même lettre de Paris. A la distance où l'Empereur se trouve de la capitale, il est des choses sur lesquelles la politique force à fermer les yeux, du moins momentanément. Si la conduite du maréchal duc de Dalmatie est équivoque et cauteleuse; si ses démarches présentent le même aspect que celles qu'il paraît avoir faites, et qui ont précédé l'abandon du Portugal après la prise d'Oporto, il viendra un moment où l'Empereur pourra l'en punir, s'il le juge convenable. Et peut-être est-il moins dangereux où il est qu'il ne le serait ici, où quelques factieux ont pu, du sein

même des prisons qui les renfermaient, méditer en l'absence de l'Empereur une révolution contre l'Empereur et sa dynastie, et presque l'exécuter, le 2 et 3 octobre dernier. Je pense donc, Sire, qu'il est prudent de ne pas pousser à bout le maréchal duc de Dalmatie, tout en contrariant sous main les démarches ambitieuses qu'il pourrait tenter, et en s'assurant de la fidélité des principaux officiers de l'armée du midi envers l'Empereur, et même de celle des Espagnols qu'il traîne à sa suite. L'arme du ridicule, qu'il est facile de manier en cette occasion, suffira, ce me semble, pour déjouer ses coupables projets s'ils existent, et le ramener à son devoir, sauf à faire prendre par la suite des précautions pour qu'il ne s'en écarte jamais.

Quoi qu'il en soit, je suis incontestablement dans la nécessité d'attendre les ordres de l'Empereur sur le contenu de la lettre de Votre Majesté, datée de Requena le 18 octobre. Elle voit, par la présente, que je partage ses sentiments sur l'objet dont elle traite. Je viens d'être assez heureux pour donner à l'Empereur et à sa famille de nouvelles preuves de ma fidélité et de mon attachement; et je suis assuré que si Votre Majesté connaît les détails de ma conduite les 2 et 3 octobre, elle la trouvera conforme aux sentiments que je me suis fait un plaisir de lui exprimer en faveur de l'Empereur et de sa famille au moment où j'ai pris congé de Votre Majesté à Lunéville, il y a quelques années. »

Joseph « Monsieur le duc, par ma lettre d'Arevalo du 9,

j'ai prié Votre Excellence d'annoncer à l'Empereur la réunion de l'armée du Portugal aux armées du centre et du midi. à Clarke. Salamanque, 20 nov. 1812.

Le 13, je me portai devant Alba, qui était occupé par l'ennemi. Je descendis la Tormès jusqu'à Huerta, pour observer les gués et reconnaître l'armée anglaise. Elle avait pris position, et s'étendait depuis Alba jusqu'à San-Cristoval, le général Hill à la droite, et lord Wellington à la gauche. L'ennemi paraissait décidé à accepter la bataille; j'ordonnai tous les préparatifs pour le passage de la rivière, et je fis faire toutes les dispositions pour le 14.

J'ajoutai au commandement du duc de Dalmatie celui de deux divisions d'infanterie et de la division de cavalerie de l'armée du centre. Je donnai au comte d'Erlon le commandement de l'armée du Portugal, et je mis aux ordres du général Merlin ma garde et les troupes espagnoles.

La position occupée par l'ennemi était formidable; il l'avait étudiée depuis longtemps : c'était toujours celle des Arapiles. Je fus d'abord tenté de la faire attaquer de front; enfoncé dans le centre, l'ennemi eût pu être séparé en deux, et perdre la moitié de son armée. Mais je fus frappé des observations des généraux qui connaissaient le pays, et je me décidai à opérer sur la droite de l'ennemi, en passant la Tormès à Galisancho.

Les armées du midi et du centre devaient effectuer le passage le 14 au matin; celle du Portugal, faire des démonstrations sur les gués de Huerta,

vis-à-vis Alba, dès que cette ville serait évacuée par l'effet du mouvement de gauche, et se mettre en ligne avec les autres armées, après avoir effectué le passage à Alba. Dans le cas où Alba n'eût pas été abandonné, elle devait passer la rivière sur les mêmes points où auraient passé les armées du midi et du centre.

Les ponts furent jetés sur la Tormès; mais l'ardeur du soldat ne lui permit pas d'en attendre l'entier établissement, et le passage s'exécuta très-heureusement dans la matinée du 14. Les postes d'observation ennemis furent enlevés, les 8 mille hommes qui défendaient Alba l'évacuèrent. Dans la nuit du 14 au 15, les armées étaient sur la rive gauche de la Tormès, l'armée du midi tenant la gauche à Mosarbès.

La cavalerie des armées du midi et du centre fut portée, dans la soirée du 14, en avant du plateau de Nuestra-Señora de Utiera. Une division d'infanterie ennemie se montra, soutenue par quelques pièces d'artillerie qui couronnaient les hauteurs. Elle sembla d'abord vouloir occuper le plateau; nous nous établîmes. Il paraît que son mouvement n'avait pour but que de couvrir la retraite du corps qui avait abandonné Alba. L'armée du Portugal eut ordre d'appuyer, le 15, sa droite au plateau de Nuestra-Señora de Utiera; celles du midi et du centre, de faire un mouvement sur leur gauche, afin de se porter sur la droite de l'ennemi et de couper sa ligne d'opérations. Le même jour, l'armée du Portugal occupait ce plateau; et les troupes des armées

du midi et du centre, les hauteurs de la chapelle de Nuestra-Señora de Valbuena. Mais les mouvements de l'ennemi étaient cachés par une brume épaisse, à laquelle succéda une pluie non interrompue, qui rendit infructueux tous les efforts qui furent tentés. Les moindres ravins étaient devenus tout à coup des torrents, qui gênèrent singulièrement tous les mouvements.

Cependant plusieurs explosions eurent lieu à Salamanque, et annoncèrent la retraite de l'ennemi. La cavalerie se porta sur la communication de Ciudad-Rodrigo. L'armée ennemie était effectivement en pleine retraite. La cavalerie la suivit le lendemain 16. Quelques milliers de prisonniers, dont beaucoup d'officiers, parmi lesquels le général Paget, commandant la 1re division de l'armée anglaise, beaucoup de bagages, beaucoup de voitures, sont tombés au pouvoir de la cavalerie des armées du midi, du Portugal et du centre. Les rapports particuliers des généraux commandant les armées, que j'aurai soin d'adresser à Votre Excellence, la mettront dans le cas de ne rien laisser ignorer à l'Empereur de ce qui s'est passé.

Je ne pense pas exagérer en avançant que depuis la réunion de l'armée du midi et du centre, qui a forcé l'ennemi d'abandonner ses projets sur le nord, son armée a perdu plus de 12 mille hommes à Chinchilla, au passage du Tage, à Burgos, à Caberon, sur la Tormès, à Mantilla, etc. »

« L'Empereur demande pourquoi je n'ai pas re- Marmont

à Clarke. Bayonne, 29 nov. 1812.

tardé au moins de deux jours pour donner bataille, pour avoir les secours que je savais être en marche.

La raison en est simple. Je ne comptais pas donner bataille le 22 juillet : c'est l'ennemi qui a attaqué, et, sans ma blessure, il n'y en aurait pas eu. Ceci demande plus de développement.

Je n'ai été instruit de l'itinéraire des 600 chevaux et de l'artillerie de l'armée du nord que le 21, dans la soirée; dans ce moment, presque toute l'armée avait passé la Tormès. Si j'eusse reçu cette nouvelle plus tôt, il n'y a aucun doute que je n'eusse suspendu ce mouvement, et que je n'eusse attendu dans le camp d'Aldea-Rubia l'arrivée de ce renfort; mais en ce moment faire rétrograder toute l'armée eût été une chose mauvaise dans l'opinion et inutile, puisque je pouvais également prendre position sur la rive gauche de la Tormès, et d'autant mieux que ce pays est peu favorable à la cavalerie, dans laquelle j'étais inférieur; et ce mouvement rétrograde eût été contraire à la suite des opérations, puisqu'il me faisait abandonner l'avantage marqué que j'avais obtenu d'occuper, sans combat, le plateau qui sépare Alba de Tormès de Salamanque; plateau que je devais supposer qui me serait vigoureusement disputé, et où j'avais gagné l'ennemi de vitesse; plateau extrêmement important, puisque c'est par lui seul que je pouvais manœuvrer l'ennemi avec quelque espérance de succès, menacer sa communication avec Rodrigo, et le forcer de sortir des positions qui entourent Salamanque; enfin,

d'arriver au but que je m'étais toujours proposé, de le combattre en marche. Je me décidai donc à prendre une bonne position défensive, à la tête des bois de Calvarossa de Ariba, et d'attendre là l'arrivée du secours qui était près de moi. Le 22 au matin, je montai à cheval avant le jour, pour voir encore la position, et rectifier ce qu'elle avait de fautif. Il me parut indispensable d'occuper par une division la hauteur de Calvarossa de Ariba, que je n'avais occupée le soir que par des postes, et je l'y plaçai. Il me parut également nécessaire de faire occuper par un régiment celle des Arapiles, et de le faire soutenir, intermédiairement à la forêt, par le reste de la division; et je conservai les six autres divisions à la tête des bois, en les concentrant sur deux lignes. Pendant la nuit, l'armée anglaise était venue prendre position à peu de distance, et après s'être formée, elle se plaça à portée du canon de nous. La position de l'armée anglaise était forte par les obstacles que le terrain présentait pour arriver jusqu'à elle; mais la position que l'armée française occupait, indépendamment du même avantage, avait celui d'un commandement immédiat et à portée de canon; et comme j'étais supérieur en artillerie, je ne manquai pas de profiter de cet avantage. Je fis établir des batteries qui écrasèrent tous les corps ennemis qui se tinrent à portée, et ils furent obligés de se retirer, ou de se masquer par les obstacles du terrain qui pouvaient les couvrir. L'ennemi, qui craignait toujours pour sa droite, qui couvrait son point de retraite que je menaçais éminemment,

puisqu'en deux ou trois heures l'armée pouvait être portée sur sa communication, renforça sa droite vers le milieu de la journée. Aussitôt que je m'en aperçus, je crus nécessaire d'occuper un plateau très-fort d'assiette qui complétait ma position, et d'où, avec des pièces de gros calibre, je pouvais gêner les mouvements de l'ennemi et atteindre ses lignes. En conséquence, je retirai trois divisions du bois pour l'occuper, et j'y envoyai toute ma réserve d'artillerie. Ce plateau était inattaquable, occupé par de pareilles forces, couvert en partie, et soutenu à droite par la hauteur d'Arapiles, et à gauche par les troupes de la tête du bois et une batterie considérable. L'artillerie occupant ce plateau écrasa une première ligne ennemie qui se trouvait sous son feu; mais les trois divisions, au lieu de se placer comme je leur avais donné l'ordre, et de se concentrer, s'éparpillèrent; une d'elles descendit même du plateau sans motif ni raison. A l'instant où je m'en aperçus, je me mis en devoir de m'y rendre, afin de rectifier tout ce que cette position avait de vicieux, et d'avoir une défensive aussi forte que possible, et telle que le terrain le comportait; mais à l'instant où je m'y rendais, je reçus les fatales blessures qui me mirent hors de combat. J'envoyai mes ordres, mais ils ne furent point ou furent mal exécutés. L'ennemi ne fit aucun mouvement offensif pendant trois quarts d'heure; mais voyant enfin cette gauche toujours mal formée, l'armée française sans chef, ce qu'il ne pouvait ignorer, car, blessé dans un moment de tran-

quillité, à deux cents toises de l'ennemi, et dans un lieu où je m'étais tenu longtemps de préférence, parce qu'il me donnait la facilité de voir tous les mouvements de l'armée anglaise, il n'est pas douteux que lord Wellington n'en ait été informé sur-le-champ : c'est cette double circonstance qui l'a décidé à attaquer. Si je n'eusse pas été blessé, la gauche eût été formée en moins d'un quart d'heure, comme elle aurait dû l'être d'abord ; jamais l'ennemi n'aurait osé concevoir l'espoir de la forcer, et il est probable que dans la nuit il se serait retiré dans une position beaucoup plus forte, en arrière de celle qu'il occupait. Je serais resté le 23 dans cette position, et le 24, ayant reçu mes renforts, je me serais porté sur la route de Rodrigo pour le forcer à l'évacuer; alors, de ces mouvements naissaient de nouvelles combinaisons. »

Joseph à Clarke. Madrid, 4 décembre 1812.

« Monsieur le duc, hier je suis arrivé ici avec l'armée du centre.

L'opinion du peuple s'est améliorée, par suite de l'expérience qu'il a faite pendant le séjour des Anglais et des guérillas.

Je suis privé des nouvelles de Votre Excellence depuis mon départ de Valence. Je désire beaucoup pouvoir bientôt en recevoir. On a trouvé une quantité de plomb assez considérable dans les décombres des églises du Retiro; de manière qu'il sera inutile d'en faire envoyer avec les munitions demandées à Votre Excellence pour les armées du midi, du centre et du Portugal. »

Napoléon à Clarke. Bienlza, 5 décembre 1812.

« Monsieur le duc de Feltre, j'ai lu avec intérêt le journal du siége du château de Burgos; je pense qu'il faut le mettre dans le *Moniteur*.

Présentez-moi un projet de décret pour récompenser le général Dubreton, et les officiers et soldats qui se sont distingués dans cette défense. »

Joseph à Clarke. Madrid, 10 déc. 1812.

« Monsieur le duc, je n'ai aucune lettre de Paris depuis celles que je reçus à Valence. J'envoie un courrier avec les triplicata des dépêches expédiées depuis cette époque. Il ne s'est rien passé ici qui mérite de fixer l'attention de l'Empereur. Les provinces de Madrid, Ségovie, Guadalaxara, partie de celle de Tolède, sont occupées par l'armée du centre. On m'annonce l'arrivée de l'armée du midi sur le Tage. Je lui donne l'ordre d'occuper aussi la province de Cuença, et de faire un détachement sur Valence, afin d'en avoir des nouvelles. Nos besoins en argent, munitions, sont grands. Les moyens de transport sont aujourd'hui nuls dans ce pays, et ce n'est pas sans peine qu'on pourra procurer les bestiaux nécessaires à la consommation d'une partie des troupes. Je fais demander du riz à Valence. Je m'en rapporte, au surplus, à tout ce que j'ai écrit précédemment sur tous ces objets à Sa Majesté Impériale et à Votre Excellence. »

Joseph à Soult. Madrid, 20 déc. 1812.

« Monsieur le duc, je reçois vos deux lettres en date du 14, et celle en date du 17.

Lorsque cette dernière m'est parvenue, j'avais déjà expédié au comte d'Erlon l'ordre de faire occuper la province d'Avila par deux divisions d'in-

fanterie et une brigade de cavalerie. Le temps qu'il faudra au comte d'Erlon pour faire relever les troupes de votre armée vous donnera celui nécessaire pour procurer des souliers aux corps qui en manquent, et vous pourrez ensuite placer votre armée ainsi que vous me le proposiez par votre lettre du 17, diriger des troupes sur la province de Cuença pour communiquer avec Valence, et en faire venir les détachements et les hommes isolés qui appartiennent à l'armée du centre et à l'armée du midi, ainsi que les officiers et les courriers porteurs de dépêches pour ces deux armées, qui y sont depuis longtemps.

Le général Guye continuera son voyage pour Valence, où il remplira la mission dont je l'ai chargé auprès du duc d'Albuféra et des personnes qui doivent retourner avec lui à Madrid.

J'écrirai au comte d'Erlon de laisser à votre disposition le district de Monbeltran.

J'ai reçu une lettre du maréchal Suchet en date du 6 de ce mois. Il prétend être menacé par un corps de 18 mille Anglais qui occupe Alicante, par un corps d'Eliot qu'il évalue à 18 mille hommes, et par l'armée du duc del Parque, qu'il porte aussi à 18 mille hommes. Je vois par vos rapports que cette dernière armée s'est repliée sur la Sierra-Morena. Il est aussi possible que les forces du corps anglais et du corps d'Eliot soient exagérées; mais il n'en est pas moins nécessaire que l'armée du midi soit toujours en mesure de menacer ces corps s'ils se portaient sur Valence, et pour cela vous devez tenir

sur la rive gauche du Tage toutes les troupes qui ne seront pas absolument nécessaires sur la rive droite. J'ai été fort surpris d'apprendre qu'au lieu de vous renfermer dans les limites de l'arrondissement qui a été assigné à votre armée, vous avez envoyé des troupes à Casarubias et à Naval-Carnero, et que ces troupes frappent des réquisitions jusqu'à Mostolès, qui est aux portes de Madrid. Je ne peux pas tolérer davantage un pareil abus, et je vous donne l'ordre formel de retirer ces troupes, et de ne plus dépasser la ligne qui divise, sur la rive droite du Tage, la province de Tolède en deux parties, dont une est réservée à l'armée du centre. Quant aux communes situées sur la rive gauche du Tage, vous pouvez en disposer sans avoir égard à la ligne de démarcation, en observant toutefois que j'ai excepté les communes d'Ocana et d'Yepès, que je réserve pour faire subsister la garnison d'Aranjuez.

Vous me proposez de faire fortifier Tolède. Je désirerais beaucoup que cela fût possible; mais, pour en faire une place forte, il faudrait beaucoup trop de temps et d'argent. Nous ne pouvons donc espérer que d'en faire un poste retranché. Ce poste sera utile aussi longtemps qu'il sera appuyé par les armées; mais si elles sont obligées de s'en éloigner, il devra être abandonné. Cependant vous pouvez me proposer vos vues à ce sujet, en y ajoutant des plans.

J'écris pour Avila et pour Arevalo au général commandant en chef l'armée du Portugal. A l'égard

de Manzanarès et de Consuegra, ces postes n'étaient utiles que pour protéger la communication avec l'Andalousie; et, dans l'état où sont les choses, ils seraient inutiles, puisque nous ne pouvons espérer de nous soutenir sur la rive gauche du Tage qu'autant que nous y serons en corps d'armée.

Depuis Salamanque, je me suis occupé du projet d'établir la ligne de communication de Madrid à Burgos par Aranda, et surtout celui de la création d'une place de dépôt à Aranda. Mais pour l'exécution de ce projet il faut le concours de l'armée du nord. J'attends la réponse de M. le général Caffarelli à ce sujet.

Quoiqu'il soit peu probable que l'armée anglaise, après s'être retirée en Portugal sans combattre, veuille reprendre l'offensive si promptement, il n'en faut pas moins observer avec bien de l'attention tous ses mouvements vers Placencia; et vos mouvements sur la rive gauche du Tage doivent toujours être subordonnés à la position qu'occupera cette armée, attendu que ce que je veux avant tout, c'est que l'armée anglaise ne puisse jamais s'opposer à la réunion des armées du midi, du centre et du Portugal.

Le maréchal Jourdan m'a remis copie de la lettre que vous lui avez écrite le 14, et copie de celle qui lui a été écrite sous la même date par le général Gazan. Vous paraissez vous plaindre de ce que votre armée est horriblement disséminée, et vous semblez indiquer que c'est en exécution des ordres qui vous ont été transmis de ma part : ce-

pendant ce maréchal s'est borné à vous indiquer les provinces que vous devez occuper, et vous vous plaignez vous-même qu'elles ne suffisent pas à l'entretien de votre armée. Il ne vous a pas dit de disséminer vos troupes dans ces provinces. Vous avez donc eu tort de le faire, s'il vous a été possible de les tenir réunies sur les points principaux. Si au contraire vous avez été forcé à les disséminer pour les faire vivre, n'en accusez que les circonstances, et non pas moi, ni ceux qui vous transmettent mes ordres.

Le général Gazan demande que je fasse rentrer tout ce qui appartient à l'armée du midi en hommes et en effets, et qui se trouve à l'armée d'Aragon et à l'armée du nord. Vous avez vu les dispositions que j'avais faites, et celles sur lesquelles j'insiste pour communiquer avec Valence. Quant à l'armée du nord, non-seulement il a été écrit depuis Salamanque au général Caffarelli de tout diriger sur Madrid, mais le ministre de la guerre a été invité à lui en donner l'ordre.

Vous savez bien, Monsieur le maréchal, que je n'ai aucun moyen de faire des fonds pour la solde; il est donc au moins inutile que le général Gazan fasse une telle demande. Tout ce que je peux faire, c'est de prier le gouvernement d'envoyer aux armées tout ce dont elles ont besoin, et c'est ce qui est fait depuis longtemps. Mais pour que mes demandes fussent plus régulières et eussent plus de force, il faudrait qu'elles fussent accompagnées de rapports et d'états de situation sur toutes les bran-

ches de service de votre armée, et c'est ce que vous n'avez jamais fait. Je ne puis donc adresser au ministre que des demandes générales, ce qui souvent est cause qu'on n'y donne pas toute l'attention convenable. On dirait, à la marche que l'on suit à l'armée du midi, que vous ne connaissez pas mon autorité sur toutes les branches du service des armées françaises en Espagne, et que je n'en suis véritablement pas le général en chef. On ne rend pas les comptes que l'on me doit, ni aux officiers commandant en chef le génie, l'artillerie, ni à l'ordonnateur faisant fonctions d'intendant général que j'ai cru devoir placer près de moi, non pour la forme, mais pour les besoins réels du service; et cependant on a soin de m'adresser en général des demandes auxquelles vous savez bien que je suis hors d'état de faire droit, puisque j'ai mis à la disposition des armées toutes les ressources du pays.

Je vais faire partir un officier supérieur d'artillerie pour Vittoria, afin de presser l'exécution des demandes déjà adressées en ce genre. Cet officier ne pourra cependant faire que des demandes vagues pour l'armée du midi, parce que sans doute le général Ruty n'a pas jugé convenable de rendre compte de la situation de votre artillerie et de vos munitions au général Dedon.

Une telle conduite peut compromettre les armées françaises. Il est dans ma volonté que vous fassiez connaître mon autorité dans toute son étendue. C'est à vous à juger si, en cherchant à y mettre des limites, vous voulez vous charger de la responsa-

bilité des événements. On attend, pour mettre en activité le service des courriers ordinaires, l'arrivée des premiers courriers de France, l'avis que les garnisons sont établies sur les points de la communication. Cependant, je fais partir de temps en temps des officiers et des courriers extraordinaires, soit pour Valladolid, soit pour Bayonne. Vous pourrez profiter de ces occasions en adressant vos lettres ici. J'ai reçu la copie tronquée d'un rapport que vous faites au ministre de la guerre des opérations militaires. Vous avez jugé ne me devoir pas de rapport direct. J'aurais désiré avoir même la copie des rapports des généraux de division, tant est juste l'intérêt que je dois prendre aux braves qui se sont distingués; et je regarde comme le plus sacré des devoirs que m'impose la confiance de l'Empereur, celui de faire valoir leurs services. Vous n'en avez pas jugé ainsi. Comme ce n'est pas l'intention de l'Empereur ni le désir des militaires, qui ne seront pas fâchés que je connaisse leurs titres à la reconnaissance et à l'estime publiques, et que mon intercession ne doit pas leur paraître inefficace, vous n'auriez manqué ni à l'Empereur, ni à moi, ni à l'armée, Monsieur le duc, si vous m'aviez envoyé un rapport direct et complet. Du reste, je ne partage pas votre opinion sur l'accusation que vous portez dans ce rapport contre l'armée du Portugal. Il est possible que je ne la partage pas non plus sur tous les points que vous avez jugé à propos de faire supprimer dans la copie que vous m'avez adressée. »

« Monsieur le duc, par mon rapport de Salamanque à l'Empereur et par mes lettres à Votre Excellence, elle aura vu les résultats des opérations de la campagne. J'avais jugé inutile d'entrer dans le détail des discussions et des mouvements qui ont précédé et suivi le passage de la Tormès et la retraite de l'armée anglaise. Je voulais attendre d'ailleurs des rapports circonstanciés des généraux.

Joseph à Clarke. Madrid, 23 déc. 1812.

Le duc de Dalmatie, au lieu de m'adresser ses rapports, ainsi que son devoir le lui prescrivait, s'est borné à m'envoyer copie de celui qu'il a adressé à Votre Excellence; il a même retranché de cette copie tout ce qui est relatif aux militaires qu'il a jugé mériter les grâces de l'Empereur. Le comte d'Erlon vient de me remettre le sien; Votre Excellence en trouvera ci-joint copie (n° 1).

Je suis bien loin d'approuver celui du duc de Dalmatie, dont il m'a envoyé copie; et vraisemblablement j'aurais aussi quelques observations à faire sur la partie qu'il ne m'a pas communiquée. Je me vois donc obligé d'adresser à Votre Excellence un nouveau rapport plus circonstancié, dans lequel je vais établir la vérité des faits.

Le 10 novembre, je portai mon quartier général à Penaranda. Le duc de Dalmatie plaça son armée en échelons depuis Penaranda jusque sur les hauteurs d'Alba de Tormès. L'armée du Portugal était campée sur les hauteurs de Babila-Fuente, et occupait Huerta. L'armée du centre était à Marotera et environs. Ce même jour, le duc de Dal-

matie fit tirer sans succès 1,500 coups de canon sur Alba.

Le 11 au matin, je me rendis, accompagné du maréchal Jourdan, sur les hauteurs d'Alba de Tormès. Le duc de Dalmatie me fit pressentir qu'il était d'opinion de ne point attaquer l'armée anglaise, mais de la forcer à changer de position, en manœuvrant sur sa droite. Je lui demandai s'il avait reconnu le cours de la Tormès au-dessous d'Alba; et, sur sa réponse négative, je lui dis que j'étais venu pour faire cette reconnaissance, et qu'ensuite je prendrais le parti que je jugerais le plus convenable.

Arrivé sur les hauteurs situées sur la droite du Rio-Almar, je rencontrai le général Souham et plusieurs autres généraux de l'armée du Portugal. Le duc de Dalmatie m'accompagnait. Je fis reconnaître par quelques cavaliers les divers passages de la rivière : elle est guéable presque partout, depuis l'embouchure du Rio-Almar jusqu'à Huerta. Lord Wellington occupait les hauteurs de San-Cristoval en avant de Salamanque, avec quelques divisions. Deux autres divisions de son armée étaient à Alba, et en arrière de cette ville; ses deux ailes étaient liées par divers corps, dont le centre était vers les Arapiles. Je jugeai (et tous les généraux furent de mon avis) qu'il fallait passer la Tormès entre le point où nous étions, et Huerta. Une plaine immense permettait à toute la cavalerie de se former sur la rive gauche de la Tormès et de protéger le passage de l'infanterie, qui se serait portée sur

plusieurs colonnes au centre de la position de l'ennemi, et ne lui aurait pas donné le temps de réunir ses ailes. Le duc de Dalmatie, frappé lui-même de l'avantage du terrain et de l'opinion générale, parut un instant partager cet avis; mais bientôt il me demanda la permission de m'adresser son opinion par écrit. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de sa lettre (n° 2). Je crus devoir la communiquer au maréchal Jourdan; vous trouverez également ci-joint copie de la réponse de ce maréchal (n° 3).

Le duc de Dalmatie ne se borna pas à m'écrire; il m'envoya le lendemain le général Gazan pour me convaincre. Je sentis qu'il y aurait peut-être du danger à entreprendre une opération qui n'avait pas l'approbation du général qui commandait la majeure partie des troupes. D'un autre côté, je calculais que si nous ne forcions pas l'ennemi à une bataille générale, il était au moins très-probable qu'il ne pourrait pas se retirer sans éprouver un échec considérable. Je me rangeai donc à l'opinion du duc de Dalmatie, et je l'autorisai à tout disposer pour opérer le passage de la Tormès au-dessus d'Alba.

Le 13 au soir, les préparatifs furent terminés. Je mis l'armée du centre sous les ordres du duc de Dalmatie, et j'envoyai le comte d'Erlon prendre le commandement de l'armée du Portugal. Le duc de Dalmatie porta ses troupes vers Galisancho. J'établis mon quartier général à Valdecarros, et l'armée du Portugal vint, pendant la nuit du 13

au 14, s'établir devant Alba. Elle avait ordre de passer la Tormès sur le pont de cette ville et aux gués qui l'avoisinent, lorsque l'ennemi serait forcé de l'évacuer, par suite du passage du duc de Dalmatie.

Je passai la Tormès avec la division Barrois. Je joignis la cavalerie de l'armée du midi sur les hauteurs de la Sanpelayo, à neuf heures du matin. J'appris là que l'ennemi s'était retiré d'Alba, mais qu'il avait coupé le pont, et qu'il avait laissé dans le château une garnison qui empêchait l'armée du Portugal de passer la Tormès sur ce point : j'envoyai ordre au comte d'Erlon d'aller la passer au-dessus d'Alba et de se diriger ensuite sur Mosarbès, direction que je donnai également à l'armée du midi.

Le duc de Dalmatie fit prendre position à ses troupes sur les hauteurs que l'on rencontre à une demi-lieue avant d'arriver à Mosarbès, et il fit occuper et fortifier deux mamelons situés entre ces hauteurs et Mosarbès. Sa cavalerie était à Mosarbès, n'ayant que quelques piquets au delà.

A trois heures après midi, j'arrivai sur un de ces mamelons. J'y trouvai le duc de Dalmatie et un grand nombre de généraux : l'ennemi paraissait en mouvement; mais il nous le cachait à la faveur des hauteurs qui dominent Mosarbès. Je lisais l'impatience sur tous les visages. Je remarquai surtout avec plaisir les généraux Ruty et d'Aboville. Le maréchal Jourdan me demanda 300 chevaux pour aller reconnaître l'ennemi, puisqu'on ne l'avait pas encore fait. Le duc de Dalmatie entendit ce pro-

pos. Je remerciai le maréchal Jourdan de son zèle, et j'ordonnai qu'on occupât le plateau de Nuestra-Senora de Utiera, sur la droite des deux mamelons déjà occupés. Je me rendis sur le plateau avec le duc de Dalmatie. La cavalerie se porta en avant, et força l'ennemi à nous montrer des lignes d'infanterie, et à démasquer une batterie qui tira quelques volées. La nuit approchait; il était trop tard pour engager une affaire. D'ailleurs, l'armée du Portugal n'était pas encore en ligne. Cette armée vint à la nuit prendre position sur les hauteurs qui sont à droite et en arrière de Nuestra-Señora de Utiera.

La nuit, le temps devint affreux. Le 14, à huit heures du matin, j'étais sur un des mamelons; on distinguait à peine le mouvement de l'ennemi, mais on s'apercevait qu'il se dirigeait sur sa droite. Je dis au duc de Dalmatie qu'il fallait diriger sa gauche sur les hauteurs de Téjarès, derrière lesquelles passe la communication de Salamanque à Ciudad-Rodrigo, et la faire soutenir par toute son armée; que j'allais donner ordre au général comte d'Erlon de se diriger sur le plateau de Nuestra-Señora de Utiera, afin d'appuyer par sa gauche la droite de l'armée du midi, et de suivre son mouvement en dirigeant sa droite sur les Arapiles.

Le duc de Dalmatie avait ainsi disponibles toutes les troupes des armées du midi et du centre pour attaquer la droite de l'armée anglaise. Ma garde eut ordre de se placer en arrière des deux mamelons qui avaient été fortifiés.

Après avoir donné mes ordres au général comte

d'Erlon, et au moment où la tête de son armée débouchait sur Nuestra-Señora de Utiera, je trouvai la tête de l'infanterie arrêtée à environ deux portées de canon avant d'arriver à la chapelle de Nuestra-Señora de Valbuena. La cavalerie était réunie à l'infanterie, et à peine quelques piquets s'étaient portés vers cette chapelle. Il était onze heures du matin; l'ennemi continuait toujours son mouvement de flanc pour gagner la communication de Salamanque à Ciudad-Rodrigo, et sa retraite fut indiquée par plusieurs explosions de Salamanque. J'invitai le duc de Dalmatie à presser son mouvement et à appeler à lui les dragons aux ordres du général Tilly, qui étaient restés à Mosarbès. Il m'assura lui avoir déjà envoyé cet ordre, et il parut craindre que l'armée du Portugal ne fût pas encore en mesure de faire son mouvement pour le soutenir. Je me chargeai de le faire exécuter, et d'y veiller moi-même; effectivement je me portai près de Mosarbès, et j'y trouvai encore les dragons du général Tilly, qui n'avaient point reçu d'ordre. Je donnai celui d'aller rejoindre le duc de Dalmatie.

L'armée du Portugal était en marche. Je vis défiler les quatre premières divisions. Je réitérai l'ordre au comte d'Erlon d'appuyer par sa gauche la droite de l'armée du midi, et de diriger sa droite sur les Arapiles, et de là sur Salamanque, selon les circonstances; je revins ensuite à l'armée du midi, que j'espérais trouver engagée : mais elle n'avait pas fait un pas en avant. Les dragons du général Tilly n'étaient pas même encore arrivés. Lorsqu'ils eurent

rejoint, le duc de Dalmatie porta la division à la chapelle, et il poussa sa cavalerie en avant, en cherchant à lui faire passer le Rio-Zurquen par sa gauche; mais elle fut arrêtée par des ravins. L'ennemi continua son mouvement de retraite, et tira quelques volées de canon sur notre cavalerie. La pluie tombait par torrents; le temps était si sombre qu'il était nuit à quatre heures.

L'armée du Portugal ne rencontra aucun obstacle à faire son mouvement; sa droite vint à Salamanque.

Le lendemain, les armées du midi et du centre, et la cavalerie de l'armée du Portugal, restèrent à Salamanque. Je jugeai inutile d'envoyer plus de troupes dans un pays très-difficile, et qui n'offre aucune ressource pour les faire subsister.

Trois causes ont concouru à favoriser la retraite de lord Wellington dans la journée du 15 : la pluie, la trop grande circonspection du duc de Dalmatie, et le manque d'un bon officier de cavalerie. Le mauvais temps n'a permis de découvrir les mouvements de l'ennemi qu'entre huit à neuf heures du matin.

La marche des troupes a été ralentie par les mauvais chemins, et le soir les moindres ruisseaux étaient impraticables.

Le duc de Dalmatie a perdu deux heures sur les hauteurs en arrière de Nuestra-Señora de Valbuena, sous prétexte qu'il ne pouvait s'engager avant que l'armée du Portugal ne fût en mesure de le soutenir. Enfin, le duc de Dalmatie, qui apprécie

sans doute intérieurement jusqu'où va la capacité du général son frère, qui commande la cavalerie légère, craint de le compromettre; et, par cette raison, la cavalerie légère est toujours réunie au gros de l'armée, et ne se porte jamais en avant sans être immédiatement suivie de toute la cavalerie de l'armée, et sans que le duc de Dalmatie ne marche lui-même avec son frère. Je ne parle pas à Votre Excellence des opérations du duc de Dalmatie des 16 et jours suivants, je n'ai, pour les juger, que son rapport; mais, si je dois en croire les officiers généraux qui y ont pris part, ce n'est point à l'absence de l'infanterie de l'armée du Portugal, qui n'eût fait que l'embarrasser, qu'on doit attribuer le peu de succès qu'il a obtenu, mais bien aux mêmes causes qui l'ont empêché d'entamer l'armée anglaise. Dans la journée du 15, le nombre des prisonniers faits s'élève à environ 3 mille.

Tels sont les faits. Je ne serais point entré dans des détails qui répugnent à mon caractère, si je n'étais pas dans la nécessité de rétablir la vérité dans tout son jour, lorsqu'elle est altérée par des rapports audacieux et des accusations effrontées. Je suis instruit que le colonel Brun, porteur du rapport du duc de Dalmatie, est chargé de faire des réclamations sur l'organisation de mon état-major général et sur les dispositions administratives que j'ai faites à Salamanque, et qui tendent à régulariser et centraliser les services, et à faire tourner toutes les ressources du pays à l'avantage de l'armée. Si les agents que ce maréchal envoie fréquemment à Paris

n'étaient pas accueillis, et si Votre Excellence signifiait au duc de Dalmatie que l'Empereur ne m'a point confié le commandement pour la forme, que c'est à moi qu'il doit adresser ses rapports, puisqu'il est sous mes ordres, sans doute il finirait par reconnaître mon autorité et par obéir, et je n'éprouverais pas les difficultés qu'il m'oppose à chaque instant. »

Joseph à Clarke. Madrid, 23 déc. 1812.

« Monsieur le duc, le comte d'Erlon vient d'arriver à Madrid; il a repris le commandement de l'armée du centre. Ce général m'a apporté une lettre du comte Reille, dont copie est ci-jointe.

J'ai appris en même temps, par le général gouverneur de Burgos, que les Anglais menaçaient sérieusement Santona. Je savais bien que les affaires dans le nord n'étaient pas en très-bonne situation, mais je ne les croyais pas en si mauvais état : jusqu'à ce moment il m'a été impossible d'obtenir du général Caffarelli des rapports fréquents et circonstanciés; je n'ai même pas encore reçu d'états, de situation de son armée. En même temps que la lettre du général comte Reille me parvenait, j'en recevais une du maréchal duc d'Albuféra, dont je vous envoie aussi copie (n° 2). J'ai lieu de croire que ce maréchal exagère les forces de l'ennemi. D'abord le corps du duc del Parque n'est pas devant lui, puisque la cavalerie de l'armée du midi l'a forcé à se retirer sur la Sierra-Morena; ensuite Eliot n'a jamais eu sous ses ordres au delà de 10,000 hommes, et il est peu probable que 18,000 Anglais

soient à Alicante. Mais il n'en est pas moins vraisemblable que l'ennemi tentera de forcer le maréchal duc d'Albuféra à abandonner Valence. Le nord de l'Espagne et Valence paraissent donc exiger des secours. Je ne peux pas non plus perdre de vue que je dois toujours me tenir prêt à combattre les Anglais, s'ils entrent en opérations. L'armée anglaise est maintenant en Portugal, et tout semble annoncer qu'elle a pris des quartiers d'hiver. Cependant, d'un instant à l'autre, elle peut se porter dans la Vieille-Castille par la vallée du Tage. Lorsque cette armée était sur la Tormès, elle s'élevait, d'après tous les rapports, à près de 80 mille hommes, y compris les troupes portugaises et les troupes espagnoles qui étaient réunies sous les ordres de lord Wellington. Elle recevra sans doute, ou peut-être elle a déjà reçu des renforts d'Angleterre; et lord Wellington peut, de plus, appeler à lui le corps d'Eliot et celui du duc del Parque, et entrer en campagne avec environ 100 mille hommes. Votre Excellence doit sentir que, dans cet état de choses, il serait dangereux de vouloir tout à la fois secourir Valence, envoyer des troupes dans le nord, et contenir l'armée anglaise. Il est donc indispensable de se borner à faire ce qui est le plus essentiel; et je crois qu'il importe surtout d'éloigner l'ennemi des provinces du nord, de rétablir la communication avec la France, et d'être toujours en état de réunir les armées pour les opposer à l'armée anglaise. Jusqu'à ce moment, les événements fâcheux arrivés en Espagne sont provenus de ce que les armées im-

périales étaient beaucoup trop disséminées. On n'a jamais assez calculé les distances et la difficulté des communications. Je pense que maintenant on doit plus que jamais éviter de retomber dans cet inconvénient. Les armées sont insuffisantes pour garder en même temps les côtes de l'Océan, les côtes de la Méditerranée, et pour former dans l'intérieur de l'Espagne une masse capable de contenir l'armée anglaise. Les troupes qui ont été envoyées jusqu'à ce jour à la garde des côtes ont mal rempli leur objet : il est en effet impossible d'empêcher l'ennemi, qui est maître de la mer, de commercer avec les insurgés de l'intérieur, soit par un point, soit par un autre. Mon opinion est donc que, sans négliger les principaux points de la côte et les plus rapprochés des frontières de France, on doit réunir, autant que possible, les troupes au centre de l'Espagne, et les tenir prêtes à se porter partout où leur présence sera nécessaire. Il résulte de ma manière de voir que je dois renoncer, quant à présent, au projet de secourir l'armée de Valence et à celui de porter du secours dans le nord, en même temps que je me tiendrai prêt à marcher à la rencontre de l'armée anglaise. Dès lors, le maréchal duc d'Albuféra doit se maintenir à Valence aussi longtemps qu'il le pourra sans se compromettre : s'il est obligé d'abandonner cette place, il doit se retirer derrière Murviedo, qui offre une ligne facile à défendre; si cependant il ne peut s'y maintenir, il doit laisser une garnison suffisante à Murviedo et se retirer sur l'Èbre. N'ayant plus, pour le moment, à m'oc-

cuper de Valence, je peux porter l'armée du centre sur la rive droite du Duero, lui faire occuper Aranda, Lerma, Burgos, et peut-être même Soria, ce qui donnerait au général Caffarelli la faculté de disposer des troupes de l'armée du nord qui occupent la province de Burgos, et ce qui sans doute le mettrait en état de poursuivre avec succès les bandes qui sont sur le Tage. Mais il faudrait pour cela que, sans occuper une foule de postes insuffisants pour gêner les mouvements de l'ennemi, il se bornât à occuper les postes principaux, et qu'il formât un corps de 10 à 12 mille hommes qui, s'il était bien dirigé, devrait, dans moins de trois mois, détruire les bandes qui infestent la Navarre et la Biscaye. Le duc de Dalmatie retirerait de la province d'Avila les troupes de l'armée du midi qui occupent cette province, il s'étendrait beaucoup moins sur la rive gauche du Tage, et il pourrait, par ce moyen, occuper la province de Madrid, celle de Ségovie et de Guadalaxara ; il établirait les communications avec l'armée du centre par Aranda. Ce serait par là que passeraient les courriers et les convois de Burgos à Madrid. Je conserverais mon quartier général dans la Castille. Les troupes de l'armée du Portugal évacueraient Benavente et Léon, elles occuperaient les provinces d'Avila. Ce mouvement est même déjà ordonné, attendu que je suis obligé de retirer d'Avila les troupes de l'armée du midi, soit que je veuille faire soutenir Valence, soit que je veuille fortifier le nord. Les troupes ainsi disposées, les communications avec la France se-

raient assurées, le général Caffarelli pourrait dégager les provinces du nord ; et si l'armée anglaise débouchait sur Salamanque, l'armée du Portugal se réunirait promptement sur sa gauche, de manière à ne pouvoir jamais être séparée de l'armée du midi, qui, ainsi que l'armée du centre, se porteraient dans la province de Ségovie. On ne doit pas craindre que l'ennemi se porte au delà du Duero tant que ses armées seront en position de se porter sur sa ligne de communication avec le Portugal ; si, au contraire, l'armée anglaise marchait par la vallée du Tage, l'armée du midi se réunirait promptement pour arrêter sa marche, et donner le temps à l'armée du Portugal et à celle du centre de faire leur jonction, que l'ennemi, dans aucun cas, ne pourrait empêcher.

Je suis tellement convaincu, Monsieur le duc, que ces dispositions sont les plus convenables aux circonstances actuelles, que je les aurais ordonnées, si c'était le général Caffarelli qui m'eût fait connaître la situation des affaires dans le nord ; mais ce général ne m'ayant adressé aucun rapport, et ne m'ayant point demandé du secours, je dois supposer qu'il est en état de tout réparer, et j'aurais peut-être à regretter d'avoir négligé de secourir Valence pour lui envoyer des troupes dont il n'aurait pas besoin. Je ne prendrai donc un parti définitif que quand j'aurai reçu réponse à la lettre que je lui ai écrite à ce sujet. En attendant, les troupes de l'armée du Portugal viendront relever celles de l'armée du midi dans la province d'Avila ;

et si, quand ce mouvement sera achevé, il n'est pas nécessaire d'envoyer l'armée du centre dans la province de Burgos, je serai en état de me mettre en communication avec Valence par Cuença. Il serait essentiel au bien du service que Sa Majesté l'Empereur approuvât que je fisse rentrer à leurs corps respectifs les bataillons, les brigades provisoires, et tous autres détachements, qui sont à l'armée du nord. J'ordonnerais aux généraux en chef d'envoyer au général Caffarelli des corps complets, en remplacement des bataillons et détachements qu'ils auraient reçus. Cette opération, qui aurait l'avantage de réunir les corps, doublerait la force réelle de l'armée du nord, sans augmenter sa force numérique. »

Napoléon à Clarke. Paris, 24 déc. 1812.

« Monsieur le duc de Feltre, je désire que vous continuiez les mêmes rapports que vous avez eus avec l'armée d'Espagne, et que vous mettiez dans le *Moniteur* ce que vous jugerez convenable. »

LIVRE DOUZIÈME

DU 1er JANVIER AU MOIS D'AOUT 1813.

Établissement des armées du midi, du centre et du Portugal en cantonnements. — Effet produit par le séjour des Anglais à Madrid. — Nouvelle des désastres de la campagne de Russie. — Interruption des communications avec la France. — Situation des affaires dans les provinces du nord. — Nouvelles instructions de l'Empereur pour pacifier ces provinces. — Exécution de ces instructions. — Rentrée en France d'un grand nombre de troupes. — Instructions adressées au général en chef de l'armée du nord par le ministre de la guerre. — Commencement d'exécution de ces instructions. — Coup d'œil sur les opérations du maréchal Suchet. — Situation respective des armées. — Dispositions ordonnées au premier avis de la marche de l'ennemi. — L'armée anglo-portugaise s'avance par les deux rives du Duero. — Combat de Salamanque (26 mai). — L'armée française se concentre aux environs de Tordesillas (2 juin); — celle des alliés, entre Toro et Zamora. Retraite des Français sur Burgos (du 3 au 9 juin). — Combat d'avant-garde (12 juin). — Nouvelle retraite au delà de l'Èbre (13 juin). — Destruction du fort de Burgos (13 juin). — Bataille de Vittoria (21 juin). — Retraite sur Salvatierra. — Sur Echarry (22 juin). — Le général Reille se porte sur Irun. — Belles opérations du général Foy sur Irun. — L'armée du midi se porte sur la vallée du Bastan. — Affaire de Barueta (4 juillet). — Opérations du général Clausel (du 15 au 21 juin). — Le roi quitte l'armée à l'arrivée du maréchal Soult (12 juillet).

Après la retraite de l'armée anglaise à la fin de 1812, le roi eut à déterminer comment seraient placés les trois corps d'armée. Il avait à choisir entre deux partis : l'un, de les retenir dans la Vieille-Castille, ne faisant occuper Madrid que par un

camp volant, d'établir son quartier général à Valladolid, et d'en faire le point central des opérations; l'autre, de faire passer la plus grande partie des troupes dans la Nouvelle-Castille et de retourner à Madrid, qui deviendraît le centre de tous les mouvements. Après avoir médité sur les avantages et les inconvénients de chacun de ces partis, il adopta le second, persuadé que le siége de son gouvernement, maintenu dans la capitale, lui assurait toujours une influence politique qu'il fallait ménager, et que le maréchal Suchet, éloigné de tout secours, ne pourrait se soutenir à Valence.

L'armée du midi et celle du centre, dont le comte d'Erlon avait repris le commandement, allèrent occuper les provinces de Madrid, de Tolède et de la Manche; l'armée du Portugal, ayant le comte Reille pour général en chef, resta dans les provinces d'Avila, de Salamanque et de Valladolid. Le comte Reille reçut pour instruction, dans le cas où les Anglais déboucheraient par Ciudad-Rodrigo, de se replier sur la province de Ségovie pour se réunir aux autres armées. Ces dispositions n'auraient rien laissé à désirer, si on n'avait eu à s'occuper que de l'armée anglo-portugaise; car il n'était pas probable que lord Wellington osât se porter dans la province de Salamanque, et encore moins au delà du Duero, tant que les trois armées seraient en mesure de couper ses communications avec le Portugal, et qu'elles auraient, à tout événement, leur retraite assurée sur Burgos ou sur Saragosse; mais elles avaient l'inconvénient d'éloi-

gner le quartier général des provinces du nord, où les affaires étaient en mauvais état.

Immédiatement après l'arrivée de l'état-major à Madrid, Joseph s'appliqua à réorganiser tous les services, particulièrement celui de la levée des impôts et des denrées pour l'entretien et la nourriture des troupes. Ce prince établit dans les principales villes des hôpitaux et des ateliers pour la réparation des armes et de l'artillerie, et leva, par voie de réquisition, un certain nombre de mulets pour le service des équipages. Enfin, il ne négligea rien pour mettre l'armée en état d'entrer en campagne. Son autorité, en sa double qualité de roi et de général en chef, n'ayant d'action que dans les contrées où la présence des baïonnettes imposait l'obéissance, on étendit les cantonnements le plus possible, pour se ménager une plus grande masse de ressources et en priver l'ennemi. Le maréchal Soult envoya à Cuença une division qui se mit en communication avec Valence, et il rappela les dépôts et les équipages des armées du midi et du centre qui y étaient restés. Cette division couvrait la droite du duc d'Albuféra, et se trouvait à portée d'aller à son secours, si, comme il le craignait, ce maréchal était attaqué par l'armée anglo-sicilienne, réunie à une armée espagnole, à Alicante.

Les Anglais, pendant leur séjour dans la capitale, au lieu de s'être fait des partisans, avaient fortement mécontenté la population par leur manière d'être à l'égard des habitants. Ils montraient dans toutes les occasions des prétentions à dominer,

ce qui ne pouvait que déplaire à une nation fière et brave. Une cause très-futile en apparence excita particulièrement le mécontentement des Espagnols : ils ne pardonnaient pas au général anglais de s'être établi dans le palais du roi avec son état-major. Lorsque plus tard la régence mit les armées nationales sous les ordres de lord Wellington, les généraux montrèrent beaucoup de répugnance à lui obéir, et quelques-uns firent proposer au roi de se réunir à lui avec leurs troupes, sous la condition de n'être pas commandés par des généraux français. Si les événements avaient permis de suivre cette négociation (1), et s'il eût été dans la politique de l'Empereur de garantir à la nation son indépendance et l'intégrité de son territoire, il est probable que l'éloignement qu'elle avait pour les Anglais aurait contribué à former un parti puissant en faveur de la nouvelle dynastie.

L'ennemi ne manqua pas de répandre dans toute la Péninsule la nouvelle des désastres de la campagne de Russie. Lorsque le roi en connut toute l'étendue, il sentit qu'il ne devait plus attendre de secours de France, et qu'il fallait ajourner tout projet de nouvelles conquêtes. Mais s'il conservait entre ses mains les trois armées du midi, du centre et du Portugal, il espérait pouvoir s'opposer à tout nouvel envahissement des Espagnols, et lutter avec avantage contre l'armée anglo-portugaise, dans le cas où elle prendrait l'offensive. On comptait

(1) Voir à ce sujet, à la fin de ce volume, les notes curieuses du comte de Mélito (note A).

dans les trois armées françaises 74 mille hommes d'infanterie et 12 mille de cavalerie; elles pouvaient se réunir en peu de temps, soit dans la Nouvelle, soit dans la Vieille-Castille, suivant que les alliés déboucheraient du Portugal par l'Estramadure ou par Ciudad-Rodrigo.

Cependant, au 15 février, on était sans nouvelles de France depuis deux mois et demi, et on ignorait ce qui se passait dans l'arrondissement de l'armée du nord. Quoique cette armée fût en apparence sous les ordres du roi, le général Caffarelli, qui la commandait, n'agissait que d'après les ordres et les instructions de Paris, et correspondait rarement avec l'état-major général. Ses rapports avec le roi paraissaient dictés plus par les convenances que par les devoirs d'un subordonné envers son chef. On savait qu'il était allé au secours de la place de Santona, menacée d'un siége; on attribuait à son éloignement l'interruption des communications, et on s'attendait à les voir rétablies au retour de son expédition. En effet, le 14 et le 16 février, plusieurs courriers arrivèrent à Madrid, porteurs de dépêches dont la plus fraîche date remontait au 4 janvier. Par ces dépêches, le ministre mandait que l'Empereur voulait que la gauche de la ligne de l'armée du midi ne s'étendît pas au delà de Tolède; que le roi transférât son quartier général à Valladolid, et qu'il envoyât des troupes au général Caffarelli pour le mettre en état de pacifier les provinces du nord et d'assurer les communications avec la France. Le ministre n'ayant indiqué ni le nombre

de troupes à mettre en marche, ni l'armée dont il fallait les tirer, le roi décida que toute l'armée du centre se porterait au delà de l'Èbre aussitôt qu'elle serait relevée à Madrid, et dans la province de Ségovie, par les divisions de l'armée du midi. Mais le 12 mars, pendant que les troupes étaient en marche, on reçut de nouvelles dépêches du ministre, contenant des instructions plus détaillées, et des renseignements plus circonstanciés sur la situation des affaires au delà de l'Èbre.

Les bandes de Mina, Longa et autres avaient pris une consistance inquiétante; leur nombre s'était accru considérablement. Non-seulement elles étaient organisées et exercées, mais elles avaient réinstallé leurs administrations et leurs autorités, occupé de fortes positions sur la côte, notamment Borméo et Castro, établi des communications régulières avec les croisières anglaises qui leur fournissaient des secours de toute espèce, réduit l'influence des Français au rayon des places occupées par eux, et pris un ascendant décidé dans le pays, dont elles consommaient et enlevaient toutes les ressources. Conduites par des chefs entreprenants, elles s'étaient aguerries, et soutenaient à égalité de nombre la rencontre des troupes impériales.

Les instructions portaient que l'Empereur voulait le transport du quartier général du roi à Valladolid; le passage des armées du centre et du midi dans la Vieille-Castille; l'occupation de Madrid à l'extrémité de la ligne; l'envoi par le général en chef de l'armée du Portugal à celui de l'armée du

nord, de toutes les troupes qui seraient demandées au premier par le second. Le ministre annonçait en même temps que, pour plus de célérité, il avait ordonné au général en chef Reille de diriger de suite sur l'Èbre une division pour être à la disposition du général Caffarelli. Il ordonnait aussi d'envoyer à l'armée du nord, pour en faire partie définitivement, les 1er, 22e et 101e régiments, qui étaient à celle du Portugal, et le 64e, qui était à celle du midi. Dans l'espoir d'empêcher les Anglais de tirer avantage de l'affaiblissement des armées aux ordres immédiats du roi, l'Empereur voulait qu'on préparât un équipage de siége à Burgos, afin de faire mine de menacer Ciudad-Rodrigo, et pour leur faire craindre ainsi une invasion en Portugal. Le duc de Dalmatie reçut en même temps l'ordre de rentrer en France. Le commandement de son armée fut confié au général Gazan. On apprit également que le général Clausel venait remplacer le général Caffarelli. A la réception de ces nouvelles instructions, le roi suspendit le mouvement de l'armée du centre, et ordonna au général Gazan de ne laisser à Madrid que la division du général Leval, la brigade d'infanterie du général Maransin et la division de cavalerie légère du général Soult; de se mettre en marche le plus promptement possible avec ses trois autres divisions, pour relever celles du Portugal dans les provinces d'Avila, de Salamanque, de Toro, et de Zamora. Le général Reille devait rappeler ses troupes sur la droite du Duero, au fur et à mesure de l'arrivée du général Gazan, et diri-

ger vers le nord tous les secours que réclamerait le général Clausel. Mais il fallut un certain temps pour rassembler les divisions répandues dans la Manche, pour rappeler celle qui était à Cuença, et pour évacuer les hôpitaux et les parcs; de sorte que le mouvement général ne fut achevé que dans les premiers jours du mois d'avril.

Le roi était arrivé à Valladolid le 23 mars. Indépendamment de la division Barbot que le général Reille avait envoyée au nord, conformément aux ordres du ministre, trois autres divisions, celles des généraux Foy, Taupin et Sarrut, ayant été relevées par l'armée du midi, furent mises successivement en marche dans la même direction; les deux autres divisions, celles des généraux Maucune et Lamartinière, et la cavalerie, occupaient la province de Palencia et partie de celle de Léon. L'armée du centre resta dans celle de Ségovie, pour protéger au besoin la retraite du général Leval, qui, séparé de l'armée par une chaîne de montagnes, avait besoin d'exercer une grande surveillance.

On a reproché au roi de ne pas avoir quitté Madrid aussitôt qu'il en reçut l'ordre. Cependant, quand même il serait arrivé à Valladolid un mois plus tôt, sa présence n'aurait pas accéléré le mouvement vers l'Èbre, puisqu'il fallait nécessairement attendre que les divisions du Portugal fussent relevées par celles du midi (1). L'arrivée de la cour à

(1) Rappelons ici que ce mouvement ne put pas être terminé avant les *premiers jours d'avril*, et que Joseph se trouvait à Valladolid avant la *fin de mars*.

Valladolid y attira les ministres, les officiers civils de la maison du roi, une foule d'autres personnages, et quantité d'employés ainsi que leurs familles. Il eût été sans doute prudent de les faire filer sur Bayonne; mais le roi répugnait à expatrier ceux de ses sujets qui lui restaient fidèles, et qui se seraient trouvés dépourvus de tout sur une terre étrangère. Il craignait d'ailleurs que leur départ n'indiquât trop clairement qu'on avait perdu l'espoir de se soutenir en Espagne et qu'il en résultât du découragement dans l'armée.

Les événements de la campagne de Russie ayant mis l'Empereur dans la nécessité de créer une nouvelle armée, plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, et un grand nombre de compagnies d'artillerie, reçurent l'ordre de rentrer en France. Tous les régiments qui restèrent en Espagne durent envoyer le cadre au grand complet d'un bataillon ou d'un escadron. Il fut tiré de chaque bataillon et de chaque régiment de troupes à cheval 25 hommes d'élite et 10 hommes de chaque compagnie d'artillerie, pour être incorporés dans la garde impériale. Grand nombre d'officiers, promus à des grades supérieurs, furent rappelés; et le maréchal Jourdan fut autorisé à nommer, jusqu'au 1er août, à tous les emplois vacants, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de chef de bataillon inclusivement.

On ne tarda pas à s'apercevoir que les secours envoyés dans le nord étaient insuffisants pour assurer les communications. Les courriers, obligés de

s'arrêter dans divers postes pour éviter de tomber au pouvoir des guérillas, n'arrivaient au quartier général que vingt ou vingt-cinq jours après leur départ de Paris. Le roi ordonna au comte Reille d'envoyer une cinquième division de son armée (celle du général Lamartinière) et un régiment de cavalerie à Briviesca, pour faire le service des escortes depuis l'Èbre jusqu'à Burgos, et une brigade pour faire le même service jusqu'à Valladolid. Il ne restait donc en ligne, de l'armée du Portugal, qu'une brigade d'infanterie et une division de cavalerie. L'infanterie veillait à la sûreté de 2 mille chevaux d'artillerie dans la province de Palencia, et la cavalerie observait sur l'Esla l'armée espagnole de Galice. La division du général Darmagnac, de l'armée du centre, fut mise provisoirement à la disposition du général en chef Reille, qui la plaça en seconde ligne de sa cavalerie.

Dans les instructions adressées au général Clausel, le ministre l'invitait à s'écarter du système de son prédécesseur, qui, disait-il, *au lieu de poursuivre les ennemis, d'aller au-devant de leurs entreprises, attendait la nouvelle de leurs tentatives sur un point pour s'y porter, agissait ainsi après l'événement, et presque toujours trop tard; obéissait à toutes leurs impulsions, et fatiguait les troupes de courses continuelles, sans jamais en recueillir aucun fruit.* Des poursuites vives et bien dirigées, ajoutait le ministre, et surtout combinées d'après la configuration topographique des lieux; des expéditions faites à l'improviste sur les magasins de vivres des in-

surgés, sur leurs hôpitaux, sur leurs dépôts d'armes, et en général sur leurs établissements, porteront infailliblement le trouble dans leurs opérations. Après quelques affaires avantageuses contre eux, il ne faudra que quelques mesures politiques pour les désorganiser. La dispersion de leurs autorités, la rentrée de tous les jeunes gens qu'ils ont enrôlés de force, l'attention de ne leur laisser aucun repos et de les surprendre dans leurs retraites les moins accessibles, doivent finir par leur ôter toute consistance, et par rendre aux troupes de Sa Majesté la possession tranquille des pays dont toutes les ressources sont aujourd'hui entre les mains des ennemis.

Le ministre lui recommandait ensuite de maintenir libre la communication avec la France, de chasser les ennemis de tous les postes qu'ils occupaient sur la côte, notamment de Castro, où ils s'étaient fortement retranchés; de placer des troupes dans tous ces postes, depuis la Bidassoa jusqu'à Santander; de tenir constamment dans cette ville une garnison proportionnée à son importance; de veiller à la sûreté de Santona, et de dégager la place de Pampelune, resserrée et presque affamée par Mina.

Il était plus facile au ministre de donner des instructions qu'au général de les exécuter. Celui-ci demanda qu'indépendamment des divisions du Portugal qui passaient sous son commandement, on envoyât des conscrits de la réserve de Bayonne, pour relever les vieilles troupes en garnison à Saint-Sé-

bastien, Guitaria, Bilbao et Pampelune; mais le ministre répondit que cette réserve étant destinée à garder la frontière, il ne pouvait en rien détacher, et qu'avec les 50 mille hommes qui se trouvaient sous ses ordres, il était en état de remplir les intentions l'Empereur.

Bien que le général Clausel n'eût qu'environ 40 mille hommes, y compris les quatre divisions de l'armée du Portugal, au lieu de 50 mille dont parlait le duc de Feltre, il se disposait à exécuter les ordres qu'il avait reçus. Déjà il avait repris le poste retranché de Castro, introduit des vivres dans Pampelune, et ses colonnes parcouraient la Biscaye et la Navarre. Partout où il n'était pas en force, l'ennemi prenait la fuite et se dispersait, pour se rallier bientôt sur un autre point; quelquefois il soutenait le combat, et, dans une rencontre entre Lodosa et Lérin, il détruisit deux bataillons de l'armée du Portugal. Peut-être qu'avec du temps et beaucoup de persévérance on serait parvenu, sinon à pacifier entièrement ces provinces, du moins à désorganiser les bandes principales qui les infestaient, et à détruire leurs établissements : mais bientôt les opérations furent suspendues par des événements dont nous rendrons compte, après avoir jeté un coup d'œil sur ce qui se passait dans les provinces de l'est.

Sir John Murray avait remplacé le général Maitland dans le commandement de l'armée anglo-sicilienne à Alicante. Les corps espagnols des généraux Eliot et duc del Parque devaient agir de concert avec lui. Le général Copons avait succédé

en Catalogne au général Lascy. Le maréchal Suchet, informé qu'une division espagnole s'était portée à Yecla, non loin de Fuente-la-Higuera qu'occupait son avant-garde, espéra l'enlever. Dans la nuit du 10 au 11 avril, il réunit ses principales forces à Fuente-la-Higuera, et marcha sur Villena, tandis que le général Harispe se portait à Yecla. La division espagnole fut promptement culbutée, et prit la fuite dans la direction de Jumilla, laissant au pouvoir des Français 1,200 prisonniers et un drapeau. Le maréchal, s'approchant de Villena, repoussa la cavalerie ennemie, enfonça les portes à coups de canon, et fit prisonnier un bataillon espagnol qui s'était renfermé dans le fort. Poursuivant ses succès, il rencontra au défilé de Bair les Anglais, qui, après une faible résistance, se replièrent sur Castalla.

Le 13, le maréchal fit attaquer une montagne escarpée que les Anglais occupaient en avant de Castalla. Cette position fut défendue vaillamment, et les Français furent repoussés avec perte d'un grand nombre de tués et de blessés. Le maréchal rallia ses troupes dans une forte position, et attendit de pied ferme l'ennemi. Sir John Murray déboucha de Castalla, et fit des dispositions qui semblaient indiquer l'intention d'engager une affaire générale : cependant, après quelques manœuvres et quelques escarmouches, il rentra à la nuit dans ses positions, et les troupes françaises se retirèrent sans être suivies.

La division de l'armée du midi ayant évacué

Cuença, ainsi que nous l'avons dit, des corps espagnols venus de l'Andalousie occupèrent cette ville, et s'avancèrent jusqu'à Requena, menaçant la droite de l'armée de Valence. Suchet apprit en même temps qu'on faisait à Alicante de grands préparatifs d'embarquement, et que l'armée anglo-sicilienne était destinée à une expédition dont on ignorait le but. Le maréchal fit replier son avant-garde sur le Xucar, et disposa ses troupes en échelons pour se porter rapidement sur le point qui serait menacé.

Le 31 mai, la flotte mit à la voile et passa en vue de Valence, se dirigeant vers le nord. Le 2 juin, elle parut devant Tarragone, mit à terre, le lendemain, environ 16 mille hommes et beaucoup d'artillerie, et la place fut investie. Le général Murray envoya de suite un détachement attaquer le fort du col de Balaguer, afin d'intercepter la seule route propre à l'artillerie, par laquelle le maréchal Suchet pouvait arriver au secours de Tarragone. La garnison du fort, composée de 80 hommes, capitula le 7, et l'ennemi prit possession de ce poste important. Le général Copons, commandant l'armée espagnole, prit position entre Tarragone et Villa-Franca, pour s'opposer au secours qui pourrait venir de Barcelone. Le général Murray, après avoir fait ses dispositions d'attaque, fit proposer une capitulation au général Bertoletti, gouverneur. Son parlementaire ne fut pas admis, et reçut pour réponse que la garnison était dans la ferme résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Les batteries assiégeantes et la flotte ouvrirent leur feu, et continuè-

rent à battre la place jusqu'au 10. Des colonnes toutes prêtes à donner l'assaut se montrèrent à diverses reprises; mais ces démonstrations ne purent intimider le gouverneur.

Aussitôt que Suchet connut la direction qu'avait prise la flotte, il laissa le général Harispe sur le Xucar, et se porta à marches forcées sur Tarragone avec environ 8 mille hommes. Le 10, son avant-garde arriva à Perello, et apprit que le fort du col de Balaguer était au pouvoir de l'ennemi. Le maréchal, ne pouvant continuer à s'avancer par la grande route, détacha des troupes qui, à travers les montagnes, s'approchèrent de Monroig, et allumèrent de grands feux pour annoncer à la garnison qu'il lui arrivait du secours. En même temps le général Maurice Mathieu, arrivant de Barcelone avec une colonne de force à peu près égale à celle que conduisait le duc d'Albuféra, obligeait le général Copons à se replier, et portait son avant-garde à Arbos. Le général Murray voyant que tout se disposait pour une bataille, ne voulut pas en courir les chances. Il leva le siége le 12, et fit rembarquer ses troupes, laissant son artillerie au pied des remparts qu'elle avait foudroyés. Aussitôt que le maréchal Suchet en fut informé, il revint à Tortose pour observer les mouvements de la flotte. Ayant appris qu'elle se dirigeait au sud, il se hâta de revenir à Valence.

Pendant l'expédition sur Tarragone, les généraux Eliot et del Parque attaquèrent à diverses re-

prises le général Harispe sur le Xucar, et furent constamment battus et repoussés. Au retour du maréchal, les ennemis rentrèrent dans les lignes de Castalla, et les Français reprirent leurs anciennes positions.

Pendant que les armées françaises s'affaiblissaient journellement par le départ des troupes qui rentraient en France, lord Wellington recevait d'Angleterre des renforts considérables, faisait de nouvelles levées en Portugal, et réorganisait son armée. D'après un auteur anglais, sir John Jones, officier supérieur employé à cette armée, on y comptait 65 mille hommes d'infanterie et 6 mille de cavalerie. L'armée espagnole de Galice, commandée par le général Giron, celle de réserve par le général d'Abisbal, et les divisions de Freyre, Morillo et Longa, en tout 50 mille hommes, devaient coopérer aux opérations du généralissime, qui avait ainsi 120 mille hommes sous ses ordres immédiats.

Les armées du midi, du centre et du Portugal, destinées à combattre cette masse imposante, étaient bien inférieures en nombre. Voici quelle était leur force au 1er mai :

Armée du midi (Gazan, général en chef). — Infanterie : brigade Maransin, 3,123; division Leval, 5,078, à Madrid; division Villatc, 5,720, à Salamanque; division Conroux, 6,596, à Avila; division Darricau, 4,860, à Toro et Zamora. Cavalerie : division légère du général Soult, 1,716, à Madrid; division de dragons du général Tilly, 2,376,

à Madrigal; division de dragons du général Digeon, 2,120, à Toro et Zamora. Total : 25,377 fantassins, 6,212 cavaliers.

Armée du centre (comte d'Erlon, général en chef). — Infanterie : division Darmagnac, 6,014, à Rio-Secco; division Cassagne, 5,209, à Ségovie. Cavalerie : division Treilhard, 1,317, à Ségovie (*avait l'ordre de rentrer en France*). Total : 11,223 fantassins, 1,317 cavaliers.

Armée du Portugal (comte Reille, général en chef). — Infanterie : division Foy, 4,219; division Barbot, 3,474; division Taupin, 5,205; division Sarrut, 4,802 (ces quatre divisions étaient passées à l'armée du nord); division Maucune, 4,663, à Burgos et Palencia; division Lamartinière, 7,061, à Briviesca. Cavalerie : division du général Mermet, 932, sur l'Esla; division de dragons du général Boyer, 2,270, sur l'Esla. Total : 29,424 fantassins, 3,202 cavaliers. (*La cavalerie avait l'ordre de rentrer en France.*)

Total général : 76,755 hommes.

La force des trois armées était donc, au 1er mai, de 66 mille hommes d'infanterie, 10,700 de cavalerie, et de 100 pièces de canon. La cavalerie désignée comme devant rentrer en France n'ayant pas quitté l'armée avant la reprise des hostilités, elle suivit ses mouvements jusqu'à la frontière; mais, par le départ successif des cadres et des hommes d'élite, l'infanterie perdit plus de 3 mille hommes. Dans un besoin pressant, on pouvait tirer un secours de 10 à 15 mille hommes de l'armée du nord, en

abandonnant momentanément les communications avec la France, et ne laissant de garnison que dans les principaux postes et dans les places fortes.

Quoique l'avantage du nombre fût resté à lord Wellington, même en supposant réuni tout ce qu'on pouvait lui opposer, on pouvait néanmoins espérer des succès si cette réunion était effectuée assez à temps, et dans une bonne position. Mais c'était précisément cette réunion qui présentait le plus de difficultés. On ne devait pas songer à rappeler l'infanterie de l'armée du Portugal avant l'ouverture de la campagne, puisque le ministre mandait dans toutes ses dépêches : *que les affaires du nord devaient passer avant tout, et qu'il fallait tout sacrifier à la pacification de ces provinces.* Le roi ne pouvait donc compter que sur l'infanterie des armées du midi et du centre, réduite, au 25 mai, à 33 mille hommes, et sur la cavalerie des trois armées, pour s'opposer aux premières opérations de son adversaire. Cette force étant évidemment insuffisante, on devait s'attendre à être obligé de débuter par une retraite; circonstance fâcheuse, qui porte toujours du découragement et un peu de désorganisation dans l'armée qui cède le terrain, tandis qu'elle redouble l'ardeur de celle qui se porte en avant.

Malgré les soins que l'état-major général donnait au service de la partie secrète, malgré l'argent prodigué pour ce service, on fut toujours dans l'impossibilité de se procurer des renseignements un peu exacts sur l'armée anglo-portugaise. Les rapports qu'on recevait étaient si contradictoires, qu'au

lieu de donner des éclaircissements, ils augmentaient l'incertitude. Le général anglais, bien plus heureux, était informé très-exactement de la force et de l'emplacement des armées qui lui étaient opposées, et recevait, à point nommé, avis de tous leurs mouvements. Cependant, vers le 18 mai, on eut quelques vagues notions de la prochaine entrée en campagne de lord Wellington. Le roi Joseph ordonna au général Gazan de pousser de fréquentes reconnaissances sur les frontières du Portugal, afin d'être averti de la marche de l'ennemi. Il devait, au premier avis qu'il en recevrait, donner ordre au général Leval d'évacuer Madrid, porter toute sa cavalerie vers Salamanque pour protéger la retraite du général Villate, et réunir toute son armée sur le Rio-Traboucos, à l'exception de la division Darricau, qui continuerait à occuper Toro. Il fut prescrit au général Reille de rassembler la division Darmagnac pour soutenir sa cavalerie sur l'Esla, de rappeler celle du général Maucune, dont une brigade se trouvait à Burgos et l'autre à Palencia, et d'envoyer des reconnaissances au delà de Benavente, pour vérifier le bruit qui se répandait de la marche d'une partie de l'armée anglaise dans cette direction. Le roi se proposait de réunir toutes les troupes sur la droite du Duero pour en défendre le passage, si l'ennemi débouchait de Salamanque, ou pour les rapprocher de l'Esla, s'il débouchait de la Galice. Ce prince sentait bien la nécessité d'ordonner au général Clausel de venir le joindre avec les divisions de l'armée du Portugal, et tout ce qu'il serait pos-

sible de tirer de l'armée du nord; mais on répétait si souvent dans les lettres ministérielles qu'il fallait continuer sans relâche les opérations commencées dans les provinces au delà de l'Èbre, qu'il crut devoir se borner à transmettre au ministre les avis qu'il venait de recevoir sur la marche de l'ennemi, lui disant que s'il pensait que le moment de suspendre les opérations dans le nord fût venu, il le priait d'ordonner au général Clausel de se porter le plus rapidement possible sur Burgos.

Dans la journée du 24 mai, le général Gazan apprit que l'ennemi avait passé l'Agueda et marchait sur Salamanque. Au lieu d'envoyer en toute hâte au général Leval l'ordre d'évacuer Madrid, ainsi que le roi le lui avait expressément recommandé, il vint à Valladolid dans la journée, pour demander l'autorisation de le rappeler.

Le roi fut d'autant plus mécontent du temps perdu, qu'on ne pouvait abandonner la gauche du Duero avant l'arrivée du général Leval, sans l'exposer à être séparé de l'armée, et même à être entièrement battu. L'ordre ne fut expédié que le 25. Ce même jour, on reçut des avis moins vagues sur la marche d'une partie de l'armée anglaise vers l'Esla. Ils occasionnèrent d'autant plus de surprise que, peu de jours avant, le comte Reille avait rendu compte que les rapports des reconnaissances envoyées sur plusieurs directions, à cinq lieues au delà de Benavente, portaient qu'on n'attendait point de troupes anglaises dans cette contrée; que celles qui se trouvaient à Bragance en étaient par-

ties pour Ciudad-Rodrigo; qu'on avait vu seulement quelques commissaires faisant des achats d'orge et de froment. Le général Reille reçut l'ordre d'aller se mettre à la tête de sa cavalerie et de la division Darmagnac, de presser l'arrivée de celle de Maucune, et de faire en sorte d'arrêter l'ennemi sur l'Esla jusqu'au moment où la partie de l'armée qui était sur la gauche du Duero serait passée sur la droite. Il était autorisé, s'il le jugeait nécessaire, à disposer de la division Darricau et des dragons du général Digeon de l'armée du midi, qui étaient à Toro et à Zamora. Les alliés étaient donc en pleine marche et avaient pris l'initiative des mouvements, tandis que les armées impériales étaient disséminées sur toute la surface de l'Espagne, et que le général Leval était encore à Madrid. Ils se présentèrent le 26 devant Salamanque, où se trouvait encore la division Villate. Quoique le roi eût ordonné au général Gazan de porter sur ce point la plus grande partie de sa cavalerie pour protéger la retraite de cette division, il n'y avait qu'un régiment de dragons. Le général Villate, qui aurait dû se retirer lorsqu'il fut instruit de l'approche de forces bien supérieures aux siennes, voulut défendre le passage de la Tormès, et soutint mal à propos un combat très-inégal, dont le résultat fut naturellement à son désavantage. Il perdit quelques centaines d'hommes et quelques bouches à feu. Poursuivi faiblement, il se retira sur Medina-del-Campo, où il fut rejoint par la division Conroux qui venait d'Avila, et par les dragons de Tilly. Le 31, on ap-

prit que le général Leval était arrivé la veille à Ségovie, et le comte d'Erlon à Olmedo avec la division Cassagne et sa cavalerie.

Jusqu'à ce jour on avait supposé que les principales forces des alliés étaient vers Salamanque, parce que l'on savait que lord Wellington marchait avec la colonne entrée dans cette ville : de nouveaux avis annoncèrent que le généralissime n'avait avec lui que deux divisions et quelques troupes espagnoles; que le gros de l'armée anglo-portugaise s'avançait par la droite du Duero sur le bas Esla, et que l'armée espagnole de Galice se rapprochait de Benavente. Il ne s'agissait donc plus de défendre la ligne du Duero complétement tournée, mais bien de se former en bataille parallèlement à l'armée ennemie. Le roi attendait avec impatience l'arrivée du général Leval, pour mettre l'armée en position à Medina de Rio-Secco, et, pour s'y préparer, il ordonna au général Gazan de passer sur la droite du Duero avec les troupes campées à Medina-del-Campo. Ce général s'établit le 31 au soir, la gauche à Tordesillas, et la droite à Torrelobaton.

Ce même jour, la cavalerie des alliés franchit l'Esla au gué d'Almendra, et poussa vivement le 16e régiment de dragons. Le général Digeon évacua Zamora, et rassembla sa division en arrière de Rio-Valderaduez, entre Toro et Zamora. Les colonnes ennemies qui, de Salamanque, s'étaient portées vers Zamora, se hâtèrent de réparer le pont, et firent leur jonction avec celles qui marchaient sur la droite du Duero. Dans la soirée, les ennemis se

présentèrent en force devant le général Digeon. Cet officier général et le général Darricau, prévoyant qu'ils seraient attaqués le lendemain par des forces très-supérieures, évacuèrent Toro, et se replièrent en arrière de cette ville. Lord Wellington employa la journée du 21 à rassembler son armée entre Toro et Zamora. Le jour suivant, ses colonnes commencèrent à déboucher, et sa cavalerie eut avec celle du général Digeon un engagement, dans lequel le 16e régiment de dragons essuya quelques pertes. Les généraux Darricau et Digeon se retirèrent sur Torrelobaton, et se réunirent aux autres divisions de l'armée du midi.

Aussitôt que le général Reille apprit que l'ennemi avait passé l'Esla, il manœuvra, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, pour appuyer la droite des généraux Digeon et Darricau ; mais étant informé de leur retraite, il se retira sur Medina de Rio-Secco. Le comte d'Erlon et le général Leval n'arrivèrent sur le Duero que le 2 juin. Le soir de ce jour, l'armée se trouva réunie et établie ainsi qu'il suit : Toute l'armée du midi, la gauche à Tordesillas, la droite à Torrelobaton ; le général Reille avec sa cavalerie et la division Darmagnac, à Médina de Rio-Secco. La division Maucune se rassemblait à Palencia; le comte d'Erlon était à Valladolid avec la division Cassagne; le quartier général du roi, à Cigalès.

Lorsque Joseph avait formé le projet d'occuper la position de Rio-Secco, c'était dans l'espoir de pouvoir y rassembler l'armée avant la réunion de celles des alliés en deçà de l'Esla; mais lorsqu'il

vit qu'on ne pouvait effectuer cette concentration sans s'exposer à livrer une bataille que la prudence prescrivait d'éviter tant que toute l'infanterie de l'armée du Portugal continuerait à être détachée, il prit le parti d'ordonner la retraite. Le grand parc, les équipages du roi, les officiers civils de sa maison, les ministres, et les familles espagnoles qui avaient suivi le quartier général, partirent de Valladolid le 2 juin, pour se rendre à Burgos; un convoi bien plus nombreux de réfugiés espagnols, provenant de l'évacuation de Madrid, de Ségovie, de Salamanque et d'autres villes, prit la même direction. Le lendemain, ces convois ne pouvant voyager que sous la protection de fortes escortes, il fallut détacher 4 mille hommes pour veiller à leur sûreté.

L'armée se mit en retraite le 3 juin. Le 4, elle prit position en arrière du Carion, la droite à Palencia, où le comte Reille trouva la division Maucune; la gauche à la Pisuerga; le quartier général du roi à Magaz. L'ennemi ne suivit pas, et on reçut quelques avis portant que lord Wellington avait le projet de s'élever vers le haut Pisuerga, et de tâcher d'arriver sur l'Èbre avant ses adversaires. Joseph, qui cherchait à gagner du temps, dans l'espérance que le ministre aurait donné ordre au général Clausel de se porter sur Burgos, suspendit la marche rétrograde; mais les troupes ne pouvant trouver les moyens de subsister dans une position aussi resserrée, on fut obligé de les étendre; et le roi transporta son quartier général à Torquemada. Le 6, il se rendit à Palencia, dans l'intention de faire une

reconnaissance. En y arrivant, il apprit que la cavalerie des alliés se présentait aux avant-postes, et que l'armée ennemie était peu éloignée. En effet, le général Gazan, qui avait écrit à lord Wellington pour l'échange d'un officier prisonnier, reçut une réponse quatre heures après. On n'était pas plus en état de livrer bataille sur le Carion que sur le Duero. D'ailleurs, la position, toute à l'avantage de l'ennemi, avait pour les Français l'inconvénient de se trouver en avant du défilé de Torquemada. Le 7, l'armée continua son mouvement de retraite, et prit position sur les hauteurs en arrière de la Pisuerga, la droite à Castrojeriz. Cette position était bonne, et on pouvait espérer s'y maintenir pendant quelques jours; mais les généraux en chef ayant représenté que les troupes manquaient de pain, et qu'étant si rapprochés de l'ennemi, ils ne pouvaient envoyer au loin de gros détachements pour contraindre les habitants à en fournir, le roi fit replier l'armée sur Burgos. Le 9, elle occupa les positions suivantes : Le comte Reille, formant l'avant-garde avec les divisions Darmagnac et Maucune et sa cavalerie en arrière du Rio-Hermozo; l'armée du midi sur le Rio-Urbel, et à cheval sur le Rio-Arlanzon; le comte d'Erlon aux environs de Burgos, le quartier général du roi dans cette ville. Les immenses convois qui avaient précédé l'armée furent successivement dirigés sur Vittoria, escortés par la division Lamartinière, qui, comme on l'a vu, avait été détachée sur Briviesca pour garder les communications entre Miranda et Burgos.

Nous avons dit que Joseph avait invité le ministre à donner ordre au général Clausel de se porter sur Burgos, s'il pensait qu'il dût suspendre ses opérations. Ne recevant de nouvelles ni du ministre ni du général, il s'était décidé à envoyer à ce dernier l'ordre de venir le joindre : cet ordre lui fut porté par *un détachement de* 1,500 *hommes*.

Cependant lord Wellington, persistant dans son plan de toujours déborder la droite des Français, s'était dirigé de Palencia sur Castrojeriz. Le 12, il se disposa à attaquer le comte Reille. Ce général, prévenu à temps, aurait pu se replier sur l'armée du midi sans tirer un coup de canon; mais il voulut obliger l'ennemi à montrer ses forces, et ne se mit en retraite qu'après avoir reconnu un corps d'environ 25 mille hommes anglo-portugais. La cavalerie ennemie qui le suivit, fut contenue par son infanterie et repoussée par la charge de quelques escadrons. Il se replia ensuite sur la gauche de l'Alanzon par le pont de Villa-Buniel. Sa perte ne fut que d'une quinzaine d'hommes; une pièce de canon qui fut démontée ne put être ramenée.

Il était facile de prévoir qu'en restant plus longtemps aux environs de Burgos on s'engageait dans une affaire générale, qu'il convenait d'autant plus d'éviter qu'on avait donné ordre au général Clausel de venir joindre l'armée. On se mit donc de nouveau en retraite, et, le 16, le quartier général du roi fut établi à Miranda. N'ayant pas la possibilité de faire vivre les troupes dans une position concentrée, on fut obligé de les étendre sur la rive gauche de l'Èbre

beaucoup plus que les circonstances ne le permettaient. Le comte Reille avait été rejoint par la division Lamartinière et la division Sarrut; il renvoya celle de Darmagnac au comte d'Erlon, et prit position à Espejo avec 3 divisions et la cavalerie de l'armée du Portugal, ayant l'ordre de s'éclairer au loin sur sa droite. Une avant-garde de l'armée du midi resta en avant du défilé de Pancorbo. Le gros de cette armée se replia sur la gauche de l'Èbre en arrière de Miranda, se liant par sa droite à l'armée du Portugal et par sa gauche à l'armée du centre, qui fut envoyée à Haro.

Le fort de Burgos n'était ni approvisionné ni en état de défense : le roi ordonna de le faire sauter. On parvint à évacuer sur Vittoria l'artillerie et la majeure partie des munitions; mais on fut dans l'impossibilité d'enlever 6 mille bombes qui s'y trouvaient. Le général d'Aboville, directeur de l'artillerie, craignant que l'ennemi ne se servît de ces projectiles pour attaquer Bayonne, dans le cas où il pénétrerait en France, proposa de mettre une petite quantité de poudre dans chacune de ces bombes, et de les placer à petite distance les unes des autres, afin qu'elles éclatassent au moment de l'explosion de la mine, assurant qu'il s'était convaincu par des expériences qu'il ne pouvait en résulter rien de fâcheux pour la ville. Le feu ne devait être mis à la mine que quand les troupes auraient évacué Burgos. Cependant, le 13 au matin, l'explosion eut lieu tandis qu'une brigade de dragons défilait. Les

éclats de bombe couvrirent la ville, et tuèrent ou blessèrent une centaine d'hommes, plusieurs chevaux et quelques habitants.

L'armée réunie sur l'Èbre n'avait reçu d'autre renfort que celui de 3 divisions de l'armée du Portugal, les divisions Maucune, Lamartinière et Sarrut, qui présentaient à peine 12 mille combattants. Elle s'était affaiblie par les pertes qu'entraînent toujours les retraites, et par celles essuyées dans divers combats; mais on se flattait de voir bientôt paraître le général Clausel avec les 3 autres divisions de l'armée du Portugal et 2 divisions de celle du nord, ce qui mettait le roi en état de prendre l'offensive.

Cependant il ne parut sur la grande route de Burgos que quelques éclaireurs espagnols; et le général Maucune, qui était à Frias, rendit compte que ses reconnaissances avaient rencontré des troupes anglaises dans la direction de Puente-Arenas. Ayant ainsi acquis la certitude que lord Wellington continuait à manœuvrer sur la droite de l'armée, Joseph donna ordre au général Reille de rassembler ses troupes à Osma, et de marcher sur Valmaceda s'il en était temps encore, ou sur Bilbao, pour couvrir les communications avec la France, si l'ennemi prenait cette direction. Le général Gazan devait le faire soutenir en portant 2 divisions et quelque cavalerie sur Espejo. Ayant appris en même temps que la division Foy était du côté de Tolosa, on lui donna l'ordre de venir se réunir le plus promptement possible au comte Reille. Ces dispositions avaient pour but de profiter

de cette contrée montueuse pour retarder la marche de l'ennemi, et donner ainsi le temps à Clausel d'arriver; mais il était trop tard.

Lord Wellington avait en effet passé l'Èbre à Saint-Martin et à Puente-Arenas, et cherchait à gagner la grande route qui conduit de Miranda à Bilbao. Le comte Reille, arrivé à Osma dans la matinée du 18, rencontra une forte colonne qui débouchait par Barberena, ce qui l'obligea à se replier. Le général Maucune, parti de Frias pendant la nuit, fut enveloppé par une autre colonne du côté de San-Millan. Il parvint néanmoins à se dégager et à se retirer sur Espejo, où il trouva le comte Reille.

L'armée ne pouvant rester plus longtemps dans sa position entièrement tournée, le général en chef Reille proposa de se rapprocher de la Navarre en marchant par la rive droite de l'Èbre. Le roi ne crut pas devoir adopter cette proposition, parce qu'il eût abandonné la grande communication avec la France, qu'il avait ordre de conserver à tout prix; qu'il eût livré à l'ennemi l'immense convoi d'Espagnols qui suivaient sa fortune, convoi retenu à Vittoria, ainsi que tout le matériel provenant de l'évacuation de Madrid, Burgos et autres villes; et qu'enfin il eût exposé le général Clausel à trouver les Anglais à Vittoria, au lieu des Français. Il se décida à se replier sur Vittoria. Les événements ont prouvé qu'en suivant l'avis du comte Reille on eût évité un grand malheur, comme ils auraient prouvé que le roi avait pris le meilleur parti, si la division Foy qui était à Tolosa eût rejoint l'armée, et surtout si le général

Clausel, qui se montra le 22 au matin aux portes de Vittoria, y fût arrivé 24 heures plus tôt, parce que vraisemblablement l'armée anglaise eût été battue, et qu'elle se serait tirée difficilement de la position où elle s'était placée.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de retraite commença dans la nuit du 18 au 19. Le comte Reille se porta rapidement à Subijana de Morillos, sur le Rio-Bayas, afin de s'opposer à ce qui chercherait à déboucher de Morillos pour s'emparer du défilé de la Puebla, qui traverse la grande route de Miranda à Vittoria. Le comte Gazan réunit son armée à Armanon pour attendre celle du centre, qui venait d'Haro et qui parut le 19, vers les dix heures du matin. L'ennemi ne se montra pas sur la route de Miranda; mais, vers les deux heures, quelques coups de canon annoncèrent qu'il s'était présenté devant le comte Reille. L'armée du centre, qui au même moment commençait à sortir du défilé, se plaça en seconde ligne des divisions du Portugal par le Rio-Zadora, en arrière de Subijana de Alava, tandis que l'armée du midi, continuant à défiler, allait se déployer en avant d'Arinitz. L'ennemi, voyant les divisions arriver successivement et se former, suspendit son attaque, dont le but était évidemment de se rendre maître du défilé de la Puebla, et d'intercepter la route de Miranda à Vittoria. L'armée du midi prit position sur les hauteurs en avant d'Arinitz, sa droite à la Zadora dans la direction de Villados, sa gauche à la chaîne des montagnes qui séparent la vallée de Trévino de celle de la Zadora. Des postes furent établis

sur les montagnes pour observer le défilé de la Puebla. Le comte d'Erlon passa en seconde ligne à la hauteur du village de Gamache, et le comte Reille en troisième vers Suazo. On manda au général Foy de hâter sa marche sur Vittoria; mais soit que cet ordre ne lui parvint pas, soit qu'il n'ait pas pu l'exécuter, il était encore le 21 aux environs de Bergara.

Dans la journée du 20, l'ennemi ne se montra pas sur la route de Miranda. On apercevait le camp de Morillos, qui paraissait n'être occupé que par un corps d'observation peu nombreux. Une reconnaissance dans la direction de Mourguia ne rencontra que quelques troupes du corps de Longa, avec lesquelles elle eut un faible engagement. Rien n'annonçait donc les dispositions d'une prochaine attaque; et comme on n'avait pas la possibilité de se procurer des renseignements plus certains, on était réduit aux conjectures.

Lord Wellington s'étant montré, dès l'ouverture de la campagne, plus disposé à forcer son adversaire à la retraite en manœuvrant sur sa droite, qu'à l'aborder franchement pour lui livrer bataille, on supposait que, persistant dans ce système, il se porterait sur Bilbao par Orduna, et de là sur Durango, pour obliger l'armée française à se replier en toute hâte sur Mondragone, si elle ne voulait pas perdre sa communication avec la France. En agissant ainsi, le général anglais pouvait même espérer de mettre Joseph dans la nécessité d'évacuer le territoire espagnol, par l'impossibilité de faire subsister ses troupes dans cette partie des Pyrénées. Le roi,

qui attendait d'un instant à l'autre la division Foy, et qui avait reçu, *le 19 au soir, un billet annonçant le départ du général Clausel de Pampelune, et l'avis de sa marche sur Logrono;* le roi, qui avait envoyé par des émissaires, qui malheureusement n'arrivèrent pas, l'ordre à cet officier général de presser sa marche sur Vittoria, s'inquiétait peu du mouvement sur Bilbao, puisqu'il allait se retrouver en état de prendre l'offensive, et de se porter à son tour sur les communications de l'ennemi; mais il ne se dissimulait pas que si lord Wellington, au lieu de perdre son temps à manœuvrer, l'attaquait avant l'arrivée du général Clausel, il courait de grands dangers : d'abord, parce qu'il était peu probable qu'il pût remporter l'avantage sur une armée deux fois plus nombreuse que la sienne, et parce qu'en perdant une bataille il perdait nécessairement la grande route de France, et se trouvait forcé de se retirer sur Pampelune par des chemins très-difficiles, pour ne pas dire impraticables à l'artillerie et aux équipages d'une armée. Dans le but d'éviter ce danger, encore incertain, fallait-il aller prendre position sur les hauteurs de Salinas? Mais alors on se serait mis dans l'impossibilité de rallier le général Clausel, sur lequel on comptait pour le 21 au matin, au plus tard. D'ailleurs comment l'armée aurait-elle vécu dans cette aride contrée? On eût été obligé de renvoyer de suite en France la plus grande partie de la cavalerie et des chevaux d'artillerie, faute de fourrages; la disette aurait bientôt contraint l'infanterie à les suivre. On eût ensuite

accusé sans doute le roi d'avoir abandonné l'Espagne, sans même tenter le sort des armes. Pour justifier un parti aussi extrême, il aurait fallu avoir la certitude d'être attaqué avant le 22 ; et il paraissait peu probable, si lord Wellington se décidait à livrer bataille, qu'il fût en mesure de devancer cette époque, à cause de la nature des chemins dans lesquels il s'était engagé. Joseph, ayant pesé mûrement toutes ces considérations, se décida à rester à Vittoria. Les réfugiés espagnols en partirent en deux grands convois les 20 et 21, escortés par la division Maucune, ce qui affaiblit l'armée de 4 mille hommes. Le comte Reille quitta la position de Suazo pour aller occuper celle d'Aranguiz avec les deux divisions qui lui restaient et sa cavalerie, afin d'observer la route de Murguia et de couvrir Vittoria. On ouvrit des chemins autour de cette ville pour faciliter les communications.

Le roi monta à cheval le 21 au matin, dans l'intention de faire reconnaître l'ennemi, et de parcourir les positions occupées par les trois corps de son armée. Arrivé à celle de Suazo, que le comte Reille venait de quitter, il s'y arrêta pour l'examiner. La gauche de cette position était appuyée à la chaîne des montagnes dans la direction de Berenstingueta, et sa droite à la Zadora, en arrière de Margarita et en avant de Crispijana ; elle était dominante sans être trop élevée, et permettait d'y déployer sur toute son étendue beaucoup d'artillerie : elle se liait beaucoup mieux que celle d'Arinitz avec celle d'Aranguiz, sur laquelle on avait à craindre que l'ennemi ne

dirigeât de grandes forces en cas d'attaque. Frappé des avantages de cette position, le roi parut disposé à la faire occuper par l'armée du midi, et à placer celle du centre sur un point intermédiaire entre la première et l'armée du Portugal : les trois corps d'armée, plus concentrés, auraient pu se secourir réciproquement avec promptitude, et l'œil du général en chef eût embrassé l'ensemble de ce champ de bataille moins étendu ; mais l'officier envoyé au général Gazan pour lui dire de se rendre près du roi ayant rapporté qu'il ne pouvait s'éloigner de ses troupes, qui touchaient au moment d'être attaquées, on jugea qu'il était trop tard pour faire ces changements.

Le roi se porta aussitôt en avant d'Arinitz, sur un grand mamelon occupé par la division Leval, qui tenait la droite de l'armée du midi; de là il reconnut qu'en effet les alliés étaient en mouvement. Vers les huit heures, les postes placés sur la montagne annoncèrent que les ennemis avaient passé la Zadora à la Puebla; qu'une forte colonne suivait la grande route qui traverse le défilé, et qu'une autre moins considérable gravissait la montagne. Le général Avy, envoyé en reconnaissance sur la droite de la Zadora, dans la direction de Mendoza, rendit compte en même temps qu'un gros corps se dirigeait sur Très-Puntès, en arrière de la division Leval. On aperçut également, à travers les bois, des mouvements qui semblaient indiquer la marche d'un corps dans la direction du pont de Nanclarez. Il n'était encore parvenu aucun rapport du comte

Reille, mais on s'attendait à recevoir d'un instant à l'autre l'avis qu'il était attaqué.

L'armée du midi, en position sur des mamelons, n'avait pas à redouter l'attaque de front de la colonne aux ordres du général Hill, qui débouchait du défilé de la Puebla; il n'était pas probable que celle qui marchait sur Nanclarez pût franchir le pont, tant que la division Leval conserverait sa position; mais on avait à craindre d'être tourné sur la droite par le corps signalé par le général Avy, et sur la gauche par celui qui gravissait la montagne. Pour prévenir ce danger, le roi ordonna au comte d'Erlon de laisser la division Cassagne en réserve derrière l'armée du midi, et d'aller, avec la division Darmagnac et sa cavalerie, défendre le passage de la Zadora à Très-Puntès. Il donna ordre au général Gazan d'envoyer sur la montagne la brigade Maransin, et bientôt après celui de faire soutenir cette brigade par une division. Il voulait que ce détachement, formé de trois brigades, balayât promptement les hauteurs, et en descendît ensuite sur le flanc des ennemis restés dans la vallée, qu'il se proposait de faire attaquer en même temps par deux autres divisions.

Si les intentions du roi avaient été remplies, la division espagnole du général Morillo, qui d'abord était seule sur la montagne, eût été promptement culbutée; et le corps du général Hill, enfermé entre le défilé de la Puebla et la Zadora, aurait pu être défait avant que l'ennemi eût achevé ses dispositions sur les autres points d'attaque, ce qui eût

assuré le succès de la journée, ou du moins permis de conserver la position. Mais le général Gazan, au lieu d'exécuter littéralement les ordres qu'il avait reçus, ne mit d'abord en marche qu'un régiment de la brigade Maransin, puis le second régiment, et porta ensuite, non pas sur le sommet de la montagne où combattait la brigade Maransin, mais seulement sur le penchant, une brigade de la division Conroux, et puis une brigade de la division Darricau, faisant exécuter ces mouvements partiels au fur et à mesure que le général Hill envoyait des renforts au général Morillo. Cette manière d'opérer entraîna un long et meurtrier combat, qui ne pouvait avoir le résultat qu'on s'était proposé; elle en eut même un tout contraire. L'ennemi, s'étant toujours trouvé en force supérieure sur les hauteurs, gagna du terrain, et vint, par le feu plongeant de ses tirailleurs, inquiéter les divisions dans la position d'Arnitz. Ce fut seulement alors que le général Gazan se décida à détacher la division Villate pour soutenir la brigade Maransin. Cette division arrêta les progrès de l'ennemi, lui fit même perdre du terrain, et aurait sans doute achevé par le culbuter, si d'autres circonstances n'étaient venues exiger d'autres dispositions.

Pendant que les Français perdaient un temps précieux à batailler sur la montagne, au lieu d'agir avec vigueur, deux divisions anglaises s'étaient rapprochées de la Zadora, et cherchaient à se réunir au général Hill par le pont de Nanclarez. Ce général, voyant que les troupes de sa droite se soute-

naient sur les hauteurs, saisit le moment où la division Villate venait de s'éloigner, pour attaquer le village de Subijana de Alava, dont il s'empara; il mit ainsi en mesure de faciliter le passage du pont de Nanclarez aux divisions qui s'en approchaient. Quoique cette circonstance fût fâcheuse, il n'y avait pourtant rien de désespéré. Le général Leval était bien posté, sinon pour empêcher, du moins pour retarder la jonction des colonnes ennemies; et on pouvait, avec les divisions Conroux et Darricau, tenter une attaque contre le général Hill. Le roi, avant d'engager ces deux divisions, ordonna de faire avancer, pour les soutenir, celle du général Cassagne, qu'il croyait toujours en réserve; mais il apprit qu'elle était allée au secours de la division Darmagnac.

Nous avons dit que, sur l'avis donné par le général Avy, cette dernière division avait marché dans la direction de Très-Puntès. En arrivant à Margarita, elle s'engagea avec deux divisions anglaises qui avaient déjà jeté quelques troupes sur la gauche de la Zadora. Le comte d'Erlon, pénétré de l'importance d'arrêter les progrès de l'ennemi sur ce point, d'où il aurait pris à revers la division Leval, appela la division Cassagne. L'action était des plus vives, et pouvait avoir des suites très-funestes si le comte d'Erlon était battu, puisque l'ennemi aurait eu la facilité de s'étendre sur les derrières de la droite de l'armée du midi, et de la séparer de celle du Portugal. Un rapport du comte Reille, que le roi reçut en même temps, donna de

nouvelles et de bien plus vives inquiétudes. Ce général rendait compte qu'il était attaqué par des forces infiniment supérieures, et qu'on apercevait de grosses masses qui s'avançaient par la route de Murguia. Il se trouvait en effet en présence de deux brigades et de deux divisions de l'armée anglaise aux ordres du général Graham, du corps de Longa, et de l'armée de Galice aux ordres du général Giron, et n'avait à leur opposer que deux faibles divisions et 1,500 Espagnols, reste des troupes de cette nation au service du roi. Il était peu probable qu'ayant à lutter contre des forces aussi supérieures, il pût empêcher l'ennemi de franchir les ponts d'Ariguiz et d'Ariaga, et de se rendre maître de la communication avec Salvatierra, seul point par lequel on pouvait se retirer. La ruine de l'armée dépendait du premier poste qui serait forcé. Il ne restait en réserve que la cavalerie, dont le terrain ne permettait de faire que très-peu d'usage, ce qui la rendait plus embarrassante qu'utile : le danger était donc imminent.

Dans une situation aussi critique, le roi jugea qu'il n'était plus temps de songer à attaquer le général Hill, et qu'il fallait concentrer davantage l'armée. Il ordonna au général Gazan et au comte d'Erlon de se replier sur la position de Suazo, dont les avantages ont été expliqués; il s'y porta de sa personne avec son état-major, et 45 bouches à feu y furent mises en batterie par le général Tirlet pour protéger le mouvement.

Aussitôt que les troupes se mirent en retraite,

elles furent suivies avec beaucoup de vigueur : toutefois, le feu de la grande batterie arrêta bientôt les colonnes; on les vit flotter, et une d'elles se mit ventre à terre. Si on avait eu 10 mille hommes à lancer sur ces troupes ébranlées, cette partie de l'armée anglaise eût été détruite; mais le général Gazan, au lieu de conduire ses divisions sur la position indiquée, appuya fortement à droite, marchant en retraite pour se lier au général Villate, et continua à s'éloigner en suivant le penchant de la montagne, laissant la grande route et la ville de Vittoria au loin sur sa gauche, et un grand intervalle entre lui et le comte d'Erlon. Ce dernier, voyant la direction que prenait son collègue, continua sa marche, et ne s'arrêta qu'au village de Crispijana. Dès lors il ne restait d'autre parti à prendre que celui d'une retraite générale : elle fut ordonnée sur Salvatierra. Le général Tirlet reçut l'ordre d'aller mettre le parc d'artillerie en mouvement, et rendit compte, peu de temps après, qu'il était en marche dans la direction indiquée.

Tandis que des colonnes poursuivaient l'armée du midi qui se retirait en bon ordre et toujours combattant, d'autres colonnes suivaient vivement l'armée du centre, et seraient arrivées sur les derrières de celle du Portugal, si le comte d'Erlon ne les eût arrêtées pendant quelque temps au village de Crispijana. Le comte Reille, après avoir défendu divers postes sur la droite de la Zadora, obligé de céder au nombre, s'était retiré sur la rive gauche, et parvint à contenir l'ennemi sur l'autre rive, jusqu'au moment où il

reçut l'ordre d'effectuer sa retraite. Malgré les plus grands efforts que fit le général Graham pour se rendre maître des ponts d'Ariguiz et d'Ariaga, il ne se retira que quand les autres corps d'armée furent parvenus à sa hauteur (1).

Cependant le chemin que suivait le grand parc et les équipages était tellement mauvais, que quelques caissons se brisèrent, obstruèrent le passage, et arrêtèrent la marche de cet immense attirail. En ce moment parurent les hussards anglais, qui avaient passé par l'intervalle laissé entre les colonnes. Leur présence jeta l'épouvante parmi les conducteurs; chacun d'eux s'empressa de dételer ses chevaux, et tout le matériel fut abandonné.

L'armée, suivie faiblement, se retira sur Salvatierra. La nature du terrain, couvert de bois, coupé de ravins et de fossés, occasionna quelque confusion; mais les troupes se rallièrent pendant la nuit, et continuèrent le lendemain leur retraite en bon ordre.

La perte des Français fut, en officiers, de 31 tués, parmi lesquels le général Sarrut; de 161 blessés et de 22 prisonniers; en sous-officiers et soldats, de 694 tués, 4,170 blessés et 1,882 prisonniers: total, 6,960. Celle des alliés, de 33 officiers tués et 310 blessés; de 648 sous-officiers et soldats tués, 3,940 blessés : total, 4,931. La perte en tués et blessés fut donc, à très-peu de chose près, égale de part et d'autre.

(1) Le brave général Reille rendit les plus grands services à l'armée dans cette circonstance si difficile. Par son énergie et ses talents, il la sauva des plus grands malheurs.

Quant aux prisonniers, nombre d'hommes portés comme tels sur les états fournis dans le premier moment ayant rejoint plus tard leurs régiments, on peut assurer qu'il n'en resta pas au pouvoir de l'ennemi, le jour de la bataille, plus de 1,200, la plupart pris dans Vittoria, où ils cherchaient à piller. 150 bouches à feu, y compris celles de l'évacuation de Madrid et de Burgos, 400 caissons et tous les équipages, furent abandonnés ; presque tous les chevaux furent sauvés. S'il y avait eu une route carrossable sur la ligne de retraite, rien de tout cela ne serait resté au pouvoir de l'ennemi, et lord Wellington, malgré sa grande supériorité numérique, n'eût remporté d'autre avantage que celui de contraindre son adversaire à la retraite.

Nous avons dit, d'après sir John Jones, officier du génie, qui devait le savoir, qu'on comptait dans l'armée anglo-portugaise 65 mille hommes d'infanterie lorsqu'elle entra en opération. En supposant que la 6e division, restée en arrière pour protéger les équipages, fût forte de 8 mille hommes, il devait en rester 57 mille présents sous les armes. L'armée espagnole aux ordres d'Abisbal n'était encore qu'à la hauteur de Burgos; mais celle de Galice, commandée par Giron, la division Morillo, celle de Longa, et nombre de guérillas, avaient rejoint. En n'évaluant ces divers corps qu'à 23 mille hommes, nous trouvons que lord Wellington devait avoir 80 mille hommes d'infanterie sur le champ de bataille. D'après les rapports des généraux Gazan et Reille, l'infanterie du premier était réduite à 22

mille hommes, et celle du dernier à 7 mille; il n'y en avait pas, très-certainement, plus de 10 mille sous le comte d'Erlon : on ne comptait donc dans l'armée française que 39 mille hommes d'infanterie, c'est-à-dire moitié moins que chez les alliés. A la vérité, les Français avaient une supériorité de 2 à 3 mille hommes en cavalerie; mais on ne put, pour ainsi dire, faire agir cette arme, à cause de la nature du terrain. Doit-on maintenant s'étonner que l'armée française ait été obligée de battre en retraite? Ne doit-on pas être plutôt surpris que lord Wellington n'ait pas tiré un meilleur parti de la grande supériorité de ses forces? car, nous le répétons, il n'est redevable de la capture de l'artillerie et des équipages qu'à l'absence d'une route carrossable.

L'armée française, ralliée aux environs de Salvatierra, en partit le 22, et vint bivouaquer aux environs d'Echarry-Arenas, où le roi établit son quartier général. On n'aperçut que quelques éclaireurs; le lendemain, elle continua sa retraite. Arrivé à Irurzun, sur la grande route de Pampelune à Tolosa, le roi ordonna au général Reille de se diriger sur la dernière de ces villes, pour se réunir au général Foy, qu'on présumait devoir s'y être retiré; rallier la division Maucune qui escortait le convoi, ainsi que les troupes de l'armée du nord répandues sur cette communication, et défendre ce grand débouché sur le territoire français : mais ce général insista si fortement sur le danger qu'auraient à courir ses troupes, si l'ennemi atteignait Tolosa avant lui,

que le roi révoqua l'ordre qu'il lui avait donné, et l'autorisa à marcher sur Irun par Saint-Estevan et Bera. Par le fait, il serait entré à Tolosa le 24; et l'on va voir que le général Foy soutint dans cette ville, le 25, un rude combat qui sans doute aurait tourné à l'avantage des Français, si le général Reille s'était trouvé à portée d'y prendre part. L'armée du midi continua sa marche sur Pampelune, où le roi établit son quartier général. Le comte d'Erlon, qui faisait l'arrière-garde, dut combattre souvent pour arrêter la poursuite; à la nuit, il prit position à Irurzun.

Le 24, le roi séjourna à Pampelune; il donna ses ordres relativement à la mise en état des fortifications, à l'armement, à l'approvisionnement et à la défense de la place. Il espérait que le général Clausel l'y viendrait joindre; mais n'ayant point reçu de ses nouvelles, il présuma qu'il s'était rendu en Aragon pour se réunir au duc d'Albuféra. Pendant la journée, le général Gazan échelonna ses divisions sur le chemin de Saint-Jean-Pied-de-Port; le comte d'Erlon, vivement suivi, se replia sous les murs de Pampelune. Le lendemain, le général Gazan continua sa marche sur Saint-Jean-Pied-de-Port, et le roi se dirigea avec l'armée du centre sur la vallée du Bastan par Lanz; il laissa le comte d'Erlon dans cette vallée, et transporta, le 28, son quartier général à Saint-Jean-de-Luz. L'ennemi ne dépassa pas Pampelune, et on ne vit que quelques guérillas à la queue des colonnes.

Pendant que lord Wellington poursuivait l'armée française dans la direction de Pampelune, un corps

espagnol marchait par la grande route de Vittoria à Bayonne, dans l'espérance d'atteindre le convoi. Le général Foy, qui était à Bergara, ayant appris le 22, par des fuyards et par la retraite des garnisons de Salinas et de Mondragone, l'événement de la veille, se porta de suite en avant avec quelques bataillons qui se trouvaient sous sa main, pour se procurer des renseignements plus certains, protéger la marche du convoi, et rappeler de Durango la garnison de Bilbao et une brigade italienne, qui s'y étaient repliées. L'ennemi n'était point encore entré dans Mondragone; mais le général Foy le rencontra à peu de distance de là. Quoique ses troupes fussent bien inférieures en nombre à celles des Espagnols, il n'hésita pas à engager le combat, le soutint pendant toute la journée, et ne se retira qu'à la nuit sur Bergara. Ayant rallié le lendemain les troupes qui venaient de Durango, il se replia sur Villa-Réal.

Lord Wellington, en apprenant que les Espagnols rencontraient une résistance à laquelle on ne s'était pas attendu, détacha le général Graham avec deux divisions anglo-portugaises pour les soutenir. Le général anglais franchit le Puerto Saint-Adrian, et se dirigea sur Ségura, dans l'intention d'arriver à Villa-Franca avant le général Foy, et de lui couper la retraite. Ce dernier, en ayant été informé, invita le général Maucune à revenir sur Villa-Franca, après avoir fait entrer le convoi à Tolosa : il évita, par cette sage prévoyance, le danger dont il était menacé; car lorsque, le 24, la tête de sa colonne arriva à Villa-Franca, le général Maucune était aux

prises avec l'avant-garde du général Graham. L'ennemi fut rejeté sur Ségura, et la colonne française continua sa marche sur Tolosa.

Le général Foy, au moyen de divers détachements qui s'étaient réunis à lui, avait sous ses ordres 16 mille baïonnettes, 400 sabres et 10 pièces de canon. Présumant qu'il serait possible que l'armée se retirât en tout ou en partie sur Tolosa par la route de Pampelune, il prit le parti de suspendre sa retraite. Dans la matinée du 25, les colonnes du général Graham débouchèrent d'Alegria, et attaquèrent les positions que tenaient les Français autour de Tolosa; elles furent défendues avec beaucoup de valeur, et l'ennemi ne s'en rendit maître qu'après avoir sacrifié bien du monde. Quand ensuite les Anglais voulurent enlever la ville d'assaut, ils furent repoussés avec une perte considérable. Le général Foy, sans nouvelles de l'armée, présuma qu'elle s'était retirée sur Pampelune, et qu'une plus longue résistance serait sans utilité, et finirait par le compromettre. Il se mit en marche pendant la nuit, et vint prendre, le 26, position en avant d'Ernani. Il visita, le 27, la place de Saint-Sébastien, et y jeta une garnison de 2,600 hommes. Ce même jour, il se mit en communication avec le général Reille, qui, comme nous l'avons dit, s'était porté sur Irun, et rentra sous ses ordres.

La conduite du général Foy pendant le peu de jours qu'il resta livré à lui-même, dit le maréchal Jourdan dans ses Mémoires, mérite les plus grands éloges. Il montra, dans cette occasion, la plus

grande fermeté, beaucoup de prévoyance, et de grands talents pour la guerre de montagnes. Sa perte, dans les divers combats qu'il soutint, fut d'environ 700 tués ou blessés : celle des ennemis fut beaucoup plus considérable.

La position en avant d'Ernani pouvant être tournée facilement, les Français se replièrent, le 28, sur celle d'Oyarsun, ce qui permit à l'ennemi d'investir la place de Saint-Sébastien. La position qu'on venait de prendre était tout aussi dangereuse que la première. Le comte Reille jugea à propos de rappeler ses troupes sur la droite de la Bidassoa, laissant quatre bataillons sur les hauteurs de la rive opposée. Ces bataillons, attaqués le 2 juillet, effectuèrent leur retraite, et détruisirent le pont.

L'armée du midi s'était retirée, comme nous l'avons dit, sur Saint-Jean-Pied-de-Port. L'ennemi ne montra que peu de troupes de ce côté, renforça son aile gauche, et fit ses préparatifs d'attaque contre Saint-Sébastien. Le roi, présumant qu'il ne s'engagerait dans cette opération qu'après avoir tenté de déposter de la vallée de Bastan les deux faibles divisions de l'armée du centre, ordonna au comte Gazan de laisser une division à Saint-Jean-Pied-de-Port, et d'aller avec les autres relever le comte d'Erlon; il donna ordre à ce dernier de venir à Saint-Pé et à Espelette, pour servir de réserve au comte Reille. Pendant qu'on exécutait ce mouvement, le général Hill s'avançait, des environs de Pampelune, dans l'intention de chasser les Français de la vallée du Bastan; et le 4 juillet il attaquait

le poste de Barueta, au moment où la tête des divisions de l'armée du midi atteignait Elizondo. L'action, quoique vive, fut sans résultat; mais elle annonçait les intentions du général Hill, et les généraux français auraient pu profiter de la circonstance qui réunissait leurs deux corps d'armée pour tomber sur l'ennemi : ils préférèrent s'en tenir à l'exécution littérale des ordres qu'ils avaient reçus. Lorsque ses troupes furent relevées, le comte d'Erlon se mit en marche pour aller occuper les positions qui lui étaient indiquées. Le lendemain, le général Gazan fut attaqué, et obligé de se retirer sur Maya. Deux jours après, à la suite d'un nouvel engagement, il se replia par le col de Maya : il avait avec lui trois divisions et une brigade d'infanterie.

Le roi reçut enfin un rapport du général Clausel, daté du 30 juin, de Saragosse. On se rappelle que, sur le premier avis de la prochaine entrée en campagne de l'armée anglo-portugaise, le roi invita le ministre à donner ordre à ce général de venir le joindre, s'il pensait qu'il dût suspendre ses opérations. Le général Clausel ne faisant mention d'aucun ordre du ministre, on doit présumer qu'il ne lui en fut point adressé : celui que le roi lui envoya de Burgos, le 9 juin, ne lui parvint que le 15. Il fit de suite ses dispositions pour l'exécuter. Le 18, il se trouvait à Estella avec les divisions Taupin et Barbot, de l'armée du Portugal; la division Wandermaësen et la brigade Abbé, de l'armée du nord. Le lendemain 19, il se rapprocha de Logrono. S'il eût continué sa marche dans la direction de Vittoria, il y

serait arrivé le 20 au soir, ou le 21 au matin ; mais les ordres du roi ne lui étant pas parvenus, et n'ayant aucune nouvelle de l'armée, il fut dans l'incertitude sur le parti qu'il devait prendre (1). Dans la soirée, il apprit que le comte d'Erlon était parti d'Haro, et marchait sur Miranda. Cet avis, qui n'était pas exact, puisque ce n'était pas à *Miranda*, mais à la *Puebla*, que se rendait l'armée du centre, le jeta dans l'erreur. Il supposa que l'armée s'était portée sur le haut Èbre, et pensa qu'il devait chercher à se mettre en communication avec elle *par Miranda*. La journée du 20 fut employée en faux mouvements dans cette direction, et en reconnaissances. Apprenant enfin que l'armée était vers Vittoria, il se disposa à l'aller joindre ; et le 21 au soir, la tête de sa colonne arriva à Penacerada : on lui assura que, dans la journée, il y avait eu une bataille, à la suite de laquelle l'armée française avait évacué Vittoria. Ne voulant pas s'en rapporter au dire des paysans, il échelonna son infanterie sur la route de Vittoria, et s'avança avec sa cavalerie jusqu'à demi-lieue de cette ville. Quelques prisonniers qu'on ramassa lui confirmèrent la retraite de l'armée sur Salvatierra ; il rétrograda de suite sur Logrono, espérant se mettre en communication avec le roi par la vallée d'Araquil ; mais un corps ennemi qui

(1) On ne doit pas oublier que pendant cette guerre fatale, dans les derniers temps surtout, les Français ne pouvaient, même à prix d'or, obtenir des renseignements, envoyer des messages, faire communiquer des ordres. Tous les Espagnols se faisaient volontiers espions contre nous, pas un pour nous.

se porta sur Estella lui fit perdre cet espoir. Il se replia sur Tudela par Lodosa et Calahora. N'étant plus à temps d'atteindre Pampelune, il prit la direction de Saragosse. Quelques jours après la réception de ce rapport, le roi apprit que le général Clausel était à Jaca, et que le duc d'Albuféra effectuait sa retraite sur la Catalogne.

Depuis le jour de son arrivée à Saint-Jean-de-Luz, le roi s'occupait sans relâche, avec les administrations militaires et les autorités civiles, du service des subsistances. On transporta par mer à Saint-Sébastien des approvisionnements en vivres et en munitions, des canonniers, des sapeurs, et des officiers du génie. Les gardes nationales des départements frontières furent mises en réquisition, et les employés des douanes aidèrent les troupes de ligne à garder les nombreux passages des Pyrénées. Le général Tirlet envoya à Toulouse, pour tirer de cet arsenal un nouvel équipage de campagne et des munitions. Il exécuta les ordres qu'il avait reçus avec son zèle, son activité et sa capacité ordinaires. Déjà une trentaine de bouches à feu étaient rendues aux divisions, et l'armée touchait au moment de prendre une attitude offensive, lorsque le maréchal Soult arriva à Bayonne le 12 juillet, pour en prendre le commandement. Le roi se rendit au château de Poyanne, et le maréchal Jourdan rentra dans ses foyers (1).

(1) Depuis le commencement de cette année 1813 jusqu'au moment où le roi Joseph quitta l'Espagne pour rentrer en France, les opérations militaires absorbèrent tout son temps, et il eut peu à s'oc-

CORRESPONDANCE

RELATIVE AU LIVRE DOUZIÈME

Desprez à Joseph. Paris, 3 janvier 1813.

« Sire, j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Majesté mon arrivée à Paris; mais j'ai dû, en me servant de la voie de l'estafette, user d'une extrême discrétion. La reine m'ayant conseillé de vous écrire avec quelques détails, et ayant daigné m'offrir de faire partir ma lettre par le premier courrier qu'elle expédierait, j'en profite pour rendre compte à Votre Majesté de ma mission, et lui faire connaître une partie des événements dont j'ai été témoin.

Je suis arrivé à Moscou le 18 octobre au soir. L'Empereur venait d'apprendre que l'avant-garde commandée par le roi de Naples avait été attaquée, et forcée à la retraite avec une partie de son artillerie. Déjà le départ des troupes était résolu, et elles se mettaient en mouvement. On m'annonça à Sa

cuper de l'administration intérieure d'un royaume dont il n'était souverain que de nom. Cependant il ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs de mettre sous leurs yeux le journal du comte de Melito, que son affection pour le roi avait inféodé entièrement à sa personne, et qui consignait, jour par jour, les diverses impressions résultant des événements. Nous ne pourrions mieux compléter le tableau de la Péninsule pendant cette dernière période de l'occupation française. On trouvera ce journal à la note B.

Majesté, qui répondit d'abord d'une manière peu favorable. Cependant, au milieu de la nuit, on me fit appeler. Je remis à l'Empereur les dépêches dont Votre Majesté m'avait chargé, et, sans les ouvrir, il me questionna sur le contenu; puis il fit sur les opérations de la campagne une partie des objections qu'avait prévues Votre Majesté.

Il dit que le mouvement en faveur de l'armée du Portugal avait été commencé trop tard; qu'il aurait pu être fait un mois plus tôt; que lui-même avait dicté la conduite à tenir dans cette circonstance, lorsqu'en 1808 il avait, sans hésiter, quitté Madrid pour marcher aux Anglais, qui s'étaient avancés jusqu'à Valladolid. Je répondis que Votre Majesté s'était mise en marche peu d'heures après la division Palombini; qu'elle avait dû attendre cette division, pour conduire vers l'armée du Portugal un renfort tel que le succès ne pût être douteux; qu'elle avait d'autant moins cru devoir précipiter son mouvement, que M. le maréchal Marmont avait écrit plusieurs fois qu'il se croyait trop faible pour lutter seul contre l'armée anglaise; que ce maréchal avait été maître du temps; qu'il n'avait point été battu dans sa position sur le Duero, mais bien sur un champ de bataille dans lequel rien ne l'avait forcé de s'engager. L'Empereur prétendit ensuite que Votre Majesté, après avoir appris la perte de la bataille de Salamanque, aurait dû se porter sur le Duero, et rallier l'armée du Portugal. Je rappelai alors le mouvement fait du Guadarama vers Ségovie, et la position critique dans laquelle vous avait

laissé le duc de Raguse, qui avait lui-même proposé ce mouvement. L'Empereur dit qu'il connaissait très-bien tous les reproches qu'à cet égard on pouvait faire au maréchal Marmont. Il ajouta que l'armée du centre ayant fait sa retraite sur Madrid, elle aurait dû garder plus longtemps les défilés du Guadarama ; qu'on avait trop tôt passé le Tage; que du moins ce mouvement ayant été résolu, il fallait ne point laisser de garnison au Retiro, briser tous les affûts, emporter les aigles et brûler les effets d'habillement; qu'il n'avait jamais considéré ce poste que comme propre à contenir la population de Madrid ; que l'ennemi étant maître de la campagne, on devait l'abandonner; et que de toutes les fautes de la campagne, c'était celle qu'il avait le moins conçue. Je répondis à cette objection, ainsi que j'en étais convenu avec Votre Majesté. L'Empereur en venant ensuite à la lettre du duc de Dalmatie, me dit qu'elle lui était déjà parvenue par une autre voie, mais qu'il n'y avait attaché aucune importance; que le maréchal Soult s'était trompé; qu'il ne pouvait s'occuper de semblables pauvretés, dans un moment où il était à la tête de 500 mille hommes et faisait des choses immenses : ce sont ses expressions. Qu'au reste, les soupçons du duc de Dalmatie ne l'étonnaient que faiblement; que beaucoup de généraux de l'armée d'Espagne les partageaient, et pensaient que Votre Majesté préférait l'Espagne à la France; qu'il savait parfaitement qu'elle avait le cœur français, mais que ceux qui la jugeaient par ses discours devaient avoir une autre opinion. Il

ajouta que le maréchal Soult était la seule tête militaire qu'il y eût en Espagne; qu'il ne pouvait l'en retirer sans compromettre l'armée; que d'ailleurs il devait être parfaitement tranquille sur ses intentions, puisqu'il venait d'apprendre par les journaux anglais qu'il évacuait l'Andalousie, et se réunissait aux armées du centre et d'Aragon; que, cette réunion opérée, on devait être assez en force pour prendre l'offensive; que d'ailleurs il n'avait point d'ordres à envoyer; qu'il ne savait point en donner de si loin; qu'il ne se dissimulait point l'étendue du mal, et qu'il regrettait plus que jamais que Votre Majesté n'eût point suivi le conseil qu'il lui avait donné de ne pas retourner en Espagne; qu'il était inutile que je repartisse; que je resterais à l'armée, où l'on m'emploierait. J'insistai alors pour être renvoyé à Votre Majesté, d'une manière qui parut faire sur l'Empereur quelque impression; et il finit par me dire que je serais expédié, mais que je ne pouvais l'être dans ce moment; qu'ayant besoin de repos, je resterais à Moscou, et que, puisque j'étais officier du génie, je serais chargé de diriger, sous les ordres du duc de Trévise, les travaux et la défense du Kremlin. Je reçus, en conséquence, un ordre écrit du prince de Neufchâtel. Lorsque, après l'entière évacuation de Moscou, le corps du maréchal Mortier eut rejoint l'armée, je demandai et j'obtins d'y rester attaché jusqu'à ce que je fusse expédié. Je craignais que si je restais au quartier général, on ne m'y désignât des fonctions qui seraient un nouvel obstacle à mon retour. Je pensai

que peut-être on éviterait d'envoyer à Votre Majesté un témoin des événements qui se passaient, et je préférai attendre qu'une occasion favorable se présentât. Étant arrivé à Wilna peu de temps après le départ de l'Empereur, je demandai au duc de Bassano et il me donna l'autorisation de venir attendre des ordres à Paris. J'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Majesté, dans une autre lettre, que l'altération de ma santé me forçait à suspendre mon retour en Espagne.

L'armée, au moment où je la quittai, était dans la plus affreuse détresse. Depuis longtemps déjà la désorganisation et les pertes étaient effrayantes; l'artillerie et la cavalerie n'existaient plus. Tous les corps étaient confondus; les soldats marchaient pêle-mêle, et ne songeaient qu'à prolonger machinalement leur existence. Quoique l'ennemi fût sur nos flancs, chaque jour des milliers d'hommes isolés se répandaient dans les villages voisins de la route, et tombaient dans les mains des Cosaques. Cependant, quelque grand que soit le nombre des prisonniers, celui des morts l'est incontestablement davantage. Il est impossible de peindre jusqu'à quel point la disette s'est fait sentir : pendant plus d'un mois, il n'y eut point de distributions; les chevaux morts étaient la seule ressource, et bien souvent les maréchaux même manquaient de pain. La rigueur du climat rendait la disette plus meurtrière; chaque nuit, nous laissions au bivouac plusieurs centaines de morts. Je crois pouvoir, sans exagérer, porter à 100 mille hommes le nombre qu'on a perdu ainsi,

et peindre avec assez de vérité la situation des choses, en disant que l'armée est morte. La jeune garde, qui faisait partie du corps auquel j'étais attaché, était forte de 8 mille hommes lorsque nous avons quitté Moscou; à Wilna, elle en comptait à peine 400. Tous les autres corps d'armée sont réduits dans la même proportion; et la retraite ayant dû se prolonger au delà du Niémen, je suis convaincu que 20 mille hommes n'auront pas atteint la Vistule. On croyait à l'armée que beaucoup de soldats avaient pris les devants, et qu'ils se rallieraient lorsqu'on pourrait suspendre le mouvement rétrograde. Je me suis assuré du contraire : à cinq lieues du quartier général, je ne rencontrai plus d'hommes isolés, et je connus bien alors la profondeur de la plaie. Une phrase pourrait donner à Votre Majesté une idée de l'état des choses. Depuis le passage du Niémen, un corps de 800 Napolitains, le seul corps qui eût conservé quelque consistance, faisait l'arrière-garde d'une armée française forte naguère de 300 mille hommes. Il est impossible d'exprimer jusqu'à quel point le désordre était contagieux : les corps réunis des ducs de Bellune et de Reggio comptaient 30 mille hommes au passage de la Bérésina ; deux jours après, ils étaient dissous comme le reste de l'armée. Envoyer des renforts, c'était augmenter les pertes ; et l'on reconnut enfin qu'il fallait empêcher les troupes neuves de se mettre en contact avec cette multitude en désordre, à laquelle on ne peut plus donner le nom d'armée. Le roi de Naples disait hautement qu'en lui laissant le commandement, l'Empereur avait

exigé le plus grand sacrifice qu'il pût attendre de son dévouement. Les forces physiques et morales du prince de Neufchâtel étaient entièrement épuisées. Si maintenant Votre Majesté me demandait quel doit être le terme du mouvement rétrograde, je lui répondrais que l'ennemi est maître de le fixer. Je ne crois pas que les Prussiens fassent de grands efforts pour défendre leur territoire. M. de Narbonne, que j'ai vu à Berlin, et qui était chargé de lettres de l'Empereur pour le roi de Prusse, m'a dit que les dispositions de ce prince et de son premier ministre étaient favorables ; mais il ne se dissimulait pas que celles de la nation ne sont pas les mêmes. Déjà plusieurs rixes s'étaient engagées entre les habitants de Berlin et des soldats de la garnison française ; et, en traversant la Prusse, j'ai eu lieu de m'assurer que l'on ne pouvait guère compter sur cette alliée de nouvelle date.

Il paraît aussi que, dans l'armée autrichienne, les officiers déclamaient publiquement contre la guerre.

Quelque triste que soit ce tableau, je crois l'avoir peint sans exagération, et l'avoir observé de sang-froid. Mon opinion sur l'étendue du mal est la même que lorsque j'étais plus voisin du théâtre. »

Clarke à Joseph. Paris, 4 janvier 1813.

« Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire d'Arevalo le 30 novembre, ainsi que le billet daté de Madrid le 4 décembre, et je me suis empressé de les mettre sous les yeux de Sa Majesté Impériale. L'Empereur pense que Votre Majesté aura été instruite, par le 29e bul-

letin, de l'état où se trouvent les affaires du Nord ; il est facile de comprendre qu'elles exigent tous nos soins et nos efforts, et qu'il faut par conséquent y subordonner les affaires d'Espagne. Dans ces circonstances, l'Empereur juge convenable que Votre Majesté se transporte de sa personne, avec son quartier général, à Valladolid, et ne fasse occuper Madrid que par une des extrémités de la ligne. Par là, les communications du quartier général avec la France seront à la fois plus courtes et plus assurées, et la partie du nord de l'Espagne bien mieux à l'abri de tout événement. L'Empereur désire aussi que Votre Majesté s'applique, dans cette nouvelle position, à profiter de l'inaction des Anglais pour pacifier la Navarre, la Biscaye et la province de Santander. L'accroissement successif des bandes dans cette partie a rendu le général Caffarelli trop faible pour faire face à tout. Obligé de faire escorter des convois, d'assurer les communications, de garder la partie de la côte qui est à nous, de recueillir des contributions et des subsistances, il faut encore qu'il reprenne aux ennemis les points dont ils se sont emparés, et qu'on puisse enfin les chasser de Santander, de Castro, de Berméo et de Bilbao. L'appui et les secours de Votre Majesté lui en facilitent les moyens, et la tranquillité du nord de l'Espagne en sera le résultat. Quant aux différentes demandes contenues dans les lettres de Votre Majesté, j'aurai soin d'y répondre successivement, et je la prie de compter sur mon empressement à faire tout ce qui dépendra de moi pour y satisfaire. »

Clarke à Soult. Paris, 4 janvier 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les diverses dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser par le colonel Brun, sous les dates des 16 et 29 octobre, 8, 23, 24, 25, 28 et 29 novembre, et 1er décembre, et j'ai eu soin de les mettre sous les yeux de l'Empereur. Sa Majesté étant de retour à Paris quelques jours avant l'arrivée de vos lettres, le colonel Brun a pu lui remettre directement celle dont il était porteur ; et l'Empereur, en me renvoyant la demande qu'elle contenait, m'a autorisé à vous accorder un congé pour revenir à Paris, que vous trouverez joint à ma lettre de ce jour. Quant aux objets relatifs à l'armée que vous commandez, j'adresserai les réponses que je serai appelé à y faire au général désigné pour vous remplacer dans le commandement de l'armée du midi. »

Clarke à Jourdan. Paris, 4 janvier 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les quatre dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date d'Arevalo, le 30 novembre dernier ; j'en ai mis immédiatement le contenu sous les yeux de l'Empereur, qui, ainsi que vous avez déjà pu l'apprendre, est de retour dans sa capitale depuis quinze jours.

Je me suis également occupé de tous les ordres à donner sur les divers objets de service courant que contiennent ces dépêches.

J'écris à Sa Majesté Catholique par le même courrier qu'à Votre Excellence, et je lui transmets des ordres particuliers de l'Empereur, qui vont apporter quelques changements dans les positions et

l'emplacement des armées du Portugal, du centre et midi, tels que le roi les a dernièrement déterminés.

L'Empereur a autorisé le maréchal duc de Dalmatie à quitter le commandement de l'armée du midi, et à revenir en France. Sa Majesté Catholique, que j'informe de cette décision, vous fera connaître les dispositions nouvelles qui doivent en résulter, surtout en ce qui vous concerne personnellement.

Je ne finirai point, Monsieur le maréchal, sans vous transmettre l'assurance que l'Empereur a eu sous les yeux tous les détails des dernières opérations qui ont rejeté les Anglais en Portugal, et qu'il n'ignore point combien, dans le cours de ces opérations, Sa Majesté Catholique a eu à se louer de votre dévouement et de vos services. »

Clarke à Joseph. Paris, 14 janvier 1813.

« Sire, depuis le billet que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 4 décembre, et dont j'ai eu celui d'accuser réception par ma lettre du 4 janvier, je suis sans nouvelles directes de Madrid, ce qui annonce toujours une grande difficulté pour les communications. J'espère toutefois que ma lettre, dont le duplicata est parti le 8 de ce mois, sera parvenue à sa destination, et que le changement désiré par l'Empereur rendra les communications plus faciles. L'accroissement des bandes dans l'arrondissement de l'armée du nord a mis le général Caffarelli dans l'embarras pour faire face à tout, ses forces étant insuffisantes pour garder les communications, escorter les convois, retirer les contributions et assurer ses subsistances. Peut-être ce général, par

un emploi mieux combiné de ses moyens, eût-il pu suppléer au petit nombre de ses troupes; et je pense qu'avec plus d'activité, de suite et de méthode dans ses opérations, il aurait eu plus de succès. Quoi qu'il en soit, l'Empereur a pris le parti de rappeler le général Caffarelli auprès de sa personne, et de confier le commandement de l'armée du nord au général Clausel. Ce général, qui a commandé l'armée du Portugal dans des circonstances très-critiques, a déployé à cette époque beaucoup de fermeté, de sagesse, et d'expérience de la guerre. En obtenant la confiance de l'armée, il a mérité celle de l'Empereur, qui lui en donne aujourd'hui un témoignage dont j'espère que Votre Majesté aura lieu d'être satisfaite. Rentré en France depuis peu, à cause de sa blessure, l'arrivée du général Clausel à l'armée du nord pourrait éprouver quelques délais; mais je n'ai pas voulu différer plus longtemps à prévenir Votre Majesté de cette nouvelle disposition de l'Empereur, qui doit avoir une influence avantageuse sur les affaires du nord de l'Espagne. La force des bandes s'est tellement accrue, que l'Aragon en éprouve aussi les fâcheux effets, et que les communications sont gênées dans cette province comme ailleurs. Depuis le 7 décembre je n'ai point de lettres du maréchal duc d'Albuféra, qui à cette époque se plaignait également de n'avoir aucune nouvelle directe de Votre Majesté. Il est temps de s'occuper sérieusement à améliorer cet état de choses, et j'espère que l'inaction des Anglais nous en fournira le temps et les moyens. »

Joseph à Suchet. Madrid, 18 janvier 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu votre lettre du 7. J'espère qu'à cette heure le général Guye sera arrivé à Valence, et que le convoi pourra se mettre en route directement avec les troupes de l'armée du midi. — Je suis fort reconnaissant des efforts que vous avez faits pour me procurer de l'argent, dans un moment où la réunion de tant de troupes dans les provinces du centre le rend si nécessaire. — J'ai su en même temps l'arrivée de l'Empereur à Paris, et celle de huit courriers de France à Burgos; je les attends bientôt.

Vous devez voir, par le mouvement que je fais faire à l'armée du midi, que nous ne vous oublions pas : les événements et les instructions que j'attends de Paris décideront du reste. — Ne doutez pas de mon amitié.

Mille amitiés à votre femme. »

Clarke à Joseph. Paris, 29 janvier 1813.

« Sire, j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 4 de ce mois, pour lui faire connaître les intentions de l'Empereur au sujet des affaires d'Espagne, et la nécessité de transporter le quartier général de Madrid à Valladolid. Cette dépêche a été expédiée par duplicata et triplicata, et j'ignore encore si elle est parvenue à Votre Majesté. Depuis sa dépêche de Madrid du 4 décembre, je suis privé de ses lettres, et ce long silence me prouve que les communications de Madrid à Vittoria restent constamment interceptées. Il est vrai que les opérations du général Caffarelli, qui s'est porté avec toutes ses troupes disponibles sur la côte de Biscaye pour dégager Santona,

fortement menacée par l'ennemi, et parcourir la côte, a donné aux bandes de la Castille une facilité entière d'intercepter la route de Burgos à Vittoria. Les dernières nouvelles que je reçois à l'instant de l'armée du Portugal sont du 5 janvier. Cet état de choses rend toujours plus nécessaire de s'occuper très-sérieusement et très-instamment de balayer les provinces du nord, et de les délivrer enfin de ces bandes, qui ont augmenté en force et en consistance à un point qui exige indispensablement toute notre attention et tous nos efforts. Cette pensée a tellement attiré l'attention de l'Empereur, que Sa Majesté Impériale m'a réitéré quatre fois successivement l'ordre exprès de renouveler encore l'expression de ses intentions, que j'ai déjà adressée à Votre Majesté par ma lettre du 4 janvier, pour l'engager à revenir à Valladolid, à garder Madrid par une division seulement, et à concentrer ses forces de manière à pouvoir envoyer des troupes de l'armée du Portugal vers le nord, en Navarre et en Biscaye, afin de délivrer ces provinces et d'y rétablir la tranquillité. Le général Reille, également frappé de l'état des choses dans le nord de l'Espagne, a bien compris la nécessité de prendre un parti décisif à cet égard. Il m'a transmis à cette occasion la lettre qu'il a eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 13 octobre dernier; et j'ai vu qu'il lui a présenté un tableau frappant et vrai de la situation des affaires, qui vient entièrement à l'appui de ma dépêche du 4 courant. Quant à l'occupation de Madrid, l'Empereur m'ordonne de mettre sous les yeux de Votre Majesté le danger qu'il y aurait, dans

l'état actuel des affaires, de vouloir occuper cette capitale comme point central, et d'y avoir encore des hôpitaux et établissements qu'il faudrait abandonner à l'ennemi, au premier mouvement prononcé qu'il ferait vers le nord. Cette considération seule doit l'emporter sur toute autre, et je n'y ajouterai que le dernier mot de l'Empereur à ce sujet : c'est que toutes les convenances, dans la position de l'Europe, veulent que Votre Majesté occupe Valladolid et pacifie le nord. Le premier objet rempli facilitera beaucoup le second ; et pour y contribuer par tous les moyens pour économiser un temps précieux, et mettre à profit l'inaction des Anglais, je transmets directement, aux généraux commandant en chef les armées du nord et du Portugal, les ordres de l'Empereur pour que leur exécution ne souffre aucun retard, et que ceux de Votre Majesté pour appuyer et consolider leurs opérations n'éprouvent ni lenteur ni difficulté lorsqu'ils parviendront à ces généraux. Je joins ici copie de mes lettres, sur lesquelles j'ai toujours réservé les ordres que Votre Majesté jugera à propos de donner pour l'entière exécution de ceux de l'Empereur. Ma lettre était terminée lorsqu'un aide de camp du maréchal Jourdan est arrivé avec plusieurs dépêches, dont la dernière est du 24 décembre. J'ai eu soin de les mettre sous les yeux de l'Empereur ; mais leur contenu ne saurait rien changer aux intentions de Sa Majesté Impériale, et ne peut que confirmer les observations qui se trouvent dans ma lettre. J'ai l'honneur d'écrire encore à Votre Majesté par le retour

de l'officier porteur des dépêches de M. le maréchal Jourdan. »

Clarke à Joseph. Paris, 3 février 1813.

« Sire, depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 29 janvier, l'Empereur, après avoir pris connaissance des dépêches apportées par l'aide de camp du maréchal Jourdan, me charge encore de réitérer son intention formelle, et déjà deux fois transmise à Votre Majesté, qu'elle porte son quartier général à Valladolid, afin de pouvoir s'occuper efficacement de soumettre et pacifier le nord. Par une conséquence nécessaire de ce changement, Madrid ne doit être occupé que par l'extrémité de la gauche, de manière à ne plus faire partie essentielle de la position générale, et à pouvoir être abandonné sans inconvénient, au cas qu'il soit nécessaire de se réunir sur un autre point. Cette nouvelle disposition procure à Votre Majesté les moyens de faire refluer des forces considérables dans le nord et jusqu'à l'Aragon, pour y détruire les rassemblements qui existent, occuper en force tous les points importants, interdire l'accès des côtes aux Anglais, et opérer la soumission entière du pays. Il est donc d'une importance extrême, pour parvenir à ce but, de profiter de l'inaction des Anglais, qui permet en ce moment l'emploi de tous nos moyens contre les insurgés, et doit amener promptement leur entière destruction, si les opérations entreprises pour cet effet sont conduites avec l'activité, l'énergie et la suite qu'elles exigent. Votre Majesté a pu se convaincre, par la longue et

constante interruption des communications, autant que par les rapports qui lui sont parvenus, de toute l'étendue du mal, et de la nécessité d'y porter remède. On ne peut donc mettre en doute son empressement à remplir les intentions de l'Empereur sur ces points importants. Des changements qui ont eu lieu pour le commandement en chef des armées du midi, du nord et du Portugal, me font espérer que Votre Majesté n'éprouvera plus aucune difficulté pour l'exécution de ses ordres, et que tout marchera au même but sans contradiction et sans obstacle. Ces nouvelles dispositions me dispensent de répondre à différentes observations contenues dans les lettres de Votre Majesté, et m'engagent à attendre qu'elle me fasse connaître les résultats des changements ordonnés par l'Empereur. Je ne dois pas oublier de prévenir Votre Majesté d'un ordre que Sa Majesté Impériale m'a chargé de transmettre directement à M. le général Reille pour lui faire envoyer une division de son armée en Navarre, dont la situation exige impérieusement des secours prompts et efficaces. Cette disposition ne peut contrarier aucune de celles que Votre Majesté sera dans le cas d'ordonner à l'armée du Portugal pour concourir au même but, et amener la soumission des provinces du nord de l'Espagne. »

Clarke à Jourdan. Paris, 3 février 1813.

« Monsieur le maréchal, par la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence le 29 janvier, j'ai eu soin d'accuser réception de celles que vous m'avez adressées sous les dates des 9, 20, 21

et 23 décembre. La plus grande partie des détails qu'elles contiennent portent sur des objets qui doivent changer de face par les nouvelles dispositions ordonnées sur plusieurs points. Le congé accordé au maréchal duc de Dalmatie, et le rappel du général Caffarelli ; les mouvements des troupes et les changements prescrits dans la composition de quelques armées ; l'ordre donné par l'Empereur pour que Sa Majesté Catholique transporte son quartier général à Valladolid, sont autant de dispositions qui doivent amener des résultats différents du précédent état de choses. C'est après l'exécution de ces mouvements ordonnés qu'on pourra juger de leur influence sur la situation des affaires et des nouvelles combinaisons qu'ils amèneront. En attendant, je ne puis que vous réitérer, Monsieur le maréchal, ce que j'ai eu soin de faire connaître en détail à Sa Majesté Catholique : c'est que toutes les convenances, dans l'état de l'Europe, exigent que le roi porte son quartier général à Valladolid, et s'occupe exclusivement de soumettre et pacifier entièrement le nord de l'Espagne. Les progrès effrayants des bandes, l'interruption presque totale des communications avec la France, l'occupation de plusieurs points de la côte par les Anglais et les insurgés, tout impose la nécessité de mettre un terme aux maux qui existent, et de prévenir ceux qui nous menacent. Il faut donc renoncer pour le moment à faire de Madrid le point central des opérations, et ne l'occuper que par l'extrémité de la gauche, pour faire refluer des forces considérables

dans le nord et même dans l'Aragon. L'Empereur tient si fortement à cette idée, qu'il m'a prescrit d'envoyer ordre sur ordre au roi, pour que le changement de quartier général s'opère le plus promptement possible, et que Sa Majesté Catholique s'occupe ensuite avec la plus grande activité de toutes les dispositions nécessaires pour soumettre le nord de l'Espagne. Je viens de transmettre directement au général Reille l'ordre d'envoyer sans délai une division en Navarre, qui a un besoin urgent de secours pour le maintien des communications; et le roi disposera du reste, selon les circonstances. Il est très-essentiel de profiter de l'inaction des Anglais pour parvenir à ce but important, que nous pourrions difficilement atteindre si nous laissions écouler un temps précieux. Je ne doute pas, Monsieur le maréchal, de votre empressement à seconder les dispositions de Sa Majesté Catholique, et à remplir en tout ce qui dépendra de vous les intentions de l'Empereur. »

« Sire, par ma lettre de ce jour, numéro 1er, j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté les intentions de l'Empereur sur les opérations à suivre en Espagne. La présente aura pour but de répondre plus particulièrement à la lettre dont Votre Majesté m'a honoré en date du 8 janvier, et que j'ai eu soin de mettre sous les yeux de l'Empereur. Les plaintes qu'elle contient sur la conduite du maréchal duc de Dalmatie et du général Caffarelli deviennent aujourd'hui sans objet, par l'éloi- Clarke à Joseph. Paris, 12 février 1813.

gnement de ces deux généraux en chef. Je dois cependant prévenir Votre Majesté qu'ayant fait connaître au général Caffarelli qu'on se plaignait à Madrid de ne point recevoir de compte de l'armée du nord, ce général nous répond, sous la date du 27 janvier, qu'il a eu l'honneur de rendre à Votre Majesté des comptes extrêmement fréquents, qu'il lui a envoyé la situation de l'armée, et des doubles des rapports qui me sont adressés. Le général Caffarelli ajoute qu'il avait demandé à Votre Majesté d'ordonner que deux divisions de l'armée du Portugal vinssent appuyer les opérations de l'armée du nord, et il pense que ces lettres se seront croisées avec les dépêches de Madrid, parce que les courriers ont éprouvé beaucoup de retard; mais il y a lieu de présumer que ce qui a été adressé de l'armée du nord a dû parvenir à Madrid avant la fin de janvier. Votre Majesté réitère dans sa lettre du 8 janvier ses demandes relativement aux besoins de l'armée. Toutes ont été mises sous les yeux de l'Empereur. Sa Majesté Impériale m'ordonne de répondre, au sujet des fonds dont la demande se trouve dans plusieurs dépêches précédentes, que l'argent nécessaire aux armées d'Espagne se serait trouvé dans ces riches et fertiles provinces dévastées par les bandes et par les juntes insurrectionnelles; qu'en s'occupant avec l'activité et la vigueur convenables pour rétablir l'ordre et la tranquillité, on y gagnera toutes les ressources qu'elles peuvent encore offrir, et que le temps ramènera dans toute leur étendue. C'est donc un motif de plus pour Votre Majesté

d'employer tous les moyens dont elle dispose pour mettre fin à cette guerre interne, qui trouble le repos des habitants paisibles, ruine le pays, fatigue nos armées, et les prive de tous les avantages qu'elles trouveraient dans l'occupation tranquille de ces belles contrées. L'Aragon et la Navarre, aujourd'hui sous les lois de Mina, alimentent de leurs productions et de leurs revenus cette lutte désastreuse : il est temps de mettre un terme à cet état de choses, et de faire rentrer dans les mains du gouvernement légitime les ressources d'un pays florissant lorsqu'il est paisible, mais qui ne servent aujourd'hui qu'à son détriment. »

Clarke à Joseph. Paris, 12 février 1813.

« Sire, j'ai eu l'honneur d'écrire trois fois à Votre Majesté dans le courant de janvier, pour lui transmettre les intentions de l'Empereur sur la conduite des affaires en Espagne, et j'ai eu soin de faire expédier toutes mes dépêches au moins par triplicata, tellement que je puis et dois espérer aujourd'hui qu'elles sont parvenues à leur destination. Je reçois en ce moment le duplicata d'une lettre de Votre Majesté, en date du 8 janvier, dont le primata n'est point arrivé, et j'y vois une nouvelle preuve de la difficulté toujours subsistante de communication. Les inconvénients de cet état de choses deviennent plus sensibles dans les circonstances actuelles, où il était d'une haute importance que les ordres de l'Empereur reçussent une prompte exécution. Sa Majesté Impériale, pénétrée de cette idée, attend avec une véritable impatience de savoir ce qui s'est

opéré à Madrid d'après ses instructions; et cette attente, journellement déçue, lui fait craindre qu'on n'ait perdu un temps précieux, les Anglais étant depuis plus de deux mois dans l'impuissance de rien faire. L'Empereur espère du moins que lorsque Votre Majesté aura eu connaissance du 29e bulletin, elle aura été frappée de la nécessité de se mettre promptement en communication avec la France, et de l'assurer par tous les moyens possibles. On ne peut parvenir à ce but qu'en faisant refluer successivement les forces dont Votre Majesté peut disposer sur la ligne de communication de Valladolid à Bayonne, et en portant en outre les forces suffisantes en Navarre et en Aragon pour combattre avec avantage et détruire les bandes qui dévastent ces provinces.

L'armée du Portugal, combinée avec celle du nord, est bien suffisante pour remplir cet objet; tandis que les armées du centre et du midi, occupant Salamanque et Valladolid, présentent assez de forces pour soutenir les Anglais en échec, en attendant les événements. L'Empereur m'ordonne de réitérer à Votre Majesté que l'occupation de Valladolid, comme quartier général et résidence pour sa personne, est un préliminaire indispensable à toute opération. C'est de là qu'il faut diriger sur la route de Burgos, et successivement sur tous les points convenables, les forces disponibles qui doivent renforcer ou seconder l'armée du nord. Madrid et même Valence ne peuvent être considérés, dans ce système, que comme des points à occuper par l'extrémité gauche

de la ligne, et nullement comme lieux à maintenir exclusivement par une concentration de forces. Valladolid et Salamanque deviennent aujourd'hui les points essentiels entre lesquels doivent être réparties des forces prêtes à prendre l'offensive contre les Anglais et à faire échouer leurs projets. L'Empereur est instruit qu'ils se renforcent en Portugal, et qu'ils paraissent avoir le double projet ou de pousser en Espagne, ou de partir du port de Lisbonne pour faire une expédition de 25 mille hommes, partie Anglais, partie Espagnols, sur un point quelconque des côtes de France pendant que la lutte sera engagée dans le Nord. Pour empêcher l'exécution de ce plan, il faut être toujours en mesure de se porter en avant, et menacer de marcher sur Lisbonne ou de conquérir le Portugal. En même temps il faut conserver des communications aussi sûres que faciles avec la France, pour être promptement instruit de tout ce qui s'y passe ; et le seul moyen d'y parvenir est d'employer le temps où les Anglais sont dans l'inaction pour pacifier la Biscaye et la Navarre, comme j'ai eu soin de le faire connaître à Votre Majesté dans mes précédentes. La sollicitude de l'Empereur pour les affaires d'Espagne lui ayant fait réitérer à plusieurs reprises et reproduire sous toutes les formes ses intentions à cet égard, je ne puis achever mieux de les remplir qu'en récapitulant les idées principales que j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté. Occuper Valladolid et Salamanque, employer avec la plus grande activité possible tous les moyens pour pacifier la Navarre et

l'Aragon, maintenir des communications très-rapides et très-sûres avec la France, rester toujours en mesure de prendre l'offensive au besoin : voilà ce que l'Empereur me prescrit de faire considérer à Votre Majesté comme instruction générale pour toute la campagne, et qui doit faire la base de ses opérations. J'ai à peine besoin d'ajouter que, si les armées françaises en Espagne restaient oisives et laissaient les Anglais maîtres de faire des expéditions sur nos côtes, la tranquillité de la France serait compromise, et la décadence de nos affaires en Espagne en serait l'infaillible résultat. »

Clarke à Jourdan. Paris, 12 février 1813.

« Monsieur le maréchal, la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence le 3 courant a pu lui faire connaître combien il était instant de mettre à exécution les derniers ordres de l'Empereur, et d'opérer dans la situation des armées actives d'Espagne des changements réclamés à la fois et par l'intérêt local et par les convenances générales de l'état actuel de l'Europe. L'Empereur ne me permet pas d'attendre l'avis des dispositions que le roi a dû faire en conformité de ses instructions, et j'écris de nouveau à Sa Majesté Catholique en même temps qu'à Votre Excellence, pour lui réitérer ces instructions et y ajouter de nouveaux développements.

Le roi vous communiquera sans doute, Monsieur le maréchal, les observations détaillées que je lui ai transmises de la part de Sa Majesté Impériale. Je me borne donc ici à vous dire qu'il n'y a pas un instant à perdre pour que le quartier général de Sa Majesté

Catholique soit transporté à Valladolid. Depuis quelques mois (et la difficulté actuelle des communications en est une des preuves sans nombre) la situation des provinces du nord a empiré d'une manière effrayante : on aurait pu, depuis la retraite et pendant l'inaction actuelle des Anglais, en diminuer les progrès, et le temps que l'on a perdu est presque irréparable ; mais il le deviendrait tout à fait, pour peu que l'on tardât à y porter remède. Aussi j'ai donné et je renouvelle au général Reille l'ordre d'envoyer sans délai au général Caffarelli et au général Clausel, son successeur, tous les renforts dont l'armée du nord a besoin, et qui sont surtout nécessaires en Navarre, où Mina a acquis une supériorité décidée. L'Empereur veut, Monsieur le maréchal, que Sa Majesté Catholique, une fois établie à Valladolid, tourne toute son attention et ses forces vers la pacification du nord de l'Espagne, sans cesser cependant de menacer le Portugal. Il est en effet de la plus haute importance que les Anglais ne puissent jamais penser à affaiblir l'armée qui couvre Lisbonne, sans craindre de voir Sa Majesté Catholique se porter sur cette capitale. En un mot, détruire les bandes du nord, rétablir et assurer les communications avec la France, et se tenir toujours prêt à prendre l'offensive sur les Anglais, tel est le triple but que le roi doit se proposer pour toute la durée de la campagne prochaine : il ne faut pas que les Anglais puissent quitter le Portugal pour venir insulter la France.

La présente lettre, Monsieur le maréchal, est ac-

compagnée de quadruplicata, triplicata et duplicata des diverses dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser successivement; j'attends avec impatience la nouvelle qu'elles sont arrivées à leur destination, et que les ordres de l'Empereur ont été aussitôt mis à exécution. »

Joseph à Suchet. Madrid, 23 février 1813.

« Monsieur le maréchal, je vous préviens que le ministre de la guerre, par sa lettre du 4 janvier, me mande que l'intention de l'Empereur est que je transporte mon quartier général à Valladolid, et que je ne fasse occuper Madrid et Tolède que par une extrémité de la ligne, afin de porter des secours dans les provinces du nord de l'Espagne. J'ai, en conséquence, donné ordre au maréchal Soult de ne laisser qu'une avant-garde sur la rive gauche du Tage, et de rappeler ses troupes sur la rive droite. Aussitôt que ce mouvement sera opéré, le maréchal Soult enverra des troupes pour occuper la province d'Avila, en remplacement de celles de l'armée du Portugal, qui se replieront sur la province de Salamanque. Il enverra aussi des troupes pour occuper Madrid et ses environs, en remplacement des troupes de l'armée du centre, qui se dirigeront sur Burgos, afin de coopérer avec l'armée du nord à la destruction des bandes qui infestent ces provinces. Je me propose de partir le 28 de ce mois, avec mon état-major général et avec ma garde, pour aller établir mon quartier général à Valladolid.

Vous sentez, Monsieur le maréchal, que ces mouvements projetés sont subordonnés à ceux que

l'ennemi pourrait faire; mais il n'en est pas moins vrai que l'Empereur, ayant désigné Valladolid, au lieu de Madrid, pour base d'opération, et ayant déterminé que cette place et celle de Tolède seraient occupées par une des extrémités de la ligne, je me trouve hors d'état de vous secourir dans le royaume de Valence. Le ministre de la guerre vous aura, sans doute, communiqué les intentions de Sa Majesté l'Empereur; mais, à tout événement, j'ai cru devoir vous faire part de ces nouvelles dispositions, afin que vous puissiez agir suivant les circonstances.

Agréez, Monsieur le maréchal, mon sincère attachement. »

Clarke à Joseph. Paris, 25 février 1813.

« Sire, j'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté que j'ai reçu des lettres du duc d'Albuféra datées de Valence, et qui vont jusqu'au 10 de ce mois. Il m'annonce que l'ennemi se renforce devant lui de manière à lui causer de l'inquiétude, et sollicite vivement l'envoi de quelques secours, qu'il fait envisager comme absolument nécessaires dans sa position. Il y a déjà longtemps que le duc d'Albuféra a manifesté des craintes sur les projets de l'ennemi, et qu'il se croit trop faible pour lui faire tête en se maintenant dans le pays. Il pense également qu'il n'a aucun secours à attendre de Votre Majesté, et se regarde comme entièrement abandonné à ses propres forces. Cependant il m'a rendu compte, sous la date du 29 janvier, qu'une division de l'armée du midi, commandée par le général Darricau, a communiqué à Requena avec ses avant-postes, et qu'il a mis

sous son escorte le convoi destiné pour Madrid, qui devait passer par Saragosse. L'ennemi, à l'approche du général Darricau, s'est retiré jusqu'à Murcie, ce qui prouve sa circonspection et fait voir qu'il n'est pas encore à redouter. Je mande au duc d'Albuféra que Votre Majesté a dû quitter Madrid pour se rendre à Valladolid, et qu'elle est chargée de faire marcher des troupes en Navarre et en Aragon pour y établir la tranquillité, ce qui doit nécessairement influer sur sa position à Valence. En effet, le duc d'Albuféra, inquiet sur la situation de l'Aragon, s'est vu obligé d'envoyer des troupes pour renforcer le général Paris, dégager les environs de Saragosse, et garder ses communications avec la France. Ce détachement affaiblit beaucoup la petite armée du maréchal, et rend toujours plus difficile la tâche qui lui est imposée de garder plusieurs places et une vaste étendue de pays, en faisant tête à un ennemi dont il évalue la force à environ 50 mille hommes. Votre Majesté verra dans cet exposé un motif de plus pour exécuter, sans perte de temps, les dispositions prescrites par l'Empereur, et faire les plus grands efforts pour pacifier l'Aragon, la Navarre et le nord de l'Espagne. Les forces dont Votre Majesté peut disposer lui donnent, à cet égard, tous les moyens dont elle a besoin, et permettront au maréchal duc d'Albuféra de rappeler de l'Aragon les troupes qu'il est forcé d'y tenir pour conserver Saragosse et sa ligne de communication. J'espère que, par ce moyen, il parviendra à se maintenir devant un ennemi à la vérité

peu redoutable, mais qu'une trop grande supériorité de nombre pourrait enfin rendre dangereux. »

Clarke à Joseph. Paris, 26 février 1813.

« Sire, depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté sous la date du 12 février, en réponse à sa dépêche du 8 janvier, venue par duplicata, j'en ai reçu une nouvelle de Votre Majesté sous la même date, dont la seconde partie se trouve entièrement identique avec la lettre à laquelle j'ai répondu. Le commencement de cette dernière n'est que l'exposé des besoins déjà connus de l'armée d'Espagne, et de la pénurie de fonds dont se plaint Votre Majesté. J'ai eu soin de mettre cette dépêche, ainsi que la première, sous les yeux de l'Empereur. Sa Majesté Impériale m'a chargé, en renvoyant le général Lucotte, de lui remettre une copie de la dernière lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté, et m'a ordonné en même temps de lui réitérer, par la présente, tout ce que je lui ai déjà fait connaître des intentions de l'Empereur sur la conduite de la guerre en Espagne. J'espère toutefois qu'à l'arrivée du général Lucotte le quartier général se trouvera, selon les intentions de l'Empereur, déjà placé à Valladolid, et que les dispositions convenables auront été prises pour ramener la tranquillité dans la Navarre et l'Aragon, par l'envoi des forces nécessaires pour assurer cette opération. Madrid restera occupé par un corps volant, et l'intention de l'Empereur est aussi que Salamanque et Léon le soient. Mais Sa Majesté Impériale pense que tous les hôpitaux doivent être à Valladolid, Burgos, Vittoria,

Tolosa et Pampelune. L'Empereur désire, en outre, que Votre Majesté fasse préparer un équipage de siége à Burgos pour menacer Ciudad-Rodrigo, et faire craindre par là aux Anglais une invasion en Portugal. Cette mesure doit beaucoup contribuer à les tenir en échec, et il n'y a pas de temps à perdre pour l'employer. Sa Majesté Impériale m'ordonne également de faire savoir à Votre Majesté qu'il est important de mettre sur Madrid et sur Tolède de fortes contributions, et de les faire payer exactement : ce moyen de pourvoir aux besoins de l'armée est commandé par les circonstances, et remédiera, pour le moment, à la pénurie dont Votre Majesté se plaint. Une autre mesure importante est encore prescrite par l'Empereur, qui voudrait que Votre Majesté fasse ses dispositions pour recevoir deux fois par semaine le courrier de Bayonne : l'interruption constante dans les communications avec la France est nuisible sous tous les rapports, souvent inquiétante, et peut devenir plus fâcheuse encore, selon les événements. Il est donc indispensable de s'en occuper sérieusement ; et lorsque la communication sera établie et bien assurée, l'Empereur veut qu'elle soit rendue aussi prompte que possible, et, pour cet effet, que les courriers, escortés par des détachements d'infanterie, aillent de Bayonne à Valladolid, et *vice versa,* en faisant au moins une lieue par heure sans discontinuer. Telles sont les intentions de Sa Majesté Impériale, sur la prompte exécution desquelles je ne puis trop particulièrement insister. Votre Majesté en jugera fa-

cilement toute l'importance, et je dois croire qu'elle n'éprouvera maintenant aucun obstacle de la nature de ceux dont elle a eu jusqu'à présent lieu de se plaindre. J'espère en recevoir bientôt l'assurance, et que des communications libres et rapides me mettront à portée d'être plus régulièrement informé de tout ce qui concerne Votre Majesté. »

Clarke à Jourdau. Paris, 26 février 1813.

« Monsieur le maréchal, je vois, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 janvier dernier, que Votre Excellence se trouvait à cette époque retenue au lit par une indisposition, et qu'elle avait été forcée de cesser, pendant quelques jours, ses fonctions accoutumées auprès de Sa Majesté Catholique. Je regrette de devoir à une cause semblable la privation de quelques détails sur les événements partiels qui se sont opérés, par ordre du roi, aux armées du centre et du midi, et que Sa Majesté a négligé de me faire connaître. Je n'en remercie pas moins Votre Excellence de son attention à me transmettre dans cet intervalle le peu de ces détails qui sont parvenus à sa connaissance. Après les quatre dépêches que j'ai eu successivement l'honneur de vous adresser, toujours accompagnées des copies de celles qui les ont précédées, je regarde comme inutile de revenir sur les instructions qui en faisaient la base; et je dois supposer sans aucune espèce de doute, non-seulement que vous êtes instruit, ainsi que Sa Majesté Catholique, des dernières instructions de l'Empereur, mais encore que les armées du Portugal, du centre et du midi sont ac-

tuellement en plein mouvement, pour prendre les positions qui leur ont été assignées. Je pense donc que la présente dépêche vous trouvera à Valladolid, et que le quartier général de Sa Majesté Catholique y sera parfaitement.

Les obstacles que mes dépêches pour Madrid ont éprouvés depuis quelque temps pour arriver à leur destination ont produit les résultats les plus fâcheux. Il était de toute importance, au commencement de janvier, que l'armée du nord fût secourue dans ses opérations contre les bandes, et que l'armée du Portugal détachât une ou deux divisions pour l'appuyer. Ces renforts ont en vain été demandés au général Reille par le général Caffarelli. Le général Reille ne recevant point mes courriers, n'ayant point d'ordre du roi, n'a pas cru pouvoir, avec l'armée anglaise en tête, risquer de s'affaiblir. Dans cet intervalle, les insurgés du Guipuscoa, de la Navarre et de l'Aragon, qui depuis six mois s'organisent, s'accroissent et s'exercent, ont fait des progrès prodigieux; ils ont formé des corps nombreux et redoutables, qui ne craignent plus, à forces égales, la rencontre de nos troupes. Ils ont reçu des Anglais, et reçoivent tous les jours par la côte, des armes, des munitions et même du canon; enfin ils commencent à faire des siéges, et, le 11 du courant, Mina a attaqué et pris la petite ville de Taffala, à quelques lieues du général Abbé, qui a en vain tenté, avec une portion de la garnison de Pampelune, de porter secours aux assiégés. Après trois jours de combat opiniâtre, la garnison a été obligée de capituler. L'on

craint maintenant pour Tudela, et il n'est pas jusqu'à Saragosse qui n'inspire des inquiétudes.

Ce tableau, quelque abrégé qu'il soit, vous dit, Monsieur le maréchal, que la pacification du nord de l'Espagne est en ce moment un objet de la plus haute importance. Aussi me paraît-il devoir occuper tous les efforts du roi, dût l'armée du Portugal presque entière refluer dans les provinces du nord, pour étouffer l'insurrection.

J'ai informé Sa Majesté Catholique, et vous devez être instruit, Monsieur le maréchal, que le général Clausel a été désigné par l'Empereur pour prendre le commandement de l'armée du nord en remplacement du général Caffarelli, qui a dû partir le 18 pour rentrer en France. Le général Clausel doit être rendu à sa destination, et j'ai même avis qu'à son entrée en Espagne, et au premier bruit de la prise de Taffala, il s'est porté, avec tout ce qu'il a trouvé de troupes sous sa main, à la poursuite de Mina. J'espère beaucoup du caractère et des moyens du général Clausel ; je crois même qu'on pourrait seconder utilement ses efforts, en faisant coïncider les nouveaux mouvements des armées du centre, du Portugal et du midi avec les opérations de ce général contre les bandes. Il me paraît possible, en réoccupant Soria, et en se liant avec Tudela d'une part et Aranda de l'autre, que les bandes, poursuivies avec vivacité dans le nord, et rejetées sur la ligne de Tudela à Aranda, fussent forcées de se diviser, de tomber dans nos postes, et éprouvassent des échecs capables d'amener leur dissolution. Je vous laisse,

au surplus, Monsieur le maréchal, à développer cette idée à Sa Majesté Catholique, qui décidera jusqu'à quel point son exécution est compatible avec la direction qu'elle a déjà donnée aux armées impériales.

J'attends toujours, Monsieur le maréchal, et avec plus d'empressement que jamais, des nouvelles de Madrid qui me confirment que les intentions de l'Empereur sont connues de Sa Majesté Catholique, et que l'on s'occupe avec activité de leur exécution. »

Clarke à Joseph. Paris, 1er mars 1813.

« Sire, je remets au colonel Desprez, aide de camp de Votre Majesté, le duplicata des lettres que j'ai eu l'honneur de lui écrire les 25 et 26 février, et dont j'ai chargé le général Lucotte. Depuis lors, je n'ai reçu aucune lettre de Votre Majeste ni de l'armée du Portugal, non plus que de celle du midi. Les nouvelles que je reçois du nord de l'Espagne ne confirment que trop tout ce qu'indique ce long silence sur la difficulté des communications. L'Empereur voit avec un grand déplaisir cet état de choses, et réitère fréquemment l'ordre de le faire cesser. Sa Majesté vient de m'ordonner encore d'écrire pour cet objet à Votre Majesté, et de lui faire observer de nouveau que, pendant la longue inaction de l'armée du Portugal, la Biscaye et la Navarre sont compromises. Ces provinces souffrent plus que les autres, par l'ascendant que Mina y a pris et les succès qu'il a obtenus. Le général Clausel m'écrit, en date du 19 février, qu'il est instant de détruire les insurgés de ces deux provinces avant que

les Anglais entrent en campagne. Il est donc bien nécessaire que les renforts de l'armée du Portugal y arrivent sans retard. J'ai provoqué cette mesure par tous les moyens possibles, et j'ai réitéré de toutes les manières les ordres que l'Empereur m'a prescrit de donner pour cet objet. Jusqu'à présent, je n'ai aucune certitude que mes dépêches soient arrivées à leur destination; mais je dois l'espérer aujourd'hui, et j'attends avec un vif empressement de recevoir de Votre Majesté l'importante nouvelle que les ordres si souvent réitérés de l'Empereur aient enfin reçu leur exécution. Je suis bien aise d'ajouter, en terminant ma lettre, qu'il me tarde encore d'apprendre sur qui sera tombé le choix de Votre Majesté pour remplacer provisoirement le maréchal duc de Dalmatie dans le commandement de l'armée du midi. »

Clarke au général Clausel. Paris, 9 mars 1813.

« Général, en vous accusant réception de votre lettre du 19 février, je vous ai annoncé que j'entrerais avec vous dans des détails plus étendus sur les nouvelles opérations que vous avez à suivre, et sur la direction que vous devez donner à l'armée dont Sa Majesté vient de vous confier le commandement.

Le simple aperçu de tout ce qui se passe depuis cinq mois dans l'arrondissement de l'armée du nord, l'accroissement et les progrès des bandes, les entraves apportées à la liberté des communications, l'état de Pampelune d'une part et de Santona de l'autre, en montrant toute l'étendue du mal, semblent indi-

quer par là même où doivent se porter les premiers remèdes. Je viens en effet de vous tracer en peu de mots les objets principaux qui doivent fixer votre attention ; mais chacun de ces objets exige un développement particulier.

Vous n'ignorez pas, général, la consistance inquiétante que les bandes de la Navarre et de la Biscaye ont prise depuis environ sept mois : non-seulement elles se sont accrues, organisées et exercées, mais encore, secondées par toute l'exaltation qu'avait produite la bataille du 22 juillet, favorisées par l'éloignement momentané des forces que le général Caffarelli avait amenées au secours de l'armée du Portugal, elles ont réinstallé leurs administrations et leurs autorités, occupé les positions que nous avions sur la côte, établi des communications régulières avec les Anglais, réduit l'influence de nos armes presque au rayon des places occupées par nos garnisons, et pris un ascendant décidé dans le pays, dont elles consomment ou enlèvent toutes les ressources. Conduites par des chefs entreprenants, elles se sont successivement aguerries, et soutiennent actuellement, à des forces égales, la rencontre de nos troupes. Le système qu'on a suivi jusqu'ici contre elles a même favorisé leurs progrès : au lieu de les poursuivre, de les inquiéter, d'aller au-devant de leurs entreprises, on attendait la nouvelle de leurs tentatives sur un point pour s'y porter soi-même; on agissait toujours après l'événement, et presque toujours trop tard; on obéissait à toutes leurs impulsions, et l'on fatiguait les troupes de

courses continuelles, sans presque jamais en recueillir aucun fruit. Je crois qu'avec un système tout opposé et par un état continuel d'offensive, on doit promptement arriver à des résultats plus heureux. Du moment que les renforts que le général Reille a l'ordre de vous fournir (et qui peut-être sont rendus en ce moment sous vos ordres) seront arrivés en Navarre et dans la Biscaye, je me persuade aisément qu'avec l'activité qui vous distingue, les choses changeront promptement de face. Des poursuites vives, bien dirigées, et surtout combinées d'après la configuration topographique des lieux; des expéditions faites à l'improviste sur les magasins des vivres des insurgés, sur leurs hôpitaux, sur leurs dépôts d'armes, et en général sur tous leurs établissements, porteront infailliblement le trouble dans leurs opérations. Après quelques affaires avantageuses contre eux, il ne faudra que quelques mesures politiques pour les désorganiser. La dispersion de leurs autorités, la rentrée de tous les jeunes gens qu'ils ont enrôlés de force, l'attention de ne leur laisser aucun repos et de les surprendre dans leurs retraites les moins accessibles, doivent finir par leur ôter toute consistance, et par rendre aux troupes de Sa Majesté la possession tranquille des pays dont toutes les ressources sont aujourd'hui entre les mains de leurs ennemis.

La liberté des communications avec la France, qui n'est pas un objet de moindre importance, est essentiellement liée au précédent. Cette liberté deviendra chaque jour plus assurée, à mesure que

les bandes perdront de leur consistance et de leurs forces. Seulement, une disposition particulière, dont l'utilité me paraît assez démontrée par l'approbation unanime des généraux qui ont commandé sur les lieux, contribuerait encore à l'affermir : ce serait d'établir de distance en distance, dans des positions choisies, et particulièrement aux embranchements des routes, de petits forts en bois, des blokhaus, qui formeraient entre eux une chaîne de postes, et s'appuieraient les uns sur les autres. On m'assure qu'à l'aide de la grande quantité de bois que fournit le pays, ces établissements seraient peu dispendieux; cette dépense a même été évaluée à 300 mille fr.

Il me reste à vous parler des places fortes de votre commandement, et surtout de Pampelune et Santona.

La conservation de ces places a toujours été, aux yeux de l'Empereur, un objet de la première importance; et cette importance est bien sentie par l'ennemi, puisque tous les efforts de Mina sont tournés depuis longtemps vers les moyens de faire tomber Pampelune, et que Santona, objet particulier d'inquiétude pour les Anglais, était dernièrement à la veille de soutenir un siége, lorsque le général Caffarelli a été obligé d'entreprendre une expédition pour la dégager. La place de Pampelune me paraît celle dont la situation peut le plus promptement s'améliorer. Il ne faut que des forces dans la Navarre pour rendre à cette place, depuis longtemps resserrée et presque affamée par Mina, la liberté de ses communications et la pleine jouissance des

ressources que présente le pays. L'arrivée d'une division de l'armée du Portugal doit bientôt contraindre Mina à changer de rôle, et je crois déjà même pouvoir compter sur ce résultat comme très-prochain.

Il n'en est pas de même de Santona, dont la possession ne peut être regardée comme assurée qu'après le succès de quelques opérations préliminaires qui pourront coûter quelques efforts. Il est dans la volonté de l'Empereur que cette place soit approvisionnée par la marine, et par des expéditions préparées dans les ports de Bayonne et de Saint-Sébastien; mais la marine n'a jamais voulu, même avec des vents favorables et en l'absence des croisières ennemies, entreprendre aucune expédition pour Santona, que les positions de la côte de Biscaye, intermédiaires entre cette place et les ports d'expédition, ne fussent occupées par nos troupes. Ces positions, il y a six mois, étaient encore en notre pouvoir, et elles furent assez légèrement abandonnées par le général Caffarelli lorsque, prêt à se porter avec des renforts au secours de l'armée du Portugal, il ordonna sans nécessité l'évacuation de Bilbao et des côtes de Biscaye, et laissa sur ses derrières le champ libre aux opérations des insurgés. Depuis cette époque, les postes de la côte, et particulièrement ceux de Castro et Bornéo, ont été constamment occupés par les insurgés et les Anglais. Je n'ai cessé, pendant plus de quatre mois, d'ordonner la réoccupation de ces postes; mais, soit la difficulté de l'opération, soit la nécessité de

pourvoir à des besoins plus pressants, aucun effort n'a été tenté pour mettre cet ordre à exécution. Cette réoccupation est une mesure tout à fait indispensable. Le général Caffarelli m'avait donné la promesse et l'espoir de son exécution avant le retour de la belle saison, et je vous la recommande en conséquence comme un des objets dont vous devez vous occuper sans délai. On assure que la position de Castro a été fortifiée par les Anglais; et cela ne serait pas étonnant, car on leur en a laissé tout le temps, et ils ne peuvent pas en méconnaître l'importance; aussi, quelques soins qu'il en puisse coûter, il est de toute nécessité pour la sûreté de Santona que les positions soient promptement réoccupées, et mises ensuite à l'abri de toutes tentatives : en un mot, il ne doit y avoir, depuis la Bidassoa jusqu'à Santander, aucune position maritime de la côte de Biscaye qui ne soit au pouvoir des troupes de Sa Majesté. Santander doit former l'extrémité de cette ligne non interrompue, et l'Empereur entend formellement que cette place soit constamment occupée et défendue par une garnison proportionnée à son importance et à sa situation.

Je dois à ce sujet ne point vous laisser ignorer que je n'ai reçu aucune nouvelle de ce qui s'est passé à Santander, à la dernière expédition du général Caffarelli sur Santona. J'avais espéré quelque temps que les ressources trouvées à Santander, et les captures qu'on y a faites, serviraient à l'approvisionnement de cette place; mais j'ai appris depuis, indirectement, que les généraux Dubreton et

Vandermaësen avaient quitté Santander, et s'étaient dirigés immédiatement sur Burgos, sans envoyer à Santona le plus faible secours.

Je viens de vous tracer l'ensemble des opérations que vous avez à suivre, et je regarde comme indispensable qu'elles soient toutes menées de front. Les poursuites dirigées en Navarre contre Mina doivent marcher en même temps que les opérations de la Biscaye; les insurgés de la Biscaye doivent être pressés dans l'intérieur, tandis qu'on attaquera les postes de la côte : c'est le seul moyen de porter le trouble et le désordre parmi eux, de les trouver faibles et divisés partout, de les empêcher de continuer jusqu'à leur défense, et surtout de leur enlever leurs positions maritimes avant la fin des temps d'équinoxe et le retour des croisières ennemies. Il me paraît préférable d'employer à l'exécution simultanée de ces dispositions toutes les forces dont on peut disposer, que d'entreprendre, avec moins de moyens et plus de temps, chaque opération successive, avec d'autant plus de raison que les renforts qui doivent concourir à leur exécution peuvent, à la première circonstance imprévue, être appelés ailleurs.

Vous aurez également, au milieu de toutes ces opérations, à porter un œil actif sur l'administration de l'armée que vous commandez, et à préparer les germes d'une amélioration que les premiers moments de tranquillité vous permettront ensuite de consolider. L'armée du nord plus que toute autre, en Espagne, a besoin d'ordre et de régularité pour la

conservation et l'emploi des ressources qui sont à sa disposition. D'après la maxime établie par l'Empereur, que le nord de l'Espagne passe avant tout, il n'y a rien à négliger de ce qui peut faire cesser l'état de trouble et de désordre où se trouvent ces provinces, et assurer l'existence des troupes préposées à leur conservation. En général, l'armée du nord ne peut pas être compromise, que toutes les opérations en Espagne ne le soient en même temps; elle ne peut pas souffrir, que les autres armées ne se ressentent de ses souffrances. Mais tant que le nord est bien occupé, tant que ses garnisons et ses places sont en bon état, tant que ses communications sont libres et ses ressources bien administrées, quelque événement qui puisse se passer sur d'autres points, il n'est point de mal si grand qu'il ne puisse se réparer. Ces considérations générales vous font connaître toute l'étendue de la tâche que vous avez à remplir; et, quelque grande qu'elle soit, j'ose espérer que vous ne vous trouverez point au-dessous des devoirs qu'elle vous impose, et de l'attente de Sa Majesté, qui vous la confie. »

Clarke à Joseph. Paris, 11 mars 1813.

« Sire, j'ai reçu les deux lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 15 janvier dernier en faveur de M. Garrau, inspecteur aux revues, faisant fonctions d'inspecteur en chef des armées du midi, du centre et du Portugal, et de M. Bourgoin, commissaire des guerres, faisant fonctions d'ordonnateur à l'armée du midi.

La première lettre de Votre Majesté ayant pour objet

de recommander M. Garrau pour le faire admettre à participer aux récompenses promises par l'Empereur à ses armées en Espagne, je me suis empressé de la transmettre au comte Defermon, en l'invitant à vouloir bien le comprendre dans le travail qu'il est chargé de présenter à Sa Majesté sur ce sujet.

La seconde lettre de Votre Majesté, qui concerne le commissaire des guerres Bourgoin, étant entièrement dans les attributions du ministre directeur de l'administration, j'en ai fait l'envoi au comte de Cessac.

J'ai lieu d'espérer, Sire, que Votre Majesté sera promptement informée, par chacun de ces ministres, de la décision qui sera prise à l'égard de MM. Garrau et Bourgoin. »

Clarke à Joseph. Paris, 12 mars 1813.

« Sire, la difficulté toujours subsistante des communications a apporté dans ma correspondance avec Votre Majesté des retards considérables et de longues interruptions, dont les résultats ne peuvent être que très-préjudiciables au service de l'Empereur. Depuis plus de deux mois, j'expédie sans cesse, et par tous les moyens possibles, ordre sur ordre pour faire exécuter les dispositions prescrites par Sa Majesté Impériale, et je n'ai aucune certitude que ces ordres soient parvenus à leur destination. L'Empereur, extrêmement mécontent de cet état de choses, renouvelle sans cesse l'injonction la plus précise de le faire cesser, et j'ignore encore, en ce moment, si les mouvements prescrits se préparent ou s'exécutent; mais je vois toujours davantage que

si des ordres relatifs à cette mesure doivent partir de Madrid, cela entraînerait une grande perte de temps. L'Empereur en a été frappé. Il devient donc tout à fait indispensable de s'écarter un moment de la voie ordinaire, et des dispositions par lesquelles tout devrait émaner de Votre Majesté, au moins pour ce qui concerne le nord et l'armée du Portugal. Je prends, pour cet effet, le parti d'adresser directement aux généraux commandants de ces armées les ordres d'exécution qui, dans d'autres circonstances, devraient leur parvenir de Madrid; et j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Majesté copie des lettres que j'ai écrites au général Reille et au général Clausel, pour déterminer enfin l'arrivée des renforts absolument nécessaires pour soumettre l'Aragon, la Navarre et la Biscaye. Les détails contenus dans ma lettre au général Clausel me dispensent de m'étendre davantage sur cet objet important. Votre Majesté y verra surtout qu'en prescrivant l'exécution prompte et entière des ordres de l'Empereur, j'ai toujours réservé l'exercice de l'autorité supérieure remise entre les mains de Votre Majesté, et qu'elle conserve également la direction ultérieure des opérations dès qu'elle pourra les conduire elle-même.

Toutes mes précédentes dépêches sont d'ailleurs assez précises sur ce point pour ne pas laisser de doute à cet égard. »

Clarke à Jourdan. Paris,

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de

Madrid en date des 23 et 30 janvier, 1er et 9 février; j'en ai mis aussitôt le contenu sous les yeux de Sa Majesté. 12 mars 1813.

Les dépêches successives que je ne cesse d'adresser à Sa Majesté Catholique depuis le 4 janvier dernier, et l'attente où je suis d'une réponse à ces dépêches, ainsi qu'à celles que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence, me font regarder comme superflu de revenir sur ce qu'elles contiennent. Jamais la correspondance avec Madrid n'a essuyé autant de retards, et jamais la promptitude des communications ne fut plus importante. Le mal qui se fait tous les jours dans le nord de l'Espagne est inexprimable, et l'espace de temps qui restait pour le réparer décroît tous les jours. L'inaction dans laquelle sont restées les armées du centre, du midi et du Portugal, au moment où l'armée du nord avait si grand besoin d'être secourue, et où elle pouvait l'être facilement, est difficile à comprendre. L'Empereur est surtout surpris qu'on ait pu se figurer à Madrid que, dans l'état actuel des affaires de l'Europe, on pourrait envoyer des renforts dans le nord de l'Espagne. J'espère qu'enfin les premières dépêches de Votre Excellence m'apprendront que les ordres de l'Empereur sont arrivés à Madrid, et que les mouvements prescrits aux armées du Portugal, du centre et du midi ont été aussitôt mis à exécution.

J'ai vu, au surplus, avec satisfaction, Monsieur le maréchal, que l'indisposition de Votre Excellence n'a eu aucune suite. »

Clarke à Jourdan. Paris, 16 mars 1813.

« Monsieur le maréchal, quoique je n'aie rien de particulier à mander à Votre Excellence, le silence et l'obscurité qui semblent, depuis deux mois, dérober tout ce qui se passe au cœur de l'Espagne, et la surprise que d'aussi inconcevables retards font éprouver à l'Empereur, me font une loi de ne pas laisser un courrier sans vous rappeler les instructions contenues dans mes précédentes dépêches. Il y a soixante-douze jours que le courrier porteur des premiers ordres de Sa Majesté a été expédié au roi, et je suis toujours à attendre l'avis de leur réception.

L'Empereur est justement affecté de voir que les affaires d'Espagne aient pris une aussi fausse direction, et qu'un temps aussi précieux ait été perdu. Il faudra une prodigieuse activité pour réparer tout le mal qui s'est fait et qui se fait encore tous les jours dans le nord. Non-seulement l'insurrection est organisée depuis les sources jusqu'à l'embouchure de l'Èbre, mais les départements français eux-mêmes sont menacés sur plusieurs points. Si l'on se fût occupé d'éteindre l'incendie immédiatement après la retraite des Anglais, la France serait sans inquiétude sur ses frontières, et le roi aurait ses derrières assurés.

L'Empereur veut plus que jamais, Monsieur le maréchal, que les mouvements de ses armées en Espagne soient dirigés dans le but de protéger et de couvrir les frontières de l'empire. Je prie Votre Excellence d'appeler toute l'attention de Sa Majesté Catholique sur cet objet; et j'ajouterai comme sup-

plément aux instructions que j'ai transmises au roi, de la part de l'Empereur, que ce serait n'avoir rien fait que d'avoir chassé les bandes de la Biscaye et de la Navarre, si on leur laisse le champ libre en Aragon. Mina est tout-puissant dans cette province, qu'il a bouleversée comme les deux autres; et l'empire qu'il exerce est une sécurité de plus pour les insurgés en Catalogne, qui renouvellent leurs projets d'incursion sur le territoire français, sans que le général Decaen ait les moyens de leur faire face partout.

Votre Excellence conclura de cet exposé que les armées impériales ne sauraient prendre une attitude trop concentrée; qu'elles doivent se lier entre elles, et s'occuper surtout d'assurer leurs derrières sur tous les points sans exception. La seule attention à observer au milieu de tous ces mouvements est de se tenir toujours en état de démonstration sur le Portugal, et d'inquiéter assez l'armée anglaise pour détourner lord Wellington de l'idée de toute autre tentative.

La lenteur, jusqu'ici sans exemple, des communications m'a décidé à donner l'ordre direct au général Reille d'envoyer des renforts à l'armée du nord. Je lui renouvelle ces ordres, dont il ne manquera pas d'informer Sa Majesté Catholique. »

Clarke à Joseph. Paris, 18 mars 1813.

« Sire, parmi les lettres dont Votre Majesté m'a honoré, la plus récente de celles qui me sont parvenues jusqu'à ce jour est du 1er février, et je vois qu'à cette époque Votre Majesté n'avait point encore

reçu celle que j'ai eu l'honneur de lui adresser, par ordre de l'Empereur, le 4 janvier, pour l'engager à transférer son quartier général à Valladolid. Cette disposition a été renouvelée dans toutes mes dépêches postérieures, sous les dates des 14 et 29 janvier, 3, 12 et 25 février, 1er, 11 et 12 mars, sans avoir eu jusqu'à présent de certitude que mes lettres fussent arrivées à leur destination. Enfin une lettre de M. le duc d'Albuféra, en date du 4 mars, me transmit copie de celle que Votre Majesté lui a adressée le 23 février, pour le prévenir que ma lettre du 4 janvier est arrivée à Madrid, et qu'on s'y préparait à exécuter les dispositions prescrites par l'Empereur. Ainsi c'est de Valence que j'ai reçu la première nouvelle positive à cet égard; et cette circonstance, qui dévoile entièrement notre situation en Espagne, est une nouvelle preuve de l'extrême urgence des mesures prescrites par l'Empereur, et de tout le mal que d'inexplicables retards ont causé. Sa Majesté Impériale vient, à cette occasion, de me réitérer l'injonction de faire sentir à Votre Majesté la fausse direction qu'ont prise les affaires d'Espagne, par le peu de soin qu'on a apporté à maintenir les communications avec les frontières. L'Empereur est étonné qu'on ait si peu compris à Madrid l'extrême importance de conserver des communications sûres et rapides avec la France. Le défaut constant de nouvelles était un fait assez clair et assez positif de l'impuissance où se trouvait l'armée du nord de protéger la route de Madrid à Bayonne. L'état des affaires dans le nord de l'Europe devait plus que jamais faire sen-

tir la nécessité de recevoir des nouvelles de Paris, et de prendre enfin des mesures décisives pour ne pas rester si longuement dans un état d'isolement et d'ignorance absolue sur les vues et l'intention de l'Empereur. Votre Majesté avait trois armées à sa disposition pour rétablir les communications avec l'armée du nord, et l'on ne voit pas un mouvement de l'armée du Portugal ou de celle du centre qui soit approprié aux circonstances, tandis que l'inaction des Anglais permettait de profiter de notre supériorité pour chasser les bandes, nettoyer la route, assurer la tranquillité du pays. L'Empereur m'a ordonné de faire connaître sa façon de penser sur cet objet au général Reille, auquel j'ai adressé directement les ordres de Sa Majesté Impériale pour les forces qu'il a dû mettre sans retard sous les ordres du général Clausel, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en prévenir Votre Majesté par mes lettres des 29 janvier, 3 février et 12 mars. En effet, les circonstances rendent cette mesure d'une extrême urgence : l'inaction où l'on est resté pendant l'hiver a encouragé et propagé l'insurrection ; elle s'étend maintenant de la Biscaye en Catalogne, et l'Aragon exige, pour ainsi dire, le même emploi de forces pour le pacifier que la Biscaye et la Navarre. Il est donc de la plus haute importance que Votre Majesté étende ses soins sur l'Aragon comme sur les autres provinces du nord de l'Espagne, et les événements qui se préparent rendront ce soin toujours plus nécessaire. D'un côté, toutes les bandes chassées de la Biscaye et de la Navarre se trouveront bientôt forcées à refluer dans

l'Aragon ; et, d'autre part, l'évacuation de Cuença, par résultat du mouvement général des armées du centre et du midi, priverait le maréchal Suchet de toute communication avec Votre Majesté dans un moment où les ennemis se renforcent devant lui d'une manière assez inquiétante. Il est donc très-important de se procurer une autre ligne de communication avec Valence, et cette ligne ne peut s'établir que par l'Aragon. C'est à Votre Majesté qu'il appartient de donner, à cet égard, les ordres nécessaires. Il suffira, sans doute, de lui avoir fait connaître l'état des choses et la position du maréchal Suchet, pour lui faire prendre les déterminations que les circonstances rendraient les plus convenables. Il me tarde beaucoup d'apprendre enfin, de Votre Majesté elle-même, l'exécution des ordres de l'Empereur, et de pouvoir satisfaire sur ce point la juste impatience de Sa Majesté Impériale. »

Clarke à Jourdan. Paris, 18 mars 1813.

« Monsieur le maréchal, je viens enfin d'apprendre l'arrivée à Madrid de mes dépêches du 4 janvier, les dispositions que Sa Majesté Catholique a faites immédiatement pour remplir les intentions de l'Empereur ; mais je n'ai eu cet avis que par une voie indirecte et très-détournée : c'est de Valence et par le maréchal duc d'Albuféra qu'il m'est parvenu ; et quoique j'aie maintenant l'assurance que les ordres de l'Empereur s'exécutent, il m'est toujours pénible de voir que cette exécution ait été aussi tardive. Comme j'ai lieu de craindre que le mal produit par tant de retards ne soit difficilement réparé,

j'écris au roi par le même courrier qu'à Votre Excellence, et je lui développe de nouveau l'état du nord de l'Espagne, qui veut de prompts secours et qui appelle toute son attention. La volonté de l'Empereur se prononce plus que jamais pour un rapprochement de forces, et pour un système de concentration dans lequel la défense de la frontière française devient une condition essentielle à remplir. Ce n'est plus seulement la Biscaye et la Navarre qu'il s'agit de délivrer des bandes; l'Aragon, où Mina a imprimé le même mouvement, semble aussi exiger les mêmes efforts, et le rétablissement de la tranquillité sur les deux rives de l'Èbre n'est pas moins nécessaire à la sûreté de l'armée de Valence. Il faut que le maréchal duc d'Albuféra, qui est maintenant à découvert sur son flanc par l'évacuation de la province de Cuença, ait au moins ses derrières assurés. La seule ligne de communication qui lui reste, celle de Saragosse, doit être conservée à tout prix, surtout dans la position avancée qu'il occupe en face d'un ennemi qui se renforce tous les jours.

En général, je pense que, dans l'état actuel des choses en Espagne, et mise à part toute considération accessoire, un système de concentration est aussi nécessaire à la sûreté des armées impériales qu'approprié à leurs besoins actuels, et qu'elles vivront beaucoup mieux dans un pays fortement occupé, où leur présence fera renaître l'ordre, rétablira la régularité des communications, et ramènera en leur pouvoir toutes les ressources locales, qui jusqu'ici

leur étaient enlevées sous leurs propres yeux et allaient alimenter leurs ennemis.

La lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, Monsieur le maréchal, vous trouvera sans nul doute à Valladolid. Je désire que Votre Excellence se fasse rendre un compte exact des causes qui ont retardé, sur quelque point de la ligne de communication que ce soit, l'arrivée des ordres que j'expédie pour Madrid depuis deux mois et demi. La longueur de ces retards est jusqu'ici sans exemple; et si l'insouciance de quelques commandants particuliers sur la ligne y était pour quelque chose, je pense qu'elle mérite d'être punie. Votre Excellence s'empressera sans doute de me mander le résultat des informations qu'elle aura prises à ce sujet, et les mesures qu'elles auront pu déterminer de la part de Sa Majesté Catholique. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 23 mars 1813.

« Monsieur le duc, depuis que, par vos lettres du 4 et du 14 janvier, que *j'ai reçues le* 16 *février*, vous m'avez fait connaître les intentions de l'Empereur sur les mouvements qui devaient être opérés, il n'y a pas eu un instant de perdu.

Le 21 février, j'écrivis au duc de Dalmatie que l'armée du midi devait occuper Madrid, et que je devais porter mon quartier général à Valladolid; ce n'est que le 15 mars que les troupes de l'armée du midi ont pu être réunies sur la rive droite du Tage. La division Darricau et une brigade de cavalerie avaient été envoyées vers Valence, où elles étaient allées précédemment pour y recevoir les détachements des armées du midi et du centre, et le convoi

que j'y avais laissé; de sorte que, depuis ma rentrée à Madrid, l'armée du midi n'avait jamais pu être entièrement réunie dans ses cantonnements. J'apprends que les ordres que j'avais donnés, après la réception de votre lettre du 29 janvier, ont été exécutés à l'armée du Portugal, et que deux divisions de cette armée sont en marche; la 3e, qui occupait Avila, doit aussi être en mouvement pour se réunir à l'armée du nord, et y être aux ordres du général Clausel. Ce général me demande 20 mille hommes, et je vais lui faire envoyer les troupes qui manquent pour compléter ce nombre, dès que l'armée du midi aura achevé son mouvement sur Salamanque, ou que j'aurai reconnu, par l'état de ce qui est parti et de ce qui reste à l'armée du Portugal, la possibilité de le faire. L'armée du midi a 6 régiments d'infanterie et 4 de cavalerie, aux ordres du général Leval, à Madrid et au delà des montagnes; ce général a l'ordre de s'éclairer et de se conduire de manière à n'être jamais séparé du restant de l'armée. Il doit conséquemment abandonner Madrid, si l'ennemi prononce son mouvement sur la droite du Tage, et menace d'arriver avant lui sur le Guadarama. Cette position, je le répète, est délicate; et j'aurais bien préféré, puisque le sacrifice de Madrid était fait, que l'on eût pris le parti de l'abandonner entièrement (1). Par votre lettre, Monsieur le duc, l'Empereur prescrit d'occuper Madrid comme extré-

(1) Quelques auteurs ont reproché à Joseph d'avoir, pour conserver une vaine apparence de royauté, maintenu des troupes trop longtemps à Madrid : on voit par cette lettre si ce reproche est fondé.

mité de la ligne, et c'est aussi l'ordre que je fais donner au comte Gazan et au général Leval.

Le général Gazan, avec trois divisions d'infanterie et deux de dragons, est en marche pour occuper Avila et Salamanque; l'armée du centre occupe Ségovie. Dès que j'aurai mieux connu la situation du pays, et ce qui reste ici de l'armée du Portugal, je rectifierai ces dispositions, ou j'en ferai d'autres, dont je vous préviendrai sur-le-champ. Je ne puis cependant, en répondant à votre lettre du 12 février, m'empêcher, Monsieur le duc, de vous prier de mettre sous les yeux de l'Empereur les faits épars dans ma correspondance depuis un an, relativement au nord de l'Espagne. 1° Je vous envoie copie de la lettre du comte Dorsenne, commandant en chef l'armée du nord, par laquelle il me déclare, en réponse à la demande des états de situation de son armée, qu'il ne peut me les adresser, parce qu'il n'est pas sous mes ordres; 2° le général Caffarelli, arrivé au commandement de l'armée du nord, ne s'est pas expliqué aussi franchement, mais il a agi de même; il ne m'a jamais envoyé aucun rapport d'armée, aucun état de situation, si on en excepte un seul état qu'a reçu le maréchal Jourdan, il y a vingt jours; 3° dans les affaires civiles et de gouvernement, loin d'avoir reconnu mon autorité, le général Caffarelli s'est même porté à faire arrêter et traduire en arrestation en France des membres du conseil supérieur de Navarre qui tenaient leur nomination de moi, et tout ce que j'ai pu écrire à ce sujet n'a eu aucun résultat. Le général Caffarelli

m'écrit quelquefois, et ses lettres sont celles d'un homme qui conserve pour moi de l'attachement et de l'affection, mais nullement les rapports officiels et obligés d'un subordonné. Aujourd'hui que l'Empereur veut que je me mêle des affaires du nord, je suis prêt; les mouvements militaires sont près d'être achevés. Il est de mon devoir de dire ce que je pense : la force ne pacifiera pas le nord; Mina fuira devant la force, et reviendra lorsque le pays sera abandonné de nouveau par les divisions de l'armée du Portugal. La population est exaspérée, l'opinion a commencé le mal, l'opinion seule peut le réparer. Tant que ces peuples ne seront pas convaincus qu'ils sont et doivent rester Espagnols, tant qu'ils ne seront pas gouvernés par l'autorité nationale que l'Empereur m'a transmise par les traités de Bayonne, ces pays seront des foyers toujours croissants de troubles et de guerre. Je pense qu'on peut les détruire, mais non les pacifier; et c'est la connaissance exacte que j'ai du caractère espagnol, et l'obligation que m'impose la confiance que me montre l'Empereur en m'appelant à Valladolid pour tourner ma principale attention de ce côté, qui m'obligent à répéter ici ce que j'ai dit si souvent, ce qu'il eût été beaucoup plus convenable et beaucoup plus heureux pour moi que d'autres que moi eussent eu le courage de dire hautement au gouvernement.

Je n'ajoute qu'une observation. L'Andalousie, la Manche, l'Estramadure, Cuença, abandonnées par nous, ne comptent pas des bandes aussi nombreuses. Les habitants sont neutres, ou font des vœux

pour nous. Ces pays désirent un gouvernement national qui les mette en paix avec la France. Le nord, au contraire, est devenu une fournaise alimentée par sa propre population. Il me semble que si l'on rassure les principaux habitants sur le sort futur de leur pays; si on met à ma disposition la moitié des troupes que l'on veut y employer; si je suis libre d'administrer ce pays comme je l'entends; si je suis libre de renvoyer en France tout officier dont j'aurai eu à me plaindre, et à conduire cette guerre intérieure comme je l'entendrai, je pacifierai bientôt ce pays comme je pacifiai le royaume de Naples : avec les mêmes moyens, j'obtiendrai les mêmes résultats. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 25 mars 1813.

« Monsieur le duc, j'ai reçu par triplicata votre lettre relative au départ du 7e régiment de chevau-légers polonais. Je me suis bien gardé d'en parler au maréchal Jourdan. Ce maréchal n'a aucun tort dans cette affaire : le 7e régiment polonais était à l'armée du midi. J'ai eu autant à me plaindre de ce retard qu'il a mis à quitter l'Andalousie, que de celui du reste de l'armée. Dès que les communications devenues assez libres avec la France me l'ont permis, je me suis empressé de le faire partir. Jusque-là il n'a pas plus été en mon pouvoir de faire exécuter à ce régiment les ordres de l'Empereur, que les miens à l'armée dont il faisait partie. Quant au maréchal Jourdan, je vous prie, Monsieur le duc, de soumettre à l'Empereur le témoignage de ma satisfaction : sa santé chancelante a besoin d'encouragement, *et plus je vois d'officiers et de troupes,*

et plus j'apprécie le maréchal Jourdan. Son attachement à ses devoirs, sa rigide probité sont aussi incontestables que ses talents, et il serait difficile de suppléer à sa longue expérience. »

« Monsieur le duc, l'armée du Portugal a été réduite à 6 divisions; les 1re, 2e et 3e sont parties pour l'armée du nord. La 4e va occuper Burgos, où elle sera, à tout événement, à la disposition du général Clausel dès que l'armée du midi aura relevé, sur la Tormès, les troupes de l'armée du Portugal: le général Gazan a l'ordre de faire exécuter ce mouvement depuis le 16 mars. Le placement des troupes des trois armées est le suivant : l'armée du midi à Madrid, Avila, Salamanque, Toro, Zamora; l'armée du centre à Ségovie, et la partie de la province de Valladolid sur la gauche du Duero; l'armée du Portugal à Rio-Secco, Palencia. Si les lettres de Paris ou du général Clausel me portent à envoyer toute l'armée du Portugal dans le nord, de toute nécessité je serai obligé d'abandonner Madrid, et de me concentrer sur le Duero. Mes dernières lettres de Paris sont celles du 12 février. » Joseph à Clarke. Valladolid, 25 mars 1813.

« Monsieur le duc, j'ai reçu avant-hier toutes les lettres dont étaient porteurs le général Lucotte et les divers courriers, jusqu'à la date du 13 mars. Toutes les dispositions prescrites sont faites : 3 divisions de l'armée du Portugal sont en marche; une quatrième, qui doit se diriger sur Burgos dès que l'armée du midi aura à Salamanque relevé les troupes de l'armée du Portugal, sera aussi à la Joseph à Clarke. Valladolid, 28 mars 1813.

disposition du général Clausel. Ce général a demandé 20 mille hommes; il en aura 21 mille. Je lui mande, dans le cas où cette division serait portée au delà de Burgos, de laisser aux troupes de l'armée du Portugal, qui occupent cette ville, l'ordre d'occuper par un bon poste retranché Zelada del Camino. Le général Reille, qui établit son quartier général à Palencia, est chargé d'établir les postes nécessaires pour se lier avec celui de Zelada, et assurer ainsi la communication avec l'armée du nord. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 29 mars 1813.

« Monsieur le duc, je suis si convaincu que des cadres d'anciens corps sont d'une grande utilité en France dans le moment actuel, que je vous prie de me mander si l'Empereur agréerait pour sa garde l'envoi que je pourrais lui faire des cadres de deux bataillons et de deux escadrons de ma garde, composés d'officiers et de sous-officiers que je tirai, il y a huit ans, des compagnies d'élite des régiments de l'armée de Naples.

Je pourrais aussi envoyer en France, si Sa Majesté Impériale l'approuve, 40 à 50 officiers de toutes armes, Français et Espagnols, qui, j'ai lieu de le croire, rendront de bons services. »

Clarke à Joseph. Paris, 30 mars 1813.

« Sire, j'ai reçu le 24 de ce mois les lettres dont Votre Majesté m'a honoré sous les dates des 23 et 24 février, et je me suis empressé de les mettre sous les yeux de l'Empereur. Celle du 23 a donné la première nouvelle directe de l'arrivée des ordres envoyés pour transférer le quartier général à Valladolid; et l'on doit en inférer que Votre Majesté se

sera déterminée peu après à se conformer aux intentions de l'Empereur en quittant Madrid de sa personne, quoique les nouvelles reçues de Valladolid en date du 9 pussent faire penser que cette mesure a été ajournée. Je dois cependant espérer que mes dépêches, et particulièrement celles des 12 et 26 février, auront fait connaître à Votre Majesté l'importance que l'Empereur attachait à la prompte exécution de ses ordres, et lui auront donné toutes les explications dont elle pouvait avoir besoin pour se décider. Je crois devoir à cette occasion faire observer à Votre Majesté que l'Empereur n'a pas pu faire entrer dans ses calculs l'influence que le séjour de la cour d'Espagne à Madrid peut avoir sur l'opinion publique : Sa Majesté n'avait à considérer ici que le lieu le plus convenable pour établir le quartier général du commandement en chef des armées françaises à l'approche de la campagne qui doit s'ouvrir. Cette mesure est faite pour attirer l'attention des Anglais, et leur donner de l'inquiétude; elle doit donc les tenir en échec, comme l'Empereur le désire, pendant que nos troupes s'occupent à détruire les bandes qui infestent les provinces du nord. On peut juger par les dernières lettres de Votre Majesté, qu'elle n'avait point encore une idée juste de l'état des choses dans cette partie, puisqu'elle suppose que l'armée du nord seule pourra détruire les bandes sur la rive gauche de l'Èbre. J'espère qu'elle est en ce moment mieux informée; mais je vois encore avec peine qu'on aura perdu un temps précieux, et que les premiers mouvements des ar-

mées n'ont pas été exécutés dans l'esprit des ordres de l'Empereur. Il eût été à désirer, par exemple, que l'armée du centre n'eût pas opéré son mouvement par Aranda pour s'approcher du Duero. L'intention de l'Empereur étant que Salamanque et Léon soient occupés, fait connaître que la première ligne de nos troupes doit être établie sur l'Esla et la Tormès, de manière à donner des inquiétudes à l'ennemi pour Ciudad-Rodrigo. Dans ce système, les premiers mouvements des troupes devaient être prononcés du côté du Portugal, pour donner l'éveil aux Anglais, et leur faire craindre des opérations offensives, de nature à déranger leurs projets. On masquait par là l'intention de s'occuper particulièrement du nord de l'Espagne, et l'on pouvait détacher en toute assurance les renforts nécessaires pour la destruction des bandes. Aujourd'hui on pourrait craindre que les premières dispositions ordonnées ne remplissent pas les vues de l'Empereur. L'armée du midi concentrée entre l'Escurial, Madrid et Tolède, ayant devant elle la ligne du Guadarama, s'y trouve dans une attitude purement défensive, et ne peut menacer Ciudad-Rodrigo, comme l'Empereur le demande. Mais je dois espérer que Votre Majesté aura rectifié ces dispositions, lorsqu'elle aura reçu mes lettres des 12 et 26 février. Les intentions de l'Empereur y sont exprimées avec des détails explicatifs qui ne peuvent laisser de doute sur la manière de les remplir; on ne doit donc en avoir aucun relativement à leur exécution. Le dévouement de Votre Majesté pour son auguste frère, son attache-

ment à la France et à la gloire de ses armes, les nouvelles assurances qu'elle veut bien en donner dans ses lettres, sont des garants certains de l'empressement avec lequel les ordres de l'Empereur seront exécutés dans toute leur étendue. Sa Majesté Impériale en attend la nouvelle avec une impatience qui sera sans doute incessamment satisfaite, mais qui est bien justifiée par les retards trop longtemps prolongés qu'éprouve la correspondance d'Espagne. »

Clarke à Jourdan. Paris, 30 mars 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire les 15, 19 et 23 février, 2 et 3 mars. Dans ce nombre sont comprises celles dont le maréchal duc de Dalmatie était porteur, et que ce maréchal m'a expédiées à son arrivée à Bayonne.

Ce n'est pas sans quelque surprise qu'au 24 mars j'ai reçu, encore datées de Madrid, des nouvelles de Sa Majesté Catholique, que je supposais déjà depuis quelque temps rendue à Valladolid. L'Empereur s'étonnait de jour en jour des obstacles qui retardaient l'exécution de ses ordres : jugez à quel degré son étonnement a dû monter lorsqu'il a eu la certitude que les difficultés des communications n'étaient pas la cause unique de ces lenteurs, et que le roi, malgré des instructions si positives, malgré tant d'instances qui le pressaient de venir au secours du nord de l'Espagne, a mis, après la réception de mes dépêches (qui n'étaient déjà que trop retardées), près d'un mois pour transférer son quartier général à

Valladolid! En effet, mes lettres des 4 et 14 janvier sont arrivées le 16 février à Madrid, et je vois qu'il n'était pas certain qu'au 7 et 8 mars Sa Majesté Catholique pût quitter cette capitale, et qu'elle pût être établie le 15 à Valladolid.

En cette occasion, Monsieur le maréchal, Votre Excellence n'a point manqué à sa sagacité ordinaire, et elle a très-bien vu les choses sous leur véritable jour, lorsqu'elle a cherché à empêcher toute espèce d'hésitation, et à faire entendre à Sa Majesté Catholique que la continuation de son séjour à Madrid était, sous le rapport militaire, peu conforme au but actuel des opérations. Je ne puis répondre non plus de la manière dont l'Empereur envisagera la direction qui vient d'être donnée aux armées du centre et du midi, et qui s'écarte réellement de l'esprit comme du texte de ses ordres. Ces ordres portaient, en substance, que les armées actives devaient se rapprocher de Salamanque et du Duero avec toutes les démonstrations d'un but offensif sur le Portugal; que, de ces trois armées, celle du Portugal devait seule envoyer des renforts à l'armée du nord, et que Madrid ne devait être occupé que par l'extrémité de la ligne. De l'observation exacte de ces dispositions résultaient des avantages infaillibles. Le mouvement général des armées du centre et du midi vers la Tormès, et le départ du roi pour Valladolid, jetaient les Anglais dans une inquiétude sérieuse, troublaient leurs préparatifs et dérangeaient tous leurs calculs. Pendant le temps qu'ils auraient employé à se reconnaître, à observer nos mouvements, à se mettre

en mesure contre nos projets apparents, l'armée du Portugal détachait sans crainte la plus grande partie de ses forces au secours de l'armée du nord : ce mouvement se trouvait masqué par ceux des autres armées, et, avant que le but réel de toute cette opération fût pleinement aperçu, le général Clausel avait le temps d'exécuter toutes celles qui lui ont été prescrites, de rétablir l'ordre dans le nord, et de garantir au roi la sûreté de ses derrières. Je ne parle point de la sécurité rendue à la frontière de France, ni de bien d'autres avantages qui se rattachent à de plus grands intérêts; je n'examine les choses que dans l'intérêt de Sa Majesté Catholique elle-même, et je crois que les ordres de Sa Majesté Impériale bien exécutés accordaient cet intérêt avec ceux de l'empire, et plaçaient personnellement le roi dans l'attitude qui convenait le mieux à sa disposition.

Loin de là, je vois que Sa Majesté Catholique, au départ de ses dernières dépêches, se préparait à diriger l'armée du centre sur la province de Burgos par Aranda, à concentrer celle du midi autour de Madrid, avec une avant-garde au delà du Tage, et à laisser toujours l'armée du Portugal en position devant l'armée anglaise. Rien ne me paraît moins conforme que ces dispositions aux instructions et aux vues de l'Empereur : d'un côté, il ne s'est fait vers Salamanque aucune démonstration capable d'imposer à l'ennemi et de lui donner de véritables craintes pour le Portugal, et, de l'autre, le mouvement non équivoque de l'armée du centre sur Burgos

ne lui a pas permis de se méprendre sur la puissance des motifs qui appellent une partie de nos forces dans le nord de l'Espagne. Que Votre Excellence se figure encore ce qu'a dû penser l'Empereur en apprenant que l'armée du midi presque tout entière allait être concentrée dans la vallée du Tage, après avoir si positivement déclaré que Madrid ne devait être occupé que par l'extrémité de la ligne ! Quel but peut expliquer une telle position de la part de l'armée du midi, et quelles entreprises prévient-elle de la part de l'ennemi ? Je conçois que Sa Majesté Catholique ait eu un instant le désir de couvrir sa capitale, et de la dérober à la possibilité d'une évacuation nouvelle et aux chances d'un abandon, dont cependant elle s'est peut-être un peu exagéré les conséquences; mais j'ose croire encore qu'après de plus mûres réflexions elle aura renoncé à ce projet, et qu'elle aura senti tout l'avantage qu'il y a à faire, par calcul et par choix, ce qu'on prévoit pouvoir être obligé de faire plus tard par nécessité. Si par hasard mes dépêches des 4 et 14 janvier avaient pu laisser quelques doutes à cet égard dans son esprit, celles qui ont suivi n'auront pas manqué de les dissiper, et ne lui auront pas permis d'hésiter plus longtemps sur le parti qu'elle devait prendre.

Le seul désir que j'aie à former, c'est que toutes ces fausses directions, dont se plaint l'Empereur, puissent être rectifiées à temps, et qu'après trois mois d'une inaction irréparable, Sa Majesté Catholique n'ait pas encore à regretter de n'avoir pas

exactement suivi les instructions de l'Empereur, et ne soit pas obligée de faire face à de nouvelles difficultés, avant d'avoir remédié aux maux présents.

Les lettres du roi me font encore voir, Monsieur le maréchal, que Sa Majesté était, sur la situation de l'armée du nord, dans une erreur dont je vous prie de la désabuser. Sa Majesté supposait que, la province de Burgos une fois occupée par l'armée du centre, l'armée du nord, réunie en entier sur la rive gauche de l'Èbre, se suffirait à elle-même, et se trouverait en état d'exécuter toutes les opérations qui lui ont été tracées. Le roi soumettait en même temps à des restrictions conditionnelles l'envoi des renforts que les autres armées auraient à lui faire passer. Je vois avec peine que le roi ne s'est point encore fait une juste idée de tout le mal qui s'est fait dans le nord, ni même de l'importance qu'il y a, pour sa position personnelle, que ce mal soit réparé. J'espère que la lecture de mon instruction au général Clausel, que j'ai eu soin d'adresser au roi, lui fera connaître les choses sous leur véritable jour. Je me fie également à la précision des derniers ordres que j'ai adressés directement au général Reille, et qui ne lui permet pas d'hésiter sur l'envoi des renforts dont l'armée du nord a besoin. Dans tous les cas, puisque le roi se plaignait depuis longtemps de ne recevoir aucun rapport de l'armée du nord, Sa Majesté eût couru moins de risques à s'en remettre aux exposés que je lui ai faits plus d'une fois de l'état de cette armée, et surtout à ne rien

changer à l'exécution des ordres donnés par l'Empereur.

Il me tarde d'apprendre, Monsieur le maréchal, que le roi s'est enfin transporté à Valladolid, et que le mouvement imprimé aux opérations actuelles a pris une direction conforme aux besoins des circonstances et aux intentions de Sa Majesté Impériale et Royale. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 1er avril 1813.

« Monsieur le duc, je ne puis pas m'empêcher de renouveler la demande, si souvent réitérée depuis le mois de novembre, pour que l'Empereur fasse connaître sa volonté d'une manière claire et précise sur l'exécution du règlement que j'ai arrêté à Salamanque le 22 du même mois, et dont je vous ai envoyé plusieurs fois copie. Les événements ont fait sentir combien cette divergence dans le commandement est nuisible à nos affaires. Il n'y a point de commandement militaire sans l'unité dans l'administration : vous le sentez trop bien pour que j'aie besoin de m'étendre là-dessus.

Cependant, quatre généraux en chef sont aujourd'hui réunis sur le Duero ; quatre armées, qui dans la réalité n'en font qu'une, si l'ennemi se présente, comme nous devons le croire, se partagent, se disputent, s'arrachent mutuellement les divers partis : administrées uniformément, elles auraient pu alimenter le présent, et me tranquilliser sur l'avenir. Je ne suis point obéi, et je ne puis point l'être, puisque le duc de Dalmatie a donné l'exemple, qu'il a dit hautement que mon règlement ne serait pas ap-

prouvé par l'Empereur : et effectivement vous ne m'avez point instruit jusqu'ici qu'il l'ait été, et je n'ai aucune lettre qui m'annonce qu'il a été écrit de Paris par vous aux généraux commandant en chef les armées du midi, du Portugal et du nord, qu'ils devaient m'obéir en tout et pour tout.

Cependant le temps passe, le désordre diminue les ressources, les magasins ne se font pas; l'ennemi, entouré de tous les moyens, se prépare à entrer en campagne.

Le commissaire ordonnateur de l'armée du Portugal prétend être autorisé à ne rendre aucun compte, et à ne connaître d'autre chef que le général Reille, commandant cette armée; c'est la réponse qu'il a faite à M. Mathieu Favier.

A l'armée du midi, on est armé des mêmes prétentions; on s'appuie toujours sur une lettre de vous, Monsieur le duc, du 20 juillet. Le nouveau général commandant l'armée du nord s'étaye des derniers paragraphes de vos dernières instructions.

Je ne puis que répéter ce que j'ai dit si souvent : Lorsque les malheurs seront arrivés, il sera trop tard pour y appliquer le remède. L'ambassadeur de Sa Majesté Impériale répète sans cesse : *Que le roi se fasse obéir.* Ces mots ne frappent que le vide, parce qu'ils ne sont appuyés que sur le vide. Comment puis-je me faire obéir par des généraux commandant des armées, qui ont élevé des prétentions contre un règlement qui a quatre mois de date; qui sont armés de vos lettres, Monsieur le duc; qui m'opposent toujours celle du 20 juillet; à qui je ne sache

pas que vous ayez donné des ordres contraires; à qui vous dites littéralement dans les dernières instructions : *Vous vous conformerez aux ordres que le roi jugera à propos de vous transmettre, en tout ce qui ne serait pas contraire à ceux que je vous aurais transmis directement au nom de l'Empereur*, lorsque ces généraux ont seuls la force en main, et qu'eux seuls peuvent me faire obéir? J'avais déterminé qu'une division de l'armée du Portugal et le duc de Santa-Fé se rendraient à Burgos, afin d'y réunir tous les vivres possibles, d'y former d'immenses magasins, d'y fabriquer beaucoup de biscuit, d'y recueillir tous les malheureux Espagnols qui, forcés de se retirer avec les armées de leurs provinces, encombrent les quartiers généraux, y meurent de faim, détruisent par l'exemple de leur misère toute la force morale en notre faveur. J'ai dû céder aux représentations du général Clausel lorsque je l'ai vu appuyé sur votre dernière lettre; je me suis donc contenté de lui demander positivement de donner des ordres pour qu'on forme des magasins, de grands approvisionnements à Burgos. Vous devez sentir, Monsieur le duc, que cette mesure est de la dernière importance, puisqu'il est probable que, si l'ennemi prend l'offensive d'une manière décidée avant le retour des quatre divisions de l'armée du Portugal qui sont dans le nord, ce sera sur le point de Burgos qu'il faudra peut-être les attendre : et comment vivra-t-on sans magasins, et si un centre unique d'administration et de commandement ne s'occupe pas dès aujourd'hui à

recueillir les débris de la récolte passée, et ne prépare l'emmagasinement régulier de la récolte à venir (1)?

Joseph au général Gazan. Valladolid, 3 avril 1813.

« Monsieur le général, je vous ai écrit les 16 et 24 mars. J'espère que mes lettres vous seront parvenues. Cependant, le retard que j'éprouve à recevoir votre réponse me détermine à vous renouveler les dispositions qu'elles renferment.

Par la première, je vous invitais à presser votre mouvement sur la province d'Avila et sur celle de Salamanque, afin de relever le plus tôt possible les corps de l'armée du Portugal qui doivent se rendre au nord, m'étant décidé à laisser l'armée du centre dans la province de Ségovie, pour ne pas fatiguer les troupes et épuiser le pays inutilement.

Je vous faisais en même temps connaître qu'il importe essentiellement que le général Leval ait soin de placer un corps vers Escalona pour observer avec la plus grande attention les mouvements de l'ennemi, de manière qu'il soit toujours prévenu de ceux qui auraient lieu, assez à temps pour ne jamais perdre sa ligne de communication avec votre armée, et se réunir à elle, sans difficulté, par le Puerto de Guadarama.

Par ma lettre du 24, je vous annonçais qu'indépendamment de Madrid, de la province d'Avila et de celle de Salamanque, vous devez faire occu-

(1) On voit que dans cette circonstance, comme dans tant d'autres, le roi Joseph, mû par le seul désir de mener les choses à bien, avait deviné juste, et prédit en quelque sorte les événements futurs. Mais, comme il le dit lui-même, que pouvait-il faire, n'ayant qu'un pouvoir factice ?

16.

per également celle de Toro, celle de Zamora, et le partido de Médina del Campo qui dépend de la province de Valladolid, en portant votre quartier général à Arevalo, et en établissant votre communication avec le mien par Médina del Campo.

L'armée du centre occupe la province de Ségovie et le partido d'Olmedo.

Les divisions de l'armée du Portugal qui n'iront pas à l'armée du nord passeront sur la rive droite du Duero.

Ce n'est qu'après l'exécution des mouvements dont je viens de vous entretenir que je pourrai faire partir la 4e division, qui doit suivre celles déjà mises à la disposition du général Clausel.

Il me tarde beaucoup de recevoir de vos nouvelles, Monsieur le général, et d'apprendre que ces mouvements sont terminés. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 7 avril 1813.

« Monsieur le duc, vous aurez vu par ma lettre du 25 mars que j'avais prescrit dès le 16, au général commandant en chef l'armée du midi, d'envoyer sur la Tormès des troupes destinées à relever la 4e division de l'armée du Portugal, qui a l'ordre de suivre celles déjà mises à la disposition du général Clausel.

Le comte Gazan, à qui j'avais écrit les 24 mars et 3 avril, pour lui recommander de hâter ce mouvement, m'informe qu'il a dû le différer pour protéger l'évacuation des hôpitaux de Madrid, et qu'il espère pouvoir seulement se mettre en marche le 6. Vous trouverez ci-joint copie de sa lettre. »

« Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire de Madrid sous la date du 10 mars, et j'ai eu soin de la mettre sous les yeux de l'Empereur. Sa Majesté Impériale n'a pu voir qu'avec peine le long retard apporté à l'exécution de ses ordres; mais j'espère que mes dépêches seront enfin arrivées à leur destination, et auront décidé Votre Majesté à ne pas balancer plus longtemps dans une circonstance aussi majeure. Sans doute le départ de Madrid pourrait avoir une influence fâcheuse sur l'opinion dans un autre état de choses; mais il y aura toujours une grande différence entre partir volontairement pour se rapprocher du théâtre de la guerre, ou se voir forcé de quitter par le résultat des mouvements de l'ennemi. Au surplus, mes dernières lettres contiennent à ce sujet des explications qui auront fixé définitivement les idées de Votre Majesté, et qui me dispensent aujourd'hui d'entrer dans d'autres détails. Toutes les nouvelles qui me parviennent du nord de l'Espagne mettent toujours plus en évidence la sagesse des vues de l'Empereur, et l'urgente nécessité d'agir avec des forces respectables dans les provinces infestées par les bandes, pour y rétablir la tranquillité avant l'ouverture de la campagne. Je ne suis pas sans quelque inquiétude sur l'effet des retards beaucoup trop prolongés que la difficulté des communications a fait éprouver aux mesures prescrites par l'Empereur; et si les nouvelles données par le général Gazan se sont confirmées, je crains que Votre Majesté n'ait quelque regret d'avoir balancé si

Clarke à Joseph. Paris, 9 avril 1813.

longtemps à prendre une détermination d'après ma lettre du 4 janvier. »

Clarke à Jourdan. Paris, 9 avril 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les trois lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 4, le 6 et 10 mars dernier :

La première, qui rend compte des pertes essuyées à l'évacuation de Madrid ;

La deuxième, qui contient (en six pièces y annexées) le travail de la commission qui a été formée pour rechercher les causes et les circonstances de la reddition des places de Guadalaxara et de la China ;

Et la troisième, dans laquelle Votre Excellence me fait connaître, dans le plus grand détail, les derniers mouvements qui ont été exécutés, d'après les ordres de Sa Majesté Catholique, par les armées du centre et du midi.

J'ai eu directement avis du mouvement de l'armée du centre par le comte d'Erlon lui-même, qui m'a écrit de Ségovie, et qui m'a rendu compte de l'emplacement des troupes sous ses ordres.

Par les lettres de Votre Excellence comme par celles que le roi m'a écrites lui-même, je vois que Sa Majesté attendait encore les nouveaux courriers qui lui étaient annoncés de Valladolid, avant de se décider à transporter dans cette ville son quartier général. Les nouvelles dépêches dont ces courriers étaient porteurs l'auront bien certainement convaincue de la nécessité de ce mouvement, et lui donneront peut-être quelque regret de n'avoir pas déféré plus tôt aux instructions de l'Empereur. »

« Monsieur le duc, les généraux commandant les armées du midi, du centre et du Portugal s'occupent de l'exécution de l'ordre relatif à l'envoi des cadres des bataillons et escadrons en France. J'ai cru que cette mesure devrait s'étendre aux corps allemands. En général, vous observerez, Monsieur le duc, que, dans les choses qui paraissent douteuses, je me détermine toujours pour le parti qui tend à envoyer en France le plus de monde possible. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 10 avril 1813.

« Monsieur le duc, depuis peu de jours, trois à quatre bandes assez considérables ont été détruites dans l'arrondissement des armées du midi, du centre et du Portugal.

Joseph à Clarke. Valladolid, 10 avril 1813.

Le maréchal Jourdan vous envoie exactement les nouvelles du midi ; elles sont on ne peut pas plus favorables. Le parti anglais a eu le dessous. Les troupes de l'insurrection se désorganisent ; et, pour peu que les affaires générales de l'Europe le permettent, je ne doute point que dans l'année courante nos affaires ne prennent, dans la Péninsule, un aspect plus favorable que pendant celle qui vient de s'écouler. »

« Monsieur le duc, je reçois la lettre que vous m'avez écrite, en date du 23 mars, relativement aux revirements à faire de diverses troupes entre l'armée du midi et l'armée du centre, et celle du Portugal. Toutes celles qui ont dû être envoyées par les trois premières armées sont parties depuis longtemps. Les troupes qui leur appartiennent, et que l'armée du nord doit leur envoyer, sont encore

Joseph à Clarke. Valladolid, 10 avril 1813.

dans le nord. Je ne presse pas le général Clausel pour l'exécution de cette partie des dispositions de l'Empereur, qui, si elle eût eu lieu, lui eût enlevé 5 à 6 mille hommes, qui ont remplacé momentanément la 4e division de l'armée du Portugal, qu'il a été impossible de lui envoyer jusqu'à l'arrivée de l'armée du midi à Salamanque.

Cette armée y étant aujourd'hui arrivée, la 4e division de l'armée du Portugal a l'ordre de se mettre en marche pour l'armée du nord. Si après l'arrivée de cette division vous jugez, Monsieur le duc, qu'il soit instant que l'exécution des premières intentions de l'Empereur ait lieu promptement, il sera bon que vous veuillez bien en renouveler l'ordre direct au général Clausel. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 16 avril 1813.

« Monsieur le duc, d'après les rapports que vous trouverez ci-joints, un corps ennemi qui a passé le Tage, des bandes qui se sont réunies dans la province de Madrid, paraissent menacer cette capitale. Le général Leval a concentré ses forces, pour être en mesure à tout événement; mais la position de ce général ne laisse pas d'être inquiétante, ainsi que je vous l'avais d'ailleurs fait pressentir par mes lettres des 23 février et 23 mars. Cependant il peut y avoir quelque exagération dans les nouvelles que ce général a reçues, et particulièrement en ce qui concerne les troupes anglaises que l'on prétend s'être montrées à Malpica, à Puente del Arzobispo, à la Puebla de Montbeltran. Du moins, les rapports qui me parviennent des bords de la Tormès annon-

cent que l'armée anglaise est encore dans l'inaction. Ainsi, en supposant que les troupes ennemies qui se sont avancées en deçà du Tage soient toutes espagnoles, il sera sûrement facile de les rejeter sur la rive gauche de ce fleuve, ainsi que de chasser les bandes, et possible de continuer à faire occuper provisoirement Madrid, conformément aux intentions de Sa Majesté Impériale. Je viens de prescrire, en conséquence, au comte d'Erlon de s'y porter rapidement avec trois divisions de son armée et les corps de ma garde cantonnés à portée de son quartier général.

Vous verrez, Monsieur le duc, par la lettre que je lui ai écrite, les différentes dispositions que ce général devra exécuter, selon les circonstances qui s'y trouvent prévues (1). »

Clarke à Joseph. Paris, 16 avril 1813.

« Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 9 de ce mois, j'ai reçu de Vittoria la nouvelle de son arrivée à Valladolid, et j'attends journellement d'en recevoir directement la confirmation. Cette nouvelle, si longtemps attendue, ne peut être qu'agréable à l'Empereur ; mais elle laisse encore subsister le regret du retard qu'elle a éprouvé, et des inconvénients qui peuvent encore en résulter. Toute l'activité du général Clausel, étayée des renforts qui lui sont parvenus de l'armée du Por-

(1) On ne sera pas étonné de ne pas trouver ici toutes les lettres écrites par le roi, tous les ordres donnés aux généraux : nous avons dû supprimer tout ce qui n'est pas utile, et dont les dépêches au ministre de la guerre donnent la substance ; sans cela, la correspondance eût été, sans nécessité, trop volumineuse.

tugal, n'ont pu parvenir encore à rétablir les communications, et Votre Majesté en doit avoir la certitude. Son rapprochement des provinces du nord a dû la convaincre toujours davantage de l'urgence des secours que leur situation réclamait impérieusement. Le dernier courrier m'en a apporté une nouvelle et triste preuve. Deux bataillons de la 2e division de l'armée du Portugal, des 25e léger et 27e de ligne, ont été détruits en Navarre par les bandes de Mina; et cette perte n'est point la seule que nos troupes aient éprouvée depuis l'arrivée des premiers renforts. Ils ne sauraient donc être trop nombreux, et ne pouvaient être plus longtemps retardés. Aussi l'Empereur, en m'adressant ses derniers ordres au moment de son départ pour la grande-armée, m'a-t-il prescrit de recommander de nouveau à Votre Majesté la nécessité d'assurer ses communications avec la France, de manière que notre correspondance puisse devenir enfin régulière et prompte. Le seul moyen d'y parvenir est d'opérer la destruction de ces bandes, devenues des corps d'armée, et qui exigent des corps d'armée pour les combattre. J'aurai tout dit en terminant cette phrase, puisqu'elle contient le véritable tableau de notre situation dans le nord de l'Espagne, et des seuls moyens qui existent pour l'améliorer.

L'Empereur m'ordonne encore de réitérer à Votre Majesté ce que j'ai eu l'honneur de lui exposer dans mes précédentes dépêches sur l'importance que Sa Majesté Impériale attache à une position où l'on puisse tenir les Anglais en échec par des mouve-

ments bien combinés, des démonstrations offensives du côté du Portugal, la formation d'un équipage de siége à Burgos, et l'occupation de quelques points qui donnent de l'inquiétude aux ennemis. Sans une attention constante à remplir les vues de l'Empereur à cet égard, les Anglais pourraient se dégarnir pour faire des diversions en France ou ailleurs sur les derrières de la grande-armée, et nous jeter dans des embarras dont on ne peut calculer tous les résultats. Votre Majesté, qui saisira facilement l'importance de cette observation, apportera sans doute tous ses soins à se conformer aux intentions de l'Empereur. Il s'agit surtout d'entretenir lord Wellington dans une inquiétude constante sur les projets qu'on peut avoir contre lui, afin de l'obliger à tenir ses forces toujours réunies, et lui ôter jusqu'à l'idée de hasarder un fort détachement.

Si nous avons le temps de détruire l'ennemi qui infeste le nord avant l'ouverture de la campagne, j'augure bien de nos succès, et je désire vivement que Votre Majesté en ait la gloire. »

Clarke à Joseph. Paris, 20 avril 1813.

« Sire, j'ai reçu les lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire de Valladolid sous les dates des 23, 25, 28, 29, 30 mars, 1er et 2 avril, et je me sens empressé de les transmettre à Sa Majesté Impériale. C'est par les dépêches dont le capitaine Simon était porteur que j'ai eu la première nouvelle directe de l'arrivée de Votre Majesté à Valladolid, et je ne puis douter que l'Empereur ne l'ait apprise avec satisfaction. Il est heureux que

l'inaction des Anglais laisse encore la liberté d'agir dans le nord avec les forces nécessaires, et de s'attacher à la destruction des bandes ; mais je n'ai pas vu, dans la dernière lettre de Votre Majesté, qu'elle se soit occupée, d'une manière spéciale, de l'Aragon, et des moyens d'établir une ligne de communication avec le maréchal duc d'Albuféra : je ne puis que rappeler à cet égard les observations contenues dans ma lettre du 18 mars. Je n'ai pas, à la vérité, de nouvelles récentes du duc d'Albuféra ; les dernières sont du 18 mars, et ne contiennent rien de plus que celles qu'il a adressées directement à Votre Majesté; mais le retard qu'éprouve cette correspondance devient un indice certain de la difficulté des communications, et démontre la nécessité de les établir d'une manière sûre, régulière et permanente, tant avec la France qu'avec le quartier général de Votre Majesté. Si l'armée de Valence restait constamment isolée, et privée à la fois de secours et de moyens d'entretenir ses relations avec la France et avec le reste de l'Espagne, il pourrait en résulter des inconvénients fâcheux et irréparables. Je crois donc devoir rappeler toute l'attention de Votre Majesté sur cet objet, et l'engager à prendre des mesures efficaces relativement à la position du maréchal duc d'Albuféra, et à la sûreté de ses communications. J'aurai l'honneur d'écrire incessamment à Votre Majesté plus en détail sur ce point, ainsi que sur quelques autres articles de ses dépêches. »

Clarke à Jourdan. Paris, 23 avril 1813.

« Monsieur le maréchal, je reviens sur les deux lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 28 mars et le 3 avril, et dont je lui ai accusé réception.

Votre Excellence aura pu voir par mes précédentes dépêches l'inquiétude que j'avais conçue du mouvement de l'armée du centre sur Burgos; mouvement qui se trouvait aussi peu conforme aux ordres de l'Empereur qu'au succès des opérations qui s'exécutent dans le nord de l'Espagne. Ce mouvement a été arrêté à temps par Sa Majesté Catholique, et il eût été même à souhaiter qu'il n'eût pas du tout eu lieu. Cependant, si les Anglais ne tirent aucun parti des indices qu'il a pu leur donner sur le but de nos opérations actuelles, le roi n'aura aucun sujet de regret, et pourra se constituer, sur tous les points, dans la véritable position qui lui a été assignée par les instructions de Sa Majesté Impériale et Royale.

Sa Majesté Catholique doit être sans doute informée de l'événement arrivé le 31 mars dernier, entre Lerin et Lodosa, à une brigade de la 2e division de l'armée du Portugal, que le général Barbot a détachée mal à propos à peu de distance des cantonnements de Mina. L'engagement qu'elle a eu avec ce chef, et la perte énorme qu'elle a essuyée, auront appris au roi que les bandes ne se laissent point encore intimider à l'aspect des renforts qui arrivent à l'armée du nord, et qu'aguerries comme elles le sont actuellement, elles ne céderont qu'à une supériorité réelle de forces. Aussi le général

Clausel compte bien appeler à lui la 4e division de l'armée du Portugal, qui lui était déjà nécessaire même avant l'événement de Lerin. Le général Reille, qui a vu longtemps le nord de l'Espagne, et qui me paraît juger sainement de l'état des choses, ne doute pas que le général Clausel n'ait besoin de plus grands moyens pour pacifier le pays au pied des Pyrénées, et qu'on ne doive subordonner à cette opération toutes les autres.

Je ne dois pas laisser ignorer à Votre Excellence la crainte qu'a eue un moment le général Clausel, de voir des ressources administratives rétrécies et circonscrites par des dispositions nouvelles de Sa Majesté Catholique, qui semblaient avoir pour objet d'assigner aux armées qui se rapprochent du Duero un emplacement et une délimitation territoriale, aux dépens de l'armée du nord. Cependant, d'après les dernières lettres du roi, je dois conclure qu'il n'y a eu aucune suite de donnée à ces dispositions. Elles eussent d'ailleurs été peu conformes aux intentions de l'Empereur; et ce que j'en ai fait connaître à Sa Majesté Catholique a pu lui faire entendre que l'Empereur n'était pas disposé en ce moment à faire des changements de quelque importance dans la situation territoriale des armées d'Espagne. De semblables changements d'ailleurs, applicables à des armées actives, conviendraient peu à une armée stationnaire comme l'armée du nord, qui peut être considérée comme la réserve des autres armées, et à qui toutes les ressources doivent être laissées. Enfin, les ordres mêmes de l'Empe-

reur, qui, en faisant concourir l'armée du Portugal à la destruction des bandes du nord, ont fait passer les troupes de cette armée aux ordres du général Clausel, indiquent dans quel esprit doit être fait tout mouvement semblable.

Pour peu que l'inaction des Anglais se prolonge encore, j'espère, M. le maréchal, que les opérations entreprises dans le nord de l'Espagne pourront avoir un résultat satisfaisant; je crois surtout qu'elles ne doivent être interrompues que pour des besoins vraiment impérieux, et dans le cas seulement où une véritable nécessité et des dangers réels appelleraient ailleurs l'attention et les forces de Sa Majesté Catholique. Tant que l'on pourra inquiéter à la fois et contenir les Anglais par des démonstrations, sans sortir réellement d'un système d'observation, je pense que l'on aura atteint le but prescrit par les ordres de l'Empereur : on ne doit en excepter que le cas, néanmoins peu probable, où l'ennemi, soit par une diminution de forces, soit par des combinaisons vicieuses, donnerait jour à entreprendre une opération sur lui avec la presque certitude de succès.

Je terminerai par un éclaircissement qui, d'après les lettres de Votre Excellence et même celles du roi, me semble indispensable. Sa Majesté Catholique paraît se croire obligée, par les ordres de l'Empereur, à se maintenir à Madrid, et à n'abandonner cette ville qu'à la dernière extrémité. Cependant l'esprit et le texte des ordres de Sa Majesté Impériale n'entraînent pas rigoureusement cette

conséquence. L'Empereur, en ordonnant que Madrid soit occupé par l'extrémité de la ligne et par un corps volant, a, par ces expressions mêmes, indiqué sa pensée, et subordonné l'occupation de cette ville à toutes les chances inséparables de la situation d'un poste avancé. La persuasion que le roi s'est formée à cet égard me paraît d'autant plus devoir être modifiée, que, dans l'emplacement actuel des armées, les troupes qui restent à Madrid et au delà du Guadarama sont dans une positien assez hasardée, et que le général Leval, qui les commande, a besoin d'une vigilance extrême pour s'y maintenir avec sûreté. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 26 avril 1813.

« Monsieur le duc, vous trouverez ci-joint copie d'une lettre du comte Gazan, qui vous instruira de la position de l'armée du midi.

Les divisions qui sont à Madrid ont rejeté les bandes au delà du Tage et dans la province de Guadalaxara.

Des nouvelles indirectes me parlent d'un succès qu'aurait obtenu le maréchal Suchet. J'en attends le rapport officiel.

Il est aussi question de l'apparition de l'escadre de Toulon devant Alicante, et de l'occupation de Cadix et des arsenaux par les Anglais; on assure qu'une partie des membres du gouvernement insurrectionnel s'est retirée à Séville. »

Clarke au général Clausel. Paris, 27 avril 1813.

« Général, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 courant, vous me demandez de faire renforcer les garnisons de Pampelune,

Saint-Sébastien, Bilbao, etc., par les troupes de la réserve de Bayonne, et je vous ai déjà fait connaître les motifs qui m'empêchent d'accéder à votre demande. De nouvelles réflexions, qu'un examen plus attentif de votre lettre a fait naître, sont venues ajouter un nouveau poids à ces motifs; et le tableau comparatif que vous m'avez adressé, le 7 avril, des forces que vous avez actuellement sous vos ordres, et de celles qui vous seraient nécessaires pour fournir à toutes les garnisons, occuper tous les postes de communications, et compléter toutes les colonnes mobiles, m'a paru reposer sur un fait tout à fait hypothétique, et qui ne peut, par conséquent, être admis.

Il semblerait résulter de ce tableau, qu'à moins de 46 mille hommes de troupes, vous ne pouvez faire face à tous les besoins exposés ci-dessus; et vous en déduisez la conséquence que l'armée du nord doit être augmentée d'environ 7 à 8 mille hommes, et maintenue d'une manière permanente sur le pied de cette augmentation. Mais le motif de cette augmentation ne repose que sur l'état actuel des choses dans le nord de l'Espagne, et sur une somme de besoins qui ne sont que momentanés. Si, en effet, vous avez entendu parler de l'état présent des choses, vous avez actuellement, avec les renforts venus de l'armée du Portugal, au delà de vos demandes, puisque vous disposez de 50 mille hommes, dont 30 mille peuvent être mis à la poursuite des bandes, et 20 mille employés dans les garnisons et les postes de communications. Si, au contraire,

vous entendez parler de l'état où se trouvera le nord de l'Espagne après la destruction des bandes et la pacification du pays, il serait difficile d'admettre que les forces qui auront été nécessaires pour soumettre un pays en proie à l'insurrection soient indispensables pour s'y maintenir lorsqu'il sera pacifié. Je ne puis penser en effet que l'occupation des blockhaus, lorsqu'ils auront été construits, puisse augmenter vos besoins. Cette construction, réclamée depuis si longtemps comme un moyen de contenir une grande étendue de pays avec peu de troupes, aurait été une entreprise mal conçue, si elle avait dû, au contraire, entraîner une augmentation de forces.

L'Empereur, dans un cas semblable où vous vous trouvez, a établi, comme principe, qu'il valait mieux avoir de petites garnisons et de fortes colonnes mobiles, que de petites colonnes et de fortes garnisons. C'est là le principe sur lequel vous devez vous régler, et que vous devez prendre pour base de vos opérations aussitôt que les premiers coups auront été portés, et du moment que vous pourrez mettre de l'ordre dans l'emploi de vos moyens.

Je vous ai entretenu du cas possible, et même probable, où, par l'effet de vos poursuites contre Mina, vous seriez obligé d'entrer en Aragon. Je dois ajouter que le maréchal duc d'Albuféra réclame, et que Sa Majesté regarde comme nécessaire, que la ligne de communication de l'armée de Valence par Saragosse (la seule qui lui reste) soit parfaitement dégagée, et mise à l'abri de tout évé-

nement. Il est difficile que le général Paris, avec les troupes dont il dispose, puisse assurer cette ligne en deçà comme au delà de Saragosse, et maintenir à une certaine distance la sûreté des deux rives de l'Èbre. Il faut cependant que le duc d'Albuféra aït ses derrières assurés, et que ses communications avec le roi par Saragosse, comme avec la France, soient parfaitement libres. Cette ligne de communication par Saragosse pourrait être tracée, soit de Valladolid à Aranda, et de là à Calatayud, soit de toute autre manière que la connaissance du pays peut déterminer. Je vous invite à prendre sur ce point les ordres de Sa Majesté, qui se décidera peut-être à porter sur cette ligne quelques troupes dont les mouvements pourraient être utilement combinés avec ceux que vous ferez en Navarre et en Aragon. Je crois d'ailleurs que l'on trouverait dans les provinces entre l'Èbre et le Duero, depuis quelque temps abandonnées par nos troupes, des ressources qui ont été épargnées, et qui sont même grossies de ce que les insurgés y ont mis en réserve. J'écris au roi sur cet objet; et lorsque vous lui ferez part vous-même de vos vues, vous le trouverez préparé à les recevoir.

D'après les intentions de l'Empereur, Sa Majesté a destiné Burgos à devenir le centre de l'approvisionnement de toutes les armées qui opèrent à l'ouest de la Péninsule : c'est à l'armée du nord, en effet, considérée comme la réserve des autres armées, que doivent se réunir et se conserver tous les moyens nécessaires à leur existence et à leurs opérations

communes. Je vous invite à regarder cet objet comme un *des plus importants qui puissent vous occuper*, et à organiser dès ce moment un ensemble de mesures propres à faire affluer à Burgos et à y attirer, des plus grandes distances possibles, toutes les denrées et tous les objets d'approvisionnement qu'il sera possible de rassembler. Vous aurez encore à demander à Sa Majesté Catholique des instructions spéciales sur ce point (1). »

Clarke à Joseph. Paris, 29 avril 1813.

« Sire, l'Empereur, en me renvoyant les dépêches de Votre Majesté, sous les dates des 1er et 3 avril, m'a ordonné d'y répondre de manière à fixer à l'avenir toutes les incertitudes, et à prévenir les conflits d'autorité dont Votre Majesté a eu longtemps à se plaindre. L'Empereur m'ordonne de lui faire connaître qu'ayant donné à Votre Majesté le commandement en chef de ses armées en Espagne, il est surpris des plaintes qui lui parviennent si souvent sur le défaut d'obéissance de la part des généraux : l'Empereur pense que cela provient de la manière dont Votre Majesté envisage sa position, qui lui fait confondre le roi d'Espagne avec le commandant en chef des armées françaises. Sa Majesté Impériale n'entend nullement que ses armées puissent, dans aucun cas, dépendre des ministres espagnols, auxquels l'Empereur a droit de ne point avoir de confiance, et qu'il croit très-indifférents sur le sort de ses troupes ; mais tous les ordres que

(1) On voit, par cette lettre du ministre, combien le roi était tenu en dehors des opérations de cette armée, dirigées par les ordres et les instructions qui venaient de Paris.

Votre Majesté voudra donner aux généraux français seront toujours ponctuellement exécutés lorsqu'ils seront transmis par le maréchal Jourdan pour les opérations militaires, et par l'ordonnateur en chef Mathieu Favier pour les objets d'administration. L'Empereur ne veut point permettre que le ministre O'ffarill, ou tout autre, soit employé dans les relations de Votre Majesté avec les armées françaises, l'intention très-décidée de Sa Majesté étant que ses troupes ne puissent jamais dépendre de l'administration espagnole. D'après ce principe, il devient nécessaire que Votre Majesté retranche de ses règlements tout ce qui pourrait mettre la subsistance des troupes françaises à la disposition des agents espagnols. L'ordonnateur Mathieu Favier doit être seul chargé de transmettre les ordres relatifs à l'administration. L'Empereur ne peut le nommer intendant général; mais il est ordonnateur en chef, et les autres ne le sont que des corps d'armée, qui se trouvent tous sous les ordres supérieurs de Votre Majesté. Rien n'empêchera donc que les dispositions se fassent pour établir à Burgos des magasins, ainsi que Votre Majesté le demande et qu'elle en a reconnu la nécessité. L'Empereur désire même que ce soin s'étende jusqu'à Santona, et à tout autre lieu où Votre Majesté le jugera convenable. Cet objet ne doit souffrir aucune difficulté; et, pour en assurer d'autant mieux l'exécution, j'ai soin d'en écrire au général Clausel ainsi qu'à tous les autres commandants d'armée, et de leur faire connaître, de la manière la plus précise, les intentions de l'Empe-

reur. Tous seront prévenus que les ordres de Votre Majesté, pour la sûreté des communications et les mouvements des armées, leur seront transmis par le maréchal Jourdan, et ceux concernant l'administration par l'ordonnateur en chef Mathieu Favier; la volonté de l'Empereur étant que ceux qui leur parviendront de cette manière soient exécutés sans retard et sans difficulté. Mais, en prescrivant cette mesure, l'Empereur m'a ordonné de déclarer à Votre Majesté qu'elle ne devait rien attendre de lui dans les circonstances où la France se trouve, si ce n'est la portion de solde qui est portée au budget. Votre Majesté doit donc se régler en conséquence, et diriger toutes ses opérations dans le sens des ordres de l'Empereur, que j'ai déjà eu l'honneur de lui transmettre. Sa Majesté Impériale m'ordonne encore de faire connaître à Votre Majesté que, pour bien commander une armée, il faut s'en occuper sans cesse, aller au-devant des nouvelles, et pourvoir à tout. L'Empereur voit avec peine qu'on n'a point agi dans ce sens depuis quatre mois. Les troupes sont restées dans l'inaction tout ce temps, tandis qu'elles pouvaient être employées à rétablir l'ordre dans la Navarre et sur les derrières de l'armée; cela serait terminé au moment actuel, et les forces qui opèrent aujourd'hui dans le nord seraient depuis longtemps disponibles pour agir contre les Anglais. Maintenant il est essentiel que Votre Majesté se mette à même d'avoir tous les jours des nouvelles de Bayonne, en faisant marcher les estafettes à raison d'une lieue par heure. L'Empereur pense que

la chose est facile au moyen d'une succession de postes bien établis, et qu'on aurait aussi à Valladolid des nouvelles de Bayonne en quatre jours. Sa Majesté attache une grande importance à cette mesure, et m'ordonne d'en recommander très-particulièrement l'exécution à Votre Majesté. »

« Sire, j'ai reçu les lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire les 7 et 10 de ce mois, et je les ai transmises à l'Empereur sans aucun délai. Je ne doute point que Sa Majesté Impériale n'apprenne avec beaucoup d'intérêt les nouvelles satisfaisantes contenues dans la dernière de ces dépêches. Toutes celles qui me sont déjà parvenues par d'autres voies tendent à confirmer l'augure favorable que Votre Majesté croit pouvoir en tirer; et le retard que mettent les Anglais à commencer leurs opérations semble bien déceler l'embarras où ils se trouvent. J'espère que cette circonstance pourra nous donner le temps de terminer les opérations entreprises dans le nord de l'Espagne. Le général Clausel les poursuit en ce moment avec activité, et tout porte à croire qu'elles auront un résultat favorable. Je viens d'écrire à ce général pour l'engager à s'occuper de l'Aragon, et des communications à établir avec le duc d'Albuféra. Elles ne peuvent avoir lieu que par Saragosse, et il est bien difficile que le général Paris, qui y commande, puisse assurer cette ligne et maintenir à la fois les deux rives de l'Èbre dans sa dépendance. Il faut donc nécessairement venir à son secours; et je fais observer à cette occasion au

Clarke à Joseph. Paris, 30 avril 1813.

général Clausel que la ligne de communication entre Valence et Valladolid pourrait être tracée, soit de Valladolid à Aranda et de là à Calatayud et Saragosse, soit de toute autre manière que la connaissance du pays peut indiquer. J'invite le général Clausel à prendre sur ce point les ordres de Votre Majesté, qui se décidera peut-être à porter sur cette ligne quelques troupes dont les mouvements pourraient se combiner avec ceux du général Clausel. Je pense même qu'on trouverait, dans les provinces situées entre l'Èbre et le Duero, des ressources que ne représentent plus les pays parcourus par nos troupes, et que peut-être l'ennemi s'est porté dans les parties que nous avons abandonnées depuis quelque temps. C'est une idée que je laisse aux généraux qui sont sur les lieux le soin d'apprécier. Mais lorsque le général Clausel aura l'honneur de faire part à Votre Majesté de ses vues sur les objets dont je l'ai entretenu, il la trouvera préparée à les recevoir, et à prendre à cet égard les déterminations qu'elle jugera convenables. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 2 mai 1813.

« Monsieur le duc, j'ai reçu votre lettre du 16 du mois dernier. Sans entrer de nouveau dans le détail des causes et des motifs qui ont retardé mon arrivée à Valladolid, je me bornerai à vous observer que, quand bien même vos lettres des 4 et 14 janvier auraient été plus précises qu'elles ne l'étaient, les renforts dont l'armée du nord a besoin n'y seraient pas arrivés huit jours plus tôt. Un mouvement de cette nature devait être fait avec précaution; il était indispensable d'attendre les troupes de l'armée du

midi, qui étaient aux extrémités des provinces de la Manche et de Cuença, et il fallait évacuer 9 mille malades. J'aurais pu, à la vérité, arriver beaucoup plus tôt à Valladolid avec mon quartier général; mais je n'ai pas cru que ma présence pût y être de quelque utilité tant que les troupes n'étaient pas en mesure de filer sur le nord de l'Espagne, et j'ai pensé, au contraire, qu'il était plus convenable de me tenir rapproché du gros de l'armée tant qu'il y avait à craindre que l'ennemi ne saisît l'instant de notre mouvement pour tenter quelque chose.

Vous avez vu, par mes précédentes, que depuis longtemps quatre divisions de l'armée du Portugal sont passées sous les ordres du général Clausel: cependant, étant instruit que ce général n'a laissé dans la province de Burgos d'autres troupes qu'une faible garnison à Briviesca et une faible garnison à Burgos, que cette place est dépourvue de toute espèce d'approvisionnement, et que Longa, réuni à d'autres chefs, se dispose à intercepter les communications entre Burgos et Miranda, je viens de faire les dispositions suivantes :

Le comte d'Erlon, commandant en chef l'armée du centre, a reçu ordre d'envoyer par la rive droite du Duero la division Darmagnac. Cette division passera momentanément sous les ordres du comte Reille; ce général placera cette division dans la province de Léon, pour soutenir la cavalerie de l'armée du Portugal qui observe la Galice; il enverra la 5e division de l'armée du Portugal et un régiment de troupes à cheval dans la province de Burgos:

cette division gardera la route de communication depuis Miranda jusqu'à Burgos; le général qui la commandera établira son quartier général à Briviesca. Le général Reille placera aussi la 6e division de son armée en échelons depuis Burgos jusqu'à Palencia. J'ai prescrit à ce général d'ordonner aux généraux commandant ces deux divisions d'éloigner les bandes de la route de communication, et de les poursuivre avec vigueur; ils seront en même temps chargés de faire rentrer à Burgos les contributions de la province, et des approvisionnements non-seulement pour le service journalier de cette place, mais même pour y former des magasins.

J'ai communiqué ces nouvelles dispositions au général Clausel, et je lui ai mandé de se mettre en correspondance avec le comte Reille, afin que ce général puisse, si les circonstances l'exigent, faire coopérer ses troupes aux opérations de celles de l'armée du nord. Vous sentirez que l'armée du centre étant affaiblie par l'éloignement momentané de la division Darmagnac, le comte d'Erlon serait plus en état de marcher au secours du général Leval, et qu'il peut seul, au besoin, protéger la retraite de ce général en se portant avec une partie de ses troupes sur la Sierra, qui divise la Vieille-Castille d'avec la Nouvelle. J'ai donc prévenu le comte Gazan que, dans le cas où le général Leval serait attaqué par des forces supérieures à Madrid, il devait se retirer sur le Guadarama. L'Empereur jugera sans doute que, moyennant ces nouvelles dispositions, j'ai fait tout ce qu'il m'était possible de faire pour assurer les communica-

tions avec la France, et pour mettre le général Clausel en état de rétablir les affaires dans le nord de l'Espagne. Je désire que ce général réussisse, mais j'en doute : il parviendra peut-être à éloigner pour quelque temps Mina et les autres chefs de bandes, mais il est peu probable qu'il les détruise; ils sauront éviter le combat quand ils auront à en craindre le résultat. Mina domine en Navarre et en Biscaye, plus par l'opinion que par la force; et tant qu'on n'agira pas sur l'esprit des habitants de ces provinces par des moyens politiques propres à faire cesser les inquiétudes qu'ils ont conçues sur le sort de leur pays, on ne pourra point les soumettre par la force des armes. Il est donc à craindre que le général Clausel ne fatigue inutilement ses troupes par des marches et des contre-marches, et qu'il n'éprouve en détail des pertes considérables. Il est aussi à craindre que quand on aura besoin, pour arrêter ou combattre l'armée anglaise, des divisions qu'on lui a envoyées, on ne les trouve épuisées par les pertes journalières et les fatigues. Peut-être aurait-il mieux valu rapprocher toute l'armée des frontières de la France, et se borner à garder les provinces, qu'on était en état d'occuper assez fortement pour empêcher les bandes d'y pénétrer; au moins ce parti aurait eu l'avantage de ne pas fatiguer les troupes inutilement, et de les conserver pour le moment où il eût été jugé convenable de livrer bataille à l'armée anglaise, si elle s'était portée en avant. En même temps que vous me mandez que les secours que je dois envoyer dans le nord ne sauraient être trop nombreux, vous me

dites que l'Empereur attache une grande importance à ce que ses armées fassent des démonstrations offensives du côté du Portugal. Je dois vous observer d'abord que, pour faire des démonstrations, il faudrait tenir les troupes réunies et les faire agir sur la Tormès, ce qui est absolument impossible dans le moment actuel, attendu qu'on ne peut les faire subsister qu'autant qu'elles sont divisées; ensuite, pour que ces démonstrations fussent utiles, il faudrait que les ennemis ne fussent pas instruits que l'armée du Portugal a passé dans les provinces du nord, et que les armées ont été considérablement affaiblies par le départ des cadres, celui des hommes destinés pour la garde impériale, etc. : mais ils connaissent parfaitement tous ces détails, et on les trouve dans les gazettes des insurgés. Je crois donc ne pouvoir rien faire de mieux que de laisser les troupes dans les positions qu'elles occupent. Quant à l'équipage de siége, le maréchal Jourdan a dû vous envoyer un projet de formation; si l'Empereur l'approuve, je donnerai ordre de le réunir : mais il sera dès lors nécessaire que vous mettiez des moyens de transport à la disposition du directeur général de l'artillerie; le pays occupé par les armées n'offre plus aucune ressource en ce genre.

L'armée anglo-portugaise, d'après tous les rapports, est forte de 60 mille hommes; tout annonce qu'elle se dispose à entrer en campagne très-prochainement. Lord Wellington peut réunir à cette armée 30 mille Espagnols, sans compter les bandes et les troupes qui sont dans les provinces du nord.

Vous voyez d'après cela que je dois m'attendre, d'un instant à l'autre, à être obligé de faire replier les troupes sur la rive droite du Duero, où je ne resterai qu'aussi longtemps que cela me sera possible sans courir les chances d'une bataille, attendu que je crois de mon devoir de ne combattre que quand j'aurai pu réunir à l'armée les divisions de l'armée du Portugal, soit en les appelant à moi si la situation du nord le permet, soit en me rapprochant d'elles. Dans le cas où l'Empereur aurait des instructions contraires à me donner, je vous prie de me les transmettre promptement.

Je présume que cette campagne offrira des difficultés de plus d'un genre; je tâcherai de les surmonter; mais je ne puis pas vous dissimuler qu'il eût été dans les intérêts de l'Empereur de lever celles qu'il pouvait faire cesser. L'organisation de l'armée active divisée en trois armées, dont chacune d'elles a un général en chef, est un grand obstacle à l'ensemble des opérations. Je suis forcé, dans mes combinaisons, d'éviter tout ce qui peut blesser les prétentions et l'amour-propre, afin de prévenir les mécontentements. Lorsqu'il n'y avait en Espagne que des commandants de corps d'armée, tout marchait plus facilement; mais en supposant que l'Empereur ait jugé plus utile de conserver l'organisation actuelle, il me paraît qu'il eût été à propos que Sa Majesté m'eût fait connaître si elle approuve ou si elle désapprouve les dispositions que j'avais faites pour concentrer le plus possible entre mes mains le commandement et l'administration. J'avais formé à cet effet un état-

major général. Les généraux en chef ont cru devoir ne pas reconnaître l'autorité des chefs des divers services que j'avais appelés près de moi; c'est ce qui est cause que quand le général Léry, à qui j'avais confié le commandement du génie, est parti pour la France, j'ai cru inutile de désigner un autre officier pour le remplacer.

Le général Dedon, à qui j'avais confié le commandement de l'artillerie, a dû rester à l'armée du centre en vertu d'une décision de l'Empereur, et il n'a point été remplacé. Enfin MM. Mathieu Favier et Garreau, que j'ai appelés près de moi, l'un pour remplir les fonctions d'intendant général, et l'autre celles d'inspecteur chef aux revues, sont pour ainsi dire sans emplois. Cependant, il me paraît difficile de surveiller et de diriger les services des trois armées sans un état-major général. Au surplus, si telle est la volonté de l'Empereur, je m'y conformerai; mais je désirerais la connaître : son silence compromet son service et mon autorité. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 6 mai 1813.

« Monsieur le duc, vous verrez, par les copies des lettres ci-jointes, que, par suite des dispositions prises pour rapprocher du général Clausel le reste de l'armée du Portugal, les administrations de cette armée se rendent à Burgos, et qu'il ne nous reste hors de l'arrondissement de l'armée du nord que l'embarras d'une immense artillerie, une brigade d'infanterie, et une partie de la cavalerie; il était sans doute impossible de faire plus pour l'armée du nord.

J'envoie le plus possible sur les derrières tout ce qui, n'étant plus utile, est nécessairement nuisible, et ne pourrait que gêner singulièrement les mouvements de l'armée et courir des dangers inutiles. »

« Sire, depuis que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 30 avril dernier, je n'ai reçu aucune lettre d'elle; et cette longue interruption, à une époque où la correspondance promettait de devenir plus régulière, excitera sans doute l'étonnement de l'Empereur. Je cherche inutilement à m'en expliquer la cause, puisque les renforts arrivés au général Clausel l'ont mis en état de se porter en Navarre, et d'obliger l'ennemi à y réunir toutes ses forces, contre lesquelles il manœuvre en ce moment. Il paraît donc que c'est particulièrement à Vittoria et Burgos, ou entre Burgos et Valladolid, que la communication est interceptée : et cependant j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour convaincre Votre Majesté de l'importance extrême que l'Empereur attache à voir les communications tout à la fois sûres, promptes et fréquentes entre Valladolid et la France. Je suis même entré à cet égard, par ordre exprès de Sa Majesté Impériale, dans des détails qui tout à la fois prouvaient la sollicitude de l'Empereur sur cet objet important, et indiquaient les moyens de remplir ses vues. Je supplie Votre Majesté de se rappeler particulièrement mes lettres des 30 mars et 29 avril, pour se faire une idée juste de ce que l'Empereur doit penser en comparant

Clarke à Joseph. Paris, 10 mai 1813.

ce qui existe avec ce qu'il avait prescrit et si fortement recommandé. Votre Majesté ne sera pas surprise si je viens aujourd'hui lui faire connaître, par un ordre exprès de l'Empereur, la peine que Sa Majesté éprouve de voir l'exécution de ses ordres si longtemps différée, et de n'avoir aucune certitude que ses intentions soient remplies d'une manière convenable. Un autre point de la plus haute importance excite encore l'attention de l'Empereur; je veux parler des mesures à prendre pour tenir les Anglais en échec, menacer le Portugal, et empêcher lord Wellington de faire des détachements. S'il était vrai, ainsi qu'on le pense, que les Anglais eussent retiré des troupes du Portugal, l'intention de l'Empereur est que Votre Majesté fasse à l'instant des dispositions pour se porter sur les frontières de Portugal, et menacer le pays; mais en restant, comme on l'a fait jusqu'ici dans une complète inaction, on laisse aux Anglais la facilité de faire revenir des troupes, dit l'Empereur, tandis que les nôtres sont retenues en Espagne sans but et sans utilité. Au surplus, je puis et dois m'en rapporter entièrement, sur ce point, à tout ce que j'ai l'honneur d'écrire à Votre Majesté pour lui transmettre les ordres de l'Empereur; et je lui rappellerai à cette occasion mes dépêches des 26 février, 30 mars et 6 avril, qui contiennent sur cet objet toutes les idées de Sa Majesté Impériale avec les développements nécessaires.

Les dernières nouvelles du duc d'Albuféra sont de San-Felipe, le 25 avril. L'ennemi avait continué de manœuvrer devant lui, sans tirer un coup de

fusil, depuis le 13, et paraissait vouloir réunir ses forces sur la droite pour le déborder par Requena et Ayora. L'ennemi a appelé des renforts de l'Andalousie et de l'Aragon ; ce qui me fait toujours plus désirer que Votre Majesté ait pu s'occuper de cette dernière province, ainsi que j'ai eu l'honneur de l'y inviter dans plusieurs de mes lettres, notamment dans celles des 20 et 30 avril, dont je ne puis aujourd'hui que confirmer le contenu. »

« Monsieur le duc, votre lettre du 9 mars prescrivait de resserrer les cadres de chaque régiment, de manière qu'un régiment de 1,600 hommes ne devait garder que deux bataillons.

Joseph à Clarke. Valladolid, 15 mai 1813.

Celle du 20 avril porte qu'il est nécessaire de conserver au moins deux bataillons, même au régiment le plus faible, à moins qu'il n'y restât guère que 800 combattants.

Votre lettre du 9 mars m'avait inspiré un grand zèle pour faire rentrer en France, le plus tôt, le plus de cadres possibles, par ce paragraphe : « L'Em-
« pereur, qui attache un très-haut intérêt, dans les
« circonstances actuelles, à la stricte et prompte
« exécution de ses ordres à cet égard, désire que
« Votre Majesté fasse bien entendre aux généraux
« commandants qu'il n'y faut ni objection ni délai
« quelconque, et que Sa Majesté Impériale et Royale
« serait très-mécontente de leur non-exécution, dont
« ces généraux seraient responsables envers elle. »

J'avais donc pensé qu'envoyer en France trente cadres de plus, c'était donner à l'Empereur 25 mille

hommes; c'est ainsi que, animé par un sentiment vraiment français, je m'étais porté à vous proposer, Monsieur le duc, d'offrir à l'Empereur quatre cadres de ma garde, tant j'étais convaincu que l'Empereur avait des soldats, mais qu'il avait besoin d'officiers expérimentés.

Votre lettre du 20 avril, Monsieur le duc, me donne le regret de n'avoir pas gardé quelques cadres de plus en Espagne. Ces nouvelles dispositions se trouveront remplies bientôt par l'arrivée aux armées du Portugal et du centre des bataillons qui sont encore dans le nord. L'armée du midi ne tardera pas non plus à se trouver dans les positions prescrites par cette lettre. »

Jourdan à Clarke. Valladolid, 16 mai 1813.

« Monsieur le duc, une question sur laquelle Sa Majesté n'a pas encore paru fixée, et sur laquelle il serait important que Votre Excellence voulût bien prononcer, est celle-ci : En supposant que lord Wellington entre en campagne avant que le général Clausel ait terminé ses opérations, et que l'armée ennemie oblige les troupes impériales à venir prendre position sur la rive droite du Duero, le roi devra-t-il, avec l'armée du midi et celle du centre, défendre le passage du Duero et courir les chances d'une bataille? ou bien devra-t-il suspendre les opérations dans le nord et appeler à lui l'armée du Portugal? ou bien devra-t-il se replier derrière Burgos, pour y attendre que le général Clausel ait terminé ses opérations, et pour ensuite se reporter en avant avec la totalité des forces? Votre Excellence

jugera peut-être que le sort de la campagne dépend de la solution de ces questions (1). »

« Monsieur le maréchal, par ma lettre en date du 7 de ce mois, je vous témoignais combien j'étais étonné de la nouvelle interruption de nos rapports avec le quartier général de Sa Majesté. Cet étonnement ne fait que se prolonger et s'accroître tous les jours avec le silence qui en est la cause, et qui me paraît de plus en plus difficile à expliquer.

Clarke à Jourdan. Paris, 18 mai 1813.

Je suis également sans nouvelles de l'armée du nord, et le général Clausel depuis son entrée en Navarre ne m'a point adressé de rapports. Le seul avis que j'aie eu des opérations de ce général m'est venu de Valence. Une lettre du duc d'Albuféra, du 1er de ce mois, m'a appris que le général Clausel a invité le général Paris à concourir, de tous les moyens qui sont à sa disposition, aux poursuites dirigées contre Mina. Le duc d'Albuféra me fait observer que ce concours est d'autant moins possible, que le général Paris est embarrassé de plus de 2,400 prisonniers, et que même il a retiré 3 mille hommes de l'Aragon, pour se mettre en état de contenir l'armée assez nombreuse qu'il a en tête.

Ces détails me conduisent, Monsieur le maréchal, à rappeler à Votre Excellence que depuis quelque temps, dans toutes mes dépêches, la situation de l'Aragon a été désignée au roi comme l'un des plus justes objets de sa sollicitude. J'ignore encore quel degré d'attention Sa Majesté Catholique a jugé à

(1) Cette lettre resta sans réponse.

propos de donner aux observations que je lui ai adressées à ce sujet au nom de l'Empereur. J'ai également informé le roi, dans la dernière lettre que je lui ai écrite, que l'Empereur s'étonnait que l'on ne fît aucune démonstration offensive pour inquiéter lord Wellington sur le Portugal, et surtout pour l'empêcher de détacher ailleurs une partie de ses forces. J'ignore également si, depuis peu, il a été fait quelque chose pour remplir sur ce dernier point les intentions de Sa Majesté Impériale. Si par quelques mouvements on avait menacé l'armée anglaise dans ses cantonnements, je concevrais jusqu'à un certain point que l'Aragon eût été laissé dans l'oubli; comme je m'expliquerais sans peine, si l'on eût porté des forces en Aragon, que l'on fût resté dans l'inaction du côté de Salamanque : mais on assure que lord Wellington a détaché de son armée 15 mille hommes, qui ont été portés sur d'autres points. Il est bien certain au moins que l'armée anglo-espagnole d'Alicante s'est, depuis quelque temps, singulièrement renforcée; il est certain encore que les Anglais ont en ce moment des vues offensives sur plusieurs points de l'Italie. S'il était vrai que lord Wellington se fût affaibli pour fournir à ces diverses expéditions, rien ne serait plus fondé que le mécontentement que l'Empereur vient de me témoigner sur l'inaction des armées du midi et du centre.

Je vous prie, Monsieur le maréchal, de vouloir bien soumettre ces diverses observations à Sa Majesté; et j'inviterai en même temps Votre Excellence à ne négliger aucun moyen pour rétablir

la correspondance sur le pied de régularité que l'Empereur a si fort recommandé. La dernière dépêche que j'ai reçue de vous a déjà près de quarante jours de date, et rien ne fait une impression plus fâcheuse sur l'esprit de l'Empereur que d'être si longtemps sans nouvelles de ses armées.

P. S. Il existe à Madrid un ouvrage publié par l'Imprimerie royale, sous le titre suivant : *Mémoire sur les observations astronomiques faites par les navigateurs espagnols en différents lieux du globe, pour servir de base à la construction des cartes marines ;* publié par la direction des travaux hydrographiques de Madrid, sous la surveillance de don Joseph d'Espinosa-Ytello, 2 vol. in-4°. Je serai très-obligé à Votre Excellence de vouloir bien m'adresser deux exemplaires de cet ouvrage, indispensable aux travaux du dépôt de la guerre. »

« Monsieur le duc, d'après tous les rapports que je vous ai précédemment envoyés, vous aurez vu qu'il est très-probable que lord Wellington a reçu des renforts qui réparent les pertes qu'il a faites pendant la campagne dernière. L'armée du midi et celle du centre ne présentent pas plus de 32 mille hommes d'infanterie. Ces deux armées, et celle du Portugal, offrent en cavalerie 9 mille hommes et 100 pièces de canon. Il eût été à désirer que vous m'eussiez fait connaître si l'intention de l'Empereur était qu'avec ces forces je m'opposasse aux tentatives de l'ennemi sur la Tormès et sur le Duero, assez pour en venir même à une affaire générale; Joseph à Clarke. Valladolid, 20 mai 1813.

s'il était convenable de rappeler du nord l'infanterie de l'armée du Portugal; enfin, s'il était préférable de se retirer sur la droite du Duero, et de céder à l'ennemi assez de terrain pour retrouver les six divisions de l'armée du Portugal vers Burgos, où une bataille perdue par l'ennemi pourrait avoir pour lui les résultats les plus funestes, puisqu'il se trouverait très-éloigné du Portugal. N'ayant point d'instruction qui détermine d'une manière précise quel est celui de ces trois partis que je dois prendre, je me décide pour le troisième. Si je reconnais que l'ennemi est vraiment aussi en force qu'il l'était à Salamanque, et si les succès du général Clausel dans le nord ne lui permettent pas, d'ici au moment où l'ennemi entrera en campagne, de me renvoyer des divisions de l'armée du Portugal, vous sentirez, Monsieur le duc, combien il importe que vous prescriviez au général Clausel, dont je ne n'ai point reçu de rapports depuis longtemps, de renvoyer sur le Duero les troupes de l'armée du Portugal dont il n'aurait pas un extrême besoin. Il y a longtemps que je n'ai reçu de vos dépêches; on me mande de Burgos que les courriers sont arrêtés à Vittoria et au delà; je fais recommander au général commandant la 6[e] division de l'armée du Portugal de se mettre en communication avec le général Thouvenot, gouverneur à Vittoria. »

Clarke à Joseph. Paris, 25 mai 1813.

« Sire, les lettres dont Votre Majesté m'a honoré sous les dates des 16, 26 avril et 2 mai, me sont parvenues en même temps, et je me suis empressé

de les transmettre à l'Empereur. Les objets les plus importants de ces dépêches se trouvent traités pour la plupart dans les lettres que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté depuis celle du 16 avril, dont elle m'a accusé réception. Ma lettre du 29 avril contient particulièrement des explications de nature à éclairer des doutes et à lever bien des difficultés. Il me tarde beaucoup d'apprendre que Votre Majesté l'a reçue, et j'espère qu'elle en aura été satisfaite. En attendant, je vois toujours avec peine l'incertitude et la difficulté des communications. L'expédition du général Clausel en Navarre, et celle qu'il a fait entreprendre en même temps sur Castro, ont pu sans doute éloigner momentanément nos forces de la route de France, et laisser le champ libre aux bandes qui l'infestent depuis si longtemps; mais Mina ayant été chassé de la Navarre et Castro repris par nos troupes, rien ne doit plus s'opposer à ce que la ligne de communication avec la France soit établie et assurée, conformément aux intentions de l'Empereur. Je prierai même à cette occasion Votre Majesté de vouloir bien s'occuper elle-même de cet objet important, et d'y donner tous ses soins. Il dépendra d'elle de faire à cet égard toutes les dispositions nécessaires, et d'exiger qu'elles soient ponctuellement suivies, tant par le général Clausel que pour tous ceux qui devront y concourir. J'attends le résultat de ce que Votre Majesté aura jugé convenable d'ordonner, soit à cet égard, soit à tout autre, avec une entière confiance, et avec l'espérance bien fondée d'avoir à transmettre incessamment à

l'Empereur des nouvelles satisfaisantes de ses armées d'Espagne. Je me réserve de répondre sous peu, d'une manière plus particulière, à quelques objets contenus dans les différentes dépèches de Votre Majesté; mais je n'ai pas voulu différer de lui en accuser réception. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 26 mai 1813.

« Monsieur le duc, vous trouverez ci-joint les derniers rapports qui me sont parvenus sur l'armée ennemie.

J'ai vu ici le comte Gazan, arrivé d'Arevalo hier, et reparti ce matin.

Il donne l'ordre au général Leval de repasser en deçà du Guadarama pour rejoindre le reste de l'armée; les troupes, ainsi réunies, seront en mesure d'agir suivant les événements. »

Joseph à Clausel. Valladolid, 27 mai 1813.

« Général, je n'ai pas reçu de vos lettres depuis le 10 avril. Toute l'infanterie de l'armée du Portugal, moins 3 bataillons, est depuis longtemps sur le territoire de l'armée du nord. Les Anglais ont passé l'Agueda, et s'avancent sur la Tormès. Si lorsque cette lettre vous parviendra vos opérations sont assez avancées pour que vous puissiez, sans en compromettre l'issue, renvoyer des troupes de l'armée du Portugal, vous devez sentir de quelle importance doit être leur retour ici. »

Joseph à Clarke. Valladolid, 27 mai 1813.

« Monsieur le duc, le maréchal Jourdan vous envoie les rapports que transmet le général Reille sur le mouvement de l'ennemi vers l'Esla. Ce général s'y porte avec des forces suffisantes pour arrêter ce mouvement, s'il est réel, et donner le temps au

général Leval de rejoindre le reste de l'armée. »

« Monsieur le duc, par la série des rapports des généraux et de mes réponses, dont, ou le maréchal Jourdan ou moi, nous vous envoyons régulièrement les copies, vous avez été à même de donner à l'Empereur une connaissance précise des événements qui ont eu lieu depuis que l'armée anglaise s'est réunie. J'ai vu avec peine que la division Villate ait été engagée avec la cavalerie ennemie, n'ayant qu'un seul régiment de cette arme. Si l'Empereur était frappé de cette idée, la justice veut que je rappelle à Sa Majesté Impériale ma lettre du 17 de ce mois au général en chef de l'armée du midi, qui porte cette disposition : « Aussitôt que vous apprendrez que « lord Wellington est en mouvement, vous porterez « sur la Tormès toute la cavalerie dont vous pour- « rez disposer, tant pour observer la marche de l'en- « nemi que pour protéger la retraite du général « Villate. La division de ce général devra se re- « tirer lentement, afin de protéger au besoin la ca- « valerie. » Joseph à Clarke. Valladolid, 30 mai 1813.

J'attends la nouvelle de la réunion du général Leval au reste de l'armée. Je n'ai pas de lettres du maréchal Suchet depuis sa dépêche du 2 mai; point du général Clausel depuis le 10 avril. »

« Monsieur le duc, je reçois à l'instant vos lettres depuis le 29 avril jusqu'au 6 mai. Joseph à Clarke. Valladolid, 30 mai 1813.

Je n'ai point de nouvelles du général Clausel. Je suis bien aise que vous ayez écrit à ce général, de la part de l'Empereur, que l'intention de Sa Majesté

est que mes ordres soient exécutés dans le nord, tant sous le rapport administratif que sous le rapport militaire. J'espère que le mal qui est résulté d'un ordre de choses différent de celui que vous m'annoncez ne se prolongera pas. Cependant, nous ne pouvons vous dissimuler que l'état de la Navarre, de l'Aragon, de la Biscaye, ne s'en ressente longtemps. Je vous ai trop fréquemment parlé, Monsieur le duc, de la lettre du comte Dorsenne, par laquelle il me déclara qu'il ne pouvait m'envoyer de rapports parce qu'il n'était pas sous mes ordres, pour que je ne vous la rappelle pas aujourd'hui avec peine; mais l'Empereur ne peut pas ignorer que le général Caffarelli a constamment suivi la même marche; et, à l'heure où j'ai l'avantage de répondre à votre lettre, je n'ai encore, à l'égard du général Clausel, que l'espoir que désormais il me rendra compte, et qu'il exécutera les ordres que je serai dans le cas de lui adresser directement, ou de lui faire transmettre par le maréchal Jourdan ou par M. Mathieu Favier, ordonnateur en chef.

Vous remarquerez, Monsieur le duc, que ce n'est qu'aujourd'hui que je reçois l'avis que la disposition de mon décret de Salamanque du 22 novembre, qui centralise l'administration des armées françaises dans les mains de M. Mathieu Favier, ordonnateur en chef, est approuvée par l'Empereur. Il n'y a pas de doute que si les généraux en chef et les ordonnateurs des divers corps d'armée eussent reçu plus tôt l'ordre de reconnaître M. Mathieu Favier, il y aurait eu plus d'ensemble dans l'administration.

Quant aux rapports de mes ministres avec l'armée française, ils sont nuls; ils ne s'immiscent en rien de ce qui regarde son administration. Le peu d'action qu'ils ont dans les affaires n'a trait qu'aux affaires étrangères à l'armée; et M. O'Ffarill, ministre de la guerre, qui lui a rendu souvent des services, dont l'Empereur a apprécié les talents dans d'autres circonstances, n'est occupé que de l'administration du peu de troupes qui sont à mon service. Le Trésor de France n'envoyant que 2 millions de francs par mois, il est évident qu'il faut bien que le pays occupé par l'armée fournisse aux besoins de tous les services; mais comme ceux des armées, quoique incommensurablement plus grands, ne sont pas les seuls, il faut bien aussi trouver les moyens de faire vivre chacun, ou renoncer aux services qu'on ne veut pas payer. Je m'en rapporte, au surplus, à ce que j'ai eu l'avantage de vous dire sur cet article dans ma lettre du 19 de ce mois. »

Joseph au général Thouvenot. Valladolid, 30 mai 1813.

« Général, je vous prie d'envoyer sur-le-champ, par des affidés, les billets ci-joints au général en chef Clausel, s'il se trouve encore éloigné de Vittoria au moment où ils vous parviendront (1). »

Joseph à Clarke. Torquemada, 5 juin 1813.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre du 11 mai. Je conçois la peine que l'Empereur peut avoir éprouvée du retard dans la correspondance de ses armées d'Espagne; je la partage bien vivement, et vous le sentirez facilement lorsque vous saurez que ce n'est qu'aujourd'hui que je reçois les lettres

(1) C'était l'ordre pour qu'il eût à rallier l'armée.

de Paris du 10 au 19 mai; que je n'en ai reçu aucune du général Clausel depuis qu'il a été rejoint par les troupes de l'armée du Portugal. Non-seulement 20 mille hommes sont passés dans l'arrondissement de l'armée du nord, mais la totalité de l'infanterie, moins trois bataillons restés au général Reille.

Tout ce qu'il était donc possible de faire pour renforcer le nord a été fait, puisque la totalité de l'armée du Portugal y est passée, et que ce sont des troupes de l'arrondissement de l'armée du centre qui ont dû quitter leurs armées pour escorter dans le nord l'artillerie de l'armée du Portugal. Si vous ajoutez à ces pertes qu'ont éprouvées les deux armées qui sont en présence des Anglais, le départ de la division espagnole et d'un régiment de ma garde que j'ai dû envoyer dans le nord pour escorter les énormes convois des employés de toutes les provinces abandonnées par les armées, et des familles qui ont le plus à craindre de la vengeance des ennemis, vous concevrez facilement, Monsieur le duc, comment je n'ai pas aujourd'hui plus de 40 mille hommes à opposer aux armées combinées.

Il me paraît donc bien démontré que j'ai fait en faveur de la commission dont est chargé le général Clausel plus même qu'il ne m'était prescrit : s'il ne réussit pas, si les communications ont continué à n'être pas libres, ce non-succès ne saurait que m'affliger; mais je n'ai pas à regretter de n'avoir pas fait tout ce qui était en mon pouvoir pour remplir les intentions de l'Empereur, et je rappelle à

votre pensée les lettres que je n'ai cessé d'écrire depuis mon arrivée à Valladolid, notamment celle du 23 mars. Vous conviendrez que mes prédictions se sont malheureusement trop vérifiées.

Quant à l'Aragon, j'ai toujours été étranger à tout ce qui s'est fait dans cette province. Je n'ai jamais reçu aucun rapport de ceux qui y commandent, j'ignore même leurs noms; et je ne puis y envoyer des forces qu'autant que je m'y porterai moi-même avec tout ce qui est encore sous mes ordres, ou exposer celles qui resteraient ici à une destruction infaillible, puisque les armées ennemies marchent sur nous avec toutes leurs forces : je ne crois pas exagérer en les portant au double des nôtres.

Tous les rapports que j'ai sur la force de l'armée combinée s'accordent à la porter à 80 mille hommes, dont 55 mille Anglais ou Portugais. Je n'ai à leur opposer que 40 mille hommes : je suis donc hors d'état de menacer le Portugal, sans les troupes que le général Clausel commande. Dois-je rappeler à moi l'armée du Portugal pour arrêter l'ennemi, ou le rejeter en Portugal ? Je vous ai déjà écrit à ce sujet, Monsieur le duc, le 30 mai. Si c'est la volonté de l'Empereur, je vous prie d'en donner l'ordre au général Clausel, dont je suppose que vous recevez des rapports. Le moment est venu où les affaires de la Péninsule peuvent être décidées par une affaire générale : les ennemis seront réunis sous Burgos avec la totalité de leurs forces, et nous ne le serons pas si l'armée du Portugal ne nous re-

joint pas. Si nous sommes obligés de repasser l'Èbre, comment l'armée vivra-t-elle dans un pays tout insurgé, dans des *sierra* où nous perdons tout l'avantage de la cavalerie, dans un pays où les bandes deviennent de bonnes troupes? Il me paraît donc qu'il faut, avant tout, se réunir; que le général Clausel devrait recevoir l'ordre de nous rejoindre avec tout ce qu'il pourra m'amener de l'armée du Portugal et même du nord, et qu'avant de passer l'Èbre, l'armée française doit livrer une bataille qui rétablira nos affaires dans le pays. Je fais connaître au général Clausel notre position. J'ignore s'il jugera pouvoir se réunir à nous dans les plaines de Burgos; je le désire beaucoup. Je connais toutes les obligations dont est susceptible ce parti; mais il y en a à tous ceux que l'on peut prendre.

Quant à la pacification du nord, je le répète, elle serait la suite d'une bataille gagnée, suivie d'un ordre de choses où l'autorité espagnole serait seule reconnue, et dans lequel les habitants seraient guéris des craintes qu'on leur a inspirées, et sauraient bien évidemment être appelés à faire partie d'un même tout, et à ne pas perdre le nom espagnol, auquel tous les habitants de tous les coins de l'Espagne tiennent plus qu'à leur propre existence.

Je suis trop bon Français, Monsieur le duc, trop bon serviteur de l'Empereur, je connais trop bien le pays que j'habite depuis cinq ans, pour avoir jamais dissimulé ces vérités. Le temps ne fait tous les jours que me convaincre davantage que j'ai bien vu. Je n'hésite donc pas à répéter: Battons

les Anglais, les vrais ennemis de la France en Espagne; et les Espagnols redeviendront des alliés, et ils rentreront dans le système de la France, dans lequel ils ont été depuis cent ans, et qu'ils regrettent tous les jours davantage. »

« Monsieur le duc, le maréchal Jourdan vous envoie le rapport journalier des mouvements de l'armée depuis notre départ de Valladolid. Je me suis rendu ici aujourd'hui, pour m'assurer de plus près des dispositions de l'ennemi. Je me suis convaincu qu'il marche directement sur le Carrion; et comme cette position n'est pas tenable, l'armée va se réunir derrière la Pizuerga. Tous les rapports s'accordent toujours à porter ses forces de 70 à 80 mille hommes. Toutes les recherches que l'on a faites n'ont pu me donner de notions précises sur des troupes embarquées de la Péninsule pour des expéditions lointaines.

Joseph à Clarke. Palencia, 6 juin 1813.

Je donne avis des mouvements que fait aujourd'hui l'armée, au maréchal Suchet et au général Clausel : comme il est douteux que mes lettres leur parviennent avant les vôtres, Monsieur le duc, il serait bon que vous leur fissiez connaître les intentions de l'Empereur. Quant à moi, mon opinion est que le général Clausel doit nous rejoindre vers Burgos, et que le maréchal Suchet fasse en sorte de n'être jamais compromis par la position avancée et isolée qu'il a aujourd'hui en Espagne. »

« Monsieur le duc, vous verrez, par les lettres que j'écris au maréchal Suchet et au général Clausel,

Joseph à Clarke. Tor-

quemada, 7 juin 1813. quelle est mon opinion sur notre position. Je désire bien vivement surtout que le général Clausel obtempère à ma demande, ou qu'il me fasse connaître incessamment s'il a des ordres contraires, afin que je puisse prendre mon parti en conséquence. Vous apprendrez avec peine, Monsieur le duc, ce que vient de m'annoncer le maréchal Jourdan, que j'avais chargé de se faire rendre compte de la situation du fort de Burgos. Ce maréchal vous écrit à ce sujet : il résulte du rapport qu'il a reçu des commandants de l'artillerie et du génie, que ce fort n'est pas réparé, et qu'il ne peut pas l'être avant le mois de septembre; qu'il n'est pas approvisionné, et que Burgos étant dans ce moment le point de réunion de tant de consommateurs, il serait bien difficile de jeter dans ce fort un approvisionnement convenable pour un long siége, si les forts le mettaient dans le cas de le soutenir C'est donc une bataille générale qui est aujourd'hui notre plus grande espérance, et nous ne pouvons la livrer sans l'infanterie de l'armée du Portugal.

Je vous renouvelle donc, Monsieur le duc, mes instances pour que vous écriviez dans ce sens au général Clausel, si vous jugez remplir en cela les intentions de l'Empereur. »

Clarke à Joseph. Paris, 7 juin 1813. « Sire, depuis ma dernière lettre du 28 mai, j'ai reçu celles dont Votre Majesté m'a honoré sous les dates des 9 et 12 du même mois, que j'ai eu soin de transmettre aussitôt à l'Empereur. Les retards toujours subsistants dans la correspondance annon-

cent que rien n'a changé quant à la difficulté des communications entre Bayonne et Valladodid; les avantages remportés sur Mina par le général Clausel, la prise de Castro, le succès des opérations entreprises par les généraux Foy, Sarrut et Palombini, n'ont eu aucun résultat pour la sûreté des courriers et des convois. Les ordres réitérés de l'Empereur à l'égard de cet important objet n'ont donc pas encore reçu leur entière exécution, et j'ai lieu de craindre que Sa Majesté Impériale ne soit pas satisfaite de cet état de choses. Il est impossible de se dissimuler que l'Empereur avait des idées bien justes à cet égard, et que ses plaintes réitérées sur la longue inaction des troupes, sur le peu de soin qu'on a pris de maintenir les communications, sur les retards qu'on a mis à pacifier le nord de l'Espagne, ne fussent trop réellement fondées. Depuis l'époque où Sa Majesté Impériale a commencé à témoigner ses appréhensions et à s'expliquer sur l'importance qu'elle attachait à la tranquillité des provinces du nord, les bandes ont redoublé d'activité et d'audace, se sont progressivement accrues à un point réellement inquiétant, et jamais la sûreté des communications n'a été plus fortement compromise. Enfin, des renforts de troupes sont arrivés successivement et lentement au général Clausel, et le mal était presque au comble lorsqu'on s'est occupé du remède : il est fort à craindre que le retard n'en diminue l'efficacité; et je n'oserais affirmer à cette occasion que l'Empereur veuille admettre les motifs allégués pour justifier la lenteur des mouvements opérés par les armées du

midi, du centre et du Portugal. On peut en effet se permettre de croire que ces mouvements n'exigeaient pas autant de précaution qu'on en a apporté à les exécuter, et que, dans la position où se trouvait l'ennemi, on n'avait nullement à craindre qu'il cherchât à tenter quelque chose : son éloignement, son dénûment de moyens de transports, sa constante et timide circonspection dans les opérations qui sortent de sa routine ordinaire, tout annonçait une entière facilité d'agir de notre côté de la manière la plus convenable à nos vues, sans inquiétude et sans inconvénient. J'ajouterai que la mésintelligence qui existait entre les Anglais et les Espagnols, le voyage de lord Wellington à Cadix, les changements opérés dans son armée, dont plusieurs régiments ont été envoyés en Angleterre, étaient autant de circonstances favorables pour opérer sans crainte tous les mouvements que pouvaient exiger les ordres de l'Empereur.

Enfin, Sire, en répondant à des lettres écrites avant que mes dépêches les plus importantes fussent parvenues à Votre Majesté, il deviendrait superflu d'entrer dans des explications dont l'objet a changé depuis cette époque. Je dois donc me borner à rappeler les dates des lettres sur le contenu desquelles il est convenable d'appeler particulièrement l'attention de Votre Majesté, comme celles des 29 et 30 avril, 11 et 18 mai. Quoique les duplicata en aient été expédiés successivement, l'enlèvement de plusieurs courriers sur la route de Vittoria à Bayonne m'engage à en remettre les duplicata au général Bigarré, porteur de la présente; et en attendant les

réponses dont Votre Majesté voudra bien m'honorer, j'aurai soin de la tenir informée des événements qui parviendront à ma connaissance, soit de Navarre, soit de l'Aragon et de Valence, dont je n'ai reçu aucune nouvelle depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 28 mai. »

Clarke à Jourdan. Paris, 7 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date des 9 et 12 mai dernier; j'en ai transmis aussitôt le contenu à l'Empereur.

Je ne puis donner à Votre Excellence aucune solution sur les détails très-importants que contient sa lettre du 12. C'est à l'Empereur seul à faire connaître ses vues sur le parti que l'on aura à tirer des ouvertures qui ont été faites à Sa Majesté Catholique. Il me paraît tout à fait convenable d'attendre entièrement sur cet objet les intentions de Sa Majesté Impériale.

Les détails à peu près contradictoires que Votre Excellence a reçus et qu'elle me transmet sur les projets de lord Wellington, et sur les préparatifs qui se font dans ses cantonnements, ne permettent pas d'avoir encore la moindre opinion de ses vues pour le cours de cette campagne. Il est aussi permis de croire que les révolutions survenues à Cadix et le mécontentement des généraux espagnols ont pu déranger ses premiers plans, et apporter quelques retards à ses nouvelles opérations.

Je n'ai point encore reçu de Votre Excellence l'avis de la réception des ordres de l'Empereur

contenus dans ma dépêche du 9 avril dernier. Ces ordres ne permettent plus aux généraux commandant dans la Péninsule aucune espèce de doute sur le degré d'obéissance qu'ils doivent au roi, et l'Empereur a aussi concilié, autant qu'il le pouvait, les désirs de Sa Majesté Catholique avec certains principes dont il ne pouvait se départir; mais vous avez pu y voir aussi, Monsieur le maréchal, l'intention où est Sa Majesté Impériale que vous preniez, entre le roi et les généraux commandant les corps d'armée, le rang véritable où vous appellent les fonctions dont vous êtes investi. Ainsi, en même temps que Votre Excellence devient auprès de tous les commandants de corps d'armée l'interprète légal des volontés de Sa Majesté Catholique, les observations et les avis de Votre Excellence acquièrent par là même aux yeux du roi une importance proportionnée, et il n'est aucune opération à laquelle le succès et l'honneur des armées de Sa Majesté Impériale vous permettent de rester indifférent. Ainsi vos devoirs, Monsieur le maréchal, s'étendent avec vos droits; et j'ai la ferme confiance que la cause de Sa Majesté Catholique et les intérêts de l'Empereur ne pourront que gagner à cet accroissement d'influence. »

Joseph au général Thouvenot. Burgos, 10 juin 1813.

« Général, le chef d'escadron Huot, aide de camp du général en chef de l'armée du nord, repart d'ici, chargé d'une dépêche de la plus haute importance. Faites-lui fournir des escortes par la route de Salvatierra, afin qu'il puisse gagner trois

jours, ce qui, dans ces circonstances, peut être du plus grand intérêt.

Si vous avez connaissance de la marche des divisions Sarrut et Foy, faites-leur connaître qu'il importe qu'elles se rapprochent de l'Èbre.

Il vous arrivera beaucoup de monde à Vittoria; c'est un moment difficile, pendant lequel je compte beaucoup sur votre zèle et votre bonne volonté habituelle.

L'armée est en pleine marche; il importe que nos forces se réunissent incessamment. »

« Monsieur le duc, je reçois enfin des lettres du général Clausel; elles sont du 4 au 30 mai. Le général Clausel demande encore 12 mille hommes d'infanterie et mille hommes de cavalerie pour soumettre la Navarre. Cependant, la totalité de l'infanterie de l'armée du Portugal, moins 3 bataillons qui sont restés au général Reille, se trouve dans l'arrondissement de l'armée du nord. Joseph à Clarke. Burgos, 10 juin 1813.

Ma lettre précédente vous a instruit que l'ennemi était entré en campagne avec des forces supérieures, ce qui ne me permet pas de différer plus longtemps à réunir toutes les troupes pour déconcerter ses projets. Quant à la guerre de la Navarre, je n'ai jamais varié dans l'idée qu'elle ne se terminera que comme celle de la Vendée, par des événements qui améliorent l'opinion.

Le fort de Burgos n'est ni réparé ni approvisionné; le maréchal Jourdan vous écrit en détail

sur cet objet, en vous envoyant les divers rapports qu'il a reçus.

J'ai autorisé l'intendant général à employer tous les moyens possibles pour procurer à l'armée des vivres; il n'y a point ici de magasins, le pays est épuisé, et la présence de l'ennemi, obligeant les troupes à rester réunies, leur ôte la possibilité de vivre dans les cantonnements. M. Mathieu Favier écrit à Bayonne pour qu'on dirige sur Vittoria le plus de biscuit que l'on pourra; il fait diriger sur Vittoria les immenses convois civils et militaires dont nous sommes encombrés.

Je vous prie, Monsieur le duc, de venir au secours de l'armée en lui faisant envoyer le plus de vivres possible, et en approuvant les mesures que je me verrai graduellement dans la nécessité de prescrire à M. Mathieu Favier, ordonnateur en chef, pour trouver des vivres à tout prix. »

Clausel à Joseph. Pampelune, 15 juin 1813.

« Sire, je reçois aujourd'hui les billets que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire *les* 29 *et* 30 *mai, et celui du* 7 *de ce mois* (1). Je vais interrompre la chasse qu'on donne de toutes parts aux insurgés avec succès, et porter les troupes de l'armée du Portugal vers Burgos; j'ajouterai à ces troupes celles disponibles de l'armée du nord. Pampelune faiblement gardé, ainsi que tous les points de

(1) Cette lettre et ces dates sont très-importantes, car en les rapprochant de la distance qui sépare Pampelune de Burgos, on voit que rien n'était plus facile au général Clausel que de rallier l'armée du roi avant le 21, jour de la bataille de Vittoria.

la communication, Bilbao, Castro, Santona, Votre Majesté ne peut compter que sur 4 mille hommes de l'armée du nord. »

« Monsieur le maréchal, le capitaine Feuchet me remet vos lettres du 26 mai. Je vous ai écrit les 6, 13 et 14 juin. J'espère que mes lettres vous seront parvenues, et que vous aurez senti la nécessité de vous retirer sur l'Èbre. J'attends impatiemment des nouvelles de votre mouvement. L'ennemi ayant pris l'offensive avec des forces doubles des miennes, j'ai dû me retirer jusqu'à ce que je puisse être rejoint par l'infanterie de l'armée du Portugal, qui avait été envoyée en totalité (moins 3 bataillons) dans l'arrondissement de l'armée du nord d'Espagne. Aujourd'hui, j'ai été rejoint par la moitié de cette infanterie, et j'espère ne pas tarder à être rejoint par l'autre moitié. Je suppose que vos places sont en état de défense pour résister à l'ennemi. C'est à vous à juger, au reste, du genre de secours dont elles pourraient avoir besoin. Dans la situation actuelle, je désire que la Catalogne vous permette de vous porter sur Saragosse, où il vous sera plus facile de me faire avoir de vos nouvelles et de combiner nos opérations. Au surplus, d'après ce que me dit votre officier, j'ai tout lieu d'espérer que vous êtes aujourd'hui en mouvement sur Saragosse, et que je ne tarderai pas à avoir de vos nouvelles. »

Joseph à Suchet. Miranda, 16 juin 1813.

« Sire, toutes les troupes qui sont dans la Navarre se dirigent sur Logrono ; elles y seront ren-

Clausel à Joseph. Pampelune.

7 juin 1813. dues le 19. La division Taupin était dans la Barunda; je lui envoie aussi l'ordre de se porter sur l'Èbre, et de faire demander des ordres à Vittoria lorsqu'elle passera à quelque distance de cette place, étant probable qu'elle s'en approchera et qu'elle prendra la route de Trevino. J'ai encore donné l'ordre à une colonne mobile composée des 40e et 10e régiments, sous les ordres du colonel Decauchi, de se mettre en route de Bergara, et de se diriger de là sur Vittoria, après avoir pris la brigade italienne du général Saint-Paul : ainsi, toutes les troupes disponibles sont dirigées sur l'Èbre. Je dois cependant dire à Votre Majesté qu'il conviendrait d'avoir une colonne mobile dans le Guipuscoa, pour être à portée de secourir les postes attaqués et ceux qui pourraient l'être sur la route, sur la côte.

Si les bandes se portent au delà de l'Èbre, si aucune disposition de la part de l'ennemi n'annonce des débarquements prochains sur la côte, cette colonne mobile deviendrait entièrement inutile sur la route, et dans les provinces de Biscaye et du Guipuscoa.

D'après ce que Votre Majesté a daigné m'écrire, qu'elle espérait battre les Anglais si je réunissais de suite les troupes de l'armée du nord aux armées du Portugal, du midi, du centre, je n'ai pas dû hésiter à interrompre nos opérations en Navarre pour porter au plus tôt toutes les forces vers l'Èbre et le Duero.

Le général Thouvenot mettra sous les yeux de Votre Majesté l'état des troupes qui sont sur la com-

munication d'Irun à Vittoria, afin d'en diminuer le nombre si elle les juge trop nombreuses. Si le général L'Huillier pouvait faire entrer en campagne quelques bataillons nouveaux, on relèverait à Tolosa, à Vittoria, à Miranda, les 22e, 62e et 64e régiments, dont on tirerait un grand parti, et ils me serviraient à former une seconde division de troupes de l'armée du nord. Je prie Votre Majesté de me faire connaître ses intentions à Logrono ou Haro.

Après avoir établi les troupes dans les cantonnements en deçà de l'Èbre et près de Haro, je me rendrai au quartier général de Votre Majesté, pour prendre les ordres qu'elle daignera me donner.

Il y a à Tudela 60 milliers de salpêtre et 60 milliers de fer coulé; il y a aussi, dans cette ville, une garnison que je ne puis faire sortir sans des ordres précis de Votre Majesté. Je les lui demande. Si je n'avais dû m'empresser de me rendre vers le haut Èbre, j'aurais profité des voitures du convoi venu de France, et en huit jours j'aurais évacué tout; mais je vais au plus pressé. Si nous battons l'ennemi, l'évacuation se fera à volonté. »

Clarke à Joseph. Paris, 18 juin 1813.

« Sire, depuis que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté le 7 de ce mois, je n'ai reçu aucune lettre d'elle, et je ne vois pas sans inquiétude cette interruption toujours existante dans les communications. Le général Clausel a fait, de son côté, tout ce qui était en son pouvoir pour établir la tranquillité dans le nord; il s'est attaché particuliè-

rement à la poursuite de Mina, tandis qu'il a continué d'employer les généraux Foy, Sarrut et Palombini à la destruction des bandes de la Biscaye, du Guipuzcoa et de l'Alava. C'est donc en Castille où il convenait d'opérer simultanément dans le même sens et selon les circonstances; mais c'était à Votre Majesté qu'il appartenait surtout de donner à cet égard les ordres nécessaires pour faire coïncider cette opération avec celles du général Clausel. L'armée du centre était en mesure d'agir pour cet effet; et, dès le 9 avril dernier, j'avais écrit au général comte d'Erlon qu'il devait s'entendre avec le général Clausel pour établir un concert entre ses troupes et celles que commandait le général Darmagnac, chargé, à cette époque, de donner la chasse aux bandes répandues entre le Duero et l'Èbre; mais je n'ai point appris qu'on ait donné quelque suite à cette idée, dont le comte d'Erlon n'a pu méconnaître l'importance, et dont il a dû rendre compte à Votre Majesté. Quoi qu'il en soit, je ne puis me dissimuler que l'Empereur doit être étonné que ses ordres si précis et si réitérés sur l'établissement des communications entre Valladolid et Bayonne, souffrent autant de délais dans l'exécution. Votre Majesté me rendra du moins la justice d'observer que ma persévérance à solliciter auprès d'elle l'accomplissement des ordres de l'Empereur a été aussi pressante que soutenue, et que j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour obtenir ce résultat important. L'inaction des Anglais a tellement favorisé jusqu'à présent toute espèce d'opérations, que la plus

légère démonstration de leur part n'est pas venue troubler notre tranquillité; et cette remarque, qui se trouve plus d'une fois dans les ordres de l'Empereur, devient plus juste et plus frappante à mesure que cette inaction se prolonge. Ainsi, un temps précieux s'est écoulé sans fruit, et je crains que Sa Majesté Impériale n'ait à renouveler les plaintes qu'elle m'a souvent adressées sur le peu de parti qu'on a tiré de la longue tranquillité dont les Anglais nous ont laissé jouir : personne ne désire plus vivement que moi de pouvoir prévenir ces nouvelles plaintes par l'annonce de quelques opérations offensives qui remplissent les intentions de l'Empereur, et qui lui prouvent que Votre Majesté n'attendait qu'une occasion favorable pour les entreprendre. »

Clarke à Joseph. Paris, 18 juin 1813.

« Sire, j'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté que, d'après les avis qui me sont parvenus de Valence et de la Catalogne, le duc del Parque, qui était avec 18 mille hommes à Requena, s'est porté inopinément en Murcie, d'où il est allé, le 27 mai, relever les Anglais dans leur camp retranché de Castalla; et les troupes alliées se sont mises en marche pour Alicante, où elles se sont embarquées, au nombre de 14 mille hommes, 600 chevaux et 24 bouches à feu. Le 31 mai, cette expédition a mis à la voile, et, le 3 juin, elle a opéré un débarquement devant Tarragone, qui a été investi et sommé. Le gouverneur a répondu convenablement, et le feu a commencé contre la place. Le duc d'Albuféra ayant appris, le 4 juin, que la flotte ennemie me-

naçait Tarragone, avait pris le parti de marcher sur-le-champ au secours, avec 6 mille hommes d'infanterie et 800 chevaux; et ce petit corps d'armée a été vu, le 6 juin, à Vinaros, où il n'est resté que quelques heures, pour continuer sa marche. De son côté, le général Decaen, apprenant à Girone le danger où se trouvait Tarragone, a donné ordre à 4 bataillons et un escadron de se rendre à Barcelone, et a prescrit au général Maurice Mathieu d'y joindre tout ce qu'il pourrait de sa garnison, pour marcher sur le Llobregat, et agir selon les circonstances, en attendant que le général Decaen pût le rejoindre avec 6 autres bataillons; mais comme il en attendait 2 de Puycerda, il ne croyait pas les avoir réunis avant le 15 ou le 16 juin; et j'espère qu'à cette époque le sort de Tarragone sera décidé, par l'effet de la marche rapide du maréchal duc d'Albuféra. Quoi qu'il en soit, j'ai dû appeler à cette occasion l'attention de Votre Majesté sur la position de l'armée d'Arragon, obligée de faire face partout à un ennemi dont la facilité de se transporter où il veut multiplie les forces et les moyens. En effet, il ne s'est pas contenté de se porter sur Tarragone, il a envoyé une escadre dans le golfe de Roses, où il a opéré un petit débarquement de 2,500 hommes, tandis qu'un autre débarquement a eu lieu à Villanova, où le général Wimpfen est arrivé avec 4 mille hommes et 500 chevaux, venant de Mahon. Tel est l'effet de l'isolement où se trouve le duc d'Albuféra, qui permet aux ennemis de tout entreprendre contre lui, sans crainte d'aucune diversion

en sa faveur. Ceci me ramène à ce que j'ai eu l'honneur de faire observer à Votre Majesté par ma lettre du 30 avril dernier, sur la nécessité d'établir une ligne de communication avec Valence, en la prévenant que j'écrivais sur ce point au général Clausel, et que je l'engageais à prendre les ordres de Votre Majesté. Ce général m'a répondu que cette ligne pouvait se prendre d'une manière courte, facile et convenable, depuis Valladolid, par Aranda de Duero, Osma-Almazan et Calatayud; et l'on doit s'en rapporter sur ce point à ceux qui sont sur les lieux, tellement que j'abandonne au général Clausel le soin de prendre à cet égard les ordres de Votre Majesté. Mais, en attendant que la chose puisse s'accomplir, les circonstances actuelles m'ont obligé d'écrire au général Clausel que si le maréchal duc d'Albuféra, pressé par des forces trop supérieures, se trouvait dans la nécessité d'appeler à lui le général Paris, il ne devait pas balancer d'envoyer à Saragosse une des divisions à ses ordres, pour y relever ce général, contenir le pays sur la rive gauche de l'Èbre, et maintenir les communications avec la France. J'avais toujours fait espérer au duc d'Albuféra que Votre Majesté donnerait des ordres au général Clausel pour exécuter cette disposition à l'instant où elle deviendrait praticable (1); mais l'urgence des événements est devenue telle, que,

(1) Le ministre de la guerre semble oublier que les généraux en chef, une fois placés hors de la vue du roi et de son major général, ne voulaient plus obéir qu'aux ordres venus de Paris; qu'ils tendaient, par tous les moyens possibles, à se rendre indépendants, et

sans pouvoir attendre plus longtemps la détermination de Votre Majesté à ce sujet, j'ai dû prescrire au général Clausel d'agir dans ce sens, à l'instant où les circonstances le rendront nécessaire; et j'espère que Votre Majesté ne pourra qu'approuver une mesure qui m'était impérieusement prescrite par l'état actuel des affaires, comme par le bien du service de l'Empereur. »

Clarke à Jourdan. Paris, 22 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, au mois de février dernier, après les affaires que le général Vichery eut, dans la province de Guadalaxara, avec la bande de l'Empecinado, un convoi de 600 prisonniers, dont 29 officiers, fut dirigé sur France par le comte d'Erlon, et partit de Madrid le 5 mars. Le comte d'Erlon a su depuis que ce convoi a été conduit avec beaucoup de négligence, et que, par suite des évasions qui ont eu lieu en route, il était réduit à très-peu de chose en arrivant à Bayonne.

Le comte d'Erlon ajoute que ces évasions, qui se répètent souvent, ne sont pas seulement le résultat de la négligence des escortes, mais qu'elles sont favorisées, et qu'il arrive que, moyennant une légère rétribution, on laisse échapper les prisonniers pendant la route. C'est ainsi que des prisonniers espagnols ont été faits prisonniers jusqu'à deux ou trois fois, et qu'à chaque fois ils ont repris immédiatement les armes. De là l'avantage qu'ont eu les bandes du nord pour se recruter, et

mettaient souvent des entraves aux opérations prescrites par Joseph. Il est facile de comprendre quel était leur but en agissant ainsi; mais cela avait les plus fâcheuses conséquences.

même pour acquérir des officiers plus ou moins expérimentés, qui ont peut-être servi à former leurs nouvelles milices.

Un objet aussi important me paraît mériter toute l'attention de Sa Majesté Catholique; et je ne doute pas, Monsieur le maréchal, lorsque vous le lui aurez soumis, qu'elle ne donne immédiatement des ordres à tous les généraux commandant les corps d'armée, pour que les escortes des prisonniers de guerre soient composées avec plus de soin, pour que les chefs en soient mieux choisis, et pour qu'ils préviennent, par une surveillance rigoureuse, les effets de la négligence et de la corruption, qui tendraient à favoriser les évasions de prisonniers.

Quoique j'aie lieu de penser que le roi donnera sur cet objet à l'armée du nord les mêmes ordres qu'à toutes les autres armées, je crois bien faire d'en écrire directement au général Clausel; d'autant plus que les commandants sur la ligne de communication ont besoin d'être rappelés aux devoirs de surveillance qu'ils ont à exercer à l'égard des convois, et que le territoire de l'armée du nord, le plus étendu de ceux que les convois ont à traverser, est celui où les évasions sont le plus fréquentes, et où elles ont les conséquences les plus préjudiciables. »

Clarke à Jourdan. Paris, 22 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les douze lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de Valladolid, de Torquemada et de Los-Valbasès, les 16, 19, 23, 26 et 30 mai, 5, 6 et 8 juin.

Toutes ces lettres, de dates si éloignées, me sont parvenues à la fois. J'étais depuis longtemps sans nouvelles du quartier général de Sa Majesté Catholique, et Votre Excellence peut juger de ma surprise lorsqu'à la réception de ces dépêches, et dans l'opinion où j'étais, d'après les précédentes, que l'armée anglaise était encore au fond du Portugal, il a fallu me transporter à l'idée que lord Wellington était le maître des deux rives du Duero, et que le roi, avec ses trois armées, se repliait sur Burgos.

Un avis que je viens de recevoir du général Thouvenot, et auquel je n'ose encore ajouter foi, tant il me paraît étrange, m'annonce que le roi était près de se rendre de sa personne à Vittoria.

Quoi qu'il en puisse être, et pour satisfaire à l'objet le plus pressant des lettres que j'ai reçues, tant de Sa Majesté Catholique que de Votre Excellence, je viens d'écrire au général Clausel, et je lui prescris, quel que soit l'état actuel de ses opérations contre les bandes, d'en abandonner entièrement la poursuite (1), de renvoyer au général Reille les divisions de l'armée du Portugal, et après avoir pourvu à la sûreté et à la défense de la place de Pampelune, des ports de la côte de Biscaye, et surtout de la ligne

(1) Cet ordre arrivait trop tard. Si on eût écouté plus tôt les justes représentations du roi, si on eût bien voulu croire à Paris que ce prince comprenait mieux que personne le caractère espagnol, Clausel n'eût pas été employé si longtemps à poursuivre le vieux fantôme des bandes de Mina, et eût été forcé d'arriver à temps sur le champ de bataille de Vittoria. D'ailleurs les opérations du roi n'eussent plus été les mêmes, puisque c'est pour ne pas laisser Clausel compromis qu'il fit ses mouvements sur l'Èbre.

de communication, de réunir tout ce qu'il restera de forces disponibles pour se porter lui-même en avant, si Sa Majesté Catholique le juge nécessaire, et entrer en ligne avec les autres armées qui opèrent en présence de l'ennemi.

Il m'a paru, en effet, que ce qu'il y avait de plus conforme aux intentions de l'Empereur, dans l'état actuel des opérations, était que le roi se trouvât le plus tôt possible en état de se mesurer avec l'armée anglaise, et d'amener, par une réunion imposante de moyens, quelque événement décisif en sa faveur.

C'est toutefois à Sa Majesté Catholique à juger sur les lieux, et d'après les circonstances, ce qui convient le mieux à sa cause et à l'honneur des armes de Sa Majesté Impériale; aussi j'ai eu soin de faire connaître au général Clausel que les instructions que je lui transmettais étaient entièrement subordonnées à celles qu'il pouvait recevoir directement du roi, et que je suppose même que Sa Majesté lui aura déjà données (1).

Votre Excellence sait déjà, sans doute, les événements qui se passent en Catalogne, et dont j'ai informé le roi par une lettre du 18 de ce mois. J'ai reçu depuis une lettre du général Decaen, qui m'annonce, en date du 15 de ce mois, que le fort de Balaguer a été pris; que l'armée qui assiégeait Tarragone montait à près de 20 mille hommes,

(1) Encore une fois, il était trop tard; les armées d'Aragon et du nord auraient dû être déjà sur l'Èbre, mais pour cela il fallait trouver des hommes qui n'hésitassent pas à tout sacrifier au bien général.

mais que le général Maurice Mathieu était arrivé le 11 à Villa-Franca, et le maréchal duc d'Albuféra, le 9, à Tortose. Le général Decaen a dû quitter lui-même Girone le 17, et a fait partir, la veille, quatre bataillons, avec lesquels il devait rejoindre le général Maurice Mathieu. Votre Excellence peut juger, par ces détails, que tous les événements qui se passent en ce moment dans la Péninsule tiennent à un plan général, et que les ennemis n'ont prolongé leur inaction que pour mieux assurer leurs préparatifs et mettre plus d'ensemble dans leurs opérations.

J'ai transmis, Monsieur le maréchal, le contenu de vos lettres à Sa Majesté Impériale, qui ne tardera pas, sans doute, à me faire connaître ses intentions sur la direction définitive à donner aux opérations actuelles. »

Clarke à Joseph. Paris, 22 juin 1813.

« Sire, les différentes lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire de Palencia, de Valladolid et de Torquemada, sous les dates des 6, 19, 20, 23, 26, 27, 30 mai, 5 et 7 juin, me sont parvenues le même jour, et je me suis empressé de les transmettre à l'Empereur. Sa Majesté Impériale n'apprendra pas sans étonnement des nouvelles auxquelles elle ne pouvait être préparée, et que toute la correspondance qui a précédé celle-ci ne devait pas faire présumer. L'Empereur, qui depuis si longtemps a toujours insisté pour que ses armées en Espagne prissent une attitude offensive et menaçante pour les Anglais, verra nécessairement

avec beaucoup de peine que ses intentions n'ont jamais été remplies, et que le résultat en est tel qu'on pouvait le craindre. Toutefois, en laissant prendre ainsi aux Anglais l'initiative des mouvements, on devait espérer du moins qu'on ne les leur rendrait pas aussi faciles, et que si l'on était réduit à céder du terrain, il serait disputé de manière à rendre l'ennemi très-circonspect, et à lui laisser le moins d'avantage que possible. Les forces que Votre Majesté a sous ses ordres sont assez respectables pour ne pas craindre de se mesurer avec celles que commande lord Welllington, et l'Empereur aura droit d'être étonné que les Anglais aient pu arriver jusqu'à Burgos sans avoir à vaincre le moindre obstacle et sans essuyer aucune perte. Si j'en dois croire même des nouvelles de Vittoria du 12 de ce mois, Votre Majesté y était attendue dans deux ou trois jours; ce qui produirait sur l'opinion publique un effet bien fâcheux, et surprendrait d'autant plus que l'année dernière, après la perte de la bataille de Salamanque, l'armée du Portugal, seule, affaiblie, découragée et presque désorganisée, a exécuté une retraite des plus imposantes, sans dépasser la position de Monasterio. Sans doute alors le fort de Burgos était un obstacle pour l'ennemi, et l'Empereur ne pourra voir qu'avec beaucoup de mécontentement le peu de soin qu'on a apporté à le rendre au moins tel qu'il était lorsqu'il arrêta l'armée anglaise. Votre Majesté doit me permettre de lui rappeler à cette occasion que sa qualité de général en chef lui donnait les moyens et lui imposait l'obli-

gation de prendre à cet égard toutes les mesures nécessaires. Il est très-malheureux qu'elle ne se soit pas occupée de cet objet important, comme de tous ceux sur lesquels j'ai eu l'honneur d'appeler souvent son attention, par ordre exprès de l'Empereur. Votre Majesté, qui se trouve au premier rang, à qui la gloire et l'intérêt de la France sont le plus chers, ne doit envisager qu'avec une vive peine la funeste impression que produira nécessairement ce mouvement rétrograde, et l'influence qu'il peut avoir dans la balance des grands intérêts politiques qui agitent l'Europe en ce moment. Je la supplie donc de la manière la plus pressante d'employer tous ses efforts à effacer cette impression fâcheuse, et, à l'instant où le général Clausel aura renvoyé les troupes qui avaient été mises à sa disposition, de reprendre aussitôt l'attitude qui convient aux circonstances et à l'honneur des armes impériales. Je me plais à croire que Votre Majesté n'aura point fait rétrograder son armée en deçà de la position de Monasterio, et qu'elle se trouvera en mesure de marcher à l'ennemi dès que ses forces seront réunies. J'écris à ce sujet au général Clausel, ainsi que Votre Majesté le désire, quoique je doive espérer que ce général n'aura pas balancé à répondre à son attente, dès qu'il aura reçu les ordres de Votre Majesté; ceux que je lui adresse l'y détermineront dans le cas contraire, et j'attendrai avec la plus vive impatience le résultat de ces nouvelles dispositions (1). »

(1) Clausel ne refusa pas, marcha effectivement, mais perdit un temps précieux, puisque, ayant reçu les derniers ordres de Joseph le

Joseph à la reine Julie. Yrurşun, 23 juin 1813.

« Ma chère amie, avant-hier l'armée a été attaquée dans la position de Vittoria avant d'avoir pu être rejointe par les troupes de l'armée du Portugal qui sont sous les ordres du général Clausel, après avoir été affaiblie par le départ de deux immenses convois auxquels il a fallu donner des escortes. On s'est battu tout le jour avec un grand acharnement : notre perte en morts et blessés a pu être égale, mais nous avons perdu tous nos équipages et l'artillerie par les difficultés des chemins; nous avons cependant sauvé tous les attelages. Les ennemis étaient au moins en force double de la nôtre, puisque l'armée du Portugal nous manquait, et que les bandes de toutes les provinces avaient rejoint les Anglais.

Si l'Empereur est de retour, dis-lui qu'après avoir établi sur la frontière les armées et rallié celles du nord et d'Aragon, je me rendrai à Mortefontaine, où je pense que j'aurais dû me retirer depuis l'affaire de Salamanque, comme je te l'écrivais alors. Écris-moi la réponse de l'Empereur. Quelle qu'elle soit, je suis résolu à me rendre chez moi, ne pouvant faire aucun bien ici.

Dis à Clary qu'il mette à la disposition de James 100 mille francs; et à ce dernier, de les mettre à la disposition de M. de Brocq, négociant à Bayonne, pour les tenir à celle de M. Presle, mon sécretaire. Parmi les morts se trouvent M. Thibaud en défendant son trésor, et ce pauvre Alphonse que j'aimais, quoique

15 à Pampelune, il ne se trouva à Vittoria que le 21 au soir, quand il savait l'armée du roi en présence des Anglais.

je le grondais (1). Renvoie-moi le courrier; je ne veux pas descendre à Paris, mais à Mortefontaine, que tu y sois ou que tu sois encore aux eaux. — Je t'embrasse et mes enfants. »

Joseph à Clarke. Yrursun, 23 juin 1813.

« Monsieur le duc, le maréchal Jourdan vous rend compte de la malheureuse journée du 21, où l'armée française, attaquée dans sa position par des forces doubles des siennes, après avoir fait éprouver à l'ennemi autant de mal qu'elle en a reçu, a dû opérer sa retraite par Salvatierra.

Dans cette journée, je pense que la perte des deux armées en tués et blessés se compense; mais nous avons dû laisser presque toute l'artillerie et les équipages de tous genres : les attelages seulement ont été conservés.

Je dirige le général Reille sur Tolosa, où il s'occupera de réunir les divisions de son armée, les garnisons et toutes les troupes qui se trouvent sur cette partie des frontières de France.

Je me rends à Pampelune pour réunir les troupes du général Clausel, et me mettre en communication avec le maréchal Suchet, qui pourrait être compromis s'il ne s'est pas approché de l'Èbre, ou s'il n'a pas pris la direction de la Catalogne.

L'armée n'a ni pain ni artillerie; la perte en hommes n'est pas immense, mais il faut beaucoup d'efforts pour remonter son artillerie; elle a sauvé tous ses attelages.

(1) Ce dernier, laissé pour mort, fut fait prisonnier; depuis, il rejoignit Joseph en Amérique.

Il est instant que l'Empereur s'occupe de ses armées d'Espagne; elles manquent de tout, le pays ne leur fournit plus rien aujourd'hui : la Navarre, en particulier, me paraît absolument dans des intérêts ennemis des nôtres. »

« Sire, j'ai reçu la lettre dont Votre Majesté m'a honoré, de Burgos, le 10 juin, et j'y vois à regret les plaintes qu'elle renferme sur la pénurie des subsistances. J'ai transmis aussitôt cette dépêche à l'Empereur ; mais je n'avais point attendu ce que Votre Majesté me fait l'honneur de me dire à ce sujet pour appeler tous les soins de Son Excellence le ministre directeur de l'administration sur cet objet important, et je me suis empressé de lui renouveler mes représentations à cet égard. Incessamment je ferai connaître à Votre Majesté plus particulièrement le résultat de cette démarche.

Clarke à Joseph. Paris, 25 juin 1813.

Des nouvelles de Vittoria, du 15 juin, m'apprennent qu'on a fait sauter le fort de Burgos et éclater les bombes qu'on n'a pu emporter, ce qui annonce encore un mouvement rétrograde ; on pourrait croire même que l'opération s'est faite avec beaucoup de précipitation ou bien peu de soin, puisqu'on ajoute que la ville a été fort endommagée, et que nombre d'habitants ont péri ou ont été blessés. Quoi qu'il en soit, on supposait le quartier général de Votre Majesté, à cette époque, à Briviesca ou Pancorbo; et il me tarde beaucoup d'être instruit à cet égard d'une manière plus positive. Ce qui m'a causé toutefois une satisfaction

réelle a été d'apprendre par le général Clausel la célérité avec laquelle il a exécuté les ordres de Votre Majesté. Il m'assure, par sa lettre du 16 juin, que le 20 toutes les troupes disponibles auront rejoint l'armée, qui se trouvera ainsi renforcée de cinq divisions, et en état de reprendre aussitôt l'offensive avec avantage : j'en attendrai les résultats avec une vive impatience. Les lettres que j'ai reçues du général Clausel se sont croisées avec celle que je lui ai écrite pour lui recommander l'exécution la plus prompte et la plus entière des ordres de Votre Majesté; j'y avais ajouté une disposition importante, qu'il devient d'autant plus nécessaire de réitérer ici, qu'au moment où ma lettre parviendra au général Clausel, il se trouvera placé sous le commandement immédiat de Votre Majesté. Je lui avais mandé que, dans les circonstances actuelles, la communication de l'armée d'Aragon avec la France était un objet aussi important que tout le reste, et qu'il devait, pour l'assurer, diriger sur Saragosse la division Palombini, qui appartient à l'armée du duc d'Albuféra, et qui est depuis longtemps destinée à la rejoindre. J'ignore maintenant quel parti aura pris le général Clausel, avant d'avoir reçu ma lettre, à l'égard de la division Palombini; mais si elle se trouve encore à l'armée du nord, c'est à Votre Majesté qu'il appartiendra spécialement de donner les ordres nécessaires pour la renvoyer à sa destination. Cette division, qui ajouterait très-peu de chose aux forces dont Votre Majesté dispose en ce moment, devient, dans la position du duc d'Albu-

féra, un renfort essentiel, au moyen duquel il peut appeler à lui le général Paris, et agir selon les circonstances. Je sais que le maréchal était arrivé le 9 devant Tortose, et qu'un corps ennemi, qui n'en était pas éloigné, s'était replié sur Tarragone à son approche; mais l'ennemi peut réunir dans cette partie près de 20 mille hommes, et cette supériorité numérique de forces pourrait jeter l'armée d'Aragon dans un grand embarras, étant obligée de faire face partout, et à de grandes distances, à un ennemi très-nombreux, en même temps qu'il faut conserver l'Aragon à tout prix et maintenir ses communications avec la France. Je ne dois donc pas douter que Votre Majesté, qui saisira facilement l'importance de ces considérations, ne s'empresse de faire exécuter cette mesure, si elle n'a pas eu lieu d'avance par les soins du général Clausel. »

Clarke à Jourdan. Paris, 25 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de Burgos, sous la date du 11 de ce mois.

Les détails contenus dans cette lettre, comme dans les dépêches qui l'ont précédée, m'ont suggéré une multitude de réflexions dont le développement demanderait plus de temps et des circonstances plus tranquilles, mais qui ne pourront manquer de produire une vive impression sur l'esprit de l'Empereur. La retraite précipitée de nos troupes, la confiance qui a régné dans les premiers mouvements, l'incertitude des généraux, l'ignorance où l'on a été si longtemps au quartier général des préparatifs de

l'ennemi; même le peu de soin que l'on a eu à s'éclairer lorsqu'il s'est mis en mouvement, et d'acquérir quelque certitude sur la marche des différents corps et le but de ses nouvelles opérations (1); enfin cette succession rapide d'événements, tous peu propres à soutenir l'honneur de nos armes, qui, en quelques jours, ont ramené trois armées françaises de Madrid sur les bords de l'Èbre : tout ce tableau, dis-je, sera pour l'Empereur la matière d'un long étonnement; et j'ai lieu de craindre que la sévérité de ses observations n'ait à s'exercer sur une infinité de faits et une multitude de dispositions, où il aura peine à reconnaître le caractère de la prévoyance et de la sagacité.

Un objet particulier qui ne peut manquer de frapper Sa Majesté Impériale, c'est que, dès les premiers mouvements de l'armée anglaise, menacé, comme on l'était, d'être tourné sur la droite, avec des avertissements continuels de la direction d'un corps ennemi sur le haut Èbre et de ses vues sur les places des Asturies, on n'ait fait aucune disposition capable d'arrêter ce mouvement, et d'épargner à nos armées les pas rétrogrades qu'elles ont faits sans coup férir sur un si long espace de pays.

Votre dernière dépêche me faisait pressentir la prochaine évacuation de Burgos. J'ai appris par le général Thouvenot qu'elle a été effectuée, et que

(1) On ne voulait pas absolument admettre, à Paris, que la guerre dans la Péninsule ne ressemblait à aucune autre; qu'il y avait impossibilité absolue à obtenir des renseignements certains sur l'ennemi, parce que les Espagnols étaient unanimes pour nous tromper en tout et pour tout.

l'on a fait sauter le fort. Cet événement me confirme dans l'idée que rien n'a été fait pour entraver le plan de l'ennemi, et qu'il a continué d'opérer sans obstacle sur la droite du roi. Il est étonnant qu'en rappelant en ligne les divisions de l'armée du Portugal, qui se trouvaient en partie dans la Biscaye, on ne leur ait pas donné une direction plus conforme au besoin des circonstances.

En m'annonçant l'évacuation de Burgos et la destruction du fort, le général Thouvenot ajoute que l'on a fait éclater en même temps toutes les bombes que l'on n'a pu emporter, et que ces deux opérations ont été exécutées avec si peu de soin et de précaution, que l'on a endommagé la ville, et que beaucoup d'habitants ont été tués ou blessés. Je vous prie, Monsieur le maréchal, de me faire connaître l'exacte vérité à cet égard.

Je dois encore appeler l'attention de Votre Excellence sur l'esprit d'indiscipline qui règne parmi les troupes de l'armée du Portugal; cet esprit a été depuis longtemps un sujet de plaintes dans tous les pays où les troupes de cette armée ont passé (1). Le général Clausel, en les prenant sous ses ordres, les a retrouvées telles qu'il les avait connues, et, malgré tous ses soins, elles ont fait un dégât prodigieux dans leurs dernières courses, soit en Navarre, soit

(1) On a vu que depuis longtemps Joseph avait signalé cet esprit, et demandé avec instance que les chefs, les troupes de cette armée du Portugal fussent changés; mais il n'avait pu obtenir de réponse. N'est-il pas étrange, d'après cela, que le ministre adresse des reproches au major général du roi?

en Biscaye. Je recommande à votre vigilance, Monsieur le maréchal, la répression de cet esprit de désordre et de dévastation, qui est tel que les soldats consomment ou détruisent tout, et que s'ils ne sont contenus sur un espace de terrain donné, ils ruineront en un jour de quoi nourrir pendant quinze eux et les habitants. Cet objet me paraît important dans la circonstance actuelle, où l'armée éprouve tant de difficultés pour subsister. »

Joseph à Clarke. Vera, 27 juin 1813.

« Monsieur le duc, j'ai trouvé Pampelune avec peu de garnison, peu de munitions. J'y ai laissé des artilleurs, des officiers du génie ; j'ai fait augmenter la garnison. L'armée anglaise nous a suivis par la vallée de Salvatierra, ce qui a permis au général Foy de se retirer avec toutes les garnisons par la grande communication de France, où il a rejoint le comte Reille, qui était arrivé à Irun. Ce général pourra réunir 18 mille hommes.

J'ai su à Pampelune que le général Clausel n'était pas parti *le* 15, comme l'avait annoncé son aide de camp, *mais le* 17. J'ai fait envoyer divers paysans pour avoir de ses nouvelles : il ne m'a pas été plus possible d'en avoir que du duc d'Albuféra.

L'armée du midi doit être arrivée aujourd'hui à Saint-Jean-Pied-de-Port ; celle du centre occupe la vallée du Bastan. Les trois armées sont en ligne sur la frontière. Je ne pense pas que leurs pertes en hommes dépassent celles de l'ennemi ; la retraite s'est exécutée heureusement.

Il importe que les troupes trouvent des vivres

dans les nouvelles positions qu'elles vont occuper. C'est la France seule qui peut leur en fournir. Je vous prie, Monsieur le duc, de faire donner tous les ordres nécessaires pour cela.

Les forces de l'ennemi sont immenses dans la Péninsule. Mes papiers ont été égarés le 21; le portefeuille où était le chiffre a été perdu. Il se peut qu'il soit tombé au pouvoir de l'ennemi. Vous jugerez sans doute prudent, Monsieur le duc, d'ordonner la formation et l'envoi d'un nouveau chiffre. »

Jos. à Nap. Saint-Jean-de Luz, 27 juin 1813.

« Sire, Votre Majesté ayant sous les yeux les lettres et rapports qui ont été remis par le maréchal Jourdan et par moi à son ministre de la guerre, je ne fatiguerai pas l'attention de Votre Majesté par des détails qu'elle connaît; mais il est de mon devoir de l'entretenir de l'avenir, et de ne pas lui dissimuler le mal.

Je n'ai pas encore de nouvelles du général Clausel. Ce général a un corps de 14 à 15 mille hommes. Je lui avais écrit pour qu'il eût à se réunir au reste de l'armée, de Valladolid, de Torquemada, de Burgos. Je fus instruit par le général Thouvenot qu'il avait reçu mes lettres le 13. Je fus rejoint à Vittoria le 20 par le chef d'escadron attaché à son état-major, qui lui avait remis mes dépêches. Cet officier m'assura que le général Clausel se mettrait en marche le 15; qu'il venait par Salvatierra ou par Logrono. Le général Clausel m'annonçait qu'il allait exécuter mes ordres, sans indiquer le jour de son

départ, ni la route qu'il prenait. Je fis expédier sur Logrono et Salvatierra six *propios* pour l'engager à presser sa marche, et je ne doutais pas qu'il n'arrivât dans le jour ou le lendemain. J'employai la journée du 20 à faire tracer une route autour de la ville de Vittoria, pour pouvoir communiquer facilement avec celle de Salvatierra sans traverser la ville. Je fis appeler l'ordonnateur en chef, et lui recommandai de faire partir tous les malades. J'ordonnai la répartition des fonds qui se trouvaient à Vittoria aux diverses armées. Je vis le général d'Aboville, et, sur sa demande, j'écrivis au général Gazan, et j'envoyai un aide de camp au général Tirlet, avec l'ordre de fournir les attelages superflus de l'artillerie de campagne des armées du Portugal et du midi, pour conduire en France l'artillerie de Madrid, de Valladolid, de Burgos. L'armée du Portugal exécuta l'ordre, celle du midi ne l'exécuta pas : la moitié de l'artillerie partit donc le lendemain au point du jour pour France. Avec elle et les malades partirent près de 4 mille voitures de réfugiés et d'employés de toutes classes.

Cet énorme convoi est arrivé heureusement en France. Il restait encore beaucoup de personnes et d'effets encombrés à Vittoria, mais il n'était plus possible de faire fournir plus d'escorte. Toute la nuit j'étais dans l'attente de l'arrivée du général Clausel. Mon intention était, dès qu'il aurait débouché, de me retirer sur Durango et Salinas, à cheval sur la grande route, ayant ma droite à la mer. Dans le cas où il n'arriverait pas, j'avais résolu de me reti-

rer en Navarre par Salvatierra, afin de le rallier en route, me réservant, suivant les événements, de regagner la grande communication de France par Tolosa; ou de rallier encore à moi le maréchal Suchet, s'il était vrai, comme on l'assurait, qu'il s'était dirigé sur Saragosse. Au point du jour, j'allai reconnaître les positions qu'occupaient les trois armées; elles étaient échelonnées depuis la hauteur en deçà du défilé de la Puebla jusqu'aux portes de Vittoria. Ces positions furent jugées très-fortes par tout le monde. Cependant je résolus de réunir les trois armées sur celle qui est la plus rapprochée de Vittoria, afin d'être plus à portée de la communication de Salvatierra, dans le cas où je fusse attaqué avant l'arrivée du général Clausel. J'étais à la position de l'armée du midi, qui était la plus avancée. Cette position paraissait être la plus inexpugnable, lorsqu'une colonne ennemie déboucha du défilé : ses tirailleurs couronnèrent la montagne que nous avions à notre gauche. Là il s'engagea un combat assez opiniâtre; je m'y portai de ma personne. Les autres points de la ligne n'étaient encore que faiblement attaqués. J'eus l'espérance de voir culbuter l'ennemi, qui était en grande force sur ce point, lorsque je fus prévenu par le comte d'Erlon, qui était le centre, que quatre divisions anglaises s'avançaient sur ses deux divisions. J'ordonnai alors de prendre la deuxième position. Ce mouvement s'exécuta avec calme. Le général Tirlet eut l'ordre de placer 30 bouches à feu sur cette position; il s'y porta lui-même, et arrêta, par un feu terrible, la

marche de l'armée anglaise, qui descendait des hauteurs de la première position, qui avait été abandonnée. Le centre de l'armée ennemie plia; notre artillerie faisait éprouver des pertes immenses. C'eût été le moment de l'enfoncer; mais le comte Reille me faisait prévenir au même instant que ses deux divisions luttaient avec désavantage contre des forces supérieures, et avaient bien de la peine à contenir l'ennemi. D'un autre côté, on demandait des troupes pour s'opposer à un corps ennemi qui s'avançait par la route de Trevino, et menaçait de tourner entièrement notre gauche. Toutes les troupes avaient été successivement engagées. J'ordonnai la retraite, et j'indiquai la grande communication de France, parce que je conçus que, suivi de trop près par l'ennemi, je n'aurais peut-être pas la possibilité de ramener toute l'artillerie par la route moins bonne de Salvatierra. La retraite se fit en bon ordre. Jusque-là nous avions fait plus de mal à l'ennemi qu'il ne nous en avait fait. Aucune pièce prise, aucun drapeau enlevé, aucun prisonnier n'attestait en sa faveur; mais, arrivé auprès de la communication de France, j'appris qu'elle était au pouvoir de l'ennemi; et, quels que fussent les efforts des deux divisions de l'armée du Portugal et de la division espagnole, il avait été impossible de l'en chasser : cependant la tête des parcs était déjà engagée dans cette direction. Je connus aussi, en arrivant sous les murs de la ville, que les 60 pièces qui auraient dû le matin être parties, attelées par les attelages de l'armée du midi, encombraient les

abords. L'ennemi nous était évidemment supérieur en nombre de plus du double. Je n'eus d'autre retraite que celle de Salvatierra : j'ordonnai qu'on prît cette direction. Mais, dans ces entrefaites, une multitude de gens qui suivaient les armées depuis les provinces les plus reculées, tous les soldats qui, le matin, avaient été envoyés en corvée dans Vittoria et y étaient restés pendant l'action, en sortirent à la fois; des hommes et des chevaux dételés des équipages excitèrent un grand désordre. Une terreur panique qui s'empara d'eux à la vue de quelques cavaliers qui arrivèrent jusque sur les derrières de la ville, par le vide que l'armée du midi avait laissé en appuyant trop sur la gauche, entraîna cette foule, qui mit un désordre complet dans les équipages. Les chevau-légers de ma garde firent une charge qui me dégagea, ainsi que les personnes qui étaient près de moi. Les cavaliers ennemis qui avaient inspiré tant de crainte restèrent sur le carreau; mais l'impulsion était donnée : d'ailleurs, des corps ennemis s'avançaient à la suite de leurs premiers cavaliers.

Dans cet instant, le comte Reille m'envoya un aide de camp pour me demander des ordres. Je lui prescrivis de tenir sur la route de France le plus qu'il pourrait, et assez pour que l'armée fût engagée sur celle de Salvatierra, et de suivre après le mouvement. Ces ordres ont été ponctuellement exécutés, et l'armée a été sauvée. Si le général Lamartinière, qui gardait le pont sur la grande route de France, eût été moins imperturbable, il est impos-

sible de calculer les résultats de ce mouvement rétrograde. Je ne saurais assez faire l'éloge de ce général et des troupes qui combattaient sous ses yeux. Les troupes se sont retirées par Salvatierra, ainsi que les attelages; mais les voitures de toute espèce et les bouches à feu sont restées au pouvoir de l'ennemi.

Wellington a suivi avec l'armée anglaise et portugaise, sans avoir pu nous faire aucun mal. Le comte d'Erlon a fait l'arrière-garde avec l'armée du centre. Arrivé à Yrursun, j'ai détaché le comte Reille sur la route de France, avec les deux divisions de l'armée du Portugal. Je me suis rendu à Pampelune avec l'armée du midi. Le comte d'Erlon est resté à Yrursun, et a contenu l'ennemi.

J'ai trouvé Pampelune en mauvais état sous tous les rapports; j'en ai renforcé la garnison : j'y ai laissé des officiers d'artillerie et du génie, des canonniers, dont elle manquait. Cette place a besoin d'être secourue, et ne tiendra pas trois mois, si elle est attaquée vigoureusement. J'espérais trouver à Pampelune, au moins, des nouvelles du général Clausel : toutes les démarches que j'ai faites ont été infructueuses. J'ai fait envoyer à sa recherche; j'ai su qu'il était parti de Pampelune le 17. J'étais arrivé à Pampelune le 23. J'y suis resté le 24 pour avoir de ses nouvelles; mais le 25 j'ai dû en partir, l'ennemi s'étant présenté, avec des forces supérieures et quelques pièces d'artillerie, sur la route d'Yrursun à Pampelune. J'ai fait expédier des *propios* pour prévenir le maréchal Suchet de ce qui se

passait, et j'ai dirigé l'armée du midi sur Saint-Jean Pied-de-Port, et celle du centre sur Véra, par la vallée du Bastan.

En arrivant sur la Bidassoa, j'ai été rejoint par le comte Reille, qui avait réuni les divisions Foy, Maucune, Palombini, les garnisons de Bilbao et des petits postes intermédiaires; ce qui peut porter les forces à ses ordres à 18 mille hommes, avec lesquels il se trouve aujourd'hui entre Oyarzun, Irun et la Bidassoa. L'armée du centre occupe San-Estevan et la vallée du Bastan; l'armée du midi, Saint-Jean Pied-de-Port, Ustaritz, Saint-Pé, et Espelette.

Je fais approvisionner et armer Saint-Sébastien, qui n'était pas en état. Bayonne est aussi en mauvais état; on s'occupe de son armement et de son approvisionnement : il faut pour cela beaucoup d'argent. Il importe que Votre Majesté ordonne des envois de fonds pour faire face à tant de besoins; qu'elle envoie des cadres et des conscrits, et quelques généraux étrangers à la guerre d'Espagne, qui portent ici l'esprit et la confiance de Votre Majesté, et qui aient été témoins des événements du nord.

Quant à moi, Sire, dans de telles circonstances, et quand il s'agit de défendre la France, je n'ai qu'un regret, celui de ne pouvoir davantage, et de n'avoir pas une plus grande masse de lumière et d'expérience militaire à offrir à Votre Majesté. »

Joseph à Clarke. Saint-Jean

« Monsieur le duc, je me suis porté ici pour être plus à portée de presser les approvisionnements de

de Luz, 28 juin 1813.

toute espèce, et de communiquer plus facilement avec les trois armées et avec vous.

Je reçois vos lettres des 18 et 22 de ce mois. Je n'ai pas encore pu les faire déchiffrer; je m'aperçois combien peu vous êtes instruits des efforts de l'ennemi et des forces qu'il a déployées.

Il faut tout au plus deux armées, et nous en avons encore six qui ne font que se gêner réciproquement.

L'ennemi paraît avoir 40 mille hommes sur la grande communication. J'ignore encore si lord Wellington, avec cinq divisions anglaises, s'est porté en Aragon; quelle est la situation des places de la Catalogne, et même celle de Santona. »

Clarke à Joseph. Paris, 28 juin 1813.

« Sire, j'ai reçu la lettre dont Votre Majesté m'a honoré, en date de Vittoria le 20 juin, et elle aurait suffi pour me causer une vive peine en y voyant déjà les résultats fâcheux de tout ce qui s'est passé auparavant; mais ce sentiment s'est bien aggravé par les nouvelles que je reçois en même temps du général Foy sous la date du 22, et qui ne laissent aucun doute sur les fâcheux événements de la journée du 21, par suite de laquelle j'apprends que Votre Majesté s'est dirigée de Vittoria sur la Navarre, en passant par Salvatierra, et que lord Wellington a suivi ce mouvement, tandis que le corps espagnol a marché sur la route royale, suivant de près le convoi escorté par le général Maucune. Il m'est impossible, en ce moment, de calculer les résultats d'un événement dont aucun détail ne m'est connu; mais je dois supposer du moins que le mouvement

de l'armée sur la Navarre a eu pour but principal de rallier le général Clausel, et de prendre une position de nature à arrêter l'ennemi. S'il en était autrement, il serait de mon devoir de représenter à Votre Majesté que cette manière d'agir est la seule qui puisse convenir à la circonstance et à l'honneur des armes impériales. Rien ne pourrait justifier une retraite plus longtemps prolongée (1), et dont les conséquences deviendraient funestes sous tous les rapports. J'ose à peine arrêter ma pensée sur la manière dont l'Empereur envisagera ces événements, mais je suis fermement persuadé que Sa Majesté Impériale me saurait très-mauvais gré de ne pas insister, de la manière la plus forte et la plus pressante, auprès de Votre Majesté, pour que l'armée ne fasse aucun mouvement rétrograde, et qu'elle se dispose à reprendre l'offensive avec la plus grande vigueur. Il est très-malheureux que Votre Majesté, par un calcul erroné, ait supposé à l'ennemi des forces doubles des siennes, tandis que les évaluations les plus modérées prouvent évidemment que nos troupes ont en leur faveur la supériorité du nombre, comme elles ont celle de la valeur, de l'habitude de la guerre et des souvenirs glorieux qu'aucune armée ne saurait avoir au même degré. Je fais observer à Votre Majesté que les troupes anglaises aux ordres immédiats de lord Wellington ne peuvent avoir plus de 25 mille baïonnettes en ligne, en ôtant de l'effectif des Anglais dans la Péninsule les garnisons de

(1) Rien que l'impossibilité où avait été le roi d'arriver à rallier le général Clausel et le maréchal Suchet.

Cadix et de Lisbonne, les dépôts qu'ils ont en Portugal, les postes de leur ligne de communication, les malades, les convalescents, les écloppés, les détachés, enfin tout ce qu'il faut déduire de l'effectif d'une armée, quand on veut connaître le nombre des combattants. J'accorde beaucoup, en supposant 20 mille Portugais en ligne; et quant aux Espagnols, les rapports que Votre Majesté m'a transmis sur l'armée de Galice assurent qu'en y joignant les bandes qui devaient s'y réunir, le tout ne passerait pas 10 mille hommes; quelques bandes du nord, qui auront pu s'y joindre encore, ne peuvent porter le tout à 25 mille combattants; et 60 mille hommes sont un total vraisemblablement exagéré des forces ennemies. L'armée française, en revanche, présentait par les derniers états de situation (1), en présents sous les armes : 37,171 hommes (officiers compris) pour l'armée du midi; 17,038 pour celle du centre; 18,010 pour celle du Portugal, déduction faite des quatre divisions détachées; 72,219 hommes en tout; et en y joignant 21,995 hommes pour les quatre

(1) Le ministre était dans l'erreur, parce qu'il admettait la réunion des forces des généraux Foy et Clausel avec celles dont le roi disposait réellement. Il était également dans l'erreur la plus complète sur le nombre des Anglais. Enfin, chose assez particulière, le duc de Feltre, qui trouve des motifs de diminution pour l'armée ennemie dans les garnisons imaginaires de Cadix, de Lisbonne, dans des postes, dans des dépôts, dans des malades, des éclopés, etc., n'admet même pas les mêmes causes de non-valeur pour l'armée française, dont il prend *l'effectif* pour *la réalité;* et cependant l'armée française bat en retraite, et cependant l'armée française a renvoyé déjà une partie de ses meilleures troupes au delà des Pyrénées!... Et la population espagnole tout entière, si hostile pour nous, ne devait-elle peser d'aucun poids dans la balance?...

divisions détachées à l'armée du nord, 6,000 environ de l'armée du nord, amenés par le général Clausel, 100,214 hommes en totalité. Et si l'envoi des cadres et des hommes destinés pour la garde a fait éprouver quelque diminution à ces forces, ce serait trop accorder de porter cette diminution à 20 mille hommes; et cependant on aurait encore 80 mille hommes présents sous les armes, avec lesquels il n'y aurait ni motif ni excuse de faire un seul mouvement en arrière, devant un ennemi réellement inférieur sous tous les rapports. Je ne puis donc que réitérer à Votre Majesté mes plus pressantes exhortations, pour prendre sans délai l'attitude qui convient à des forces aussi imposantes que les siennes, et en tirer un parti plus conforme aux intentions de l'Empereur, au bien de son service, et à l'avantage personnel de Votre Majesté.

D'après les événements qui se sont passés, le général Foy s'est trouvé dans le cas de couvrir l'évacuation escortée par le général Maucune, qui devait conduire son convoi jusqu'à la frontière, pour rejoindre ensuite le général Foy, ainsi que les garnisons de Bilbao et autres, afin de former un corps en état de défendre pied à pied les montagnes du Guipuzcoa. Le général L'Huillier, à Bayonne, a fait de son côté toutes les dispositions nécessaires pour porter sur la frontière les troupes dont il peut disposer, et pour venir au secours de l'Espagne par tous les moyens possibles; j'espère qu'il parviendra à porter le corps du général Foy à 15 mille hommes environ. Cette force sera plus que satisfai-

sante pour empêcher l'ennemi d'arriver à la frontière, et laissera tout le temps et la latitude nécessaires aux préfets pour organiser la garde nationale des départements voisins. Si, pendant ce temps-là, Votre Majesté agit de son côté avec l'activité et l'énergie que sa position lui commandent et que ses moyens lui permettent, l'on doit être sans inquiétude sur les progrès de l'ennemi; mais il est indispensable d'agir sans retard, si l'on veut agir avec fruit; des délais deviendraient funestes, et chaque instant est précieux à saisir. Je ne puis ni ne dois en dire davantage, dans l'incertitude où je suis encore sur l'état actuel des choses. J'espère que Votre Majesté aura pris sans retard des mesures pour s'ouvrir une nouvelle communication avec la France, et que je recevrai incessamment des nouvelles directes et positives de sa part, qui me feront sortir de l'inquiétude où je suis encore sur les détails des derniers événements. »

Jourdan à Joseph. Bayonne, 28 juin 1813.

« Sire, immédiatement après mon arrivée ici, je me suis occupé des subsistances. Le service du pain me paraît assuré; on proposera à Votre Majesté les moyens d'assurer celui de la viande; mais il me paraît impossible qu'on puisse assurer celui des fourrages, si la cavalerie n'est pas renvoyée du côté de Dax, et même plus loin.

Je prie Votre Majesté de me faire savoir si elle veut exécuter l'ordre qu'elle a reçu de renvoyer les régiments de cavalerie des armées du Portugal et du centre. Dans ce cas, je la prierai de m'envoyer la

lettre du ministre, et je donnerai les ordres nécessaires. Il nous resterait à placer la cavalerie de l'armée du midi; et si Votre Majesté m'y autorise, je la dirigerai sur les points où elle pourrait vivre, en l'éloignant le moins possible cependant : elle serait toujours à une ou deux marches de Bayonne.

Je pense qu'il y a trop de troupes à Saint-Jean Pied-de-Port, et pas assez en avant de Bayonne. Si Votre Majesté l'approuve, je donnerai ordre au comte Gazan de laisser environ 6 mille hommes à Saint-Jean Pied-de-Port pour garder les débouchés, et de réunir le reste cantonné à Saint-Pé et villages voisins. Il serait en seconde ligne, prêt à se porter dans la vallée du Bastan. Si Votre Majesté daignait me transmettre sur-le-champ ses ordres, je les recevrais avant mon départ, et j'aurais le temps d'expédier les ordres d'ici. Il y a d'ici à Saint-Jean Pied-de-Port 12 grandes lieues. »

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de Miranda le 16 juin, en même temps que celle de Sa Majesté Catholique du 20, et qu'une autre dépêche du général Foy, de Bergara, le 22 juin, m'annonçait l'événement de la veille, et la retraite du roi sur la Navarre par Salvatierra.

Clarke à Jourdan. Paris, 28 juin 1813.

Quelque inattendue que dût paraître cette nouvelle, on a pu y croire d'avance en voyant nos armées se retirer, sans coup férir, des bords de la Tormès jusqu'à Vittoria; en apprenant qu'on faisait sauter le fort de Burgos, que l'ennemi agissait

sans obstacles par sa gauche et tournait notre droite depuis trois semaines, sans qu'on fît rien pour s'y opposer, ou pour être positivement instruit de la nature de ses mouvements; en retrouvant enfin dans toutes les lettres du roi l'opinion erronée d'une supériorité de forces de l'ennemi, portée au double des siennes. Toutes ces circonstances réunies faisaient pressentir le résultat que j'ai appris, et devaient nécessairement l'amener. Quoi qu'il en soit, il serait superflu en ce moment de s'appesantir sur le passé et de discuter les derniers événements, dont j'ignore encore tous les détails. En attendant que j'en sois instruit, mon devoir était de faire connaître au roi la nécessité absolue d'arrêter tout mouvement rétrograde, de tenir ferme dans la première position, et de reprendre à tout prix l'offensive sur l'ennemi : je lui écris dans ce sens de la manière la plus pressante, et j'appelle toute son attention sur le mécontentement que l'Empereur éprouvera en apprenant ce qui s'est passé, pour engager le roi à prévenir les suites par une conduite opposée. Je vous invite particulièrement, Monsieur le maréchal, comme investi de la confiance de Sa Majesté Impériale par la place qu'elle vous a donnée auprès du roi, de représenter à ce prince, dont vous devez être le conseil le plus intime, qu'une retraite plus longtemps prolongée, devant un ennemi inférieur sous tous les rapports, serait diamétralement contraire aux ordres de l'Empereur et à l'honneur de ses armes; que le seul parti convenable à prendre dans les circonstances actuelles est, après avoir rallié le général

Clausel, de marcher à l'ennemi, et de reprendre l'offensive d'une manière décisive. En ce moment où les Espagnols se sont séparés de lord Wellington pour marcher par la route royale, où ils sont contenus par les généraux Foy et Maucune (1), le roi aurait beau jeu pour attaquer l'armée anglo-portugaise. L'ordonnateur en chef Mathieu Favier m'a écrit de Burgos qu'on délivrait aux troupes 90 mille rations par jour, quoique les quatre divisions de l'armée du Portugal, et celle du nord qui marchait sous le général Clausel, n'y fussent pas comprises. Cette donnée bien positive fait connaître, à n'en pas douter, la supériorité numérique de nos forces sur celles de lord Wellington, dont l'armée anglo-portugaise n'a pas plus de 45 mille hommes en ligne, en portant le tout au plus haut. Je vous laisse à penser, Monsieur le maréchal, si, dans un tel état de choses qui est bien connu de l'Empereur, Sa Majesté Impériale n'aura pas lieu d'être péniblement affectée en voyant le rôle qu'on fait jouer à ses armées, et le salut de l'Espagne entièrement compromis par un défaut total d'énergie et de résolution (2). Le passé ne nous appartient plus sans doute, mais on peut encore réparer le mal, et je vous en-

(1) Foy et Maucune, en présence de forces très-supérieures, ne contenaient l'ennemi que pour opérer une belle retraite.

(2) Le ministre se trompait sur le chiffre de nos troupes, ou voulait se tromper; il ne pouvait en être de même du général en chef, qui les avait sous ses yeux. On ne comprend vraiment pas à propos de quoi le duc de Feltre accuse le roi et son major général de manquer de résolution et d'énergie, surtout lorsqu'il avoue lui-même qu'il ne connait pas encore les détails sur ce qui s'est passé.

gage particulièrement à y contribuer de vos conseils et de vos plus pressantes sollicitations. J'attends avec une vive impatience d'apprendre enfin tout ce qui s'est passé, et de connaître d'une manière positive ce qui nous reste, pour l'avenir, à espérer ou à craindre. »

Clarke à Jourdan. Paris, 28 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence, le 22 courant, des événements qui se passaient en Catalogne.

Aussitôt que j'ai été instruit, et de la marche du duc d'Albuféra sur Tarragone, et de la force du corps ennemi qui assiégeait cette place, j'ai entrevu la nécessité où serait peut-être le maréchal d'appeler à lui le général Paris, avec toutes les troupes qui gardent les derrières de l'armée d'Aragon (1). Il m'a paru alors indispensable de prévenir, par quelque moyen que ce pût être, l'abandon total de Saragosse et du haut Aragon; et j'ai prescrit au général Clausel, dans le cas où le général Paris serait obligé d'aller, avec toutes ses troupes, rejoindre le maréchal, de diriger aussitôt sur Saragosse une division qui se trouverait alors en Navarre, le plus à proximité de cette place (2).

Depuis, j'ai spécialement désigné au général Clausel, pour l'exécution de ce mouvement, la di-

(1) C'était précisément le contraire qu'il eût fallu. Suchet arrivant à temps à Saragosse, la bataille de Vittoria n'avait pas lieu; tandis qu'il devenait clair qu'une bataille perdue sur l'Èbre entraînait l'évacuation des provinces où commandait le duc d'Albuféra.

(2) C'est avec cet éternel système de dissémination de troupes qu'on était parvenu à paralyser tous les efforts du roi.

vision Palombini, qui appartient à l'armée d'Aragon, et qui, destinée à la rejoindre, ne peut lui être renvoyée dans un moment plus opportun pour elle.

Le renvoi que le général Clausel a fait au roi de la division italienne, et ses dispositions personnelles pour aller rejoindre lui-même Sa Majesté Catholique, ne lui auront sans doute pas permis d'exécuter cet ordre. C'est au roi seul maintenant qu'il appartient d'y donner suite ou de l'ajourner. J'en ai déjà écrit directement à Sa Majesté Catholique; mais, vu l'importance de la chose, il ne me paraît pas indifférent qu'elle lui soit rappelée, et je prie Votre Excellence de la lui remettre sous les yeux. J'ai des raisons de présumer que Sa Majesté Catholique est pleinement instruite de la situation du duc d'Albuféra, et j'en conclus qu'elle aura été parfaitement à portée de juger, en comparant les besoins de l'armée d'Aragon avec les siens, sur quel point les services de la division italienne peuvent être le plus utiles, et de quel côté ce renfort est le plus nécessaire. Cependant, je ne dois pas taire à Votre Excellence que j'ai lieu de croire l'expédition des Anglais sur Tarragone manquée, et le siége de cette place levé. Le général Lamarque, commandant en haute Catalogne, me mande, d'après des avis particuliers qu'il a reçus, et dont il attend la confirmation officielle, que les généraux anglais et espagnols n'ont pu s'entendre sur la suite de leurs opérations, et qu'au milieu de leurs contestations, la nouvelle de l'approche du duc d'Albufera étant survenue, les Anglais se sont rembarqués précipitamment, lais-

sant leur artillerie de siége, après en avoir brûlé les affûts.

Le général Lamarque n'a pu me garantir l'authenticité de ces détails; mais ce qui était certain et ce qui semblait de nature à les confirmer, c'est que l'expédition ennemie qui était devant Palamos, après avoir reçu un aviso, s'est également éloignée.

J'aurai soin de tenir Votre Excellence informée de tout ce qui me parviendra d'authentique à son égard. »

Joseph à Clarke. Saint-Jean de Luz, 29 juin 1813.

« Monsieur le duc, j'ai reçu vos lettres des 18 et 22 de ce mois. Les événements n'ont malheureusement pas répondu à l'espoir que vous me donniez que le général Clausel m'aurait rejoint, à la crainte que je continuasse à abandonner le pays sans combat, et à la croyance où vous paraissiez être que l'ennemi n'était pas très-supérieur.

Il me paraît sans objet aujourd'hui de vous prier de considérer combien il y a peu de comparaison à faire avec la retraite du Portugal, que l'ennemi fut obligé de quitter, d'abord par la présence de l'armée du centre dans la province de Ségovie, et par le désir qu'il eut *d'entrer à Madrid;* et à la fin de la campagne, par la réunion de cette armée à celle du midi, et leur arrivée sur la communication de l'ennemi, qui ne pouvait plus rester devant Burgos.

Quant aux réparations, à l'armement et à l'approvisionnement de Burgos, je n'ai pu qu'écrire que cela se fît, et vous en prévenir. Mais j'ai pu

aussi peu me faire obéir par une armée où l'on ne m'a jamais rendu aucun compte, que par celle d'Aragon et de Catalogne; et je suis aussi peu garant de Tortose que de Pampelune, dont je n'ai connu la situation qu'en y allant moi-même.

Il me paraît aussi hors de propos de répéter ce que j'ai dit au sujet de la Navarre. Je nie que l'on ait eu aucun succès véritable contre Mina, que cette guerre pouvait se terminer autrement qu'en chassant les Anglais, et en s'emparant de l'esprit de la population par des concessions faites à l'opinion nationale. Je l'ai plusieurs fois dit : cette guerre ressemble à celle de la Vendée.

Pour battre les Anglais, il fallait que les trois armées devant lesquelles ils avaient opéré leur retraite la campagne passée, restassent réunies ou prêtes à l'être au premier signal. Elles devaient être reposées, complétées ; au lieu de cela, les poursuites contre Mina et les bandes les ont épuisées, et réduit les divisions à 3 et même 2 mille combattants. Les armées du centre, du midi, ont eu beaucoup à faire pour contenir le pays, les ennemis, et lever les impôts pour vivre. Les magasins n'ont pas été formés sur la ligne, les places n'ont pas été approvisionnées, l'administration centrale et mon autorité n'ont pas été reconnues. L'état-major général que j'avais formé à Salamanque en novembre n'a pas été approuvé, et M. Mathieu Favier n'a été reconnu administrateur supérieur et n'a été autorisé de s'occuper de l'administration que lorsqu'il n'était plus temps, au commencement de

la campagne : il a reçu son autorisation dans les premiers jours de juin.

La correspondance directe de Paris avec les généraux en chef des trois armées placées sur le même terrain a continué à empêcher l'ensemble et l'unité indispensable pour le succès; le surplus d'une armée n'a pu servir à l'autre. N'ayant point d'état-major, je n'ai pas pu donner la direction d'ensemble indispensable pour que tous les efforts concourussent simultanément au même but. Vous me forcez, Monsieur le duc, à revenir sur ces faits, parce que vos dépêches m'y ramènent sans cesse, dans un moment où, entouré de soucis de tous les genres, j'aurais besoin de ramasser toutes les facultés de mon âme pour ne penser qu'aux moyens d'arrêter la marche de l'ennemi et de défendre les frontières de la France, menacées sur tous les points. Je le répète, les efforts des Anglais, des Portugais, des Espagnols sont grands, et toutes ces troupes se battent aujourd'hui très-bien : il faut de grands efforts de la part de la France en hommes, en munitions, pour arrêter l'ennemi sur cette frontière.

Les armées d'Espagne ont besoin d'être réorganisées; *quatre armées ne peuvent pas agir ensemble.* Le soldat, habitué à vivre de ce qu'il trouve, n'est pas sous les drapeaux lorsqu'il le faudrait; l'esprit du désordre et du pillage fait tous les jours plus de progrès; les chefs sentent qu'il faut bien que les soldats vivent. Tout le monde s'habitue au spectacle du désordre, en traversant un pays sans magistrats, poursuivant des ennemis qui sont

suivis par les leurs et servis par les habitants, qui comparent celui qui les dépouille avec celui qui les appuie. Tant qu'un nouvel ordre ne naîtra pas, il me paraît impossible de penser à une offensive sérieuse.

La demande que vous faites, Monsieur le duc, d'une partie de la cavalerie des armées du centre, du Portugal et du midi, ne me laisse plus de doute à cet égard; aussi, quelle que soit ma répugnance à affaiblir l'armée dans un moment où l'ennemi peut tenter d'attaquer la frontière, je me résigne à une obéissance absolue, et je fais donner l'ordre du départ aux corps de cavalerie que vous demandez par votre lettre du 24.

On retire aussi beaucoup de généraux de cette armée. Je pense que l'arrivée de quelques généraux qui auraient bien la confiance de l'Empereur, qui arriveraient porteurs de sa volonté, qui auraient été constamment témoins de ses succès au Nord, ne pourraient qu'exercer une action salutaire sur le moral de l'armée.

Je continue à être sans nouvelles du maréchal Suchet; je n'ai que celles que vous me donnez. Je n'ai pas de nouvelles non plus du général Clausel. »

Joseph à Jourdan. Saint-Jean de Luz, 29 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, je reçois votre lettre. J'approuve la proposition que vous me faites pour l'emplacement de l'armée du midi, infanterie et cavalerie. Je vous envoie la lettre du ministre de la guerre, dont je désire que vous fassiez exécuter les dispositions, quelque grands que soient les sacri-

fices qu'elles imposent aux armées d'Espagne; mais il ne m'est pas possible de ne pas le faire (1).

Voici une réponse pour le général Gazan, qui demande à être autorisé à conserver les généraux rappelés, en remplacement des généraux Leval, Digeon et Darricau. »

Joseph à Suchet. Saint-Jean de Luz, 30 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, les troupes des armées du midi, du centre et du Portugal, sont réunies depuis Saint-Jean Pied-de-Port jusqu'à la mer. L'ennemi est sur la Bidassoa. Je suis fort inquiet de vous et du général Clausel. Je vous ai écrit de Valladolid, de Burgos, de Miranda, de Pampelune, pour vous prévenir des mouvements de l'ennemi et des nôtres. S'il en est temps encore, retirez-vous derrière vos places fortes; ou si vous étiez réuni au général Clausel en Aragon, couvrez la frontière du côté de Jaca, et mettez-vous en communication avec moi.

J'ai reçu hier une lettre chiffrée de vous, sous la date du 4 juin. On doit s'être trompé de chiffre; elle n'a pu être déchiffrée. »

Jos. à Nap. Saint-Jean de Luz, 30 juin 1813.

« Sire, je ne puis m'empêcher de mettre sous les yeux de Votre Majesté l'affreuse situation des employés et réfugiés espagnols qui ont suivi le mouvement des armées. Je prie Votre Majesté d'ordonner à ses ministres d'autoriser les préfets à leur accorder les secours que Votre Majesté jugera convenables.

Ma garde est composée aujourd'hui de plus d'offi-

(1) L'ordre d'envoyer en France une partie de la cavalerie.

ciers et de sous-officiers que de soldats. Je prie Votre Majesté de se faire rendre compte de ce que j'ai écrit sur cet objet à son ministre de la guerre, de Valladolid, et de prendre le parti qu'elle jugera le plus convenable pour ne pas rendre inutiles de vieux et bons officiers et sous-officiers qui forment de bons cadres, que Votre Majesté pourrait placer dans sa garde, ou employer autrement.

L'armée manque de bons généraux et officiers supérieurs, tant d'infanterie que de cavalerie. J'en ai de bons qui pourraient être employés, mais il faut que Votre Majesté en donne l'ordre. Il y a les généraux de division Merlin, Blagniac, Strolz, Dedon, Bigarré; les généraux de brigade Jamin, Tascher, Guye, Lecapitaine, Expert, Hugo. Leur sort dépend de la décision générale que prendra Votre Majesté. Dans tous les cas, ils ne peuvent plus aujourd'hui, ainsi que la garde, la division espagnole et les officiers espagnols, être payés que par le Trésor de Votre Majesté. »

Suchet à Joseph. Valence, 30 juin 1813.

« Sire, le général Paris vient de m'expédier un adjoint en courrier, pour m'apprendre que Votre Majesté a ordonné la démolition des fortifications de la forteresse de Burgos, en même temps qu'elle a fait reployer sur l'Èbre les armées sous ses ordres. Je ne puis me décider à croire à de si grands mouvements, sans penser que Votre Majesté m'a expédié des ordres, et me tracera la conduite que je dois tenir.

Je la prie de vouloir bien me faire connaître ses

projets, afin que je m'y conforme autant que les circonstances me le permettront (1).

J'ai de grandes forces à contenir : l'armée anglo-sicilienne a débarqué à Alicante le 24, et, malgré la honte de son expédition sur Tarragone, le général Murray, par sa réunion avec les corps du duc del Parque, d'Eliot et de Durand, me présentera plus de 60 mille hommes, 4 mille chevaux et 40 pièces de canon à combattre, tandis qu'affaibli par de nombreuses garnisons, je n'en aurai pas le quart à lui opposer.

J'espère que Votre Majesté battra Wellington, et assurera le repos de la Péninsule. Je le désire bien ardemment. »

Joseph à Clarke. Saint-Jean de Luz, 1er juillet 1813.

« Monsieur le duc, je n'ai point de lettre de Paris depuis trois jours; on s'occupe de l'armement et de l'approvisionnement de Saint-Sébastien. Cette place était en bien mauvais état : celle de Bayonne n'est pas mieux.

Les troupes des quatre armées du centre, du nord, du midi, du Portugal, sont réunies entre Saint-Jean Pied-de-Port et la mer; elles ont du pain. Le commerce de Bayonne est venu au secours de l'armée par une somme de 500 mille francs. J'espère

(1) Du côté de Valence, comme dans tout le reste de l'Espagne, les communications étaient si difficiles que les lettres parvenaient rarement. Celles qui arrivaient à leur destination mettaient quelquefois plusieurs semaines pour des distances même très-rapprochées. Voilà ce qui explique cette correspondance du roi Joseph avec les maréchaux et généraux, voilà ce qui fut cause de bien des revers éprouvés par nos armées dans la Péninsule.

que le service sera bientôt assuré d'une manière fixe par les dispositions qui auront été prises par le ministère. Les troupes se conduisent assez bien.

L'ennemi est sur la Bidassoa, et je n'ai pas de nouvelles du général Clausel ni du maréchal Suchet. Le préfet de ce département m'a communiqué une lettre d'Oléron, d'où il résulterait que, le 14 de ce mois, Valence aurait encore été occupée par nos troupes. J'ai écrit depuis longtemps au duc d'Albuféra pour le prévenir de nos mouvements. Un de ses officiers est reparti de Miranda; beaucoup de paysans lui ont été envoyés; mais je ne serai tranquille sur son compte que lorsque je le saurai retiré derrière les places de la Catalogne, ou réuni au général Clausel sur la frontière d'Aragon et de France.

Le général Tirlet, dont je ne saurais trop faire l'éloge, me fait savoir que, sous peu de jours, nous aurons 50 bouches à feu en bon état. Les ordres sont donnés pour le départ de la cavalerie. L'ennemi est en grande force en Espagne. Pour les armées destinées à défendre la frontière de la France, il faut de l'argent, des munitions, des conscrits, et quelques généraux étrangers aux affaires d'Espagne. Je vous prie, Monsieur le duc, de ne pas tarder à mettre sous les yeux de l'Empereur ces vérités, et à solliciter une nouvelle organisation des armées. Il me paraît qu'il faudrait aujourd'hui deux armées, l'une s'appuyant à l'Océan, et l'autre à la Méditerranée; deux généraux en chef capables, et pleins de l'esprit et de la confiance absolue de l'Empereur. »

Joseph à la reine Julie. Saint-Jean de Luz, 1er juillet 1813.

« Ma chère amie, M. Mélito, que j'ai chargé d'une lettre pour l'Empereur, te fera connaître exactement ma position. Je ne pense pas que les affaires d'Espagne puissent se rétablir autrement que par la paix générale. Je suis resté ici, parce que la frontière est menacée; mais dès que cette première frayeur sera dissipée, et que la défense sera bien assurée, ma présence étant inutile, je désire me retirer, soit à Mortefontaine, soit dans le Midi. Je suppose que l'on formera ici deux armées, qui devront avoir deux chefs différents. Je ne crois pas que j'aie ici rien à faire, dès que l'Empereur aura pris des mesures convenables. Ma maison d'ailleurs coûte encore 300 mille francs par mois, et je n'ai pas un sou pour la payer; elle vit, depuis la funeste journée du 21, avec le peu d'argent que chacun de mes officiers ou de mes domestiques avait dans sa poche; et, pour te donner une plus parfaite idée de ma position, je dois ajouter que je suis resté avec un napoléon en or dans mes poches après le massacre de M. Thibaud, que je regrette beaucoup (1).

Mélito est parti avec le peu d'argent qu'il possédait; je te prie de lui faire remettre 8 mille francs, afin qu'il puisse faire convenablement sa route, et revenir me porter la réponse de l'Empereur le plus tôt possible. C'est le seul homme des anciens amis qui me soit resté attaché jusqu'à la fin; je voudrais

(1) M. Thibaud, parti de Naples avec le roi Joseph, fut nommé à Madrid trésorier général de la couronne et intendant de la maison royale; son fils, fait prisonnier à Vittoria, a été aussi attaché à Joseph pendant son exil; il est un des légataires de ce prince.

que l'Empereur trouvât bon qu'il continue à porter ce titre de comte de Mélito que je lui donnai à Naples, où tu te rappelles qu'il était ministre de l'intérieur.

En me retirant à Mortefontaine, je pourrai y vivre avec mon traitement de prince français, que l'on t'a continué; et si l'Empereur veut faire mettre à ma disposition quelques centaines de mille francs, je pourrai renvoyer tout mon monde avec une légère gratification.

Après tant d'orages, ma chère amie, l'idée du calme me donne quelque soulagement; et je ne pense pas sans plaisir que je pourrai m'occuper de mes enfants, le peu de temps qui me reste à les voir avant leur établissement. Il ne me reste à désirer que tu ne te laisses pas affecter par toutes ces mauvaises nouvelles, et que tu reviennes des eaux avec une meilleure santé. »

« Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire d'Yrurzun en date du 23 juin, et j'ai eu soin de la transmettre à l'Empereur sans délai. Je m'abstiens en ce moment de toutes les réflexions sur des événements passés, et ne me permettrai pas même de préjuger la manière dont Sa Majesté Impériale voudra les envisager. Mes premiers soins ont été donnés en entier aux moyens d'arrêter les progrès du mal, et de le réparer, autant que possible, en tout ce qui dépend de moi. Si l'état des choses n'a point empiré, rien n'est encore désespéré; et avec de l'activité, de l'énergie et une

Clarke à Joseph. Paris, 2 juillet 1813.

volonté décidée, on peut reprendre sur l'ennemi l'ascendant que nous n'aurions jamais dû perdre, et regagner par une offensive bien combinée les avantages que nous avons si malheureusement laissé échapper.

Il sera pénible à l'Empereur de penser que l'ennemi ne doit nullement ses succès à la supériorité de ses forces, mais plutôt à la manière dont elles ont été dirigées de part et d'autre (1). L'organisation et la force de l'armée anglo-portugaise sont trop bien connues de l'Empereur pour lui laisser aucun doute à cet égard. Votre Majesté disposait de quatre armées, dont la force totale s'élevait, en présents sous les armes, à 118,828 hommes, d'après les derniers états de situation. Lord Wellington n'en avait guère plus de moitié, en mettant les Espagnols en ligne de compte. Ainsi, je chercherais vainement à expliquer cette phrase de la lettre de Votre Majesté, qui annonce avoir eu affaire à des forces doubles des siennes, et l'Empereur pourra croire qu'elle a été induite en erreur par des gens très-mal instruits, ou encore plus mal intentionnés. Quoi qu'il en soit, j'ai été heureux d'apprendre que Votre Majesté se proposait de porter le 28 son quartier général à Irun, espérant que ce sera le premier pas pour reprendre l'offensive, qui seule convient à la circonstance et à l'honneur des armes impériales. L'ennemi, qui menaçait à cette époque Saint-Sébastien, verra échouer son entreprise à

(1) Cette appréciation du ministre n'était pas juste.

l'approche des forces que commande Votre Majesté, d'autant plus que je viens d'apprendre la réunion de quatre divisions de l'armée du Portugal, sous les ordres du général Reille, du côté d'Ernani, et qu'une avant-garde aussi respectable n'aura pas de peine à frayer le chemin au reste de l'armée. Il est instant qu'il n'y ait pas de temps perdu pour se porter en avant, afin de dégager Pampelune et Santona, et de rallier le général Clausel, qui pourrait se trouver dans une position embarrassante, si l'on ne se hâte d'aller à son appui. Je ne puis donc trop insister auprès de Votre Majesté pour l'engager à ne se permettre aucun délai, et à recommencer des opérations devenues si urgentes, à l'instant où elle se trouvera à peu près en mesure. J'ai fait, de mon côté, tout ce qui dépendait de moi pour procurer aux armées d'Espagne ce qui leur manque. J'ai donné les ordres nécessaires pour la réorganisation de l'artillerie et le remplacement de ce qu'on a perdu. Du biscuit, des vivres, des fonds, seront envoyés à Bayonne. Des troupes de la réserve ont été se joindre à celles qui ont pris poste à la frontière. Ainsi, Votre Majesté se trouvera secondée au delà de ce qu'elle a peut-être espéré, à la suite d'une catastrophe aussi peu prévue, et dont on ne devait jamais avoir à craindre de pareils résultats.

Aujourd'hui, j'abandonne aux réflexions de Sa Majesté le soin de juger ce que l'état des affaires exige d'elle, et ce que l'Empereur est en droit d'attendre. On ne peut se dissimuler qu'il y a de grandes

fautes à réparer, et qu'il faudra beaucoup d'activité et d'audace pour effacer l'impression qui en a résulté. Votre Majesté peut compter d'être secondée par le zèle et le dévouement des généraux à ses ordres. Si elle y apporte de son côté une volonté soutenue et bien décidée, qui surmonte toute espèce d'irrésolution, elle pourra marcher à son but avec des succès rapides, et parviendra, j'espère, à venger sur les ennemis de la France les maux qu'ils lui ont déjà faits, en prévenant ceux qu'ils voudraient lui faire encore. Je suis persuadé que l'Empereur verra avec satisfaction, dans les circonstances actuelles, Votre Majesté s'étayer des conseils et de l'expérience du maréchal Jourdan; son zèle et son dévouement le rendront plus empressé que jamais de se rendre utile dans les circonstances actuelles, et de justifier la confiance dont Sa Majesté Impériale l'a honoré, en le rendant auprès de ses généraux l'organe des ordres que Votre Majesté est autorisée à leur donner.

Je viens de recevoir des nouvelles du duc d'Albuféra, datées de Tortose le 13 juin. Il ignorait à cette époque tout ce qui se passait dans le reste de la Péninsule. J'ai fait partir le chevalier Anthoine pour lui faire connaître l'état des choses; mais je n'ai pu lui rien prescrire de positif, dans l'ignorance où je suis encore d'une foule de détails importants, et du parti que Votre Majesté aura pris à l'égard du maréchal. J'ignore également si sa position n'aura pas entièrement changé depuis le 13 juin, et mon seul espoir est que le duc d'Albuféra aura

su prendre conseil de la circonstance et agir pour le mieux, soit en évacuant Valence pour réunir ses troupes sur l'Èbre, soit en prenant tel autre parti que les événements ont pu lui suggérer; mais, dans tous les cas, je compte beaucoup sur son activité, sa résolution, et la manière constamment heureuse dont il a soutenu l'honneur de nos armes.

P. S. Ma lettre terminée, j'en reçois une du maréchal duc d'Albuféra, datée de Tortose le 21 juin. Il m'annonce que sa marche sur Tarragone a fait lever le siége de cette ville aux Anglais, qui se sont rembarqués précipitamment, et ont abandonné 27 pièces de canon. Le maréchal est reparti le 21 pour Valence, où le général Habert, de son côté, a fait essuyer un échec aux ennemis, leur a fait 700 prisonniers et enlevé un drapeau. La perte totale de l'ennemi à Tarragone et sur le Xucar va à plus de 1,600 hommes. Il a pris, à la vérité, 83 hommes au fort de Balaguer; mais il n'a pu le garder, et l'a fait sauter en l'abandonnant. »

Clarke à Jourdan. Paris, 2 juillet 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les deux lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 23 et le 26 juin dernier; j'en ai transmis aussitôt le contenu à Sa Majesté Impériale et Royale.

Je ne puis ni ne veux rien préjuger sur l'opinion que l'Empereur se formera d'une succession d'événements aussi étranges que ceux qui viennent de se passer, et qui ont changé en si peu de temps la face des affaires dans la Péninsule.

Il n'est personne qui puisse supposer, et l'Empe-

reur moins que tout autre, qu'une aussi vaste étendue de pays, gardée par plus de 100 mille Français, ait pu être ainsi perdue, sans que des fautes graves aient aplani les obstacles et préparé toutes les voies aux succès de l'ennemi (1). Quoi qu'il en puisse être, et en attendant les mesures qu'il plaira à l'Empereur de dicter pour remédier à l'état actuel des choses, Votre Excellence doit sentir qu'il n'y a pas un instant à perdre pour arrêter les progrès de l'ennemi, assurer la conservation des places qui nous restent en Espagne, et remettre les armées aux ordres de Sa Majesté en état de reprendre au plus tôt l'offensive avec vigueur. Je ne parle pas, Monsieur le maréchal, de la nécessité de préserver le territoire de l'empire d'une invasion qui serait pour ses armées le dernier et le plus grand des affronts; je ne veux pas même m'arrêter à l'idée qu'un pareil événement est possible. Je me borne à vous dire que c'est ici le moment de tenter des efforts proportionnés à la grandeur du mal qui s'est fait; c'est dans ces efforts seuls, et dans les succès qui pourront en résulter, que peut être trouvée la compensation d'un mal si grand, et qu'il y aura quelque espoir de jeter un voile sur le passé. J'écris aux généraux commandant les armées du Portugal, du centre et du midi; je leur rappelle ce que l'honneur des armes impériales exige d'eux et des

(1) Il y avait eu en effet des fautes graves de commises : celle de ne pas donner au roi une autorité suffisante, celle de ne pas laisser son état-major général centraliser les opérations, celle d'encourager en quelque sorte la disposition déjà trop grande des généraux à agir isolément, pour rester indépendants. Mais à qui attribuer raisonnablement ces fautes?...

troupes dont Sa Majesté leur a confié le commandement. Je leur représente la surprise et je pourrais dire l'indignation de l'Empereur à la nouvelle d'un revers aussi inattendu, les reproches de la France entière, et même l'étonnement de nos ennemis, surpris d'un succès sur lequel ils n'auraient jamais osé compter. Enfin je leur rappelle que des efforts de zèle et de courage pourront seuls racheter aux yeux de l'Empereur les fautes qui viennent de porter une atteinte si pénible à l'honneur de ses armes.

De mon côté, Monsieur le maréchal, j'ai pris et je prends encore toutes les mesures qui dépendent de moi pour venir au secours des armées impériales. Il vient d'être fait des fonds pour subvenir à leurs plus pressants besoins; j'ai donné des ordres pour hâter la réorganisation du matériel de l'artillerie; des munitions et des vivres arrivent en abondance de divers points dans la 11e division militaire, et toutes les troupes disponibles de cette division sont déjà elles-mêmes en ligne sur les rives de la Bidassoa. J'espère que le général Reille, qui est sur cette rivière avec deux divisions de son armée, aura pu réunir à lui les troupes du général Foy, qui montent à 13 mille hommes, en faisant payer cher à l'ennemi le peu de terrain qui lui a été successivement cédé. Enfin, avec des troupes aussi nombreuses et aussi expérimentées que celles que commande Sa Majesté Catholique, et avec le désir qui doit animer tous ses chefs d'obtenir l'oubli du passé, j'ose augurer encore que les choses changeront bientôt

de face, et que les espérances de nos ennemis auront été de courte durée.

Je ne néglige point cependant les précautions que dicte la prudence, et je fais mettre dans le meilleur état de défense possible les places de la frontière. Je vous prie, de votre côté, de recommander à l'attention et aux soins de Sa Majesté Catholique les places de Pampelune, Saint-Sébastien, Saint-Jean Pied-de-Port et Santona. Cette dernière est très-importante dans les circonstances actuelles. »

Jourdan à Joseph. Saint-Jean de Luz, 2 juillet 1813.

« Sire, étant retenu dans ma chambre par des douleurs aiguës que j'éprouve dans toutes les parties de mon corps, je prends la liberté d'adresser par écrit, à Votre Majesté, le rapport que je suis dans l'usage de lui faire tous les matins.

Le général Rey, gouverneur de Saint-Sébastien, m'a rendu compte que le commandant de Guetaria est rentré à Saint-Sébastien avec sa garnison, composée de 447 hommes, ce qui porte à 3 mille hommes la garnison de Saint-Sébastien.

Le commandant de Guetaria n'a pas pu ramener son approvisionnement de réserve et ses munitions; le général Rey en attribue la faute au capitaine de la trincadoure *la Reprise*, qui avait été chargé d'aller prendre ces approvisionnements et la garnison, avec quatre trincadoures, cinq grandes barques et trois petites. Ce capitaine ayant été effrayé de plusieurs détonations qui ont eu lieu par un accident qui a fait prendre feu à quelques poudres qu'on jetait à la mer, s'est éloigné de la côte; et le commandant

de Guetaria, qui avait réuni les approvisionnements sur les bords de la mer pour les faire embarquer, a dû les jeter à l'eau et faire embarquer la garnison dans de petites barques, où elle aurait couru de grands dangers si la mer eût été grosse.

Le général Rey n'a pas pu faire retirer la garnison du poste du Passage; il paraît qu'elle est resserrée dans le château. L'ennemi construit des ouvrages sur la hauteur du fanal. Le général Rey continue à faire fortifier le poste de l'hôpital.

Ce général me rend compte qu'il y avait hier dans la baie, entre Deba et Matrica, un bâtiment assez grand qui lui a paru un vaisseau de ligne, deux frégates et six bricks. Ces bâtiments étaient à l'ancre; on n'a rien aperçu en mer.

Le comte Gazan est arrivé hier à Ustaritz; il a laissé la division du général Conroux à Saint-Jean Pied-de-Port. Le comte Gazan est maintenant en marche; il établira dans la journée ses troupes ainsi qu'il suit : La première division d'infanterie à Ascain la troisième à Sarre, et il s'établira à Saint-Pé avec les trois autres brigades; sa cavalerie légère sera placée dans les environs. Il a dirigé sur Bayonne le 2e régiment de dragons, destiné à rentrer dans l'intérieur de l'empire; il a envoyé à Dax ses deux divisions de dragons, elles seront cantonnées sur l'Adour. Enfin, il a fait partir ce matin pour Bayonne la compagnie de mineurs qui est attachée à l'armée du midi; cette compagnie est mise à la disposition du directeur des fortifications de Bayonne. Le comte Gazan demande des outils pour ses sapeurs, qui ont

perdu les leurs. Je sais qu'il y en a fort peu à Bayonne; il est instant de mettre des fonds à la disposition du génie pour s'en procurer.

Le comte d'Erlon, par sa lettre du 30, me mande que tout est parfaitement tranquille sur la ligne; il a dirigé sur Bayonne la division de dragons destinée à rentrer dans l'intérieur de l'empire; il fera partir pour la même destination le 27e régiment de chasseurs, aussitôt qu'il aura été rejoint par le détachement des chasseurs de Nassau que le général L'Huillier avait retenu. Ce général a reçu hier l'ordre de renvoyer ce détachement au comte d'Erlon, et en remplacement j'ai mis à sa disposition les chevau-légers de la gendarmerie, pour établir des cordons derrière l'armée, afin d'arrêter les maraudeurs et les déserteurs, et pour faire le service de la correspondance.

Le comte Reille m'a mandé que, sur les six heures du soir, l'ennemi avait fait avancer 5 bouches à feu servies par des canonniers anglais, qui ont canonné la tour et le pont. Les postes établis dans les maisons sur la rive gauche de la Bidassoa n'étaient plus tenables. Le comte Reille a dû les retirer, et il a fait sauter la tour et le pont. On vit en même temps entrer trois bataillons à Fontarabie.

Le comte Reille ajoute que, jusqu'à ce moment, il n'a vu que des troupes espagnoles, qu'il ignore ce qui peut être derrière; mais que son opinion serait que, pour le moment, il n'a devant lui que l'armée de Galice et peu d'Anglais. L'ennemi ne s'est point présenté devant Vera.

Le comte Reille me prévient que pendant la nuit on a dû faire une ou deux batteries au-dessus du pont, et qu'il continuera à faire construire des ouvrages.

Le général Tirlet m'a rendu compte qu'il est parti ce matin pour la position de la Bidassoa une batterie d'artillerie à cheval de 6 bouches à feu et une batterie d'artillerie à pied de 4 bouches à feu, ce qui, avec les 8 qui s'y trouvent déjà, fera 18 bouches à feu. Il m'annonce que cette après-midi il partira pour la même destination une autre batterie de 6 bouches à feu et une de 4, de manière que ce soir il y aura en ligne 28 bouches à feu. Ces pièces n'ont qu'un caisson d'approvisionnement, mais tous les moyens sont pris pour les compléter le plus tôt possible. Ce général espère être en état d'envoyer ce soir un commencement d'approvisionnement de réserve à Saint-Jean de Luz : il a donné ordre au colonel Berger d'aller prendre le commandement de l'artillerie de la Bidassoa.

La garde de Votre Majesté a demandé deux pièces de 8; le général Tirlet me mande qu'elles sont prêtes et approvisionnées d'un caisson pour le premier moment.

L'armée du centre a demandé deux batteries; l'une est déjà prête, et l'autre le sera bientôt. Ce qui retarde un peu l'organisation de l'artillerie, c'est la difficulté de trouver une assez grande quantité de matières premières pour la réparation du harnachement et du ferrage, quoique tous les ouvriers de la ville de Bayonne s'y emploient avec beaucoup de zèle.

Le général Dedon me mande que le train espagnol n'est plus en état de servir une batterie; il propose de le réunir à celui de la garde de Votre Majesté. Tel est, Sire, le résumé de tous les rapports qui me sont parvenus pendant la nuit.

Je prie maintenant Votre Majesté de me permettre de fixer son attention sur un objet qui me paraît très-important.

La guerre de montagnes a toujours été considérée comme très-difficile, et le succès a toujours dépendu de la parfaite connaissance du terrain. Celui qui commande doit être toujours à cheval, et connaître jusqu'aux plus petits sentiers. L'état de ma santé me met dans l'impossibilité de faire un métier aussi pénible, et je n'ai aucun officier du génie ni aucun autre qui soit en état de faire les reconnaissances, rédiger les mémoires et dresser les cartes, qui, peut-être, pourraient suppléer à l'impossibilité où je suis de voir par moi-même. Il est donc bien instant que Votre Majesté prenne un parti à cet égard. »

Jourdan à Joseph. Saint-Jean de Luz, 3 juillet 1813.

« Sire, en exécution des ordres de Votre Majesté, j'ai mandé au général comte Gazan, commandant en chef l'armée du midi, de se mettre en marche ce matin pour aller occuper la vallée du Bastan et y relever les troupes de l'armée du centre. Je lui ai dit qu'il pouvait exécuter son mouvement sur deux colonnes, l'une qui, de Sarre, se porterait par Echalar, Sumbilla et San-Estevan; l'autre qui, de Ainhoïc, se porterait sur Elizondo par Maya. Je lui

ai mandé qu'il devait d'abord défendre tous les débouchés de la vallée par lesquels l'ennemi tenterait de pénétrer sur les frontières de l'empire; en second lieu, que, dans le cas où l'ennemi se porterait sur Vera pour tourner les positions qu'occupent les troupes aux ordres du comte Reille, il devait marcher par sa droite sur le flanc de l'ennemi, et que, si l'ennemi se portait sur Saint-Jean Pied-de-Port, il devait également marcher sur son flanc par sa gauche. Je lui ai recommandé de se lier avec les troupes de Vera, et je l'ai invité à faire occuper Echalar. Je l'ai engagé à faire retrancher tous les postes et positions qu'il jugera propres à l'être, et à demander au général Tirlet l'artillerie dont il jugera avoir besoin.

Je présume que le comte Gazan, et sans doute Son Excellence le ministre de la guerre, trouveront surprenant qu'on ait fait venir les troupes de l'armée du midi sur Saint-Pé, pour ensuite les envoyer dans la vallée du Bastan; tandis qu'il était beaucoup plus court de les porter directement de Saint-Jean Pied-de-Port dans la vallée par le Puerto; et vraisemblablement les remarques qu'ils feront à ce sujet ne seront pas à mon avantage : cependant Votre Majesté sait que je ne connaissais pas ses intentions. Je ne pouvais donc pas prévoir ce faux mouvement. J'ai prévenu le comte d'Erlon qu'il devait se rendre à Saint-Pé avec les troupes de l'armée du centre, à l'exception toutefois de la division Darmagnac qu'il dirigera sur Vera, et qui passera sous le commandement du comte Reille. J'ai également

prévenu ce général, en l'invitant à placer le général Darmagnac en réserve.

Je reçois à l'instant une lettre du comte Gazan, par laquelle il m'annonce qu'il commence son mouvement aujourd'hui, mais qu'il ne sera terminé que demain.

Le comte d'Erlon m'a prévenu, par sa lettre du 1er à neuf heures du soir, que l'ennemi a fait une reconnaissance sur Bernetta avec environ 500 hommes, la plupart Portugais et Hanovriens. Le détachement qui occupait Bernetta s'est d'abord retiré; mais un renfort de deux compagnies a suffi pour repousser l'ennemi, qui s'est retiré sur Almender. Le comte d'Erlon ajoute qu'on dit que l'ennemi occupe Lanz avec 2 mille hommes.

Le comte Reille m'a prévenu que le général Maucune lui a rendu compte que, hier matin, trois ou quatre bataillons qu'on croit espagnols ont pris position sur les hauteurs vis-à-vis celle de Biriatu, ce qui a donné lieu à un tiraillement qui a duré une heure, mais qui n'a point eu de suite. La découverte que le général Maucune avait envoyée hier matin à la redoute de la Bayonnette, occupée par les troupes aux ordres du général Lamartinière, a rapporté qu'elle avait vu à son retour environ 2 mille Anglais et Portugais qui paraissaient être placés pour soutenir les tirailleurs postés en face de Biriatu.

Le comte Reille annonce qu'il m'envoie le rapport du général Foy sur l'attaque que l'ennemi a faite avant-hier au soir sur le pont, et qui a donné

lieu à sa destruction et à celle de la tour, mais il a oublié de joindre le rapport à sa lettre; je vais le lui demander. Il me dit que le 40e régiment a perdu à cette attaque 80 hommes tués ou blessés. Il m'annonce, en terminant sa lettre, que l'ennemi n'a laissé hier matin que des postes, et qu'il a retiré ses troupes à la hauteur d'Irun.

Une portion des approvisionnements qui sont destinés pour Saint-Sébastien n'a pas encore pu partir d'ici, à cause de la présence des bâtiments ennemis et à cause du vent contraire. Un officier du génie, parti hier matin pour se rendre dans cette place, a dû rentrer ici; cependant j'ai reçu ce matin une lettre du général Rey; il m'envoie un projet de signaux pour correspondre avec la place. Votre Majesté le trouvera ci-joint; je la prie de le faire examiner par quelqu'un de ses aides de camp. Il faut d'abord savoir s'il est possible d'établir une ligne de sémaphores, et s'il y a un point d'où l'on puisse apercevoir le donjon de Saint-Sébastien. Le capitaine de frégate commandant la marine, qui est logé à la poste, pourra donner des renseignements à cet égard à l'officier que Votre Majesté chargera de ce travail. Si j'avais un officier du génie près de moi, je l'aurais chargé de ce soin.

Un habitant d'ici, qui a servi anciennement, et que j'avais prié de passer chez moi pour me donner des renseignements sur le pays, m'a dit que le commissaire général de police de Bayonne avait adressé à Votre Majesté une carte excellente, où toutes les anciennes positions étaient indiquées : si Votre Ma-

jesté voulait avoir la bonté de me confier cette carte, j'en ferais prendre une copie.

Tant que l'armée a été en Espagne, il a été impossible de se procurer des renseignements certains sur les opérations de l'ennemi, et cette circonstance a sans doute beaucoup contribué aux événements qui ont eu lieu ; il est en effet impossible d'établir des calculs exacts lorsqu'on ne connaît point la force de l'ennemi, et qu'on ne sait même pas où il est. Il me semble que maintenant que nous sommes sur la frontière, cette difficulté doit cesser, et j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté d'organiser le service de la partie secrète. Il faut d'abord charger un officier de ce service, et que cet officier n'ait pas autre chose à faire ; c'est à lui que doivent aboutir tous les renseignements, c'est lui qui doit se procurer les affidés et tenir la correspondance, etc. Ce n'est qu'en centralisant ce service qu'on peut le rendre utile, puisque c'est de la comparaison des divers rapports qu'on peut découvrir la vérité. Il faut ensuite faire des fonds pour les dépenses de ce service.

Il me paraît de la plus haute importance que Votre Majesté se procure des nouvelles du duc d'Albuféra. Il est présumable que ce maréchal se sera replié sur l'Aragon, et dès lors il me paraît qu'il serait possible d'établir une ligne de correspondance avec lui, par Jaca. Peut-être conviendrait-il que Votre Majesté envoyât un de ses aides de camp près de ce maréchal pour connaître sa position, et lui faire part de celle où se trouve l'armée commandée par

Votre Majesté. On ne doit pas se dissimuler que si l'ennemi attaque la place de Pampelune, elle sera bientôt prise si on ne marche pas à son secours; et on ne peut entreprendre cette opération qu'autant que l'armée commandée par le duc d'Albuféra concourrait à cette opération. »

« Monsieur le duc, je n'ai pas de nouvelles du général Clausel, ni du duc d'Albuféra. Joseph à Clarke. Saint-Jean de Luz, 3 juillet 1813.

Tous les rapports s'accordent à dire que lord Wellington est sous Pampelune, avec la plus grande partie de ses forces. J'ai ordonné des approvisionnements à Bayonne pour Pampelune. Il est instant que vous fassiez donner les ordres convenables pour l'envoi des fonds. L'armée du midi a eu ordre d'entrer dans la vallée du Bastan. Déjà 30 bouches à feu sont arrivées à l'armée, et dans deux jours elle en aura 50.

Tout me porte à croire que notre perte en hommes a été moindre que celle de l'ennemi. Nous avons aujourd'hui ici près de 45 mille hommes d'infanterie; ils ont reçu des effets et des vivres à Bayonne, et sont en mesure d'agir.

L'ennemi a fait quelques mouvements sur la ligne. La grande communication est occupée par les troupes espagnoles. Il est possible qu'elles soient soutenues par des troupes anglaises ou portugaises échelonnées vers Tolosa; c'est ce que je saurai mieux, sous peu. »

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre du 29. Vous devez connaître aujourd'hui le véritable état des Joseph à Clarke. Saint-Jean

de Luz, 4 juillet 1813.

affaires pour ce qui regarde les armées du midi, du centre, et les troupes des armées du Portugal et du nord, qui se trouvent sous ma main. J'ignore si vous avez quelques notions sur les armées d'Aragon, de Catalogne, et la portion des troupes des armées du nord et du Portugal qui est aux ordres du général Clausel.

L'ignorance où je suis à cet égard, et ma position actuelle qui me permet de recevoir prochainement par votre intermédiaire les ordres de l'Empereur, me font une loi de ne me livrer à aucune opération majeure sans y être forcé.

Je me borne donc, pour le moment, à vous faire connaître les opérations qui ont eu lieu depuis notre départ du Duero, et l'état actuel des choses. C'est ce que le maréchal Jourdan fait en vous adressant les rapports et les états de situation.

Je me contenterai de rappeler seulement que nous n'avons pas été attaqués sur le Duero, mais sans cesse menacés sur notre droite ; que sur la Puyserga j'avais eu le dessein d'essayer de retarder la marche de l'ennemi; que j'en fus détourné par les observations du général en chef de l'armée du midi, qui me représenta que son armée n'avait plus de vivres : je dus donc me retirer pour en faire à Burgos ou en avant de Pancorbo.

Il était permis d'espérer de trouver le général de l'armée du nord, ou du moins les divisions de l'armée du Portugal, à ce point reculé du Duero; il n'en fut pas ainsi. Sans l'appui du fort, sans magasins, sans vivres, toujours tourné par ma droite, j'ai eu

vain passé l'Èbre, je n'ai pu être rejoint par le corps du général Clausel. *Je me suis exposé à tout pour l'attendre ; j'ai couru en Navarre pour le trouver : tout a été vain, et aujourd'hui encore c'est l'objet de mes inquiétudes.*

A Salamanque les trois armées réunies avaient vu fuir devant elles, à la fin de la campagne dernière, les armées alliées. Cette réunion devait être maintenue, ou au moins rendue possible. Le général commandant les divisions de l'armée du Portugal aurait dû, au commencement de la campagne actuelle, se tenir à Burgos, au lieu de s'enfermer à Pampelune ; approvisionner ses places, au lieu de courir, dans le fond des Pyrénées, faire plus de mal à ses troupes qu'aux bandes fugitives de Mina et compagnie.

Il n'en a pas été ainsi. Le général de l'armée du Portugal m'assure que les divisions de cette armée envoyées dans le nord ont perdu près de 4 mille hommes.

Aujourd'hui, quel est l'état de situation des troupes sous ma main?

Les troupes de l'armée du midi offrent 18 mille hommes; celles du nord et du Portugal, 19 mille; celles du centre, 9 mille, ma garde et les Espagnols compris. Total, 46 mille hommes. J'ai fait demander l'état de situation aux divers généraux, mais je ne pense pas me tromper de beaucoup.

Ces troupes ont 30 bouches à feu, et en auront 50 sous quelques jours; elles n'ont pas régulièrement reçu du pain depuis qu'elles sont ici; il leur manque des officiers. J'ai vu que vous aviez auto-

risé le maréchal Jourdan et le comte Reille à procéder à ces nominations. Je les ai priés de se hâter, elles ne sont pas encore faites. Il manque une organisation. Vous concevrez facilement comment quatre armées ne peuvent pas être conduites au même but, ni animées du même esprit. Cependant ces quatre armées sont aujourd'hui sur le même terrain. Il n'existe pas d'état-major général. Le maréchal Jourdan est souvent malade; il ne sort pas de sa chambre depuis trois jours. Point de commandant général du génie, de l'artillerie; point d'adjudants-commandants, point d'adjoints, point de topographes; enfin rien de ce qui constitue un état-major général.

Vous êtes dans l'erreur, Monsieur le duc, sur les forces ennemies; elles sont beaucoup plus considérables que vous ne le supposez. Les Portugais se battent aujourd'hui comme les Anglais, et les Espagnols sont devenus, dans les montagnes, des ennemis redoutables. Quant à moi, je l'ai mandé à l'Empereur, et je le répète : tant que j'existerai, ma vie appartient à la France! Faut-il entrer en Espagne pour conquérir une couronne pour moi? J'ai trop appris, à mes dépens, qu'il est impossible de commander des armées françaises organisées, conduites, administrées comme elles l'ont été; que, roi d'Espagne et général en chef, l'un nuit à l'autre, et que, finissant par n'être ni l'un ni l'autre, je nuis et à la France et à l'Espagne en prolongeant les déchirements, tandis que je n'ai jamais eu d'autre but ni d'autre ambition que de servir l'une et l'autre. *La pacification de l'Espagne par la force*

des armes est impossible; je ne puis que répéter aujourd'hui ce que je dis depuis longtemps.

J'ai ordonné des approvisionnements en munitions de guerre et de bouche pour Pampelune, afin que si l'on se décide à faire une tentative en faveur de cette place, tout soit prêt : il n'y a pas de temps à perdre pour cela.

Veut-on s'engager dans le Guipuscoa en essayant de battre le corps qui est devant nous? Sous peu de jours, si l'on donne des officiers aux troupes, que l'on réduise les quatre armées, on pourra le tenter. Sera-ce avec succès? Pourra-t-on se soutenir à Vittoria, tandis que l'on aura sur ses derrières et sur son flanc gauche le débouché de Tolosa? Peut-on s'y engager, dans l'ignorance où l'on est du sort du maréchal Suchet et du général Clausel? Doit-on déboucher au delà des montagnes, aujourd'hui que la moitié de la cavalerie vient d'être appelée au nord? Serait-il plus convenable d'entrer en Catalogne, de manœuvrer derrière et devant ses places? Mais pendant ce temps ne faut-il pas qu'une armée puissante par le nombre, la qualité et l'organisation des troupes, soit sur cette frontière? C'est sur ces considérations qu'il appartient au gouvernement d'assurer sa décision, et de donner ses instructions et ses ordres. En attendant, je cherche à mettre à profit tous les instants, à reconnaître et faire reconnaître tous les débouchés, à rassurer l'opinion publique; mais nous ne devons pas nous dissimuler que l'ennemi ne mette aussi à profit tous les instants.

P. S. A moins d'événements et d'ordres con-

traires, je compte tenter un mouvement du côté de Pampelune ou sur la grande communication. »

Joseph à Clarke. Saint-Jean de Luz, 5 juillet 1813.

« Monsieur le duc, je reçois à l'instant une lettre du général Clausel, qui m'annonce son arrivée à Saragosse le 30 juin, sans avoir eu aucun engagement avec l'ennemi. Il a sous ses ordres 15 mille hommes. Le duc d'Albuféra était toujours à Valence; mais il était en correspondance avec lui. Ainsi, je ne doute pas qu'ils ne soient bientôt réunis sur l'Èbre. Je regrette, dans cette circonstance, que la cavalerie des armées du centre et du Portugal ait quitté les armées d'Espagne. Je n'ai pas voulu prendre sur moi de les retenir, par la considération surtout que si cette démarche était dans le cas d'être approuvée, vous êtes encore à temps pour me le faire savoir de Paris, où vous avez plus de données que moi pour savoir où cette cavalerie est le plus nécessaire.

J'envoie une division de dragons au général Clausel, en le prévenant de sa marche sur Oléron. Je l'engage à envoyer à sa rencontre de l'infanterie, pour l'escorter dans les montagnes. Cette cavalerie pourra lui être d'un grand secours dans les plaines de l'Aragon et de la Navarre. Je lui mande de se tenir prêt à suivre le mouvement de l'ennemi sans se compromettre, si les opérations que je vais entreprendre le décident à se rapprocher de Pampelune.

Le général Clausel me mande qu'il était, le 20, à une journée de Vittoria; qu'aucun des six émis-

saires que je lui avais envoyés ne lui était parvenu.

Je ne saurais assez vous recommander, Monsieur le duc, de faire diriger des approvisionnements de toute espèce vers cette frontière. L'armée ne pourra rien trouver dans les montagnes du Guipuscoa, il faudra qu'elle tire tout de France. Je vous prie, Monsieur le duc, de soumettre à l'Empereur le désir que j'ai que Sa Majesté Impériale veuille bien permettre que ma garde, la division espagnole, et les officiers français ou espagnols à mon service, soient payés par les payeurs français, comme les troupes et officiers français, puisque, dans l'état actuel, je n'ai aucun moyen de subvenir à cette dépense ni à aucune autre. »

Clarke à Joseph. Paris, 5 juillet 1813.

« Sire, je réponds à la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 1er juillet, qui s'est croisée avec celle que je lui ai adressée le 2. Il y a eu changement dans la marche des estafettes, qui ne partaient que deux fois par semaine, et partiront maintenant tous les jours; mais, malgré l'intérêt qu'inspire la position de Votre Majesté, elle jugera facilement qu'il m'est impossible d'écrire chaque jour, et de répondre en détail à chaque lettre. Que pourrai-je d'ailleurs lui dire dans l'état actuel des affaires? Deux choses principales : la première et la plus essentielle est de ne pas laisser entrer les ennemis en France, puisque Votre Majesté dispose d'une armée en tous points supérieure à la leur (1);

(1) Le duc de Feltre met une persistance singulière à admettre le fait de la supériorité numérique des troupes aux mains du roi.

la seconde, qui est le résultat de l'autre, est de rentrer le plus tôt qu'elle le pourra dans son royaume; de mettre à l'abri des attaques de l'ennemi Saint-Sébastien, Borméo, Guetaria, Santona et Pampelune, qu'il est important de délivrer promptement. Ce sont des idées générales; mais l'intention de l'Empereur n'est pas que je prescrive de Paris des mouvements de détail qui ne pourraient jamais être conformes aux circonstances, surtout à une époque où leur mobilité est extrême. Si Sa Majesté Impériale me demandait quels ordres j'ai donnés à ses armées d'Espagne, je répondrais que les événements ont marché avec une telle rapidité, qu'ils n'ont pas laissé le temps d'avertir même de ce qu'il y aurait eu à faire de plus utile. Par exemple, j'aurais voulu dire de ne pas ajouter foi aux nouvelles répandues par les ennemis sur leur marche, avant que des reconnaissances bien faites eussent confirmé les rapports des espions; j'aurais demandé qu'on fît manœuvrer un corps sur la droite de l'armée, non-seulement pour reconnaître les mouvements de l'ennemi, mais encore pour les arrêter; j'aurais voulu tenter plutôt le sort d'une bataille pour conserver Burgos, que de permettre à l'ennemi d'attaquer lui-même dans un terrain avantageux pour lui, où une armée de 80 mille hommes non entamés, qui n'avait encore essuyé aucune perte, a vu perdre la totalité de son artillerie et de ses bagages. Qu'ai-je dû faire après cet événement, lorsque, ne connaissant que très-imparfaitement ce qui s'était passé à Vittoria, on m'assura que Votre Majesté s'était reti-

rée en Navarre? Qu'ai-je pu faire, lorsque j'ai appris enfin positivement que Votre Majesté revenait à Saint-Jean de Luz, après avoir perdu ses équipages et ses canons, à l'exception des chevaux? 1° Me concerter avec le ministre du Trésor impérial pour qu'une centaine de mille francs, nécessaires à Santona, y fussent envoyés par la voie du commerce ou par mer, s'il est encore possible; 2° donner tous les ordres nécessaires, afin qu'un matériel d'artillerie suffisant pour ce qui reste de chevaux fût fourni de Toulouse, de Bayonne et de Blaye; 3° me concerter encore avec le ministre du Trésor, afin que la solde courante soit payée, ainsi que Son Excellence a dû s'arranger pour l'assurer; car pour la solde arriérée, c'est une chose à laquelle la situation actuelle de la France ne permet pas de faire face pour le moment; 4° envoyer le général Lery à Bayonne pour réorganiser le service du génie à l'armée, et surveiller les travaux de la défense des places de la 11e division militaire; 5° me concerter avec le ministre directeur de l'administration de la guerre pour que le service des vivres soit assuré dans toutes ses branches; et le comte de Cessac non-seulement m'en a donné la certitude, mais il me promet encore que lorsque Votre Majesté rentrera en Espagne, elle pourra emporter pour un mois de vivres; 6° enfin, écrire à tous les généraux et à Votre Majesté elle-même, de la manière la plus pressante, sur le rétablissement de la discipline de l'armée : mais Votre Majesté sentira qu'à cet égard je ne puis prescrire que ce que les lois me prescrivent de

faire; et si les circonstances exigeaient qu'on fît au delà, c'est à Votre Majesté seule qu'il appartiendrait de le faire. En attendant, je vais soumettre à l'Empereur la demande des juges prévôtaux que paraît désirer le maréchal Jourdan; car je suis certain que Sa Majesté Impériale apprendra avec beaucoup de peine les désordres qui ont été commis sur le territoire français, et je supplie Votre Majesté d'employer tous ses efforts pour les réprimer. Après cela, que reste-t-il encore à faire? Je le répète : empêcher l'ennemi d'entrer sur le territoire français, et rentrer en Espagne le plus tôt possible. Votre Majesté doit sentir l'influence des événements qui se passent en Espagne, dans la balance des grands intérêts politiques; et cette considération est si puissante, qu'elle doit l'engager à surmonter tous les obstacles pour parvenir au but que je viens de lui présenter.

Incessamment j'aurai l'honneur d'écrire encore à Votre Majesté sur cet objet, et sur d'autres qui s'y rattachent nécessairement. Je n'ai pas le temps aujourd'hui d'en dire davantage. »

Joseph au général Clausel. Saint-Jean de Luz, 5 juillet 1813.

« Général, je reçois votre lettre du 1er juillet, et votre rapport du 30 juin.

Je m'empresse de vous prévenir que la division de dragons du général Tilly, composée de cinq régiments, reçoit l'ordre de se rendre à Oléron, où elle attendra ceux que vous lui donnerez. Vous sentirez la nécessité d'envoyer à sa rencontre l'infanterie, pour protéger sa marche dans les montagnes. Vous

pourrez profiter de cette circonstance pour faire diriger sur la France les dépôts de ma garde et les réfugiés et employés espagnols. Vous ferez bien de débarasser Saragosse de tout ce qui n'y est pas utile.

Les troupes des diverses armées occupent Saint-Jean Pied-de-Port, la vallée du Bastan; l'ennemi est à Irun. Je vais opérer un mouvement dont vous serez prévenu par un second officier. Je ne veux pas perdre une minute à vous faire parvenir la présente. 30 bouches à feu sont en ligne; sous peu, nous en aurons 50. Donnez-moi tous les jours de vos nouvelles et de celles du duc d'Albuféra. »

Jourdan à Joseph. Saint-Jean de Luz, 5 juillet 1813.

« Sire, Votre Majesté m'ayant paru désirer connaître mon opinion sur ce qu'il est convenable d'entreprendre contre l'ennemi, j'ai l'honneur de la lui adresser.

Je commence par avoir l'honneur d'observer à Votre Majesté que, pour émettre une opinion bien raisonnée, il serait nécessaire de bien connaître les forces de l'ennemi et les positions qu'il occupe, et Votre Majesté n'a elle-même que des renseignements très-incertains à cet égard; j'ose même dire qu'elle ne connaît pas encore très-exactement les forces qui sont à sa disposition, puisque, malgré mes demandes réitérées, *les généraux commandant en chef n'ont pas encore adressé l'état de situation des troupes qui sont sous leurs ordres.*

On prétend que lord Wellington est en Navarre, et qu'il se dispose à faire le siége de Pampelune; et

cela est probable. Votre Majesté m'a dit ce matin que la personne qui lui a apporté le rapport du général Clausel a annoncé qu'un corps de troupes anglaises s'était avancé dans la direction de Saragosse, et cela me paraît encore probable. En effet, si lord Wellington veut entreprendre le siége de Pampelune, il ne gardera près de lui que les troupes nécessaires pour cette opération, et il placera des corps d'observation sur les divers débouchés par où les troupes impériales pourraient marcher à lui, soit des frontières de France, soit de l'Aragon, afin d'être prévenu de tous nos mouvements, et d'avoir le temps de réunir ses troupes pour les porter sur le point où il leur commandera de nous attendre.

Il y a en présence du comte Reille, à Irun et en arrière, un corps de troupes espagnoles dont on ignore la force et même la composition; on prétend que ce corps est soutenu par un corps de troupes anglaises, mais on ignore la force de ce corps.

Avec des données aussi incertaines, il est difficile d'avoir une opinion bien précise; cependant Votre Majesté évalue à 45 mille hommes d'infanterie les troupes des armées du midi, du Portugal, du centre et du nord qui sont maintenant réunies sous son commandement, et à 12 mille hommes le corps qui est à Saragosse sous les ordres du général Clausel. Ce calcul doit être exact, à peu de chose près; il faut cependant y ajouter les troupes à cheval des armées du Portugal et du midi, que je ne

puis pas évaluer, n'ayant plus aucun état de situation, mais dont la force est considérablement affaiblie par le départ des 13 régiments qui sont rentrés dans l'intérieur de l'empire.

Il me semble que Votre Majesté a à choisir entre trois partis : le premier, d'attaquer le corps qui est en présence du comte Reille, de le pousser d'abord au delà de Tolosa, et même plus loin ; de laisser ensuite un corps d'observation devant ce corps, et de marcher avec le reste de l'armée sur Pampelune par la grande route de Tolosa ; ou bien de pousser sur Vittoria et même sur l'Èbre avec la totalité des forces, afin de menacer les communications de l'armée anglaise, et de forcer lord Wellington à quitter la Navarre pour marcher à la rencontre de Votre Majesté. Dans ces deux hypothèses, le général Clausel devrait être prévenu de faire des démonstrations sur Pampelune, et de rentrer en Navarre pour se réunir ensuite à Votre Majesté, si l'ennemi le lui permettait.

Le second parti serait de laisser un corps d'observation de 15 mille hommes sur la Bidassoa pour contenir le corps qui est à Irun, protéger la frontière autant que possible, tandis que le reste de l'armée se dirigerait sur Pampulune par la vallée de Roncevaux, qui paraît être la moins difficile ; il faudrait encore, dans ce projet, que le général Clausel fît des démonstrations sur Pampelune, et qu'il vînt se réunir à Votre Majesté si l'ennemi se retirait de la Navarre.

Enfin, le troisième parti serait de laisser sur la

Bidassoa un corps d'observation de 15 mille hommes, ainsi que je l'ai dit plus haut, et de porter toute l'armée en Aragon par la vallée de Jaca, afin de se réunir au général Clausel et au duc d'Albuféra, et de former une masse capable de chercher l'armée anglaise partout où elle serait.

Le premier parti aurait l'avantage d'éloigner immédiatement l'ennemi des frontières, de dégager Saint-Sébastien. L'armée opérerait sur une grande route, ce qui donnerait la facilité de conduire de l'artillerie, des munitions et des vivres; mais il a l'inconvénient d'opérer à une grande distance du général Clausel. Lord Wellington, placé entre ce général et Votre Majesté, pourra empêcher la réunion, et se porter en force sur un des deux corps. En supposant que Votre Majesté se porte dans la direction de Pampelune par la route de Tolosa, elle aura continuellement à craindre pour ses communications, qui dépendront du corps de 15 mille hommes qu'elle aura laissé pour observer l'armée espagnole; et si ce corps était obligé de reculer, l'armée pourrait être compromise dans le long défilé que forme la route de Tolosa à Pampelune jusqu'à Yrursun, et être attaquée dans ce défilé en queue par l'armée espagnole, et en tête par l'armée anglaise : Votre Majesté serait forcée d'abandonner son artillerie et de se retirer par les montagnes. Si, au contraire, Votre Majesté poussait jusqu'à Vittoria, même sur l'Èbre, cela aurait l'avantage d'éloigner davantage l'armée espagnole; mais alors il y aurait l'inconvénient de laisser derrière soi la

grande route de Pampelune à Tolosa, par laquelle l'armée anglaise pourrait déboucher si lord Wellington se croyait assez en force pour faire ce mouvement, et dès lors l'armée impériale se trouverait en Espagne sans communication avec la France. J'observe de plus que le mouvement en avant par la grande route, a l'inconvénient de forcer à laisser des garnisons pour conserver les communications : si l'armée espagnole se retire dans la direction de Bilbao, il faudra y envoyer des troupes pour l'observer, et, arrivée à Vittoria, Votre Majesté n'aurait plus qu'une faible armée avec elle.

Le second parti a l'avantage de porter plus immédiatement des secours à Pampelune, puisqu'on marcherait sur cette place par la ligne la plus courte; il a aussi celui de conserver la communicátion de l'armée sur Saint-Jean Pied-de-Port, qui serait gardé avec bien moins de troupes que celle sur Vittoria; mais il a l'inconvénient, comme le premier, d'agir séparément du général Clausel, et avec des forces qu'on doit supposer inférieures à celles de l'ennemi, puisque, si Votre Majesté laisse 15 mille hommes sur la Bidassoa, il ne lui restera plus que 30 mille hommes. Enfin, je ne suis pas bien assuré qu'on puisse conduire de l'artillerie par cette communication, et on doit s'attendre qu'en débouchant on trouvera l'armée anglaise disposée à livrer bataille avec tous ses moyens.

Ces deux premiers partis ont encore des inconvénients qui leur sont communs : d'abord l'opinion des habitants de la Navarre et des provinces de

Biscaye est exaltée, et on doit s'attendre à les trouver armés; en second lieu, dans tout ce pays de montagnes, les troupes espagnoles combattent avec avantage contre les troupes impériales; enfin, ces provinces n'offrent aucune ressource pour faire vivre l'armée. On pourra peut-être surmonter cette difficulté si on opère par la grande route, en faisant venir des convois de Bayonne; mais il sera difficile de les surmonter si on opère par la vallée de Roncevaux.

Le troisième parti a l'avantage de réunir aux troupes du général Clausel les 30 mille hommes, sans y comprendre la cavalerie que Votre Majesté pourrait porter en Aragon; de faire concourir à ses opérations l'armée du duc d'Albuféra et les troupes qu'on pourrait appeler de Catalogne, et de former une armée qui pourrait faire craindre à lord Wellington d'être renfermé en Navarre; il aurait de plus l'avantage de porter le théâtre de la guerre dans un pays plus ouvert, où les troupes espagnoles perdraient leurs avantages, et dans un pays plus abondant, où, au moment de la récolte, on trouverait sans doute des ressources. Il a cependant aussi des inconvénients : d'abord on ne peut conduire de l'artillerie par Jaca; il reste à savoir si on en trouverait à Saragosse; en second lieu, les 15 mille hommes qui resteraient sur la Bidassoa ne pourraient sans doute pas empêcher les bandes de faire des incursions sur quelques points de la frontière et de dévaster quelques villages; de plus, ce mouvement serait long, et si la place de Pampelune a

été attaquée sérieusement, il serait possible qu'elle fût prise avant que l'armée fût en état de marcher à son secours; enfin, les troupes qui viennent de se rendre dans la vallée du Bastan seraient obligées de rétrograder, et ces fausses marches sont toujours désagréables. Néanmoins, je pense que ce dernier parti serait celui qu'il conviendrait le mieux de prendre. On ne peut espérer de rétablir les affaires en Espagne qu'en réunissant une armée capable de battre l'armée anglaise : l'Aragon me paraît, par les circonstances, le point le plus favorable pour opérer cette réunion, et je pense que toute opération de plusieurs corps isolés, quelles que soient les précautions qu'on prenne, ne réussira pas. Les communications sont trop lentes et trop difficiles, et l'ennemi est trop bien instruit de tous nos mouvements.

Au surplus, le parti que je propose ne serait bon à exécuter qu'autant que l'ennemi tiendrait ses troupes réunies en Navarre; car s'il se divisait, et qu'une partie de ses forces marchât en Aragon, je crois qu'il faudrait se porter par la direction la plus courte en Navarre, pour y battre le corps qui y serait resté, et pour jeter des approvisionnements dans Pampelune.

Je prie Votre Majesté de croire que, dans une circonstance aussi grave, ce n'est qu'avec la plus grande circonspection que j'émets mon opinion, et parce que Votre Majesté me l'a ordonné; je sens trop combien une question de cette importance est au-dessus de mes moyens, et je pense qu'il serait à

désirer que le gouvernement eût fait connaître ses intentions à Votre Majesté. »

Clarke à Joseph. Paris, 6 juillet 1813.

« Sire, j'ai reçu les lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire de Véra le 27 juin ; de Saint-Jean de Luz les 28 et 29 juin, et 1er juillet; et je me suis empressé de les transmettre à l'Empereur. C'est à Sa Majesté d'apprécier les observations particulièrement contenues dans la dépêche du 29 juin; mais je ne puis me dispenser d'opposer quelques observations à l'une de celles qui m'a le plus peiné. Votre Majesté dit que la correspondance directe de Paris avec les généraux en chef des trois armées placées sur le même terrain a continué à empêcher l'ensemble et l'unité indispensables pour le succès. Je pourrais sans doute me borner ici à rappeler les ordres exprès de l'Empereur sur ce point, ordres fondés sur la nature des choses et le besoin des circonstances, qui rendaient pour une foule d'objets la correspondance directe plus courte, plus simple et plus convenable; mais une réponse plus péremptoire sera celle-ci : Ma correspondance avec l'armée du midi a été nulle par le fait, par la difficulté des communications, qui m'a empêché de recevoir des rapports du général Gazan depuis qu'il la commande (1). L'armée du centre, considérée comme celle qui était spécialement sous les ordres directs de Votre Majesté, n'a jamais entretenu de correspondance avec moi relativement aux opéra-

(1) Qu'importe? l'effet moral n'en était pas moins produit.

tions militaires; et, enfin, l'armée du Portugal ne recevant point d'ordre de Votre Majesté pour l'exécution de ceux de l'Empereur, je fus obligé, par ordre exprès de Sa Majesté, d'adresser directement au général Reille l'injonction précise d'envoyer des troupes au général Clausel; mais j'eus soin de prévenir Votre Majesté de cette disposition, que la lenteur des communications avait rendue indispensable. A cela près, la correspondance que j'ai pu entretenir avec le général Reille a eu pour but principal de lui rappeler constamment la nécessité d'un centre commun d'autorité, ainsi que l'Empereur avait voulu l'établir, et l'obligation que cette mesure imposait aux généraux de prendre les ordres de Votre Majesté, et de s'y conformer en tous points. J'ai également saisi toutes les occasions d'écrire dans le même sens à chaque commandant en chef des armées impériales en Espagne. Ainsi, dans aucun cas et sous aucun rapport, ma correspondance avec les généraux n'a pu empêcher l'ensemble et l'unité; les armées du midi et du centre n'ont même jamais reçu ni exécuté d'autres ordres que ceux de Votre Majesté; et, depuis son séjour à Valladolid, on peut en dire autant de l'armée du Portugal, dont le général a constamment agi sous l'autorité immédiate de Votre Majesté, et n'a reçu de moi aucun ordre. Enfin, depuis le commencement des dernières opérations, les trois armées ont été commandées et dirigées par Votre Majesté seule, et aucun des généraux en chef n'a correspondu

avec Paris (1). L'Empereur, à qui ces circonstances sont bien connues, sera peut-être étonné que Votre Majesté ait pu se persuader une chose qui ne porte sur aucune base réelle, et qu'un examen plus approfondi lui fera juger à elle-même tout à fait dénuée de fondement. »

Clarke à Jourdan. Paris, 6 juillet 1813.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date des 28, 29, 30 juin, 1er et 3 juillet.

J'apprends avec satisfaction que Sa Majesté vient de prendre des mesures pour le rétablissement de la discipline dans l'armée. Ces mesures étaient des plus instantes, et, par divers rapports que je reçois, je vois qu'il y a beaucoup à faire pour ramener le soldat à des habitudes d'ordre et de subordination, que le séjour d'un pays conquis et une coupable indulgence semblent avoir presque entièrement effacées de son souvenir. J'ai écrit spécialement sur cet objet à tous les généraux commandant les corps d'armée, et je prie Votre Excellence de se faire rendre un compte exact des soins qu'ils auront mis à contenir les troupes dans le devoir.

J'éprouve une nouvelle surprise en apprenant que le général Reille a évacué les derniers postes qu'il avait sur la rive gauche de la Bidassoa, et qu'il a fait

(1) Qui donc prescrivit d'employer une partie des troupes du nord et de l'armée du Portugal à poursuivre les bandes? poursuites qui amenèrent la dissémination, et donnèrent au général Clausel un prétexte, bon ou mauvais, pour n'être pas à la bataille de Vittoria.

sauter le pont; et cependant il ne paraît pas qu'il ait devant lui autre chose que des troupes espagnoles. Veut-on donc laisser tomber Saint-Sébastien? et les troupes impériales en sont-elles venues au point de n'oser se mesurer contre les bandes? Encore une fois, Monsieur le maréchal, veuillez représenter à Sa Majesté Catholique l'importance que l'Empereur met à la conservation de Saint-Sébastien, comme à celle de Santona et de Pampelune. C'est dans ce but que doivent être en ce moment dirigées toutes les opérations, jusqu'à ce que l'on ait pu reprendre une offensive générale contre l'ennemi.

D'après les détails que Votre Excellence m'adresse sur l'évacuation de Guetaria, je vais provoquer, auprès de Son Excellence le ministre de la marine, la punition du capitaine du trincadour, qui a causé la perte des approvisionnements de cette place. »

Clarke à Jourdan. Paris, 6 juillet 1813.

« Monsieur le maréchal, en même temps que je réponds aux nouvelles lettres que Votre Excellence me fait l'honneur de m'écrire, je me trouve dans la nécessité de revenir sur les précédentes, pour l'éclaircissement d'une multitude de faits dont je n'avais pu prendre d'abord qu'une idée générale et un aperçu rapide, tant les événements ont été prompts à se succéder.

Je vois d'ailleurs, dans toutes les dépêches que je reçois depuis trois semaines, des lacunes, des contradictions, et une espèce d'incohérence inévitable sans doute dans la confusion des premiers

moments, mais qui n'en frapperont pas moins l'esprit de l'Empereur, et qui deviendront la source d'un grand nombre de questions dont je dois me mettre le plus tôt possible en état de présenter la solution à Sa Majesté.

Vous ne devez pas douter, Monsieur le maréchal, que le peu d'ensemble des mesures que l'on a prises dès les premiers mouvements de l'ennemi, et dont tout ce qui arrive aujourd'hui n'est que la conséquence, ne soit le premier objet de l'étonnement de Sa Majesté Impériale. On n'a pas voulu, dit-on, tenir tête à lord Wellington dès le principe, 1° parce que, dans la supposition qu'on était inférieur en forces, on voulait auparavant réunir toutes les forces disponibles du nord; 2° parce que, les ennemis ayant porté sur la droite de l'armée un corps considérable, on ne pouvait tenir sur le Duero. Mais il était facile de prévoir que ce corps, qui se portait sur l'Esla, ne cesserait pas de manœuvrer dans ce sens, et qu'il faudrait ainsi se retirer toujours, sans pouvoir tenir dans aucune position. Aussi, comment Sa Majesté, aussitôt que les mouvements de l'ennemi ont été prononcés (et ils l'ont été le 25 mai), n'a-t-elle pas, sans perte de temps et par tous les moyens imaginables, envoyé au général Clausel l'ordre de se porter avec toutes les forces disponibles du nord, dont une partie était déjà en Biscaye, sur le haut Èbre, dans la direction de Léon (1)? On aurait arrêté de cette manière la mar-

(1) La correspondance du roi et du général Clausel, donnée plus haut, répond à ce reproche.

che du corps ennemi, qui avait jusqu'alors menacé la droite du roi, et du moins le mouvement rétrograde des armées impériales n'allait pas au delà de Burgos. Il était d'ailleurs facile de prévoir qu'en se retirant toujours, les deux corps ennemis, qui agissaient séparément, finiraient par se rejoindre, et qu'ainsi l'on ne gagnerait rien à avoir réuni le général Clausel.

Comment, surtout dès le principe, et particulièrement pendant les six jours écoulés depuis l'arrivée de l'armée à Burgos jusqu'à ce qu'elle eût repassé les défilés de Pancorbo, Sa Majesté, jusqu'alors sans nouvelles du général Clausel, ne lui a-t-elle pas envoyé courrier sur courrier, pour savoir sa position, lui donner avis de la sienne, lui tracer surtout une direction déterminée, et prévenir ainsi l'étrange situation dans laquelle il s'est engagé, dont on ne peut avoir aucune idée, et qui doit être pour le roi un juste sujet d'inquiétude; et je ne puis ici m'empêcher de rendre justice à la célérité avec laquelle le général Clausel s'est décidé, au premier ordre du roi, à abandonner les opérations en Navarre pour se porter à son secours. Sa Majesté Catholique paraît n'être pas parfaitement instruite à cet égard; mais il est certain que le général Clausel n'a guère employé que quatre jours à réunir ses divisions éparses dans la Navarre, et à se mettre en marche sur le grand quartier général; seulement, il est malheureux que les ordres du roi ne lui soient pas parvenus avec plus de promptitude.

Je vois encore, par les lettres de Votre Excellence

et celles de Sa Majesté, que l'on se rejette surtout sur les difficultés que l'on a éprouvées pour se tenir au courant des mouvements et des forces de l'ennemi, tandis qu'il a eu toute sorte de facilités pour s'instruire des nôtres. Cependant, à l'approche de l'ouverture de la campagne, les dépêches de Sa Majesté ne m'entretenaient que de la mésintelligence des Anglais et des Espagnols, des dispositions favorables de la nation pour le roi, et même des ouvertures de plusieurs chefs pour se rallier à lui et lui amener sous ses drapeaux des corps d'armée entiers. Comment se fait-il qu'avec tant d'intelligences chez l'ennemi, avec tant de moyens de s'éclairer sur ses desseins, l'on n'ait pas seulement pu avoir des renseignements précis sur sa force, ses préparatifs, et la composition de son armée?

Ceci me conduit à parler de la persuasion où Sa Majesté a été constamment que lord Wellington avait des forces doubles des siennes. Cependant, lorsque le général anglais a débouché à Salamanque, on lui supposait trois divisions seulement, et on fixait à cinq celles qui se portaient sur l'Esla. D'une autre part, après la journée du 21, je vois les demandes de M. Mathieu Favier formées pour 90 mille parties prenantes (1) dans l'armée française : comment l'Empereur pourra-t-il jamais croire, en supposant même qu'à cette journée lord Wellington eût réuni toutes ses forces, qu'il eût sous ses ordres 150 mille hommes?

(1) La lettre du roi, en date du 6 juillet, explique parfaitement ce fait, et donne le chiffre réel des combattants à la bataille de Vittoria.

J'en viens maintenant à un point très-important, je veux dire la perte de l'artillerie et des bagages. Il paraît constant, d'après divers rapports, que cette perte n'a eu lieu que par un défaut d'ordre et de prévoyance; et des rapports particuliers assurent qu'il y avait à Vittoria une énorme quantité de voitures et de bagages qui encombraient la route dans l'espace de deux lieues; que les équipages, les parcs étaient tous pêle-mêle; que les officiers qui avaient le commandement n'avaient aucun ordre, ni pour leur départ, ni pour leur direction; en sorte que, lorsque l'artillerie de bataille s'est présentée, elle n'a pu trouver aucun débouché, tant les routes étaient obstruées. Comment les officiers qui dirigeaient les convois se sont-ils ainsi trouvés sans ordres? et comment même, dès l'instant où l'on s'est rapproché de Vittoria, n'a-t-on pas pensé à prévenir cet encombrement et à hâter le départ de tant d'objets de guerre, dont l'accumulation devenait plus grande à mesure que les armées se rapprochaient (1)?

J'ai remarqué encore, Monsieur le maréchal, que quelques rapports parlent d'une affaire assez vive, qui aurait eu lieu près de Duenas; vos dépêches ne parlent ni de cette affaire, ni de la perte que les troupes de Sa Majesté ont pu y essuyer.

Depuis longtemps on se plaignait à toutes les armées du défaut de fonds; et cependant on avoue la perte d'une caisse appartenant à l'armée du Portugal, et qui contenait 140 mille francs.

(1) La lettre du roi à l'Empereur, en date du 27 juin, explique ce fait malheureux.

Je vois, par les dernières dépêches qui me parviennent, que l'on vient encore de perdre du terrain du côté de Saint-Sébastien, et que le général Reille repasse la Bidassoa : cependant on ne dit pas que les forces de l'ennemi soient augmentées sur ce point; et les troupes que le général Foy a reconnues, et qu'il a seul combattues, paraissent encore être les mêmes et les seules que le général Reille ait en face. Le général Reille ne peut-il avec des renforts contenir un ennemi que le général Foy a presque réussi tout seul à contenir? N'y a-t-il aucune position en avant de la Bidassoa que l'on puisse tenir, et même où l'on puisse se retrancher? L'ennemi pourra-t-il investir et assiéger tranquillement Saint-Sébastien, dans le voisinage et presque à la vue de 80 mille Français? Le général Reille ne peut-il pas aussi bien recevoir les vivres qu'on lui envoie de France à 10 lieues en avant qu'à 10 lieues en arrière?

Ce général, dans ses dernières dépêches, paraissait ignorer où est Votre Excellence; le général Gazan, de son côté, attendait des ordres du roi, et le roi savait à peine encore où était le général Gazan : la confusion dure-t-elle encore, même sur le territoire de l'Empire? et Sa Majesté n'a-t-elle pu encore s'établir en communication régulière avec les généraux sous ses ordres?

Enfin, a-t-on fait quelques efforts pour avoir des nouvelles du général Clausel? A-t-on envoyé à la découverte en Aragon? A-t-on expédié des avis et des ordres à Jaca et à Saragosse? Les communica-

tions sur ce point paraissaient encore libres au 26 du mois dernier, puisque le duc d'Albuféra, qui retournait à marches forcées à Valence, après avoir fait manquer le projet des Anglais sur Tarragone, a pu m'écrire de Tortose sous la date du 21 ; même, en ce moment, je viens d'en recevoir de Valence, sous la date du 25.

Votre Excellence, qui a une habitude si réfléchie du maniement des grandes armées, ne s'étonnera point que tant d'objets excitent ma sollicitude, et que je mette surtout quelque prix à recueillir tous les éclaircissements propres à justifier aux yeux de l'Empereur la manière dont ses armées ont été conduites. Votre Excellence elle-même doit désirer que tout ce qui peut mettre en doute sa prévoyance soit promptement éclairci, et je n'ai rien plus à cœur que de pouvoir présenter au plus tôt à l'Empereur un compte satisfaisant à ce sujet.

Je prie en même temps Votre Excellence de vouloir bien m'adresser un croquis des positions que les deux armées ont occupées à l'affaire du 21, et des mouvements qui se sont exécutés de part et d'autre. »

Joseph à Clarke. Saint-Jean de Luz, 6 juillet 1813.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre du 2. M. le maréchal Jourdan vous envoie les états de situation. Vous verrez que l'armée réunie sous mes ordres est de 46 mille combattants, et non de 118 mille.

Sous Vittoria elle était *de 35 mille*, et non *de* 118 *mille. Comme ce sont des faits, ils ne peuvent pas*

être contestés. Que l'ordonnateur en chef ait porté ses demandes en vivres à 80 et même à 90 mille rations, on le conçoit, si l'on réfléchit que l'ordonnateur comptait sur la réunion des troupes des généraux Clausel, Foy, Maucune, Rouget, Saint-Paul ; si l'on réfléchit que j'avais à Vittoria cinq grands états-majors d'armées, les états-majors des 4e et 5e gouvernements, et un grand nombre d'employés de toutes les classes que l'on ne pouvait pas laisser mourir de faim.

L'ennemi avait certainement sous Vittoria plus *de* 70 *mille combattants. Je ne me suis pas trompé lorsque j'ai dit qu'il avait des forces doubles des nôtres ;* je ne suis pas trompé, aujourd'hui, lorsque je crois qu'il a des forces beaucoup plus considérables que les nôtres, et que si nous arrivions à Vittoria, nous aurions affaire à des forces doubles des nôtres, parce qu'il nous faudrait déjà laisser 15 à 20 mille hommes sur nos derrières et sur nos flancs.

Vous me parlez souvent, Monsieur le duc, d'énergie et d'activité. Si vous jugez que, pour en faire preuve, il faille entrer en Espagne avec les 46 mille hommes que j'ai, donnez-m'en l'ordre positif au nom de l'Empereur. *Mais malheureusement vous ne me prescrirez jamais aucune mesure positive : vous n'avez pas même donné (ce qui résulte de votre lettre) au maréchal Suchet l'ordre d'évacuer Valence.* Cependant, je ne sais jamais sa position que par vos dépêches, et il ne m'est pas possible de lui faire parvenir les miennes.

Vous désirez que l'on prenne l'offensive, et vous

retirez en même temps 13 régiments de cavalerie, et vous ne m'annoncez aucun renfort en infanterie; et cependant vous ne devez pas douter de la vérité de ce que je vous dis depuis longtemps, que les ennemis ont des forces doubles des nôtres, parce que chaque paysan est devenu soldat dans ces malheureuses provinces du nord de l'Espagne.

Quelle que soit donc mon opinion, j'ai à peine reçu votre lettre du 2, que j'ai cru devoir la communiquer au maréchal Jourdan, aux généraux en chef Reille et d'Erlon. J'ai voulu aussi consulter le comte Gazan sur le projet d'entrer en Espagne. Leur opinion *a été unanime*, et j'ai pensé, comme eux, que ce serait vouloir perdre sans fruit l'armée française, que de la rejeter dans le cœur de l'Espagne; que ce serait ouvrir la France à l'ennemi et la fermer à l'armée actuelle, si elle avait la témérité de rentrer dans le cœur de l'Espagne, puisqu'il est bien évident que les 46 mille hommes qui la composent aujourd'hui seraient réduits à 30 mille combattants en arrivant à Vittoria, et que 30 mille hommes ne peuvent plus rien dans un pays où l'exaspération de toutes les classes est à son comble. Si je pouvais m'abandonner à un pareil projet, est-il bien sûr que l'armée anglaise nous suivît, et ne serait-il pas possible de penser qu'elle nous laisserait dans un pays déjà dévasté, pour dévaster à son tour le beau pays de Toulouse et de Bordeaux?

Je pense, Monsieur le duc, avoir fait assez preuve d'énergie et d'activité depuis que je suis en Espagne pour n'avoir laissé à personne le droit de me re-

commander d'en avoir. Si tous les fonctionnaires publics, obligés par leur état d'avoir une opinion sur les affaires de la Péninsule, eussent dit et agi avec la même énergie que je l'ai fait depuis cinq ans, la France aurait aujourd'hui dans l'Espagne une alliée fidèle, et je serais sur la frontière, non pour défendre la France contre l'Espagne et l'Angleterre, mais pour combattre l'Angleterre avec les ressources de l'Espagne, et servir la France contre sa vieille ennemie, et, en lui donnant et mes soldats et mon sang, lui rendre tout ce que je lui dois. Il n'en a pas été ainsi. Je puis supporter le malheur, Monsieur le duc, mais non les reproches indirects. L'ennemi est en pleine marche sur Saint-Jean Pied-de-Port. La majeure partie de l'armée impériale se dirige de ce côté. Je verrai là quels sont les projets ultérieurs de l'ennemi. Je suis résolu à le combattre, et à mettre tout en usage pour sauver Pampelune (1). Les comtes Gazan et d'Erlon marchent vers Saint-Jean Pied-de-Port; le comte Reille reste en observation sur la grande communication. »

Jos. à Nap. Saint-Jean de Luz, 7 juillet 1813.

« Sire, je charge le marquis d'Almenara de porter à Votre Majesté les réclamations des nombreux et intéressants Espagnols qui ont suivi le mouvement des armées, et qui, aujourd'hui en France, ne peuvent retourner en Espagne qu'au moment où les affaires y seront rétablies. Je prie Votre Majesté de

(1) L'arrivée du duc de Dalmatie, qui vint prendre le commandement de l'armée, ne laissa pas le temps à Joseph de mettre ce projet à exécution.

donner des ordres pour que ces Espagnols puissent exister en France jusqu'à ce que leur patrie leur soit rouverte. Je prie Votre Majesté de ne point douter de mon sincère dévouement. »

Joseph à Suchet. Espelette, 8 juillet 1813.

« Monsieur le maréchal, je reçois vos lettres du 21 juin de Tortose, et du 30 de Valence. Je vous ai écrit de Valladolid, de Torquemada, de Burgos, de Miranda par un de vos officiers, de Vittoria, de Pampelune et de Saint-Jean de Luz; je vous ai prévenu que l'ennemi était entré en campagne avec des forces supérieures, et que j'étais obligé à des mouvements rétrogrades, afin de me réunir à l'armée du Portugal, qui, passée dans l'arrondissement du nord, se trouvait en grande partie sur la gauche de l'Èbre, et même en Navarre, sous les ordres du général Clausel.

Constamment menacé sur ma droite par l'ennemi, j'ai même passé l'Èbre sans en venir à une affaire générale, dans l'espoir, tous les jours plus probable, d'être enfin rejoint par le général Clausel.

Arrivé à Vittoria, et instruit par un de ses officiers, le 20, qu'il devait être parti de Pampelune le 15, et ne pouvant plus céder le terrain à l'ennemi sans abandonner le corps du général Clausel et me jeter dans les montagnes du Guipuscoa, j'ai attendu l'ennemi dans nos positions sous Vittoria, le 21; et, après une affaire qui ne s'est terminée qu'à la nuit, débordé de tous les côtés par des forces supérieures qui avaient occupé la route de France, j'ai dû me retirer sur Salvatierra, par où

j'espérais rallier le général Clausel; mais je n'ai pu suivre cette direction sans perdre la plus grande partie de mon artillerie et les bagages. A cette perte près, qui, quoique immense, est aujourd'hui en grande partie réparée, puisque nous avons déjà 80 bouches à feu, la perte de l'ennemi a été plus considérable en hommes et égale en chevaux. Je n'ai pas plus réussi à rallier le général Clausel en Navarre qu'en Castille.

J'ai appris qu'il était arrivé à Saragosse heureusement, et je reçois aujourd'hui une lettre de lui de Zuera, du 4 juillet, dont je vous envoie copie.

L'armée a repris position depuis Saint-Jean Pied-de-Port jusqu'à l'embouchure de la Bidassoa, occupant la vallée du Bastan. Nous avons eu jusqu'ici des combats journaliers. Pampelune est menacée par l'ennemi, qui a toutes ses forces dirigées contre les troupes qui sont immédiatement sous ma main.

Quant à vous, je vous ai constamment écrit de manœuvrer, ou derrière vos places, ou dans l'Aragon, de manière à n'être pas compromis et à couvrir la frontière de France.

S'il est vrai que vous ayez devant vous 60 mille hommes, vous ferez assez de les contenir sans vous compromettre; mais il m'a toujours semblé, et je persiste dans la même opinion, que votre position isolée et si avancée à Valence vous expose à des chances fâcheuses. Je pense donc que vous devez vous rapprocher de la ligne de l'Èbre, et je suis étonné que, recevant régulièrement des lettres de Paris, le ministre de la guerre, qui connaît la posi-

tion du nord de l'Espagne, ne vous ait pas donné l'ordre précis d'évacuer Valence. »

Joseph à Clausel. Espelette, 8 juillet 1813.

« Général, je reçois votre lettre de Zuera du 4, par laquelle vous m'apprenez que lord Wellington n'a qu'un corps espagnol sur Tudela, et qu'il n'a pas fait de détachement sur le maréchal Suchet. Une lettre de ce maréchal, du 30 juin, m'annonce son retour à Valence. Je lui répète ce que je lui ai mandé souvent, de manœuvrer, soit derrière ses places, soit en Aragon, de manière à ne pas être compromis, et à couvrir la frontière de France.

J'apprends en même temps que devant Pampelune l'ennemi a peu de monde. Ainsi, toutes les troupes de lord Wellington sont dirigées contre les troupes qui occupent Saint-Jean Pied-de-Port jusqu'à la Bidassoa. Depuis trois jours elles soutiennent des combats continuels dans la vallée du Bastan. Hier, quatre divisions ont attaqué le comte Gazan à Maya. Après un combat qui ne s'est terminé qu'à la nuit, il a conservé sa position. Je me porte aujourd'hui à son secours. Il n'est pas douteux que vous ferez très-bien de vous mettre en communication et même de vous lier avec nous, de manière à occuper une partie de l'armée ennemie, à être en mesure d'entrer en ligne si la totalité des forces de lord Wellington continue à être devant nous, et à pouvoir être porté sur la ligne de Jaca, si les mouvements de l'ennemi menaçaient cette frontière. C'est à vous de juger, dans le cas où il vous serait impossible de faire passer votre artillerie par la route de Sara-

gosse, si elle ne serait point en sûreté dans le château de Saragosse pendant votre absence. »

Joseph à Clarke. Saint-Pé, 8 juillet 1813.

« Monsieur le duc, je me suis porté hier à Espelette, pour être plus rapproché des troupes qui se dirigent sur Saint-Jean Pied-de-Port. J'ai été instruit, en y arrivant, que le général Gazan avait été attaqué à Maya par trois ou quatre divisions anglaises. J'ai rappelé à Espelette, pour de là les diriger où besoin serait, les troupes qui étaient déjà en marche pour Saint-Jean Pied-de-Port; elles arrivent dans ce moment. M. le maréchal Jourdan vous envoie les divers rapports, et vous rend les comptes plus détaillés des journées d'hier et d'aujourd'hui.

J'ai reçu les lettres que vous trouverez sous les n°s 1 et 2 du général Clausel, qui me fait espérer sa prochaine réunion à l'armée par Saint-Jean Pied-de-Port. Le même officier qui me les a remises m'apporte aussi du duc d'Albuféra les dépêches que vous trouverez sous le n° 3. Vous trouverez également ci-joint, Monsieur le duc, mes réponses n°s 4, 5 et 6.

Tout ce qui se passe me fait sentir à chaque instant l'urgence d'une prochaine organisation de l'armée. Je ne saurais assez vous presser, Monsieur le duc, d'envoyer à cet égard les ordres de l'Empereur. Il importe aussi que vous nommiez les commandants des diverses places fortes qui se trouvent sur cette frontière. Je ne saurais assez vous recommander, Monsieur le duc, de ne rien négliger pour que l'on prenne des mesures afin que l'armée ait

des vivres et des munitions, et pour qu'un grand prévôt nommé par l'Empereur fasse justice des fripons habitués en Espagne à tous les excès, quel que soit leur grade. »

Joseph au général Clausel. Saint-Pé, 9 juillet 1813.

« Général, je vous ai écrit hier, en répondant à vos lettres du 4 et du 5, que j'approuvais fort le mouvement que vous m'annonciez vouloir entreprendre pour vous réunir aux autres armées dont vous faites partie, par la vallée de l'Aragon. J'ai compté et je compte essentiellement sur ce mouvement. Les dispositions que j'ai prises depuis hier reposent sur cette supposition. Je reçois aujourd'hui votre lettre du 7, où vous m'annoncez avoir renoncé à ce mouvement, et vouloir aller tirer d'embarras le maréchal Suchet. Je vous renvoie votre officier, général, avec l'ordre exprès de vous réunir à moi vers Saint-Jean Pied-de-Port, où se rendent plusieurs divisions de l'armée : c'est Pampelune et Bayonne qu'il faut tirer d'embarras. Quant au maréchal Suchet, il connaît aujourd'hui ce qui se passe sur cette frontière, et il ne sera pas dans l'embarras le jour où il voudra se retirer sur l'Èbre, et même derrière les places, s'il est nécessaire. L'armée combat tous les jours, général, et vous êtes perdu pour elle. Il est possible que la tentative que je veux entreprendre pour sauver Pampelune m'oblige à une bataille dans laquelle je compte essentiellement sur le corps que vous commandez. Si vous allez chercher ailleurs à combattre l'ennemi, en vous éloignant au moment décisif des armées du

Portugal et du nord dont vous faites partie, vous sentez que vous devenez seul responsable des événements funestes qui pourront être le résultat de votre éloignement de l'armée, qui a essentiellement le droit de compter sur vous. Je vous renouvelle donc l'ordre formel de vous réunir à moi sur Saint-Jean Pied-de-Port le plus tôt possible.

Vous sentez, général, que Pampelune et la frontière de la France sont autrement importantes que Valence; que le destin de l'Espagne et l'envahissement du territoire français par la grande communication doivent être décidés où je suis, et où sont les corps d'armée auxquels appartiennent les troupes qui sont sous vos ordres.

Vous savez mieux que personne ce que vous avez laissé dans Pampelune; et, quelle que fût ma bonne volonté, je n'ai pu y laisser en plus, pendant le court séjour que j'y ai fait, que des officiers du génie, des canonniers dont elle manquait, et quelque infanterie. Ainsi cette place tombera, si elle n'est pas secourue bientôt. On ne peut la secourir qu'en s'exposant à une affaire générale, s'il est indispensable; et je ne veux, ne puis et ne dois l'entreprendre qu'avec la totalité des forces des armées que je commande. Sauvons Pampelune, battons les Anglais, et tous les autres embarras, *surtout les embarras volontaires, cesseront*. Si, par votre faute, Pampelune tombe, elle deviendra la place d'armes des ennemis; elle est tout à sa portée pour cela. Vous savez qu'elle est entourée de tous les établissements militaires qui peuvent fournir abondam-

ment à sa défense et à l'attaque des frontières de la France : l'ennemi, maître de Pampelune, en fera un boulevard inexpugnable. Hâtez-vous donc, général, et craignez déjà d'avoir, par l'hésitation de quelques jours, donné naissance à des événements dont les suites sont incalculables. Je donne ordre au général Tilly de ne point quitter Oléron sans nouvel ordre de ma part. Je compte sur vous du 15 au 16, et peut-être plus tôt. »

Clarke à Joseph. Paris, 9 juillet 1813.

« Sire, j'ai reçu les lettres que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire sous les dates des 3, 4 et 5 juillet, et j'ai eu soin de les transmettre à l'Empereur. Pour répondre à celle du 4 en particulier, je n'entrerai dans aucun détail ; de longs raisonnements sur des faits passés, et sur des événements auxquels on ne peut rien changer, deviendraient en ce moment entièrement superflus. Je me bornerai à faire observer à Votre Majesté que le rapport du général Clausel sur ses mouvements à son départ de Pampelune établit d'une manière assez positive qu'il a fait, dans sa position, tout ce qu'il devait et pouvait faire; mais qu'on ne saurait en dire autant de ce qui s'est passé à l'armée principale, où l'on voit bien peu de moyens employés pour parvenir au but important de la réunion des troupes du général Clausel. Votre Majesté paraît ignorer absolument les succès remportés par ce général en Navarre : il ne leur a manqué, pour avoir le résultat le plus complet, que d'avoir commencé un mois ou six semaines plus tôt, comme l'Empe-

reur l'avait ordonné. Ainsi, de quelque manière qu'on veuille justifier ces trop longs retards, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont seuls causé tout le mal, et que les 15 mille hommes qui sont encore avec le général Clausel auraient pu renforcer l'armée avant les premières opérations des Anglais. Et puisque, d'après les dernières dépêches du maréchal Jourdan, il convient que nous avions 55 mille hommes réunis à Vittoria le 20 juin, il s'en serait trouvé plus de 70 mille en y comprenant les troupes du général Clausel, ce qui nous donnait une supériorité bien décidée sur l'ennemi, dont les forces ne pouvaient excéder 60 à 65 mille hommes, y compris Pastor, Longa et Mina, qui n'auraient pu en faire partie, si on avait eu le temps d'achever leur destruction. On voit par les gazettes anglaises que nous avions à la bataille une grande supériorité en cavalerie, et que l'infanterie anglaise a beaucoup souffert. Qu'eût-ce été si Votre Majesté avait eu 15 mille hommes de bonnes troupes de plus sous ses ordres, et l'ennemi 12 à 15 mille hommes de moins? Je ne m'appesantirai point sur toutes les réflexions que ce sujet fait naître; mais je crois pouvoir me permettre d'affirmer à Votre Majesté qu'il n'y a aucun doute que l'Espagne ne finisse par être soumise, et qu'elle le sera par la force des armes. Puisque le duc de Dalmatie est appelé, par les ordres de l'Empereur, à diriger les armées impériales en Espagne, c'est à lui de s'occuper des moyens de dégager d'abord Pampelune et le Guipuscoa. La présence du général Clausel à Saragosse nous ôte en

ce moment toute inquiétude pour le duc d'Albuféra, dont ce général couvre le flanc. Quant à l'idée d'entrer en Espagne par la Catalogne, on ne saurait y songer raisonnablement. D'ailleurs, comme Votre Majesté l'observe elle-même, il faut garder la frontière de Bayonne, et la nature des choses indique assez clairement les points sur lesquels il convient d'entrer en opération : j'espère que le duc de Dalmatie y mettra, de son côté, toute l'activité et l'énergie nécessaires, et que Votre Majesté aura lieu d'être satisfaite du parti que l'Empereur a jugé convenable de prendre en cette occasion. »

Clarke à Jourdan. Paris, 9 juillet 1813.

« Monsieur le maréchal, je réponds à la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 5 du courant.

J'ai reçu directement du général Clausel l'avis de son arrivée à Saragosse, et le rapport de ses opérations depuis son départ de Pampelune. Sa Majesté Catholique aura pu voir, par ce rapport, qu'il n'y a nullement de la faute du général Clausel s'il n'a pas rejoint le gros de l'armée avant l'affaire du 21.

J'ai lu avec intérêt l'avis par écrit que vous avez remis à Sa Majesté Catholique, d'après la demande qu'elle vous a faite, sur le plan d'opérations à suivre dans l'état actuel des choses. J'ai l'honneur d'inviter Votre Excellence à vouloir bien en remettre une copie au maréchal duc de Dalmatie, que l'Empereur a nommé son lieutenant général commandant en chef toutes ses armées en Espagne, et qui en ce moment est en route pour se rendre à Bayonne.

C'est à lui qu'il appartient maintenant de déterminer la nouvelle direction à donner aux armées de Sa Majesté Impériale et Royale; et les aperçus que renferme l'avis de Votre Excellence ne pourront manquer de lui être utiles. »

Jos. à Nap. Saint-Pé, 10 juillet 1813.

« Sire, le 4, j'ai rendu compte à Votre Majesté des événements survenus jusqu'à cette époque. Depuis, les généraux en chef m'ayant adressé leurs rapports, le maréchal Jourdan m'a fourni un rapport général, dont j'adresse directement copie à Votre Majesté pour qu'elle le reçoive plus tôt.

Le 5, je reçus une lettre du général Clausel, qui m'annonçait son arrivée à Saragosse. Ayant alors tout lieu de penser que lord Wellington avait fait un détachement contre le maréchal Suchet, et que ce maréchal ne pouvait se trouver en Aragon, puisque je savais qu'il s'était porté sur Tarragone, je donnai l'ordre à la division de dragons du général Tilly de se rendre à Oléron, pour y être à la disposition du général Clausel. Ayant appris depuis, par une lettre du duc d'Albufera lui-même, que le 1er juillet il était encore à Valence, et, par les lettres du général Clausel (nos 2 et 3), que l'ennemi n'avait pas fait de mouvement sur lui, je conçus le moyen d'aller au secours de Pampelune en attaquant l'ennemi par Saint-Jean Pied-de-Port. Je me portai à Espelette le 7. Le même jour, l'armée du midi fut vivement attaquée par quatre divisions anglaises. J'arrêtai le mouvement de l'armée du centre, pour venir au secours de celle du midi, qui continua à

être attaquée, le 8, sur le col de Maya. Les divisions du centre ne purent arriver que dans la journée du 8, lorsqu'une tempête effroyable avait mis fin au combat. Le même jour, je reçus du général Clausel la lettre sous le n° 4. Je réexpédiai l'officier sur-le-champ avec mon approbation, et je me décidai à tenir réunies six divisions pour observer l'ennemi jusqu'à l'arrivée du général Clausel à Saint-Jean Pied-de-Port, résolu de marcher alors sur ce point avec les troupes des armées du centre et du nord, qui, réunies à celles amenées par le général Clausel, me mettaient en mesure de reprendre l'offensive avec plus de 30 mille hommes, tandis que les comtes Gazan et Reille auraient contenu ou suivi les mouvements de l'ennemi sur le centre et sur notre droite. Toutes les dispositions se faisaient dans cette vue, lorsque j'ai reçu la lettre du général Clausel sous le n° 5.

Fort contrarié par ce changement subit, qui prolonge notre position actuelle et éloigne le moment de reprendre l'offensive pour délivrer Pampelune, j'ai craint que l'envoi de la cavalerie à Oléron n'ait séduit le général Clausel, et ne lui ait donné l'idée de prolonger son séjour en Aragon. Je lui ai donc écrit sur-le-champ les lettres n°s 6 et 7. Je les soumets à Votre Majesté avant les événements, afin que, quels qu'ils soient, elle puisse juger, non d'après eux, mais d'après ce que j'ai fait pour prévenir des malheurs possibles, si le général Clausel continue à s'isoler des armées dont il fait partie, et si le maréchal Suchet tient plus à la conservation

de Valence qu'à celle des armées de Votre Majesté et à la défense des frontières de la France. Je soumets aussi à Votre Majesté une lettre à ce maréchal, n° 8. Votre Majesté y verra mon opinion avant que les événements l'aient justifiée ou condamnée. Les événements sont trop graves pour qu'aucun motif retienne ma plume.

1° Le ministre de Votre Majesté ne donne aucune direction ; 2° il a séparé le général Clausel du reste de l'armée, et n'a rien fait pour le forcer à s'y réunir ; 3° il peut correspondre plus que moi avec Valence, et n'ordonne pas l'évacuation de Valence, tandis qu'il sait que nous sommes sur la Bidassoa ; 4° il ne veut pas croire qu'à Vittoria, sans les généraux Foy, Clausel, Maucune, nous n'étions pas plus de 35 mille combattants contre plus de 70 à 80 mille ; 5° il nie que les ennemis soient plus forts que nous, et il est de fait et il faut que Votre Majesté sache bien que l'armée anglaise et portugaise est de 55 à 60 mille combattants, que les armées espagnoles sont au moins aussi nombreuses : je parle de celles qui agissent sur cette frontière seulement.

L'éloignement des divisions de l'armée du Portugal, retenues encore en Navarre à l'ouverture de la campagne, m'a forcé à me retirer jusqu'à Vittoria, où, pour les attendre, l'armée a éprouvé une perte immense en matériel d'artillerie, et où elle eût pu être détruite par cette perte; elle m'a amené jusqu'aux frontières de la France.

L'armée a aujourd'hui son artillerie; le général

Tirlet annonce 80 bouches à feu. L'armée, avec les troupes que commande le général Clausel, sera plus forte de 25 mille hommes qu'à Vittoria; mais elle a besoin de quelques milliers de conscrits, de colonels, de quelques bons généraux, d'un grand état-major général bien constitué, d'un seul général en chef, et d'une organisation définitive. »

« Sire, j'ai reçu ce matin, à une heure, les lettres de Votre Majesté du 8 du courant, et aussitôt j'ai ordonné à la division de dragons de rester à Oléron. J'ai réuni les trois divisions que j'avais dans la vallée, pour les mettre demain en route par Cafran sur Saint-Jean Pied-de-Port. Après ce qui m'est arrivé sur l'Èbre, je devais prendre la route la plus sûre pour trouver l'armée et m'y réunir. La division Barbot, qui s'était portée vers Saragosse pour rétablir la communication avec cette place, rétrogradera et suivra mon mouvement; mais elle arrivera probablement trois jours plus tard. Voilà, Sire, les dispositions que j'avais prises ce matin, après avoir reçu les ordres de Votre Majesté du 8 de ce mois.

Le général Clausel à Joseph. Jaca, 11 juillet 1813.

Je reçois ce soir une lettre de Votre Majesté du 9, me portant, avec l'ordre d'aller à Saint-Jean Pied-de-Port, des reproches non mérités.

J'ai exécuté tous les ordres de mouvements voulus par Votre Majesté; et lorsqu'elle ne m'en a point donné, j'ai agi dans le sens de ses intérêts.

Je n'ai jamais pensé à aller chercher le maréchal Suchet à Valence, mais j'ai dû chercher à rétablir

la communication avec Saragosse lorsque Votre Majesté semblait me destiner de ce côté-ci des monts, puisqu'elle m'envoyait de la cavalerie pour y demeurer; j'avais déjà fait, de mon propre mouvement, des marches pour me réunir à elle, et c'est en arrivant à Jaca que j'ai reçu la lettre de Votre Majesté du 5 juillet, qui ne m'appelait pas, il s'en faut, de l'autre côté des monts. Je joins copie de cette lettre au rapport.

Je sais que j'ai laissé à Pampelune 3 mille hommes, lorsqu'il m'était recommandé de ne laisser qu'une faible garnison dans la citadelle; je sais que j'ai fait tout au monde pour y faire entrer des vivres et un approvisionnement qui n'existait pas, et que probablement, sans ma persévérance à le faire venir de France et à le faire entrer dans la place malgré tant de difficultés, Pampelune serait déjà au pouvoir de l'ennemi, sans que cela fût de ma faute.

Je me suis toujours cru à l'abri du reproche de faire naître des *embarras volontaires*, et d'empêcher ainsi l'exécution des dispositions prises par Votre Majesté; ceux qui m'en accusent auprès d'elle seraient fort embarrassés, Sire, de lui en fournir la moindre preuve.

Quels que soient, Sire, les événements arrivés dans cette malheureuse campagne, on ne pourra les faire retomber sur moi, quelque utile que cela pût être pour les personnes qui ont des raisons de chercher à rejeter plus que leurs fautes sur ceux qui n'y ont eu aucune part. Votre Majesté voudra

bien voir dans les dispositions que j'ai prises, et dont je rends compte dès le commencement de ce rapport, que je n'ai pas perdu une minute pour me rapprocher d'elle; je la supplie de se souvenir que je l'ai fait sans en avoir reçu l'ordre, et que je serais déjà réuni à Votre Majesté sans sa lettre du 5 de ce mois, qui a dû me retenir ici.

J'ai senti, Sire, et je sens les reproches non mérités de Votre Majesté; et si elle daigne me questionner jamais sur les véritables causes des malheurs arrivés aux Français en Espagne, j'espère la détromper sans peine, et lui faire connaître à qui ils peuvent être attribués.

Mon dévouement absolu pour le souvenir de la France et mon respect pour Votre Majesté sont le garant le plus certain de tout mon empressement à faire, dans toutes les circonstances, tout ce qu'il plaira à Votre Majesté de m'ordonner, sans avoir besoin d'y être porté par la crainte d'aucun événement, mais bien par ce mouvement qui vaut mieux encore que celui du simple devoir (1). »

Jos. à Nap. Saint-Pé, 12 juillet 1813.

« Sire, j'ai vu le comte Rœderer, et j'ai reçu le décret de Votre Majesté qui donne le commandement de l'armée au maréchal duc de Dalmatie. On l'attend dans le jour. Aujourd'hui même il

(1) Il n'en est pas moins positif que, le 15 juin, le général Clausel, ainsi que déjà nous l'avons fait observer, avait l'ordre de se réunir au roi, alors en présence des Anglais; que ce général était à Pampelune, et qu'il a opéré son mouvement si lentement, qu'il n'est arrivé à Vittoria que le 21 au soir, et que ce fut une des causes principales de la perte de cette bataille.

lui sera remis. Il m'est pénible de ne pas aller sur-le-champ embrasser mes enfants, après tant de traverses; mais je me fais un devoir d'attendre de nouveaux ordres de Votre Majesté, quels qu'ils soient. Les vifs et pénibles embarras de ma position sont augmentés par la prolongation de mon séjour dans un pays où tant de malheureux m'entourent. Je compte me fixer dans une maison de campagne que je fais chercher entre l'Adour et la Garonne. Je prie le comte Rœderer de se rendre auprès de Votre Majesté pour lui faire connaître mes désirs, pour me rapprocher de ma famille ou rapprocher ma famille de moi, et afin de mettre sous les yeux de Votre Majesté tout ce qu'il importe qu'elle sache. »

Jos. à Nap. Saint-Pé, 12 juillet 1813.

« Sire, le duc de Dalmatie a pris le commandement de l'armée, conformément au décret de Votre Majesté du 1er. J'ai vu le sénateur Rœderer (1), et je fais chercher une maison de campagne. Bayonne étant en état de siége et le centre des opérations, j'y resterai le moins possible. Je désire me rendre au sein de ma famille, ayant besoin de tranquillité après tant de traverses; ici je suis entouré de malheureux Espagnols que je ne puis secourir, et de gens que je suis forcé de congédier. Je compte, au reste, prier le sénateur Rœderer de se rendre auprès de Votre Majesté pour lui faire connaître ma position et mes désirs. »

(1) Le sénateur Rœderer était une des personnes en qui Joseph avait le plus de confiance. Napoléon le savait; et comme, malgré ses boutades contre cet homme éminent, il l'appréciait, il avait souvent

« Général, j'ai reçu votre lettre du 11. J'apprends avec plaisir le mouvement qui va vous réunir au reste de l'armée, dont le duc de Dalmatie vient de prendre le commandement, d'après les ordres de l'Empereur. Je suis peiné que quelques expressions de ma lettre aient pu vous être désagréables ; je n'ai point eu en vue vos opérations en vous parlant d'*embarras volontaires*, et je n'hésite pas à vous renouveler l'assurance de mon estime et de mon attachement. »

Joseph au général Clausel. Bayonne, 13 juillet 1813.

« Monsieur le comte, je ne veux pas quitter l'armée sans vous témoigner la véritable estime et l'affectueux intérêt que vous m'avez inspirés.

Je me rappellerai toute ma vie ce que vous avez *fait le* 21 *juin*.

Dites de ma part au général Lamartinière que je sais tout ce que l'armée lui doit, ainsi qu'aux braves troupes de votre armée. »

Joseph au général Reille. St-Esprit, 14 juillet 1813.

« Sire, par suite d'une fatalité qui me poursuit depuis quelque temps jusque dans les moindres détails qui me sont personnels, je m'aperçois que Votre Majesté ne peut pas avoir reçu les lettres que je lui ai adressées en arrivant sur la Bidassoa, il y a quinze jours. Je les adresse de nouveau aujourd'hui à Votre Majesté. Le sénateur Rœderer aura rendu compte à Votre Majesté de l'entretien que j'ai eu avec lui ; elle sera bien persuadée de mon désir de lui complaire autant que cela me sera pos-

Jos. à Nap. St-Esprit, 15 juillet 1813.

des conversations avec lui relativement aux affaires d'Espagne. Rœderer fut aussi chargé de différentes missions pour le roi.

sible. Je comptais aller aux eaux de Bagnères, mais il paraît que l'on craint le mouvement de quelques bandes sur cette frontière, et j'y renonce. Je cherche une maison de campagne où je puisse attendre le résultat du voyage de M. Rœderer. Si je n'avais pas craint de contrarier les vues de Votre Majesté, je me serais rendu aux eaux du mont d'Or, qui me sont conseillées pour une maladie dont il m'importe de dissiper les premiers symptômes.

J'attends impatiemment la décision de Votre Majesté. »

Joseph à Clarke. Château de Poyanne, 22 juillet 1813.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre en date du 16. Je vois avec peine que Sa Majesté l'Empereur ait reçu d'aussi fâcheuses impressions sur les événements qui viennent de se passer en Espagne. Si quelque chose peut diminuer le chagrin que j'en éprouve, c'est la considération que Sa Majesté Impériale n'avait pas encore eu sous les yeux, le 11 juillet, l'exposé que je lui ai adressé le 30 juin, ni le rapport général du maréchal Jourdan du 14 juillet, qu'il n'a pu rédiger plus tôt, ayant dû attendre les rapports des quatre généraux en chef.

J'espère que Sa Majesté Impériale reconnaîtra aujourd'hui que, loin d'avoir abandonné le général Clausel, je me suis exposé à tout pour le rallier; que les événements d'Espagne tiennent à des causes très-multipliées, dont j'ai eu souvent occasion de vous entretenir.

Je termine par un vœu sincère : c'est qu'une expérience plus consommée de la guerre que celle que

je pouvais offrir permette au chef chargé du commandement absolu de rétablir les affaires dans la Péninsule. Je n'ai pas cet espoir : l'ennemi y a des forces doubles des nôtres ; il n'est pas possible de s'avancer dans le pays et de le pacifier sans prendre beaucoup d'autres mesures. J'ai laissé l'armée réunie beaucoup plus forte qu'elle n'a jamais été, ayant 25 mille hommes de plus qu'à Vittoria : la malheureuse journée du 21 a coûté en hommes plus à l'ennemi qu'à nous ; nos pertes en artillerie sont réparées. Les places fortes étaient en notre pouvoir, et offraient les moyens de reporter l'armée sur le même terrain où elle était le 21, avec une augmentation de plus d'un tiers de forces. Ces considérations atténuent les sentiments pénibles que je conserve des derniers événements, mais rien ne me consolera jamais de n'avoir pu les empêcher. Je fais demander des passe-ports au préfet, afin de pouvoir me rendre chez moi dans le plus grand incognito. Je suis touché, Monsieur le duc, du souvenir que vous voulez bien conserver de la bonne volonté que j'ai pu avoir désiré à vous montrer dans d'autres temps. Je vous prie de croire qu'elle est la même, et qu'habitué à des circonstances difficiles, je sais rejeter sur elles les désagréments que j'ai éprouvés.

P. S. Vous trouverez ci-joint copie de ma lettre du 30 juin à Sa Majesté. »

« Ma chère sœur, je vous remercie des nouvelles que vous me donnez de Jérôme : je suis bien con- Joseph à la reine de

Westphalie. Morte-fontaine, 17 sept. 1813.

tent aussi de vous savoir le désir de venir à Mortefontaine. Je vous attends donc lundi avec qui vous voudrez, et je vous promets de continuer à vous laisser liberté tout entière pour vos promenades du matin et vos courses à cheval de l'après-midi; nous irons cependant un jour jusqu'au Plessis, et peut-être jusqu'à une campagne beaucoup plus susceptible de rivaliser un jour avec Ermenonville.

Je vois que vous êtes bien bonne et bien raisonnable; je n'ai donc pas besoin de vous dire que vous m'avez inspiré une véritable et tendre amitié, et que je suis heureux des sentiments que vous me témoignez. »

Joseph à Jérôme. Morte-fontaine, 26 octobre 1813.

« Mon cher frère, j'ai appris ta rentrée à Cassel; mais j'ignore absolument ce qui s'est passé depuis, et quelle est ta position actuelle et celle que tu prévois prochainement (1).

Je prends donc le parti d'envoyer cette lettre à

(1) Le roi Jérôme quitta Cassel en 1813. L'empereur de Russie lui ayant fait dire par un de ses aides de camp, au nom des souverains alliés, que le gendre du roi de Wurtemberg n'avait rien à craindre pour sa couronne, Jérôme, loin d'imiter d'autres monarques, répondit noblement : *Roi par les victoires de Napoléon mon frère et des Français, je ne saurais conserver ma couronne après leurs revers.* Quelques mois plus tard, lors de la bataille de Paris, ce jeune prince, qui déjà avait fait ses preuves pendant la campagne de Prusse, demanda à se mettre à la tête de quelques centaines de grenadiers pour reprendre les hauteurs de Belleville (*). En 1815, les armées françaises le retrouvèrent sur le champ de bataille de Waterloo. Il avait changé le sceptre de Westphalie pour l'épée de simple général de division ; à la tête de cette division, il versait son sang dans la dernière journée de l'Empire, pour la cause de la France.

(*) *Histoire de Dix Ans*, par Louis Blanc, t. I, p. 11.

M. de Guembernar, Espagnol fort attaché et fort intelligent, qui est en Allemagne depuis longtemps : il se chargera de me donner des nouvelles de ce qui peut nous intéresser.

Il y a quelque temps que je n'ai vu la reine. Je te prie de recevoir les vœux de ma femme et de mes enfants, et de compter, dans tous les événements, sur la tendre amitié de ton affectionné frère. »

RÉSUMÉ

ET CONCLUSION

SUR LES AFFAIRES D'ESPAGNE.

Ici se termine notre tâche relativement aux affaires d'Espagne : qu'on nous permette quelques réflexions sur l'ensemble des faits, et sur le rôle du roi Joseph de 1808 à 1813.

Lorsque, arrivé à Bayonne, Charles IV se trouva en face de Napoléon, il n'était plus au pouvoir de ce dernier de le faire remonter sur le trône de ses ancêtres; car l'Empereur le lui proposa, et il le refusa obstinément.

Ni lui ni la reine ne voulaient retourner à Madrid *sans le prince de la Paix*. Napoléon, vaincu par tant de faiblesse et d'aveuglement, ne crut pas devoir faire la guerre pour remettre la couronne sur la tête du roi, ou plutôt du favori. Godoï était exécré et méprisé en Espagne ; la France n'avait pas lieu de l'aimer depuis la levée de boucliers si perfide et si maladroite tentée par lui lorsque nos armées se trouvaient engagées dans le nord de l'Europe.

Il est difficile sans doute de comprendre et d'admettre qu'un roi préfère la retraite sur une terre étrangère, position bien voisine de l'exil, au trône de ses pères; et c'est cependant ce qui avait lieu en 1808 pour Charles IV. Il est difficile encore de comprendre et d'admettre qu'un père ait préféré pour successeur un étranger à son fils, et le fait cependant est bien réel. Charles et Marie-Louise, sa femme, disaient « que Charles III avait été roi de Naples « avant de monter sur le trône d'Espagne; que, de « tous les frères de l'Empereur, Joseph, roi de Naples « actuel, semblait le plus propre à régner sur ce « pays. » Ils le préféraient à Ferdinand. Ferdinand, de son côté, préférait ce prince à *son père avec Godoï*, bien qu'il fût destiné à succéder à son père, et qu'il perdît tout avec Joseph.

Telle est l'influence des courtisans et des favoris sur les princes faibles : telle était la violence des passions qui animaient la cour de Charles IV contre celle de Ferdinand, et celle de la majorité de la nation espagnole et des courtisans du prince des Asturies contre Godoï, que les uns et les autres aimaient mieux un étranger. Il est vrai que ce dernier apportait pour dot à l'Espagne l'espoir de la régénération qu'il avait commencée si heureusement à Naples, des vertus incontestées, une bonté connue de toute l'Europe, la paix et l'alliance avec le gouvernement français, l'intégrité du territoire espagnol, et une constitution qui, tout imparfaite qu'elle fût, comparée au règne arbitraire du favoritisme, était une immense amélioration.

Napoléon, Joséphine, Berthier, témoins des scènes violentes qui eurent lieu à Bayonne entre les princes de la maison d'Espagne avant l'arrivée de Joseph, assurèrent ce prince de l'impossibilité de concilier le père et le fils. Ils lui persuadèrent, d'accord en cela avec une grande partie des grands d'Espagne, qu'il aurait l'assentiment de la nation entière dès qu'on connaîtrait, d'une part la vérité, de l'autre la constitution. Les personnages qui avaient accompagné Charles IV et le prince des Asturies, ceux qui représentaient la junte de Bayonne, les classes les plus influentes et les plus élevées de la société espagnole, étaient pleins d'espoir dans le nouvel ordre de choses. La plupart eurent des entretiens particuliers avec Joseph; tous lui conseillèrent, le pressèrent, le conjurèrent presque de se diriger sur Madrid, lui garantissant les sympathies des masses, fatiguées des tristes dissensions de la famille royale.

Joseph partit donc avec l'espoir d'être accueilli, désiré par tout le monde, avec la conviction de pouvoir faire le bien dans la Péninsule comme il l'avait fait à Naples. Il ne tarda pas à être désabusé cruellement.

La capitulation de Baylen et la convention de Cintra le forcèrent à se replier sur l'Èbre. Il ne fallut rien moins que la présence de Napoléon, l'ascendant de son génie et les immenses moyens qui le suivaient habituellement, pour rétablir les affaires. Trois fois encore l'armée du Portugal devait être cause des revers éprouvés en Espagne : une

première fois par la retraite d'Oporto, une seconde par le peu de succès de Masséna à Torrès-Vedras, la troisième par la perte de la bataille des Arapiles.

Nous croyons avoir suffisamment prouvé, par des documents irrécusables, par des faits qu'on ne peut nier, que Joseph ne saurait être responsable en rien de ces quatre événements majeurs, qui eurent une si grande influence sur les affaires générales.

En 1813, la funeste retraite de Russie ayant forcé Napoléon à rappeler en France une partie de ses armées d'Espagne, Joseph, par ordre de son frère, dut évacuer Madrid. Il le fit pour obéir, mais avec regret; car à cette époque un corps considérable d'Espagnols, commandé par un chef habile et patriote, mécontent d'avoir été mis sous les ordres des généraux anglais, lui faisait proposer de transiger avec lui ; un autre chef (le comte de Montijo) faisait à un de ses ministres (le duc de Santa-Fé) des propositions analogues, par écrit.

L'évacuation de la capitale détruisit ces espérances. L'Empereur s'éloignait alors de Paris pour se mettre à la tête de ses armées du Nord. Le ministre de la guerre, duc de Feltre, eut la direction des affaires de l'Espagne; les troupes sur lesquelles Joseph comptait pour opposer à l'ennemi une masse capable de l'arrêter sur le Duero dès le début de la campagne, avaient reçu de Paris l'ordre *direct* de se rapprocher des Pyrénées. Le général Foy se trouvait déjà sur la frontière; le général Clausel était en Navarre. Il ne restait donc au roi d'autre parti à prendre que de se replier sur l'Èbre pour rallier ces

corps détachés à sa droite et à sa gauche, et empêcher surtout qu'ils ne restassent seuls isolés en face des forces considérables réunies par les Anglo-Espagnols. On sait par suite de quelles fatalités ni le général Foy ni le général Clausel ne rallièrent l'armée principale à Burgos ou à Vittoria.

Sur ce dernier point, les alliés attaquèrent le roi avec des forces bien supérieures aux siennes. Il pouvait éviter la bataille, se retirer dans les montagnes; mais alors que devenait le corps de Clausel, qu'on attendait à chaque minute? Suchet lui-même, dont on n'avait aucune nouvelle, ne se trouvait-il pas isolé à Valence, et compromis?

Ces motifs le déterminèrent à accepter la bataille. On a dit et écrit qu'une des causes du désastre de Vittoria fut le détachement considérable dirigé sur la France pour escorter *les équipages de la maison du roi.* Le fait est complétement faux. D'abord, ce détachement était de 3 à 4 mille hommes seulement; ensuite, il était destiné à protéger les Espagnols dévoués qui avaient suivi la mauvaise fortune du prince, les ministres, la grosse artillerie évacuée de Madrid et des différentes places; en second lieu, *les équipages du roi, les fourgons de la trésorerie de la liste civile, ne faisaient pas même partie de ce convoi; ils restèrent à Vittoria, où ils furent pillés, ainsi que la voiture même de Joseph; et M. Thibaud, trésorier de la couronne, ainsi que quelques-uns des employés, y furent tués en cherchant à défendre les fourgons.*

On perdit dans cette importante affaire beaucoup

de matériel, cela est vrai; mais à qui la faute? L'ordre formel n'avait-il pas été donné par le maréchal Jourdan à l'armée du midi de faire partir ce matériel à la pointe du jour, avec le convoi des émigrants de l'Andalousie? Pourquoi cet ordre n'avait-il pas été exécuté? Joseph et Jourdan, à cheval, avant l'aurore, aux avant-postes, pour reconnaître les dispositions de l'ennemi, peuvent-ils être rendus responsables de la non-exécution d'un ordre aussi essentiel? Or, de l'encombrement de cette communication résulta non-seulement la perte d'un matériel considérable, mais encore l'impossibilité de se replier par la route de France.

Au reste, on peut affirmer que l'Espagne était perdue avant la bataille de Vittoria, et ce n'était pas par le fait de Joseph. Les tentatives inutiles sur le Portugal; l'obstination à ne pas vouloir se rendre compte du caractère national de cette guerre; l'institution des gouvernements militaires, lorsque le roi, maître de l'Andalousie, ayant ramené à lui l'opinion publique, était prêt à convoquer les cortès; l'expédition de Russie, qui avait nécessité la réduction des armées; les déprédations, qui avaient entretenu la haine du nom français; le défaut d'ensemble dans les opérations, suite naturelle, funeste et inévitable du morcellement de l'autorité; l'impossibilité chez le souverain de se faire obéir; la menace permanente, suspendue au-dessus de la tête des fiers Espagnols, de voir leurs provinces du nord réunies à l'Empire : voilà les causes véritables de nos revers dans la Péninsule;

causes politiques, causes militaires, causes d'indiscipline, causes étrangères encore à toutes celles-ci, et que nous avons cherché à développer avec la plus grande impartialité, ne cachant rien, préférant avoir du bien à dire, mais ne nous laissant arrêter par aucune considération pour faire entendre la vérité tout entière, quelle qu'elle soit.

Nous avons essayé de nous placer à un point de vue complétement indépendant, pour donner des matériaux vrais à l'histoire. Tel est le but que nous nous sommes proposé.

Les Anglais se sont attribué la plus grande part de gloire dans le résultat de tous les événements militaires: nous ne pouvons adopter leurs idées à cet égard. Sans doute leurs troupes ont montré plus de valeur sur les champs de bataille que celles des Espagnols et des Portugais; et si ces derniers eussent été seuls en ligne contre nous, ils auraient été probablement toujours battus, quel qu'eût été leur nombre; sans doute leurs généraux ont montré plus de talents, plus d'habitude de la grande guerre que les généraux espagnols; mais il n'en est pas moins vrai que, sans l'héroïque ténacité de la nation, sans les obstacles toujours renaissants qu'elle sut faire éclore pendant cinq années consécutives sous les pas de nos armées, sans son admirable patriotisme (1) qui

(1) Un officier supérieur du corps d'état-major, le colonel Marnier, qui est resté longtemps en Espagne, au corps d'armée du maréchal Victor, dans le brave 24e de ligne, a publié plusieurs petits ouvrages très-curieux sur cette guerre. Le caractère espagnol y est admirablement dépeint; le patriotisme de ce peuple ressort à chaque page des faits eux-mêmes.

nous privait de moyens de communiquer entre nous, sans ses guérillas toujours harcelant nos colonnes, sans cette unanimité d'un pays qui voulait son indépendance avant tout, les armées anglaises eussent été bien vite forcées de se rembarquer.

On a reproché à Joseph la perte de la bataille de Vittoria; mais, pour être juste, on doit alors lui tenir compte de ses succès à Ocana et en Andalousie. Ce prince ne fut pas sans doute un héros; mais il fut un honnête homme, dans la plus belle acception du mot; un roi animé des meilleures intentions pour les peuples que la fortune mettait entre ses mains; un général très-brave de sa personne. En outre, tous les militaires ayant fait campagne sous lui se plaisaient à convenir que ses idées étaient toujours très-justes; enfin, jamais il ne sut transiger avec ses devoirs.

Quelques historiens, mal intentionnés ou mal renseignés, ont prétendu que son administration avait été faible, sans énergie. Si l'on veut caractériser du nom de *faible* une administration qui se borne à demander à une nation ce qui est absolument nécessaire, à épargner aux peuples toute vexation; qui cherche à diminuer autant que possible les charges inévitables de la guerre, celle de Joseph mérite en effet cette qualification. De toutes les parties de l'Espagne occupées par les troupes françaises, la capitale, où résida presque toujours le roi et ses conseils, fut constamment la moins obérée et la moins en souffrance. Quoique bornée dans ses ressources au simple district occupé par la garde royale et

le corps de réserve de Madrid, quoique ayant à supporter des dépenses bien plus considérables, toute proportion gardée, que les autres centres des grands gouvernements de la Péninsule, on n'y entendit jamais parler de la moindre exaction arbitraire.

En résumé, placé sur le trône de Naples presque malgré lui, mais heureux de voir commencer par ses soins la prospérité d'un pays qui convient à sa nature éminemment douce et philosophique, entouré des siens, Joseph est tout à coup et brusquement arraché à ses affections politiques et de famille, pour monter sur un trône où l'appellent les projets grandioses d'un frère qu'il aime et admire.

Il accepte par pur dévouement une position nouvelle, qui ne lui convient pas comme celle de Naples; mais il accepte avec la condition de pouvoir travailler au bonheur de ses nouveaux sujets, en leur donnant des lois sages et régénératrices, une constitution libérale, et, par-dessus toutes choses, en assurant l'indépendance du pays. Il entre dans les provinces basques avec la douce erreur d'être désiré; bientôt il s'aperçoit que l'Espagne le repousse. Il veut se retirer; l'affaire de Baylen ne le lui permet pas. Il se replie sur l'Èbre; son frère lui témoigne son mécontentement. Que demande alors Joseph? A prendre l'offensive, à rentrer à Madrid les armes à la main, puis à dire aux Espagnons : « Je désirais votre bien, vous me méconnaissez; je ne veux pas régner sur un peuple qui ne sait pas apprécier mes intentions : qu'un autre

se place à votre tête. » L'Empereur ne répond pas à cette communication de son frère. Après les conférences d'Erfurt, il vient prendre en personne le commandement de l'armée; Joseph croit marcher à l'avant-garde, Napoléon le place en arrière. Choqué, il va se retirer; mais l'Autriche déclare la guerre. Napoléon est appelé à Paris d'abord, sur les bords du Danube ensuite. Il faut plus qu'un roi, il faut un homme dévoué en Espagne : Joseph y reste. Les années suivantes, à plusieurs reprises, le prince veut encore quitter un pays sur lequel il ne peut régner pour faire le bien ; il en est continuellement empêché, et toujours par dévouement à la politique de son frère. A la fin de 1810, l'expédition de Masséna en Portugal lui fait un devoir de conserver la couronne, afin de ne pas créer des embarras. En 1811, il fait un voyage à Paris, croit être sûr que sa position va changer. Au commencement de 1812, il est prêt encore à abdiquer, quand il apprend que Napoléon se met à la tête de l'armée qui marche contre la Russie. Enfin, en 1813, il ne peut plus être question pour lui de semblables projets, puisque le jour des revers est venu. Il reste à son poste par honneur, comme il y était resté jusque-là par dévouement.

Joseph, pendant cinq ans, n'a pas d'autre existence qu'une vie d'abnégation complète.

De tous ces faits, de la conduite entière, de la correspondance complète de Joseph, il ressort pour nous cette vérité, que ce prince fut en Espagne ce qu'il avait été à Naples, un roi auquel on ne peut re-

procher (si tant est que ce puisse être un reproche) qu'une abnégation trop absolue aux volontés d'un frère, dont il admirait assez la grande âme pour oser lui dire les vérités les plus dures.

FIN DU NEUVIÈME VOLUME.

NOTES

RELATIVES AUX AFFAIRES D'ESPAGNE

NOTE A (page 166).

Rapport sur la bataille du 21 juin, par les généraux commandant en chef les armées françaises et anglaises.

Armée du midi. — Général Gazan.

L'armée du midi était en position sur les hauteurs en avant d'Arnitz, sa droite appuyée au Rio-Zadora, et sa gauche à la chaîne de montagnes qui sépare la vallée de Trevino de celle de Zadora, lorsque, le 21 juin, au point du jour, l'ennemi leva son camp de Montevite, et vint se placer en arrière du village de Nanclarez (1), annonçant par ses dispositions qu'il allait attaquer. Peu d'instants après, les postes d'observation de la brigade qui étaient placés sur la crête des montagnes annoncèrent qu'une forte colonne débouchait par la Puebla, et se dirigeait partie par la grande route, tandis que l'autre partie montait sur la montagne par la petite route qui, de la Puebla, arrive au village d'Abyana. L'armée du midi prit immédiatement les armes, et se forma dans son camp. Le 12e régiment d'infanterie légère fut envoyé sur la crête des montagnes au soutien des avant-postes de la brigade Maransin, et toutes les dispositions furent prises pour résister à l'ennemi. Quelques instants après, la colonne venant de la Puebla déboucha ; et, à peine arrivée en vue de

(1) Il y a plusieurs inexactitudes dans ce rapport. Ce n'est pas à la pointe du jour que l'ennemi vint se masser en arrière de Nanclarez, il n'y parut que longtemps après l'arrivée du général Hill en avant du défilé de la Puebla. (Voyez le rapport de lord Wellington.)

l'armée française, elle se porta rapidement sur le sommet des montagnes qui étaient à notre gauche, afin d'en gravir la hauteur, et de faciliter l'arrivée de la colonne qui venait par la fausse route de la Puebla (1). L'attaque de l'ennemi paraissait se diriger sur la gauche de notre position. Le général Maransin reçut ordre de se porter, avec son second régiment, au soutien du 12ᵉ léger. Les 21ᵉ et 100ᵉ régiments de la 6ᵉ division, aux ordres du général Darricau, marchèrent au soutien de la brigade Maransin, et une brigade de la 4ᵉ division aux ordres du général Conroux appuya sur sa gauche pour soutenir les troupes qui s'engageaient avec l'ennemi; mais, malgré les efforts de ces 4 régiments (2), l'ennemi s'étant rendu maître de la crête de la montagne et s'avançant de manière à déborder la gauche de notre ligne, le général Villate, qui était en réserve en arrière du village d'Arnitz, reçut l'ordre de se porter à la tête de la 3ᵉ division, par le Puerto-Momario, sur le sommet de la montagne, de s'y former, et de marcher à l'ennemi de manière à le culbuter. Cet ordre fut immédiatement exécuté. La 3ᵉ division, du moment qu'elle fut formée, attaqua avec la plus grande vigueur le corps du général Hill qui lui était opposé, et le culbuta de toutes ses positions au pas de charge (3). Dans le temps que cette attaque avait lieu sur la

(1) La colonne venant de la Puebla ne se porta pas rapidement sur le sommet de la montagne. Le général Hill fit seulement soutenir la division espagnole de Morillo par quelques troupes anglo-portugaises qui furent détachées successivement. Le gros du corps du général Hill resta dans la vallée : cela résulte du rapport de lord Wellington.

(2) Ces quatre régiments restèrent sur le penchant de la montagne; ils ne pouvaient donc appuyer que bien faiblement la brigade Maransin, qui combattait sur le sommet. S'ils avaient été réellement en position de soutenir cette brigade, ils auraient mis en déroute la division espagnole de Morillo.

(3) La 3ᵉ division, c'est-à-dire la division Villate, n'attaqua pas le corps du général Hill sur la montagne, puisqu'il n'y était pas, mais seulement la division Morillo, soutenue par quelques troupes anglaises. Elle arrêta les progrès de l'ennemi, mais ne le culbuta pas,

gauche, le corps du général Graham, qui s'était formé en arrière de Nanclarez, cherchait à forcer sur ce point le passage de la Zadora, tandis que d'autres troupes attaquaient le centre de la ligne, qui était défendu par la 2e brigade du général Darricau et la 4e division ; mais le feu supérieur de notre artillerie, ainsi que celui de notre infanterie, empêchèrent l'ennemi d'avoir aucun avantage sur ces deux points (1).

L'affaire était dans cet état, lorsque, vers midi, le roi me donna l'ordre de replier l'armée du midi pour aller lui faire prendre une position plus en arrière (2), et le mouvement s'exécutait par échelons, lorsque la droite de la ligne, qui était occupée par la 1re division aux ordres du général Le-

parce que la situation des affaires sur d'autres points rendait nécessaires d'autres dispositions.

(1) Le général Graham était à la gauche de la ligne des ennemis devant le général Reille, et non pas vers Nanclarez. La division légère et la 4e division se trouvaient sur ce point. Le feu supérieur de l'artillerie et de l'infanterie n'empêcha pas le général Hill de s'emparer de Sanbijana, et de se mettre ainsi en mesure de faciliter le passage de la Zadora aux deux autres divisions.

(2) Le roi donna à l'armée du midi l'ordre de se replier, parce que son général en chef n'ayant pas exécuté les dispositions qui lui avaient été prescrites dès que l'ennemi se montra sur la montagne, dispositions qui avaient pour but d'écraser le corps du général Hill, il fallait bien en faire de nouvelles lorsqu'on avait laissé à lord Wellington le temps de se mettre en mesure de former ses attaques sur tous les autres points de la ligne. On ne s'était pas borné à dire au général Gazan d'aller prendre position en arrière : on lui avait indiqué le plateau de Suazo, sur lequel l'artillerie était en batterie. Ce général ne parle pas, dans son rapport, de l'ordre qui lui fut donné d'envoyer la brigade Maransin sur la montagne, et bientôt après celui de la faire soutenir par une division, pour ensuite tomber sur le flanc droit du général Hill : il n'en est pas moins vrai qu'ils lui ont été donnés. On doit d'autant plus regretter qu'il ne les ait pas exécutés, qu'il résulte, de la relation de lord Wellington, que la difficulté des communications retarda la réunion de ces colonnes, ce qui donne lieu de croire qu'on aurait eu le temps de battre celle du général Hill avant d'être menacé sérieusement sur les autres points.

val, se trouva être totalement débordée par des masses ennemies, lesquelles avaient forcé le passage de la Zadora sur un point qui était défendu par des troupes étrangères à l'armée du midi (1).

Le général Leval se replia sur le village d'Arnitz, où il couvrit pendant quelques instants la tête du village par la brigade aux ordres du général Magoury, tandis que son autre brigade, commandée par le général Rémond, venait appuyer le défilé qui se trouve en arrière du village d'Arnitz, lequel était déjà défendu par l'artillerie. Cette position, ainsi qu'un grand feu qui fut fait par l'artillerie de l'armée du centre qui était en position un peu plus en arrière du plateau d'Arnitz, arrêtèrent assez l'ennemi pour donner le temps à toutes les troupes de l'armée du midi qui étaient sur la gauche et dans les montagnes, d'effectuer leur retraite en arrière de Vittoria. La division du général Leval soutint la retraite sur la grande route, et la soutint avec succès; et, quelque effort que l'ennemi pût faire pour l'entraîner, il ne put y réussir (2). Toutes les divisions de l'armée se replièrent de position en position; elles combattirent sur toutes, et la retraite de l'armée sur Salvatierra ne fut totalement décidée que lorsqu'elle fut obligée d'abandonner la totalité de son artillerie, par l'impossibilité où elle se trouva de lui faire dépasser Vittoria, par l'embarras et l'énorme

(1) La division du général Leval ne fut pas débordée par des masses qui avaient forcé le passage de la Zadora sur un point défendu par des troupes étrangères à l'armée du midi, elle fut en effet menacée d'être débordée par les divisions qui franchirent le pont de Nanclarez lorsque le général Leval eut quitté sa position, mais elles furent arrêtées par le feu de la grande batterie.

(2) La division du général Leval, arrivée à la hauteur de Suazo, quitta la grande route de Vittoria et appuya à droite, marchant en retraite comme les autres divisions de l'armée du midi, qui continuèrent à se retirer sans songer à venir occuper le plateau où était déployée l'artillerie, ainsi que l'ordre en avait été donné au général Gazan. Ce général, qui reconnaît, dans son rapport, avoir reçu cet ordre, ne prend pas la peine de dire pourquoi il ne l'a pas exécuté.

quantité de voitures d'équipages et de parcs qui encombraient la route, et qui l'empêchèrent de passer.

Dans cette journée, l'armée du midi, qui avait à peine 22 mille combattants, a résisté pendant huit heures aux efforts de l'ennemi plus du double en nombre (1), n'a perdu un pouce de terrain et n'a abandonné sa position que sur les ordres du roi (2). Toutes les divisions ont combattu avec avantage, et chacune a fait son devoir. Elle a éprouvé de grandes pertes, beaucoup de ses braves ont succombé sous le feu de l'ennemi; mais elle a fait éprouver à l'ennemi une perte au moins égale : on n'a que des éloges à donner à son artillerie et à la manière dont elle a servi. Sa cavalerie n'a point donné; une partie de la 2e division de dragons, aux ordres du général Digeon, a seule exécuté deux charges sur la droite de Vittoria, et a par deux fois enfoncé les escadrons ennemis. Dans la dernière, le général Digeon a été blessé; le général Darricau a été aussi blessé en dirigeant lui-même la première brigade de sa division; mais les blessures de ces deux généraux ne sont pas dangereuses, et l'armée espère bientôt les revoir dans ses rangs. Les seuls officiers supérieurs que l'armée ait à regretter sont : le colonel Foulon, du 28e léger, qui est resté au pouvoir de l'ennemi après avoir reçu une blessure extrêmement dangereuse, et le major Fouscience, commandant le 39e régiment de ligne, qui a été tué. Je dois aussi des éloges aux officiers d'état-major, pour le zèle et l'activité qu'ils ont mis à transmettre les ordres dont ils étaient porteurs.

Résumé des pertes de l'armée du midi : Tués, 12 officiers, 426 sous-officiers et soldats; blessés, 68 officiers, 2,078 sous-officiers et soldats; prisonniers, 14 officiers, 3,786 sous-officiers et soldats : total, 438 tués, 2,745 blessés, 697 prisonniers.

(1) L'armée du midi n'a combattu que contre le corps du général Hill.

(2) Il est vrai que l'armée du midi ne s'est mise en retraite que sur l'ordre du roi; mais cette retraite était devenue indispensable, parce

Armée du centre. — Général d'Erlon.

Le 19 juin dernier, l'armée du centre prit position à très-peu de distance en arrière de l'armée du midi, et y resta le 20.

Le 21, Sa Majesté étant venue de Vittoria à la position où elle voulait recevoir l'ennemi, me fit prévenir qu'il s'était mis en mouvement, et m'ordonna de faire observer la droite par le général Avy, et la gauche par la division du général Cassagne. Je me rendis à cette division, pour la placer de manière à éclairer la route de Trévino et celle de Logrono; je revins ensuite auprès de vous, Sire. Le général Avy, qui avait passé sur la rive droite de la Zadora, à la hauteur de Mendoza, me fit dire que l'ennemi débouchait en face sur ce point, et qu'il cherchait à gagner le pont à la droite de la division Leval; j'envoyai de suite l'ordre au général Darmagnac de s'y porter avec sa division et son artillerie; je m'y rendis moi-même. Ayant reconnu les forces de l'ennemi, je jugeai que son attaque principale était sur notre droite; j'ordonnai à la division Cassagne de venir me joindre. La division Darmagnac soutint un combat très-meurtrier au village de Margarita; son artillerie, commandée par M. Passalaye, officier badois très-distingué, a fait éprouver de très-grandes pertes à l'ennemi. La division Cassagne se plaça en réserve. J'espérais me soutenir dans cette position; mais le grand mamelon fut abandonné; l'ennemi s'en empara aussitôt, et descendit avec des forces considérables. Dès lors il ne fut plus possible de tenir, étant entièrement débordés par notre gauche. J'ordonnai qu'on se retirât en bon ordre à la droite du village de Suazo, où le général Tirlet avait placé une batterie de 30 bouches à feu. Le mouvement se fit sans précipitation. La division Cassagne occupa la droite du village, s'étendant jusqu'à Crispijano; la division Darmagnac occupa la gauche; l'artillerie des deux divisions se joignit à celle qu'avait placée le géné-

que le général Gazan n'ayant pas exécuté les ordres du roi au commencement de l'action, l'ennemi avait eu le temps de porter ses colonnes sur tous les autres points d'attaque.

ral Tirlet. Le feu devint très-vif, et l'ennemi, qui s'avançait dans l'intention d'enlever la position, fut contraint d'y renoncer. La réserve se porta tout à fait sur notre droite, attaqua le village de Crispijana. Le 34e de ligne s'y maintint, et l'ennemi ne put forcer notre position (1).

Telle était, Sire, la situation de l'armée du centre quand Votre Majesté m'envoya l'ordre de me replier sur Vittoria, l'armée du midi étant forcée dans ces positions sur la grande route. J'ordonnai aux deux divisions de faire leur mouvement, ayant pour direction la droite de Vittoria. Je pensai que l'armée du midi se placerait à la gauche, et que je serais à portée du général Reille, qui combattait sur la route de Bilbao en défendant à l'ennemi le pont d'Arriaga. L'infanterie, la cavalerie et l'artillerie de l'armée du centre étaient formées dans cette nouvelle position, lorsque Votre Majesté me fit donner l'ordre de nous retirer sur Salvatierra, ce qui était difficile, ayant déjà dépassé la route, et l'ennemi s'étant établi sur la gauche de Vittoria. On ne put rejoindre celle de Salvatierra qu'en traversant des champs coupés de fossés très-profonds; les difficultés du terrain obligèrent à laisser toute l'artillerie et toutes les voitures. L'ennemi suivit notre mouvement, et essaya une charge de cavalerie qui n'eut aucun succès; le 28e de ligne et les chasseurs de Nassau ayant fait face, l'ennemi s'arrêta, et nous marchâmes sur Salvatierra.

Le 22, l'armée continua son mouvement sur Pampelune. J'arrêtai toutes les troupes de l'armée du centre à Ciordia; je laissai filer toute l'armée et fis l'arrière-garde. Je pris position le soir à Alsagua. L'ennemi ne montra que quelques escadrons, qui ne dépassèrent pas Ciordia.

Le 23, je me remis en marche à cinq heures du matin. L'en-

(1) Le comte d'Erlon semble vouloir insinuer qu'il s'arrêta à la position qu'il devait venir occuper sur le plateau de Suazo, après les ordres du roi; mais il n'en est pas moins vrai que, voyant la retraite de l'armée du midi, il se retira sur Crispijana, où, à la vérité, il arrêta l'ennemi pendant quelque temps.

nemi fit voir des éclaireurs au pont d'Alsagua, que j'avais fait couper. Voyant qu'il ne pouvait y passer, il se dirigea au gué de droite, qu'il passa avec quelque difficulté; il suivit notre arrière-garde d'assez près, avec la cavalerie seulement; mais ayant été obligé de m'arrêter pour laisser passer l'armée, l'ennemi, arrivé à la hauteur du village d'Écharia-ronel, tira du canon et montra ses colonnes d'infanterie. L'encombrement était si grand sur la route, que je fus obligé de faire prendre position au village de Lacunza pour défendre le défilé, et donner le temps à tous les malades et aux troupes de s'éloigner de l'arrière-garde. Cette halte donna le temps à l'ennemi de réunir ses moyens. Il mit 8 bouches à feu en batterie, et nous canonna assez fortement. Lorsque la route fut déblayée, je remis la colonne en marche, et l'ennemi suivit sans pouvoir nous entamer. Arrivé au village de Villa-Nueva, je fus encore contraint de prendre position. L'ennemi plaça son artillerie sur les hauteurs en avant de Huarte-Araquil; après avoir tiré pendant une demi-heure, il cessa son feu, et lorsque le chemin fut libre, on poursuivit la marche sur Yrursun, sans être inquiété.

La division Darmagnac prit position sur l'Araquil, et la division Cassagne, qui avait fait l'arrière-garde toute la journée, vint s'établir à Yrursun, où elle n'arriva qu'à deux heures du matin. Le canon de l'ennemi nous a fait perdre quelques hommes dans cette journée; mais on ne nous a fait aucun prisonnier.

Le 24, je continuai à marcher sur Pampelune; le général Darmagnac fut chargé de l'arrière-garde. Le temps était si mauvais qu'on ne pouvait faire aucun usage de la cavalerie, qui, d'ailleurs, était inutile dans un défilé d'une lieue que nous avions à passer. J'ordonnai aux généraux Treilhard et Avy de partir à l'avance, et de se former au delà du défilé, en laissant 50 chevaux seulement au général Darmagnac. Toutes les dispositions prises, le général Cassagne commença son mouvement; l'ennemi parut aussitôt sur le pont d'Araquil, passa bientôt cette rivière, et vint nous canonner à la position d'Yrursun. Deux pièces de canon qu'on nous

avait laissées nous mirent à même de répondre, sans cependant avoir l'intention de tenir longtemps, ayant appris pendant la nuit que nous avions affaire à 30 mille hommes de l'armée ennemie, commandés par lord Wellington lui-même. Le général Darmagnac fit son mouvement de retraite, et l'exécuta avec beaucoup d'ensemble et de tranquillité, quoiqu'il fût fortement serré jusqu'au village de Berrioplana, où il prit position.

Les pertes de l'armée du centre, pendant les trois jours qu'elle a soutenu la retraite, ont été peu considérables. Les troupes ont montré beaucoup de bravoure et de sang-froid, ayant été exposées à une canonnade continuelle et à un temps affreux.

J'ai l'honneur, Sire, de vous adresser l'état des pertes de l'armée du centre depuis le 21 juin. Je ne doute pas qu'il ne rentre encore beaucoup de soldats qui auront suivi l'armée du midi au départ de Pampelune.

Toutes les troupes sont animées du même esprit, et sont prêtes à donner de nouvelles preuves de leur dévouement à Sa Majesté Impériale et Royale. J'ai à me louer de tous les officiers généraux et particuliers, ils ont tous servi avec un zèle qui mérite des éloges; plusieurs sont dignes des bontés de l'Empereur. A la première affaire, je m'empresserai de les faire connaître à Votre Majesté, que je supplie d'agréer mon entier dévouement.

Résumé des pertes de l'armée du centre depuis le 21 juin jusqu'au 1er juillet :

Officiers, 9 tués, 34 blessés, 3 prisonniers; sous-officiers et soldats, 113 tués, 504 blessés, 830 prisonniers.

Armée du Portugal. — Général Reille.

« Sire, les 4e, 5e et 6e divisions du Portugal étaient placées le 20 juin à la hauteur du village de Suazo, et la cavalerie à Margarita et Hermanda.

Le général Menne fit ce même jour, dans l'après-midi, une reconnaissance sur Murguia avec une brigade d'infanterie et une de dragons. Il rencontra 4 à 5 mille Espagnols à une lieue et demie de Vittoria : après les avoir reconnus, il

rentra dans son camp. Nous eûmes en cette occasion 19 hommes tués ou blessés. Le colonel Langeron du 4e léger fut du nombre de ces derniers.

Votre Majesté voulant que je portasse une avant-garde à Aranguiz, j'envoyai le 21, à une heure du matin, le général Sarrut y prendre position avec sa division et une brigade de cavalerie légère. D'après les ordres de Votre Majesté, je dus fournir, le même jour, un détachement de 3 mille hommes et 4 pièces de canon pour escorter un convoi partant pour France. Je fis partir à cet effet, à trois heures du matin, le général Maucune avec sa division et son artillerie, ce qui réduisit l'infanterie de l'armée du Portugal qui me restait à deux divisions, fortes d'environ 7 mille hommes.

L'ennemi ayant commencé son attaque sur les positions occupées par l'armée du midi, Votre Majesté m'ordonna de me rendre au camp de la 6e division, et de m'opposer aux colonnes anglaises qui pourraient déboucher par la route de Murguia ; elle me fit ensuite donner l'ordre, si l'ennemi s'avançait en force, de me placer derrière la Zadora, ce qui me mettait naturellement à la droite de l'armée.

Vers midi, de fortes masses se présentèrent devant Aranguiz, et d'autres cherchèrent à tourner ce village par les hauteurs qui sont à droite (1) : une vive fusillade s'engagea. Le 2e régiment d'infanterie légère chargea trois bataillons ennemis qui le serraient de trop près, et, suivant mes instructions, les troupes se retirèrent par échelons et dans le plus grand ordre derrière la Zadora. Je plaçai la 2e brigade de la 4e division à Arriaga, pour défendre le pont ; la première était en réserve sur la droite. Je portai en même temps le général Lamartinière, avec la 6e division qu'il commande, au village de Gamarra-Mayor, sur lequel des co-

(1) Cette attaque était certainement la plus à craindre, puisque l'ennemi, qui se trouvait déjà maître de la grande route de France, pouvait s'emparer de la communication de Salvatierra, s'il forçait le passage de la Zadora ; mais on voit que ce ne fut que vers midi qu'il fut en mesure de former cette attaque ; et à cette heure-là le corps du général Hill aurait pu être entièrement défait.

lonnes ennemies se dirigeaient pour le défendre, et les empêcher de passer le pont.

La division de dragons de l'armée du midi était à Arriaga depuis la veille, et se trouvait à même de soutenir le général Sarrut. Je fis porter celle de l'armée du Portugal en arrière de Gamarra-Mayor, pour soutenir la division Lamartinière qui était dans ce village, et je plaçai à sa droite une brigade de cavalerie légère pour éclairer la route de France, et soutenir une brigade espagnole que l'ennemi avait forcée d'abandonner Durana. Le reste de la cavalerie légère, aux ordres du général Curto, continua à rester en observation sur la Zadora, entre Goreo et Arriaga.

L'ennemi attaquant vivement, dans Gamarra-Mayor, la 6e division, je portai rapidement la batterie d'artillerie à cheval du capitaine Guerrier sur le plateau qui prenait ce village d'écharpe. Le général Lamartinière, qui avait été obligé de l'abandonner, le fit attaquer de nouveau ; le pont fut passé et repassé deux ou trois fois. L'ennemi étant constamment sous le feu de 12 pièces d'artillerie, dut faire des pertes très-considérables. Tous les efforts qu'il fit pour déboucher furent vains, malgré sa grande supériorité en nombre.

Pendant ce temps, un autre corps ennemi attaquait vivement le pont d'Arriaga, que défendait le général Sarrut; deux fois il arriva au milieu du pont, et deux fois il fut repoussé par la brigade du général Menne. Comme je sentais la nécessité d'avoir une réserve en arrière des deux ponts, je fis venir la brigade du général Fririon à Betano. Deux ou trois bataillons ennemis qui étaient entrés dans Durana, et les autres troupes qui suivaient, étaient contenus par la présence de la brigade espagnole et de 500 fusiliers du 3e de ligne.

La bonne contenance des troupes rendait inutiles les efforts multipliés que le corps nombreux de l'ennemi faisait pour déboucher des ponts d'Arriaga et de Gamarra-Mayor (1),

(1) On peut voir, dans la relation de lord Wellington, l'énuméra-

lorsque j'appris que le centre et la gauche de l'armée se repliaient rapidement sur Vittoria ; en conséquence, j'envoyai de suite l'ordre au général Sarrut de se rapprocher de moi dès qu'il se verrait débordé par sa gauche. Ce général venait d'être frappé mortellement; et au moment où le général Menne se disposait à exécuter cet ordre, la cavalerie ennemie débouchait déjà derrière lui par la ville de Vittoria. La division de dragons du général Digeon la contint un instant, et le général Menne n'eut que le temps de retirer ses troupes en toute hâte de cette position difficile.

La cavalerie légère, commandée par le général Curto, avait déjà passé le pont de la grande route de France qui est sur le ruisseau qui coule près de Betano ; la division Digeon suivait ce mouvement, lorsqu'au même instant se présentèrent les colonnes de cavalerie et d'infanterie anglaises. Je les arrêtai à ce point avec la brigade du général Fririon; et, me voyant débordé entièrement, je fus obligé de placer mes troupes partie face à la Zadora, partie face à Vittoria, tandis que d'autres contenaient l'ennemi, qui occupait Durana. Dans cette position extrêmement difficile, je songeai à me retirer sur la direction de Salvatierra, que Votre Majesté m'avait fait indiquer. La division Lamartinière et la brigade Menne prirent les devants. J'essayai de faire filer la batterie d'artillerie à cheval du capitaine Guerrier ; mais n'ayant pu rencontrer de chemin, étant obligée de se rapprocher de Vittoria pour en chercher, elle se trouva engagée

tion des forces qui attaquaient le général Reille : et comme, d'après son rapport, ce général n'avait pas plus de 7 à 8 mille hommes d'infanterie, il est douteux que la bonne contenance de ses troupes eût pu empêcher pendant longtemps l'ennemi de déboucher des ponts, et de mettre ainsi l'armée dans le plus grand danger (*). C'est lorsque le roi connut la situation des affaires de ce côté qu'il se décida à donner l'ordre aux armées du midi et du centre de se concentrer sur la position de Suazo, d'où on aurait pu envoyer une division au secours du comte Reille; mais ces armées continuèrent leur retraite, ainsi que nous l'avons dit.

(*) Voir le rapport de lord Wellington.

dans un terrain coupé de fossés profonds, et l'ennemi l'obligea à abandonner son matériel.

Avec la cavalerie et la brigade Fririon, je me rapprochai d'un grand bois que je traversai, et je reformai les troupes en arrière. L'ennemi, qui suivait ce mouvement par nos derrières et par nos flancs, forma de suite sa cavalerie en avant du bois. Le général Menne le fit charger par le 3e de hussards et le 15e de dragons, qui se conduisirent très-bravement. Comme il ne fallait pas perdre de temps, je fis traverser un village à toute ma cavalerie, et je couvris ce mouvement avec la brigade d'infanterie. La cavalerie anglaise nous chargea avec beaucoup de vigueur; mais le 36e de ligne et le 3e léger, formés en masse, la reçurent par un feu bien nourri et la baïonnette croisée, et, après lui avoir fait perdre du monde, la forcèrent à la retraite. L'ennemi fit avancer alors quelques pièces d'artillerie pour rompre cette masse; mais la cavalerie ayant achevé son mouvement, je traversai le village avec l'infanterie. Nous continuâmes à être suivis jusqu'à la nuit par des tirailleurs; l'ennemi les ayant ensuite rappelés, je fis également rentrer les miens, et je formai de nouveau les troupes.

Après une demi-heure de repos, et avoir pris des cartouches dans des caissons que je rencontrai, je continuai mon mouvement rétrograde. Je trouvai au premier village des troupes des autres armées, et je pris un bivouac dans la vallée d'Alegria. Le 22 au matin, je me dirigeai sur Salvatierra, où je réunis les deux divisions d'infanterie et la cavalerie de l'armée. Je ne suis parti de cette ville qu'à neuf heures du matin, et n'ai laissé en arrière aucune espèce de troupes.

Je ne puis terminer ce rapport sans rendre aux troupes de l'armée du Portugal la justice qu'elles méritent pour la bonne conduite qu'elles ont tenue dans cette bataille. La 6e division, d'abord obligée d'abandonner Gamarra-Mayor, le reprit plusieurs fois; et le général Lamartinière ainsi que le général Gauthier ont conduit les attaques avec la vigueur qui les caractérise. Le général Sarrut a été frappé mortel-

lement au pont d'Arriaga, en se défendant contre tous les efforts de l'ennemi. Le général Menne, qui l'a remplacé, s'est très-bien conduit. Le général Mermet a fait exécuter une charge à deux régiments, et a fait tout ce que le terrain permettait à la cavalerie de faire. Je dois des éloges particuliers à la manière dont a servi le général Boyer, chef de l'état-major, le colonel du génie Michaux, et les chefs de bataillon du génie Beaufort et Calmet, qui ont fait le service d'officiers d'état-major avec le plus grand zèle, ainsi que l'adjudant-commandant Lachasse. J'ai été très-satisfait des officiers de mon état-major, et particulièrement du capitaine Saint-Yon, mon aide de camp, et du chef d'escadron Bruce. J'aurai l'honneur d'adresser à Votre Majesté l'état des corps et des officiers qui se sont le plus particulièrement distingués, et qui ont droit à des récompenses. En attendant, je dois lui citer le 2e léger et le 36e de ligne, commandés par le général Fririon, qui ont soutenu la retraite avec autant de sang-froid que de vigueur, ainsi que la compagnie d'artillerie légère du capitaine Guerrier, qui, pendant deux heures, n'a cessé de tirer sur les masses anglaises à portée de mitraille.

Officiers tués, 10; blessés, 59; prisonniers, 5. Sous-officiers et soldats tués, 155; blessés, 989; prisonniers, 369.

Récapitulation des pertes en hommes des trois corps d'armée, depuis le 27 mai jusqu'au 1er juillet.

Armée du midi. — Officiers tués, 12; blessés, 68; prisonniers, 14. Sous-officiers et soldats tués, 426; blessés, 2,677; prisonniers, 683. Total : 3,880.

Armée du centre. — Officiers tués, 9; blessés, 34; prisonniers, 3. Sous-officiers et soldats tués, 113; blessés, 504; prisonniers, 830. Total : 1,493.

Armée du Portugal. — Officiers tués, 10; blessés, 59; prisonniers, 5. Sous-officiers et soldats tués, 155; blessés, 989; prisonniers, 369. Total : 1,587.

Total général : Officiers, 214. Sous-officiers et soldats, 6,746.

Il faut observer que dans ces états sont comprises les pertes faites dans les jours qui précédèrent la bataille et dans la retraite.

Rapport de lord Wellington.

Milord, l'armée ennemie, commandée par Joseph Bonaparte, le maréchal Jourdan en étant le major général, prit position, dans la nuit du 19, en avant de Vittoria, dont la gauche était appuyée sur les hauteurs qui se terminent à la Puebla de Arlanzon, et s'étendait de là, à travers la vallée de la Zadora, en avant du village d'Arnitz. L'ennemi occupait, avec la droite du centre, une hauteur qui domine la vallée de la Zadora dans le voisinage de cette ville; il avait une réserve en arrière de sa gauche, au village de Gamache. La nature du pays sur l'Èbre nous avait obligé d'étendre nos colonnes; nous nous arrêtâmes le 20 au soir pour les serrer, et je fis avancer la gauche à Murguia, où il y avait grande apparence qu'elle serait nécessaire ce jour-là. Je reconnus la position de l'ennemi, dans la vue de l'attaquer le lendemain s'il y restait. En conséquence, nous attaquâmes l'ennemi hier, et je suis charmé d'informer Votre Seigneurie que l'armée alliée, sous mon commandement, a remporté une victoire complète, ayant chassé l'ennemi de toutes ses positions, lui ayant pris 150 pièces de canon, 415 caissons, tous ses bagages, vivres, bestiaux, trésor, et un nombre considérable de prisonniers (1).

Le lieutenant général sir Rowland Hill commença les opérations de la journée en s'emparant des hauteurs de la Puebla, sur lesquelles la gauche de l'ennemi était appuyée, et qu'elle n'occupait pas en grande force. Il détacha pour ce service une brigade de la division espagnole sous les ordres du général Morillo, l'autre brigade étant employée à entre-

(1) Parmi les 150 pièces de canon, il y en avait 50 provenant de l'évacuation de Madrid et de Burgos, qu'on n'avait pu conduire en France, faute de moyens de transport. Quant aux prisonniers, le nombre pris dans la journée ne fut que d'environ 1200, y compris 5 à 600 trainards qui s'amusaient à piller dans Vittoria.

tenir la communication avec le gros de l'armée sur la grande route de Miranda à Vittoria, et les troupes détachées sur les hauteurs. L'ennemi cependant vit bientôt l'importance des hauteurs ; et il renforça tellement ses troupes que le général Hill fut obligé de détacher sur le même point, 1° le 71e régiment; et le bataillon d'infanterie légère et la brigade du général Walker, sous le commandement du lieutenant-colonel Cadogan, et successivement d'autres troupes. Les alliés non-seulement s'emparèrent de ces hauteurs, mais encore s'y maintinrent durant toutes leurs opérations, malgré les efforts que fit l'ennemi pour les reprendre; mais le combat y fut très-opiniâtre, et la perte fut considérable. Le général Morillo fut blessé; mais il resta sur le champ de bataille, et je regrette d'avoir à rapporter que l'honorable lieutenant-colonel Cadogan est mort d'une blessure qu'il reçut. A la faveur de la possession de ces hauteurs, le général Hill passa successivement la Zadora à la Puebla, et le défilé formé par ces hauteurs et la Zadora, et il attaqua et prit le village de Subijana en avant de la ligne de l'ennemi, que l'ennemi tenta plusieurs fois de reprendre.

La nature difficile du pays empêcha la communication entre nos différentes colonnes, qui ne se portèrent pas vers les points d'attaque de leurs positions sur le Rio-Bayas d'aussi bonne heure que je l'attendais; en conséquence, il était tard avant que je susse que la colonne composée des 3e et 7e divisions, sous le commandement du comte Dalhousie, était arrivée au poste qui lui était indiqué.

Cependant, la 4e division et la division légère passèrent la Zadora aussitôt que le général Hill se fut emparé de Subijana, la 1re au pont de Nanclarez, et la 2e au pont de Tres-Puentes (1) ; et presque aussitôt que ces divisions eurent passé, la colonne sous les ordres du comte Dalhousie arriva à Mandoza, et la 3e division, sous le lieutenant général

(1) Ces deux divisions ne passèrent la Zadora que quand celle du général Leval se mit en retraite.

Picton, passa le pont plus haut, étant suivie de la 7e division, sous le comte Dalhousie (1).

Ces quatre divisions, formant le centre de l'armée, étaient destinées à attaquer les hauteurs sur lesquelles le centre de la droite de l'ennemi était placé, pendant que le général Hill se porterait en avant de Subijana pour attaquer la gauche; mais l'ennemi ayant affaibli sa ligne pour renforcer son détachement sur les hauteurs, abandonna sa position dans la vallée, dès qu'il vit que nous nous disposions à l'attaquer : il commença sa retraite en bon ordre vers Vittoria (2).

Nos troupes continuèrent de s'avancer dans un ordre admirable, malgré la difficulté du terrain.

Dans ces entrefaites, le général Graham, qui commandait la gauche de l'armée, composée par la 1re et la 5e division, et des brigades d'infanterie des généraux Pack et Bradfort, et des brigades de cavalerie des généraux Rock et Anson, qui avaient été envoyées le 20 à Murguia, se porta en avant de là à Vittoria, par la route de cette ville à Bilbao. Il avait en outre avec lui la division espagnole du colonel Longa; et le général Giron, qui avait été détaché sur la gauche lorsque les affaires présentaient un aspect différent,

(1) Ces deux divisions ne passèrent la Zadora que quand l'armée du centre se mit en retraite.

(2) Il résulte de tout ce qui précède qu'on aurait eu le temps de battre le général Hill avant qu'il pût être secouru par les autres divisions, si, comme l'avait ordonné le roi, on eût employé, dès le commencement de l'action, des forces suffisantes pour culbuter les troupes ennemies qui étaient sur les hauteurs. Le roi ordonna non pas la retraite, mais la concentration des armées du midi et du centre à la position de Suazo, où elles auraient été en état de repousser l'attaque projetée par lord Wellington, si elles s'y étaient arrêtées. Ce n'était donc pas pour éviter cette attaque que le mouvement rétrograde sur le plateau de Suazo avait été ordonné, mais pour se rapprocher du comte Reille qui était attaqué par des forces trois fois plus nombreuses que les siennes, et pour se mettre en mesure de le soutenir, attendu que s'il eût été forcé de livrer à l'ennemi le passage de la Zadora, l'armée eût été détruite.

et ensuite avait été rappelé, était arrivé le 20 à Orduna, et en était parti dans la matinée de ce jour, afin d'être sur le champ de bataille prêt à soutenir le général Graham, si son appui était requis.

L'ennemi avait une division d'infanterie et quelque cavalerie en avant sur la grande route de Vittoria à Bilbao, appuyant leur droite sur de fortes hauteurs qui couvrent le village de Gamarra-Mayor; il occupait en force Gamarra et Abechuco, pour défendre les ponts sur la Zadora qui sont dans ces endroits. Le brigadier général Pack, avec sa brigade portugaise, le colonel Longa, avec la division espagnole, reçurent l'ordre de tourner et de prendre les hauteurs, étant soutenus par la brigade de dragons légers du général Anson, et la 5e division sous le commandement du général Oswald, qui avait ordre de prendre le commandement de toutes ces troupes.

Le général Graham rapporte que, dans l'exécution de ce service, les troupes portugaises et espagnoles se sont comportées admirablement. Les 4e et 8e de chasseurs portugais se sont particulièrement distingués. Le colonel Longa, étant sur la gauche, s'empara de Gamarra-Mayor.

Dès que les hauteurs furent en notre possession, le village de Gamarra-Mayor fut très-bravement emporté d'assaut par la brigade du général Robinson, de la 5e division, qui s'avança en colonne par bataillon, sous un feu très-vif d'artillerie, sans tirer un coup de fusil, soutenue par 2 pièces d'artillerie du général Lawson. L'ennemi souffrit grandement, et perdit 3 pièces de canon.

Le lieutenant général Graham procéda ensuite à l'attaque du village d'Abechuco avec la 1re division, en dressant contre lui une forte batterie, composée de la brigade du capitaine Dubourdieu et de la compagnie d'artillerie à cheval du capitaine Ramsay; et sous la protection de ce feu la brigade du colonel Halket alla attaquer le village, qui fut emporté. Le bataillon léger ayant chargé, prit 3 canons et 1 obusier sur le pont. Cette attaque fut soutenue par la brigade d'infanterie du général Bradfort.

Durant l'attaque d'Abechuco, l'ennemi fit les plus grands efforts pour reprendre le village de Gamarra-Mayor, et il fut vaillamment repoussé par les troupes de la 5e division, sous le commandement du général Oswald; mais l'ennemi avait deux divisions d'infanterie en réserve sur les hauteurs sur la gauche de la Zadora, et il lui était impossible de passer sur les ponts jusqu'à ce que les troupes qui avaient marché sur le centre de la gauche de l'ennemi l'eussent chassé au delà de Vittoria (1).

Toutes les troupes prirent part alors à la poursuite, qui continua jusqu'à la nuit par le mouvement des troupes sous le général Graham et la possession de Gamarra et d'Albechuco. La retraite de l'ennemi par la grande route de France fut coupée; il fut donc obligé de prendre la route de Pampelune; mais il ne put tenir dans aucune position assez longtemps pour retirer ses bagages et son artillerie (2). En conséquence, toute l'artillerie qui n'avait pas été prise dans l'attaque des positions successives que l'ennemi avait prises dans sa retraite depuis sa première position sur Arnitz et sur la Zadora, et toutes les munitions et bagages, et tout ce qu'il y avait, furent pris très-près de Vittoria : j'ai lieu de croire que l'ennemi n'emmènera avec lui qu'un canon et un obusier.

L'armée de Joseph Bonaparte était composée de la totalité des armées du midi et du centre, de quatre divisions et toute la cavalerie de l'armée du Portugal, et de quelques troupes de l'armée du nord (3). La division du général Foy,

(1) Les Français n'avaient sur ce point que deux divisions de l'armée du Portugal, qui ne présentaient pas plus de 7 à 8 mille combattants. On a sans doute supposé la présence de deux divisions en réserve, pour justifier le général Graham de ne pas avoir forcé le passage de la Zadora avec des forces aussi supérieures en nombre.

(2) On ne put retirer l'artillerie, parce que le chemin était impraticable.

(3) Il n'y avait point de troupes de l'armée du nord, et seulement deux divisions de celle du Portugal.

de l'armée du Portugal, était dans les environs de Bilbao (1); et le général Clausel, qui commande l'armée du nord, était près de Logrono avec une division de l'armée du Portugal commandée par le général Taupin, et la division du général Vandermaësen de l'armée du nord (2). La 6e division de l'armée des alliés était aussi absente, ayant été retenue pendant trois jours à Médina et à Pomar, pour protéger le transport de nos magasins et de nos munitions.

État des pertes des Anglais dans la journée du 21 :

Officiers tués, 22; blessés, 168; sous-officiers et soldats tués, 479; blessés, 2,541. Portugais : officiers tués, 7; blessés, 52; sous-officiers et soldats tués, 203; blessés, 847. Espagnols : officiers tués, 4; blessés, 10; sous-officiers et soldats tués, 85; blessés, 453. Totaux : officiers tués, 33; blessés, 230; sous-officiers et soldats tués, 767; blessés, 3,841. La perte totale est donc de 800 tués et 4,071 blessés.

Rapport du général Foy sur les opérations du 21 *au* 28 *juin* 1813.

Le 21 juin, la première division de l'armée du Portugal occupait Bergara et environs; la brigade italienne et la garnison de Bilbao s'étaient réunies à Durango; la 5e division de l'armée du Portugal était arrivée à Mondragone, escortant un convoi de 7 à 800 voitures; d'autres troupes étaient sur la route de Bayonne, avec des convois qui avaient passé les jours précédents.

Le 22, à cinq heures du matin, au moment où la queue du convoi n'était pas encore arrivée à Bergara, un bruit d'alarme s'est répandu; plusieurs individus, arrivant par la route de Vittoria, ont dit que notre armée avait été battue

(1) Cette division n'était qu'à Bergara et environs; elle aurait pu être sur le champ de bataille ainsi qu'une division italienne, si les ordres du roi étaient parvenus au général Foy.

(2) Le général Clausel avait avec lui la division Taupin et la division Barbot, de l'armée du Portugal; la division Vandermaësen et la division Abbé, de l'armée du nord.

la veille; qu'elle avait perdu son artillerie et ses bagages; qu'elle s'était retirée sur Salvatierra en désordre, après avoir fait des pertes énormes. Cette nouvelle, propagée par la peur, a déterminé les commandants des forts d'Arlaban, de Salinas et de Mondragone, à abandonner leurs places sans combattre et sans avoir vu l'ennemi. La présence des garnisons fugitives à la queue du convoi y a semé l'épouvante. Le général Mauenne a pris sur-le-champ des dispositions pour accélérer la marche du convoi et y maintenir l'ordre. Je n'avais qu'un bataillon de ma division (le 6e léger) sous la main; je me suis mis à la tête de ce bataillon; j'ai réuni les trois garnisons qui s'étaient retirées, et avec cette troupe, dont la force montait à 1,500 hommes environ, j'ai couru à Mondragone. 40 hommes de la bande de Pastor, qui rôdaient sur les montagnes voisines, y étaient déjà descendus; nous avons pris deux officiers et sept soldats.

Maître de Mondragone, j'ai voulu reprendre Salinas et même occuper les hauteurs d'Arlaban. Mon objet était: 1° d'avoir des nouvelles certaines de ce qui s'était passé à Vittoria; 2° de faire porter par des détachements, aux troupes réunies à Durango, l'ordre de se replier sur Bergara sans perdre une minute. Mon avant-garde avait à peine dépassé le village d'Arechevalette, quand elle a rencontré les tirailleurs d'une colonne ennemie qui descendait de Salinas, et dont la profondeur indiquait un corps de 10 à 12 mille hommes; c'étaient la division Longa, le bataillon Pinto et la division Giron. Le combat s'est engagé; malgré l'extrême inégalité du nombre, nos troupes l'ont soutenu pendant quelque temps avec avantage. L'objet que je m'étais proposé, d'avoir des nouvelles de l'ennemi et d'envoyer un détachement à Durango étant rempli, j'ai dû replier les troupes; j'ai été même forcé d'abandonner Mondragone. Alors sont arrivés trois bataillons que j'avais appelés à moi en partant de Bergara; nous avons arrêté l'ennemi à une demi-lieue en arrière de Mondragone.

Ce combat nous a coûté 250 hommes, tués, blessés ou

prisonniers ; nous avons pris quelques hommes à l'ennemi ; nous lui avons fait beaucoup plus de mal que nous n'en avons reçu de lui. Le chef de bataillon Burel, qui était employé à la construction des blockhaus sur la route, s'est mis par zèle à la tête de nos troupes qui marchaient sur Salinas ; il a rendu des services essentiels. Mon aide de camp Demonant s'est distingué.

Le 23, ne voyant pas arriver la brigade italienne et la garnison de Bilbao ; ayant à cœur de rallier les 4 à 5 mille hommes qui se trouvaient à Durango ; voulant donner au grand convoi le temps de gagner du terrain, j'ai porté trois bataillons de Bergara sur Mondragone. Ils ont trouvé l'ennemi dans la position où je l'avais laissé la veille ; seulement il se prolongeait par sa droite du côté d'Ognate. Cette disposition m'a donné à penser qu'il attendait d'autres troupes qui devaient venir de Salvatierra par le Puerto San-Adrian. J'ai sur-le-champ écrit au général Maucune, pour qu'après avoir jeté le convoi dans Tolosa, il portât sa division à Villa-Franca, et même qu'il poussât une brigade jusqu'à Segura. Vers midi, les 5 mille hommes attendus à Durango sont arrivés à Bergara, conduisant avec eux leur artillerie de campagne et leurs malades. Les troupes se sont portées sur Villa-Real ; la brigade italienne a pris position sur la Descarga, pour couvrir la retraite.

Pendant la nuit du 23 au 24, j'ai appris qu'un corps anglo-portugais avait débouché, le jour précédent, par le Puerto San-Adrian. Je ne pouvais assez hâter ma marche, si je ne voulais pas que l'ennemi arrivât avant moi au débouché de Veajaya. Les troupes se sont mises en mouvement à trois heures du matin. Cinq régiments portugais qui marchaient de Segura sur Villafranca étaient engagés avec la division Maucune, quand ma tête de colonne s'est présentée. J'ai formé deux brigades en réserve derrière la 5e division ; j'ai fait continuer aux deux autres la marche vers Tolosa. Le général Maucune a eu un combat assez vif, auquel une des deux brigades de réserve a pris part. Ce combat nous a

coûté 200 hommes tués ou blessés. Nous avons repoussé l'ennemi sur Segura avec une grande perte ; nous lui avons fait 20 prisonniers.

Bientôt après, une autre colonne qui s'était détachée de Lugara pour gagner Ormaistegui, a attaqué en queue la brigade italienne du général Saint-Paul, qui marchait la dernière de ma colonne. Cette brigade a fait à l'instant face en arrière, a marché à l'ennemi, l'a culbuté, lui a tué ou pris plus de 200 hommes. Elle a perdu elle-même 80 à 100 hommes. Le général Saint-Paul se loue du chef de bataillon Magistrelli, commandant le 4ᵉ de ligne italien.

Le soir, le colonel Thevenet, commandant le 39ᵉ régiment, a poussé sur la gauche de la grande route une reconnaissance qui rencontra l'ennemi à Ormendaya, et le culbuta, après lui avoir fait éprouver une perte considérable.

Le soir, la division Maucune, après avoir couvert la retraite, s'est arrêtée à Alegria; les autres troupes ont été établies dans une position autour de Tolosa, très-forte de front, et qui ne pouvait être tournée que par un mouvement de douze à quinze heures.

Nous avons rallié à Tolosa le 64ᵉ régiment, un bataillon du 22ᵉ, et de forts détachements du 1ᵉʳ et du 34ᵉ. Le général Conchy, qui se trouvait à Tolosa porteur d'un congé pour aller en France, n'a pas voulu en profiter; il a demandé des troupes. Je lui ai donné le commandement de celles qui arrivaient de Tolosa.

Dès le 22 juin, il avait été donné des ordres en arrière jusqu'à Bayonne pour que les troupes des armées d'Espagne marchassent en hâte au-devant de moi. J'avais informé le ministre de la guerre de ce qui s'était passé le 21 à Vittoria; j'avais invité les commandants de Guetario, de Saint-Sébastien et de Bayonne à mettre leurs places en état de guerre; j'avais engagé le général L'Huillier à former des approvisionnements, et à rassembler des vivres sur la frontière.

Le 25, à la pointe du jour, les reconnaissances que le général Maucune envoyait sur la route de Villafranca ont été

repoussées; bientôt il a été obligé lui-même, par une forte colonne qui marchait en même temps par la grande route et par les crêtes des montagnes, d'évacuer Alegrio. Sa division est venue se former en réserve derrière Tolosa.

J'attachais une grande importance à la conservation de Tolosa. Il n'y avait plus sur les flancs de ma gauche de détachement sàrallier; mais, ignorant l'étendue de la perte que l'armée du roi avait éprouvée dans la journée du 21, j'ai supposé qu'elle ferait des efforts pour venir d'Yrursun à Tolosa; j'ai pensé qu'une forte canonnade entendue le 23 vers Huarte-Araquil avait pour objet de faciliter à l'armée ce mouvement, le seul qui pût lui conserver son artillerie de campagne. Je voulais pousser des troupes jusqu'au col de Locsembery, pour avoir des nouvelles et faire ma jonction. Ne pouvant plus faire de détachement, à cause de la marche de l'ennemi sur Alegrio, je voulais du moins tenir le plus longtemps possible à Tolosa.

A dix heures du matin, l'ennemi, partant d'Alegrio, s'est dirigé par sa droite dans les montagnes d'Alzo, pour arriver sur la route de Tolosa à Pampelune; il marchait en trois colonnes parallèles et concentriques. La première, formée de 10 bataillons portugais, a emporté la hauteur d'Ollaon, où il n'y avait qu'un poste, et où il y aurait eu un bataillon si les ordres que j'avais donnés eussent été exécutés. J'ai fait marcher à la rencontre de l'ennemi le 6e d'infanterie légère et le 69e, et je les ai fait soutenir par la brigade italienne. Un combat très-vif s'est engagé; il a duré tout le jour. Nos troupes n'ont pu reprendre la montagne d'Ollaon, mais elles ont empêché l'ennemi de suivre les crêtes qui descendent de cette montagne à Tolosa, et l'ont forcé de faire un long détour : c'était le principal objet que je me proposais. La seconde colonne était composée de la 1re division anglaise; la 3e colonne était composée des 4e et 5e divisions anglaises, restées en colonne sur la route de Vittoria avec une division de cavalerie anglaise; elles avaient envoyé quelques bataillons dans les montagnes à droite de la route. Le corps de

troupes qui nous était opposé était commandé par le général Graham (1).

Vers les cinq heures du soir, les colonnes ennemies avaient dépassé la route de Pampelune ; elles descendaient dans la vallée de Babura ; elles se présentaient pour attaquer de front la très-forte position d'Iagoz, qui suffisait pour tenir Tolosa, et où j'avais placé le 39e, le 76e et le 105e. Deux régiments anglais ont marché à cette position comme à un assaut ; il a suffi, pour les culbuter, d'envoyer contre eux les compagnies de voltigeurs. La brigade italienne et la 1re brigade de l'armée du Portugal étaient sur le point d'être coupées de Tolosa par le mouvement des Anglais ; elles ont fait retraite. Le 69e arrivait devant les portes de Tolosa en même temps que la tête de la colonne ennemie : il a fallu, pour passer, qu'il marchât dessus, et qu'il la fît refluer sur Ibara : il y a eu une demi-heure d'action très-chaude. Le 69e régiment est un des meilleurs de l'armée ; il a fait plusieurs feux de bataillon à bout portant ; il a dû charger à la baïonnette ; il est rentré à Tolosa sans éprouver une perte considérable. On doit les plus grands éloges à M. Guinard, colonel, et à M. Vincent, chef de bataillon ; ces deux braves officiers supérieurs méritent tous deux d'être récompensés.

Tolosa ferme hermétiquement le défilé entre la montagne d'Iagoz et le Rio-Oria ; la montagne était gardée, et les portes et barrières de la ville étaient fermées. Le bataillon du 22e de ligne, commandé par un excellent chef de bataillon, M. Desailli, garnissait les créneaux, les palissades et les fenêtres ayant vue sur la grande route de Pampelune. A sept heures du soir, la 1re division anglaise a tenté d'enlever Tolosa de vive force. Une colonne en masse a débouché par le vallon d'Ibara sur la route de Pampelune ; on l'a laissée approcher jusqu'à la porte ; on a fait sur elle un feu terrible qui a duré plus de huit minutes, et qui a battu plus de 500 hommes : les Anglais qui n'ont pas été tués ont re-

(1) Nous croyons que le général Graham n'avait avec lui que la 1re et la 5e division anglaises, et que la 4e n'y était pas.

broussé chemin. Alors la nuit commençait. On a, conformément à mes ordres, barricadé les portes et barrières. Les troupes qui occupaient Tolosa et la montagne d'Iagoz se sont retirées avec calme, et sans être poursuivies. Le chef de bataillon Desailli a rendu là un service essentiel.

Pendant que les Anglais se préparaient à attaquer Tolosa, quelques bataillons espagnols sont venus avec un petit canon, par les montagnes d'Albistier et Hernialde, attaquer la brigade Rouget, que j'avais chargée de défendre ma droite et couvrir le grand chemin de Vittoria. Cette brigade, composée de jeunes troupes, a fait un mouvement rétrograde et a éprouvé quelque perte. Le général Rouget a rallié ses troupes, les a fait marcher à l'ennemi, l'a culbuté, et n'a fait sa retraite qu'à nuit close, comme je l'avais ordonné.

Le combat de Tolosa nous a coûté 400 hommes, l'ennemi a perdu plus du triple; nous avons pris un officier et des soldats, qui nous ont dit que plusieurs officiers supérieurs anglais et portugais avaient été blessés. Le général Graham était à la tête des attaques; il croyait n'avoir affaire qu'à quelques troupes abandonnées ou découragées, il était loin de prévoir la résistance qu'on lui a opposée.

Dans la nuit du 25 au 26, nous avons pris la position d'Andoain. Cette position, couverte de front par Lorio et par le Rio-Luzaran, ne peut être tournée que par un mouvement fait au delà des crêtes qui séparent le Guipuscoa de la Navarre. Le 40ᵉ et le 101ᵉ, venant d'Irun, sont arrivés à Andoain. Le 62ᵉ régiment et le régiment Royal-étranger sont arrivés à Hernani. Les renforts successifs avaient porté mon corps de troupes à 16 mille baïonnettes, 400 sabres et 10 pièces de canon. Je regardais comme très-essentiel de faire ma retraite pied à pied, et de retarder la marche de l'ennemi vers les frontières de l'Empire.

Le 27, à la pointe du jour, j'ai fait partir le général Berlier pour Goyzenata avec le 40ᵉ et le 101ᵉ. Ce mouvement avait pour objet : 1° de m'empêcher d'être débordé par mon flanc gauche; 2° d'avoir des nouvelles de notre armée. J'ai, dans le même objet, dirigé le régiment Royal-étranger

d'Hernani sur le chemin de Berastegui. Le général Berlier m'a fait savoir, de Goyzenata, qu'une colonne de troupes françaises avait passé deux jours auparavant par San-Estevan.

Le corps du général Graham n'a pas dépassé Tolosa; les troupes espagnoles sont venues jusqu'à Villa-Bona.

Le 28, j'ai visité Saint-Sébastien, que j'ai trouvé en état de défense. La place n'avait presque pas de garnison; j'y ai mis le 22e et le 62e, les détachements du 1er et du 34e, et tous les canonniers et officiers d'artillerie qui étaient avec moi. J'ai laissé au général Rey, gouverneur, une garnison de 2,600 bons soldats; c'est ce qu'il faut pour défendre une place contre laquelle une seule attaque est possible.

Le même jour, j'ai communiqué avec le général Reille, général en chef de l'armée du Portugal; j'ai reçu ses ordres, et dès lors les mouvements du corps de troupes rentrent dans les opérations générales.

Je n'ai relaté que les combats principaux. Les troupes ont été assaillies continuellement par les fusillades des guérillas qui occupaient les montagnes sur nos flancs et derrière nous; plusieurs fois des détachements, marchant sur la grande route, y ont trouvé formés des compagnies et même des bataillons du Pastor, et ont été forcés de combattre pour arriver à leur destination.

Nous n'avons pas laissé en arrière un blessé, un malade, une voiture; nous avons emporté même les canons des blockhaus. Nous avons fait 9 lieues en quatre jours, étant suivis par un ennemi trois fois plus nombreux que nous; nos soldats étaient pleins d'allégresse et de confiance; ils ont combattu comme s'ils eussent été à la tête d'une armée de 100,000 hommes.

Il ne m'appartient pas de faire l'éloge de mon camarade, le général Maucune : sa capacité et son énergie sont assez connues pour que l'armée apprécie l'étendue des services qu'il a dû rendre dans les circonstances difficiles où nous nous sommes trouvés.

Je ferai connaître les personnes qui ont acquis des droits

plus particuliers aux récompenses, et je les solliciterai en leur faveur.

Il m'est impossible de joindre à ce rapport l'état des pertes, parce que le corps de troupes ayant été dissous, je ne puis pas me faire rendre des comptes par les régiments et bataillons qui ont été envoyés dans des divisions autres que la mienne.

Premier rapport du général Clausel.

« Pampelune, 13 juin 1813.

« Sire, après la prise de Castro, le général Foy se rendit à Bilbao, pour éloigner de cette place l'ennemi qui s'était approché d'elle en grand nombre; et le général Sarrut, voulant remplir les instructions que je lui avais fait parvenir, se rendit avec sa division à Orduna, pour suivre les mouvements de Longa et saisir le moment le plus favorable pour le surprendre et le combattre.

Le général Sarrut ayant appris que la troupe de Longa était postée dans la vallée d'Espejo, partit le 20 mai, et prit le chemin de Betunza, feignant de vouloir se rendre à Vittoria; mais Longa passa l'Èbre aussitôt à Puente-Lara, et alla se concentrer à Frias, ne laissant qu'une arrière-garde dans le lieu qu'il venait d'abandonner; et lorsque, le 21, le général Sarrut arriva dans la vallée d'Espejo, l'arrière-garde se retira par le même chemin.

Ce général jugeant que Longa ne pourrait s'établir en Castille, parce qu'il y avait des troupes à Briviesca, et qu'il serait obligé de repasser l'Èbre à Frias pour gagner le bassin de Medina de Gomar et Villercayo, prit, le 24, le chemin de Valpuesta et Boreda, et se rendit à Riolosa. L'ennemi avait alors jeté devant lui des partis de cavalerie, qui se retiraient toujours à mesure qu'il approchait. Le colonel Campi ayant été détaché pendant cette marche pour visiter plusieurs villages, y détruisit et enterra des dépôts d'armes et d'habillements.

Le général Sarrut apprit par quelques paysans que Longa se trouvait à Médina-de-Gomar avec ses 5 bataillons et ses petites pièces. Il marcha sur cette ville le 25; mais à peine fut-il arrivé sur les hauteurs qui la dominent de loin, qu'il aperçut la cavalerie ennemie se dirigeant sur Villercayo. La cavalerie était rangée en avant de Médina-de-Gomar, mais quelques coups de fusil suffirent pour l'éloigner. Cet endroit, ainsi que tous ceux par où passèrent les Français, était abandonné presque entièrement par les habitants. Le général Sarrut s'y arrêta, parce qu'il lui eût été impossible d'atteindre l'ennemi avant la fin du jour, et que ses troupes étaient fatiguées.

Le 26, le général Menne se porta vers Villercayo avec 3 bataillons; il aperçut l'infanterie ennemie sur les hauteurs du défilé de Siguenza; et pensant que Longa voudrait tenir cette position, il en fit avertir le général Sarrut, qui avança avec les 3 autres bataillons pour soutenir son mouvement. On envoya les voltigeurs s'emparer du pont de Siguenza, et bientôt après on vit l'infanterie ennemie en pleine retraite sur Reynosa; une seule compagnie de voltigeurs les poursuivit à plus d'une lieue de la colonne, sans pouvoir les atteindre.

Le général Sarrut sachant qu'il y avait dans les environs de Riolosa et Perex des ateliers d'artillerie et des magasins de munitions, fit fouiller, le 28, les bois qui entourent ces villages : on y trouva des objets de charronnage et des ferrures propres à l'artillerie, beaucoup de poudre, et deux tonneaux d'artifices en bon état, trois caissons chargés de projectiles, trois affûts de pièces de gros calibre, et un très-petit obusier avec son approvisionnement; vingt-quatre roues, cinq avant-trains, trois chèvres, une forge de campagne, et un grand soufflet. Le général Sarrut a fait transporter presque tous ces objets à Miranda sur quinze voitures; il fit mettre le feu aux boulets creux et détruire tout le reste.

Le 27 mai, après midi, le général Foy partit de Bilbao avec sa division, et vint s'établir à Miravalles et à Llodio; ses soldats étaient tous pourvus de trois jours de vivres.

Son but était de tâcher d'atteindre successivement le 1er bataillon de Biscaye, commandé par Mugartegui, établi à Villaro, et le 2e bataillon, commandé par Ortola, posté à Guernica (chacun de ces bataillons fort de 800 à mille hommes); ou, s'il ne pouvait pas les atteindre, il voulait les fatiguer par des marches et contre-marches continuelles, et provoquer par là une désertion considérable dans ces troupes, et détruire en outre leurs magasins et leurs hôpitaux.

Dans la nuit du 27 au 28, le général Foy dirigea le général Bonté, avec le bataillon du 6e léger et 2 bataillons du 69e, sur Ceanuri, à l'effet de couper au 1er bataillon de Biscaye la retraite sur Ubidea et sur Ochandiano; lui-même se porta avec 3 autres bataillons par Ceberio sur Villaro, Aranza et Dia, afin d'attaquer l'ennemi de front. Il rencontra les avant-postes espagnols à Ceberio : le 1er bataillon de Biscaye, averti par la fusillade, prit les armes et se retira sur Ochandiano, comme le général Foy l'avait prévu. Le général Bonté ayant été retardé par les grandes difficultés du chemin, ne put arriver à Ceanuri qu'au moment même où la queue de la colonne ennemie traversait le village. Les soldats se débarrassèrent alors de leurs sacs, et se jetèrent avec furie sur les Espagnols; ils les culbutèrent, et la moitié du bataillon s'enfuit dans les montagnes; on leur prit huit charrettes chargées de bagages et une partie de la musique. On détruisit le matériel de l'hôpital de Villaro, dont les malades avaient été évacués par leurs parents. Cette dispersion du 1er bataillon de Biscaye lui causa une perte de 300 hommes, qui profitèrent de cette occasion pour retourner dans leurs foyers.

Le 29, le général Foy plaça la 1re brigade à Berrig, et la 2e à Durango.

Dans la nuit du 29 au 30, le général Foy marcha avec la 2e brigade à Guernica, pour attaquer de front le 2e bataillon de Biscaye : il dirigea le général Bonté avec sa brigade sur Marquina, la Puebla de Anlestia, Yzpater et Lequeytio, pour couper la retraite à l'ennemi; et en même temps il fit venir sur Munguia et Borméo la brigade ita-

lienne commandée par le général Saint-Paul, pour empêcher l'ennemi de se retirer par la gauche du canal. Ortola et son bataillon se trouvait, par ces dispositions, pressé entre les troupes du général Foy, le canal de Borméo, et la mer.

La 2e brigade rencontra les avant-postes ennemis à Maniqueta, en même temps que la première brigade à Marquina. Ortola partit en toute hâte de Guernica, pour se porter à Lequeytio et à Ondarroa. La deuxième brigade le poussait toujours devant elle vers la mer. Le général Bonté ayant parfaitement exécuté le mouvement qui lui avait été tracé, arriva devant Lequeytio avec le 6e léger, et sur les hauteurs d'Yzpater avec le 1er bataillon du 69e, au moment même où le 2e bataillon de Biscaye marchait par le flanc dans un sentier, le long de la mer. Six des compagnies ennemies sortaient de Lequeytio pour aller à Ondarroa, et 2 autres étaient en arrière près d'Yzpater. Aussitôt que les voltigeurs et les carabiniers du 6e léger eurent aperçu les Espagnols, ils se précipitèrent sur eux du haut de la montagne, et les massacrèrent à coups de baïonnette. L'ennemi, adossé à la mer, pêle-mêle avec nos troupes, pensa peu à se défendre. 360 hommes, dont 27 officiers, ont été faits prisonniers; 200 hommes, parmi lesquels 5 officiers, ont été tués ou noyés : le commandant Ortola s'échappa, et il ne lui resta qu'un officier. Les 2 compagnies qui étaient en arrière, près du village d'Yzpater, se sauvèrent dans les montagnes. Plusieurs soldats se jetèrent dans les chaloupes qui se trouvaient sur la côte ; un brick anglais les recueillit.

Le général Foy n'eut aucun homme tué ou blessé dans cette affaire.

Il se loue beaucoup du courage et de l'infatigabilité de ses troupes. Il renouvelle la demande du grade de chef de bataillon, déjà faite, pour le capitaine Gingret, commandant les voltigeurs et les carabiniers du 6e léger, auquel une partie des succès de cette journée a été due. Il donne des éloges particuliers au zèle et à l'intrépidité qu'ont montrés MM. Bochot et Viret, officiers de voltigeurs; Neumayer et Lardière, officiers de carabiniers; et don Augustin Balaguer, lieute-

nant de la compagnie des chasseurs à cheval de Zamora, au service de Sa Majesté Catholique.

Outre le mal que le général Foy a fait au premier et au second bataillon de Biscaye, il a fait éprouver des pertes plus considérables encore au troisième bataillon dans les chasses qu'il lui fit donner dans le pays de Las-Encastaciones. Il fit détruire aussi un magasin d'armes et d'effets d'habillement que les insurgés avaient à Mundaga, leur grand hôpital d'Yzpater, et un dépôt de poudre qu'ils avaient à Redarona.

La garnison espagnole de Borméo eut le temps de s'échapper avant que les troupes italiennes y entrassent. Le général Saint-Paul fit détruire les ouvrages de fortification que l'ennemi avait élevés dans l'île d'Yzaro, située à 1,500 toises du continent; il fit disparaître aussi un escalier de 197 marches, par lequel on descendait du plateau de l'île à la mer. Un brick anglais, en croisière devant Borméo, s'opposa vainement à la destruction de ces ouvrages. Cette petite île avait été choisie par les Anglais et les Espagnols pour servir à ces derniers de dépôt de munitions et de vivres, pour y entasser les prisonniers, et même pour offrir un refuge aux troupes de l'insurrection, en cas de besoin. Déjà l'on y avait formé quelques approvisionnements de vivres.

Le général Foy, connaissant mes intentions à cet égard, a porté des troupes dans tous les ports de mer depuis Bilbao jusqu'à Guetaria : ainsi la côte est libre, depuis Bayonne jusqu'à Santona. Les bâtiments ennemis qui se trouvaient dans plusieurs de ces ports de mer se sont réfugiés à Santander.

Il faut peu de Français pour battre les troupes insurgées, mais il en faut beaucoup pour les prendre : leur pays étant entrecoupé par des rivières, des ravins et des chaînes de montagnes, elles ont les moyens d'échapper à nos poursuites. »

Deuxième rapport du général Clausel.

« Saragosse, 30 juin 1813.

« Sire, mes derniers rapports sont du 15. Les événements qui ont eu lieu depuis le 18 ne m'ont point permis de faire connaître à Sa Majesté les mouvements de mon corps d'armée.

J'appris le 11 au soir, à Puente-la-Reyna, que les Anglais entraient en campagne. Je partis aussitôt pour Pampelune, pour presser la rentrée dans cette place des divisions qui étaient éloignées, vers l'Aragon et les frontières de France; je pris en même temps des dispositions pour que le convoi venant de Bayonne, escorté par 2 mille hommes de la division Abbé, arrivât sans accident. Les divisions Vandermaësen et Taupin furent chargées d'éloigner l'ennemi de la route de Tolosa à Pampelune. Le convoi entra dans cette ville le 14 au soir.

Le 12, je reçus un billet du général Thouvenot, par lequel il m'annonçait aussi que les Anglais étaient entrés en opération, et avaient attaqué Salamanque. Je reçus, dans la nuit du 14 au 15, un billet de Votre Majesté qui me confirma cette nouvelle. Toutes mes dispositions étaient prises d'avance pour me reporter sur l'Èbre avec les divisions qui étaient en Navarre; j'expédiai en même temps l'ordre aux divisions qui étaient en Biscaye de se diriger sur Miranda et Puente-Lara, et d'y recevoir les ordres de Votre Majesté (1).

Le 15, M. Huot, aide de camp du général Camus, me porta une lettre de Votre Majesté, datée de Burgos le 9 juin. Votre Majesté demandait les troupes disponibles des armées du nord et du Portugal, et me prescrivait de les diriger sur Pancorbo. Déjà, avant cette lettre, les ordres étaient don-

(1) Les divisions Sarrut et Foy, de l'armée du Portugal, étaient en Biscaye : la première rejoignit l'armée à Puente-Lara ; la seconde ne dépassa pas Bergara, malgré les ordres que le roi lui envoya directement, et qui sans doute ne lui parvinrent pas.

nés pour que les divisions de la Navarre se portassent sur le point indiqué par Votre Majesté. L'aide de camp Huot m'annonça que celles des généraux Foy et Sarrut avaient reçu directement les ordres du maréchal Jourdan.

Le général Taupin, qui se trouvait dans les environs de Vittoria, avait écrit, le 15 et le 16, au général Thouvenot, qu'il ne partirait de Salvatierra que le 17, à cinq heures du matin, afin d'avoir le temps de recevoir les ordres que Votre Majesté aurait à m'envoyer (1). Le 17, j'expédiai de nouveau à Votre Majesté l'aide de camp Huot, pour lui annoncer que je me dirigeais sur Haro. Si j'avais trouvé, le 19 ou le 20, à Logrono, les ordres qu'on aurait pu m'envoyer, je serais encore arrivé à temps pour prendre part, le 21, au combat d'Arnitz, et qui a été suivi de la retraite de l'armée française (2).

Les divisions de la Navarre couchèrent le 18 à Estella, et le 19 aux endroits ci-après :

La division Taupin, à Poblacion; la colonne Abbé, à Torralba; la division Vandermaësen, à Sausol; la division Barbot, à Viana.

Je devançai moi-même ces troupes sur Logrono, où je ne trouvai aucun ordre pour moi; je sus que l'armée du centre, qui avait été cantonnée à Haro et environs, en était partie le même jour, se dirigeant vers Miranda.

Le 20, le général Taupin se porta à la Guardia, route de Logrono à Vittoria; et, n'ayant rien appris des troupes de Votre Majesté, il continua sa marche vers Sanlicente et Brinas, espérant se mettre en communication avec elles. Les autres divisions descendirent sur Logrono; j'envoyai une reconnaissance à Fuen-Mayor, pour avoir de ce côté-là aussi des renseignements sur les mouvements des troupes de

(1) Si cette division, au lieu de se diriger sur Logrono, eût marché sur Miranda, comme cela paraissait convenable, elle eût rejoint l'armée le 19.

(2) Le 19 au soir, le roi écrivit lui-même au général Clausel de presser sa marche sur Vittoria; il faut croire que la lettre ne lui parvint pas.

Votre Majesté; car ni le commandant des troupes à Logrono, ni l'intendant de la province, ne purent rien donner de positif. Un ordre du général Thouvenot à l'intendant de Logrono, daté du 18, lui prescrivant d'envoyer 30 mille rations de biscuit à Pancorbo, me fit penser que l'ennemi s'était réuni sur le haut Èbre, et que Votre Majesté y aurait porté ses troupes. J'étais en mesure de communiquer, le 21, avec Votre Majesté, à Miranda; mais les reconnaissances faites par diverses divisions m'ayant appris que l'ennemi avait forcé différents passages sur l'Èbre, et que l'armée française était vers la Puebla et Vittoria, les divisions prirent alors, par la Guardia et Penacerada, la direction de Vittoria.

La tête de colonne du général Taupin étant arrivée à Penacerada, il fut fait le rapport, à l'officier supérieur qui la commandait, qu'il y avait eu un engagement entre les deux armées depuis dix heures du matin jusqu'à six heures du soir, à la suite duquel les Français avaient évacué Vittoria. D'autres rapports, venus dans la nuit, confirmèrent cet avis, donné d'abord par un paysan.

La dernière lettre que j'avais reçue de Votre Majesté était du 9 juin; je n'avais trouvé aucun de ses ordres à Logrono, où j'espérais connaître les dispositions arrêtées par Votre Majesté. D'après cette ignorance absolue de renseignements, ma marche devait être incertaine; je ne voulus cependant pas m'en rapporter au dire des paysans, et je marchai, le 22, jusqu'à demi-lieue de Vittoria avec la cavalerie légère, échelonnant l'infanterie depuis le Puerto-Pipoon et Penacerada jusqu'à cinq quarts de lieue de Vittoria. Le colonel Desmichel, ayant poussé une reconnaissance jusqu'à deux portées de canon de Vittoria, me ramena des prisonniers, et j'acquis alors la certitude que les Anglais avaient obligé l'armée française à un mouvement rétrograde. Des paysans m'apprirent que Sa Majesté avait gagné Salvatierra et la vallée d'Araquil; mais que probablement elle serait sortie de Salvatierra le 22 au matin pour suivre la route de Pampelune, et que les Anglais étaient à sa poursuite. Cependant,

j'espérais pouvoir rejoindre encore l'armée de Votre Majesté dans la vallée d'Araquil; je rétrogradai sur Logrono, où je disposai mon artillerie.

Le 24, étant à Santa-Cruz et vers Amescoas, je sus positivement que les armées ne s'étaient point arrêtées dans la vallée d'Araquil; qu'elles continuaient leur mouvement vers Yrursun, et qu'une colonne ennemie s'était détachée du gros de l'armée pour se porter à Estella, et rendre ainsi impossible la réunion de mon corps d'armée avec les troupes de Votre Majesté. Ces deux pointes, l'une sur Vittoria, l'autre vers la vallée d'Araquil, durent naturellement attirer l'attention de l'ennemi sur moi. Par l'occupation d'Estella, ma position devenait fâcheuse; je me trouvais seul derrière et au milieu des colonnes ennemies, et je ne devais pas perdre un instant pour en sortir. Je regagnai Oyon, Viana et Logrono, pour préparer l'évacuation de cette place, et passer, s'il le fallait, sur la rive droite de l'Èbre. Je fis marcher sur le pont de Lodosa pour y arriver avant l'ennemi, qui espérait m'enfermer entre les montagnes de Santa-Cruz et l'Èbre, et les colonnes qui s'étaient mises à ma poursuite. Le pont de Lodosa fut occupé par 2 bataillons de la division Vandermaësen, le 25 au soir.

Le village de Sesma, sur la route de Lerin à Puente-la-Reyna, fut occupé par 400 hommes; l'ennemi dut croire que mon intention était de me diriger sur Pampelune par Puente-la-Reyna, et il fit en conséquence ses dispositions pour m'attaquer pendant ma marche. Plusieurs ponts sur l'Ega venaient d'être coupés, et ceux sur l'Arga étaient disposés pour l'être; il eût été plus qu'imprudent de s'acheminer directement sur Pampelune par Puente-la-Reyna, d'autant que je pouvais avoir affaire à un ennemi bien supérieur en nombre, qui m'eût assailli de tout côté, et m'eût mis, comme il le croyait, dans une position désespérée. Il s'était flatté de prendre le corps d'armée tout entier, et, partout où je passais, les 24 et 25, les paysans demandaient si nous venions rendre les armes.

A peine fus-je maître du pont de Lodosa, que je fis éva-

cuer Logrono. Le corps d'armée soutint son avant-garde à Sesma, et vint s'échelonner entre Sesma et Lodosa. La garnison de Logrono nous ayant rejoint, je fis prononcer le mouvement sur Lodosa; et l'ennemi, qui nous attendait sur l'Ega, nous vit lui échapper, et connut son erreur. Nous couchâmes à Calahorra; le 26, à Tudela. L'ennemi nous suivit avec mille chevaux et quelque infanterie; il y eut un léger engagement entre sa cavalerie et la nôtre à Alfaro. Les motifs qui m'avaient déterminé à ne pas me rendre de Logrono à Pampelune par Puente-la-Reyna étaient encore les mêmes, et ne me permettaient pas de m'y porter par Tasalla. Je me serais trouvé encore, après avoir passé Caparosso, entre les rivières d'Aragon et de Larga, qui n'étaient point guéables, et la montagne del Pardon, à trois ou quatre lieues de Pampelune, qui pouvait être occupée par l'ennemi plus tôt que par nos troupes. La seule ressource qui me serait restée pour lui échapper eût été celle d'abandonner mon artillerie, de remonter l'Aragon jusqu'à ce que j'eusse pu le passer, et de me porter toujours à Saragosse, où je suis arrivé sans autant de danger par la rive droite de l'Èbre.

Dès le 24, je perdis l'espoir de me réunir à Votre Majesté. Je crus devoir, en m'approchant de l'ennemi, attirer son attention sur moi pendant quelque temps, pour donner aux troupes de Votre Majesté celui d'exécuter plus tranquillement leur retraite. Je pris en même temps les mesures nécessaires pour assurer celle de mon corps d'armée. Je pensai qu'un mouvement de mes troupes sur Saragosse devenait indispensable dans cette circonstance, pour que l'armée du maréchal duc d'Albuféra, que je savais être toujours à Valence, ne fût point compromise dans la marche qu'elle aura probablement à exécuter. Je me suis donc rendu à Saragosse lorsque j'ai cessé d'être utile à Votre Majesté : ce mouvement est d'ailleurs conforme à ses instructions et à celles du ministre de la guerre.

Par une lettre que j'ai trouvée à Tudela, le maréchal duc d'Albuféra réclame l'appui de mon corps d'armée; et maintenant que l'armée de Votre Majesté est sur les frontières

de France, qu'on annonce un détachement de l'armée de lord Wellington sur celle du général Murray pour obliger le duc d'Albuféra à quitter sa position sur le Xucar, je ne quitterai moi-même Saragosse qu'après avoir reçu des ordres de Votre Majesté, et avoir connaissance du mouvement des troupes ennemies qui sont sur la rive droite de l'Èbre, et de celles qu'on dit se réunir à Tarazon et à Calatayud.

J'espérais trouver ici des ordres de Votre Majesté, et connaître ses intentions relativement à la destination qu'elle veut donner à mon corps d'armée. La route de Pampelune ne m'étant pas ouverte par Puente-la-Reyna ni Taffala, ce n'est qu'ici ou à Jaca que les ordres qui me regardent peuvent m'être envoyés.

Dès le commencement de juin, j'ai assuré l'approvisionnement de Pampelune pour plusieurs mois; je me suis porté à marches forcées sur le haut Èbre, pour participer aux événements que je prévoyais devoir s'y passer; après plusieurs mouvements, je me suis rendu à Saragosse, où je resterai jusqu'à ce que j'aie reçu de nouveaux ordres, ne croyant pas devoir laisser libre un aussi grand intervalle entre les armées qui sont dans le nord de l'Espagne et le duc d'Albuféra. »

Rapport de Suchet à Joseph.

« Tortose, 21 juin 1813.

« Sire, j'ai informé Votre Majesté de l'embarquement de l'armée anglo-sicilienne à Alicante, de son départ de cette place le 31, et de son arrivée le 2 juin sous Tarragone. L'armée, mise à terre pendant la nuit, s'empressa d'investir le fort de San-Felipe au col de Balaguer, et l'enceinte sans fossés qui constitue aujourd'hui la défense de Tarragone, les forts et ses vastes fortifications ayant été rasés, les fossés comblés par ordre de l'Empereur. Le feu de plusieurs batteries commença le 3; pendant cinq jours Balaguer,

battu, fit une résistance honorable, et tua ou blessa à l'ennemi 300 hommes.

Le 7, au matin, l'explosion du magasin à poudre entraîna la reddition du fort de San-Felipe. Ainsi le commandant perdit en un instant ses titres à la bienveillance de l'Empereur, et mérita qu'une enquête fût ordonnée sur sa conduite.

L'ennemi, par un feu soutenu de terre et de mer, accablait Tarragone.

Au départ de l'armée anglo-sicilienne, le duc del Parque, avec 18 mille hommes, était venu de la Caroline remplacer le général Murray dans son camp de Castalla; Elliot, avec le 2e corps espagnol, serrait mes postes.

Dès que je fus informé que la flotte ennemie avait mis à la voile, je chargeai le général Decaen de réunir ses troupes pour tomber sur les Anglais; il a exécuté avec empressement cette disposition, et au premier avis a détaché de Girone la brigade Beurman sur Barcelone, où elle arriva le 10 juin. Dès le 2 juin, j'avais fait partir d'en avant du Xucar la division Musnier et les brigades Pannetier et d'Aigremont; elles se portèrent à marches forcées sur Tortose. J'appris à dix lieues de Valence que le fort de Balaguer avait capitulé. Je perdais la seule route à canon par laquelle je pouvais opérer; mais il m'importait d'arrêter les succès de l'ennemi, et je me rendis à Tortose le 10. Ma tête de colonne avait culbuté les dragons anglais près de Perollo; le 11, mes troupes arrivèrent. Je poussais, le 12, sur la route de Tarragone, et, ne pouvant opérer par la grande route, je me déterminais à chercher un sentier à travers des montagnes impraticables, afin d'annoncer mon arrivée à la brave garnison de Tarragone, qui repoussait toute sommation et se défendait avec une haute valeur. En effet, le 12, je couronnais les montagnes de Feu; et poussant, le 13, au delà du village de Valledellos, mes troupes pouvaient voir et être vues de Tarragone. En même temps, le général Maurice Mathieu, parti de Barcelone, poussait jusqu'à Arbos. La résistance de la place et la marche des colonnes de Valence et de Barcelone épouvantèrent l'ennemi, et le forcèrent

à lever précipitamment le siége et à rembarquer la plus grande partie de ses troupes, abandonnant sous la place 27 pièces de canon et une immense quantité de bombes, boulets ou obus, qui sont rentrés dans Tarragone.

Le convoi de 180 voiles sortit du port de Sallon, et vint au mouillage sous Balaguer. Le 14, je fis avancer des troupes pour reconnaître le fort. Quelques bataillons en défendaient les approches, et la flotte nous fit essuyer un feu plus bruyant que meurtrier. Sur Valledellos, les dragons anglais étaient maltraités par les chevau-légers westphaliens, et le 5e d'infanterie légère faisait replier cinq bataillons anglais sous Hospitalet et sous le feu des vaisseaux. Le 15 et le 16, de légères escarmouches, et le rapport de 25 déserteurs, me prouvèrent que l'ennemi, couvert par le fort de Balaguer ou embarqué, s'était mis hors de toute atteinte de la part d'une armée de terre.

Pendant que j'opérais en Catalogne, j'avais laissé le général Harispe avec les 2e et 3e divisions en avant du Xucar. En m'éloignant, je lui ordonnai de reployer ses postes et de venir s'établir derrière le fleuve, dans des ouvrages préparés dès longtemps. Ce mouvement s'opérait avec précision, lorsque, le 11, le général Elliot, avec une nombreuse cavalerie, voulut presser notre arrière-garde. Le général Mesclop, qui la commandait, se retourna, et, à la tête d'un escadron de hussards, chargea l'ennemi, fit tuer ou blesser 50 hommes, et en ramena 60 et autant de chevaux prisonniers : le colonel Oranan fut du nombre. Le 13, une double attaque sur les ponts d'Albérique et sur Alicara commença dès le matin. Le général Harispe soutint, une partie de la journée, les démonstrations de l'ennemi. Une vive canonnade eut lieu, mais l'ennemi refusa de s'engager. Le duc del Parque, avec les divisions du prince Anglona et de l'Anglais Roche, attaquait, en deux colonnes, le général Habert en avant de Carcagente : celui-ci n'hésite pas de se porter à l'ennemi à la tête d'un escadron de hussards et du gros des 14e et 16e de ligne; il aborde et enfonce l'ennemi dans les rues et dans les jardins de Carcagente. La mêlée est vive : plus de 400 Espa-

gnols sont tués ou blessés, 700 hommes et 30 officiers sont faits prisonniers, le drapeau du régiment de Cramana enlevé, et l'ennemi mis dans une déroute complète. Depuis ce moment jusqu'au 18 au soir, l'ennemi, malgré son nombre, n'avait rien entrepris sur les troupes de Valence.

La flotte expéditionnaire a continué de mouiller sous Balaguer, tenant quelques bataillons sous Hospitalet et le fort. Mes troupes opérant dans le désert, je m'étais décidé d'approcher d'Ampolla, sur la route de Tarragone, pour leur procurer de l'eau, dont depuis deux jours nous étions privés, lorsque j'ai été informé que le général Maurice Mathieu, instruit de la levée du siége de Tarragone, s'était avancé jusqu'à cette ville et à Reuss.

Je persistais encore à prolonger mon séjour en Catalogne pour démêler les projets de l'ennemi, qui a tant de facilité pour me devancer sur Valence et y écraser les forces que j'ai laissées, lorsque, hier, j'ai appris que les Anglais s'étaient décidés à faire sauter le fort de Balaguer, après l'avoir désarmé. Cette résolution, qui entre dans un de mes projets, me prouve que l'ennemi ne veut pas renouveler ses attaques sur Tarragone, ni agir sérieusement en Catalogne, et m'indique assez ce qui me reste à faire.

Ainsi, la première opération des Anglais, sur une ligne de 80 lieues, s'est bornée à la prise d'un petit fort et d'une garnison de 83 soldats français, tandis qu'ils ont perdu en tués, blessés, prisonniers ou déserteurs, 1,600 hommes et un drapeau, qu'ils ont levé le siége et abandonné 27 pièces d'artillerie devant une place démantelée, privée de forces, faiblement armée, mais défendue par une petite mais bien valeureuse garnison. C'est avec empressement que j'appelle les bontés de Sa Majesté l'Empereur sur le 1er bataillon du 20e français, qui s'est couvert de gloire dans cette occasion, après avoir montré, par sa vigueur et sa persévérance à surmonter tous les obstacles, qu'il était digne de la bienveillance de l'Empereur.

P. S. J'apprends dans l'instant que la flotte ennemie a fait des signaux toute la nuit, et que déjà dix gros vaisseaux

sont à la hauteur de l'embouchure de l'Èbre. J'écris au général Decaen d'ajourner la mesure sur Tarragone, et de faire des efforts pour y faire entrer ce qui lui manque ; je me charge de la secourir en argent.

2e *P. S.* Il est dix heures, et je suis informé que la flotte a marché toute la nuit, ce qui lui donne une grande avance sur mes troupes. Je crains que les Anglais ne soient mis à terre avant mon arrivée à Valence; je forcerai de marche pour tirer de ma position le parti le plus convenable. »

NOTE B (page 176) (1).

Du 1er janvier au 9 mars. — Il ne s'est passé aucun événement important dans le commencement de l'année, eu égard à la situation intérieure de l'Espagne. Les esprits ont été uniquement occupés du nord de l'Europe. Le 29e bulletin, qui contient l'histoire des désastres de l'armée de Russie, ne nous est parvenu que le 6 janvier, par la voie de Valence.

La nouvelle de ces événements a porté l'effervescence contre nous en Espagne au dernier période, et jamais la situation du roi ne fut plus critique (2). L'Empereur, obligé de retirer beaucoup de troupes d'Espagne et tout ce qu'il y avait de mieux en cavalerie, a reconnu l'impossibilité de continuer à occuper la capitale de ce royaume; il prescrit au roi de se retirer au delà du Duero, et de porter son quartier général à Valladolid; de concentrer autant que possible l'armée, pour la mettre en état de s'opposer aux progrès

(1) Cette note est indiquée par erreur sous les lettres A et B dans le texte.

(2) Le 29e bulletin avait fait connaître assez clairement les désastres des armées françaises; en outre le général Desprez, envoyé de Valence à Moscou, et de retour à Paris, adressa au roi des détails encore plus affligeants, par un rapport reçu à Madrid au commencement de février.

des Anglais. Les mouvements ont commencé dans les premiers jours du mois de mars, et l'armée se rapproche insensiblement du Duero. Le maréchal Soult, qui est rappelé par l'Empereur, est passé le 2 mars à Madrid, accompagné d'un immense convoi qui porte, *dit-on*, de grandes richesses; il a vu le roi un moment: l'entrevue a été assez froide.

En attendant l'exécution des ordres donnés pour les mouvements militaires, le roi prolonge son séjour à Madrid, et en partira à la dernière extrémité, décidé à suivre toutes les chances de la guerre, quelque peu favorables qu'elles se présentent pour lui.

16 *mars*. — Les nouvelles arrivées aujourd'hui des mouvements des armées ne permettent plus au roi de prolonger son séjour; et il se mettra en route demain pour Valladolid, emmenant avec lui ses ministres et l'armée, laissant seulement une division avec une partie de l'administration publique. Le plan de la campagne est de rester sur la défensive, et de replier successivement la portion de l'armée du midi qui est encore sur le Tage, et celle du Portugal qui occupe la province de Salamanque, au delà du Duero, à mesure que les Anglais se montreront sur le Tage et sur la Tormès.

17 *mars*. — Le roi est parti de Madrid, à sept heures du matin; on a couché à Galapagar.

23 *mars*. — Après avoir passé successivement à Ségovie, Olmedo, on est arrivé à Valladolid, où l'on s'arrête, et où l'on doit rester tant que les mouvements des ennemis le permettront.

26 *mars*. — Le général Lucotte et le général Desprez nous ont rejoints à Valladolid.

29 *mars*. — Des dispositions ordonnées directement par l'Empereur, et exécutées sans le concours du roi, sont de nature à diminuer toutes les chances de succès dans le cas où nous serions obligés de combattre. On resserre les régiments de nos armées, on les réduit à ne compléter qu'un bataillon pour chaque 840 hommes, et on envoie en France les cadres des autres bataillons pour y recevoir des conscrits.

Ainsi, on désorganise en quelque sorte les corps qui sont en Espagne, en les privant des sous-officiers et des vieux soldats, l'âme des compagnies. On a évalué à 30 mille la diminution qu'éprouvèrent ces corps, dont 1,200 officiers et 6 mille sous-officiers (1).

D'après cette diminution, la totalité des forces françaises en Espagne, qui au commencement de l'année était encore de 170 mille hommes, se trouvait réduite à 120 mille hommes au plus; de ce nombre, 55 mille, sous le commandement du maréchal Suchet, occupaient Valence, la Catalogne et l'Aragon; 6 à 7 mille environ, sous le nom d'armée du nord, se trouvaient dans la Biscaye et la Navarre; le reste, c'est-à-dire 75 à 78 mille hommes, composaient les armées du midi, du Portugal, et du centre. C'étaient ces dernières armées seules que l'on pouvait réunir sur le Duero.

13 *avril.* — Un aide de camp du général Gazan, commandant l'armée du midi depuis le départ du maréchal Soult, annonce qu'une conspiration formée pour enlever le roi ou s'en défaire a été découverte. Un Portugais nommé Souza, officier d'état-major du duc de Dalmatie, était à la tête de ce complot. Il a été arrêté, jugé et fusillé à Madrid. Je ne sais rien de plus, et je n'ai pas appris depuis d'autres détails.

24 *avril.* — On a reçu aujourd'hui des numéros de la *Gazette d'Alicante*, qui rapportent, sous les dates des 17, 22 et 24 mars, une lettre écrite en France au ministre des relations extérieures par M. de Laforest, ambassadeur. Cette lettre est datée du 21 octobre, de Valence; elle contient le détail d'une conversation fort extraordinaire que cet ambassadeur avait eue avec M. d'Azanza après notre départ

(1) Le comte de Mélito ne s'occupe ici que de l'Espagne, et ne songe pas à la France. On ne pouvait encore se figurer, autour du roi Joseph, que nos pertes étaient aussi considérables. Le malheur ne fut pas d'avoir enlevé 30 mille hommes aux armées de la Péninsule, mais de n'avoir pas abandonné de suite tout le pays jusqu'aux Pyrénées, pendant qu'on pouvait encore le faire : la France aurait bénéficié de 120 mille bons soldats.

de Valence. (Ils s'y trouvaient effectivement tous les deux, et ils y restèrent jusqu'à notre retour de Salamanque, après la poursuite des Anglais.) Cette conversation avait pour but d'engager M. d'Azanza à entrer dans les vues de l'Empereur, qui tendaient à réunir à l'empire français la portion de l'Espagne jusqu'au Duero. Cette lettre a été démentie par M. le comte de Laforest, quoique le style soit assez analogue à sa manière d'écrire, et que véritablement la lettre porte sur un fait réel, la résistance opposée par M. d'Azanza et par M. O'Ffarill à tout projet de réunion à la France; résistance qui n'était point manifestée aussi vivement par les autres ministres. Quant à moi, mon opinion personnelle a toujours été que le fond de la lettre était vrai. On se rappellera peut-être des circonstances qui pourront éclaircir ce doute. Enfin, je remarquerai qu'on ne fut pas parfaitement content du désaveu donné par M. de Laforest, parce que la note donnée officiellement niait seulement que la lettre eût été écrite, sans nier l'opinion sur laquelle elle reposait.

Au surplus, voici l'extrait littéral de cette note à M. d'Azanza :

« Votre Excellence a eu la délicatesse de me remettre « elle-même les gazettes dans lesquelles on a inséré une let- « tre supposée de moi, et qui avait été interceptée. Votre « Excellence a judicieusement observé que cette lettre est « adressée à M. le duc de Cadore, qui depuis longtemps n'est « plus ministre des relations extérieures; qu'elle n'a point « de numéro, qu'elle n'est point chiffrée; qu'aucun courrier « n'a été intercepté pendant mon séjour à Valence; qu'à la « date du 21 octobre j'étais atteint de la maladie dange- « reuse qui m'a forcé de demander un congé pour me « rendre en France. En conséquence, je n'hésite pas à « désavouer la lettre... D'ailleurs elle est contraire aux ins- « tructions de l'Empereur : car tous les Espagnols doivent « savoir que ce sont les Anglais qu'il faut accuser si l'on n'a « pas encore décidé clairement la question de l'intégrité de

« l'indépendance de l'Espagne. Enfin, dans cette rapsodie, « on n'a pas su imiter aussi adroitement le style qu'on avait « imité celui de Votre Excellence dans les lettres qu'on lui « a attribuées il y a deux ans, et qu'elle a été aussi dans le « cas de démentir. »

2 *mai.*— Presque immédiatement après avoir remis cette note, l'ambassadeur a pris congé, et est parti pour France aujourd'hui.

11 *mai.*—Les derniers événements qui ont eu lieu à Cadix, et qui ont amené successivement le changement de la régence et une diminution de l'influence des Anglais, ont fait croire que la disposition des esprits avait pris une meilleure direction en faveur du roi. Effectivement, ces bruits se sont confirmés par une nouvelle qu'on a reçue aujourd'hui. On mande au roi qu'un corps assez nombreux d'insurgés qui se trouve dans la Manche demandait à rentrer en grâce. Cette ouverture a été saisie avec beaucoup d'avidité, et le roi a fait partir son aide de camp (le général espagnol Viruez) pour s'entendre avec ce corps. On attend avec impatience son retour, afin de connaître positivement à quoi s'en tenir sur un événement aussi extraordinaire qu'imprévu, et qui amènerait un grand changement dans notre position.

17 *mai.* —Les mouvements des armées ennemies se prononcent; il paraît que de notre côté on a reconnu l'impossibilité de défendre la ligne du Duero, quelque avantage qu'elle présente. Ainsi, d'un moment à l'autre, on doit s'attendre à partir.

23 *mai.*— On a reçu aujourd'hui la nouvelle officielle de la victoire remportée par l'Empereur à Lutzen; on espère que cette victoire amènera la paix. Puisse cette paix arriver assez à temps pour nous tirer de la position critique où nous sommes!

Du 25 *au* 27 *mai.*—Les mouvements des ennemis sont de plus en plus sérieux. On a donné aujourd'hui des ordres pour l'évacuation de Madrid, disposition un peu tardive, et qui nous retiendra probablement à Valladolid pour attendre

son exécution plus qu'il ne conviendrait peut-être aux intérêts de l'armée (1).

31 *mai*. — Les inquiétudes causées par les mouvements des ennemis s'accroissent; on est déterminé à faire partir demain un grand convoi pour Burgos. Madrid a été évacué dans la nuit du 27 au 28 mai.

2 *juin*. — Le convoi est parti à trois heures du matin pour Burgos, et le roi est parti à trois heures après midi pour aller coucher à Cigalès.

2 *et* 4 *juin*. — Séjour à Cigalès pour attendre les convois venant de Madrid avec les troupes qui les accompagnent, retard qui n'a pas été sans danger, l'ennemi ayant fait un mouvement sur l'avant-garde de notre armée, qui est encore sur le Duero.

Le convoi de Madrid est enfin arrivé dans la soirée du 4, et on l'a fait filer, sans prendre de repos, sur Duenas.

7 *juin*. — L'armée s'est mise en pleine retraite; l'armée anglaise marche sur nous : ses avant-postes étaient aujourd'hui entre Cigalès et Duenas. Toute notre armée passe aujourd'hui la Pisuerga. Le quartier général du roi s'est porté à Palenzuela.

9 *juin*. — La retraite continue; nous sommes arrivés aujourd'hui à Burgos; l'ennemi est presque en présence.

11 *juin*. — Le roi est sorti pour reconnaître une position où l'on paraissait décidé à attendre l'ennemi pour le combattre sur la rivière de Vierna, en appuyant la gauche à l'embouchure de cette petite rivière dans l'Arlanzon, et la droite à Quintana-Orduna.

12 *juin*. — On a renoncé à l'idée de combattre dans cette position, et l'on s'est déterminé à quitter Burgos après avoir fait sauter le fort.

(1) Il ne faut pas oublier que le général Gazan avait depuis longtemps, du roi, l'ordre de prescrire au général Leval d'évacuer Madrid dès qu'il s'apercevrait d'un mouvement de l'ennemi; et que le général Gazan, au lieu d'agir ainsi, vint à Valladolid demander à Joseph de nouvelles instructions à cet égard, chose fort inutile et très-fâcheuse.

13 *et* 15 *juin.* — Retraite jusqu'à Pancorbo.

16 *au* 19 *juin.* — Voici ce qui s'est passé depuis notre départ de Burgos. A notre arrivée dans cette ville, on parut hésiter si l'on tiendrait devant l'ennemi. Quelques opinions se manifestaient assez hautement pour ce parti, comme le plus honorable (1). Il était facile de faire incliner le roi vers cette idée, qui le flattait plus que toute autre. C'est par suite de cette hésitation que l'on a passé trois jours à Burgos, que l'on a cherché à reconnaître une position propre à attendre l'ennemi, et à compenser, par les avantages d'un terrain choisi à l'avance, l'infériorité du nombre. Mais il fallut bientôt revenir à l'opinion du maréchal Jourdan, que l'ennemi ne cherchait point à nous combattre, qu'il n'avait d'autre objet que de manœuvrer de manière à nous faire quitter toutes nos positions, et, s'il était possible, d'arriver avant nous sur nos communications avec la France. En effet, ses mouvements prononcés sur notre droite par Santivanès ne laissaient aucun doute sur ses véritables intentions. Nous quittâmes ainsi Burgos le 13 juin; nous arrivâmes à Briviesca le 15, à Pancorbo le 16. Les mêmes doutes se manifestèrent. On prétendit de nouveau que l'ennemi n'oserait jamais s'engager au delà de l'Èbre, dans un pays de montagnes; qu'il jetterait tout au plus quelques corps espagnols dans cette direction, et que nous aurions en face de nous ses principales et meilleures forces. Un général (le comte Gazan) alla même jusqu'à dire qu'il faudrait payer l'ennemi pour prendre ce parti. Cette question fut longuement débattue : heureusement, l'opinion contraire l'emporta, et l'événement prouve qu'elle était la mieux fondée. On quitta Pancorbo et ses défilés, inutile barrière, puisqu'elle peut être tournée de tous côtés; et l'on partit le 16, à 7 heures du matin, pour Miranda de Ebro, où le quartier général est établi.

Après cinq ans de guerres et de troubles, nous voilà au même lieu où nous étions en 1808.

(1) Les généraux de l'armée du midi, et particulièrement le comte Gazan qui la commandait, le comte d'Erlon, etc.

Le 17, on séjourne à Miranda. Les rapports annoncent que l'ennemi porte ses forces sur notre droite ; on présume qu'il a l'intention de tourner notre droite par un mouvement sur Bilbao.

Les armées françaises sont placées ainsi : l'armée du midi à Pancorbo, celle du Portugal à Puente-Lara et Espejo, l'armée du centre à Haro, le quartier général du roi à Miranda.

Le 18, l'ennemi se montre sur notre droite et attaque la division Maucune : il y a eu une affaire peu sérieuse; cependant le 86e régiment a beaucoup souffert. Cet événement a fait changer la résolution que l'on avait prise de porter le quartier général du roi à la Puebla. Après s'être mis en route pour ce mouvement à quatre heures du soir, on est revenu coucher à Miranda.

Le général Bigarré arrive aujourd'hui ; il apporte les *Moniteurs* du 9, du 10 et du 11 juin, contenant la nouvelle de l'armistice conclu entre les armées combinées russe et prussienne et l'armée française.

Le 19, parties de Miranda à deux heures du matin, les trois armées se sont réunies et ont pris la même direction, c'est-à-dire la grande route de Miranda à Vittoria ; un corps de l'armée du Portugal, que le maréchal Jourdan a fait jeter sur notre droite pour éclairer notre mouvement, s'est porté parallèlement à la grande route, et a eu un engagement avec deux colonnes de l'armée anglaise qui se sont dirigées, l'une par le chemin de traverse d'Osma à Vittoria, l'autre sur la route de la Puebla d'Arlanzon.

On a entendu le canon et la fusillade sur les quatre heures du soir. Le roi s'est arrêté à 2 lieues environ avant Vittoria, où nous sommes arrivés à huit heures du soir.

On avait pensé d'abord à porter sur notre droite, vers Puente-Lara et Espejo, les deux armées du Portugal et du centre (1). Si on se fût arrêté à cette idée, qui était excel-

(1) On opposa à cette idée la difficulté des subsistances, surtout l'opinion où l'on était que l'ennemi ne viendrait jamais de ce côté en forces.

lente, on aurait pu arrêter le mouvement de l'ennemi, ainsi qu'on va le voir.

Ces dispositions faites, on apprit bientôt officiellement que l'ennemi avait en effet passé l'Èbre à Villercayo, qu'il descendait ce fleuve et se portait sur Espejo, et de là sur la route d'Osma et d'Orduna, pour déborder notre droite et continuer l'exécution de ce projet. On sut aussi, par l'engagement qui eut lieu, le 18, entre la division Maucune et trois divisions anglaises, que les principales forces de l'ennemi étaient de ce côté; que lord Wellington y était lui-même, et qu'il n'avait laissé que des Espagnols sur la grande route de Burgos à Miranda. Il n'y avait donc plus à hésiter; l'armée du Portugal seule était insuffisante pour tenir; il fallait même une très-grande célérité pour réunir les armées et les porter sur la grande route de Vittoria, avant que l'ennemi nous y devançât : c'est ce qui s'exécuta dans la journée du 19, avec succès; car les Anglais, après avoir eu connaissance de notre mouvement, avaient fait un gros détachement qui pouvait se porter sur la Puebla, nous prendre en flanc au passage du défilé, et couper l'armée. La précaution de laisser un corps de l'armée du Portugal sur notre droite, et de lui faire suivre dans les montagnes une marche parallèle à la grande route, où il devait rejoindre le gros de l'armée dans les environs de Vittoria, avait été très-utile. Ce corps eut avec l'ennemi, dont il déconcerta les projets, un engagement durant lequel toute l'armée eut le temps d'arriver en deçà des défilés; et le 19, à cinq heures du soir, elle était en mesure. L'ennemi ne put entamer ce corps, qui fit sa retraite en bon ordre (1).

Les armées ont pris position à cheval sur la grande route de la Puebla à Vittoria; cependant, avec les principales forces à droite de cette route, on se regardait le soir comme en état de résister à une attaque directe; mais il est encore

(1) Cette manœuvre, qui présentait de grandes difficultés, avait été conduite avec beaucoup d'habileté par le maréchal Jourdan; il s'agissait de réunir en un seul jour une armée disséminée sur huit lieues de terrain, devant un ennemi nombreux.

incertain si l'ennemi n'a fait qu'une simple démonstration pour nous arrêter un moment, et s'il continue toujours le projet de nous déborder sur notre droite afin d'atteindre Bilbao, et de là se porter sur nos communications avec la France; ou s'il est résolu à tenter une bataille avec la supériorité des forces qu'il a sur nous. Au fait, on doit considérer cette journée comme heureuse, puisqu'elle a tiré l'armée d'une situation qui pouvait devenir funeste, et où nous avait entraînés la diversité d'opinions entre les principaux chefs de l'armée.

20 *juin.* — On fait partir demain de grand matin le convoi qui est réuni ici, et qu'on aurait sans doute bien fait d'envoyer plus tôt vers la France.

Il paraît que l'on se détermine à attendre l'ennemi, s'il vient nous attaquer. Le corps du général Clausel est à Logrono; on craint de le laisser compromis si on partait d'ici avant son arrivée; mais quoiqu'on ait eu la précaution d'envoyer à ce général l'ordre de presser sa marche pour arriver sur le champ de bataille demain de bonne heure, il est tellement important qu'il soit prévenu assez à temps pour venir prendre part à l'action, si elle a lieu, qu'on a la pensée de lui envoyer cet ordre par un régiment ou deux de cavalerie, vu la difficulté des communications, à cause des guérillas. Cependant l'ennemi, dans l'intervalle, pouvait se présenter; on avait besoin de tenir toutes les forces réunies pour résister, en cas d'attaque, à des forces infiniment supérieures, et on ne suit pas cette idée. D'ailleurs, on avait été obligé de détacher la division Maucune pour escorter le convoi; elle était forte de 3 mille hommes.

Il y a eu ce soir, vers cinq heures, un engagement sur notre droite, à peu près dans la direction de la route de Vittoria à Bilbao, c'est-à-dire tout à fait en arrière de nos positions. L'ennemi prolonge sa ligne sur notre droite; cette manœuvre annonce qu'il veut combattre demain.

21 *juin.* — Cette journée sera malheureusement célèbre, et eut de tristes résultats (1).

(1) On trouvera, à la note A, tous les rapports des généraux en chefs français et anglais sur cette bataille.

Le roi partit de Vittoria à quatre heures du matin, et visita les positions. L'armée était disposée de manière à pouvoir occuper et tenir successivement trois positions : deux formées par des plateaux garnis d'artillerie, appuyées aux montagnes qui sont à la gauche de Vittoria et se prolongent vers les hauteurs qui dominent la Zadora. La troisième était uniquement formée par la réserve de cavalerie, qui pouvait agir dans le grand intervalle qui s'étend depuis le revers de la deuxième position jusqu'à Vittoria. L'armée du midi était à gauche, et touchant, par conséquent, aux montagnes ; l'armée du centre occupait le centre, à la droite du grand chemin de Vittoria et de Miranda.

L'armée du Portugal était à l'extrême droite, opposée aux mouvements que l'ennemi pourrait faire pour tourner notre droite, et était en avant des villages de Gamarra-Mayor et d'Arriago, sur la grande route de Vittoria à Bilbao, et couvrant la route de Vittoria à Mondragon, grande route de France (1). L'ennemi déboucha dans la plaine située entre les mamelons que nous occupions et le défilé de la Puebla, par la grande route de Miranda à Vittoria, vers huit heures du matin. Il se déploya lentement, et fit marcher une partie de ses troupes sur notre gauche, en gagnant les montagnes escarpées auxquelles cette aile était appuyée. Une autre colonne, très-forte, se portait en même temps vers notre droite ; elle défilait, en cherchant à tourner les batteries que nous avions sur les mamelons que nous occupions. Dans ces mouvements l'ennemi semblait refuser le centre.

Le feu commença vers dix heures du matin ; l'attaque de gauche fut menée très-chaudement par l'ennemi, et il prit le village de Subijana de Alava, qui était en avant de notre position. Le roi s'y porta sur-le-champ ; après un combat d'une heure environ à une batterie qui protégeait la défense du village, on se replia sur la droite qui tenait en-

(1) La Zadora, petite rivière qui arrose le bassin de Vittoria, nous séparait de l'ennemi. Le village de Tres-Puentes, à notre droite, n'était plus occupé que par des tirailleurs.

core, et le roi se porta également vers une batterie française de 30 bouches à feu, qui fit beaucoup de mal à la colonne anglaise s'avançant contre nous. Malgré la perte énorme qu'éprouva cette colonne, elle montra le plus grand sang-froid, et finit également par nous forcer à abandonner cette partie de notre première position.

Le roi fut très-exposé aux deux batteries, où il demeura longtemps; les boulets et les obus dépassaient de beaucoup l'une et l'autre, et il y eut du monde blessé autour de lui. La première position totalement abandonnée, on défendit la seconde, mais avec aussi peu de succès. L'ennemi faisait cependant de très-rapides progrès sur l'extrême droite où était l'armée du Portugal, qui, malgré la belle défense qu'elle fit, ne put arrêter la marche de l'ennemi, quoiqu'elle soutînt le combat avec une très-grande opiniâtreté, et qu'elle tînt encore au moment de la retraite de tout le reste de l'armée.

Il ne restait que la cavalerie qui pût rétablir les affaires; mais elle ne donna pas (1). La bataille était alors perdue, il fallait songer à la retraite; il était environ quatre heures de l'après-midi.

Le roi quitta, en effet, le champ de bataille de quatre à cinq heures. Il se porta à la droite de Vittoria; et, sans entrer dans la ville, dont il fit le tour, il atteignit par ses derrières la grande route de France. En arrivant sur cette route, nous la trouvâmes encombrée de voitures du roi, de celles appartenant aux généraux, d'un grand parc d'artillerie, enfin d'un nombre infini de bagages. Les progrès de l'attaque de l'ennemi sur notre droite furent cause qu'on hésita à faire prendre à tous ces équipages et au roi même la grande route de France, qui paraissait être déjà occupée, et qu'on crut devoir ordonner la retraite sur Salvatierra (2).

(1) Le terrain s'opposait à ce qu'elle pût prendre une part active à l'action.

(2) Une des grandes fautes de cette journée est de n'avoir pas prévu que la retraite pouvait, en cas de malheur, se faire sur Salvatierra. Rien n'avait été préparé pour ce parti, si on était obligé de le pren-

Au moment où l'on donnait les ordres pour prendre cette direction, l'ennemi se montra sur la gauche de la ville, qui avait été totalement découverte par la retraite de l'armée du midi, porta quelques hussards en avant, qui arrivèrent sur les derrières de Vittoria. Cette attaque inopinée jeta l'épouvante dans cette foule rassemblée autour des voitures, et qui se précipitait sur les routes de France et de Salvatierra.

En peu d'instants, le désordre fut porté au comble; les soldats du train d'artillerie coupèrent les traits des attelages, les voitures furent abandonnées et pillées. Bientôt après, toute l'artillerie, consistant en plus de 200 pièces, tomba entièrement au pouvoir de l'ennemi. La déroute entraîna le roi comme tout le reste; il fut poursuivi par des hussards anglais. Un homme frappé d'une balle tomba aux pieds de son cheval. Cependant on suivait au hasard la direction de Salvatierra, et l'on tomba bientôt dans des marais impraticables et des fossés profonds, où plusieurs personnes périrent.

Le roi arriva à Salvatierra vers dix heures et demie du soir.

22 *juin.* — La retraite continue. Un temps affreux et des chemins impraticables. On est venu de Salvatierra à Etchevery, où nous couchons. L'ennemi nous a peu inquiétés.

23 *juin.* — L'ennemi serre d'un peu plus près notre arrière-garde. Toujours des torrents de pluie et des chemins effroyables. Arrivés à Yursun vers midi, nous avons rejoint la grande route de Tolosa à Pampelune. Le roi se rend, avec l'armée du centre et l'armée du midi, à Pampelune, où nous arrivons à huit heures du soir.

L'armée du Portugal a l'ordre de se retirer par le chemin de Tolosa et la vallée du Bastan.

dre; non-seulement la route n'avait point été réparée, on n'avait comblé aucun fossé, mais même elle n'avait pas été reconnue: aussi, quand il fut question de se diriger sur Salvatierra, on ne put en indiquer au roi le chemin, on prit au hasard à travers la campagne; on savait seulement que la route était à gauche de Vittoria, vers l'est.

24 *juin.* — Séjour à Pampelune. L'ennemi s'est montré sur notre arrière-garde, entre Yursun et Pampelune. Quelques coups de canon, mais aucun engagement sérieux.

Lord Wellington a renvoyé madame la comtesse Gazan, prise le 21 juin auprès des portes de Vittoria ; elle se loue beaucoup des bons traitements qu'elle a reçus.

L'armée du midi continue sa retraite par Roncevaux, et se dirige sur Saint-Jean Pied-de-Port.

Le roi, avec l'armée du centre, se dirige, par Ortez et Lanz, sur le col de Bate, pour entrer dans la vallée du Bastan ; il laisse 4 mille hommes à Pampelune.

25 *juin.* — Parti de Pampelune à minuit, le roi couche à Lanz avec l'armée du centre avant de commencer à monter le col de Bate.

On a quelques inquiétudes pour la journée de demain. On craint beaucoup que l'ennemi ne se porte vers ce col par une route plus courte que celle que nous tenons, et qui va de Yursun à la Venta del Puerto de Bate.

26 *juin.* — Parti à cinq heures du matin de Lanz, passé le col à sept heures et demie, arrivé à Elizondo à trois heures après-midi. L'ennemi ne s'est pas montré. Il fait très-mauvais temps. Nous avons traversé aujourd'hui la vallée du Bastan, une des plus agréables et des mieux cultivées : cette belle vallée forme une sorte de république régie par quelques lois particulières ; une de ces lois défend aux propriétaires d'acquérir au delà d'un certain nombre de mesures de terres.

Elizondo, où nous couchons, est le village principal de la vallée du Bastan, grand, bien bâti et bien habité. L'armée du centre reste à Elizondo, et, dans le cas où elle aurait à se replier, elle fera sa retraite par le col de Maya. Le roi, avec sa garde, se porte sur Vera, dans la vallée de Cinco-Villas, pour aller joindre l'armée du Portugal, qui a débouché par San-Estevan.

27 *juin.* — Parti à six heures du matin; suivi la route du col de Maya jusqu'à Ariscon; de là à gauche, pour franchir les hautes montagnes d'Acheteyala ; de là au col d'Et-

chalar; descendu ensuite à Etchalar même, un des villages de la vallée de Cinco-Villas, sur la rive droite de la Bidassoa. On arrive à Vera à cinq heures et demie du soir; douze heures de marche par des chemins presque impraticables, par un temps affreux. Cette journée est, sans contredit, la plus fatigante de la route. On couche à Vera.

28 *juin.* — Le roi se porte à Saint-Jean-de-Luz, où il établit son quartier général. L'armée du Portugal a le sien à Irun.

Après l'arrivée du maréchal Soult à l'armée, le roi Joseph se retira pour quelques jours dans le château de Poyanne, à quelques lieues de Bayonne, pour payer et renvoyer sa maison militaire; après quoi il se rendit, avec peu de monde, dans sa terre de Mortefontaine, où l'attendait sa famille. Après quelques mois dans cette retraite, il revit l'Empereur, et revint à Paris en janvier 1814.

FIN DES NOTES DU NEUVIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE NEUVIÈME VOLUME.

ESPAGNE.

LIVRE ONZIÈME.

LIVRE DOUZIÈME.

SOMMAIRE DU LIVRE DOUZIÈME.

Établissement des armées du midi, du centre et du Portugal en cantonnements. — Effet produit par le séjour des Anglais à Madrid. — Nouvelle des désastres de la campagne de Russie. — Interruption des communications avec la France. — Situation des affaires dans les provinces du nord. — Nouvelles instructions de l'Empereur pour pacifier ces provinces. — Exécution de ces instructions. — Rentrée en France d'un grand nombre de troupes. — Instructions adressées au général en chef de l'armée du nord par le ministre de la guerre. — Commencement d'exécution de ces instructions. — Coup d'œil sur les opérations du maréchal Suchet. — Situation respective des armées. — Dispositions ordonnées au premier avis de la marche de l'ennemi. — L'armée anglo-portugaise s'avance par les deux rives du Duero. — Combat de Salamanque (26 mai). — L'armée française se concentre aux environs de Tordesillas (2 juin); — celle des alliés, entre Toro et Zamora. — Retraite des Français sur Burgos (du 3 au 9 juin). — Combat d'avant-garde (12 juin). — Nouvelle retraite au delà de l'Èbre (13 juin). — Destruction du fort de Burgos (13 juin). — Bataille de Vittoria (21 juin). — Retraite

NOTES RELATIVES AUX AFFAIRES D'ESPAGNE.

FIN DE LA TABLE.

MÉMOIRES

DU

ROI JOSEPH

—

TOME X

L'Auteur et l'Éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Paris. — Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56.

MÉMOIRES

ET CORRESPONDANCE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DU

ROI JOSEPH

PUBLIÉS, ANNOTÉS ET MIS EN ORDRE

PAR A. DU CASSE

AIDE DE CAMP DE S. A. I. LE PRINCE JÉRÔME NAPOLÉON

TOME DIXIÈME

> La figure de Joseph était gracieuse, et ses manières élégantes....... Aux habitudes de sa vie, et à la manière dont il tenait sa cour, on l'eût pris pour un Roi des anciennes races; mais sa conversation méthodique et riche d'observations indiquait une habitude de la parole et une connaissance des hommes qui ne s'acquièrent qu'au sein de l'égalité.
>
> Le général Foy.



170627.
18.4.22

PARIS

PERROTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

41, RUE FONTAINE-MOLIÈRE

1854

L'auteur et l'éditeur se réservent le droit de traduction et de reproduction à l'étranger.

MÉMOIRES

ET CORRESPONDANCE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DU

ROI JOSEPH

FRANCE

1814

Lettre du roi Joseph à l'Empereur (décembre 1813). — Réponse de Napoléon. — L'Empereur se rend à l'armée à Châlons (25 janvier 1814). — Combat de Saint-Dizier (27 janvier); — de Brienne (29). — Bataille de la Rothière (1er février). — Marche de Napoléon sur Troyes (5 et 6); — sur Nogent (7). — Son départ de Nogent (9). — Opération contre l'armée de Silésie. — Combat de Champ-Aubert (10). — Bataille de Montmirail (11). — Combat de Château-Thierry (12); — de Vauchamps (14). — Prise de Soissons par les alliés (14). — Opérations de Schwarzemberg sur la Seine. — Retraite des maréchaux sur l'Yères (14 et 15). — Napoléon revient sur l'Yères (16). — Combat de Mormans (17) — Bataille de Montereau (18). — Marche sur Troyes (les 19, 20 et 21). — Combat de Méry-sur-Seine (22). — L'Empereur entre à Troyes (23). —

Nouvelle marche de Blücher vers le nord ; il passe l'Aube (25), la Marne (28). — Combat de Gué-à-Trême (28 février) ; — sur l'Ourcq (1[er] mars). — Arrivée de Napoléon à la Ferté-sous-Jouarre (2 mars). — Prise de Soissons par les Russes (3). — Attaque de Soissons par les Français (4). — Passage de l'Aisne par Napoléon (6). — Combat de Craonnelles (6). — Bataille de Craonne (7) ; — de Laon (9 et 10). — Combat de Reims (13). — Napoléon revient contre Schwartzemberg : bataille d'Arcis-sur-Aube (20 et 21). — Napoléon se porte sur Vitry et Saint-Dizier. — Les alliés opèrent la jonction de leurs armées (23). — Leur marche sur Paris. — Bataille de la Fère-Champenoise (25). — Bataille de Paris (30 mars). — Réflexions. — Lettres de Joseph et de Napoléon relatives à l'évacuation de Paris.

A peine rendu à la douce vie de famille qu'il affectionnait par-dessus tout, Joseph comprit que l'envahissement du sol de la patrie par les armées étrangères ne lui permettait pas de rester inutilement à Mortefontaine. Il était l'homme dans lequel Napoléon avait le plus de confiance. L'Empereur allait se mettre bientôt à la tête des armées ; un prince sur lequel on pût compter pour le roi de Rome et pour l'Impératrice donnait une grande sécurité au chef de la dynastie napoléonienne : l'ancien roi d'Espagne n'hésita pas à offrir ses services ; il écrivit à son frère, le 29 décembre 1813 :

« Sire, la violation du territoire suisse a ouvert la France à l'ennemi.

Dans de pareilles circonstances, je désire que Votre Majesté soit convaincue que mon cœur est tout français. Ramené en France par les événements, je serais heureux de pouvoir lui être de quelque utilité, et suis prêt à tout entreprendre pour lui prouver mon dévouement.

Je sais aussi, Sire, ce que je dois à l'Espagne ; je

vois mes devoirs, et désire les remplir tous. Je ne connais de droits que pour les sacrifier au bien général de l'humanité : heureux si, par leur sacrifice, je puis contribuer à la pacification de l'Europe !

Je désire que Votre Majesté trouve bon de charger un de ses ministres de s'entendre sur cet objet avec M. le duc de Santa-Fé, mon ministre des affaires étrangères. »

« Mon frère, lui répondit l'Empereur, j'ai reçu votre lettre du 29 décembre. Il y a trop d'esprit pour la position où je me trouve. Voici en deux mots la question : La France est envahie, l'Europe tout en armes contre la France, mais surtout contre moi. Vous n'êtes plus roi d'Espagne. Je ne veux pas l'Espagne pour moi, ni je n'en veux pas disposer ; mais je ne veux plus me mêler des affaires de ce pays que pour y vivre en paix et rendre mon armée disponible. Que voulez-vous faire? Voulez-vous, comme prince français, venir vous ranger auprès du trône? Vous avez mon amitié, votre apanage, et serez mon sujet, en votre qualité de prince du sang. Il faut alors faire comme moi, avouer votre rôle : m'écrire une lettre simple que je puisse imprimer, recevoir toutes les autorités, et vous montrer zélé pour moi et pour le roi de Rome, et ami de la régence de l'Impératrice. Cela ne vous est-il pas possible? N'avez-vous pas assez de bon jugement pour cela? Il faut vous retirer à quarante lieues de Paris, dans un château de province, obscurément : vous y vivrez tranquille, si je vis; vous y serez tué ou arrêté, si je meurs. Vous serez inutile à moi, à la famille, à vos

filles, à la France; mais vous ne me serez pas nuisible et ne me gênerez pas. Choisissez promptement, et prenez votre parti. »

Cette lettre était rude. Toutefois Joseph ne pouvait hésiter sur le parti qu'il avait à prendre; et à peine eut-il accepté, dans l'intérêt de la France et de la famille, la position qui lui était faite, que Napoléon lui rendit son affection tout entière.

Alors commença entre les deux frères, pendant toute cette courte et mémorable campagne de France, lutte suprême du génie contre la force matérielle, une correspondance des plus importantes et des plus instructives, correspondance qui changera sur cette période historique bien des idées, déjà presque admises en principe (1).

Après la violation de la neutralité de la Suisse, le passage du Rhin par les armées alliées (du 21 décembre 1813 au 1er janvier 1814); après la retraite forcée des faibles corps des maréchaux, la guerre se trouva portée dans les bassins de l'Aube, de la Seine, et de la Marne.

(1) Afin de laisser aux documents historiques le plus de place possible, nous ne ferons qu'un très-court exposé des opérations de la campagne, nous bornant à suivre, pour ainsi dire pas à pas, jour par jour, la marche de Napoléon sur le théâtre de la guerre. Les lettres des deux frères en apprendront plus que ne pourraient le faire les dissertations les plus éloquentes.

Nous rappellerons à nos lecteurs qu'il se trouve malheureusement dans les lettres originales quelques mots, quelques phrases effacées, et qui font de légères lacunes. Nous n'avons pas voulu essayer de les rétablir.

On n'a pas oublié que cette curieuse correspondance resta ensevelie dans la terre pendant plusieurs années, après 1814.

Le 25 janvier, Napoléon se rendit à Châlons pour prendre lui-même le commandement, laissant à son frère Joseph, installé au Luxembourg avec le titre de son lieutenant général, des instructions très-détaillées (1).

L'Empereur ayant appris que l'armée prussienne dite *de Silésie*, commandée par Blücher, cherchait à se réunir à la grande armée du généralissime prince de Schwartzemberg sur la Marne, voulut tenter d'attaquer la première pendant sa marche de flanc, afin de la rejeter sur la Moselle ; combinaison dont le succès eût ramené l'ennemi sur le Rhin.

Les trois corps de Ney, Marmont et Victor, formant ensemble 28 mille hommes, couvraient à Vitry la vallée de la Marne. Napoléon les rejoignit le 26 dans cette ville; mais les deux armées de Blücher et de Schwartzemberg avaient presque opéré déjà leur réunion. Elles s'étendaient de Bar-sur-Ornain à Bar-sur-Aube, occupant Saint-Dizier, Vassy, Joinville et Doulevent. Les troupes de Blücher étaient partie à Bar-sur-Ornain, partie à Vassy, reliées à Saint-Dizier (route de Châlons-sur-Marne) par le corps de Lanskoi. Ce dernier, attaqué par Napoléon le 27, se replia sur Joinville, au moment même où les deux généraux Sacken et Alsufief prolongeaient leur mouvement en avant sur Brienne. Or, comme Mortier avait pris position à Troyes, il s'ensuivit que, par le double mouvement de Blücher sur Brienne et de Napoléon sur Saint-Dizier, les deux armées

(1) Note A.

prussienne et française étaient l'une et l'autre coupées en deux parties.

En continuant son mouvement offensif, l'Empereur pouvait rejeter sur les places fortes les corps en marche pour rallier la grande armée alliée; mais il n'eût obtenu qu'un succès partiel, et Mortier eût été compromis. Il se décide à changer sa ligne d'opération : tandis que Macdonald court à Châlons pour maintenir York, lui, masque son mouvement en détachant Marmont sur la route de Joinville, se jette avec Victor, Ney et Oudinot dans la traverse de Montierender, pour gagner la chaussée de Brienne, s'assurer du pont de Lesmont, et rallier Mortier. Le 29, il débouche au point du jour sur Brienne, et livre aux Prussiens la bataille de ce nom. Après une lutte acharnée, Blücher se retire sur Trannes (route de Bar-sur-Aube). Napoléon avait à rallier à droite Marmont, à gauche Mortier. Étant parvenu, le 31, à opérer la réunion de toutes ses forces, il donne, le 1er février, la bataille de la Rothière, à la suite de laquelle il se replie en bon ordre par le pont de Lesmont sur Troyes, tandis que Marmont gagne Arcis-sur-Aube.

Le 6 février, après avoir accordé trois jours de repos à ses troupes, Napoléon se replie jusqu'à Nogent. Là, il se décide à une manœuvre de la plus incroyable audace : sachant que Blücher s'est détaché de Schwartzemberg pour remonter au nord vers Châlons-sur-Marne, afin d'écraser Macdonald et envelopper la petite armée française, il donne l'ordre à Victor, renforcé de la réserve de Paris, et à

Oudinot, de contenir les Autrichiens; à Allix, de tenir à Sens; à Pajol et à Montbrun, de défendre Fontainebleau; puis, avec sa garde et 17 à 18 mille hommes de Marmont, Ney et Mortier, il se hâte de gagner Sézanne, où il arrive le 10 au matin. Il trouve les corps de l'armée de Silésie en marche et séparés; il les attaque et les écrase successivement, renouvelant ainsi, avec une armée, le combat individuel des Horaces et des Curiaces. Sacken était à la Ferté-sous-Jouarre, en face de Macdonald en retraite depuis Châlons; York à Château-Thierry; Alsufief avait fait halte à Champ-Aubert; Blücher était à Vertus. Le 10, Napoléon, après avoir surmonté des difficultés de marche inouïes, aborde Alsufief à Champ-Aubert, le fait prisonnier, et anéantit ses troupes. Blücher, stupéfait à cette nouvelle, envoie à Sacken et à York l'ordre de se réunir à Montmirail, et lui-même se porte à Fère-Champenoise. Napoléon se jette sur eux : le 11, il écrase Sacken à Montmirail; le 12, York à Château-Thierry; le 14, Blücher lui-même à Vauchamps : en sorte qu'en quatre jours l'armée de Silésie tout entière se trouvait presque détruite par un admirable mouvement stratégique.

Malheureusement la marche des corps de Bernadotte sur la vallée de l'Oise, la prise d'Avesnes, de Laon et de Soissons, vint modifier le résultat de ces glorieuses affaires. Mortier est obligé d'abandonner la poursuite des lieutenants de Blücher, pour couvrir à Villers-Coterets la route de Soissons à Paris. Wintzingerode enlève Reims, et Napoléon doit se porter

contre Schwartzemberg, qui marche sur la capitale par les vallées de la Marne et de l'Yonne.

La nombreuse armée de Schwartzemberg s'étant mise en mouvement de Troyes sur Nogent, parvint à replier Victor sur la forêt de Sordun, et à s'emparer de Nogent, après de beaux combats soutenus les 10 et 11 février dans cette ville par le général Bourmont. La gauche des alliés occupe Bray (le 11), Sens (le 12); mais le généralissime, apprenant le désastre de Blücher, suspend le mouvement sur l'Yonne, afin de s'interposer par sa droite entre Victor et l'Empereur. Wittgenstein passe la Seine à Pont, arrive à Villanoxe pour tourner la forêt de Sordun. Le 13, de Wrède livre un combat, à Cuturelles, au corps d'Oudinot. Les généraux Allix, Pactod et Pajol, ne pouvant plus tenir à Montereau, où ils avaient concentré leurs forces, font sauter le pont et se replient sur le Châtelet, couvert par les bois de Valence. La rive droite de la Seine étant tout à fait libre, deux corps ennemis s'étendent jusqu'à Fontainebleau, Hardigg et Bianchi; et deux autres, Giulay et Wurtemberg, s'établissent à Montereau. Les Français se retirent derrière la petite rivière d'Yères. Paris se trouve sérieusement menacé. On était au 14 février. Napoléon, à la nouvelle de ces opérations de l'ennemi, dirige Macdonald de Meaux sur Brie-Comte-Robert; lui-même finit d'écraser les corps de l'armée de Silésie, puis il revient à Guignes (sur l'Yères).

Les armées belligérantes étaient donc, à cette époque, dans la situation suivante : Blücher en pleine

retraite sur Châlons, observé par Marmont; Wittgenstein, avec 24 mille hommes, à Nangis; de Wrède, avec 25 mille, à Donnemarie; le prince de Wurtemberg à Montereau, poussant des partis jusqu'à Melun; Bianchi à Moret, Hardigg à Fontainebleau, Schwartzemberg, avec le reste de la grande armée alliée, entre la Seine et l'Yonne. De notre côté, Oudinot, Victor et Macdonald, sur l'Yères, la droite à Mormans; Napoléon, avec sa garde et Ney, en marche pour se porter dans le bassin de la Seine. Les forces du généralissime, divisées par deux cours d'eau en trois parties inégales, donnaient prise sur elles; l'Empereur en profite. Ayant concentré, le 16, 60 mille hommes sur la route de Nangis, il livre le combat de Mormans (le 17), la bataille de Montereau (le 18), et marche sur Troyes, où il pénètre le 23, après avoir soutenu le 22, à Méry-sur-Seine, un combat acharné contre l'armée de Silésie, réorganisée et rentrée en ligne avec 40 mille hommes.

Une circonstance heureuse pouvait en cet instant changer totalement la face des choses : le duc de Castiglione, ayant réussi à organiser à Lyon une armée imposante, ayant reçu de belles troupes d'Espagne, venait enfin de se décider à obéir aux ordres réitérés de l'Empereur. Il était en pleine marche sur Genève, secondé d'une manière brillante par les troupes de Marchand, qui opéraient sur sa droite en Savoie. Les alliés, effrayés des progrès du maréchal, avaient évacué Troyes, et, après un grand conseil de guerre, n'étaient pas éloignés de

se retirer sur le Rhin. Malheureusement Augereau ne fit pas son devoir, et les alliés, rassurés de ce côté, reprirent de nouveau leurs projets sur Paris.

Blücher, de son côté, remonte vers la Marne, plutôt dans l'espoir d'occuper Paris avant les Autrichiens, que pour faire une diversion favorable à ses alliés. Après avoir envoyé à Wintzingerode l'ordre de retourner à Reims et de s'assurer de la ligne de l'Oise, il passe l'Aube sur trois points, replie Marmont sur Sézanne, la Ferté-Gaucher et la Ferté-sous-Jouarre, où ce dernier est rallié par le duc de Trévise; puis il divise ses forces en deux parties. Kleist et York s'attachent, à droite, à retenir le duc de Raguse à la Ferté-sous-Jouarre; Sacken et Langeron cherchent à enlever les ponts de Nanteuil et de Trilport. Mais ces deux ponts sont détruits par les maréchaux. Blücher jette alors un pont à Sameron, et s'avance au delà de la Marne le 28 février. Il livre, ce même jour, le combat de Gué-à-Trême; le 1er mars, un second combat sur l'Ourcq. L'Empereur cependant, informé de la marche de l'armée de Silésie, s'élance par la traverse d'Herbisse à Sézanne, et arrive le 2 à la Ferté-sous-Jouarre. Il fait rétablir le pont, et poursuit l'ennemi l'épée dans les reins. C'en était fait des Prussiens, si Soissons tenait un jour : malheureusement le général Moreau, qui y commande, a la sottise de rendre la place le 3, en stipulant pour condition les honneurs de la guerre. Pour la seconde fois, cette ville, en se laissant prendre par les alliés, les sauvait d'un désastre. Napoléon, indigné, se place entre Reims, qui avait

été occupé le 5 par le général Corbineau, et Blücher en pleine retraite sur Craonne. Il franchit l'Aisne le 5, livre le 6 le combat de Craonnelles, le 7 la bataille de Craonne, les 9 et 10 celle de Laon, revient le 13 sur Reims, qui avait été réoccupé par les Russes aux ordres du général de Saint-Priest, et s'en empare de nouveau.

Mais, tandis qu'il s'acharne contre l'armée de Silésie, celle de Schwartzemberg se remet de la stupéfaction qu'elle a éprouvée par suite des coups multipliés qui lui ont été portés dans les derniers jours du mois précédent. Se voyant débarrassé de son redoutable ennemi, le généralissime dispose d'une partie de ses forces pour refouler Augereau; puis il replie Oudinot, Gérard et Macdonald sur Troyes, après plusieurs combats meurtriers. Le 14 mars, les alliés franchissent la Seine, après être restés dix jours inactifs, attendant que Saint-Priest se fût établi solidement à Reims pour interdire à l'Empereur le retour sur Épernay et Châlons.

Schwartzemberg, apprenant le désastre de Saint-Priest, l'arrivée de la tête de colonne de l'armée française à Épernay et Châlons, rappelle toutes ses forces, les échelonne sur l'Aube, laissant seulement quelques postes sur la Seine et sur l'Yonne. Sa circonspection et celle de Blücher, qui s'était concentré de nouveau autour de Laon, précipitent le dénoûment de la campagne. Napoléon veut saisir le moment favorable pour opérer contre Schwartzemberg; il évacue Reims, confiant aux ducs de Raguse et de Trévise le soin de maintenir

l'armée de Silésie; et, avec les 16 mille soldats d'élite qui lui restent, il s'élance sur Arcis, sur Plancy, pénètre à Méry, à Troyes, où il voit disparaître l'extrême arrière-garde de l'ennemi. Il ne peut l'atteindre, et lui prend seulement un équipage de pont. L'Empereur se détermine à marcher parallèlement à l'armée ennemie, pour la culbuter si elle y donne prise; il s'avance de Plancy à Arcis-sur-Aube. Les 20 et 21, il se trouve tout à coup avec 30 mille hommes en face des 100 mille de Schwartzemberg, qui avait opéré une contre-marche. La disproportion était trop grande : il passe l'Aube, brûle les ponts et gagne Vitry, espérant attirer à lui la principale armée des alliés. Un instant les souverains hésitent à abandonner le bassin de la Seine; mais l'empereur Alexandre se décide à essayer une tentative sur Paris. Tandis qu'un seul corps masque ce mouvement sur la capitale, tandis que Napoléon s'enfonce vers l'est, Blücher et Schwartzemberg opèrent leur jonction le 23, écrasent à la Fère-Champenoise, le 25, les faibles corps de Marmont et de Mortier, et s'avancent, le 28, jusqu'à Claye et Villeparisis.

Le 29, ils sont avec leurs masses sous Paris, qui a pour défenseurs les deux corps des ducs de Raguse et de Trévise, réduits à 16 ou 17 mille combattants, quelques milliers de gardes nationaux mal armés, quelques batteries servies par les élèves des écoles et les invalides, et enfin quelques centaines de soldats, restes des cadres organisés par le général Ornano et non encore dirigés sur l'armée active.

Le 29 mars, on résolut à Paris de réunir un conseil privé, qui fut composé des grands dignitaires, des ministres, des présidents des sections du conseil d'État et du président du sénat. Il s'assembla sous la présidence de la régente; les lettres de l'Empereur ne furent pas communiquées immédiatement au conseil, pour servir de texte à sa délibération : on posa seulement la question de savoir si l'Impératrice devait quitter Paris, ou y rester avec son fils. La majorité des membres du conseil, entre autres le comte Boulay (de la Meurthe), était d'avis que l'Impératrice ne devait point quitter Paris; que sa présence rassurerait la capitale et imposerait aux étrangers. M. Boulay développa son opinion, et la soutint avec beaucoup d'énergie. Il proposa que l'Impératrice allât à l'hôtel de ville et se montrât au peuple, tenant son fils dans ses bras, comme une autre Marie-Thérèse. Mais la résolution de rester à Paris était contraire aux intentions exprimées par l'Empereur; son adoption allait grandement engager la responsabilité du conseil : une des lettres de l'Empereur (celle du 16 mars) fut alors produite. Elle termina tous les débats, et le départ fut résolu. Seulement, le roi Joseph exposa qu'il importait de s'assurer de la force réelle de l'armée ennemie qui suivait les corps des deux maréchaux Marmont et Mortier, et s'offrit à rester à Paris avec les ministres de la guerre, de l'administration de la guerre, et de la marine. On convint que la déclaration du conseil serait rendue publique, que les forces ennemies seraient reconnues, et que si elles étaient telles que toute résis-

tance fût impossible, le roi Joseph et les ministres rejoindraient le gouvernement sur la Loire. Une proclamation fut publiée après le départ de l'Impératrice et de son fils, pour tempérer le découragement. Le ministre de la guerre avait été interpellé dans le conseil sur la quantité de fusils dont il pourrait disposer pour armer la population : il avait déclaré qu'il y en avait très-peu de réparés, ayant l'habitude de faire distribuer journellement aux conscrits qui partaient pour l'armée ceux qui étaient en bon état.

« Après la séance du conseil, qui se prolongea au delà de minuit, le roi Joseph et l'archichancelier suivirent l'Impératrice chez elle; j'étais présent (1). Après avoir échangé quelques paroles sur les fâcheuses conséquences que pouvait avoir l'abandon de Paris, le roi Joseph et l'archichancelier se hasardèrent à dire que l'Impératrice seule pouvait prescrire le parti à prendre dans une si grave conjoncture. La réponse de l'Impératrice fut qu'ils étaient ses conseillers obligés, et qu'elle ne prendrait pas sur elle de donner un ordre contraire à celui de l'Empereur et à la délibération du conseil privé, sans avoir leur avis en forme et signé. Tous deux refusèrent d'assumer sur eux cette responsabilité. Aujourd'hui qu'on peut examiner de sang-froid le passé, peut-on blâmer leur conduite ? Si l'honneur et la fidélité

(1) La partie comprise entre des guillemets est une note originale de la main de M. de Menneval, secrétaire des commandements de l'impératrice Marie-Louise, qui l'a accompagnée à Vienne, et n'est revenu à Paris que dans les Cent-Jours.

ne sont pas de vains mots, leur était-il permis de sacrifier l'homme qui s'était confié à leur foi, et de traiter avec l'ennemi, de lui et sans lui? S'ils avaient consenti à la déchéance de l'Empereur, car c'était s'y engager en contrevenant à son ordre, ils pouvaient sans doute obtenir : l'Impératrice, la reconnaissance de son fils; le roi Joseph, la lieutenance générale du royaume, et l'archichancelier, la conservation de ses dignités : mais à quel prix? L'entretien se termina par cette déclaration de l'Impératrice, que, dût-elle tomber dans la Seine avec son fils, comme le disait l'Empereur, elle n'hésiterait pas un moment à partir, et que le désir qu'il avait si formellement exprimé était un ordre sacré pour elle. L'Empereur s'est plaint, depuis, que son ordre ait été trop rigoureusement interprété. Il a dit que l'exécution de cet ordre était subordonnée aux circonstances, qui avaient changé depuis l'époque à laquelle il avait été donné. Il n'est point douteux que la présence de l'Impératrice à Paris aurait pu déjouer de coupables manœuvres, et donner à l'Empereur le temps d'arriver au secours de la capitale en prévenant l'ennemi. Le conseil privé l'avait senti, la régente et son conseil le comprenaient; mais qui aurait osé contrevenir à des instructions aussi formelles? Les lettres postérieures de l'Empereur n'étaient venues ni les infirmer ni les modifier pendant les treize jours qui s'étaient écoulés entre la date de son ordre et celle de son exécution.

« Il avait été convenu que le roi Joseph se porterait aux avant-postes pour reconnaître la situation

des corps des maréchaux Marmont et Mortier, et que l'Impératrice attendrait son retour pour partir.

« Le départ avait été fixé au lendemain 29 mars, à huit heures du matin.

« Dès le point du jour, les salons se remplissaient des personnes désignées pour la suivre. Un silence pénible avait succédé aux conversations bruyantes d'abord échangées sur l'objet de la sollicitude générale, mais l'anxiété n'en était pas moindre. Un bruit soudain, l'ouverture d'une porte, faisaient accourir tout le monde. On s'attendait à voir paraître le roi Joseph, qui s'était rendu avant le jour aux barrières. Tout à coup les officiers de la garde nationale qui étaient de service au palais des Tuileries, et auxquels se réunirent plusieurs autres officiers, entrèrent précipitamment : ils furent introduits auprès de l'Impératrice, qu'ils conjurèrent de ne point abandonner Paris, promettant de la défendre. L'Impératrice, touchée jusqu'aux larmes de leur dévouement, alléguait l'ordre de l'Empereur. Cependant elle retardait d'heure en heure, et cherchait à gagner du temps : elle pressentait que son éloignement serait un malheur public ; elle espérait, sans oser se l'avouer, qu'un événement fortuit viendrait l'empêcher. Le ministre de la guerre Clarke, qui avait insisté la veille sur le départ de l'Impératrice et déclaré qu'il ne restait plus d'armes à Paris, avait envoyé, dans la matinée, un officier pour lui représenter l'urgence de ce départ. Pressée par les uns de hâter son départ, par d'autres de le différer, elle était en proie à une vive agitation. Elle rentra

une fois dans sa chambre à coucher, jeta avec humeur son chapeau sur son lit, et s'assit dans une bergère. Là, appuyant sa tête sur ses deux mains, elle se prit à pleurer. Au milieu de ses plaintes, entrecoupées de larmes, on l'entendait répéter avec impatience : « Mon Dieu ! qu'ils se décident donc, et « qu'ils mettent un terme à cette agonie ! » Enfin, vers dix heures, le ministre de la guerre lui fit dire qu'elle n'avait pas un moment à perdre, et que si elle tardait encore, elle s'exposerait à tomber dans les partis de Cosaques. L'Impératrice, ne recevant aucun message du roi Joseph, se décida à partir. »

Dans les pièces de la Correspondance on verra clairement, jour par jour, l'état réel des choses en 1814. Les faits y parlent haut : ils répondent aux assertions d'écrivains qui les avaient ignorés. Avant d'arriver aux événements des 29 et 30 mars, résumons ces faits, auxquels le roi Joseph prit part durant la formidable crise qui agitait la France.

Certes les grandes résolutions n'avaient pas manqué : une inconcevable fatalité les paralysa.

La France, qui avait fait briller ses armes triomphantes dans les capitales de l'Europe, n'en avait plus pour défendre son territoire, foulé par l'ennemi ! Elle n'avait plus un seul allié à qui on pût en demander. Tous avaient cessé d'être fidèles avec la fortune, et tous s'avançaient dans les rangs de la coalition. Les armes qui restaient aux mains de nos soldats électrisés par le génie de Napoléon faisaient encore des prodiges. Cependant la lutte était trop

inégale; il fallait qu'un élan national vînt jeter son poids dans la balance.

Le 8 février, suivant la lettre du ministre de la guerre transmise par le roi Joseph à l'Empereur, il existait 6 mille fusils disponibles; et, suivant le rapport du commandant de Vincennes, 30 mille fusils à réparer. Malgré tout le zèle possible dans les ateliers, où furent appelés les ouvriers de Charleville et de Saint-Étienne, l'insuffisance de tels moyens n'était que trop évidente à l'approche d'un péril imminent. Les fusils étaient distribués, aussitôt qu'ils étaient fabriqués ou réparés, aux jeunes soldats qui arrivaient en foule.

L'Empereur avait ordonné la formation d'une armée de réserve de 30 à 40 mille hommes dans Paris : il en reconnut l'invincible difficulté.

Les lettres du roi Joseph attestent qu'il déploya une grande activité pour seconder, autant qu'il dépendait de lui, les héroïques efforts de l'Empereur. Chaque jour, il presse la réunion, l'armement et le départ des renforts si nécessaires à nos armées. Il ordonne lui-même les mouvements de troupes qui lui paraissent convenables, pour appuyer les opérations de l'Empereur sur les points d'où il se trouve éloigné. D'après sa propre expérience, il fait sentir à Napoléon que sa présence est indispensable à la tête des corps commandés par les trois maréchaux qui vont être attaqués à Montereau. Il fait recommander instamment par l'impératrice Joséphine, au prince Eugène, d'accélérer l'exécution de l'ordre qu'il avait reçu de se porter, à marches forcées, sur

les Alpes avec son armée. Il use de toute son influence, qui dans d'autres temps eût été d'un grand poids, pour ramener le roi de Naples au sentiment de ses devoirs envers la France, pour détacher de la coalition le prince de Suède. A Paris, il raffermit les courages ébranlés par nos revers; il soutient l'espoir de ceux à qui les récentes victoires de l'Empereur inspirent de la confiance.

Mais il a jugé la gravité de la situation. Il ne laisse pas ignorer à l'Empereur la vérité, que ses ministres n'auraient pas osé lui dire. Il lui signale vivement le danger du départ de l'Impératrice, *qui peut livrer une capitale et un empire aux Bourbons.* « Tout en manifestant, dit-il, des craintes que « je vois sur tous les visages, j'exécuterai fidèle- « ment pour ma part les ordres de Votre Majesté « dès qu'ils me seront parvenus. » Cependant ces ordres, qui lui parvinrent plus d'un mois après, furent positifs : l'Impératrice devait partir, dans l'hypothèse prévue.

Dans ses lettres postérieures (1), le roi Joseph renouvelle à Napoléon le conseil de traiter aux conditions que les événements le forcent d'accepter. Il réitère ses instances après les victoires de l'Empereur, qui devaient faciliter la paix. Mais les étrangers avaient oublié la générosité que leur avait montrée Napoléon, lors des immenses succès qui mirent dans ses mains leurs couronnes. D'ailleurs,

(1) Lettres des 4, 9 et 11 mars.

ils étaient informés de ce qui nous manquait pour triompher encore.

Le 7 mars, le maréchal Moncey n'ayant pas obtenu du ministre de la guerre *les piques demandées pour la garde nationale*, le roi Joseph autorisa ce maréchal à en faire immédiatement fabriquer, et à se procurer les 2 mille fusils qu'il espérait pouvoir acheter dans la capitale. La commune de Paris devait subvenir à cette dépense, tant le Trésor public était épuisé! Pour ne pas perdre un moment, le roi Joseph fit l'avance de 50 mille francs, puisque alors il n'y avait plus à compter en rien sur le crédit.

Le 11 mars, il réunit les ministres. Celui de la guerre présenta l'état des armes. Joseph le transmit à Napoléon, avec sa lettre du même jour : « *Loin* « *d'avoir* 30 *mille fusils*, dit-il, *il n'y en a pas* 6 *mille* « *en état de servir, et ces* 6 *mille sont employés à* « *l'armement journalier des bataillons de la garde* « *impériale et de la ligne.* »

Il adressa, le 15 mars, à l'Empereur, le plan de défense extérieure que le général Dejean venait de lui remettre. L'exécution des travaux fut arrêtée, à défaut de fonds : ils ne purent être commencés qu'après le 22 mars (1).

Le 16 mars, suivant la lettre du roi Joseph à l'Empereur, « *l'armement de la garde nationale en fu-* « *sils de munition, en fusils de chasse et en piques,* « *était pour* 12 *mille hommes.* »

(1) Il était déjà trop tard.

Telle était la situation de Paris.

Dès que la marche des armées coalisées fut positivement annoncée, le roi Joseph pressa l'Empereur de se rapprocher immédiatement de la capitale, en renonçant à son mouvement vers Saint-Dizier.

Sans doute, dans toute autre circonstance, un pareil mouvement sur les derrières et sur les communications des alliés eût produit l'effet qu'en attendait Napoléon; *mais sa lettre, qui l'annonçait à l'Impératrice, fut interceptée par le général Blücher.*

Les armées coalisées se présentèrent devant Paris le 29.

La proclamation suivante fut imprimée à deux heures du matin, affichée immédiatement, et répanpandue dès l'aurore du 30 mars :

« Le roi Joseph, lieutenant général de l'Empereur,
« commandant en chef la garde nationale,

« AUX CITOYENS DE PARIS.

« Citoyens de Paris,

« Une colonne ennemie s'est portée sur Meaux, « elle s'avance par la route d'Allemagne; mais l'Em« pereur la suit de près à la tête d'une armée victo« rieuse.

« Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de « l'Impératrice et du roi de Rome. Je reste avec « vous.

« Armons-nous pour défendre cette ville, ses mo« numents, ses richesses, nos femmes, nos enfants, « tout ce qui nous est cher. Que cette vaste cité de-

« vienne un camp pour quelques instants, et que « l'ennemi trouve sa honte sous ses murs, qu'il es- « père franchir en triomphe!

« L'Empereur marche à notre secours; secon- « dez-le par une courte et vive résistance, et con- « servons l'honneur français!

« Paris, 29 mars.

« *Signé* JOSEPH. »

Le 30, on avait à lutter, avec quelques mille hommes, contre les armées de l'Europe. L'ingénieur des sapeurs-pompiers de Paris, fait prisonnier le matin, conduit devant l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince de Schwartzemberg, renvoyé ensuite à nos avant-postes, assura que la presque totalité des forces ennemies se trouvait devant la capitale.

Le peu de troupes qui restait à Paris s'avança pour appuyer les corps des maréchaux Marmont et Mortier. La garde nationale se porta aux postes qu'elle devait occuper. Des volontaires, dont plusieurs armés de fusils de chasse, sortirent en tirailleurs au-devant de l'ennemi. Les élèves de l'École polytechnique servirent l'artillerie confiée à leur jeune et brillante valeur. Le bruit du canon, commençant à tonner, enflammait l'ardeur d'une courageuse population, particulièrement dans les faubourgs; elle demandait à grands cris des armes, il n'y en avait pas : celles qu'on avait eu le temps de réparer avaient été distribuées au fur et à mesure aux troupes qui rejoignaient l'armée.

Les premiers efforts de l'ennemi furent dirigés contre le corps du maréchal Marmont, qui annonça combien il avait de peine à résister aux masses dont il soutenait l'attaque. Le roi Joseph fit dire au maréchal Mortier qu'il était urgent de le renforcer, disposition qu'il s'empressa d'exécuter. Ce maréchal eut bientôt lui-même à combattre des forces tellement supérieures en nombre qu'elles débordaient sa gauche, et déployaient des colonnes considérables vers Saint-Denis et les ponts de la Seine.

Nos troupes rivalisaient d'intrépidité sur toute la ligne. Enfin, après une héroïque défense, *le maréchal Marmont adressa au roi Joseph une note tracée au crayon, pour l'informer qu'il était impossible de prolonger la résistance au delà de quelques heures, et de préserver Paris des malheurs inséparables d'une occupation de vive force.*

Le conseil, auquel cette note fut communiquée par le roi Joseph, était composé des ministres de la guerre, de l'administration de la guerre, de la marine, des lieutenants généraux Hullin, Maurice Mathieu et autres, qui s'y trouvaient réunis. L'avis du conseil fut unanime; il reconnut la funeste nécessité devenue inévitable.

Dans une aussi déplorable circonstance, le roi Joseph chargea le général Stroltz, son aide de camp, de porter au maréchal Marmont et au maréchal Mortier l'autorisation d'entrer en pourparler avec l'ennemi, en leur recommandant de continuer la résistance autant qu'il leur serait possible, de manière à négocier un arrangement.

Voici cette autorisation :

« Paris (de Montmartre), le 30 mars, à midi un quart.

« Si M. le maréchal duc de Raguse et M. le duc de Trévise ne peuvent plus tenir leurs positions, ils sont autorisés à entrer en pourparler avec le prince de Schwartzemberg et l'empereur de Russie, qui sont devant eux.

« Ils se retireront sur la Loire.

« Signé JOSEPH. »

Du moment où le roi Joseph acquit la triste conviction qu'il n'y avait plus d'espoir de prolonger la défense de Paris, il dut, conformément aux intentions de l'Empereur, se rendre auprès de l'Impératrice et du roi de Rome. Les colonnes ennemies s'emparèrent des ponts sur la Seine, peu d'instants après le passage du roi Joseph et des ministres qui l'accompagnèrent (1).

De l'examen des faits résultent les observations suivantes :

Le roi Joseph ne craignait pas d'être pris *en otage* à Paris, comme on l'a dit : il craignait un danger bien autrement grave à ses yeux, celui d'être obligé de concourir à la déchéance projetée de l'Empereur.

On sait qu'il avait, à l'avance, peint sous les plus vives couleurs, dans ses lettres à Napoléon, l'effet présumé du départ de l'Impératrice, le besoin si impérieux de la paix, *surtout à défaut d'armes*, les

(1) Il était quatre heures du soir lorsque le roi passa les ponts; encore un instant, et il ne pouvait plus quitter Paris.

événements du Midi, la direction des esprits, l'urgence de son retour avec son armée pour sauver la capitale.

Il avait proposé ce qu'il jugeait utile : Napoléon seul avait le droit d'ordonner.

Lieutenant de l'Empereur, ne devait-il pas exécuter ses ordres? Pouvait-il lui désobéir?

Frère de Napoléon, lui était-il permis de chercher son élévation dans la chute de son frère?

La conscience, le devoir, l'honneur, tout lui commandait la fidélité à l'Empereur : il lui resta fidèle.

La postérité rendra justice à son dévouement inébranlable dans ces moments décisifs, où l'ingratitude souvent suit de près l'infortune.

Il est certain que, parmi les causes qui firent succomber la France en 1814, il en était une alors sans remède : c'est que la France avait le malheur d'être dépourvue d'armes.

De bonne foi, cet épuisement, cet irréparable malheur d'avoir manqué d'armes, serait-il juste de les imputer au roi Joseph? Non, car il n'avait nullement été en mesure de les prévenir.

Cependant ce prince sentait qu'il y avait encore des moyens de salut dans les puissantes inspirations de l'Empereur. A nos armées, concentrées autour de Fontainebleau, pouvaient se joindre les corps des maréchaux Marmont et Mortier, qui avaient combattu devant Paris. Le génie de Napoléon pouvait, par de nouveaux prodiges, changer la face des affaires, et parvenir à la conclusion de la paix.

Joseph Napoléon partit de Blois, espérant arriver jusqu'à Fontainebleau, et s'entretenir avec son frère des résolutions qu'il importait de prendre sur-le-champ, soit pour combattre l'ennemi, soit pour en délivrer la capitale et la France par un traité. Un corps des armées étrangères occupait la communication au delà d'Orléans, et le roi Joseph fut obligé de retourner à Blois. En attendant les ordres de l'Empereur, une proclamation de l'Impératrice fut adressée aux départements jusqu'alors garantis de l'invasion. Des partis de Cosaques s'avancèrent aux environs de Blois. Le roi Joseph, toujours fidèle aux instructions de l'Empereur, insista pour déterminer l'Impératrice à passer sur la rive gauche de la Loire. Elle refusa d'y consentir, et son fils demeura exposé au malheureux sort dont Napoléon avait à cœur de le préserver.

Inquiet de n'avoir point de nouvelles de l'Empereur, le roi Joseph en demanda au général Bertrand par une lettre qu'il terminait ainsi : « Pressez l'Em-
« pereur pour qu'il prenne un parti prompt et dé-
« cidé. Qu'il sache bien que la France veut la paix,
« un système monarchique et libéral, mais n'aime
« ni ne veut les Bourbons : s'ils retournent au
« trône, ce sera malgré le peuple, et par la faute du
« gouvernement impérial. »

En effet, les espérances que le roi Joseph fondait sur la puissance du génie de l'Empereur auraient pu se réaliser encore; mais M. de Talleyrand, le duc d'Alberg, les abbés Louis et de Pradt, et autres, avaient réussi à précipiter la décision des souve-

rains étrangers et du prince de Schwartzemberg, portant que les alliés ne traiteraient plus avec Napoléon, ni aucun membre de sa famille. Des maréchaux qui devaient agir suivant les intentions de l'Empereur, lui déclaraient qu'il fallait abdiquer. Ceux à qui sa munificence avait prodigué trop tôt des faveurs et des richesses, n'aspiraient plus qu'au bonheur d'en jouir. Beaucoup de sénateurs bornaient leur sollicitude à conserver les traitements accordés par le souverain dont ils s'étaient hâtés de prononcer la déchéance. Le peuple, qui eut toujours le sentiment de la dignité nationale, contemplait tristement cette triste rivalité d'égoïsme.

Néanmoins, malgré ce honteux abandon encouragé par la subite apparition du parti que réveillaient d'anciens souvenirs, la cause impériale n'était pas désespérée. Le général Caulaincourt avait obtenu assez d'influence auprès de l'empereur de Russie pour lui inspirer une opinion favorable sur la question agitée depuis quelques jours, et concernant la régence de l'Impératrice. L'hésitation des souverains étrangers était d'un bon augure, et laissait entrevoir une heureuse solution. Mais le guet-apens dans lequel tomba le duc de Raguse mit un terme aux incertitudes ; la régence fut écartée.

Le roi Joseph, qui n'avait pu connaître exactement ni le résultat des négociations tentées à Paris, ni les dispositions adoptées par l'Empereur à Fontainebleau, adressa de nouveaux conseils à son frère ; mais il était trop tard pour les suivre. Le roi rappelait dans une lettre ses vieilles et funestes pré-

dictions, trop justifiées par les événements, et cherchait à inspirer à Napoléon une résolution désormais impossible.

Le même jour où Joseph écrivait d'Orléans à son frère, l'Empereur abdiquait à Fontainebleau.

Bientôt l'Impératrice partit avec son fils, sous l'escorte des Cosaques, pour aller à Rambouillet, où elle reçut la visite de l'empereur d'Autriche, son père, et de l'empereur Alexandre. Napoléon se rendit à l'île d'Elbe, Joseph en Suisse, la famille impériale en Italie.

L'impartialité des lecteurs reconnaîtra que Joseph Napoléon remplit dignement ses devoirs envers la France, envers l'Empereur. Convaincu de l'impossibilité de soutenir sans fusils, sans argent, sans crédit, la guerre contre l'Europe coalisée, il signalait la paix comme unique moyen de sauver la patrie. Il était dans sa destinée d'avoir à Paris, comme en Espagne, à surmonter des obstacles invincibles.

Maintenant, si, malgré toutes ces preuves, il est encore des lecteurs de bonne foi qui pensent que le roi Joseph eût accompli son devoir en ne faisant pas partir l'Impératrice et le roi de Rome de Paris, en restant lui-même dans cette ville, nous mettrons sous leurs yeux les trois lettres suivantes, comme pièces de conviction dans ce grand procès historique :

Joseph à Napoléon.

« Paris, 7 février 1814.
(Onze heures du soir.)

« Sire, j'ai reçu les deux lettres de Votre Majesté d'hier. J'ai

Napoléon à Joseph.

« Nogent, 8 février 1814.
(Onze heures du matin.)

« Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 7 à onze heures du soir;

vu et écrit au duc de Valmy. Il part ce soir pour Meaux. Il m'a communiqué une lettre du duc de Tarente, datée du 6. Il était encore à Épernay, et n'avait aucune nouvelle de Votre Majesté depuis quatre jours. Il avait abandonné Châlons, après s'y être défendu quelque temps. L'artillerie avait été dirigée sur Meaux. L'ennemi était entré à Sézanne. L'intendant et les caisses avaient échappé à l'ennemi.

Voici l'itinéraire exact de la 9e division d'infanterie de l'armée d'Espagne (n° 1).

J'ai envoyé un aide de camp sur la route de Châlons par Vitry. J'ai chargé le ministre de la guerre d'en envoyer un autre sur la route de ......

Le ministre de la guerre me mande qu'il avait fait envoyer ce matin 2 *mille fusils* à Montereau.

Je lui ai écrit de ..... ce soir. J'ai parlé à Louis du projet de le laisser ici; il m'a écrit une longue lettre, que je prends le parti d'envoyer à Votre Majesté. Il me semble que Votre Majesté m'a dit que les princesses devraient suivre l'Impératrice. S'il en était autrement, il faudrait que je le susse d'une manière positive. *Je fais bien des vœux pour que le départ de l'Impératrice puisse n'avoir pas lieu. Nous ne pourons nous dissimuler que la consternation et le désespoir du peuple pourront avoir de tristes et funestes résultats. Je pense, avec toutes les personnes dont on pourrait apprécier l'opinion, qu'il faudrait* elle m'étonne beaucoup. Je vous ai répondu *sur l'événement de Paris, pour que vous ne mettiez plus en question la fin, qui touche à plus de gens qu'à moi. Quand cela arrivera, je ne serai plus; par conséquent, ce n'est pas pour moi que je parle.* Je vous ai dit pour l'Impératrice et le roi de Rome, et notre famille, ce que les circonstances indiquent, et vous n'avez pas compris ce que j'ai dit. *Soyez bien certain que si le cas arrivait, ce que je vous ai prédit arrivera infailliblement: je suis persuadé qu'elle-même a ce pressentiment.*

Le roi Louis parle de la paix, c'est donner des conseils bien mal à propos; du reste, je ne comprends rien à votre lettre. Je croyais m'être expliqué avec vous; mais vous ne vous souvenez jamais des choses, et vous êtes de l'opinion du premier homme qui parle, et qui vous reflète cette opinion.

Je vous répète donc, en deux mots, que Paris *ne sera jamais occupé de mon vivant. J'ai droit à être cru par ceux qui m'entendent....*

Après cela, si, par des circonstances que je ne puis prévoir, je me portais sur la Loire, je ne laisserai pas l'Impératrice et mon fils loin de moi, parce que, dans tous les cas, il arriverait que l'un et l'autre seraient enlevés et conduits à Vienne; *que cela arriverait bien davantage si je n'existais plus.* Je ne comprends pas comment pendant ces menées auprès

supporter bien des sacrifices, avant d'en venir à cette extrémité. Les hommes attachés au gouvernement de Votre Majesté craignent que le départ de l'Impératrice ne livre le peuple de la capitale au désespoir, et ne donne une capitale et un empire aux Bourbons. Tout en manifestant les craintes que je vois sur tous les visages, Votre Majesté *peut être assurée que ses ordres seront exécutés, pour ma part, très-fidèlement, dèsqu'ils me seront arrivés.*

J'ai parlé au général Caffarelli pour Fontainebleau, ainsi qu'à M. de la Bouillerie pour le million de la guerre et pour les autres objets. Je ne sais pas jusqu'à quel point ce que j'ai cru remarquer peut paraître convenable à Votre Majesté; mais je puis l'assurer qu'il importe de faire payer un mois d'appointement aux grands dignitaires, ministres, conseillers d'Etat, sénateurs. On m'en a cité plusieurs dans un véritable besoin, et plusieurs seront bien embarrassés pour partir, si le cas se présente; et l'on prévoit qu'ils resteront à Paris.

J'ai eu la visite de M. le maréchal Brune, que je n'ai pu voir; je ne doute pas qu'il ne soit venu offrir ses services. Je serais bien aise de connaître les intentions de Votre Majesté à cet égard.

Jérôme est contrarié que Votre Majesté ne se soit pas encore expliquée sur la demande que j'ai faite pour lui dans deux de mes précédentes lettres (1).

(1) La demande d'un commandement.

de votre personne, vous couvrez d'éloges si imprudents les propositions *de traîtres si dignes de ne conseiller rien d'honorable : ne les employez jamais, même dans un cas le plus favorable.* D'ailleurs nul n'est tenu à l'impossible : je ne peux plus payer aucun officier, et je n'ai plus rien.

J'avoue que votre lettre du 7 à onze heures du soir m'a fait mal, parce que je ne vois aucune tenue dans vos idées, et que vous vous laissez aller aux bavardages et opinions d'un tas de personnes qui ne réfléchissent pas. Oui, je vous parlerai franchement. Si Talleyrand est pour quelque chose dans cette opinion de laisser l'Impératrice à Paris, dans le cas où l'ennemi s'en approcherait, *c'est trahir. Je vous le répète, méfiez-vous de cet homme ! Je le pratique depuis seize ans, j'ai même eu de la faveur pour lui; mais c'est sûrement le plus grand ennemi de notre maison, à présent que la fortune l'a abandonnée depuis quelque temps.* Tenez-vous aux conseils que j'ai donnés. J'en sais plus que ces gens-là.

S'il arrivait bataille perdue et nouvelle de ma mort, vous en seriez instruit avant ma maison. *Faites partir l'Impératrice et le roi de Rome pour Rambouillet; ordonnez au sénat, au conseil d'État et à toutes les troupes, de se réunir sur la Loire; laissez à Paris un préfet ou une commission impériale, ou des maires.*

Je vous ai fait connaître que je pensais que Madame et la reine

On m'assure que M. de la Fayette a été un des premiers grenadiers de la garde nationale qui aient été en faction à l'hôtel de ville.

Les barrières seront entièrement fortifiées demain, et l'on commencera à y transporter de l'artillerie.

Le général Caffarelli a répondu au duc de Conegliano qu'il n'avait pas encore l'autorisation du grand maréchal du palais, à qui il avait écrit pour demander que la garde nationale place un poste de 25 hommes aux Tuileries.

P. S. Je reçois la lettre de Votre Majesté, en date d'aujourd'hui, de Nogent. Les dispositions qu'elle me prescrit sont déjà ordonnées, et je tiendrai Votre Majesté au courant, à mesure de leur exécution.

Cette lettre est partie par le courrier Remy. »

de Westphalie pourraient bien rester à Paris, logées chez Madame. Si le vice-roi est revenu à Paris, vous pourrez aussi l'y laisser; *mais ne laissez jamais tomber l'Impératrice et le roi de Rome entre les mains de l'ennemi.*

Soyez certain que dès ce moment, l'Autriche étant désintéressée, l'emmènerait à Vienne avec un bel apanage; et, sous ce prétexte de voir l'Impératrice heureuse, on ferait adopter aux Français tout ce que le régent d'Angleterre et la Russie pourraient leur suggérer. Tout parti se trouverait par là détruit, car .... au lieu que, dans le cas opposé, l'esprit national du grand nombre d'intéressés à la révolte rendrait tout résultat incalculable.

Au reste, il est possible que l'ennemi s'approchant de Paris, je le battrai; et tout cela n'aura pas lieu. Il est possible aussi que je fasse la paix sous peu de jours; mais il en résulte toujours, par cette lettre du 7 à onze heures du soir, que vous n'avez pas de moyens de défense. Pour comprendre ces choses, je trouve toujours votre jugement faux; c'est enfin une fausse doctrine. L'intérêt même de Paris est que l'Impératrice et le roi de Rome n'y restent pas, parce que l'intérêt ne peut pas être séparé de leur personne, et que, depuis que le monde est monde, je n'ai jamais vu qu'un souverain se laissât prendre dans des villes ouvertes; ce serait la première fois.

Ce malheureux roi de Saxe arrive en France; il perd ses belles illusions.

Dans les circonstances bien difficiles de la crise des événements, on fait ce qu'on doit, et laisse aller le reste. Or si je vis, on doit m'obéir, et je ne doute pas qu'on s'y conforme; si je meurs, mon fils régnant et l'Impératrice régente doivent, pour l'honneur des Français, ne pas se laisser prendre, et se retirer au dernier village......

Souvenez-vous de ce que disait la femme de Philippe V. Que dirait-on en effet de l'Impératrice? Qu'elle a abandonné le trône de son fils et le nôtre; et les alliés aimeraient mieux de tout finir en les conduisant prisonniers à Vienne. *Je suis surpris que vous ne conceviez pas cela!* Je vois que la peur fait tourner toutes les têtes à Paris.

L'Impératrice et le roi de Rome à Vienne, ou entre les mains des ennemis, *vous et ceux qui voudraient se défendre seraient rebelles.*

Quant à mon opinion, je préférerais qu'on égorgeât mon fils, plutôt que de le voir jamais élevé à Vienne comme prince autrichien; et j'ai assez bonne opinion de l'Impératrice pour être aussi persuadé qu'elle est de cet avis, autant qu'une femme et qu'une mère peuvent en être.

Je n'ai jamais vu représenter *Andromaque*, que je n'aie plaint le sort d'Astyanax survivant à sa maison, et que je n'aie regardé,

comme un bonheur pour lui, de ne pas survivre à son père.

Vous ne connaissez pas la nation française. Le résultat de ce qui se passerait dans ces grands événements est incalculable !

Quant à Louis, je crois qu'il doit vous suivre. »

—

Napoléon à Joseph.

« Reims, 16 mars 1814.

« Conformément aux instructions verbales que je vous ai données, et à l'esprit de toutes mes lettres, vous ne devez pas permettre que, dans aucun cas, l'Impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi. Je vais manœuvrer de manière qu'il serait possible que vous fussiez plusieurs jours sans avoir de mes nouvelles. Si l'ennemi s'avançait sur Paris avec des forces telles que toute résistance devint impossible, faites partir dans la direction de la Loire la régente, mon fils, les grands dignitaires, les ministres, les officiers du sénat, les présidents du conseil d'État, les grands officiers de la couronne, le baron de la Bouillerie et le Trésor. *Ne quittez pas mon fils*, et rappelez-vous que je préférerais le savoir dans la Seine, que dans les mains des ennemis de la France; le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire. »

Ainsi le roi Joseph, accusé par beaucoup d'historiens d'avoir désiré l'évacuation de Paris, sollicite *le 7 février*, de son frère, l'autorisation de n'agir ainsi qu'à la dernière extrémité; et ce frère, qui, prétendit-on plus tard, blâma cette évacuation, lui ordonne *de la façon la plus dure*, dans deux lettres écrites à un mois d'intervalle, de faire évacuer Paris par l'Impératrice et par le roi de Rome, si l'ennemi vient à menacer cette ville; *de ne pas quitter son fils!...*

C'est que, pour Napoléon, Paris n'était pas la France. Paris pouvait être pris par les alliés sans que l'empire croulât; l'Impératrice et le roi de Rome prisonniers, tout était perdu.

Nous livrons ces pièces, sans autres commentaires, à nos lecteurs. Nous dirons seulement qu'il y a tout lieu de penser que si de pareils documents avaient été livrés à la publicité, quelques histoires écrites sur 1814 n'eussent pas été entachées de jugements aussi faux, d'erreurs aussi grossières (1).

(1) On peut encore consulter utilement, pour l'histoire *vraie* de cette époque, les ouvrages de MM. de Menneval et Fain.

CORRESPONDANCE

RELATIVE A L'ANNÉE 1814

« Sire, je prie Votre Majesté d'accueillir mes vœux pour que l'année qui va commencer soit heureuse pour elle et pour ses peuples. Jos. à Nap. Morte-fontaine, 1er janvier 1814.

J'espère que celle qui va finir aura épuisé tous ses malheurs. Zénaïde, arrivée, il y a un instant, chargée des cadeaux de l'Impératrice, a failli être brûlée près de la cheminée de ma chambre : elle a été sauvée, et se porte bien. Cet accident ne me laisse pas la possibilité d'écrire comme à mon ordinaire, n'ayant conservé que deux doigts libres. Je prie Votre Majesté de ne pas douter de mon tendre et entier dévouement. »

« Mon frère, je vous remercie des vœux que vous faites pour moi, et des sentiments que vous m'exprimez à l'occasion de la nouvelle année. Je vois aussi avec satisfaction que l'accident arrivé à ma nièce n'a pas eu de suites fâcheuses. » Nap. à Jos. Paris, 1er janvier 1814.

« Sire, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté. Elle me parle de son amitié, et j'avoue que je n'y comptais plus. Je respecte trop Votre Majesté et j'aime trop son amitié pour ne pas m'y livrer avec mon abandon d'autrefois. La première preuve que Votre Jos. à Nap. Paris, 7 janvier 1814.

Majesté peut m'en donner est de charger M. de Santa-Fé, ou tout autre, de la répartition des secours qu'elle accorde aux intéressantes familles qui ont abandonné l'Espagne à ma suite. La seconde, qu'elle trouve bon que je garde avec moi des officiers espagnols et français qui, m'ayant montré un dévouement particulier, ne peuvent pas être abandonnés par moi sans me rendre le plus ingrat et le plus insensible des hommes. »

Nap. à Jos. Paris, 10 janvier 1814.

« Mon frère, j'ai fait mettre à l'ordre du palais que vous seriez désormais annoncé sous le titre du *roi Joseph*, et la reine sous celui de la *reine Julie*, avec les honneurs et de la manière usitée pour les princes français. Je vous envoie une brochure que je reçois de Londres, et que le gouvernement anglais fait répandre. Je vous autorise à prendre l'uniforme des grenadiers de ma garde, comme celui que je porte. Je pense qu'il est convenable que vous ne portiez aucun ordre étranger, et que vous soyez seulement décoré de l'ordre français. Faites-moi passer l'état des personnes dont vous voulez composer votre maison ainsi que la maison de la reine, et indiquez-moi le jour où vous voulez recevoir la cour et les autorités. »

Joseph à Murat. Paris, 14 janvier 1814.

« Mon cher frère, j'ai reçu votre lettre du 1er. Je suis charmé des espérances que vous me donnez, et je désire vivement apprendre bientôt que vos vœux pour une paix prochaine se réalisent. Je viens d'avoir un long entretien avec l'Empereur, et je suis convaincu qu'il désire sincèrement la paix. Si vous

pouvez y contribuer en quelque chose, ce ne peut être qu'en vous rangeant du côté où vous portent votre cœur, vos devoirs, et où vous savez qu'est aujourd'hui le désir sincère de la paix. Je ne puis pas dire la même chose des alliés, dont j'ignore les intentions. Vous ne pouvez pas oublier que votre intérêt politique est aujourd'hui d'accord avec le sentiment de l'honneur, qui doit vous porter à tous les efforts pour procurer à la France une paix qui consolide tous les établissements politiques aujourd'hui existants. Je ne crois pas m'abuser en vous mandant ingénument mon opinion : *Je suis convaincu que les malheurs de la France feront tôt ou tard vos malheurs.* Une prompte paix sauve tout; vous devez donc la hâter de tous vos moyens, et être bien persuadé que cette paix vaut mieux pour vous que tous les avantages que pourraient vous promettre aujourd'hui les alliés. Ces promesses sont évidemment fallacieuses : *le jour où vous serez livré à eux, il n'y a plus de lendemain pour vous, parce qu'ils n'auront plus aucun intérêt à vous ménager,* et qu'ils convoiteront, pour eux ou les leurs, la possession du plus beau pays de l'Europe. Votre existence, mon cher frère, est certainement liée à l'existence de la dynastie de l'Empereur en France. Si les Bourbons pouvaient renaître en France, pensez-vous que vous conserveriez longtemps Naples? Cependant la fortune a tourné, et les alliés sont aujourd'hui les plus forts ; mais si tous les princes de la maison de l'Empereur, si tous les Français suivent mon exemple, l'équilibre sera bientôt rétabli,

la paix faite, et les divers États consolidés. Pour cela il faut faire abnégation de tout autre sentiment, et se jeter, avec ce noble enthousiasme du bien qui vous caractérise, dans la balance du devoir et de l'honneur. La France affaiblie sera relevée par la contenance assurée de tous ceux sur lesquels elle a droit de compter. La politique d'ailleurs le commande ainsi ; mais je suis convaincu que l'honneur parle chez vous plus haut que l'intérêt ; et lorsque l'intérêt est d'accord avec l'honneur, on a une raison de plus pour tout attendre de vous. Je serai bien aise de connaître l'impression que vous aura faite cette lettre. Je vous prie, dans tous les cas, de bien croire qu'elle est uniquement dictée par le sentiment de mon affection pour votre famille, dont le bonheur est inséparable de celui de la mienne et de la France entière. »

Joseph à Clarke. Paris, 30 janvier 1814.

« Le ministre de la police, Monsieur le duc, doit vous avoir communiqué un projet pour la réunion des gardes forestiers et des gendarmes de la 1re division. Je désire connaître votre opinion sur le fond du projet, et vous prie de me communiquer le tableau des hommes à pied et à cheval qui deviendraient disponibles, sans nuire trop essentiellement au service ordinaire. »

Nap. à Jos. Brienne, 31 janvier 1814.

« Vous m'écrivez que le général Ornano n'a pas d'argent. Le payeur m'a instruit que le douzième million avancé à la garde par mon Trésor a été distribué depuis mon départ de la manière suivante : 400 mille francs à la cavalerie, 250 mille aux gre-

nadiers à pied, 250 mille aux chasseurs à pied, 70 mille à l'artillerie, et 30 mille aux équipages. Le baron de la Bouillerie, ayant reçu cette distribution, a dû la payer. Si, par un événement quelconque, cette distribution ne lui était pas parvenue, vous présenteriez cette lettre à la Bouillerie, qui payerait ce million, ainsi qu'il est dit ci-dessus. Proposez-moi la distribution d'un treizième million, mais prévenez Ornano qu'il doit prendre garde à ses quartiers-maîtres : je crois qu'ils me volent.

P. S. Le treizième million vient d'être réparti par le général Drouot. »

« Vous aurez vu par le bulletin les événements qui se sont passés. L'affaire de Brienne a été fort chaude. J'y ai perdu 3 mille hommes, et l'ennemi y a perdu 4 à 5 mille hommes. J'ai poursuivi l'ennemi à mi-chemin de Bar-sur-Aube. J'ai fait réparer les ponts de l'Aube qui avaient été brûlés. Encore un moment, et le général Blücher et tout son état-major eussent été pris. Le neveu du chancelier de Hardenberg a été pris à côté d'eux ; ils étaient à pied, et ne savaient pas que j'étais à l'armée. Depuis ce combat de Brienne, nos armées sont en grande réputation chez les alliés. Ils ne croyaient plus à l'existence de nos armées. J'ai lieu de croire, quoique je n'en aie pas la certitude, que le duc de Vicence est arrivé au quartier général de l'Empereur à Chaumont. Cette affaire de Brienne, la position de nos armées, et l'opinion qu'on en a, pourraient accélérer la conclusion de la paix. Il est convenable

Nap. à Jos. Brienne, 31 janvier 1814. (Au soir.)

que les journaux *montrent l'intention de Paris* dans *l'intention de se défendre, et beaucoup de troupes comme y arrivant de tous côtés.*

J'ai donné l'ordre qu'on fît partir de Paris une colonne de 1,000 à 1,200 chevaux de la garde, 2 pièces de canon, 3 à 4 caissons d'infanterie et 3 à 4 mille hommes de la jeune garde, ce qui ferait une colonne de 4 à 5 mille hommes. On y joindrait une compagnie d'équipages militaires de la garde, s'il y en avait une de formée. Cette colonne se dirigera sur Nogent, sur Fismes, où elle attendra de nouveaux ordres. Le duc de Trévise avait évacué Troyes pour se porter sur Arcis-sur-Aube; mais je lui ai donné l'ordre de revenir à Troyes, et il y est arrivé ce soir à sept heures. Il est bien important d'augmenter le plus tôt possible la division qui est à Troyes. »

Joseph à Clarke. Paris, 31 janvier 1814.

« Monsieur le duc, le ministre de la police m'instruit qu'un parti de quelque mille chevaux s'est dirigé sur Sens (1), où je désire que vous envoyiez un officier au général Treilhard, en lui prescrivant de hâter la marche de sa division, et de vous faire connaître le jour où les escadrons les mieux montés arriveront à Fontainebleau. Il serait bon que les corps d'infanterie qui les suivent reçussent le même avis, afin qu'ils pressent leur marche et soient sur leurs gardes. »

Jos. à Nap.

« Sire, le général Ornano m'a annoncé qu'il avait

(1) Quelques Cosaques de Platow.

aujourd'hui, en état de prendre les armes, 5 mille hommes d'infanterie et 500 de cavalerie. L'achat des chevaux était arrêté par le manque de fonds. M. de la Bouillerie s'est refusé à en fournir sur les 2 millions que l'on m'a annoncé avoir été destinés par Votre Majesté à la remonte de la garde. J'ai fait fournir quelques fonds particuliers au général Ornano, pour ne point arrêter un service aussi important. Il sera bon que Votre Majesté veuille bien faire donner des ordres sur cet objet à M. de la Bouillerie. Les compagnies d'artillerie d'Espagne n'arrivent qu'aujourd'hui. Toutes les dispositions prescrites par Votre Majesté commencent à s'exécuter. Les cadres de la garde se réduisent à 22 bataillons, au lieu de 30. J'ai demandé au ministre de la guerre un travail pour la formation de tous les gardes forestiers et champêtres de la 1re division, et leur réunion ainsi que celle de la gendarmerie, pour que, le cas arrivant, tous ces hommes puissent se trouver réunis et s'opposer à l'ennemi avant que le danger ne les disperse, s'ils étaient surpris par les partis ennemis avant d'avoir reçu des ordres et une organisation. Je viens d'envoyer à l'Impératrice un décret qui autorise cette mesure, approuvée par l'archichancelier et les ministres. » Paris, 1er février 1814.

« Sire, les rapports qui m'ont été transmis hier et aujourd'hui font connaître les tentatives de l'ennemi sur Sens : elles ont été jusqu'ici infructueuses. Le général Allix a rétabli la confiance, et tous les secours en hommes, artillerie et munitions ont été dirigés, de Jos. à Nap. Paris, 1er février 1814.

Paris et de Melun, sur les points menacés. J'ai envoyé un aide de camp à Sens ; un autre est parti pour Briare. La défensive est organisée partout avec beaucoup de zèle. A Paris on s'occupe des travaux des barrières, et j'espère que, sous trois à quatre jours, ils seront achevés. La garde nationale commence son service après-demain. Elle aura un poste au palais, et un à la préfecture. Ce service pourra recevoir plus d'accroissement selon les événements. J'ai vu aujourd'hui 6 mille hommes de la garde de Votre Majesté, qui sont partis d'après les ordres directs qui ont été donnés par le général Drouot au général Ornano, ainsi que 22 pièces de la garde. »

(*Deux ou trois lignes de la fin de cette lettre, indéchiffrables.*)

Jos. à Nap. Paris, 2 février 1814.

« Sire, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté par laquelle elle m'annonce la répartition des fonds. J'en ai prévénu le général Ornano, commandant la garde. J'ai communiqué au général Ornano les ordres de Votre Majesté pour le départ des 4 à 5 mille hommes de sa garde. J'espère pouvoir les faire partir en grande partie le 4. Les 2 bataillons partis hier ont dû coucher cette nuit à Meaux ; ils vont être dirigés sur Arcis-sur-Aube. Un officier parti ce matin de Montargis annonce que le commandant de cette ville et les habitants étaient sur leurs gardes, ayant appris que l'ennemi s'était présenté à Courtenay. Les habitants, sur toute la route, étaient bien disposés ; mais ils avaient peu d'armes. Une lettre du

général Rusca, de Soissons, à cinq heures du matin, annonce au ministre de la guerre l'arrivée d'un parti de 1,200 chevaux ennemis à Maubert-Fontaine, où ils ont exercé beaucoup de violences et massacré les malades. Les conscrits arrivent par 1,200 tous les jours. Les habits ne manquent pas. Tout le monde montre du zèle; *mais les armes sont rares.* »

« Il paraît que les alliés ont désigné le 3 février pour l'ouverture du congrès qui se réunit à Châtillon; que lord Castlereagh traitera pour l'Angleterre avec une demi-douzaine d'Anglais, M. de Stadion pour l'Autriche, M. de Humboldt pour la Prusse, et Rasumowski pour la Russie. Il paraît que les alliés ont craint que l'arrivée du duc de Vicence au quartier général ne donnât lieu à pratiquer et à fomenter les germes de désunion qui existent entre eux. Ils ont préféré tenir le congrès loin du quartier général. Je serai demain à Troyes. » Nap. à Jos. Piney, 2 février 1814.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 1er février. J'aurais désiré que vous m'eussiez envoyé l'état de situation des troupes que vous aviez le 31 à la parade, infanterie et cavalerie, soit de la garde, soit de la ligne. *J'attends, pour livrer une bataille, d'être renforcé des divisions d'Espagne, que j'ai ordonné de diriger sur Nogent-sur-Seine.* » Nap. à Jos. Troyes, 3 février 1814.

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté d'hier. Demain je verrai les troupes, qui partiront immédiatement après, pour se rendre à la destination que Jos. à Nap. Paris, 3 février 1814.

Votre Majesté leur a fait donner. Je garderai ici à peine ce que Votre Majesté a destiné à la protection du palais. L'opinion était trop confiante hier et avant-hier ; aujourd'hui elle est trop alarmée. J'ai visité les travaux des barrières de la rive gauche ; ils seront terminés dans trois jours. J'ai été assez content de la physionomie des faubourgs, qui (*deux lignes indéchiffrables*). Votre Majesté n'a point oublié que j'ai au nombre de mes plus anciens serviteurs le général Maurice Mathieu. Je prie Votre Majesté de me le donner : c'est un homme de conseil et de cœur. L'Impératrice m'a fait demander un entretien ; j'ai cherché à la rassurer. Je la reverrai aujourd'hui. On annonce la division Leval à Versailles ; demain, la division Boyer sera à Melun. Nous n'avons aucune nouvelle de l'armée d'Italie. »

Jos. à Nap. Paris, 5 février 1814.

« Sire, j'ai reçu votre lettre du 3. La division Leval a été retardée dans sa marche ; on l'attend demain à Versailles. J'ai vu aujourd'hui 5 mille hommes d'infanterie et 1,200 chevaux de la garde, 600 chevaux du dépôt de Versailles. Je n'ai gardé ici que mille fantassins et 400 cavaliers. L'opinion était aujourd'hui abattue, et j'ai eu beaucoup de peine à soutenir l'espoir de beaucoup de personnes. J'ai vu deux fois l'Impératrice, et je l'ai laissée plus tranquille hier au soir ; elle venait de recevoir une lettre de Votre Majesté, où il était question du congrès. Si Votre Majesté éprouvait de grands revers, *quelle forme de gouvernement faudrait-il laisser ici pour empêcher les premiers intrigants*

de se mettre à la tête d'un mouvement quelconque? Jérôme me demande quelle est la conduite qu'il doit tenir dans cette hypothèse? Les hommes arrivent, mais l'argent manque pour les habiller. Le comte Daru ne peut obtenir du Trésor que 10 mille francs par jour, ce qui retarde singulièrement le moment du départ des troupes. Il y a ici deux bataillons de gardes nationales. »

Joseph à Clarke. Paris, 5 février 1814.

« Monsieur le duc, d'après les nouveaux ordres que je reçois de l'Empereur, les 600 hommes de cavalerie du général Roussel (1), qui doivent être dirigés par Corbeil sur Fontainebleau, doivent l'être sur Nogent, par Brie-Comte-Robert, Nangis et Provins. Je désire voir demain la division du général Leval, qu'on m'annonce être arrivée à Versailles hier soir, pour qu'elle puisse se rendre ensuite à Nogent par la même route. C'est aussi sur Nogent, et par cette même direction, que doivent être dirigées toutes les troupes d'Espagne et autres qui doivent renforcer l'armée de l'Empereur (2), moins celles que vous jugerez strictement nécessaires pour soutenir la ligne de l'Oing, sur laquelle, d'après l'avis que je reçois, il paraît que l'ennemi ne dirige jusqu'à présent que des postes. Je vous prie de vouloir bien donner des ordres en conséquence. »

Jos. à Nap. Paris, 5 février

« Sire, M. Colchen est arrivé; il croit avoir reconnu l'ennemi hier soir. Les préparatifs de défense

(1) Roussel-d'Hurbal.

(2) Napoléon partit le 9 de Nogent, pour se porter sur Sézanne. Il est nécessaire de ne pas oublier ce fait.

1814. (5 heures du soir). se faisaient sur la communication qui jusqu'ici était ouverte sur Châlons. Le duc de Tarente était à Épernay hier soir (1). On ignore..... J'envoie un officier pour le voir et connaître la situation des choses. Les forces disponibles de la garde sont parties pour Nogent ; la division Leval part demain. Il n'y a donc pas de troupes à Paris pour pouvoir marcher à la rencontre de l'ennemi et couvrir la capitale. M. Colchen croit que l'ennemi pourrait bien avoir 20 mille hommes sur la communication de Châlons. Je m'empresse de prévenir Votre Majesté de cet état de choses, afin qu'elle puisse prendre les dispositions qui pourraient sauver la capitale, et ordonner la marche à suivre dans les diverses hypothèses. Le Trésor public est épuisé, et le service de la guerre en souffre beaucoup. Louis et Jérôme m'ont chargé de rappeler à Votre Majesté qu'ils étaient prêts à remplir la destination que vous jugeriez la plus convenable de leur donner. Je pense, en mon particulier, que si, par un des plus grands malheurs qui puissent arriver, l'ennemi devait entrer dans la capitale, il serait convenable qu'elle ne *fût pas abandonnée par tous les frères de Votre Majesté*. Il me paraîtrait qu'entre le départ de l'Impératrice et l'entrée de l'ennemi, il y aurait un intervalle pendant lequel une commission du gouvernement provisoire devrait avoir à

(1) Macdonald, après la marche de l'armée de Silésie tout entière sur Châlons-sur-Marne, avait dû opérer sa retraite, et s'était replié sur Épernay. Il arriva le 8 à la Ferté-sous-Jouarre, où il livra combat à Sacken.

sa tête un prince. Le trésorier de la couronne me presse beaucoup pour être autorisé à faire transporter hors de Paris les objets qu'il ne saurait en enlever que vingt-quatre heures après en avoir reçu l'avis; et il ne serait pas sûr que cet avis pût lui en être donné vingt-quatre heures à l'avance. Pour gagner huit heures, j'expédie un courrier à Votre Majesté. »

« Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 5 février à Troyes. Le duc de Raguse est arrivé à Nogent avec son corps, pour contenir l'ennemi. Je me déciderai à le reconnaître ce matin, à m'y porter avec l'armée, et à quitter Troyes. Dans des moments extraordinaires, il me semble que le seul homme à laisser à Paris serait un commissaire impérial. Voyez sur qui le choix pourrait rouler; concertez cela avec l'archichancelier et les ministres des finances, du trésor et de l'intérieur. Je suppose qu'il ne faudrait laisser aucun ministre (*mais j'espère que le cas n'arrivera pas.*) » Nap. à Jos. Troyes, 6 février 1814.

« Mon frère, je reçois votre courrier. Je serai demain de bonne heure à Nogent; le duc de Raguse y est depuis le 5. Je suis donc en mesure de couvrir Paris. Faites-moi connaître la marche précise de toutes les troupes et de la 2e division d'Espagne, ainsi que les renseignements que vous avez sur la route *de Châlons par Épernay, et sur celle de Vitry par Sézanne* (1). Il faudrait que le mi- Nap. à Jos. Troyes, 6 février 1814. (3 heures après-midi.)

(1) Il est permis de supposer, d'après ces questions, que l'Empereur commence à songer à son plan contre Blücher.

nistre de la guerre envoyât sur-le-champ des fusils et des cartouches à Montereau, à la Ferté et à Meaux, pour armer les gardes nationales. Je suis très-contrarié de ces dispositions, car je voulais attaquer demain sur Bar-sur-Seine pour battre l'empereur Alexandre, qui me paraît avoir fait de fausses dispositions; mais je sacrifie tout à la nécessité de couvrir Paris. Envoyez des officiers sur les deux routes que je viens de vous indiquer, afin que je sois bien instruit. Envoyez le duc de Valmy à Meaux; il correspondra avec moi sur Sézanne. Dans tout événement imprévu, l'idée de mettre à la tête de Paris le roi Louis me paraît très-bonne. Vous vous souvenez de tout ce que je vous ai dit pour les princesses (1). Au reste, par le parti que je prends, vous n'en serez pas là. Faites ôter de Fontainebleau tout ce qui est meuble précieux, et surtout ce qui pourrait être trophée, sans cependant trop démeubler le château; mais il est inutile d'y laisser l'argenterie et tout ce qui peut se transporter promptement. J'écris à la Bouillerie de tenir un million à votre disposition, pour activer l'habillement et l'équipement des troupes. »

Joseph à Clarke. Paris, 6 février 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre et celle du général Guye. Il paraît que le maréchal duc de Tarente n'est pas sur la communication de Châlons à Paris (2), et il n'y a ici aucune cavalerie pour en-

(1) L'Empereur avait prescrit à son frère, en cas d'évacuation forcée de Paris, différentes dispositions que l'on retrouvera dans sa lettre du 8, citée au texte de ce livre.

(2) Macdonald se trouvait bien réellement sur cette communication.

voyer à Meaux ; je pense donc que vous devez envoyer par un officier l'ordre aux 700 chevaux partis ce matin d'ici, et qui doivent être arrivés à Brie (1), de se rendre demain à Meaux, où ils seront aux ordres du général Guye ; dès que nous saurons à quoi nous en tenir sur ce point, ils recevront d'autres ordres.

J'ai ordonné ce matin au général Hullin d'envoyer 1,200 fantassins et 200 cavaliers, avec un général de brigade, à la Ferté-sous-Jouarre ; mais comme ce mouvement pourra être tardif, les chevaux devant venir à Versailles, et que le plus pressé aujourd'hui est ce qui peut se passer à Meaux, faites porter sur ce point les 700 chevaux qui seuls sont sous votre main. »

« Mon frère, il résulte de l'état de situation de la garde, que j'ai sous mes yeux telle qu'elle était au 5 de ce mois, qu'il y avait 700 hommes de vieille garde à Paris, ce qui peut faire deux bataillons de vieille garde, très-précieux pour servir de tête de colonne ou de réserve. Il résulte du même état qu'il y avait déjà 5 mille hommes de voltigeurs ou tirailleurs. Sur ces 5 mille hommes, le général Ornano en fait partir mille aujourd'hui 7 ; il ne reste donc plus que 4 mille hommes ; mais le 6, le 7, le 8, le 9 et le 10 doivent donner au moins 6 mille hommes (2) : je compte donc sur 10 mille hommes existant à Paris,

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814.

(1) Cavalerie dirigée sur Nogent.

(2) Il arrivait chaque jour des conscrits en assez grande quantité ; malheureusement, les armes manquaient. Il n'y avait guère que 5 à 6 mille fusils en état, et 30 mille à Vincennes en réparation.

au dépôt de la garde, le 10. Il y a à Paris vingt ou vingt-deux cadres de bataillons; cela formerait donc une vingtaine de bataillons à 500 hommes, et qui seraient successivement portés à deux divisions, chacune de 5 mille hommes. Les bataillons seraient portés, à mesure de l'arrivée des conscrits, au complet de 800 hommes. Il est convenable que, dans la journée de demain, les 6 ou 7 mille conscrits qui sont à Paris au dépôt de la garde soient répartis entre tous les cadres. Il vaut mieux avoir beaucoup de compagnies de 60 hommes qu'un petit nombre de compagnies de 120 hommes. Je compte donc que demain au soir vous pourrez passer la revue de deux divisions formant 4 brigades ayant 22 à 24 bataillons, formant, présents sous les armes, 5 ou 6 mille hommes, et qui s'augmenteront successivement tous les jours. La cavalerie a 1,200 hommes; l'artillerie a 22 pièces de canon; l'habillement ne peut pas tarder. Il y a à Paris une grande quantité de capotes, de gibernes et de shakos; il faut donner aux uns des capotes et aux autres des habits, parce que tous ces hommes seraient utilisés de suite; et recevant tous les jours de mille à 2 mille hommes, vous les répartirez entre les 24 bataillons. Il faut donner ordre au général Boyer de se rendre en poste pour prendre le commandement de la 2e division. Le général Charpentier en commandera une. Il y a des cadres à Lille et à Amiens. On pourrait, en cas de besoin, en faire venir en poste à Paris. Je suis donc fondé à espérer que, du 10 au 12, vous aurez à Paris 2 beaux bataillons de

vieille garde, 2 escadrons de cavalerie et 22 bouches à feu, faisant un total de 22,200 hommes. Donnez ordre que ces hommes tirent tous les jours à la cible, afin d'apprendre à se servir de leurs fusils. Quant à la ligne, j'ignore absolument ce qu'elle peut fournir; mais je suis fondé à penser qu'elle doit pouvoir vous fournir une vingtaine de bataillons à 3 ou 400 hommes. Il faut partir du même principe. Étant pressé, et n'ayant point le temps d'instruire le soldat, il vaut mieux avoir deux compagnies de 50 hommes qu'une de 100 hommes. Si la ligne pouvait vous fournir 20 bataillons à 300 hommes, cela ferait une réserve de 6 mille hommes; vous en formeriez 2 divisions, et vous leur donneriez 4 batteries, servies par les marins de Cherbourg ou par les jeunes gens de l'École polytechnique : vous auriez donc dans la main, le 10, 4 divisions, une soixantaine de pièces de canon, 2 mille hommes de cavalerie, formant une armée de plus de 30 mille hommes. Les gardes nationaux de Soissons, ceux de Meaux doivent former 6 mille hommes : vous auriez donc cinq divisions, une division de cavalerie, et la valeur de 40 mille hommes; ce qui serait un grand résultat. Réunissez le général Hullin et Gérard, de la guerre, pour voir ce qu'il est possible de faire. Aussitôt que je serai assuré que cette réserve est formée, je nommerai un maréchal pour la commander. En calculant la quantité de conscrits qui arrivent à la garde, j'ai l'espérance que la ligne pourra me fournir autant que la garde, c'est-à-dire 20 à 30 bataillons de 300 à 500

hommes. Des capotes, des shakos, etc., existent à l'administration de la guerre, et on est bien malhabile si on ne fait pas 3 à 4 mille capotes par jour; et en donnant, comme je vous l'ai déjà dit, aux uns des habits et aux autres des capotes, cela remplira le but. Écrivez-moi en détail là-dessus. Tout ne se fait que par le chef; et si vous n'entrez point dans tous ces détails, un tas d'hommes resteront inutiles aux dépôts, qui pourraient être employés à la défense de la capitale. Je donne ordre au général Bordesoulle de retourner à Paris pour prendre le commandement de toute la cavalerie que vous pourrez former à Versailles. Faites faire une copie de cette dépêche, pour l'envoyer au ministre de la guerre. Je vous répète qu'il vaut mieux avoir des petits bataillons, afin de pouvoir utiliser tous les cadres. J'ai ici à l'armée de très-petits bataillons, qui me rendent tous les jours ce que me rendaient des bataillons plus nombreux. C'est bien assez que 40 hommes par compagnie. Si ce sont des conscrits, c'est deux fois trop fort.

Je compte que votre réponse à cette dépêche me parviendra demain au soir, et que vous me ferez connaître positivement les ressources que vous avez. »

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814.

« Mon frère, je vous ai écrit aujourd'hui pour une armée de réserve de 30 à 40 mille hommes qu'il serait possible de former en vidant le fond de tous les dépôts, et d'avoir disponible pour le 10 à Paris. Je pense qu'on peut également organiser pour

cette réserve une centaine de pièces de canon. Si l'on manque de chevaux, il faut faire un appel de 2 mille chevaux, que l'on aura bientôt trouvés à Paris. Si l'on manque de soldats du train, il faut que les particuliers envoient leurs chevaux avec les palefreniers. »

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814.

« Mon frère, vous me mandez, dans votre lettre du 5, que vous avez envoyé 600 hommes de cavalerie à Meaux; mais vous ne me dites pas sous les ordres de quel général ni dans quelle brigade se trouvent ces troupes; vous ne me donnez aucun détail sur leur composition : cependant ces connaissances me sont nécessaires. Il y a à Meaux 300 hommes de cavalerie, sous les ordres du général Saint-Germain; je lui mande d'éclairer la Ferté-sous-Jouarre. »

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814.

« Mon frère, j'ai reçu vos deux lettres de ce matin à une heure. Je ne crois point que l'ennemi ait été à la Ferté-sous-Jouarre; je ne crois pas non plus qu'il ait été à Meaux (1) : ce sont là de vaines alarmes. Le maréchal Macdonald m'a écrit de Châlons, le 5, qu'il couvrait les routes d'Épernay, de Montmirail et de Sézanne. Au moment même je fais partir 2 mille hommes pour occuper Sézanne (2); je m'y porterai dans la nuit avec ce qui est nécessaire, pour battre et culbuter ce qui serait sur cette communication. De là, je me porterai rapidement sur la

(1) L'Empereur avait raison, cela n'était pas. On s'effrayait à tort à Paris.

(2) C'est le commencement du mouvement contre Blücher.

communication de Meaux. Je crois, par mes manœuvres, avoir obligé la grande-armée à se porter de devant Troyes sur Bar-sur-Aube, et avoir au moins trois marches sur elle. La division Leval est arrivée à Provins. Il faut me donner des détails militaires plus précis : vous avez envoyé deux bataillons à Meaux, mais vous ne me dites pas lesquels. Je dois savoir cela, pour ramasser les troupes. Comme vous m'envoyez un détachement de cavalerie, dites aussi de quel corps. Je ne vous donne point d'ordres pour la Bouillerie; je ne crois pas que cela soit nécessaire. Toutefois, il peut, en six heures de temps, charger tout ce qu'il a sur quinze voitures, et avec des chevaux que fourniraient mes écuries, pour le transporter d'abord à Rambouillet. Mais je ne pense point que les choses en soient encore là; je ne crains point l'ennemi; je suis plein d'espérance dans l'événement. *Tenez ferme aux barrières de Paris. Faites placer deux pièces de canon aux différentes barrières. Que la garde nationale qui a des fusils et des fusils de chasse y ait des postes; surtout, faites en sorte que le ministre de la guerre envoie des fusils à Montereau et à Meaux* (1). Je vais laisser à Soissons un bataillon

(1) Il est essentiel de bien faire comprendre la situation des choses au 7 février, parce que, de cette phrase que nous avons soulignée à dessein, on pourrait tirer par analogie des conséquences fausses. Expliquons-nous : On a reproché à Joseph l'évacuation de Paris, la faible défense de la capitale au 30 mars. De ce que dit ici l'Empereur : *Tenez ferme aux barrières*, on serait peut-être disposé à conclure qu'à la fin de mars il en était de même. Or, le 7 février, Napoléon savait qu'il allait marcher sur Blücher, et qu'il serait toujours prêt, quelque chose qui arrivât, à se porter sous Paris

des gardes nationales, et faire venir les autres à Meaux en poste. Envoyez le duc de Valmy à Meaux, pour correspondre avec moi et se mêler de tous ces détails. Comme les nouvelles me doivent venir par vous, tenez-moi très au fait de tout. Ayez des observateurs sur les trois routes d'Épernay à Meaux, de la Ferté-sous-Jouarre à Montmirail, et de Meaux à Sézanne. Indépendamment des militaires que doit y avoir le ministre de la guerre, que la police y ait aussi des agents secrets, car la connaissance des mouvements de l'ennemi est un des grands éléments d'une parfaite réussite.

Il doit y avoir à *chaque barrière* 50 hommes armés de fusils d'ordonnance, 100 hommes armés de fusils de chasse, et 100 armés de piques (1), ce qui ferait 250 hommes à chacune des principales barrières. Vous devez former tous les jours une réserve de 4 à 500 hommes armés de fusils d'ordonnance, du double de fusils de chasse, et d'un tiers armés de piques; ce qui fera une réserve de 2 mille hommes pour se porter partout où il serait nécessaire,

en même temps que les alliés, puisqu'il manœuvrait à portée de cette ville, entre la Marne et la Seine. *Tenir un instant aux barrières* était donc alors suffisant et possible. A la fin de mars, l'Empereur s'éloignait de la capitale pour attirer l'ennemi sur la haute Marne; les alliés ne prirent pas le change, et gagnèrent deux à trois marches sur sa petite armée. Le 7 février, Schwarzemberg ou Blücher, *séparément,* pouvaient arriver sous les murs de Paris, et ils étaient sûrs d'être suivis, peut-être précédés, par tout ce qui restait de l'armée française. Le 30 mars, les deux généraux étaient réunis avec *toutes les forces de la coalition.*

Il ne peut donc y avoir aucune conséquence à tirer de cette lettre de Napoléon, dans le sens que nous venons d'indiquer.

(1) L'Empereur n'ignorait donc pas la pénurie d'armes?

avec des batteries attelées de la garde et de l'École polytechnique. »

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814. (4 heures après-midi).

« Mon frère, je reçois des nouvelles du duc de Tarente du 6, à trois heures après midi. — Son arrière-garde était encore entre Épernay et Châlons, à peu près à la hauteur de Cherville; mais il n'avait personne sur la route de Montmirail ni sur celle de Sézanne, n'ayant pu y envoyer des troupes. Dans deux heures j'occuperai la route de Sézanne, le duc de Raguse étant parti depuis midi pour marcher sur cette ville. De là nous verrons à marcher sur Montmirail. Comme de la Ferté-sous-Jouarre à Paris il n'y a que quatre heures pour un courrier, vous devez savoir promptement ce qui se passe sur la route de Montmirail. Pour peu qu'il y ait un bataillon à la Ferté-sous-Jouarre et quelques pièces de canon pour arrêter les troupes légères, elles n'arriveront pas jusqu'à Paris, et mon mouvement les enveloppera. »

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814. (5 heures du soir.)

« Mon frère, faites mettre dans le *Moniteur* de demain que, le 5, le duc de Vicence a donné à dîner au lord Castlereagh, ministre des affaires étrangères d'Angleterre, à lord Cathcart, au lord Aberdeen, plénipotentiaire au congrès pour l'Angleterre; au comte de Stadion, plénipotentiaire pour l'Autriche ; au comte Rasumowski, plénipotentiaire pour la Russie, et au baron de Humboldt, plénipotentiaire pour la Prusse, et que les négociations paraissent marcher avec activité. Cet article ne sera pas mis au *Moniteur* à l'article Paris, mais sous la rubrique de Châtillon-sur-Seine. »

« Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 6; mais je crois l'avoir reçue après votre lettre du 7, à laquelle j'ai répondu. La situation des affaires de Paris n'en est pas où en est l'alarme. Je suis surpris que les ministres de la guerre et de la police n'aient pas, trois fois par jour, des nouvelles des routes qui les inquiètent. On perd la tête, et cela ne mène à rien de bon. Le duc de Tarente n'était pas, le 4, à Épernay, parce qu'il était le 5 à Châlons. Il était encore à une lieue de Châlons le 6, à trois heures après midi. Je ne sache pas qu'aucun parti se soit présenté à la Ferté, puisque ses courriers ont passé par là. D'ailleurs, il paraît que le duc de Tarente n'a pas pu couvrir la route de Montmirail : c'est un malheur; mais si on en avait été instruit, on aurait pu envoyer 300 hommes à la Ferté-sous-Jouarre avec du canon, afin de remédier à tout. Je vous ai écrit longuement sur les ressources de Paris. Je suppose qu'il y a des armes pour ces troupes, puisque le ministre de la guerre en a promis 60 mille (1). Je n'ai point encore de nouvelles du duc de Raguse (2); mais je vais tomber à bras raccourcis sur l'ennemi, dans la direction des communications de Meaux et de Châlons. L'alarme reviendra alors peut-être du côté de Sens; mais le général Pajol s'y organise. Je pense qu'il serait convenable de lui envoyer une batterie d'artillerie. Aussitôt que j'aurai la réponse à l'instruction

Nap. à Jos. Nogent-sur-Seine, 7 février 1814. (7 heures du soir.)

(1) Il n'y avait, comme nous l'avons dit, sur ces 60 mille armes, que 6 mille fusils en état et 30 mille en réparation.

(2) Parti la nuit pour Sézanne.

générale que j'ai donnée pour la formation de 4 divisions, je désignerai les emplacements sur les différentes routes. L'Impératrice avait eu l'idée de se rendre à Sainte-Geneviève. Je crains que cela ne fasse un mauvais effet, et n'ait pas d'autre résultat.

Le moment est difficile sans doute; mais, depuis que je suis parti, je n'ai guère eu jusqu'à cette heure que des avantages. *Le mauvais esprit des Talleyrand et des hommes qui ont voulu endormir la nation m'ont empêché de la faire courir aux armes, et voici quel en est le résultat* (1). Dans cette situation des choses, il faut montrer de la confiance et prendre des mesures hardies.

Il serait possible que des partis de cavalerie allassent actuellement du côté de Soissons. L'ennemi a une cavalerie immense, dont il inonde la France. Quelques villes, comme Châlon-sur-Saône, ont résisté; Lyon même s'en est mis à l'abri : mais ceux qui *sont à la tête de l'administration ont donné une fausse direction à l'esprit public.* Je suppose que le ministre de la guerre a donné des ordres positifs pour que Soissons (2) se défende. Je ne conçois pas pourquoi vos lettres pressées ne me sont pas envoyées par estafettes extraordinaires, ce qui ferait gagner au moins trois heures sur les courriers.

(1) Ce *résultat* est indiqué dans la lettre de l'Empereur du 8, citée au texte du livre.

(2) Le duc de Feltre, malheureusement, n'avait pris aucune mesure sérieuse à cet égard; en sorte que des corps de l'armée de Bernadotte purent s'en emparer, et que la perte de cette place paralysa en partie les belles manœuvres de Napoléon, couronnées par les victoires de Champ-Aubert, Montmirail et Vauchamps.

Cependant je trouve qu'il est quelquefois avantageux d'envoyer des courriers qui soient des hommes intelligents et sûrs, parce que moi-même je les interroge, et que vous pouvez faire de même. Lorsqu'il y a des affaires pressées, dites à Lavalette d'envoyer vos lettres par estafettes extraordinaires.

P. S. Tenez gaie l'Impératrice; elle se meurt de contrition. »

Jos. à Nap. Paris, 7 février 1814. (Partie à 4 heures du matin.)

« Sire, j'apprends par un particulier de Pont que le quartier impérial était attendu hier soir à Provins. J'envoie un courrier à Votre Majesté, pour gagner six heures sur l'estafette. J'ai écrit, il y a trois heures, assez longuement à Votre Majesté. Je l'ai prévenue que des partis ennemis s'étaient présentés à la Ferté-sous-Jouarre; qu'il n'y avait que 300 hommes à Meaux; que j'ai envoyé à Meaux deux bataillons et 700 chevaux, pour ne pas perdre le passage de la Ferté. L'opinion est fort abattue aujourd'hui. Nous n'avons pas de nouvelles de Votre Majesté (1). »

(1) L'Empereur allait commencer son mouvement sur Sézanne le 9. Entre cette lettre et la précédente devrait se trouver celle de onze heures du soir, que nous avons mise au texte du livre avec la réponse de l'Empereur.

M. de Vaulabelle, dans son histoire, représente Joseph au Luxembourg, occupé à écouter les grosses flatteries d'un petit nombre de courtisans, ayant perdu, dans l'abus des faciles plaisirs, toute décision et toute énergie. Sans doute alors il suppose que les lettres écrites *à toutes les heures du jour et de la nuit* par le prince n'étaient pas de lui?

M. de Vaulabelle, comme beaucoup d'auteurs, a écrit probablement d'après des renseignements, d'après des *on dit*, d'après d'autres ou-

Jos. à Nap. Paris, 7 février 1814. (1 heure 1/2 du matin.)

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté d'hier, dans ce moment seulement; je sais que l'estafette est arrivée cependant à sept heures. J'apprends que le maréchal Macdonald a abandonné Châlons et la communication de Meaux (1). On envoie dans cette direction tout ce que l'on peut en cavalerie et infanterie, sous les ordres du général Minot. Je prie Votre Majesté de me donner des ordres pour M. de la Bouillerie et pour la direction à suivre. Je verrai l'archichancelier pour la personne dont Votre Majesté me parle (2). »

Jos. à Nap. Paris, 7 février 1814.

« Sire, les événements deviennent de plus en plus graves. J'ai demandé au ministre de la guerre qu'il donnât au général Maurice Mathieu l'ordre d'être auprès de moi, comme major général. L'expérience m'ayant appris que le général Hullin est tellement occupé des affaires de la place de Paris, que des mouvements importants peuvent lui échapper, j'avais donc besoin d'un général qui fût toujours avec moi. Maurice Mathieu arrive dans la première division. Il prendra sous mes yeux les mesures qu'il importe de prendre et d'ordonner

vrages, et sans connaître les documents réels, sans avoir pu consulter des matériaux certains.

(1) Joseph était dans l'erreur. Macdonald avait bien abandonné Châlons, se retirant devant des forces beaucoup trop supérieures; mais il était venu prendre position derrière la Marne, à la Ferté-sous-Jouarre, et n'avait pas abandonné encore la communication de Meaux.

(2) Voir la lettre du 6 février (de Napoléon), dans laquelle il parle du choix à faire d'un commissaire impérial, en cas d'évacuation forcée de Paris.

au général Hullin, qui est plein de zèle et de bonne volonté. Le major Allant continue les mêmes rapports avec moi ; il a beaucoup de besogne et s'en acquitte bien. J'ai été fort heureux de l'avoir ; mais lui-même, ainsi que le ministre, m'ont pressé pour avoir un général expérimenté avec moi. J'ai envoyé un officier au duc de Tarente, pour avoir de ses nouvelles. On m'a assuré qu'il était, le 4, à Épernay (1). J'ai donné ordre au général Hullin d'envoyer un général de brigade avec 1,400 hommes sur la Ferté-sous-Jouarre, pour se mettre en communication avec le maréchal Macdonald, observer toutes les communications, et rendre compte des mouvements de l'ennemi. Le général Leval est parti aujourd'hui, ainsi que 700 chevaux, du dépôt de Versailles. Les conscrits affluent; il en arrive 2 mille par jour. *Votre Majesté sait ce qui nous manque malheureusement. La garde nationale éprouve le même besoin. C'est le manque d'armes*, Sire, qui doit rendre supportables les conditions de l'ennemi; du reste, Votre Majesté aurait eu des hommes autant que cela aurait été nécessaire. J'ai écrit hier par un courrier que j'ai adressé à Votre Majesté; je la prie de m'envoyer des instructions sur les objets importants sur lequels j'ai demandé ses ordres. M. de la Bouillerie me presse beaucoup pour avoir une décision.

L'évacuation de Châlons a jeté la consternation ici. L'article du *Moniteur* sur les négociations et sur

(1) L'Empereur, qui avait reçu cette lettre de son frère le même jour 7, lui répond le soir à ce sujet.

les ministres plénipotentiaires a un peu neutralisé l'impression produite par l'évacuation de Châlons, malheureusement abandonné par le duc de Tarente. Soissons est aussi menacé. Des partis se sont présentés près de Montargis. A une heure, le ministre de la guerre me mande que des partis ennemis se sont présentés à Maisonrouge (1). La Ferté-sous-Jouarre est menacée. Le général commandant le camp de Meaux m'écrit que la ville est encombrée de trains et d'équipages venant de Châlons. Il n'a avec lui que 300 hommes armés, et le reste de sa troupe est sans armes; il réclame de la cavalerie. Dans cet état de choses, n'ayant pas de cavalerie ici, ne pouvant en espérer de Versailles de quelques jours, et ignorant si ce qui s'est présenté à la Ferté est une force respectable, et si le maréchal Macdonald se trouve ou non sur cette communication, je me décide, quoique avec bien du regret, à faire donner l'ordre aux 6 à 700 chevaux qui sont partis ce matin de se rendre à Meaux demain; ils y seront suivis par 3 bataillons. Dès que je saurai à quoi m'en tenir, je ferai continuer leur route pour Nogent à ces 600 chevaux. L'état des esprits est tel aujourd'hui, qu'il est de la dernière importance d'empêcher toute insulte sur les approches de la capitale. »

Joseph à Clarke. Paris,

« Monsieur le duc, je vois que l'instant est venu de réaliser le projet de réunion de la gendarmerie et

(1) Entre Provins et Nangis. C'était, effectivement, la direction prise par l'armée de Schwartzemberg.

des gardes forestiers de la 1re division, sur des points tels que Claye et Fontainebleau, d'où l'on puisse les diriger sur les points menacés. Je vous invite à vouloir bien donner les ordres et faire les dispositions nécessaires pour l'exécution de cette mesure. » 7 février 1814.

« Monsieur le duc, l'Empereur me mande qu'il est fort important d'envoyer des cartouches et des fusils à Montereau, Pont-sur-Yonne et Meaux, pour les gardes nationales, ainsi qu'à Soissons. Je vous prie de me mettre en état de répondre à sa Majesté. » Joseph à Clarke. Paris, 7 février 1814.

« Mon frère, l'ennemi n'a jamais été à Montmirail; par conséquent, il ne peut pas avoir été à la Ferté-sous-Jouarre. Le 7, l'ennemi n'avait pas encore dépassé Châlons. Le duc de Raguse est entré à Sézanne, ce qui ferme la troisième route. L'ennemi n'a jamais eu à Sézanne que quelques partis de cavalerie. Je vous recommande de nouveau de m'envoyer l'état de toutes les troupes que vous avez envoyées sur Meaux, car les troupes isolées ne servent à rien. Je leur enverrai alors des ordres pour les réunir. Nap. à Jos. Nogent, 8 février 1814. (4 heures du matin.)

P. S. Faites mettre dans le *Moniteur* un article de Châtillon-sur-Seine, que le 6 les membres du congrès ont dîné chez le duc de Vicence; que l'on a remarqué qu'il règne les meilleures formes entre tous les ambassadeurs, et surtout entre ceux de France et d'Angleterre, qui sont pleins d'attentions l'un pour l'aure. »

Nap. à Jos. Nogent, 8 février 1814. (11 heures du matin.)

« Mon frère, je pense que c'est spécialement du côté de Sens et de Pont-sur-Yonne qu'il faut être attentif. Il paraît que c'est Wittgenstein et York qui attaquent du côté de Châlons. J'aurai dans la journée des troupes sur la route de Montmirail. »

Nap. à Jos. Nogent, 8 février 1814. (3 heures après-midi.)

« Mon frère, j'ai envoyé à l'Impératrice une notice pour le *Moniteur*. Si vous recevez cette lettre avant 5 heures du matin et que l'insertion de cet article puisse être retardée, je désirerais qu'elle le fût de quarante-huit heures, parce que l'ennemi apprendrait trop tôt par cette notice ma position et mes projets, ce qui est toujours un inconvénient. »

Nap. à Jos. Nogent, 8 février 1814. (6 heures du soir.)

« Mon frère, je viens d'écrire au ministre de la guerre relativement à l'évacuation de l'Italie et au roi Ferdinand. Vous ferez venir le ministre de la guerre chez vous; il vous donnera communication de mes lettres. Toute la correspondance avec M. de Laforest, relativement aux affaires d'Espagne, sera suivie par M. d'Hauterive, que vous ferez venir également chez vous. »

Nap. à Jos. Nogent, 8 février 1814. (6 heures du soir.)

« Mon frère, faites remettre cette lettre en mains propres à l'impératrice Joséphine. Je lui écris pour qu'elle écrive à Eugène. Vous lui direz qu'elle vous envoie sa lettre, que vous ferez partir par l'estafette. »

Marie-Louise à Joseph. Paris, 8 février 1814.

« Mon cher frère, j'ai reçu cette nuit une lettre de l'Empereur du 6. Il me mande qu'il se porte bien, et que les affaires, quoique difficiles, s'amé-

liorent depuis huit jours. Il me dit de ne pas me tourmenter : vous savez que c'est impossible. Si vous avez quelques détails, vous serez bien bon de me les donner. Vous voyez, mon cher frère, comme je compte sur votre amitié et votre patience pour vous importuner ainsi. Je vous prie de croire à tous les sentiments d'amitié avec lesquels je suis votre affectionnée sœur. »

« Sire, je reçois votre lettre du 7. Je communique au ministre celle qui traite de la formation d'une armée de réserve. *Je le harcèle sans cesse pour les fusils.* Je le verrai tout à l'heure encore, et j'en écrirai après à Votre Majesté.

Jos. à Nap.
Paris.
8 février 1814.
(Midi.)

J'écris au duc de Conegliano pour renforcer les postes de la garde nationale aux barrières. Cette garde a déjà commencé son service. Ce qui lui manque, ce sont encore *les fusils, et même les fusils de chasse.* Les troupes parties pour la Ferté-sous-Jouarre sont commandées par le général Minot : elles se composent du 6e bataillon du 86e de ligne, du 1er du 28e léger, du 4e du 70e de ligne : total, 2 mille hommes. Le général Saint-Germain était à Compiègne; il vient de recevoir l'ordre de se rendre à Meaux. Soissons est menacé. Je viens d'ordonner au général Hullin d'y envoyer un bataillon. J'ai fait écrire au général Berruyer de s'y défendre; je lui fais réitérer les mêmes ordres. Il paraît que les gardes nationales de Soissons n'ont pas de fusils. Je renvoie à Votre Majesté l'aide de camp que j'avais envoyé au duc de Tarente, et qui a rencontré

cette nuit, près de la Ferté-sous-Jouarre, le général Minot avec ses troupes. Je verrai tout à l'heure les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre pour l'exécution des ordres de Votre Majesté; mais je dois lui dire d'avance que le ministre de la guerre m'a répété dix fois qu'il n'a pas 5 *mille fusils disponibles, et que le commandant de Vincennes, que j'ai vu hier, m'a dit en avoir* 30 *mille, mais à réparer* (1). Dès hier, j'ai écrit au ministre de hâter par tous les moyens imaginables la réparation de ces armes, et de me rendre compte du produit probable d'ici au 20 et 30 du mois. Pour ne pas retarder le départ de l'officier, je n'en dis pas davantage dans ce moment à Votre Majesté. »

(Cette lettre est partie par M. Monval, écuyer.)

Jos. à Nap. Paris, 8 février 1814. (10 heures du soir.)

« Sire, j'ai mis à la disposition du ministre directeur de l'administration de la guerre le montant de ce que Votre Majesté a accordé sur son trésor, à raison de 100 mille francs par jour. J'ai vu le ministre de la guerre; M. Gérard s'occupe de la formation des quatre divisions. J'en rendrai compte à Votre Majesté dès que je l'aurai. J'ai donné l'ordre

(1) Ces chiffres ont une immense importance historique, car le manque de fusils à Paris fut la principale cause de l'occupation de la capitale par les alliés. Si on avait pu armer ceux qui le demandaient, cette défense se serait sans nul doute prolongée quelques heures de plus, et l'Empereur aurait eu le temps d'arriver avec une partie de sa garde, ce qui changeait bien la face des choses. Les guerres de Russie et de 1813 avaient fait dépenser une immense quantité d'armes, comme on le sait, et en 1814 on n'avait pas eu le temps d'en faire faire la quantité nécessaire. On a voulu voir une trahison dans un fait fort naturel.

semblable au général Ornano. Le ministre de la guerre m'a assuré qu'il avait à Vincennes aujourd'hui 11 *mille fusils en état*. Les ouvriers de Charleville sont arrivés; on s'occupe de la formation de leurs ateliers. On attend aussi des envois de Saint-Étienne. J'ai ordonné au général Hullin de nommer un officier de la ligne pour commander chacune des barrières conservées. Le même général Hullin doit, dès ce soir, faire placer à chacune des barrières principales, et particulièrement sur la rive droite de la Seine, 100 soldats de la ligne, et le maréchal Moncey 150 de la garde nationale, armés de fusils d'ordonnance et de chasse. J'ai ordonné au général Ornano de mettre 6 pièces d'artillerie de la garde à la disposition du général Hullin.

Il existe à Vincennes près de 2 mille voitures d'artillerie et 700 *pièces de canon* non attelées. J'ai écrit ce matin quelles étaient les troupes parties pour Meaux. Le ministre de la guerre vient de me dire que 2 bataillons de gardes nationales de Lille y avaient aussi été envoyés; de manière qu'il y aurait aujourd'hui à la Ferté 5 bataillons d'infanterie et près de 800 chevaux, dont 300 partis de Compiègne, de la division du général Saint-Germain, et 500 du dépôt de Versailles.

J'ai demandé aux ministres de la guerre et de la police d'envoyer des officiers et des agents sur les routes de Sézanne et de la Ferté. *Les armes pour 2 mille hommes des gardes nationales de Soissons étaient parties*, et le général Berruyer était dans cette ville, témoignant beaucoup d'inquiétude. Il a

écrit au ministre de la guerre de laisser à Soissons les 2 mille hommes auxquels sont destinées les armes parties; ils seront plus utiles à Soissons, où ils seront armés, qu'ils ne le seraient à Meaux, où il y a des hommes qui n'ont pas de fusils. Votre Majesté verra par les lettres ci-jointes que des partis ennemis ont été à Montmirail et à Vieux-Maisons. Je reçois la lettre de Votre Majesté de ce matin, et j'apprends avec plaisir que le duc de Raguse est entré à Sézanne. Le ministre de la guerre m'assure qu'il adresse exactement à Votre Majesté tous les rapports qu'il me fait sur les mouvements des troupes dans la 1re division. Il me mande aujourd'hui que la 1re brigade du général Treilhard (1) sera rendue à Montereau le 10, le 15, le 17 et le 19, chaque régiment voyageant séparément. »

Jos. à Nap. Paris, 8 février 1814. (A minuit.)

« Sire, j'ai dit à M. de la Bouillerie de prendre des mesures de manière que, dans le cas où je lui donnerais l'ordre de partir avec son trésor, il pût l'exécuter six heures après. Cet avis l'a mis dans l'obligation de faire charger quelques fourgons, et de les remiser dans la cour du grand écuyer, sur la place du Carrousel. Cette opération a eu lieu de nuit, et les officiers chargés de la police du palais impérial ont pu seuls en avoir connaissance. Le directeur des musées est venu me dire aujourd'hui qu'il fallait fermer le Musée, et transporter ce qu'il y a de plus précieux hors de Paris, à moins d'ordres contraires de ma part. N'en ayant aucun de

(1) C'était une division de dragons venant d'Espagne.

Votre Majesté, je n'ai pu lui en donner. Si j'en reçois de Votre Majesté, je ne tarderai pas à les lui communiquer. Je pense, Sire, que la solennité des prières publiques à Sainte-Geneviève n'aura pas un bon résultat. Les esprits sont trop abattus, et l'on est trop disposé à s'en remettre aux événements du soin de sa défense, pour exciter encore le sentiment de nonchalance par l'intercession religieuse. Je dis plus : pour les gens peu crédules, cet acte ne sera qu'une cérémonie qui ne prouvera que le danger et la défiance de ses propres forces. Pour les bons catholiques, que Votre Majesté se persuade bien que, tant que sa réconciliation avec le vicaire de Jésus-Christ ne sera pas publique, le gouvernement n'obtiendra rien d'eux. Non, Sire, il n'y a pas en France d'autres sectaires religieux que ceux qui reconnaissent le pape pour chef spirituel. Tous les autres ne sont pas des catholiques, mais des incrédules ou des protestants. Ainsi, tant que je ne lirai pas dans le *Moniteur* : « Le pape est retourné à Rome ; l'Empereur a ordonné qu'il y fût accompagné et reçu comme il convient, » je ne pense pas qu'aucune cérémonie religieuse ait aucun bon effet pour Votre Majesté dans l'esprit des catholiques. Ceci, Sire, est la vérité. L'Impératrice est plus rassurée aujourd'hui. J'ai passé la journée à donner des espérances à des gens qui ont bien moins de fermeté que l'Impératrice. »

Nap. à Jos. Nogent, 9 février

« Mon frère, je reçois votre lettre du 8 février à midi, que m'apporte votre aide de camp. Vous me

1814. (3 heures du matin.) dites que le général Minot commande à la Ferté-sous-Jouarre une colonne composée du 6e bataillon du 86e, du 1er du 8e léger, et du 4e du 70e, formant ensemble 2 mille hommes. Le ministre de la guerre compose cette colonne différemment : il la forme du 6e bataillon du 86e, et des 1er et 2e des gardes nationales du nord. D'où vient cette différence? J'écris au ministre de la guerre qu'il ne faut compléter les bataillons qu'à 4 ou 500 hommes, puisque nous avons plus de cadres que de conscrits; et qu'il vaut mieux avoir six bataillons de 400 hommes que trois bataillons de 800 hommes. Je pense, en effet, que c'est d'un service double, c'est-à-dire que trois bataillons de 400 hommes, composés de conscrits, me rendront à peu près le même service que trois bataillons de 800 hommes. Je suis étonné que Soissons n'ait pas suffisamment d'hommes pour se défendre. Il doit y avoir six bataillons ou 4 mille hommes. Il était donc préférable d'y envoyer un millier de fusils plutôt que des troupes. D'après un rapport du ministre de la guerre, il y aura demain 10, à *Meaux*, une division de gardes nationales forte de 8 à 9 mille hommes bien armés. Pressez le ministre de la guerre d'y envoyer des majors pour commander les régiments, des capitaines pour faire les fonctions d'adjudants-majors, et des officiers pour faire le service dans les cadres. Cette division serait déjà une ressource. Il faudrait un général de division et deux généraux de brigade. Il faut y envoyer aussi des cartouches, pour que ces troupes puissent s'exercer et tirent tous les

jours à la cible. Les divisions de Soissons et de Montereau, qui s'exercent tous les jours, seraient également d'un bon service. Paris devait fournir deux bataillons qui devaient se rendre à Montereau; ce régiment est-il parti? Le duc de Raguse est arrivé hier de bonne heure sur la route de Montmirail à Champ-Aubert, marchant sur Épernay; ma garde à pied et à cheval est arrivée à Sézanne, le soutenant. J'attends des nouvelles à chaque instant pour m'y porter moi-même. Je regarde donc que la diversion en faveur du duc de Tarente est déjà faite, et que l'ennemi va, de son côté, se replier sur Châlons. »

« Mon frère, j'ai eu ici tant d'affaires toute cette nuit, que je n'ai pu partir pour Sézanne. Le duc de Raguse *est arrivé à Champ-Aubert. Le général Sacken* (15 *mille hommes*) *était à Montmirail. Son parc a passé le* 8 *à Champ-Aubert, arrivant de Châlons. Je le fais attaquer demain* (1), ce qui n'empêche pas que des partis se soient montrés du côté de Coulommiers et dans différentes directions; ce sont des rôdeurs : cela ne signifie rien. » Nap. à Jos. Nogent, 9 février 1814. (11 heures du matin.)

« Mon frère, *s'il n'y a pas de raison que j'ignore, la mesure que vous avez prise de mettre* 8 *pièces de la garde* à la disposition du général Hullin est mauvaise (2). Il ne manque pas de canons à Vincennes, et il ne manque pas à Paris de moyens de les Nap. à Jos. Nogent, 9 février 1814.

(1) Dans cette lettre et la suivante, les mots soulignés sont de la main de l'Empereur, ou des corrections faites par lui.

(2) L'Empereur oubliait que lui-même avait prescrit cette disposition par sa lettre du 7 février.

atteler. Retenez donc ces 8 pièces de canon dans les mains d'Ornano. *La garde a un esprit à part :* il ne faut en rien distraire *pour la ligne.* Si vous ne *donnez* pas au général Hullin des pièces de la garde, il verra à s'*organiser ; il faut accoutumer la garde nationale à faire le service des barrières seule, parce que,* quand on ôtera *les troupes de ligne de Paris* pour les porter en avant, la garde nationale se croira perdue. Vous pouvez mettre des corps de garde beaucoup moins considérables aux barrières qui ne sont pas menacées. Recommandez au ministre de la guerre de compléter toutes les compagnies de canonniers, d'en faire venir des cadres des dépôts, et de les compléter en conscrits. Je dois en avoir à Paris 30, qui serviront plus de 200 pièces de canon, ce qui *est nécessaire.* Je partage votre opinion sur les prières de Sainte-Geneviève ; je crois que cela n'aboutit à rien du tout : ce n'était qu'une dévotion particulière de l'Impératrice. Ayez les 22 pièces de la garde, les 1,200 chevaux, les 24 bataillons de la garde, à 500 hommes, prêts à partir au premier moment : mon intention est de les faire camper dans une position intermédiaire. Ne mêlez donc pas cela avec la défense de Paris. Envoyez à Compiègne un bataillon de la garde de 2 à 300 hommes, qui se complétera à 500, avec 2 pièces de canon pour défendre le palais et la ville contre des incursions de partis ennemis. Envoyez un autre bataillon de la garde à Fontainebleau, pour défendre également le palais et la ville contre des partis ennemis. Les officiers que vous enverrez pour com-

mander sur ces deux points organiseront la garde nationale de la ville, pour qu'elle concoure avec eux à la garde du palais; ce que ces villes feront volontiers, puisque ces palais sont presque leur propriété. Dites à Demazis d'enlever de Compiègne et de Fontainebleau l'argenterie et tout ce qui pourrait être trophée. Il y a à Compiègne les portraits de tous mes ministres et des personnes de ma famille. Il faut qu'il fasse cette opération sans esclandre et sans bruit. »

« Mon frère, je reçois votre courrier du 8, à onze heures du soir. Le ministre de la police vous donne de faux renseignements. Je crois qu'il ne sait pas interroger. Il dit que le sieur Bonne, officier supérieur du corps des ingénieurs-géographes, a vu l'ennemi à la Ferté-sous-Jouarre. Envoyez-le chercher, il vous dira que ce n'est pas cela; mais qu'on lui a dit seulement que l'ennemi s'approchait : ce qui est bien différent. A Vieux-Maisons c'est la même chose. J'ai toujours reconnu que la police fait un mal affreux par son peu de jugement : elle alarme sans éclairer. Je lui avais donné une méthode d'interroger, que j'avais fait imprimer, où toutes les questions sont prévues : ce qui mettait à l'abri de pareilles erreurs. Je désire que vous recommandiez à la police de donner à tous ses agents de ces imprimés, pour les diriger dans leurs informations. » Nap. à Jos. Nogent, 9 février 1814.

« Mon frère, je pars pour me rendre à Sézanne, et j'espère demain attaquer l'armée de Silésie. J'ai Nap. à Jos. Nogent, 9 février

1814. (2 heures après-midi.) ordonné au général Minot, que vous m'avez envoyé à la Ferté-sous-Jouarre, de pousser sur Montmirail, où Sacken se trouve avec 15 mille hommes. Je débouche sur lui par Sézanne et par Champ-Aubert. Si cette opération a un succès complet, la campagne peut se trouver décidée. Voici les dispositions que j'ai faites, et qu'il importe que vous connaissiez. Je laisse à Nogent le duc de Bellune avec ses deux divisions, la division du général Gérard et le 5e corps de cavalerie du général Milhaud. Cela forme un corps d'infanterie, cavalerie, artillerie, de 14 à 15 mille hommes. Il a ordre de défendre les hauteurs de Pont (1), la ville de Nogent, que j'ai fait barricader; et enfin, si toute l'armée de Schwartzemberg venait déboucher sur lui et qu'il ne pût défendre Nogent, de faire sauter le pont, et de prendre position sur la rive droite. Le grand parc, le quartier général de l'intendant et la plus grande partie de ma maison prennent position à Provins, sous l'escorte de la division de jeune garde du général Rothenbourg. Le duc de Reggio commande le 7e corps, composé de 20 bataillons qui viennent d'Espagne et de Bordeaux. Une de ces divisions est à Provins : elle sera ce soir et demain à Nangis. Il tient son quartier général à Provins. La division Rothenbourg et tout le quartier général sous sa garde, la division de garde nationale qui est à Montereau et à Sens; le général Pajol, qui a la défense de la Seine à moitié chemin de Nogent à Bray, de

(1) Pont-sur-Seine, un peu en avant de Nogent.

Bray, Pont-sur-Yonne, Sens, et, en 2e ligne, Moret, Nemours, Montargis, jusqu'à la Loire, sont sous les ordres du duc de Reggio. Je compte que les deux divisions d'Espagne, augmentées de tous les bataillons de Bordeaux, forment 12 mille hommes. Le général Pajol doit avoir 2 mille hommes de cavalerie; les gardes nationales de Montereau doivent former 6 mille hommes; la division Rothenbourg est de 4 mille hommes. Le duc de Reggio a donc la valeur de 25 mille hommes dans les mains. Si l'armée de Schwartzemberg, qui est à Troyes, marche sur Sens et Pont-sur-Yonne, négligeant Nogent ou seulement le masquant; ou si, après l'avoir forcé, elle jette le duc de Bellune sur la rive droite, dans toutes ces hypothèses le duc de Reggio, soutenu du duc de Bellune, se portera, si le mouvement de l'ennemi est sérieux, sur Yonne, sur Montereau, où il réunira toutes ses troupes. Prévenu que le grand mouvement offensif de l'ennemi est sur Fontainebleau, vous aurez le temps de garnir les ponts de Corbeil et de Choisy, et de faire marcher nos réserves sur Moret et le Loing. Si je réussis, ces deux ou trois jours, à écraser l'armée de Silésie, je déboucherai sur Nogent ou sur Montereau. Je pourrai, avec nos réserves, avoir 80 mille hommes, et donner aux affaires une tournure inattendue. Mon armée est donc divisée en trois corps : un agissant sous mes ordres; il est composé de deux divisions de la vieille garde (8 mille hommes); de deux divisions de la jeune garde, qui sont avec le prince de la Moskowa (6 mille hommes);

du corps du duc de Raguse (6 mille hommes) : total, 20 mille hommes d'infanterie; de la cavalerie de la garde (6 mille hommes); du 1er corps de la cavalerie (2 mille hommes); de la cavalerie du général Defrance (2 mille hommes) : total, 10 mille hommes de cavalerie. J'ai donc sous mes ordres 30 mille hommes et environ 120 pièces de canon. On évalue les généraux York, Blücher et Sacken de 40 à 45 mille hommes; mais le duc de Tarente doit occuper au moins 5 mille hommes. Je serai donc 30 mille contre 40 mille, proportion qui me fait espérer du succès. Le point d'appui de mon corps est ce soir à Sézanne, et son mouvement sur les routes de Montmirail et de Château-Thierry. — Corps du centre : — le duc de Bellune, comme je l'ai déjà dit, avec 14 mille hommes. — Corps de droite : — le duc de Reggio, comme j'ai dit, avec 25 mille hommes ; ce qui compose la totalité de mes forces de 60 à 70 mille hommes de toutes armes, y compris le génie et l'artillerie. Je compte que j'ai affaire à 45 mille hommes de l'armée de Silésie, et à 150 mille de Schwartzemberg, mais en y comprenant Bubna et les Cosaques ; de sorte que si j'obtiens un succès sur l'armée de Silésie, et que je la mette pour quelques jours hors de la lutte, je pourrai me retourner sur Schwartzemberg avec 70 ou 80 mille hommes, y compris les renforts que vous m'enverrez de Paris, et je ne pense pas qu'il puisse m'opposer sur ce point plus de 110 à 120 mille hommes. Si je ne me trouve pas assez fort pour l'attaquer, au moins le serai-je assez pour le contenir et le

harasser pendant quinze à vingt jours : ce qui donnera lieu à de nouvelles combinaisons. Il est nécessaire qu'Albert porte cette lettre au ministre de la guerre et de l'administration de la guerre, afin que chacun sache bien ce qu'il a à faire pour son service. Comme demain j'attaquerai l'ennemi sur ses derrières, s'il poussait sur la Ferté et sur Meaux, il n'y aurait pas d'alarme à encourir. Je n'ai pas compté dans mes ressources la division de gardes nationales de Meaux, que je suppose devoir être bientôt de 8 à 10 mille hommes. J'ai ordonné à Saint-Germain, qui est à Meaux avec 800 hommes de cavalerie, de se porter sur la Ferté-sous-Jouarre : la division des gardes nationales armées pourra aussi s'y porter. »

« J'ai reçu la lettre de Votre Majesté pour faire suspendre l'insertion de la notice du *Moniteur*. J'ai envoyé mon aide de camp chez le duc de Cadore; j'espère qu'il sera arrivé à temps. La lettre ci-jointe fera connaître à Votre Majesté la position des affaires du côté de Laon. Jos. à Nap. Paris, 9 février 1814. (4 heures du matin.)

Je n'ai pas encore reçu le travail de Gérard (1), de la guerre ; mais Votre Majesté sait déjà, par ce que je lui ai mandé hier soir, que le ministre de la guerre m'a dit, après s'en être bien assuré, qu'il n'avait que 11 *mille fusils*, *qu'il réservait plus particulièrement pour la garde impériale.* »

« Sire, je reçois votre lettre d'hier, à onze heu- Jos. à Nap.

(1) Chef de division au ministère de la guerre, dans lequel l'Empereur avait une grande confiance.

Paris, 9 février 1814. (4 heures du matin.)

res, en réponse à celle qui accompagnait une lettre de Louis (1). *Votre Majesté peut être assurée que ses intentions seront remplies autant que cela dépendra de moi*, et que dans divers cas cette lettre pourra être utile à l'accomplissement de votre volonté, puisqu'elle en est l'expression; et que, sous ce rapport, ma lettre aura obtenu un grand but, *celui de l'expression écrite de la volonté de Votre Majesté, ce qui peut devenir indispensable pour décider divers personnages, dont l'incertitude sera ainsi terminée* (2). »

Jos. à Nap. Paris, 9 février 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, je reçois vos lettres du 8, à huit heures du soir. J'envoie celle de l'impératrice Joséphine, et j'en attends la réponse par Tascher. Je verrai, après le conseil des ministres, MM. de Feltre et d'Hauterive. Je reçois une lettre du ministre de la guerre, que j'envoie en original à Votre Majesté; elle verra que nos ressources en fusils se réduisent à 6 mille (3); *ainsi, qu'il est impossible d'espérer une armée de réserve de* 30 *à* 40 *mille hommes dans Paris. Les choses sont plus fortes que les hommes, Sire; et lorsque cela est bien démontré, il me paraît que la véritable gloire est de conserver ce que l'on peut de ses sujets et de son territoire; et le parti de commettre une vie précieuse à*

(1) C'est la lettre de l'Empereur que nous avons donnée au texte de ce livre.

(2) C'est précisément ce qui arriva; seulement ce ne fut pas cette lettre du 8 février qui fut montrée au conseil, mais celle du 16 mars.

(3) On ne doit pas oublier qu'il en était parti pour diverses villes voisines de Paris, et que chaque jour on en distribuait aux conscrits.

un danger trop évident n'est pas glorieux, puisqu'il n'est pas avantageux à une grande masse d'hommes qui ont attaché leur existence à la vôtre. Votre Majesté peut être assurée que j'exécuterai fidèlement ses dispositions, quelles qu'elles soient. Ici personne n'est pour rien, ni directement ni indirectement, dans ce que j'écris à Votre Majesté avec un entier abandon, tel que cela se présente à mon esprit. Je vois un abattement tel, que je ne pense pas qu'il y ait rien de bon à espérer dans Paris pour une armée de réserve ni aucun effort extraordinaire ; il faut donc obéir avec courage à la nécessité, soit que cette nécessité vous permette de faire le bonheur d'un grand système d'hommes, ou qu'elle vous ordonne de vous soumettre, ne vous laissant plus de choix qu'entre la mort ou le déshonneur : et je ne vois pour Votre Majesté déshonneur, au point où nous en sommes, que dans l'abandon du trône, parce que cet abandon ferait le malheur d'un grand système d'individus qui se sont livrés à vous. Si donc vous pouvez faire la paix, faites-la à tout prix ; si vous ne pouvez pas, il faut périr avec résolution, comme le dernier empereur de Constantinople, à la bonne heure. Dans ce cas, Votre Majesté doit compter qu'en tout et pour tout je suivrai ses intentions, *et que je ne ferai jamais rien indigne d'elle ni de moi.* »

Jos. à Nap. Paris, 9 février 1814. (Midi.)

« Sire, Voici une lettre dont Votre Majesté appréciera la vérité. Si le maréchal Marmont a fait son mouvement sur Sézanne, elle doit être fausse. La garde

aura 10 mille hommes le 10. La garde nationale a 3 mille hommes en service journalier, 1,500 aux barrières, et 1,500 en réserve. Pour le moment, elle ne peut pas davantage. J'attends l'état de situation de la ligne. »

Jos. à Nap. Paris, 9 février 1814. (11 heures du soir.)

« Sire, je reçois votre lettre de ce matin, à trois heures. J'ai déjà écrit au ministre de la guerre pour activer l'armement, et envoyer aux bataillons de gardes nationaux les majors et officiers dont ils manquent.

J'ai mandé à Votre Majesté que nous avions à Vincennes une énorme quantité de voitures d'artillerie. La lettre ci-jointe du ministre de la guerre mettra Votre Majesté à même de m'indiquer si elle approuve le déplacement, et quel est le point sur lequel il convient de diriger toute cette artillerie (1). J'attends impatiemment quel aura été le résultat du mouvement du duc de Raguse en faveur du duc de Tarente. Voici des nouvelles du général Minot, de la Ferté-sous-Jouarre. Beaucoup de personnes partent de Paris.

Le directeur du Musée me suit partout, pour être autorisé par moi à fermer le Musée et à emballer les objets les plus précieux. J'ai écrit pour cela hier à Votre Majesté. Je ne donnerai aucun ordre sur cet objet important sans recevoir ceux de Votre Majesté. Cette mesure achèvera l'opinion. »

Joseph

« Monsieur le duc, je crois qu'il est important de

(1) C'était un matériel de siége principalement.

faire reconnaître les ponts de la Marne, tels que Charenton, Saint-Maur, Lagny, Meaux, Trilport, etc., et les moyens d'ôter ces passages à l'ennemi, s'il avait pénétré, entre Nogent et Montereau, dans le pays compris entre la Seine et la Marne, et qu'il voulût jeter de la cavalerie à la droite de la Marne et de la Seine jusqu'à l'Oise, ce qui ôterait à Paris les vivres qu'il tire de ce pays, et permettrait aux partis de se montrer sur les hauteurs qui dominent la capitale. Ces passages ôtés à l'ennemi ne lui laisseraient plus de moyens d'arriver sur Paris qu'en marchant à la gauche de la Seine, puisque sa ligne d'opérations entre Seine et Marne finit au confluent de ces rivières; on l'empêcherait de se porter sur cette gauche en lui ôtant les passages de Choisy, Corbeil et Melun. C'est en ce sens que l'Empereur recommande, dans les notes dictées la veille de son départ, de bien assurer la défense de tous les ponts de la Seine, depuis Arcis-sur-Aube jusqu'à Choisy. Je crois qu'il a été donné des ordres pour la défense ou la rupture de ces ponts, jusques et y compris celui de Melun; je vous prie de les étendre à ceux de Corbeil et de Choisy. On ôterait à l'ennemi les passages de la Marne et de la Seine, dans l'hypothèse où il aurait passé la Seine entre Nogent et Montereau. Il resterait à se défendre contre les partis qui tenteraient de marcher directement à la gauche de la Seine, en passant le canal de Loing. S'il voulait pénétrer par Moret et Nemours, il aurait à forcer ces postes et les positions en arrière; je crois qu'il faut les bien recon-

à Clarke.
Paris,
9 février
1814

naître et fortifier avec soin, et, s'il se peut, y mettre de l'artillerie, du moins à Moret. Fontainebleau me paraît bien choisi pour la défense d'une réserve destinée à les soutenir, et disputer les routes dans les rochers et la forêt. Mais il faut entre Fontainebleau et Paris une position intermédiaire, sur laquelle se replieraient les troupes qui auraient défendu la forêt et le canal. Cette position me paraît être celle d'Essonne, en occupant, comme poste avancé, le contre-fort de la rive droite entre la rivière et la Seine, de manière à couvrir les moulins de Corbeil et les moulins à poudre. Je vous prie, Monsieur le duc, de faire reconnaître cette position et les moyens de la défendre. Cette reconnaissance se lie à celle du pont de Corbeil, qui doit couvrir la gauche. Enfin, il convient de prévoir le cas où l'ennemi, par Montargis et les autres ponts du canal entre Nemours et Briare, tâcherait de jeter des partis sur la route d'Orléans, afin de marcher contre Paris par les deux grandes communications qui sont à la gauche de la Seine. Dans cette hypothèse, il faut une position qui tienne à la fois les deux routes; cette position me paraît être celle de Longjumeau, indiquée par le maréchal de Puységur pour une armée, s'il est possible de la resserrer en occupant, comme postes de flanc, les points où il appuyait ses ailes. Je vous prie, Monsieur le duc, de faire reconnaître cette position, et les moyens de la disputer à l'ennemi. Enfin, il ne sera pas inutile de voir le parti qu'on peut tirer des positions d'Antony et de Bagneux, qui laissent

à l'ennemi les plaines de Longjumeau et d'Ivry, mais qui peuvent servir comme position de retraite aux troupes obligées de quitter celle de Longjumeau. Ce travail aurait pu être fait par les officiers du génie et les ingénieurs-géographes de la 1[re] division militaire, si le personnel du génie de la division était organisé pour un service de guerre. En attendant, je vous serais obligé de le faire faire par les ingénieurs-géographes ou topographes, sous les ordres de M. le comte Dejean, qui s'en est, je crois, occupé comme président du comité de défense. Vous jugerez, sans doute, convenable d'organiser le personnel et le matériel de l'artillerie et du génie de la 1[re] division militaire, de manière que le service extérieur et de guerre soit assuré dans toutes les circonstances. Cette organisation me paraît devoir être indépendante de celle de l'artillerie et du génie de la garde nationale, dont la destination est de défendre l'enceinte même de Paris contre les partis. Dès que je connaîtrai cette organisation, les points occupés et les ouvrages qu'il faut y faire, je m'occuperai de suite des dispositions nécessaires pour les garder et les soutenir. »

« L'Empereur, après avoir laissé une grande partie de son armée à Pont et Nogent-sur-Seine, est parti de cette ville hier, et a fait un chemin considérable pour faire une marche de flanc contre Blücher, dont la plus grande partie de l'armée passe sur la route de Montmirail. Arrivé à Pont-Saint-Prix, l'ennemi était en position à Baye pour cou-

Berthier à Joseph. 10 février 1814. (3 heures après midi.)

vrir la route de Sézanne ; l'Empereur a aussitôt fait attaquer la position de Baye par le corps du duc de Raguse. L'ennemi a été culbuté; c'est le corps de Sacken qui se trouve attaqué en flanc. Le corps battu se replie sur Champ-Aubert; notre cavalerie est à sa poursuite. Le corps du maréchal duc d'Elchingen et une partie de la garde arrivent heureusement ; l'ennemi se trouve coupé. L'Empereur fait poursuivre vivement l'ennemi. Il paraît qu'une partie du corps ennemi se trouve dans la direction de Montmirail, et l'autre n'est pas passée encore, et se replie sur Châlons. Nous en concevons un heureux présage. L'Empereur se porte bien, et vous donnera lui-même de ses nouvelles. Nous avons déjà fait des prisonniers. L'armée continue sa marche, et il n'est que trois heures. »

Nap à Jos. Sézanne, 10 février 1814. (10 heures du matin.)

« Mon frère, je reçois vos deux lettres du 9. Votre aide de camp vous aura porté ma lettre d'hier. Je suis arrivé ici hier soir ; je monte à cheval pour me porter à Champ-Aubert. Je suis fort contrarié par les chemins; ils sont affreux. Il y a six pieds de boue. On m'assure ce matin que l'ennemi commence son mouvement rétrograde de Montmirail sur Vauchamps. Je ne conçois pas que le duc de Tarente fasse sa retraite avec tant de précipitation. Comme le plus court pour communiquer avec lui est de passer par Paris, mandez-lui qu'aujourd'hui 10, à onze heures du matin, j'étais à Champ-Aubert sur les derrières de la colonne ennemie qui est à Montmirail. »

« Mon frère, j'ai attaqué aujourd'hui l'ennemi à Champ-Aubert. Il était fort de 12 régiments; il avait 40 pièces de canon. Le général en chef Alsufief a été pris avec tous ses généraux, tous ses colonels, officiers, canons, caissons et bagages. On compte à cette heure 6 mille prisonniers, 40 canons, 200 voitures. Le reste a été jeté dans un étang, ou tué sur le champ de bataille. Ce corps est entièrement détruit. On marche sur Montmirail, où nous serons ce soir à dix heures. J'y serai de ma personne demain matin avant le jour, pour marcher sur Sacken avec 20 mille hommes d'infanterie sur la Ferté-sous-Jouarre. Je talonne l'ennemi de très-près. Le duc de Tarente a 8 ou 10 mille hommes avec la garde nationale de Meaux, et tout ce que vous pourrez détacher de Paris serait seul suffisant pour le contenir. J'ai les espérances les plus flatteuses que Sacken est perdu; et si la fortune nous seconde comme aujourd'hui, les affaires seront changées dans un clin d'œil; car c'est dans le corps de Sacken que consiste toute la force de l'armée russe, puisqu'il a 10 divisions ou 60 régiments. Blücher est coupé de Sacken; il a avec lui 2 divisions : il est à huit lieues d'ici sur le chemin de Bergères. Il sera contenu pendant ma marche. Je ne crois pas que nous ayons 200 hommes à regretter. »

Nap. à Jos. Champ-Aubert, 10 février 1814. (10 heures du soir.)

« Sire, j'ai reçu vos lettres du 9 de onze heures du matin et de deux heures après-midi. La lettre de l'impératrice Joséphine est partie par l'estafette de

Jos. à Nap. Paris, 10 février 1814. (A midi.)

ce matin : elle est aussi pressante que possible. Je recommande à la police la distribution des imprimés dont Votre Majesté me parle. J'ai donné tous les ordres au ministre de la guerre, au comte Dejean, premier inspecteur général du génie, au général Ornano et au comte Hullin, pour l'exécution des diverses mesures prescrites par vos lettres. Ainsi, les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre ont eu communication cette nuit de la lettre de Votre Majesté. Le ministre de l'administration a fait les dispositions pour le cas d'une bataille; celui de la guerre est prévenu pour compléter les cadres de l'artillerie et les faire venir des dépôts. Le comte Dejean reçoit de nouveau l'ordre pour fortifier les ponts de Corbeil et de Choisy; le général Hullin, celui de les faire défendre en y envoyant des troupes. Le général Ornano doit envoyer les deux bataillons, l'un à Compiègne, l'autre à Fontainebleau. Celui-ci aura l'ordre, dans les événements de force majeure, de se porter sur Corbeil, et de contribuer à la défense de ce point important. Le comte Hullin reçoit l'ordre de s'occuper de l'organisation de son artillerie, afin de laisser à la garde ses 22 pièces. Cette batterie n'avait été mise à sa disposition que d'après l'ordre que Votre Majesté m'en avait donné. Je dois passer demain en revue la garde nationale. Le duc de Conegliano désire beaucoup qu'elle place un poste au palais, la garde nationale mettant beaucoup d'importance à cette marque de confiance, et sachant que Votre Majesté l'a dit ainsi au ministre de l'intérieur, en ma présence, le soir de la veille de

son départ. J'ai donné les ordres nécessaires pour le palais de Compiègne au duc de Cadore; j'avais précédemment donné l'ordre pour celui de Fontainebleau. »

« Sire, le major Gros, commandant à Montargis, m'écrit, en date du 9, qu'une colonne ennemie s'étend de Courtenay jusqu'à Fontenay; que quelques Cosaques ont été sur Château-Landon. J'envoie copie de cette lettre au duc de Reggio, à Provins. J'ai fait donner l'ordre au général Roussel de se porter à Fontainebleau pour prendre le commandement de toute cette partie, sous les ordres du général Pajol, conformément à un article des instructions que Votre Majesté m'a laissées. Le général Ornano m'apprend à l'instant qu'un bataillon de la garde, aux ordres d'un colonel de la garde, se trouve déjà à Fontainebleau. » Jos. à Nap. Paris, 10 février 1814. (A midi.)

« J'apprends à l'instant que le duc de Tarente a été obligé d'abandonner la Ferté-sous-Jouarre, et qu'hier il avait pris position à Meaux, en avant du pont de Trilport. Il doit avoir été rejoint aujourd'hui par les troupes parties d'ici, et on m'assure qu'il doit se trouver aujourd'hui à la tête de 15 mille hommes. Je lui fais envoyer 10 mille paires de souliers : ils seront transportés en poste à Meaux, d'après l'assurance que j'ai reçue des besoins de son corps d'armée, qui sont généraux et extrêmes. Il paraît que le général Molitor aurait perdu hier trois pièces, ce qui a donné de la confiance à l'ennemi, au point qu'il s'est avancé presque jusqu'à Meaux. Jos. à Nap. Paris, 10 février 1814. (A midi.)

J'augure toutefois bien de cet événement, si Votre Majesté a pu effectivement exécuter celui dont elle me parle dans sa lettre d'hier. J'envoie cet avis, quelle que puisse en être l'utilité, par un courrier. »

Berthier à Joseph. Château-Thierry, 12 février 1814. (4 heures du soir.)

« Sire, depuis ce matin l'Empereur pousse le reste de l'armée de Blücher; nous l'avons joint auprès de Vieux-Maisons, sur la route de Château-Thierry, culbuté de position en position; l'ennemi se trouve en ce moment jeté dans les marais de Château-Thierry. Notre cavalerie a fait merveille; les colonnes d'infanterie ont été sabrées; la cavalerie ennemie a été mise dans une complète déroute. La confusion dans laquelle se trouve l'ennemi est sans exemple : bagages, artillerie, tout est presque en notre pouvoir. Nous avons encore deux heures de jour, et nos troupes entrent pêle-mêle avec les débris de l'armée dans Château-Thierry.

P. S. Nous avons à cette heure plus de 3 mille prisonniers d'aujourd'hui, dont plusieurs généraux, 30 pièces de canon. On ne peut nombrer les voitures de bagages. »

Nap. à Jos. De la ferme de l'Épine-aux-Bois, entre Montmirail et Vieux-Maisons. 11 février 1814. (8 heures du soir.)

« Mon frère, Berthier vous a expédié un courrier du champ de bataille. J'ai depuis expédié le jeune Montesquiou. Il est huit heures, et, avant de dormir, je veux qu'on vous expédie ces deux mots pour vous faire connaître que la journée d'aujourd'hui a été décisive. L'armée ennemie de Silésie n'existe plus; je l'ai mise dans une complète déroute. Nous avons pris tous ses canons, ses bagages, et fait bien des milliers de prisonniers, peut-être plus de 7 mille.

Il nous en arrive à chaque instant. Il y a 5 ou 6 mille ennemis sur le champ de bataille. Tout cela a été obtenu en engageant seulement la moitié de ma vieille garde, qui a fait plus qu'on ne doit attendre des hommes. L'ennemi, à la débandade, s'est sauvé du côté de Château-Thierry. Je suppose que le duc de Trévise les aura suivis sur la Ferté-sous-Jouarre et sur Château-Thierry. Ces deux journées changent entièrement la situation des affaires. Sacken a été tué; beaucoup de leurs généraux sont pris; quelques-uns sont blessés, et plusieurs sont restés sur le champ de bataille. Voilà donc 10 divisions de Russes, formant 60 régiments, à peu près anéanties. Je crois qu'à la nuit nous avons eu affaire au corps d'York, qui arrivait sur le champ de bataille. Il a subi le sort des Russes. J'écris à l'Impératrice de faire tirer soixante coups de canon. Notre perte a été légère. Le général Michel, de la garde, a été blessé au bras. Je ne crois pas avoir perdu plus de mille hommes. Ma garde à pied, mes dragons, mes grenadiers à cheval ont fait des miracles. J'espère demain être en communication avec la Ferté-sous-Jouarre. Je pense donc que ces deux journées feront disparaître tous les dangers de Paris, car cette armée de Silésie était la meilleure armée des alliés. Donnez-moi des nouvelles de ce qui se passe du côté de Sens et de Montereau. Cela m'est nécessaire pour diriger mes opérations ultérieures. »

« Sire, je reçois votre lettre de Sézanne du 10, à dix heures du matin, aujourd'hui seulement à sept

Jos. à Nap. Paris, 11 février

1814. (7 heures du matin.) heures du matin. J'ai expédié un courrier au maréchal Macdonald, en lui donnant avis de l'arrivée de Votre Majesté à Champ-Aubert sur les derrières de la colonne ennemie qui était à Montmirail. Il n'y a rien de fort extraordinaire ici. L'opinion est toujours la même. Les femmes et les enfants de beaucoup de premiers fonctionnaires publics ont quitté la capitale. La hausse qui a eu lieu hier au soir est attribuée à une lettre du duc de Vicence, faisant espérer une heureuse issue aux négociations. Tout le monde étant convaincu d'ailleurs que c'est la seule manière de rétablir les affaires; la situation du Trésor, des arsenaux, n'étant plus un secret pour personne, et quels que soient les prodiges que l'on espère encore de l'expérience et de l'habileté de Votre Majesté, on ne pense pas qu'elle puisse lutter seule contre la difficulté des choses et des hommes (1). Votre Majesté aura sans doute été instruite par ses ministres de l'arrivée d'un Bourbon à l'armée de lord Wellington, et d'un autre en Hollande. Il est arrivé ici beaucoup de malades. L'argent manque pour la paye des troupes; aussi commettent-elles beaucoup de désordres, qui aigrissent tellement les habitants (et je puis parler plus particulièrement de ceux de Versailles, de Compiègne et de Senlis), qu'il n'est pas extraordinaire d'entendre dire publiquement: « Les ennemis ne feront pas pis. » Je ne mande pas ces vérités désagréables à Votre Majesté dans le but de l'engager à la paix : je sais qu'elle la désire plus que

(1) On voit que Joseph, en France comme en Espagne, comme en Italie, disait toujours la vérité à son frère, quelle qu'elle fût.

qui que ce soit; mais c'est pour la consoler, si elle est obligée à des conditions auxquelles la France ne serait point réduite, si la force d'âme de tous était en rapport avec celle du chef. Je prie Votre Majesté de croire que je tiens un langage fort différent avec tout le monde; mais je suis forcé de convenir que nous n'avons de salut que dans la paix la plus prochaine, quelles que puissent en être d'ailleurs les conditions. Je ne sache personne qui ne pense ainsi; les serviteurs les plus dévoués de Votre Majesté se distinguent plus particulièrement par l'intime conviction qu'ils ont qu'avec la paix Votre Majesté trouvera dans les ressources de son génie, et dans la confiance de la nation, les moyens de rétablir bientôt les affaires (1). »

« Sire, le maréchal Macdonald écrit de Meaux, le 10 février après-midi, qu'il avait été obligé de se retirer après avoir soutenu plusieurs combats contre des forces supérieures. Il n'avait encore aucune connaissance des troupes du duc de Raguse. Il demande au ministre de la guerre des renforts de toutes les troupes disponibles, sans quoi il croit que Paris court les plus grands risques. Il propose d'agir entre la Seine et la Marne. D'un autre côté, le général Pajol rend compte, par une lettre datée de Fossarts hier, à 8 heures du soir, que Platow avait passé

Jos. à Nap. Paris, 11 février 1814. (9 heures du matin.)

(1) Cette lettre arrivait mal : Napoléon venait de remporter trois victoires complètes en trois jours, et à la suite de chaque succès il envoyait de nouvelles instructions au duc de Vicence, et avait droit de se montrer plus exigeant.

l'Yonne le 8, à Villeneuve-le-Roi, avec plus de 6 mille chevaux et 8 pièces de canon; plusieurs régiments l'avaient encore rejoint sur Courtenay, où il s'était dirigé. Son intention paraissait être de marcher sur Nemours et Fontainebleau. Le général Pajol doit réunir aujourd'hui à Moret 2,000 gardes nationaux et 1,200 chevaux, avec lesquels il espère retarder la marche de l'ennemi. Dans cet état de choses, j'attends des ordres de Votre Majesté, et je me dispose à parer autant que possible au plus pressé. La garde impériale a aujourd'hui 13 mille hommes disponibles et 22 pièces d'artillerie. »

Jos. à Nap. Paris, 11 février 1814. (4 heures après-midi.)

« Sire, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté au moment où je passais la revue de la garde nationale parisienne dans la cour des Tuileries. J'ai fait connaître aux officiers les bonnes nouvelles que le courrier m'apportait : elles ont excité le plus vif enthousiasme. 6 mille hommes de garde nationale ont défilé dans une bonne tenue et dans de très-bonnes dispositions. Le roi de Rome était à sa fenêtre, et a été parfaitement accueilli aux cris de *Vive l'Empereur!* J'ai communiqué les mêmes nouvelles aux conseillers d'État, et tout Paris est dans la joie : car enfin l'honneur national n'est pas mort. L'Impératrice, que j'avais vue avant sa promenade, et que je viens de revoir, a ordonné qu'on tirât le canon, et qu'on publiât ces nouvelles au spectacle ce soir. Je fais communiquer ces événements aux ducs de Reggio, de Tarente et de Bellune, qui les auront probablement déjà reçus du quartier impérial. »

« Sire, je reçois des nouvelles du maréchal Macdonald d'aujourd'hui, en date de Meaux, qui prouvent qu'il ignorait encore les événements d'hier. Il en sera instruit dans ce moment par l'aide de camp que je lui ai envoyé aujourd'hui, avec les nouvelles que Votre Majesté avait bien voulu me faire connaître ; elles ont excité une grande joie dans Paris. J'ai déjà écrit à Votre Majesté aujourd'hui, en répondant à sa lettre du 10 à huit heures du soir, que je l'avais reçue pendant la revue qui avait eu lieu dans la cour des Tuileries. Les 6 mille gardes nationales ont montré beaucoup de bonnes dispositions. Je ne puis assez faire l'éloge du zèle des chefs et de la bonne tenue des troupes. Sa Majesté ayant ordonné que ces nouvelles fussent publiées sur les théâtres, elles l'ont été avec beaucoup de succès. J'attends avec impatience les événements qui auront suivi ceux du 10. Je n'ai pas connaissance qu'il se soit rien passé de majeur sur les autres points de la ligne. » Jos. à Nap. Paris, 11 février 1814. (11 heures du soir.)

« Mon frère, je suis dans le faubourg de Château-Thierry. J'ai poursuivi l'arrière-garde de l'armée ennemie : lui ayant coupé le chemin de Châlons, toute l'armée a été obligée de passer la Marne pour se jeter sur la route de Soissons. Je lui ai enlevé toute son arrière-garde, composée de 4 bataillons russes, 3 bataillons prussiens, et 3 pièces de canon. Tout a été enlevé, même le général russe qui les commandait ; on a fait aujourd'hui 2 mille prisonniers. Le duc de Raguse va se porter d'Étoges sur Nap. à Jos. Faubourg de Château-Thierry, 12 février 1814.

Épernay et Châlons. Si le maréchal Macdonald, comme je l'avais espéré, avait agi sur la rive droite de la Marne, pas un homme n'aurait échappé. Cependant nous avons fait 8 à 10 mille prisonniers, dont 5 à 6 généraux, qui partent demain pour Paris. Nous lui avons pris presque toute son artillerie et tous ses bagages, et tué énormément de monde. Cette armée, qui était forte de 35 mille hommes, ne l'est pas certainement de 12 mille aujourd'hui. L'ennemi se trouve dans une horrible confusion. Si je ne suis pas porté sur la Seine par les mouvements des Autrichiens, je prendrai les derrières. Pour de si grands résultats je n'ai engagé que très-peu de troupes; ma garde à pied et à cheval s'est couverte de gloire. »

Berthier à Joseph. Château-Thierry, 12 février 1814.

« J'ai écrit hier à Votre Majesté à trois heures après-midi. Jusqu'à huit heures nous avons poussé l'ennemi, pris 24 pièces de canon, 100 caissons, 4,000 prisonniers, 1 général en chef, 60 officiers. Tout ce corps russe a été détruit aujourd'hui au jour. L'Empereur, parti de Champ-Aubert, a poussé le duc de Raguse sur la direction de Châlons, pour observer des colonnes qui s'étaient rejetées de ce côté. L'Empereur, avec toute son armée et sa garde, a pris la route de Montmirail. A une lieue de Montmirail, il a rencontré l'avant-garde du corps de Blücher qui revenait sur nous. Après deux heures de combat, toute l'armée ennemie a été culbutée. Jamais nos troupes n'ont montré plus d'ardeur. L'ennemi, enfoncé de tous points, est dans une déroute

complète : infanterie, artillerie, munitions, tout est en notre pouvoir ou culbuté. Nous avons encore une heure et demie de jour. Les résultats seront immenses. Toute l'armée russe est détruite ; la journée de demain nous donnera le reste. Jamais les armes de l'Empereur n'ont eu une plus belle journée. Je présente à Votre Majesté l'hommage de mon profond respect. »

« Sire, les fonds affectés au service de la garde sont épuisés. Le crédit est nul, et le général Ornano me presse beaucoup pour obtenir de Votre Majesté un nouveau crédit d'un million, qui pourrait être réparti ainsi qu'il suit : A la cavalerie 500 mille fr., et 500 mille fr. à l'infanterie. Faute d'argent, les hommes et les chevaux resteraient dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui. Il existe aujourd'hui 1,500 hommes qui ont besoin d'être habillés. Votre Majesté sait qu'il en arrive journellement 1,000 à 1,500 pour la garde. Il faudrait aussi une remonte de 1,000 chevaux, faute de quoi les cavaliers restent ici inutiles. J'envoie à Votre Majesté la situation de la garde ; aujourd'hui, je compte la voir à midi. Le maréchal Macdonald me mande qu'il n'avait pas de nouvelles de Votre Majesté directement. Il a reçu celles que je lui ai envoyées hier de l'affaire de Champ-Aubert. Il a entendu une forte canonnade dans la direction de Montmirail. Le général Saint-Germain, avec 300 chevaux, avait été dirigé par le maréchal sur ce point. Il avait pris

Jos. à Nap. Paris, 12 février 1814. (10 heures du matin.)

quelques cavaliers à Saint-Fiacre. On avait commis une grande faute en faisant sauter le pont de Trilport; un officier, que j'avais envoyé hier à Meaux, m'assure que l'on se hâte de préparer des radeaux pour le passage. Il pense que l'artillerie ennemie ne pourra pas se retirer, les ponts ayant été coupés vers la Ferté-sous-Jouarre. »

Jos. à Nap. Paris, 12 février 1814. (4 heures du soir.)

« Sire, j'ai reçu les nouvelles de la journée d'hier; elles ont été publiées sur-le-champ; elles ont fait la plus vive sensation. Demain, on me promet mille hommes de plus, et on me demande 200 mille francs, dont 100 mille pour la cavalerie et 100 mille pour l'infanterie. Faute de fonds, les troupes ne peuvent plus être habillées. J'ai donc pris sur moi d'autoriser M. de la Bouillerie à accorder 200 mille fr. pour la garde, à compte d'un quatrième million que je suppose que Votre Majesté accorderait. Je ne prendrai pas sur moi de donner d'autorisation de ce genre dès que je saurai que Votre Majesté a reçu cette lettre : que Votre Majesté n'oublie pas cet objet si pressant. J'adresse à Votre Majesté les copies de lettres du duc de Reggio et du général Pajol. C'est en conséquence de ces lettres que j'ai donné l'ordre au général Ornano de faire partir, pour occuper les positions de Corbeil et d'Essonne, couvrir Fontainebleau et se lier avec les mouvements du général Pajol et du duc de Reggio, une division de la garde avec 8 pièces de canon et deux escadrons, aux ordres du général

Charpentier. Les communications de Fontainebleau et Melun me paraissent dans ce moment les plus découvertes (1). »

« Mon frère, l'ennemi a attaqué, pendant toute la journée du 11, la ville de Nogent. Le duc de Bellune s'était porté sur la rive droite avec tout son monde, et n'avait laissé dans la ville que 1200 hommes, sous les ordres du général Bourmont (ce Bourmont est le fameux chef des chouans, dont je suis extrêmement content). L'ennemi a voulu entrer en colonnes serrées; on l'a fusillé des maisons et des barricades : Bref, il a été repoussé à trois assauts consécutifs, et a perdu, comme cela est croyable dans une pareille échauffourée, près de 2 à 3 mille hommes. Le général Bourmont a été blessé; mais, du reste, notre perte a été assez légère. Alors, de rage, l'ennemi a fait avancer des obusiers et mis le feu dans la ville, ce qui n'a rien fait; et, le 12, on était prêt à recevoir l'ennemi de la même manière. On assure que le général Schwartzemberg, avec toute son armée, suivait ce mouvement. Je n'ai pas de nouvelles de Montereau depuis le 11. Le général Pajol se trouvait à Fossart, près Montereau. J'ai donné ordre au duc de Reggio de se porter sur Montereau avec la division Rothenbourg et la 9e division arrivant d'Espagne. Mais cette 9e division, qui devait arriver le 9, n'était pas

Nap. à Jos. De la ferme de Lumeron, près Château-Thierry, 13 février 1814. (10 heures du matin.)

(1) Cela était vrai, et résultait du mouvement offensif de l'Empereur contre l'armée de Silésie, mouvement qui découvrait les lignes de l'Yonne et du Loing.

arrivée le 10 au soir. Le ministre de la guerre doit savoir ce qui en est. C'est sur Montereau que cette division doit être dirigée. J'ai appelé à moi la division Leval; et comme je n'en ai pas besoin, ce mouvement devient un faux mouvement. Par l'état de situation que je reçois du général Ornano, je vois que la garde a sous les armes 2 mille hommes de cavalerie et 8 mille d'infanterie, formant 10 mille hommes et 22 pièces de canon. J'ai ordonné qu'on y joignît deux autres batteries, de manière à avoir 32 pièces. Le ministre de la guerre fait des rapports, et attend mon approbation pour exécuter mes ordres. Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir dans les circonstances actuelles; c'était bon quand j'étais à Paris. *Il faut que sur-le-champ on mette à la disposition du général Ornano les deux compagnies d'artillerie venant d'Espagne avec* 16 *bouches à feu :* Cela seul formera un joli corps de réserve. Faites-le marcher dans la direction de Fontainebleau. Les généraux Charpentier et Boyer doivent y aller. Il manquera des généraux de brigade : il faut que le ministre de la guerre en désigne. Il ne faut pas cependant éloigner toutes ces troupes de Paris; mais, au lieu de leur faire prendre leurs cantonnements sur la route de Meaux et de la Villette, il faut les leur faire prendre sur Charenton, Villejuif, Essonne, et garder toujours une division à Paris. Le ministre de la guerre m'a aussi fait un rapport sur la formation de deux divisions de réserve de la ligne; je n'ai pas encore lu ce rapport avec attention. Le principal est d'exécuter, et de ne pas perdre de vue

qu'avec des conscrits il vaut mieux n'avoir que des bataillons de 300 hommes, que d'en avoir de plus nombreux. Expédiez un courrier à Soissons pour avoir des nouvelles de l'ennemi, et que le commandant de cette ville y tienne jusqu'à extinction; car si l'ennemi ne peut entrer à Soissons, il va se trouver bien embarrassé. Je ne pense pas que le prince de Schwartzemberg s'enfourne sur Fontainebleau tant que nous serons maîtres du pont de Nogent. Les Autrichiens connaissent trop ma manière d'opérer et en ont trop longtemps porté des marques; et ils se doutent bien que, s'ils nous laissent maîtres du pont de Nogent, je déboucherai sur leurs derrières, comme je l'ai fait ici. Toutefois, si le mouvement de l'ennemi était prononcé et en grande force, je ferais dire au duc de Bellune de se porter de Nogent à Montereau, pour appuyer le duc de Reggio. Il ferait sauter le pont de Nogent, et laisserait vis-à-vis, sur la rive droite, les troupes nécessaires pour empêcher l'ennemi de rétablir le pont. Je ne suis pas encore décidé sur le plan d'opération que je vais suivre aujourd'hui; mais avec le corps du duc de Bellune, le duc de Reggio et la réserve d'Ornano, je me porterai en toute diligence de ma personne sur Montereau, si cela est nécessaire, et j'ai suffisamment de forces pour contenir Schwartzemberg. Je tremble que ces coquins de Russes ne mettent le feu à Fontainebleau, en représailles. J'espère dans la journée avoir rétabli le pont de la Marne à Château-Thierry; je prendrai alors mon parti. Les nouvelles que j'ai reçues de

Sens prouvent que le général Allix avait repoussé l'ennemi; il tenait le 11 au soir. Il avait contraint l'ennemi à ouvrir la tranchée. Toute la cavalerie qui arrive d'Espagne doit se rendre, comme je l'ai ordonné, sur Montereau, sous les ordres du général Pajol et du duc de Reggio. »

Nap. à Jos. Château-Thierry, 13 février 1814.

« Mon frère, le général Drouot m'annonce qu'il a distribué le 14e million. Je reçois votre lettre du 12 à dix heures du matin. Je vous envoie une lettre du duc de Trévise; vous pouvez en faire mettre l'extrait dans les petits journaux. Tous les renseignements que j'ai ici prouvent de plus en plus le désastre de l'ennemi. Les habitans assurent que de cette immense armée il n'en est pas revenu 12 mille. Je n'entends plus parler de la 2e division de la ligne. Je vous ai mandé d'envoyer une division de la garde d'abord sur Essonne; ce que vous avez envoyé à Fontainebleau comptera pour cette division. Je vous ai expédié ce matin mon officier d'ordonnance Gourgaud. Si Soissons tient, l'ennemi va se trouver bien embarrassé (1). Ils auraient voulu se retirer sur Reims; ils ont en vain cherché des chemins. Si le général Berruyer fait son devoir à Soissons, ils ne sauront que devenir. A tout hasard, expédiez à Berruyer un officier pour lui recommander de tenir. Le pont de Château-Thierry n'est pas encore raccommodé. »

Nap. à Jos.

« Mon frère, le major général vous fera connaî-

(1) Malheureusement Soissons ouvrit ses portes à Wintzingerode et Woronzof.

tre les dispositions que j'ai faites pour la défense de Montereau. Aussitôt qu'elles vous seront connues, adressez-les par estafette au duc de Reggio. Il est nécessaire que vous fassiez partir de suite le général de division Charpentier avec 2 batteries d'artillerie à pied et une division de la garde de 12 bataillons. Il peut arriver demain à Essonne. Il occupera Corbeil, la Ferté-Alais, et tous les petits ponts sur l'Essonne. Il sera nécessaire de lui donner mille chevaux de la garde. L'autre division et les autres mille chevaux se cantonneront à Charenton et Paris, et seront prêts à prendre poste sur l'Yères, s'il était nécessaire. Je ne sais où en est l'organisation de la ligne. Si vous avez une division déjà organisée, dirigez-la sur Villeneuve-sur-Seine, et faites-moi connaître où en est la réserve de Paris. Il est probable que la nouvelle du désastre de Sacken et de York arrêtera le mouvement de l'ennemi. Il faut que la police et la guerre envoient des agents pour être instruits de l'effet que cela a produit sur eux. Il est nécessaire que toutes ces divisions reçoivent l'artillerie convenable. Dans ce moment, j'ai ordonné que la partie disponible de la division de garde nationale qui est à Meaux se porte sur Montereau, sous les ordres du duc de Tarente. »

Château-Thierry, 13 février 1814. (2 heures après midi).

« Mon frère, j'ai vu l'officier que vous m'avez envoyé. On dit que cet officier est un très-brave homme; mais il n'a pas l'instruction et l'esprit que doit avoir votre aide de camp. Il ne m'a dit que des bêtises de Nogent et de Provins. Il faut des hommes

Nap. à Jos. A la ferme de Lumeron, près Château-Thierry, 13 février 1814.

plus déliés, qui aient plus de connaissances et plus d'esprit, pour être employés comme aides de camp auprès de vous. Cet homme, qui était très-bon capitaine de grenadiers, serait peut-être bon à la tête de quelque bataillon. »

Marie-Louise à Joseph. Paris, 13 février 1814.

« Mon cher frère, j'ai reçu deux lettres de l'Empereur. Il se porte bien. Il a atteint et pris hier soir l'arrière-garde ennemie, et le général qui la commandait, Sacken, a été tué. Si vous avez d'autres nouvelles, je vous prie, mon cher frère, de me les donner. Quand je vous verrai ce matin, je vous prierai de m'aider à déchiffrer mes lettres, car il s'agit de faire mettre les nouvelles que l'Empereur me donne dans le journal, sous la rubrique de Paris. Je vous prie de croire à toute ma sincère amitié. »

Marie-Louise à Joseph. Paris, 13 février 1814.

« Monsieur mon frère et cher beau-frère, je reçois à l'instant une lettre du grand maréchal, datée de Nangis à midi, qui m'annonce que l'Empereur avait déjà à son pouvoir 6 mille prisonniers et 40 pièces de canon; que plusieurs généraux et un grand nombre d'officiers se trouvent parmi les prisonniers; qu'on apporte à chaque instant des décorations de Sainte-Anne et de Saint-André, et que l'Empereur fait poursuivre l'ennemi sur les routes de Nogent et de Montereau. L'Empereur me charge de faire tirer 30 coups de canon pour cette victoire. J'avais reçu, à deux heures et demie, une lettre du général Drouot qui, en m'envoyant le sabre d'un général ennemi fait prisonnier, m'annonçait cette

victoire, la prise de 5 mille hommes et de plusieurs pièces de canon. Je n'en ai point fait part à Votre Majesté, parce que je savais que le même courrier lui porterait une lettre du prince de Neufchâtel. J'ai reçu par le duc de Bassano le bulletin ci-joint, dont je vous prie de prendre connaissance, et qu'il sera nécessaire que vous vouliez bien me renvoyer après.

Je renouvelle à Votre Majesté l'assurance des sentiments d'estime et d'inviolable attachement avec lesquels je suis, de Votre Majesté, la bonne sœur et bien affectionnée belle-sœur. »

Jos. à Nap. Paris, 13 février 1814. (8 heures du matin.)

« Sire, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté du 11 à huit heures du soir, aujourd'hui seulement à trois heures du matin. J'ai écrit hier à Votre Majesté, et je lui ai adressé copie de deux lettres du duc de Reggio et du général Pajol, d'où il résulte que l'ennemi avait devancé le général Pajol sur le Loing, et occupe en forces la grande route de Fossart à Moret. Le général Pajol continuait avant-hier, à six heures du matin, à garder le poste de Fossart avec une partie de sa cavalerie et un bataillon de gardes nationales. Il craignait que, si l'ennemi forçait le pont de Nemours et de Moret, il ne prît Fontainebleau et ne marchât sur Paris. Le duc de Reggio écrit de Provins, le 11, la même chose que le général Pajol, et dit qu'il importe de prendre promptement des mesures pour s'opposer au mouvement de l'ennemi, qui paraît se porter décidément sur Paris. Le duc de Reggio, ayant envoyé la division Leval et la ca-

valerie du général Blancard à la Ferté-Gaucher, n'a plus aucune troupe à sa disposition, puisque la division Rothenbourg est particulièrement affectée à la garde du grand quartier général et des parcs de l'armée, et qu'elle est à peine suffisante pour cela. Le général Allix a évacué le 10, à sept heures du soir, la ville de Sens, après y avoir combattu toute la journée contre un corps de 10 mille hommes de toutes armes, dont 15 pièces de canon et un cinquième de cavalerie. Il s'est retiré sur Pont-sur-Yonne, d'où il écrit le 11 février, à onze heures du soir, et d'où il doit se porter le lendemain matin sur Montereau. Une brigade de la garde impériale est partie hier au soir pour Villejuif, d'où elle s'est mise en marche ce matin pour Fontainebleau. Une autre brigade de la garde est partie ce matin de Paris pour aller prendre position à Essonne. Cette division est sous les ordres du général Charpentier. »

Jos. à Nap. Paris, 13 février 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, j'adresse à Votre Majesté deux lettres que m'envoie le ministre de la guerre. D'après ces lettres et d'autres rapports dont je sais que le ministre envoie à Votre Majesté les originaux, je donne l'ordre au général Ornano d'envoyer une troisième brigade de la garde à Essonne : elle relèvera celle qui est partie ce matin avec le général Charpentier. Ce général pourra ainsi réunir toute sa division pour marcher sur Fontainebleau et se porter où elle sera nécessaire, en liant ses mouvements avec ceux du duc de Reggio et les points importants de Corbeil, Essonne, Choisy et Longjumeau, qui tien-

nent les deux routes de Melun et de Fontainebleau, qui seront occupés. Le pont de Choisy le sera aussi. Ce point permettra à ces troupes d'exécuter tout autre mouvement que Votre Majesté pourrait être dans le cas d'ordonner. »

Jos. à Nap. Paris, 13 février 1814. (A midi.)

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté du 12, datée du faubourg de Château-Thierry. J'ai rendu compte à Votre Majesté des dispositions que j'ai faites en envoyant trois brigades de la garde pour soutenir le duc de Reggio, si l'ennemi continuait son mouvement sur Paris.

J'ai envoyé hier soir le général Strolz, un de mes aides de camp, pour savoir par lui le véritable état des choses sur le canal de Loing et de Moret. J'attends son retour. Quel que soit son rapport, le mouvement des trois brigades dans la direction de Melun et de Fontainebleau peut être fort nécessaire, et dans aucun cas nuisible. J'espère que Votre Majesté aura eu le temps d'achever l'armée de Silésie. Toutes ces bonnes nouvelles ont singulièrement amélioré l'opinion et exalté la garde nationale, qui m'a demandé de passer une seconde revue dimanche prochain. Les chefs espèrent qu'elle sera bien plus nombreuse que la dernière, où il y avait cependant de 5 à 6 mille hommes bien habillés et équipés, et passablement armés. »

Jos. à Nap. Paris, 13 février 1814 (5 heures du soir.)

« Sire, le ministre de la guerre vient de me communiquer la lettre du duc de Reggio, dont j'ai l'honneur d'adresser copie à Votre Majesté. Le général Strolz, mon aide de camp, que j'ai envoyé

cette nuit au général Pajol, et qui est parti ce matin à quatre heures de Montereau, me fait le rapport suivant :

« Le 11 au soir, la cavalerie du général Pajol a été chassée de Bray; elle est allée prendre poste à Marolles. Le général Allix a quitté Pont-sur-Yonne, sans y avoir attendu l'ennemi, le 12 au matin. Le général Pajol m'a dit qu'il n'en avait pas fait sauter le pont. Cependant on m'a assuré que ce pont avait été endommagé par l'effet de la mine, et que l'ennemi l'avait réparé. Un courrier du duc de Vicence à l'Empereur y a passé cette nuit, et m'a fait ce rapport : L'ennemi est entré à Sens le 11, au soir; on n'en a pas fait sauter le pont. L'ennemi, c'est-à-dire un parti de 8 mille chevaux et de 10 pièces d'artillerie légère, commandé par l'hetman Platow, s'était établi le 11 à Égreville; il faisait des démonstrations sur Montargis et Nemours. Hier au soir, Nemours et Moret tenaient encore. On assurait que Nogent-sur-Seine était évacué par nos troupes, et qu'on en avait fait sauter le pont : cette dernière nouvelle n'était pas sûre. L'ennemi, fort de 40 mille hommes, a débouché de Sens hier 12, à trois heures après midi. C'est le général Giulay qui commande ce corps. On dit que le prince de Schwartzemberg s'y trouve; on dit aussi qu'une autre colonne a marché directement de Troyes sur Nogent. Le général Pajol s'est battu hier, une bonne partie du jour, sur la route de Fossart à Moret. Ce matin, à cinq heures, tous ces corps, qui étaient en avant, devaient se mettre en mouvement pour venir se

concentrer à Montereau. On s'attendait à y être attaqué, et on se disposait à y faire une bonne défense. Le duc de Reggio devait faire ce matin, au point du jour, un mouvement sur Bray, pour y reconnaître l'ennemi et tâcher de le rejeter de l'autre côté de la Seine, s'il ne se trouvait pas en forces trop supérieures. Le général Pajol devait coopérer à ce mouvement, en jetant de ce côté 600 hommes de cavalerie. J'ai vu à Melun, à mon retour, à six heures du matin, la 2e brigade commandée par le général Chassé, de la 2e division venant d'Espagne, monter sur des chariots qui étaient réunis, pour être transportée à Nangis. »

Hier et ce matin, j'avais fait partir, pour les diriger sur Fontainebleau, 12 bataillons, 3 escadrons et 12 pièces de la garde. Je fais arrêter toute cette troupe à Essonne, et je charge le général Charpentier, qui la commande, de se mettre en communication avec le duc de Reggio, et de le soutenir au besoin. Je fais encore partir à Villeneuve-Saint-Georges, en ce moment, 6 bataillons et 2 pièces de la garde, pour éclairer le pays entre Seine et Marne, et servir, si cela devient nécessaire, de réserve au duc de Reggio. »

Nap. à Jos. Château-Thierry, 14 février 1814. (3 heures du matin.)

« Mon frère, il est trois heures du matin. Le duc de Trévise a passé hier le pont de Château-Thierry à cinq heures du soir, et s'est porté à la suite de l'ennemi. Il s'est embarrassé dans des chemins de traverse d'ici à Reims par Fère en Tardenois, où il a abandonné ce qui lui restait de ses voitures. Le

duc de Raguse était à Étoges hier, et s'est reployé sur Fromentiers, ayant vu déboucher, sur lui, Blücher avec une force qu'il estime supérieure à la sienne. Je pars au moment même; j'y serai à huit heures du matin. J'attaquerai l'ennemi; j'espère le bien battre dans la journée, et détruire encore ce corps-là; il paraît que c'est Wittgenstein. Comme il paraît que l'ennemi ne passera pas par Soissons, j'ai ordonné au duc de Trévise, aussitôt qu'il aura couvert cette ville, d'en retirer une partie des troupes et des gardes nationales qui s'y trouvent, pour renforcer son corps, en laissant cependant à Soissons quelques troupes pour le défendre. Que le ministre de la guerre donne ordre que l'on continue de fortifier ce poste important. J'ai reçu votre lettre du 13 (sans date d'hier). Passez des revues de gardes nationaux; excitez-les à se mettre en état. Je pense que le ministre de l'intérieur ferait bien d'envoyer un conseiller d'État ou autre, pour prendre connaissance des horreurs que l'ennemi a commises dans les pays qu'il évacue et de la conduite des communes. Il écrirait des dépêches qui seraient insérées dans le *Moniteur,* pour faire connaître comment l'ennemi s'est conduit partout. Le duc de Bellune me mande, en date d'hier 13 à midi, qu'il a pris position à Provins, qu'il a fait sauter le pont de Nogent, et qu'il a été conduit à cette opération parce qu'il a appris que l'ennemi se renforçait sur Montereau et menaçait Paris du côté de Fontainebleau, et qu'il a voulu s'approcher de Montereau. J'ai donné ordre au duc de Tarente de se porter avec toutes

ses forces, qui se montent à plus de 16 mille hommes, y compris les gardes nationales de Meaux, sur Montereau. Le duc de Reggio doit y être avec la division du général Rothenbourg et la division n° 9 d'Espagne, que le ministre de la guerre m'assure y être arrivée le 12. La situation des troupes qui sont à Montereau est donc la suivante : Le duc de Bellune, 10 mille hommes d'infanterie et 3 mille de cavalerie, avec 40 pièces de canon; le duc de Reggio, 15 mille hommes d'infanterie, y compris la division de gardes nationales de Montereau; 4 mille hommes de cavalerie de Bordesoulle et de Roussel, et 50 pièces de canon. Le duc de Tarente a 12 mille hommes d'infanterie et 3 mille de cavalerie, et 40 pièces de canon. Voilà donc une force de 50 à 60 mille hommes, sans comprendre la réserve de Paris.

Si la journée d'aujourd'hui est heureuse, comme je l'espère, et si je parviens à me défaire de ce corps, que je suppose être celui de Wittgenstein, qui venait du Rhin, je pourrai aller sur-le-champ de ma personne à Montereau, à moins que l'ennemi n'ait cessé ses mouvements offensifs.

Donnez ordre au ministre de l'intérieur de faire rétablir sous vingt-quatre heures le pont de Trilport et celui de la Ferté-sous-Jouarre. Si on ne peut pas rétablir les ponts, qu'on fasse des ponts de bateaux, de manière que je puisse passer. Que le ministre de la guerre envoie un commandant à la Ferté-sous-Jouarre avec un bataillon, et un autre à Meaux. Que le ministre de l'intérieur écrive au

maire de Meaux que je ne suis pas content de la conduite des habitants; qu'il faut qu'ils se conduisent de manière que je n'aie pas d'exemples à faire. »

Berthier à Joseph. Du champ de bataille de Vauchamps. 14 février 1814. (1 heure après-midi.)

« Sire, j'ai mandé hier à Votre Majesté que nous avions culbuté Sacken et York au delà de Château-Thierry. Le pont ayant été réparé à cinq heures du soir, le duc de Trévise s'est mis à la poursuite des débris de ces deux corps, qui fuient sur Reims. A deux heures du matin, l'Empereur a été instruit que les corps de Zieten et de Kleist, forts de 25 mille hommes, arrivaient sur le duc de Raguse, qui avait été laissé en observation à Champ-Aubert et qui avait pris position en avant de Montmirail. L'Empereur est parti à trois heures du matin. Sa Majesté est arrivée à Montmirail, où était sa garde, la division Leval et une partie de sa jeune garde; elle a aussitôt marché à l'ennemi. Il est une heure après midi. Nous avons culbuté l'ennemi de sa première position. Déjà nous avons 4 mille prisonniers et 10 pièces de canon, 2 drapeaux. L'Empereur continue à chasser l'ennemi de position en position. Tout porte à penser que, cette nuit, nous aurons détruit presque tous ces deux corps de 25 à 30 mille hommes. Nos troupes n'ont jamais été plus animées. Tous les paysans viennent les embrasser. Cette journée sera une des plus belles des trois qui l'ont précédée. »

Nap. à Jos. Montmirail, 14 février 1814.

« Mon frère, il est neuf heures du soir. Je vous écris un mot, pour vous faire connaître l'heureuse

issue de la bataille de Vauchamps. Le général Blücher, qui s'était séparé de son armée et dont le quartier général était à Vertus, avait été rejoint par le corps de Kleist, qui venait d'Allemagne et était fort de 24 bataillons, et par un nouveau corps russe de 12 bataillons, ce qui faisait en tout 36 bataillons ou 20 mille hommes. Il se porta le 13 sur Étoges et Champ-Aubert. Le duc de Raguse, qui était instruit de ce mouvement, battit en retraite sans être engagé. Je suis parti aujourd'hui à trois heures du matin de Château-Thierry, et suis arrivé à Montmirail au moment où l'ennemi était presque aux portes. J'ai fait marcher à l'ennemi, qui avait pris position au village de Vauchamps. Je l'ai battu, lui ai fait 8 mille prisonniers, pris 3 pièces de canon et 10 drapeaux, et je l'ai mené battant jusqu'aux portes d'Étoges. Sa perte en morts et blessés doit être de plus de 4 mille hommes. Je n'ai pas perdu 300 hommes tués ou blessés. Ce grand résultat tient à ce que l'ennemi n'avait pas de cavalerie, et que moi j'en avais 6 à 8 mille hommes de très-bonne, avec lesquels je l'ai fait constamment envelopper et déborder; qu'il a dû mettre la plus grande partie de son artillerie en sûreté, de crainte de la perdre; et que toute la journée je l'ai écrasé par la mitraille de 100 pièces de canon. Mes trois escadrons de service se sont couverts de gloire : les ayant sous la main, je leur ai fait faire plusieurs charges, et ils ont fait mille prisonniers. Je crois vous avoir mandé hier que le duc de Trévise suivait vivement, par la traverse de Reims, les débris de Sacken et d'York.»

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté du 13, dix heures du matin. Je vous ai envoyé hier par duplicata les lettres que je recevais du duc de Reggio et du général Pajol sur le mouvement de l'ennemi, qui paraît être prononcé sur Paris avec des forces très-considérables. J'adresse ci-joint copie de la dernière lettre du général Pajol. Je suis bien aise d'apprendre que Votre Majesté était dans l'intention de se porter elle-même à Montereau. Votre Majesté aura vu, par mes dépêches d'hier, que j'avais déjà ordonné le mouvement d'une partie de la garde sur Essonne, et que l'autre était cantonnée entre Charenton, Villeneuve-Saint-Georges et à Paris. Je vais faire rectifier ces dispositions, conformément à celles prescrites par Votre Majesté. J'envoie à Soissons un officier pour prescrire de nouveau au général Berruyer de tenir à Soissons, et je lui fais connaître l'importance de contenir le corps qui fuit devant Votre Majesté, et qui n'a pas d'autres passages que celui que pourrait lui offrir cette ville. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (10 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre du 13, deux heures après midi. J'ai déjà répondu par ma lettre précédente sur les dispositions ordonnées pour le mouvement de la garde impériale. Je vous adresse l'état d'organisation des divisions de la ligne. J'envoie ce qui est déjà organisé à Villeneuve-sur-Seine, et j'écris au ministre de la guerre pour faire donner à ces troupes l'artillerie nécessaire. L'officier d'ordonnance que Votre Majesté m'annonce n'est point encore arrivé. Je n'ai point reçu non plus les dis-

positions que vous avez faites pour la défense de Montereau, et que doit me faire connaître le major général. Toutefois, comme les instants sont précieux et que le mouvement de l'ennemi me paraît prononcé et en grandes forces, j'écris au duc de Bellune de se porter de Nogent à Montereau, pour appuyer le duc de Reggio. Je lui prescris de faire sauter le pont de Nogent, et de laisser sur la rive droite les troupes nécessaires pour empêcher l'ennemi de rétablir le pont. J'écris aux ministres de la guerre et de la police d'envoyer des agents pour être instruits de l'effet qu'aura produit sur l'ennemi, qui agit contre Nogent et Montereau, le désastre de Sacken et d'York. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (10 heures du matin.)

« Sire, l'intention de Votre Majesté est que les deux divisions de la garde soient complétées en généraux. Le général Ornano me rend compte qu'il manque en ce moment quatre généraux de brigade; je demande au ministre de la guerre d'en désigner trois dans le nombre des généraux qui sont à sa disposition, et les plus près de Paris; quant au quatrième, d'après ce que Votre Majesté m'a écrit en réponse à la lettre que je lui ai adressée par le général Lecapitaine, j'ai pensé que je pouvais le proposer à Votre Majesté pour cette place. Le général Lecapitaine est un bon officier; il a toujours commandé des troupes. Il est plus propre à ce genre de service qu'à tout autre, et dans le cas d'agir avec succès sur les hommes qui seraient sous ses ordres.

Ces considérations, et l'opinion que Votre Majesté elle-même a conçue de cet officier, me déterminent à le désigner à Votre Majesté. Mais je n'ai point voulu l'indiquer au ministre sans l'agrément de Votre Majesté. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (1 heure après midi.)

« Sire, je remets à Votre Majesté copie de la lettre du duc de Reggio au ministre de la guerre. Elle y verra les mouvements de l'ennemi, et ceux qu'ont fait en conséquence les ducs de Reggio et de Bellune. Les ordres que j'avais donnés relativement au pont de Montereau devenant sans objet, je m'arrête aux dispositions que Votre Majesté trouvera dans la copie de l'ordre ci-joint, afin de maintenir libre la communication de Meaux à Melun, qui doit servir au mouvement de Votre Majesté. Je pense que cette circonstance est de nature à la faire hâter. Je compte que Votre Majesté, recevant cette lettre douze heures après sa date, pourra être avec les troupes des ducs de Reggio, de Bellune et de Tarente, dans la matinée de demain. Le ministre de la guerre m'instruit, en me donnant copie de la lettre du duc de Reggio, que l'original a été expédié à Votre Majesté ce matin. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (2 heures du soir.)

« Sire, je vous envoie copie de la lettre du duc de Reggio. Votre Majesté sentira combien il importe de donner une direction et un chef aux troupes et aux trois maréchaux qui vont se trouver réunis ce soir sur le même point. J'espère que Votre Majesté pourra s'y porter elle-même, conformément à ce qu'elle me mande par sa lettre de ce matin. L'offi-

cier porteur de la lettre du duc de Reggio m'assure que la division Treilhard n'était pas encore arrivée. »

« Sire, je reçois votre lettre du 14, datée par erreur du 15(1). J'exécuterai les dispositions qu'elle contient. J'adresse à Votre Majesté le duplicata de ma lettre de ce matin, dont est porteur le jeune Montesquiou. Je ne doute pas que Votre Majesté ne hâte son arrivée et son mouvement pour couvrir Paris. Le général Reynier, à qui le duc de Rovigo a parlé, et qui vient de traverser l'armée ennemie, dit que cette armée, qui agit sur Paris, est de 120 mille hommes. Le ministre envoie à Votre Majesté son rapport sur cette conversation. Je l'envoie la rédiger. Le général Reynier a parlé aux empereurs Alexandre et François ; l'un et l'autre lui ont dit que la France n'aurait la paix qu'en se bornant à ses anciennes limites. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (3 heures du soir.

« Sire, j'adresse à Votre Majesté copie du rapport que je reçois du général Pajol. Cette lettre est la sixième que j'écris à Votre Majesté aujourd'hui. J'attends avec une grande impatience le résultat des événements qui auront eu lieu aujourd'hui sur la Seine et sur la Marne. Les inquiétudes commencent de nouveau à se manifester à Paris. »

Jos. à Nap. Paris, 14 février 1814. (10 heures du soir.)

« Monsieur le duc, l'Empereur, par une dépêche en date d'aujourd'hui, me prescrit de vous inviter

Joseph à Clarke. Paris,

(1) Nous avons rétabli la date du 15.

de donner des ordres pour que l'on continue de fortifier le poste important de Soissons. »

14 février 1814.

Joseph à Clarke. Paris, 14 février 1814.

« Monsieur le duc, l'Empereur m'écrit qu'il importe que vous accélériez la formation de la 2e division de réserve de la ligne, en vous rappelant qu'avec des conscrits il vaut mieux que les bataillons soient de 300 hommes que plus nombreux. Dès qu'il y aura une division d'organisée, il faudra la diriger sur Villeneuve-sur-Seine, et la pourvoir de l'artillerie convenable. L'Empereur me prescrit en général de vous engager à agir sans attendre son approbation pour accélérer l'organisation militaire, tant que les circonstances actuelles dureront. »

Joseph à Clarke. Paris, 14 février 1814.

« Monsieur le duc, j'ai écrit au duc de Reggio de donner une direction aux troupes de la division Treilhard, qui doivent être arrivées à Fontainebleau. Quant aux régiments qui sont en arrière, j'approuve fort la proposition que vous me faites d'envoyer un officier à leur rencontre, avec l'ordre de les faire diriger sur Corbeil et les engager à se garder militairement. »

Joseph à Clarke. Paris, 14 février 1814.

« Monsieur le duc, l'Empereur me mande qu'il est nécessaire que vous mettiez sur-le-champ à la disposition du général Ornano les deux compagnies d'artillerie venant d'Espagne avec 16 bouches à feu; vous formerez une réserve avec ce qu'il y a déjà. »

Joseph

« Monsieur le duc, il résulte de votre correspon-

dance et de plusieurs autres rapports que le major Gros a évacué Montargis et s'est dirigé sur Gien et Orléans, ce qui met à découvert la route de Paris à Orléans et à Chartres; puisque les partis peuvent, de Montargis, se porter par Pithiviers sur Angerville et Étampes, d'où ils menaceraient Chartres et Rambouillet. Ce mouvement de troupes légères de l'ennemi devient plus probable, s'il est vrai, comme l'annonce la correspondance de la gendarmerie, que l'ennemi ait fait sonder les gués et travailler au rétablissement des ponts du Loing, entre Moret, Nemours et Montargis, et qu'il ait demandé des vivres pour 10 mille hommes aux communes du canton de Chapelle-la-Reine; ce qui annonce l'intention de déboucher sur Fontainebleau, Milly ou Étampes, pour agir sur les routes de Fontainebleau et d'Orléans, inquiéter celle de Chartres, et se porter plus tard sur les ponts de la Seine inférieure, pour cerner Paris de ce côté et couper la retraite sur l'Eure comme sur la Loire. La division de la garde, et les autres troupes dirigées sur les positions d'Essonne et de Fontainebleau, ne défendent que la route de Bourgogne. La position de Juvisy, Longjumeau, Palaiseau, tient les deux routes de Bourgogne et d'Orléans, mais près de Paris. Au delà, les routes d'Orléans et de Chartres ne sont ni défendues ni même éclairées. Je vous prie d'y pourvoir autant que les circonstances et nos ressources le permettront.

à Clarke. Paris, 14 février 1814.

Une des mesures à prendre me paraît être de charger le général commandant les dépôts de cavalerie à Versailles d'employer les dépôts et ce qu'il

pourra maintenant organiser de cavalerie pour occuper Rambouillet, et s'il se peut Étampes, et défendre, ou du moins éclairer, les routes d'Étampes et de Chartres. Pour les défendre, il faudrait que cet officier général eût sous ses ordres quelque infanterie, et une batterie au moins d'artillerie légère. Je vous prie de vouloir bien donner sur cette défensive les ordres qui vous paraîtront les plus convenables. »

Nap. à Jos. Montmirail, 15 février 1814. (3 heures du matin.)

« Mon frère, je reçois votre lettre du 14, que m'apporte le jeune Montesquiou. Je partirai à la petite pointe du jour, et je serai avec ma garde de bonne heure à la Ferté-sous-Jouarre, d'où je continuerai la route de ma personne sur Meaux. Je ne conçois pas le duc de Reggio, de ne pas avoir défendu le passage de Bray. Je vois qu'hier 14, les ducs de Bellune, de Reggio et de Tarente ont dû se réunir entre Nangis et Guignes : je ne tarderai pas sans doute à apprendre ce qui se sera passé. Dans la note que vous mettrez au *Moniteur* sur la bataille de Vauchamps, il faudra porter comme prisonniers le prince Woronzow, général de division russe, et un général de brigade de cette nation, qui ont été faits prisonniers. Leur corps ayant pris l'arrière-garde à la nuit, on les a chargés, mis en déroute; on leur a pris 1,200 prisonniers et 4 pièces de canon. Il paraît que l'ennemi opère entièrement sur la rive droite de la Seine. La division de cavalerie d'Espagne aura pu ainsi se réunir à Fontainebleau ; les ponts de Melun et de Montereau étant coupés, elle n'aura pour re-

joindre d'autre ressource que le pont de Corbeil. Il paraît qu'il y a encore un millier d'hommes de la garde nationale de Montereau qui ne sont pas armés, et que tous manquent d'effets de campement: donnez l'ordre qu'on leur en donne. Envoyez à la rencontre des 7 à 8 mille prisonniers qui partent d'ici, la gendarmerie du général Radet, qui doit arriver aujourd'hui à Paris. Les paysans ont ramassé ici sur les champs de bataille plus de 40 mille fusils, que la rapidité du mouvement n'a pas permis de recueillir. Peut-être la garde nationale de Paris, en envoyant ici des commissaires auprès des paysans, pourrait-elle s'en procurer beaucoup.

L'ennemi paraissant opérer sur la rive droite de la Seine et n'ayant que des partisans sur la rive gauche, il est important de renforcer le cordon qui couvre Paris sur la rive gauche. »

« Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 14 à cinq heures. Je suis surpris que vous n'ayez pas encore reçu à cette heure le courrier que le major général vous a expédié du champ de bataille à une heure après midi. Je serai ce soir de bonne heure à Meaux avec ma garde. Je ne sais si toute ma garde à pied pourra s'y trouver, mais j'espère qu'elle dépassera ce soir la Ferté. Il sera donc difficile que la garde à pied puisse être à Guignes avant demain après midi. Le parti de se retirer derrière l'Yères et d'éviter les engagements avec l'ennemi est le plus sage. Si la position derrière l'Yères est telle que l'ennemi ne puisse pas attaquer l'armée demain, elle doit y res-

Nap. à Jos. La Ferté-sous-Jouarre, 15 février 1814. (2 heures après midi.)

ter. Si, au contraire, elle craignait d'être attaquée, l'armée pourrait se retirer sur Fontenay, chemin de Meaux, par où je viendrai, en laissant un corps léger pour couvrir la route de Brie. Le grand parc dépasserait Brie-Comte-Robert, et se porterait sur la route de Fontenay à Paris. Au reste, je recevrai probablement d'ici à ce soir des nouvelles de l'armée, et je donnerai alors des ordres positifs; j'y serai cette nuit, de ma personne. Toutefois, je ne perdrai pas un moment pour vous instruire de mes intentions. Je suppose que les barrières du côté du jardin des Plantes sont en état, et qu'on y a placé des corps de garde et du canon. Il faut aussi nommer un commandant pour le poste de Bicêtre, et y jeter un bataillon et quelques pièces de canon : c'est une vedette qui gardera toute cette route. Si l'ennemi persiste dans son opération après les échecs qu'il a reçus, ce qui probablement entraînera sa ruine totale, il sera nécessaire de réunir toutes les forces en artillerie, infanterie et cavalerie, ce qui se fera par le pont de Corbeil ou de Choisy. Il faut que l'on garde les ponts de Choisy et de Corbeil, mais qu'on ne les détruise pas; ils me sont nécessaires pour manœuvrer sur les deux rives; car aussitôt que l'ennemi se mettra en retraite, de bonne volonté ou après une bataille, je passerai sur l'autre rive pour le poursuivre et le déborder; ce que je ne puis faire que par les ponts de Corbeil et de Choisy, puisqu'on a détruit les ponts de Melun et de Montereau. L'Yères est une rivière débordée, et qui n'est pas guéable; elle peut couvrir l'armée au moins

trois jours. Le 17, je serai à même d'attaquer. »

« Mon frère, j'arrive à Meaux ; ma garde sera demain à l'armée. (*Le reste de la lettre est biffé.*) » Nap. à Jos. Meaux, 15 fév. 1814. (7 h. du soir)

« Mon frère, l'établissement d'un pont à Villeneuve-Saint-Georges est inutile, puisque j'ai le pont de Choisy. L'établissement d'un nouveau pont à Charenton est également inutile. Un pont de pierre où l'on passe au galop, et sur lequel deux voitures de front peuvent filer, est suffisant pour ce point, surtout lorsque j'ai le pont de Saint-Maur. Aussi l'établissement de ces nouveaux ponts alarmerait Paris inutilement, et donnerait lieu à de vaines dépenses. » Nap. à Jos. Meaux, 15 février 1814.

« Sire, le général Bordesoulle est arrivé ici avec les deux lettres que j'adresse en original à Votre Majesté. Ce général m'apprend qu'il est de toute urgence que Votre Majesté détermine quel est celui des trois chefs qui doit commander. Tous désirent que Votre Majesté se trouve elle-même à la tête de ces trois corps d'armée : il est indubitable qu'ils seront attaqués demain, et les chefs ne paraissent pas avoir une grande confiance l'un dans l'autre. J'écris au ministre de la guerre pour qu'il fasse diriger sur Brie-Comte-Robert toute la cavalerie disponible du dépôt de Versailles. La garde impériale qui se trouvait à Paris va aussi se trouver engagée dans cette affaire décisive; de manière que, si elle tournait à notre désavantage, je n'aurais pas de troupes pour faire escorter l'Impératrice et le roi de Rome. Il n'est pas douteux que la présence de Jos. à Nap. Paris, 15 février 1814. (5 heures du matin.)

Votre Majesté dans une affaire aussi importante ne soit d'un poids immense pour le succès de ses armes ; et comme le salut de la capitale, et peut-être de l'empire, peut en dépendre, je ne doute pas qu'elle ne se hâte d'arriver, quels que soient d'ailleurs les événements qui se passent sur la Marne. Je n'ai pas encore de nouvelles de l'arrivée de Treilhard à Fontainebleau. Je lui fais envoyer l'ordre de se diriger sur Corbeil. »

Jos. à Nap. Paris, 15 février 1814. (10 heures du matin.)

« Sire, je n'ai pas eu de nouvelles de Votre Majesté ni des ducs de Reggio, de Bellune et de Tarente, depuis les dernières lettres de Votre Majesté du champ de bataille de Vauchamps. J'ai écrit à Votre Majesté par duplicata, et j'attends avec la dernière impatience pour connaître les dispositions qu'elle ordonnera pour les corps des ducs de Bellune, de Reggio et de Tarente. Votre Majesté n'a pas besoin que je lui dise combien sa présence me paraît indispensable sur ce point, où l'on est à la veille d'une bataille générale dont dépendra le sort de l'empire. Le général Bordesoulle m'a répété que le mouvement des ducs de Reggio et de Bellune a dû commencer la nuit passée à neuf heures, pour se porter sur la petite rivière d'Yères, appuyant leur gauche à Remy et à la forêt de Crécy. J'ai recommandé au général Bordesoulle d'engager les maréchaux à contenir l'ennemi, afin de donner le temps à Votre Majesté d'arriver. Votre Majesté verra, par la lettre ci-jointe, la nécessité où je me suis trouvé d'engager M. de la Bouillerie à avancer une

somme de 50 mille francs à prélever sur le 14ᵉ million accordé à la garde, qui n'a pas besoin aujourd'hui même de ce vingtième de son crédit, et qui pourra attendre le temps convenable pour que Votre Majesté puisse accorder les 100 mille francs que demande le ministre de la guerre pour un objet qui ne peut pas être retardé d'une heure. Une lettre du ministre de la guerre m'annonce dans ce moment l'arrivée bien positive du général Treilhard à Fontainebleau. Ce général doit avoir reçu l'ordre qui lui a été expédié de se porter sur Corbeil et Brie-Comte-Robert. Par excès de précaution, j'adresse à Votre Majesté un triplicata des dépêches des ducs de Reggio et de Bellune. »

« Sire, je reçois vos lettres du 14 et du 15 à trois heures du matin. Je préviens les ducs de Reggio et de Bellune de ces grands avantages. Je reçois en même temps la lettre ci-jointe du général Pajol. J'ai prévenu le maréchal Moncey pour les fusils de la garde nationale et pour les prisonniers; ils seront reçus par 2 à 3 mille grenadiers. J'ai fait envoyer les effets de campement et les 1,200 fusils dont on avait besoin à Montereau. Les troupes doivent les avoir reçus. Les ponts de la Seine sont bien gardés. J'ai fait aussi envoyer de la cavalerie de Versailles pour protéger Rambouillet, et éclairer les routes de Chartres et d'Étampes. J'ai fait partir un bataillon pour occuper le pont de Lagny. L'occupation de Soissons par l'ennemi se confirme. Elle a eu lieu hier par un parti venu de Laon. »

Jos. à Nap. Paris, 15 février 1814. (3 heures après-midi.)

Joseph à Berthier. Paris, 15 février 1814.

« Je remercie Votre Altesse des bonnes nouvelles qu'elle me donne du champ de bataille de Vauchamps, le 14 à une heure après midi. Je désire bien que l'Empereur soit en route à cette heure, pour se rendre aux corps des ducs de Bellune, de Reggio et de Tarente, qui sont en présence de l'armée autrichienne, qui a passé la Seine et marche sur Paris. »

Joseph à Clarke. Paris, 15 février 1814.

« Monsieur le duc, il est important que vous envoyiez de suite des ordres à Versailles pour en faire partir le plus promptement possible toute la cavalerie disponible, qui se rendra par la route de Choisy à Brie-Comte-Robert, où elle recevra des ordres du général Bordesoulle. Veuillez aussi en envoyer sur la route de Fontainebleau, pour accélérer l'arrivée de la cavalerie venant d'Espagne, qui devrait aussi se rendre à Brie-Comte-Robert, en passant la Seine à Melun ou à Corbeil.

Nap. à Jos. Meaux, 16 février 1814. (8 heures du matin.)

« Mon frère, il est huit heures; je pars pour me rendre à Guignes. J'attaquerai demain l'ennemi. Faites partir en diligence tout ce qui appartient à la vieille garde : on dit qu'elle a 800 hommes à Paris. Faites partir aussi ce qui appartient à la vieille garde à cheval, pour réparer les pertes que la garde a éprouvées. Le duc de Trévise manœuvre entre Soissons et Reims. N'envoyez pas de cavalerie à Rambouillet ni à Chartres, mais poussez tout sur Fontainebleau. Aussitôt que j'aurai marché, tout cela se dispersera. J'ai manqué hier un beau coup : 6 mille Bavarois étaient à deux lieues de moi,

près de Montmirail, dans la traverse. L'ennemi manœuvre avec tant d'ignorance, que j'espère avoir ces jours-ci quelques beaux résultats.

Sa Majesté, qui part pour Guignes, m'ordonne d'expédier cette lettre sans signature. Le secrétaire du cabinet, baron FAIN. »

« Mon frère, je reçois votre lettre d'aujourd'hui à neuf heures du matin. Je suis arrivé ici à trois heures après midi. Je mets aussitôt l'armée en mouvement. On prend position ce soir, pour être demain, à la pointe du jour, à Nangis. Je ferai également occuper Melun, et raccommoder le pont. J'ai envoyé à Fontainebleau pour savoir ce qui s'y passe. Je suppose que s'il y avait du nouveau de ce côté-là, vous l'auriez su promptement et m'en auriez instruit. Envoyez toute la cavalerie disponible sur Brie-Comte-Robert, pour nous rejoindre. Je fais revenir les parcs. Le préfet de Melun était parti; s'il est à Paris, faites-lui dire de revenir sur-le-champ à Melun. Il y a beaucoup de gardes nationales dispersées çà et là; il faut que le ministre de la guerre en fasse le relevé, et que tout cela nous rejoigne pour nous renforcer. Il n'y a pas d'inconvénient à placer dans la jeune garde votre aide de camp *Lecapitaine;* faites-le partir sur-le-champ. »

Nap. à Jos. Guignes, 16 février 1814. (4 heures après midi.)

« Mon frère, je reçois votre lettre du 16 à onze heures. Je pense qu'il n'y a besoin de personne du côté de Rambouillet. Le mouvement que je fais rappellera tous ces partis. Le duc de Trévise a ordre de surveiller Soissons et Reims. Il y a deux divisions

Nap. à Jos. Guignes, 16 février 1814. (6 heures du soir.)

de cavalerie et une d'infanterie. Il faut que le ministre de la guerre lui écrive, et le tienne au fait des partis qui s'approchent de la capitale. Il faut continuer les remontes de Versailles avec la plus grande activité. Faites revenir les partis que vous avez envoyés à Rambouillet, pour les avoir en réserve. On pourrait les diriger du côté de Villers-Cotterets et de Soissons, s'il est nécessaire. Le général Dombrowski, qui est du côté de Compiègne, doit y rester. Il faut faire connaître au duc de Trévise qu'il est sous ses ordres. »

Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, j'ai reçu votre lettre du 15 à deux heures, de la Ferté, et celle de Meaux à six heures. Les ordres sont donnés pour le poste de Bicêtre et pour les barrières du jardin des Plantes. J'y ai un aide de camp, qui ne quittera pas que toutes les dispositions prescrites n'aient été exécutées. Le grand parc de l'armée a été dirigé sur Charenton. J'ai ordonné la construction de deux ponts de bateaux, l'un à Villeneuve-Saint-Georges, et l'autre à Port-à-l'Anglais, où il y a eu un bac et des routes qui aboutissent à celles de Vitry et d'Ivry. Je pense que Votre Majesté est sur les lieux à cette heure. Elle donnera ses ordres sur ces deux objets. »

Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, je rappelle à Votre Majesté que le dépôt de Versailles a dû envoyer de la cavalerie à Rambouillet, pour y protéger ce point et observer les routes de Chartres. La grande communication de Soissons a aussi besoin d'être observée. Depuis

que cette ville est tombée au pouvoir de l'ennemi, nous n'avons pas de cavalerie à Paris. »

« Sire, les lettres que je reçois de l'armée confirment de plus en plus l'hésitation de l'ennemi, et peut-être sa retraite. D'un autre côté, le général Ornano m'annonce qu'il a l'ordre de faire partir sur Brie-Comte-Robert tout ce qui est disponible de la garde, et surtout la vieille garde. Le duc de Reggio désire aussi que le grand parc se dirige sur Brie-Comte-Robert. J'ai donné l'ordre pour que ses intentions soient remplies. Ainsi, le parc est en marche sur Brie-Comte-Robert à cette heure. Votre Majesté lui fera donner les ordres ultérieurs. » **Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814. (A midi.)**

« Sire, j'envoie un bataillon à Lagny, un à la Ferté-sous-Jouarre, Meaux et Bicêtre. Soissons est aujourd'hui le point d'où l'ennemi peut menacer Paris. Il nous reste très-peu de troupes. » **Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814. (3 heures après midi.)**

« Sire, je fais donner l'ordre à la vieille garde de partir; même ordre à toute la cavalerie disponible de Versailsle et Rambouillet sur Corbeil. J'ai prescrit la construction du pont de Villeneuve-Saint-Georges. » **Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814.**

« Sire, je reçois votre lettre d'aujourd'hui à quatre heures. J'ai déjà écrit à Votre Majesté que toute la cavalerie disponible est partie pour Brie. L'infanterie part, entre autres les deux bataillons de Rochefort; les traîneurs des 7e et 9e divisions d'Espagne; le 6e bataillon du 122e. Le général Lecapi- **Jos. à Nap. Paris, 16 février 1814.**

taine part pour prendre le commandement de la division de la garde du général Boyer. Le général Reynier est venu me voir; il désire être employé sur-le-champ, et attend des ordres pour partir. Voici une lettre du général Charpentier, qui annonce que Fontainebleau a été évacué. Le préfet de Melun est reparti. »

Joseph à Clarke. Paris, 16 février 1814.

« Monsieur le duc, quoi que j'aie pu vous dire sur le mouvement de cavalerie que je désirais qu'on fît dans la direction de Chartres et de Rambouillet, je vous prie de révoquer les ordres qui ont été donnés, et de rappeler ce qui serait déjà en route vers ces points. L'Empereur me marquant à l'instant qu'il fallait diriger de suite toute la cavalerie disponible sur Fontainebleau, veuillez bien donner ces ordres et l'envoyer à Essonne, où elle recevra de nouveaux ordres. »

Nap. à Jos. Guignes, 17 février 1814 (4 heures du matin.)

« Mon frère, je vous envoie un rapport du ministre de la guerre adressé à la Bouillerie. Vous y verrez que je mets 2 millions à la disposition du ministre de l'administration de la guerre pour les remontes de Versailles, et que, sur ces 2 millions, 500 mille francs ont été payés avant mon départ; cependant on se plaint de manquer de fonds. Il paraît que le dépôt des remontes ne va pas. Faites-vous rendre compte des achats de chevaux qui ont été faits, tant par des marchés qu'autrement. Mon intention est d'employer ces 2 millions en remontes, mais c'est de la cavalerie que je veux avoir

promptement. Il paraît qu'on a acheté jusqu'à présent bien peu de chevaux. »

Nap. à Jos. Guignes, 17 février 1814. (5 heures du matin.)

« Mon frère, le duc de Trévise était hier au soir à Villers-Cotterets. Il me mande que l'ennemi a évacué Soissons, et a fait rentrer tous les partis qu'il avait détachés du côté de Compiègne. L'effroi de la déroute qu'ils ont éprouvée est tel, que le duc de Trévise croit qu'ils gagnent en toute hâte les Ardennes. Ils ont filé sur Fismes; ainsi vous voyez que vous êtes couvert de ce côté-là. Écrivez au ministre de la guerre de suivre les mouvements du duc de Trévise. Le 14 au soir, à peu près vers huit heures, le duc de Raguse, ayant fait réattaquer le corps russe à Étoges, leur a fait beaucoup plus de mal qu'on ne l'a dit dans le bulletin, puisqu'il leur a pris 9 pièces de canon et couvert le champ de bataille de morts. Les ennemis sont extrêmement épouvantés et fatigués. Réunissez tous les bataillons qui sont éparpillés. »

Nap. à Jos. Guignes, 17 février 1814. (6 heures du matin.)

« Mon frère, Paris n'est plus menacé d'aucun côté, puisque le duc de Trévise est à Villers-Cotterets. Je n'approuve pas que le ministre de la guerre envoie des bataillons à Meaux, à Lagny et autres points; il faut conserver ces moyens pour former la 1re et la 2e division de la réserve de Paris. Je vois que la 1re brigade de la 1re division, sous les ordres du duc de Padoue, est organisée. Je lui donne ordre de venir à Villeneuve-Saint-Georges. Veillez à ce qu'elle ait sur-le-champ ses 8 bouches à feu. Il faut que le duc de Padoue porte son quartier géné-

ral à Villeneuve-Saint-Georges aujourd'hui, et que sa brigade ait son artillerie, puisque dans la journée le duc de Padoue peut recevoir des ordres. Le duc de Padoue doit s'assurer que le soldat a ses quatre paquets de cartouches. La 2e brigade doit être formée sur-le-champ, et se réunir avec ses 8 bouches à feu à Charenton. Je désire qu'elle soit disponible là demain. Il y a à Corbeil un bataillon du 65e qui peut faire partie de cette division. On peut ramasser aussi d'autres bataillons, qu'on a disséminés mal à propos. Je donne l'ordre au général Charpentier de se porter sur Melun, et de là à Fontainebleau. Je donne ordre au général Boyer, qui est à Charenton, de venir le remplacer à Corbeil et Essonne. Il est possible que demain je dispose de lui; organisez donc promptement la 2e division de la réserve à Paris. Encore une fois, faites faire par le ministre de la guerre le relevé de tous les bataillons ou détachements, et rappelez-les tous. Faites partir une batterie d'artillerie à cheval pour rejoindre le général Charpentier; elle se dirigera sur Meaux par la rive droite. Cette batterie pourrait fortement s'approcher de Melun aujourd'hui. »

Nap. à Jos. Nangis, 17 février 1814. (3 heures après midi.)

« Mon frère, j'avais ordonné que mille fusils fussent transportés cette nuit de Vincennes à Brie-Comte-Robert pour armer les gardes nationaux; mais, ces gardes nationaux ayant pu s'armer sur le champ de bataille, je pense que le ministre doit faire revenir ces fusils à Paris. Toute la grande armée autrichienne et russe, bavaroise et wurtembergeoise

repasse la Seine dans toutes les directions, et avec la plus grande précipitation. Il est probable que cette nuit il n'y aura pas un seul homme de ce côté; mais je perdrai un temps bien important, celui qu'il faudra pour faire rétablir le pont de Montereau. »

« Sire, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté d'hier au soir à six heures. Conformément à ses intentions, j'ai donné des ordres pour que les partis de cavalerie envoyés à Rambouillet soient réunis comme réserve à Paris, en mesure d'être dirigés sur Villers-Cotterets et sur Soissons, si cela devenait nécessaire. Le général Dombrowsky restera à Compiègne aux ordres du duc de Trévise, qui est prévenu de cette disposition. Les remontes de cavalerie au dépôt général de Versailles se continueront. La garde nationale escortera les prisonniers dans Paris seulement. *Comme on n'a pas pu jusqu'ici lui fournir de fusils, son armement est irrégulier, et la sortie de quelques centaines de gardes nationaux de Paris eût empêché l'équipement et l'armement de plusieurs milliers, qui est en bon train.* L'institution de la garde nationale a singulièrement amélioré l'opinion : elle a aussi un grand avantage comme force municipale intérieure; *mais on perdrait les avantages qu'on peut en tirer, si on voulait la regarder comme une force capable d'agir au delà des barrières : mon opinion est en cela conforme à celle de tous les chefs.* » Jos. à Nap. Paris, 17 février 1814. (10 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre d'aujourd'hui à quatre heures, avec le rapport du ministre de la Jos. à Nap. Paris, 17 février

1814. (11 heures du matin.)

guerre et du trésorier général de la couronne, relativement au crédit ouvert au ministre de l'administration de la guerre sur le trésor général de la couronne. Je reçois en même temps une lettre du général Préval, chargé du dépôt de Versailles depuis le départ du général Roussel. Il se plaint du manque de fonds, et cependant 1,500,000 francs restent encore intacts au trésor de la couronne, à la disposition du ministre directeur de l'administration de la guerre. Cet état de choses vient de ce que cette somme paraît avoir été destinée spécialement à l'achat de chevaux, et non à la confection des effets d'habillement et d'équipement. Comme le but de Votre Majesté est d'avoir des cavaliers habillés et équipés sur-le-champ, je demande au ministre directeur de l'administration de la guerre, ainsi qu'au trésorier général de la couronne, que les fonds destinés aux remontes doivent s'entendre l'être à l'équipement et à l'habillement. Je les engage donc à ne mettre aucun retard au payement de ces dépenses ; et je fais part de ces dispositions au général Préval, en lui recommandant de presser par tous les moyens possibles l'achat et le harnachement des chevaux, l'habillement et l'équipement des hommes. »

Jos. à Nap. Paris, 17 février 1814. (Midi.)

« Sire, j'ai reçu vos lettres d'aujourd'hui à cinq heures et à six du matin. J'ai déjà donné les ordres qu'elle me prescrit au ministre de la guerre, au général Ornano, au duc de Padoue. Ce dernier va se rendre à Villeneuve-Saint-Georges. La garde im-

périale reçoit tous les jours au moins mille conscrits. Votre Majesté comprend l'énorme dépense que nécessitent leur habillement, leur équipement, l'achat des chevaux, leur harnachement. Le général Ornano m'annonce que l'organisation est arrêtée par l'épuisement du 14[e] million. Il est urgent que Votre Majesté ouvre un nouveau crédit pour cette dépense. Je pense qu'il faudrait ouvrir sur M. de la Bouillerie, à la garde, un crédit d'un million, applicable par moitié à la cavalerie et à l'infanterie. »

« Mon frère, le prince de Schwartzemberg vient enfin de nous donner signe de vie. Il vient d'envoyer un parlementaire pour demander une suspension d'armes. Il est difficile d'être lâche à ce point. Il avait constamment refusé, dans les termes les plus insultants, toute espèce de suspension d'armes, d'armistice, même de recevoir mes parlementaires, après la capitulation de Dantzick, celle de Dresde, chose horrible dont on trouverait peu d'exemples dans l'histoire. Ces misérables, au premier échec, tombent à genoux! Heureusement qu'on n'a pas laissé entrer l'aide de camp du prince de Schwartzemberg. Je n'ai reçu que sa lettre, à laquelle je répondrai à mon aise. Je n'accorderai aucun armistice qu'ils n'aient purgé mon territoire. D'après les nouvelles que j'ai, tout a changé chez les alliés. L'empereur de Russie, qui, il y a peu de jours, avait rompu les négociations, parce qu'il voulait pour la France des conditions pires que les anciennes limites, désire les renouer; et j'ai l'espérance que j'arri-

Nap. à Jos. Nangis, 18 février 1814.

verai promptement à une paix fondée sur les bases de Francfort, ce qui est le *minimum* de la paix que je puisse faire avec honneur. Avant de commencer mes opérations, *je leur ai fait offrir de signer sous la condition des anciennes limites, pourvu qu'ils s'arrêtassent sur-le-champ*. Cette démarche a été faite par le duc de Vicence le 8. Ils ont répondu négativement, en disant que même la signature des préliminaires n'arrêterait point les hostilités, lesquelles ne pouvaient l'être que lorsque tous les articles de paix seraient signés. Cette inconcevable réponse a été punie; et, hier 17, ils me demandent un armistice! Vous concevez que, me voyant à la veille d'une bataille dans laquelle j'étais décidé à vaincre ou à périr, et dans laquelle, si je cédais, ma capitale eût été prise, j'eusse consenti à tout pour éviter cette grande chance. Je devais ce sacrifice de mon amour-propre à ma famille et à mon peuple; mais dès qu'ils ont refusé, que la chance de la bataille a eu lieu, et que tout est rentré dans les chances d'une guerre ordinaire, où le résultat d'une bataille ne peut plus menacer ma capitale, et que toutes les données possibles sont pour moi, je dois à l'intérêt de l'empire et à ma gloire de négocier une véritable paix. Si j'avais signé les anciennes limites, j'aurais couru aux armes deux ans après, et j'aurais dit à la nation que ce n'était point une paix que j'avais signée, mais une capitulation. Je ne pourrais le dire d'après le nouvel état de choses, puisque, la fortune étant revenue de mon côté, je suis maître de mes conditions. L'ennemi est dans une position

bien différente de celle où il se trouvait lors des bases de Francfort, et avec l'espèce de certitude qu'il ramènera bien peu de monde au delà des frontières. Sa cavalerie est excessivement fatiguée et à bas; son infanterie est lasse de ses mouvements et contre-mouvements : enfin, il est entièrement découragé. J'espère donc pouvoir faire une paix telle que tout homme raisonnable peut la désirer; *et mes désirs ne vont pas au delà des propositions de Francfort*. Dites sourdement que l'ennemi, embarrassé, a demandé un armistice ou une suspension d'armes, ce qui était une chose absurde, puisque c'était m'ôter les avantages de mes manœuvres; ajoutez que cela fait voir à quel point il est décontenancé. Que l'on n'imprime pas cela, mais qu'on le dise partout. »

« Sire, j'ai reçu votre lettre du 17 à trois heures après midi. J'ai écrit au ministre de faire rentrer à Vincennes les 1000 fusils qui avaient été envoyés pour armer les gardes nationales à Brie-Comte-Robert. Je réitère l'ordre pour la réunion des gardes nationaux et des troupes de ligne, afin de les diriger sur l'armée. Un officier danois, porteur d'une dépêche pour le ministre de sa nation, est arrivé cette nuit, accompagné d'un aide de camp du duc de Trévise, qui l'a adressé au ministre de la guerre. J'ai fait dire au ministre de la guerre que cet officier devait être accompagné par un officier français, qui surveillerait sa conduite jusqu'à ce qu'il ait connu la volonté de Votre Majesté à son égard. Tout Paris

Jos. à Nap. Paris. 18 février 1814. (7 heures du matin.)

s'est porté à la rencontre des prisonniers : le public a montré beaucoup de réserve et de bon esprit. La garde nationale a remplacé la troupe de ligne dans beaucoup de postes, aux barrières; elle va aussi occuper les postes intérieurs aux divers établissements publics. Le ministre de l'intérieur a envoyé un auditeur, des commissaires, pour recueillir les fusils..... (*quelques mots indéchiffrables*) qui en manque. »

Jos. à Nap. Paris, 18 février 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, le ministre de l'intérieur me communique une dépêche du comte Boissy-d'Anglas en date du 16, dont il résulte que le duc de Dalmatie a donné l'avis au général Rivaud, commandant la 12e division, du débarquement prochain qui paraît être tenté par les Anglais sur les côtes de cette division. Le maréchal ajoute qu'il y avait tout lieu de croire que le duc de Berry se trouvait avec les troupes de débarquement. Le comte Boissy-d'Anglas ne dissimule pas que si le débarquement avait lieu, il craignait beaucoup que la Vendée ne se soulevât de nouveau. J'ai cru ce fait assez important pour en prévenir Votre Majesté, quoique je ne doute pas que le ministre de la guerre n'ait envoyé un rapport en règle et les pièces à l'appui. J'ai sous les yeux les journaux italiens des 5 et 8 février : l'esprit de vertige fait tous les jours plus de progrès. Il s'est répandu, du royaume de Naples, par les États romains, jusque dans la Toscane; cette province est même plus mal disposée que les États romains. Les victoires de Votre Majesté confondront les espérances de ses ennemis les plus éloignés. C'est en traitant directement avec les puissances

ennemies qu'elle vient de vaincre, que Votre Majesté comblera les vœux des Français, et répandra autant de bonheur sur la France qu'elle a acquis de gloire..... (*Trois à quatre lignes indéchiffrables.*)

Le ministre de la guerre met beaucoup d'activité et de zèle dans ses rapports avec moi. »

« Sire, j'ai reçu la lettre par laquelle Votre Majesté veut bien m'annoncer la demande que l'ennemi fait d'une suspension d'armes, et l'intention où elle est de signer avant tout la paix. Il est de fait qu'il y a assez longtemps que l'on traite pour être en état de signer des préliminaires sur-le-champ; et l'ennemi ayant proposé lui-même des bases à Francfort avant de passer le Rhin, ces bases peuvent très-convenablement être signées par les deux parties. Quant à Votre Majesté, que l'ennemi ait ou non repassé le Rhin lors de la signature, peu importe, s'il signe en deçà du Rhin ce qu'il a proposé au delà. Cette signature prouvera qu'il a eu tort de refuser des conditions qu'il avait proposées d'abord, et je trouve l'honneur français aussi sauf par la signature des conditions proposées à Francfort, soit qu'elles soient signées ici ou là, pourvu que les limites naturelles soient reconnues. Il est évident que l'ennemi, étourdi par les manœuvres de Votre Majesté, doit désirer une suspension d'armes pour avoir le temps de se reconnaître, de réunir son armée et ses forces dispersées, et que Votre Majesté doit faire ce qu'elle fait. J'ai présenté les choses telles qu'elles sont; et, quelle que soit la soif

Jos. à Nap. Paris, 18 février 1814. (11 heures du soir.)

qui dévore pour la paix, tous les esprits conviendront de la sagesse dont fait preuve Votre Majesté à vouloir sur-le-champ la signature de la paix que l'ennemi avait admise à Francfort. »

Joseph à Clarke. Paris, 18 février 1814.

« Monsieur le duc, conformément aux ordres de l'Empereur, je vous prie de nouveau, 1° d'ordonner la réunion des gardes nationales et des troupes de ligne, afin de les diriger sur l'armée; 2° de faire rentrer à Vincennes les 1000 fusils qui avaient été envoyés à Brie-Comte-Robert pour armer les gardes nationales. »

Nap. à Jos. Surville, vis-à-vis Montereau, 19 février 1814. (3 heures du matin.)

« Mon frère, j'ai culbuté hier deux divisions de la réserve du général autrichien Bianchi, et les Wurtembergeois; ils ont perdu beaucoup de monde; on leur a pris des drapeaux et 3 ou 4 mille prisonniers; mais ce qui est extrêmement précieux, c'est que j'ai eu le bonheur d'enlever le pont sans leur donner le temps de le couper. J'ai renvoyé le duc de Bellune, dont je suis mécontent par son excessive lenteur et sa négligence. Je vois avec plaisir que 1,200 chevaux partent du dépôt de Versailles. Il faut ordonner qu'on retienne tout ce qui appartient au 1er corps de cavalerie qui est avec le duc de Raguse, et que je destine à rester sur la route de Châlons. Tous ces hommes seront dirigés de Versailles ou (*mot illisible*) sur Meaux : par ce moyen, le corps du duc de Raguse sera renforcé d'autant. Je crois que vous avez mal fait de laisser communiquer l'officier danois avec son ministre. Il fallait attendre mes ordres, et j'aurais été

fort longtemps à les donner. Actuellement, mon intention est qu'on ne le laisse pas partir sans ordre de moi. Il n'y a pas de raison pour qu'il parte d'ici à longtemps. Il faut également diriger du côté de Compiègne, où est le corps du duc de Trévise, tout ce qui appartient aux gardes d'honneur et au 10e de hussards, afin de renforcer le corps du duc de Trévise.

Tout ce que la 2e division de vieille garde a de disponible doit être envoyé au duc de Trévise. Faites former une colonne de 1,200 hommes, cavalerie, infanterie et artillerie, de ce qui appartient à ce maréchal, et envoyez-la lui. » Surville, (8 heures du matin.)

« Mon frère, il nous a fallu toute la journée pour passer cet horrible défilé de Montereau. Je viens de faire jeter un pont sur la Seine, et un pont sur l'Yonne. Le général Roussel avec sa cavalerie et le général Gérard avec le 2e corps sont arrivés à Pont-sur-Yonne. Le général Allix s'est rendu sur Nemours; le général Charpentier est arrivé à Montereau. Je suppose que le général Boyer sera ce soir avec la division de la garde à Melun, et qu'il aura une brigade à Fontainebleau. Mon avant-garde est à Bray. L'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient à Bray. Aussitôt qu'ils ont su que j'avais forcé le pont de Montereau, ils ont fui en toute hâte. La terreur est dans l'armée ennemie. Les trois souverains ont été quelques jours à *Pont*, chez *Madame*. Ils comptaient arriver demain à Fontainebleau, et sous très-peu de jours à Paris : tout ce qui

Nap. à Jos. Château de Surville, 19 février 1814. (9 heures du soir.)

arrive leur paraît inconcevable. Nous avons aujourd'hui de la neige et un temps assez dur. J'envoie à l'Impératrice une notice pour le *Moniteur;* mais vous pouvez faire mettre dans le *Moniteur* et dans les petits journaux, sous la rubrique de Provins, un article sur la précipitation avec laquelle les souverains ont quitté Bray. Les Autrichiens ont garanti mon palais de Fontainebleau du pillage des Cosaques. On a pris plusieurs convois de bagages et des voitures qui filaient sur Bray. On a pris quelques centaines de Cosaques dans la forêt de Fontainebleau. Demain, mes avant-postes seront à Bray. Tâchez de prendre des mesures pour activer les fournitures de chevaux d'artillerie. Il faut que l'on confectionne aussi des munitions d'artillerie avec plus d'activité. On n'a encore que 40 mille coups de canon à Vincennes. Qu'est-ce que cela, si je donne une grande bataille? J'en consommerai 80 à 100 mille! Le duc de Raguse est à Montmirail; le duc de Trévise, à Villers-Cotterets; le général Grouchy est encore aujourd'hui à la Ferté-sous-Jouarre avec 6 à 7 mille hommes. Le duc de Castiglione doit avoir aujourd'hui 15 mille hommes de troupes. Je compte qu'il va se mettre en marche. Dites au ministre qu'il lui écrive encore : *il peut faire bien du mal à l'ennemi*. Je ne puis pas être plus content que je ne le suis de l'esprit que montrent toutes les villes et toutes les campagnes, et de celui qui anime tout le monde. Je regrette beaucoup la blessure du général Château ; c'était un officier d'espérance : on me disait ce matin qu'il en mourrait, mais ce soir

on m'assure qu'il n'en mourra pas. Je ne suis pas content du général Maison ; il ne montre pas les talents que je lui supposais. Je lui fais donner ordre de ramasser les garnisons des places de Flandre, pour se porter sur Anvers et rentrer en campagne. »

Marie-Louise à Joseph. Palais des Tuileries, 19 février 1814.

« Monsieur mon frère et cher beau-frère, je viens de recevoir une lettre de l'Empereur, datée de Montereau à la nuit, qui m'apprend la défaite d'un corps autrichien et de Wurtembergeois ; 4 mille prisonniers, 2 mille hommes tués, 6 pièces de canon, 2 drapeaux, beaucoup de caissons et de bagages. Parmi les prisonniers se trouvent un général et plusieurs colonels. Je vous prie de me dire si vous n'avez point de nouvelles plus récentes. Je vous renouvelle, Monsieur mon frère et cher beau-frère, l'assurance des sentiments d'estime et d'attachement avec lesquels je suis, de Votre Majesté, la bonne sœur et affectionnée belle-sœur. »

Jos. à Nap. Paris, 19 février 1814.

« Sire, j'ai reçu avec une grande satisfaction la nouvelle que m'a donnée le ministre, de l'occupation des ponts de Montereau, à la suite de la défaite du corps de de Wrède. Ces succès justifient le refus de Votre Majesté à la demande d'une suspension d'armes faite par l'ennemi. Je fais donner l'ordre à 700 cavaliers arrivés ici de Versailles de continuer leur route par Montereau en passant par Melun. Votre Majesté sera en mesure de leur faire donner une autre direction. L'ennemi a évacué Soissons. Les divers rapports portent que Wintzingerode a de ces côtés 20 à 25 mille hommes sous ses ordres.

Le maréchal Augereau a 10 à 15 mille hommes à Lyon. Je suppose que Votre Majesté pourra en tirer parti en les faisant porter sur Autun, d'où ils menaceraient le flanc droit de l'ennemi, et pourraient se porter, selon les événements, sur Langres, Vesoul ou Besançon, au moment de sa retraite (1). 3 mille hommes de la garde sont ici réunis et armés : ils ne sont pas habillés, faute de fonds. Je rappelle à Votre Majesté cet objet, et, pour ne point perdre de temps, j'autorise M. de la Bouillerie à faire une avance de 200 mille francs. »

Jos. à Nap. Paris, 19 février 1814.

« Sire, le ministre de l'administration de la guerre doit avoir rendu compte à Votre Majesté que les hôpitaux de Paris contiennent déjà plus (*quatre à cinq lignes à peu près illisibles, et qui se rapportent évidemment aux nombreux malades entrés aux hôpitaux de Paris*). Le ministre de l'intérieur propose de disposer de l'hôtel impérial des Invalides pour recevoir les malades, et de placer les invalides chez les particuliers. D'autres proposent de disposer plutôt de la grande caserne de Courbevoie, qui est peu habitée aujourd'hui. La garde pourrait faire le triage des conscrits, qu'elle fait aujourd'hui à Courbevoie, à l'École militaire. Mon opinion, Sire, est de ne rien déranger à l'hôtel des Invalides. Je verrais moins d'inconvénient à disposer de la caserne

(1) Le maréchal Augereau, qui eut à cette époque, pendant quelques jours, le sort de la France entre ses mains, n'exécuta pas les ordres réitérés de l'Empereur, n'agit pas sur le flanc de l'ennemi, ne se porta pas de suite sur Genève, et fut une des causes du mauvais succès de la campagne.

de Courbevoie. Toutefois, il m'a paru devoir consulter Votre Majesté et prendre ses ordres sur cet objet. La correspondance du midi rend probable un mouvement de lord Wellington sur l'armée d'Espagne. Je n'ai rencontré personne qui n'ait beaucoup loué la conduite de Votre Majesté, qui se prononce pour une paix prompte et définitive, et écarte des suspensions qui pourraient n'être employées par l'ennemi qu'à réunir ses forces, concentrer ses moyens d'attaque, et éloigner pour toujours la paix. J'ai fait envoyer un officier pour avoir des nouvelles du duc de Raguse. »

« Monsieur le duc, je reçois la lettre dans laquelle vous m'informez qu'une colonne de cavalerie de 700 chevaux, commandée par le général Wathier, est arrivée à Paris, où elle attend les ordres de l'Empereur. Je crois qu'il serait utile, pour ne pas perdre une ou deux marches, d'envoyer cette colonne sur Montereau, par Melun. Il sera facile de modifier la direction sur la route même, d'après la destination que l'Empereur lui assignera. » Joseph à Clarke. Paris, 19 fevrier 1814.

« Monsieur le duc, l'intention de l'Empereur est que tout ce qui appartient aux gardes d'honneur et au 10e régiment de hussards soit dirigé du côté de Compiègne, où est le corps du duc de Trévise, afin de renforcer son armée; je vous prie de donner des ordres en conséquence. » Joseph à Clarke. Paris, 19 février 1814.

« Mon frère, je n'approuve pas que l'on mette à Paris plus de 12 mille blessés ou malades. On Nap. à Jos. Château de Surville,

20 février 1814. (6 heures du matin.)

doit facilement pouvoir en répartir 12 mille autres entre Versailles et Rouen, Évreux et Saint-Germain, Chartres et autres villes. Dans cette direction, il y aurait de l'inconvénient à mettre trop de malades dans une trop grande ville. Si la fièvre d'hôpital gagnait, la population de Paris pourrait périr. Il ne faut pas mettre de malades dans les abattoirs. »

Nap. à Jos. Nogent, 20 février 1814. (6 heures du soir.)

« Mon frère, je viens d'arriver à Nogent. L'ennemi, après Montereau, se reploya sur Troyes avec la plus grande partie de l'armée. Il a joui d'un rare bonheur, qui est la gelée, qui lui a permis d'aller à travers champs, sans quoi la moitié de ses bagages et de son artillerie aurait été prise. Il gèle si fort, que nous en sommes incommodés. L'ennemi a commis à Montereau, à Bray, à Nogent, des horreurs qui n'ont pas de nom : il faudrait que cela fût connu à Paris. L'empereur d'Autriche n'a pas quitté Troyes; l'empereur de Russie, de Bray, avait fait marquer son logement à Fontainebleau, lorsque, le 18, il s'est sauvé à travers champs. »

Nap. à Jos. Nogent, 20 février 1814. (9 heures du soir.)

« Mon frère, le duc de Bassano vous enverra copie des propositions des alliés. *Vous verrez par là combien vos sermons sont hors de saison, et que je n'ai pas besoin d'être prêché pour signer une paix honorable, si elle était possible.* Je vous enverrai également une lettre interceptée du duc d'Angoulême; vous consulterez pour savoir si l'impression de cette lettre serait d'un bon effet en Belgique.

Adieu, mon ami, adieu.

Les empereurs avaient fait marquer leur quar-

tier général à Fontainebleau pour le 18; mais, le même jour, ils ont quitté Bray en toute hâte pour Troyes, où les armées alliées se retirent. »

« Sire, les rapports que je reçois d'Orléans présentent cette ville comme menacée par un corps de 1,500 chevaux. Votre Majesté aura, sans doute, reçu les mêmes rapports que m'adresse le ministre de la guerre. Cependant, je juge devoir fixer un moment l'attention de Votre Majesté sur ce point. La brigade de dragons du général de Sparre (1) doit arriver aujourd'hui ou demain à Orléans. Votre Majesté jugerait-elle devoir l'autoriser à s'arrêter le temps nécessaire pour chasser l'ennemi des environs de cette ville? Soissons continue à être menacé. L'ennemi s'est aussi porté sur Reims. Une lettre du préfet de l'Aisne du 17, de Noyon, se termine ainsi : « Les nouvelles de Laon annoncent

Jos. à Nap. Paris, 20 février 1814. (10 heures du matin.)

(1) Cette brigade arrivait d'Espagne. C'est ce même général de Sparre qui, étant colonel du 5e de dragons, reçut du roi Louis, son ancien chef, la belle lettre ci-dessous, après une affaire des plus brillantes pour ce régiment, en Espagne :

« Monsieur le colonel de Sparre, j'ai reçu votre lettre du 16 du mois dernier. Je vous remercie de m'avoir donné des nouvelles du régiment que vous commandez. Je n'ai jamais douté qu'il ne justifiât et son ancienne réputation et la bonne opinion que j'ai toujours eue de la bravoure et du bon esprit qui l'anime, surtout lorsqu'il a à sa tête un chef aussi distingué que vous l'êtes. Continuez à me faire part des avantages qu'il obtient ; vous me ferez plaisir. Ne doutez pas du constant intérêt que je lui porte, ainsi qu'à chacun des individus qui le composent.

« Sur ce, Monsieur le baron de Sparre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« Haarlem, ce 10 septembre 1809.

« LOUIS. »

« un passage de troupes considérables, et l'arrivée « du prince de Suède. » Le général Maison écrit de Lille, le 18, au ministre de la guerre, qu'il s'était retiré de Tournay devant des forces supérieures. »

Jos. à Nap. Paris, 20 février 1814. (11 heures du soir.)

« Sire, je reçois votre lettre d'aujourd'hui. J'ai aussi reçu les propositions des ennemis. Je suppose qu'elles sont dues à vos victoires ; on ne peut s'empêcher de convenir qu'elles sont plutôt une capitulation qu'un traité de paix. Après la destruction de l'armée de Silésie et la retraite des souverains alliés au delà de Montereau et de Nogent, ils doivent avoir d'autres idées. Votre Majesté a lieu de croire que ses vœux pour une paix honorable, sur les bases avouées à Francfort, seront remplis. Je ne pense pas qu'il y ait un seul Français qui puisse avoir des opinions différentes. »

Joseph au duc de Bassano. Paris, 20 février 1814.

« Monsieur le duc, j'ai reçu le projet que vous m'avez adressé. J'espère que les événements qui ont eu lieu depuis le 9 ont changé la manière de voir des alliés. L'Empereur a bien le droit de prétendre aux conditions de Francfort, et les amis de l'humanité doivent faire des vœux pour que les princes coalisés soient aussi raisonnables que l'Empereur. »

Nap. à Jos. Nogent, 21 février 1814.

« Mon frère, vous devez être sans inquiétude sur Orléans et Montargis. Le mouvement que je fais attirera l'ennemi en toute hâte (1), et leurs corps se trouveront heureux de pouvoir se replier promptement. Il me paraîtrait d'un bon effet que la régente

(1) Le mouvement sur Troyes.

écrivît à la ville d'Orléans à peu près en ces termes : « J'apprends que la ville d'Orléans est menacée par « 1,500 coureurs de l'armée ennemie. Quoi ! la « ville d'Orléans, qui contient 40 mille habitants, « peut avoir crainte de 1,500 cavaliers ! Où donc « est l'énergie française? Formez votre garde na- « tionale ; organisez-vous une compagnie de canon- « niers ; tirez de vos écuries les attelages néces- « saires. J'ordonne au ministre de la guerre de vous « fournir 12 pièces de canon et 5 obusiers, afin « que vous soyez en mesure de défendre votre ville « et vos propriétés. L'ennemi qui nous menace est « implacable ; il ravage nos campagnes et pille nos « villes : il n'a tenu aucune de ses promesses. Aux « armes donc, habitants d'Orléans ! et que, dans « votre conduite, je reconnaisse l'opinion que j'ai « de vous et de l'énergie de la nation française !... » De pareilles lettres, multipliées et signées par l'Impératrice, feraient plus d'effet que si elles étaient signées par moi. Cette lettre serait envoyée avec une lettre du ministre de l'intérieur, qui l'accompagnerait. Le corps municipal se réunira pour la recevoir, et, après l'avoir entendue, prendra une délibération pour organiser la garde nationale, former des compagnies de canonniers, réunir des attelages, et se mettre en état de défense. Il enverra une députation à l'Impératrice, pour rendre compte des mesures qu'il aura prises. Le duc de Trévise a coupé le pont de Soissons. Il faut que le ministre de l'intérieur écrive dans cette ville qu'on y forme la garde nationale, et que cette ville soit mise en état

de défense. Je pense que l'Impératrice pourrait écrire à Lille, à Valenciennes, à Cambrai et autres grosses villes de la frontière du nord, à peu près dans le même sens que je viens d'indiquer pour la ville d'Orléans, et en variant les expressions selon les circonstances et les exemples que ces villes ont déjà donnés de leur zèle dans les dernières guerres. Il serait bon que ces lettres de l'Impératrice fussent toutes écrites de sa main. Je pense également qu'une proclamation que l'Impératrice ferait comme régente, à la Belgique, serait utile. Cette proclamation pourrait être rédigée en forme de lettre adressée au maire de Bruxelles, au maire de Gand, au maire de Bruges, de Mons, etc. — L'Impératrice leur ferait connaître les succès que j'ai obtenus; que les Anglais voudraient les détacher de la France, et les soumettre au joug d'un prince ennemi, de tout temps, de leur pays et de leur religion; et bientôt l'ennemi sera convaincu qu'il ne sera signé aucune paix que l'intégrité des limites naturelles de la France ne soit reconnue par les alliés. Ces lettres, envoyées aux différents maires, pourraient varier dans leurs expressions, afin d'en faire autant de proclamations différentes. Faites écrire à Montargis et à Nemours, pour qu'on y organise la garde nationale. Que le ministre de la guerre envoie partout *des piques*. Faites aussi organiser la garde nationale de Beauvais, et surtout veillez à ce que tout cela fasse grand bruit dans les gazettes. Les ennemis ont partout commis des horreurs. Il faut que le ministre de l'intérieur

envoie des auditeurs qui sachent bien écrire dans les villes qui ont été au pouvoir de l'ennemi, et que partout ils rédigent procès-verbal des atrocités qui ont été commises. Ces procès-verbaux seront insérés au *Moniteur*. Je désire aussi que les villes de Nogent, de Provins, de Nangis, de Bray, Montereau, Sens, Épernay, Château-Thierry, Reims, Soissons, etc., écrivent des lettres à la municipalité de Paris, pour lui faire connaître tout ce qu'ils ont souffert, et que ces lettres soient placardées partout; car enfin il ne faut pas se dissimuler, et vous devez le dire, que les Russes voulaient piller et brûler Paris. Il est donc du devoir du gouvernement de le faire bien connaître aux habitants. Je pense même qu'il serait bien que des députations de ces villes vinssent lire leurs adresses au conseil général de Paris. Il ne peut être que d'un bon effet que de partout on dise aux Parisiens: « C'est à vous qu'on en voulait; c'est vous que l'on voulait piller. » Faites mettre dans les journaux un extrait de tout ce qui est relatif à la belle conduite de ce brave général Verhuel (1), et faites connaître que nous tenons toujours l'escadre et la clef de la Hollande. Parlez-en au ministre de la marine. Le duc de Tarente a aujourd'hui son quartier général à Saint-Martin de Bosnay et Romilly. Les avant-postes sont à Châtres et Méry. Le général Gérard est à Sens, et a ses avant-postes à Villeneuve-l'Archevêque Mon quartier général restera aujourd'hui à Nogent.

(1) L'amiral Verhuel était à la tête de la flotte en Hollande.

Le pont a été tellement détruit, que j'aurai beaucoup de peine à le rétablir. J'ai fait établir un pont de bateaux. La route de l'armée sera désormais de Nangis sur Nogent. »

Nap. à Jos. Nogent, 21 février 1814.

« Mon frère, voici mes intentions sur le roi de Westphalie. Je l'autorise à prendre l'habit de grenadier de la garde, autorisation que je donne à tous les princes français. (Vous la ferez connaître au roi Louis.) Le roi donnera des congés à toute sa maison westphalienne. Ils seront maîtres de retourner chez eux, ou de rester en France. Le roi présentera sur-le-champ à ma nomination trois ou quatre aides de camp français, un ou deux écuyers, et un ou deux chambellans, tous Français; et pour la reine, deux ou trois dames françaises pour l'accompagner. Elle se réservera de nommer dans d'autres temps sa dame d'honneur. Tous les pages de Westphalie seront mis dans des lycées, et porteront l'uniforme des lycées. Ils y seront à mes frais. Un tiers sera mis au lycée de Versailles, un tiers au lycée de Rouen, et l'autre tiers au lycée de Paris. Immédiatement après, le roi et la reine seront présentés à l'Impératrice; et j'autorise le roi à habiter la maison du cardinal *Fesch*, puisqu'il paraît qu'elle lui appartient, et à y établir sa maison. Le roi et la reine continueront à porter le titre de roi et de reine de Westphalie, mais ils n'auront aucun Westphalien à leur suite. »

Jos. à Nap. Paris, 21 février 1814.

« Sire, l'Impératrice a tenu un conseil aujourd'hui, dans lequel on a arrêté le mode le plus praticable pour avoir les 2 mille chevaux que Votre

Majesté a demandés au ministre de la guerre. M. d'Hauterive me dit que M. de Saint-Charles avait reçu l'ordre de se rendre au quartier général de Votre Majesté. Elle trouvera ci-joint une pièce qui prouvera de plus en plus qu'il n'y a aucun fond à faire sur les princes; ils ne pourront jamais rien en faveur de Votre Majesté. Le bulletin d'aujourd'hui n'a pas été trop bien accueilli : on a interprété quelques passages comme devant faire craindre pour l'issue des négociations. Tout le monde convient que Votre Majesté n'a pas dû accorder de suspension d'armes. Tout le monde désire la paix avec les limites naturelles. *Personne aujourd'hui ne voudrait des anciennes limites.* »

« Sire, Votre Majesté verra par l'extrait ci-joint d'une lettre de M. Bastarrèche de Bayonne, que m'a communiquée le duc de Conégliano, quelle est la situation des choses à l'armée du duc de Dalmatie. Le ministre de l'intérieur, celui de la police et l'archichancelier sortent de chez moi; ils m'ont fait la peinture la plus désastreuse des choses à Toulouse et à Bordeaux. L'esprit de ces deux grandes villes est très-mauvais, et un Bourbon y serait accueilli s'il se présentait. Si Votre Majesté n'a pas ordonné sa retraite, elle sera étonnée de la conduite du duc de Dalmatie : c'est le seul homme en place dont je pourrais me permettre de suspecter les intentions. Jos. à Nap. Paris, 22 février 1814.

Un autre rapport ci-joint (n° 2) donnerait quelque vraisemblance à ce que vient me dire le ministre,

de la nouvelle qui annonce l'entrée de l'ennemi à Amiens. Ces deux ministres m'assurent que les proclamations répandues par les Russes en faveur des Bourbons trouvent de l'écho. Je suppose que nous sommes à la veille d'une bataille. Quels qu'en soient les résultats, l'état actuel ne peut pas durer. Les deux ministres m'ont déclaré devant l'archichancelier que l'administration tombe partout en dissolution, que l'argent manque, et le système des réquisitions finit par neutraliser toutes les affections et isoler le gouvernement. *Quelque dures que soient ces vérités, comme Votre Majesté ne peut pas les entendre de la bouche de ses ministres, je n'hésite pas à m'imposer le pénible devoir de vous les faire connaître.* »

Jos. à Nap. Paris, 22 février 1814.

« Sire, j'adresse à Votre Majesté deux projets de lettres que l'Impératrice est disposée à signer dès qu'ils auront reçu votre approbation. J'ai vu le ministre de l'intérieur; il écrit à Votre Majesté. L'idée des députations de quelques villes au conseil général de la commune de Paris ne lui paraît pas dépourvue d'inconvénients. Je partage cette opinion, et je suis certain que si Votre Majesté a eu le temps de reporter une seconde fois sa pensée sur cet objet, elle y aura renoncé.

Le ministre, le duc de Conégliano, pensent aussi qu'il serait impossible de doubler la garde nationale sans la dénaturer : *l'invincible difficulté du manque d'armes* est d'ailleurs toujours existante; on a demandé au ministre de la guerre..... (*Quel-*

ques lignes indéchiffrables.) Quant à la garde nationale, telle qu'elle est aujourd'hui, c'est une sauvegarde contre les désordres anarchiques; elle est bien intentionnée; elle comprend l'intention du gouvernement; elle a été électrisée par le récit des prodiges opérés en peu de jours par Votre Majesté ; elle désire que la paix la ramène dans sa capitale; elle est disposée à l'aimer autant qu'elle l'admire. Cette opinion de la garde nationale est celle de la capitale; *mais dire au delà*, Sire, serait se tromper et tromper Votre Majesté. Cette ville de Paris, si mauvaise pour le gouvernement il y a un mois, si touchée de la confiance que Votre Majesté lui témoigne en lui confiant sa femme et son fils, si hardie, si émerveillée des succès obtenus par Votre Majesté, n'est pas cependant dans un état tel qu'on puisse espérer d'elle autre chose que fidélité et obéissance. Elle a admiré votre génie; mais elle ne peut être mue, exaltée que par l'espoir d'une paix prochaine, et n'est nullement disposée à entreprendre aucune défense réelle contre un corps d'armée, ni à *envoyer hors de son enceinte des détachements de sa garde nationale. Voici, Sire, l'exacte vérité.* Que Votre Majesté ne compte sur aucun effort au delà de ce qu'il est permis d'attendre d'une population ainsi disposée. »

Joseph à Clarke. Paris, 22 février 1814.

« Monsieur le duc, l'Empereur prescrit que la ville de Soissons soit mise dans le meilleur état de défense possible. J'écris au ministre de l'intérieur, pour qu'il y fasse former la garde nationale; je vous

prie d'ordonner, en ce qui vous concerne, tout ce qui pourra concourir à ce but. Le ministre de l'intérieur a aussi l'ordre de faire organiser la garde nationale de Montargis, Nemours, Beauvais, etc., et Sa Majesté l'Empereur désire que vous envoyiez partout des piques. Veuillez prendre les mesures les plus convenables pour remplir ses intentions. »

Nap. à Jos. Châtres, près Méry, 23 février 1814. (2 heures après midi.)

« Mon frère, j'ai reçu vos lettres du 22. Je vois avec peine que vous vous faites toujours des tableaux, et la plupart des faits que contient votre lettre ne sont pas exacts. L'ennemi n'est pas à Amiens; le duc de Dalmatie n'a pas commencé sa retraite (1). Que le comte d'Artois soit à Bâle, c'est une très-vieille nouvelle; qu'il y ait 300 révoltés dans le Comtat, ce n'est pas sûr, et c'est d'ailleurs de peu de conséquence. Au surplus, il y a remède à tout avec du courage, de la patience et du sang-froid. Il n'y en a pas quand on réunit tous les faits pour en former des tableaux, et qu'on se bouleverse l'imagination. Cette manière de voir n'est propre qu'à faire naître le découragement et le désespoir. Mon avant-garde doit être en ce moment à Troyes, où je serai moi-même dans deux heures. Les alliés se retirent à Vandœuvre. Le prince de Schwartzemberg vient de renouveler la demande d'un armistice. Il a autorisé la réunion de commissaires pour voir si l'on peut s'entendre. Ils paraissent craindre une

(1) L'Empereur était dans l'erreur: le duc de Dalmatie avait été obligé de se replier dans les premiers jours de février, et avait commencé son mouvement de retraite sur Toulouse.

bataille générale et ses suites. Wintzingerode, Sacken, York et Blücher ont passé l'Aube, et vont tous se réunir sur Vandœuvre ; Marmont n'a donc plus personne devant lui. Je ne me dissimule pas que les circonstances ne soient très-fortes. Ne croyez pas que j'ignore rien : mais les ministres ont en général peu de tête. Les adresses placardées des différentes communes envahies par l'ennemi seront du plus grand effet. Il n'y a aucun inconvénient à ce que le conseil général de la commune de Paris reçoive les députations, les écoute. Que ces adresses soient pleines de faits, et qu'aussitôt après on les placarde. Les habitants de Paris verront que le pillage, le viol et l'incendie les menacent. Quant à l'idée de doubler la garde nationale, du moment que cela vous paraît mauvais, j'y renonce. *Si j'avais écouté les ministres, je n'aurais pas formé de garde nationale* (1), *et je me serais méfié de Paris.* Si l'on use avec adresse à Paris de ces relations des communes envahies, cela sera, je le répète, du plus grand effet ; le résultat en sera incalculable. Quand une ville dira toutes les belles promesses qu'on lui a faites en arrivant, et ensuite tout ce qu'a fait l'ennemi, l'indignation s'emparera des esprits. Donnez la plus grande activité à ces communications des pays occupés par l'ennemi avec Paris. Les placards peuvent être faits dans ce sens :

« Les députés de Sens ont été admis à la séance

(1) Joseph ne voulait pas qu'on la doublât, parce qu'on n'avait pas de fusils pour l'armer.

« du conseil général de la commune, et lui ont pré-
« senté le procès-verbal suivant, etc. » On mettra également ce procès-verbal dans les journaux. Le résultat de tout cela sera que la peur dira aux Parisiens ce qu'ils doivent faire. Je suis mal servi dans le nord. Le général Maison est un homme qui a l'esprit étroit et peu d'énergie. Faites-lui renouveler l'ordre, par le ministre de la guerre, de sortir des places et d'attaquer l'ennemi en tombant séparément sur ses quartiers. Il faut que le duc de Trévise revienne à Château-Thierry, pour se rapprocher et me rendre disponible le duc de Raguse. J'ai fait écrire au duc de Castiglione. Je dis à l'Impératrice de parler à sa femme. Je pense que vous devez lui parler aussi, et lui faire parler par les dames du palais. Il faut qu'il marche, qu'il fasse comme moi, et se fasse honneur. L'ennemi brûle partout, et paraît ne plus songer à Paris. Le prince Liechtzenstein, aide de camp du prince de Schwartzemberg, avec qui je viens de causer longtemps, m'a laissé entrevoir qu'ils étaient fort effrayés de ce mouvement du duc de Castiglione. Je vous enverrai, de Troyes, la lettre que j'ai écrite à l'empereur d'Autriche. Voilà donc les armées ennemies rejetées à peu près sur Langres. Comme je vous l'avais prédit, Montargis et Orléans sont dégagés; les Cosaques se sauvent en toute hâte et dans toutes les directions. J'écris à Borghèse de diriger 6 mille hommes de sa division sur Chambéry : faites-lui réitérer cet ordre par le ministre de la guerre. Faites réitérer

également par le ministre de la guerre l'ordre au duc de Dalmatie de ne pas abandonner le territoire sans livrer bataille. »

« Sire, le ministre directeur me répond que, conformément aux ordres que je lui ai transmis de la part de Votre Majesté, il a été établi pour les malades et blessés une ligne d'évacuation sur Rouen. » Jos. à Nap. Paris, 23 février 1814.

« Sire, pour le dépôt de cavalerie à Versailles, l'intervention du duc de Valmy dans ces opérations les retarde, au lieu de les accélérer. Jos. à Nap. Paris, février 1814.

Le général Préval est entré en service le 15 de ce mois. Il a fait partir le 16, 405 hommes montés; le 18, 1,245; le 21, 1,019; total, 2,669.

Il espère en envoyer 800 pour le 24. Le général Préval met beaucoup de zèle dans son travail. »

« Mon frère, je suis à Troyes. L'armée ennemie m'assiége de parlementaires pour demander une suspension d'armes. On va peut-être en négocier une ce matin; mais ce ne pourra être qu'autant que les négociations de Châtillon seront suivies sur les bases de Francfort. J'aurai ce soir tous mes corps à Châtillon-sur-Seine. J'ai eu plusieurs affaires de cavalerie. J'ai fait 2,000 prisonniers et pris 8 pièces de canon. J'écris à l'Impératrice de faire tirer 30 coups de canon, tant pour ces petits événements que pour la délivrance de la capitale de la Champagne. Je serais entré hier au soir à Troyes; mais il aurait fallu sacrifier la ville, l'ennemi voulant tenir pour déblayer ses embarras. Si j'avais eu 20 nacelles Nap. à Jos. Du faubourg des Noirs, à Troyes, 23 février 1814. (7 heures du matin.)

pour passer la Seine où j'aurais voulu, il n'y aurait plus d'armée autrichienne : quoi qu'il en soit, la terreur est dans les rangs ennemis. Il y a peu de jours, ils croyaient que je n'avais pas d'armée; aujourd'hui il n'est rien où leur imagination s'arrête : trois à 400 mille hommes ne leur suffisent pas. Ils croyaient naguère que je n'avais que des recrues; ils disent aujourd'hui que j'ai réuni tous mes vétérans, et que je ne leur oppose que des armées d'élite; que l'armée française est meilleure que jamais, etc. Voilà ce que c'est que la terreur. Il est nécessaire que les journaux de Paris soient dans le sens de leurs craintes. *Les journaux ne sont pas l'histoire, pas plus que les bulletins ne sont l'histoire* : on doit toujours faire croire à son ennemi qu'on a des forces immenses. Je n'approuve pas les observations qui ont été faites sur les communications des communes avec Paris; mon intention est qu'elles aient lieu comme je l'ai ordonné. Le ministre de l'intérieur est un trembleur. Il a une idée folle des hommes : ni lui ni le ministre de la police n'ont pas plus d'idée de la France que je n'en ai de la Chine. Il faut, lorsque les députés des communes montrent ce qu'on leur a écrit, que le préfet laisse venir tous les notables pour les entendre : *ceci n'est pas un spectacle d'apparat ni d'imposture*. L'ennemi a commis tant d'horreurs que toute la France en sera indignée. Ici, sur les lieux, les plus modérés ne m'en parlent qu'avec fureur. Si les Français étaient aussi méprisables qu'ils le sont dans l'opinion du ministre de l'intérieur, je rougirais moi-

même d'être Français. Quant à l'idée de doubler la garde nationale, je me rends à vos observations, d'autant plus que je ne vois aucune nécessité à cette mesure. »

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre de ce jour, relative au renfort qu'il convient d'envoyer à Soissons. Je ne puis qu'approuver la mesure que vous proposez, de diriger sur cette place les 10 compagnies disponibles des 2 bataillons du régiment de la garde nationale mobile du département de la Seine, et je vous prie de donner les ordres pour qu'elles y arrivent le plus tôt que faire se pourra. » **Joseph à Clarke. Paris, 24 février 1814.**

« Mon frère, mes troupes sont entrées à Bar-sur-Seine et à Vandœuvre. Il paraît que l'ennemi se retire dans la direction de Langres. Le général Blücher, après avoir passé l'Aube et s'être porté sur Méry, l'a repassée hier 24, et s'est reporté sur Anglure avec à peu près 8 à 10 mille hommes, restes du corps qu'il commandait. Le duc de Raguse l'a reconnu hier 24, mais ne s'est pas trouvé assez fort pour l'attaquer Le duc de Padoue est actuellement à Nogent-sur-Seine; le duc de Bellune est à Méry. Aussitôt que je verrai ce que Blücher veut faire, je tâcherai de tomber sur ses derrières et de l'isoler. J'écris au ministre de la guerre que le général Maison ne sait ce qu'il fait; qu'il doit sortir de ses places, réunir toutes les garnisons d'Anvers, et tomber sur les derrières de l'ennemi. J'écris au ministre de la guerre de faire parvenir le même ordre au commandant de Metz. Il faudrait tâcher de faire **Nap. à Jos. Troyes, 25 février 1814. (4 heures après midi.)**

parvenir aussi un ordre semblable à Mayence, où le commandant se laisse bloquer par de la canaille. Les commissaires pour l'armistice sont toujours en séance à Lusigny. On dit que le prince royal de Suède est à Cologne. Est-ce que vous ne pourriez donc pas, de votre chef, lui envoyer quelqu'un qui lui fît sentir la folie de sa conduite et le porter à changer? Essayez-le, mais sans que j'y sois pour rien. »

Jos. à Nap. Paris, 25 février 1814.

« Sire, je vois avec peine et je rends compte à Votre Majesté que l'arrivée des conscrits diminue sensiblement. La garde impériale en a reçu 2,236 depuis le 17 jusqu'au 23 inclus de ce mois. Hier, elle n'en a reçu que 95. La ligne n'a reçu depuis le 17, jusques et compris le 22 de ce mois, que 604 conscrits. Le 23, elle n'en a reçu que 25. J'entends par la ligne le dépôt général de Paris, sous l'inspection du général Fririon. »

Jos. à Nap. Paris, 25 février 1814. (9 heures du soir.)

« Sire, j'ai eu occasion de voir aujourd'hui les ministres dans un conseil que l'Impératrice a tenu, et j'ai été bien aise d'avoir à leur parler des succès de Votre Majesté et de ses espérances. Celui de l'intérieur travaille beaucoup dans le sens prescrit par elle. Demain, il y aura conseil à la commune. M. de Montalivet est extrêmement zélé pour le service de Votre Majesté. Je désire bien apprendre un armistice, si Votre Majesté juge qu'il sera suivi de la signature des préliminaires; car il paraît que l'ennemi attend des renforts de . . . . . et quelques

troupes russes, dont la tête serait à . . . . . Si la paix générale est impossible, on espère . . . . . » (*Deux lignes indéchiffrables.*)

« Sire, je reçois votre lettre d'hier à sept heures. Les publications sur les positions abandonnées par l'ennemi ont commencé. Le ministre de l'intérieur s'occupe depuis hier des communications avec le conseil général de la commune de Paris. Je crois devoir mettre sous les yeux de Votre Majesté les pièces ci-jointes, dans le cas où elles ne lui seraient pas encore parvenues. »

Jos. à Nap. Paris, 25 février 1814. (9 heures du soir.)

« Mon frère, il paraît que les alliés n'ont pas encore ratifié le traité du roi de Naples. Je désire que vous expédiiez quelqu'un des vôtres qui se rende en toute diligence auprès du roi; que vous lui écriviez avec franchise sur l'iniquité de sa conduite, en lui offrant d'être son intermédiaire pour le faire revenir; qu'il n'a que ce parti à prendre, *sans quoi il est perdu, soit par la France, soit par lès alliés*. Je n'ai pas besoin de rappeler ici tout ce que vous pourrez dire. Les Anglais même ne le reconnaissent pas comme roi. Il est encore à temps de sauver l'Italie et de replacer le vice-roi sur l'Adige. Écrivez aussi à la reine sur son ingratitude que rien ne peut justifier, et qui révolte même les alliés. Écrivez-leur qu'une bataille n'ayant pas encore eu lieu entre les troupes françaises et napolitaines, tout peut encore s'arranger; mais qu'il n'y a pas un moment à perdre. Comme le sénateur Fouché est encore dans ces cantons, vous pouvez lui écrire de

Nap. à Jos. Troyes, 26 février 1814.

s'entremêler de ces affaires avec la personne que vous envoyez. »

Nap. à Jos. Troyes, 26 février 1814. (6 heures du soir.)

« Mon frère, je reçois votre lettre du 25 à neuf heures du soir. Le commandant autrichien et la garnison de Châtillon-sur-Seine ont quitté hier cette ville. J'ai ordonné que la garde nationale de Châtillon ferait le service, n'ayant pas voulu y mettre des troupes de ligne, puisque ce seraient 2 bataillons employés inutilement sur ce point, et de plus 2 bataillons de grenadiers, pour l'honneur dû au congrès. En attendant, voilà le congrès dans nos mains, ce qui prouve bien que tous les calculs de l'ennemi sont déroutés. Lord Castlereagh a demandé s'il serait en sûreté, vu qu'il n'avait pas le caractère d'ambassadeur; comme de raison, cela ne fait pas une question : tout ce qui appartient au congrès, directement ou indirectement, est sous le droit des gens. Nos troupes doivent être entrées ce soir à Bar-sur-Aube. On a entendu hier le canon du côté de Sézanne : il paraît que Blücher, qui a été blessé légèrement au combat de Méry, manœuvre de ce côté. Le prince de la Moskowa a passé l'Aube à Arcis, pour tomber sur ses derrières. »

Jos. à Nap. Paris, 26 février 1814.

« Sire, le ministre de la guerre me communique les lettres des ducs de Trévise et de Raguse. Votre Majesté verra que l'un de ces maréchaux croit avoir devant lui des forces infiniment supérieures aux siennes; que le second a dû se retirer devant 20 mille hommes et découvrir la Marne. J'envoie un officier à Meaux et un autre à Lagny, pour m'as-

surer de l'état des choses sur ces deux points. J'ai approuvé la proposition qui m'a été faite par le ministre de la guerre, de faire diriger sur Meaux les forces qui sont à Orléans, où elles ne paraissent pas nécessaires dans ce moment. Je n'ai pas de lettre de Votre Majesté depuis celle du 24 à six heures du matin. »

« Mon frère, je me rends à Arcis-sur-Aube pour manœuvrer sur les corps qui s'avancent sur la Ferté-Gaucher. La plus grande partie de l'armée reste à Bar-sur-Aube. » Nap. à Jos. Troyes, 27 février 1814. (11 heures du matin.)

« Mon frère, je suis à Arcis. Je vais coucher à Herbisse; je serai demain à neuf heures du matin à la Fère-Champenoise; de là, selon les événements, je marcherai sur Sézanne et la Ferté-Gaucher. Je me trouverai ainsi sur les derrières de toute l'armée ennemie. Prévenez-en le duc de Raguse, qui a dû être, aujourd'hui 27, entre la Ferté-Gaucher et la Ferté-sous-Jouarre. Le duc de Trévise me mande qu'il a dû être réuni avec lui hier au soir 26; qu'ils manœuvrent en conséquence pour talonner l'ennemi, et l'empêcher de se retourner tout entier contre moi. Comme votre courrier pourrait être pris, écrivez en chiffres, et envoyez un officier intelligent qui saura de mémoire ce qu'on doit faire. J'espère que mon courrier vous arrivera demain avant trois heures du matin, et que le duc de Raguse recevra votre lettre avant neuf heures. La grande armée autrichienne continue à se retirer sur Langres. Je n'ai rien fait revenir de ce qui était sur Bar-sur- Nap. à Jos. Arcis-sur-Aube, 27 février 1814. (5 heures après midi.)

Aube. J'ai reçu des gravures du roi de Rome. Je désire que vous fassiez substituer à l'inscription : *Dieu veille pour mon père et pour la France*, celle-ci : *Je prie Dieu pour mon père et pour la France ;* cela est plus simple. Je désire aussi que vous fassiez faire des exemplaires où le roi soit en habit de garde nationale. »

Jos. à Nap. Paris, 27 février 1814.

« Sire, je n'ai d'autre nouvelle des ducs de Raguse et de Trévise que celles contenues dans la lettre ci-jointe. J'ai fait partir ce matin 3 mille hommes pour Meaux, Lagny et Sainte-Maure. J'ai passé aujourd'hui en revue 8 mille hommes de la garde nationale bien habillés et passablement armés, et 3 mille de la garde impériale. J'ai envoyé un homme de confiance à Lille, d'où il se dirigera où se trouve le prince de Suède. Je m'occupe de l'autre expédition pour l'Italie (1). L'alarme se réveille dans Paris, depuis les nouvelles de la retraite du duc de Raguse. J'attends impatiemment les nouvelles de Votre Majesté, qui, dès le 25, avait le projet de faire marcher sur les derrières du général Blücher. »

Joseph à Murat. Paris, 28 février 1814.

« Mon cher frère, j'ai répondu il y a longtemps à la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire le 31 décembre. Je sais qu'elle ne vous est pas parvenue, et je m'empresse de réparer un oubli involontaire en vous renouvelant ma reconnaissance de

(1) La lettre pour le roi Murat, lettre qu'on trouvera à la suite de celle-ci.

tout ce que votre lettre contient de bon et d'aimable pour moi. C'était à l'expression de ces sentiments que se bornait ma réponse; mais je pense aujourd'hui vous devoir, à vous et à votre famille, l'expression de ma manière de voir et de sentir dans une circonstance aussi importante que celle où nous nous trouvons. Je n'entre pas dans des discussions politiques; mais ce qui me frappe, comme tous les Français, c'est qu'il est impossible que vous soyez heureux si la France est malheureuse; c'est qu'il est impossible que vous soyez heureux si vous devenez ennemi de la France. Ou je vous connais mal, ou vous ne supporterez pas le rôle odieux d'ennemi du pays à qui vous devez votre gloire même : vous êtes trop bon et trop loyal pour que vous n'ayez toute votre vie à gémir même du succès que pourrait obtenir l'ordre de choses dans lequel vous entreriez en opposition avec la France.

D'ailleurs il est de fait que vous n'avez à la longue rien à espérer des Anglais ni des alliés; ainsi donc votre tête doit suivre votre cœur : rien n'est encore désespéré, puisque aucune hostilité n'a encore eu lieu. Je m'estimerai doublement heureux si je puis m'employer à rétablir entre l'Empereur et vous le bon accord qui doit toujours exister, pour le bien de la France, de vos peuples et de notre famille. Je désire donc que vous me mettiez dans le cas de vous prouver, dans cette circonstance décisive pour votre bonheur, que je suis véritablement votre ami.

J'ai beaucoup causé avec M. Faypoult, qui a toute ma confiance et qui mérite la vôtre. Je désire qu'il

vous en inspire assez pour me rapporter votre volonté, et me mettre à même d'arriver au but que nous devons désirer... Parmi les personnes qui vous servent, combien peu en est-il qui aient les mêmes intérêts que vous? Si vous les examinez de bien près, vous verrez que vous devez peu les écouter : les ennemis de la France, les ennemis de l'Empereur sont les vôtres. »

Nap. à Jos. Herbisse, 28 février 1814. (2 heures du matin.)

« Mon frère, je serai aujourd'hui près de la Ferté-Gaucher. Donnez-en avis aux ducs de Raguse et de Trévise, pour qu'ils manœuvrent en conséquence. »

Nap. à Jos. Sézanne, 28 février 1814. (3 heures après midi.)

« Mon frère, le prince de la Moskowa est dans ce moment à mi-chemin de la Ferté-Gaucher, où nous serons demain de bonne heure. On a chassé de la Fère-Champenoise une division de Cosaques et des troupes légères commandées par Tetenborn. Il est nécessaire que le duc de Raguse soit informé de ces nouvelles. Écrivez-lui. Si l'ennemi est en position à la Ferté-Gaucher, nous l'attaquerons demain ; il faut donc que les deux maréchaux agissent en conséquence. »

Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814.

« Sire, le duc de Raguse a envoyé cette nuit un colonel de son état-major au ministre de la guerre, pour l'informer que l'ennemi, en forces supérieures, l'a obligé de se retirer à Jouarre, d'où il doit se porter ce matin à Meaux. Le duc de Trévise l'a joint, et suivra son mouvement. Ce maréchal se retire aussi devant des forces ennemies considérables

qui viennent du côté de Reims. Le duc de Raguse pense que l'ennemi va marcher sur Paris; il demande des renforts à grands cris, et il y a ici bien peu de moyens de lui en donner. Je vais tout disposer pour faire garder les ponts de Lagny, Saint-Maur et Charenton, et pour avoir une petite réserve. »

« Sire, j'ai reçu vos lettres du 26 et 27. J'en ai communiqué le contenu au duc de Trévise, qui se trouve réuni avec le duc de Raguse à Meaux. J'ai envoyé à ce maréchal hier un renfort de troupes de la garde. Je lui envoie aujourd'hui tout ce qui est disponible, consistant en infanterie, 3 mille hommes; cavalerie, mille. La garde a donc fourni plus de 6 mille hommes. »

Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, voici la réponse que je reçois du duc de Trévise à une lettre de cette nuit de deux heures. Le général Expert doit être rendu dans deux heures au plus tard à Meaux. Il fera hâter le passage de la Marne par les troupes des deux maréchaux. »

Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814. (1 heure après midi.)

« Sire, je reçois votre lettre de ce matin à deux heures. J'ai envoyé au duc de Trévise un officier général avec l'avis de tous les mouvements de Votre Majesté. Un de mes officiers arrive de Meaux. L'ennemi paraît avoir commencé son mouvement de retraite ce matin : malheureusement le pont avait été coupé. Un autre officier arrive de Lagny. Hier au soir, un général de cavalerie du corps du duc de Raguse a aussi fait brûler un pont. Je donne l'ordre pour que

Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814.

l'on s'occupe de leur réparation. J'attends dans la nuit un autre aide de camp. »

Joseph à Clarke. Paris, 28 février 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre d'aujourd'hui. Dès hier, j'ai fait envoyer aux ponts de Charenton et de Saint-Maur un bataillon de 700 hommes de la garde impériale, en sus des forces que le général Hullin y avait déjà placées. Je vous ai fait informer hier des dispositions prises par le général Maurice Mathieu, qui a remis la lettre au colonel Balthazar, votre aide de camp.

Je suis bien aise de l'ordre que vous aviez donné pour que 6 pièces de canon et les canonniers soient envoyés à chacun de ces ponts : je désire que vous vouliez encore y envoyer un officier général et un officier du génie, avec ordre de défendre ces deux ponts, et de ne les faire sauter qu'à toute extrémité. »

Nap. à Jos. Jouarre, 1er mars 1814. (8 heures du soir.)

« Mon frère, je reçois vos trois lettres du 28 à neuf heures du matin, à midi, et à une heure. Je n'ai pas encore communiqué avec le duc de Raguse, et ne sais rien de ce qui s'est passé hier. Je suis arrivé à Jouarre, et me suis emparé de la Ferté-sous-Jouarre, en même temps que j'ai fait lever les ponts que l'ennemi avait sur la Marne. J'ai pris quelques bagages et fait 3 à 400 prisonniers. Toute l'armée ennemie s'est jetée sur la rive droite de la Marne. D'après un rapport de Préval, je vois que les Polonais partent demain 2 : dirigez-les sur la Ferté-sous-Jouarre. Faites donner ordre que toute la cavalerie qui a été dirigée sur le duc de Raguse,

et qui n'appartient pas à son commandement, c'est-à-dire au 1er corps de cavalerie, soit dirigée sur Meaux; de là je les dirigerai sur leurs corps, car la grande affaire est de réunir tous les détachements de cavalerie. Envoyez-moi l'état des troupes que vous avez à Saint-Maur et à Lagny. Indépendamment des 600 Polonais qui arrivent, il y a 1,200 Polonais qui doivent être prêts; ce sont mes Cosaques. Je désire qu'ils partent promptement. Le général (*nom illisible*) m'a fait signer un décret pour que 150 mille francs qui étaient dans la caisse du général Dombroswki fussent mis à la disposition de ce régiment. Écrivez au général Préval pour qu'il surveille cette opération, et que ces hommes m'arrivent sans retard. J'ai laissé le duc de Tarente, le duc de Reggio et le général Gérard sur l'Aube, entre Bar-sur-Aube et Vandœuvre; j'ai laissé également le général Sébastiani, comme gouverneur, à Troyes. Envoyez un officier s'informer de ce qui se passe de ce côté. Il me semble que le général Ornano ne met pas l'activité convenable pour réorganiser la cavalerie de ma garde. Il a 2,200 hommes de disponibles, et 1,400 chevaux; pourquoi n'a-t-il pas un aussi grand nombre d'hommes non disponibles? Qu'il se donne plus de mouvement, car je porte un grand intérêt à tenir à un complet très-élevé la cavalerie de ma garde, qui par des marches forcées perd beaucoup de monde (1). Toutes les conversations qui me reviennent des officiers de l'armée de Blücher

(1) Ces opérations du général Ornano étaient arrêtées souvent par le manque de fonds.

blâmaient son opération, et le traitaient de fou. L'estafette qui a dû partir hier matin de Paris avec mes journaux ne m'est pas encore arrivée. »

Jos. à Nap. Paris, 1er mars 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, le général Expert, mon aide de camp, que j'avais envoyé auprès des maréchaux hier, est de retour, après leur avoir donné toutes les indications que vous m'avez adressées sur votre marche. Le duc de Raguse l'a assuré que tout était disposé pour rétablir les ponts de Meaux dès que cela deviendrait utile. Voici le rapport de l'aide de camp sur ce qui s'est passé hier en avant de Meaux, sur l'Ourcq (1). »

Joseph à la princesse Élisa. Paris, 1er mars 1814.

« Ma chère sœur, j'ai reçu ta lettre : j'ai été peiné de ta position. J'écris au roi de Naples : je désire réussir à rétablir la bonne harmonie, si nécessaire dans ces circonstances critiques. M. Faypoult entrera dans tous les développements de notre position : si M. Fouché peut lui être utile pour l'accomplissement de sa mission, je m'en rapporte à ce que tu feras dans ce but. J'écris aussi à Caroline. »

Marie-Louise à Joseph. Palais des Tuileries, 1er mars 1814.

« Monsieur mon frère et cher beau-frère, l'impatience que j'ai d'avoir des nouvelles de l'Empereur me porte à écrire à Votre Majesté, pour la prier de me donner celles qu'elle pourrait avoir. On m'a dit qu'il était à Meaux. Je désirerais que cela fût vrai. Si Votre Majesté en sait quelque chose, je la

(1) Combat de Gué-à-Trêmes.

prie d'être assez bonne pour me le faire savoir. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Majesté les assurances de mon estime et de mon attachement. »

« Mon frère, je désire qu'au reçu de la présente vous réunissiez, sous la présidence de la régente, les grands dignitaires, mes ministres d'État et le président de mon conseil d'État, et que vous leur fassiez donner lecture de la note des alliés contenant leurs propositions; de la lettre que j'ai écrite à l'empereur d'Autriche; de la lettre du prince Schwartzemberg au major général; de la réponse du major général au prince Schwartzemberg, et du projet de note que je viens de dicter pour que le duc de Vicence la remette au congrès; enfin, de différentes pièces qui font connaître l'état de la négociation de l'armistice, afin que les conseillers naturels de mon gouvernement connaissent l'état de la question. Le duc de Cadore tiendra procès-verbal de tout ce que dira chacun. Je ne demande pas un avis en forme, mais je suis bien aise de connaître les différentes sensations des individus. » Nap. à Jos. Jouarre, 2 mars 1814.

« Mon frère, je n'ai encore rien reçu.... de Paris à la Ferté par Meaux. Je vous avais cependant expédié hier au soir un courrier par la route directe. Recommandez à Lavalette de bien faire organiser les postes. Le pont de la Ferté sera rétabli ce soir. A minuit je serai à la poursuite de l'ennemi : on le dit très-embarrassé dans les boues. Il est possible que nous Nap. à Jos. La Ferté-sous-Jouarre, 2 mars 1814. (Au soir.)

en ayons un très-bon résultat. J'ai fait donner l'ordre, par le ministre de la guerre, au prince Borghèse d'envoyer 6 à 8 mille hommes, avec de l'artillerie attelée, sur Chambéry : réitérez-lui mon ordre. Voyez un peu les ministres de la guerre et de l'intérieur. Je pense qu'il faut rappeler Gantheaume : il est trop pessimiste. La garde nationale de Toulon seule rendrait ce qu'il craint improbable (1), à plus forte raison 8 à 10 mille hommes de l'escadre qui s'y réuniraient. Faites réitérer les ordres pour que tout ce qui est disponible dans les 7e et 8e divisions se rende à Lyon : c'est là que les troupes sont nécessaires. J'ai demandé qu'on m'envoyât jour et nuit l'équipage de pont qu'on m'annonce être parti de Paris aujourd'hui; c'est mon plus grand besoin, car l'armée de Schwartzemberg eût été détruite, si j'avais eu un équipage de pont à Méry; et ce matin j'aurais détruit Blücher, si j'en avais eu un. *Je me prépare à porter la guerre en Lorraine, où je rallierai toutes les troupes qui sont dans mes places de la Meuse et du Rhin.* Il y a beaucoup d'hommes à Paris; je vois, dans l'état du bulletin, qu'il y en a de disponibles; on ne les fait pas partir : il faut plus d'activité. Il est nécessaire de former au plus tôt la 4e division provisoire de la garde, de remonter 2,000 chevaux, et de former la 4e division de la ligne,

(1) Napoléon veut parler ici des craintes que manifestaient l'amiral Gantheaume et Masséna d'un débarquement des Anglais à Toulon, où ils se trouvaient alors, le premier commandant la flotte, le second commandant la circonscription territoriale. A toutes les demandes de renfort venant de Toulon, l'Empereur répondait que du côté de Gênes, et non dans le midi de la France, était le danger.

afin que vous ayez toujours des troupes dans la main à Paris (1). »

« Sire, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de la lettre que je reçois du duc de Raguse. Je dirige ce courrier par Lagny, où j'ai fait réparer le pont de bateaux qui était établi à Port-à-l'Anglais. » Jos. à Nap. Paris, 2 mars 1814. (8 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre de Jouarre du 1er mars à huit heures du soir. Les 600 Polonais qui devaient partir aujourd'hui sont partis; ils arrivent aujourd'hui à Meaux. J'ai écrit au général Préval (*six lignes indéchiffrables, où il est question de la position de Blücher*). Jos. à Nap. Paris, 2 mars 1814. (5 heures du soir.)

On dit aujourd'hui que la commission pour l'armistice était dissoute. Il y a eu conseil de ministres; il paraît qu'on est partout à bout de toutes les ressources. J'avais fait envoyer 700 hommes à Lagny; ce sont de vieux soldats ramassés dans les hôpitaux, à la suite de la marche de la division Leval : ces soldats doivent rejoindre leurs corps. 600 hommes de la jeune garde avaient été envoyés aux ponts de Saint-Maur et de Charenton : ils ont dû être relevés ce matin par 600 hommes de la ligne et rejoindre leurs corps, dirigés sur le duc de Trévise. »

« Mon frère, depuis dix heures du matin la cavalerie passe. Notre cavalerie doit être actuellement sur les parcs : moi-même je me porte à Mon- Nap. à Jos. La Ferté-sous-Jouarre, 3 mars 1814.

(1) Voir la réponse de Joseph (lettre du 3 mars, 6 heures du matin.)

treuil. Une de nos colonnes s'est portée sur Château-Thierry pour réparer le pont. Je n'ai pas eu cette nuit de nouvelles du duc de Raguse : je pense que nous ne tarderons pas à communiquer. Il était hier au soir du côté de Gesvre et de Crouy. L'ennemi était hier vis-à-vis de Mareuil.

P. S. Envoyez des officiers à Troyes pour savoir ce qui se passe. Les pièces annoncées dans les dépêches d'hier soir sont ci-jointes, au nombre de dix »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (4 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre du 2, par laquelle vous ordonnez la réunion des grands dignitaires et ministres pour la lecture des pièces de la négociation. Ces pièces n'étant point jointes à la lettre, je n'ai pas pu remplir vos intentions. Un billet contenu dans l'enveloppe de la lettre porte que les copies de ces pièces seront faites dans la journée, et partiront par l'un des premiers courriers : je les attends. »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (6 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre de la Ferté-sous-Jouarre du 2 mars au soir. Je recommande à M. de Lavalette d'envoyer ses estafettes par la route la plus directe. J'écris au ministre de rappeler au prince Borghèse d'envoyer les troupes sur Chambéry. Il m'a dit que l'exécution de cet ordre est rempli ; et quant aux moyens de laisser à Alexandrie une garnison convenable, l'ordre est parti depuis longtemps. J'envoie pour m'assurer si l'équipage est parti. J'ignorais jusqu'ici qu'on dût en expédier un. Il me paraît difficile, si le mouvement de Schwartzemberg est vrai, que Votre Majesté puisse s'éloigner des envi-

rons de Paris. *Le général Hullin n'a point d'hommes qui puissent sortir de Paris, à moins de comprendre dans ce nombre les vétérans.* J'ai déjà écrit à Votre Majesté que, pour former aujourd'hui la 4e division provisoire de la garde, on manque de *conscrits, d'armes et d'argent.* On la formera à mesure que les hommes et les armes arriveront, si Votre Majesté ordonne la répartition du dix-septième million. Pour monter 2 mille hommes, il faudrait mettre en répartition un dix-huitième million. Quant à la 4e division de ligne, les obstacles sont les mêmes : on les lèvera au fur et à mesure qu'on pourra. Tant que la garde ne sera pas formée, celle de la ligne ne pourra pas l'être, puisque la garde, pour remplir promptement ses cadres, envoie peu d'hommes à la ligne. Je n'ai pas encore reçu les pièces de la négociation dont Votre Majesté a ordonné la lecture. »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (1 heure après midi.)

« Sire, la pièce ci-jointe me paraît assez importante pour l'adresser sur-le-champ à Votre Majesté, quoiqu'il soit présumable qu'elle l'ait déjà reçue en original (1). Je n'ai pas encore reçu les pièces de la négociation dont je dois faire donner lecture. »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (10 heures du soir.)

« Sire, je reçois votre lettre de la Ferté du 3 mars. J'ai envoyé à Troyes. Je rendrai compte à Votre Majesté de ce qui s'y sera passé. Je lui ai envoyé ce matin le double d'une lettre du préfet de Seine-et-Marne. Voici les pièces trouvées sur un hussard en-

(1) C'était une lettre de renseignements envoyée par le préfet de Melun.

nemi, qui prouvent l'intention d'attaquer Soissons. Je reçois les pièces de la négociation. Demain, je communiquerai vos intentions à l'Impératrice. »

Nap. à Jos. Bezu, 4 mars 1814.

« Mon frère, la nouvelle du préfet de Melun est fausse. Chargez le comte de Lavalette de punir les agents de son administration, qui répandent ainsi des bruits controuvés. Le fait est que Bar-sur-Aube n'était pas une position où l'on pût tenir. Il fallait marcher en avant ou se retirer. D'après le mouvement que j'ai fait sur la Marne, il a fallu se retirer. Nous avons eu une affaire où nous avons perdu 7 à 800 hommes; mais l'ennemi a perdu le double, et nous n'avons évacué la ville que pendant la nuit. Il y a à Paris plus de 3 mille hommes disponibles; mais le général Hullin ne met aucune activité à compléter les cadres. Il faut en charger un général qui s'en occupe spécialement. Vous auriez dû avoir la deuxième division de réserve prête, et elle aurait dû pouvoir marcher sur Meaux au secours du duc de Raguse (1). Encore une fois, tous ces hommes existent éparpillés dans les 5 bataillons qui sont dans la première division militaire. Dites au ministre de la marine de répondre à l'amiral Verhuel de tenir jusqu'à la dernière extrémité; qu'il n'y a pas de comparaison entre la perte de 2 frégates et de 5 à 600 hommes, et l'avantage de tenir pendant cinq à six mois la Hollande comme bloquée par la position du fort Lasalle. »

(1) Les armes manquaient; il était impossible au général Hullin ou à d'autres de donner ce qu'on n'avait pas.

pp. 161-176 duplicated.

troupes russes, dont la tête serait à . . . . . Si la paix générale est impossible, on espère . . . . . » (*Deux lignes indéchiffrables.*)

« Sire, je reçois votre lettre d'hier à sept heures. Les publications sur les positions abandonnées par l'ennemi ont commencé. Le ministre de l'intérieur s'occupe depuis hier des communications avec le conseil général de la commune de Paris. Je crois devoir mettre sous les yeux de Votre Majesté les pièces ci-jointes, dans le cas où elles ne lui seraient pas encore parvenues. » Jos. à Nap. Paris, 25 février 1814. (9 heures du soir.)

« Mon frère, il paraît que les alliés n'ont pas encore ratifié le traité du roi de Naples. Je désire que vous expédiiez quelqu'un des vôtres qui se rende en toute diligence auprès du roi; que vous lui écriviez avec franchise sur l'iniquité de sa conduite, en lui offrant d'être son intermédiaire pour le faire revenir; qu'il n'a que ce parti à prendre, *sans quoi il est perdu, soit par la France, soit par les alliés.* Je n'ai pas besoin de rappeler ici tout ce que vous pourrez dire. Les Anglais même ne le reconnaissent pas comme roi. Il est encore à temps de sauver l'Italie et de replacer le vice-roi sur l'Adige. Écrivez aussi à la reine sur son ingratitude que rien ne peut justifier, et qui révolte même les alliés. Écrivez-leur qu'une bataille n'ayant pas encore eu lieu entre les troupes françaises et napolitaines, tout peut encore s'arranger; mais qu'il n'y a pas un moment à perdre. Comme le sénateur Fouché est encore dans ces cantons, vous pouvez lui écrire de Nap. à Jos. Troyes, 26 février 1814.

s'entremêler de ces affaires avec la personne que vous envoyez. »

Nap. à Jos. Troyes, 26 février 1814. (6 heures du soir.)

« Mon frère, je reçois votre lettre du 25 à neuf heures du soir. Le commandant autrichien et la garnison de Châtillon-sur-Seine ont quitté hier cette ville. J'ai ordonné que la garde nationale de Châtillon ferait le service, n'ayant pas voulu y mettre des troupes de ligne, puisque ce seraient 2 bataillons employés inutilement sur ce point, et de plus 2 bataillons de grenadiers, pour l'honneur dû au congrès. En attendant, voilà le congrès dans nos mains, ce qui prouve bien que tous les calculs de l'ennemi sont déroutés. Lord Castlereagh a demandé s'il serait en sûreté, vu qu'il n'avait pas le caractère d'ambassadeur; comme de raison, cela ne fait pas une question : tout ce qui appartient au congrès, directement ou indirectement, est sous le droit des gens. Nos troupes doivent être entrées ce soir à Bar-sur-Aube. On a entendu hier le canon du côté de Sézanne : il paraît que Blücher, qui a été blessé légèrement au combat de Méry, manœuvre de ce côté. Le prince de la Moskowa a passé l'Aube à Arcis, pour tomber sur ses derrières. »

Jos. à Nap. Paris, 26 février 1814.

« Sire, le ministre de la guerre me communique les lettres des ducs de Trévise et de Raguse. Votre Majesté verra que l'un de ces maréchaux croit avoir devant lui des forces infiniment supérieures aux siennes; que le second a dû se retirer devant 20 mille hommes et découvrir la Marne. J'envoie un officier à Meaux et un autre à Lagny, pour m'as-

surer de l'état des choses sur ces deux points. J'ai approuvé la proposition qui m'a été faite par le ministre de la guerre, de faire diriger sur Meaux les forces qui sont à Orléans, où elles ne paraissent pas nécessaires dans ce moment. Je n'ai pas de lettre de Votre Majesté depuis celle du 24 à six heures du matin. »

« Mon frère, je me rends à Arcis-sur-Aube pour manœuvrer sur les corps qui s'avancent sur la Ferté-Gaucher. La plus grande partie de l'armée reste à Bar-sur-Aube. »

Nap. à Jos. Troyes, 27 février 1814. (11 heures du matin.)

« Mon frère, je suis à Arcis. Je vais coucher à Herbisse; je serai demain à neuf heures du matin à la Fère-Champenoise; de là, selon les événements, je marcherai sur Sézanne et la Ferté-Gaucher. Je me trouverai ainsi sur les derrières de toute l'armée ennemie. Prévenez-en le duc de Raguse, qui a dû être, aujourd'hui 27, entre la Ferté-Gaucher et la Ferté-sous-Jouarre. Le duc de Trévise me mande qu'il a dû être réuni avec lui hier au soir 26; qu'ils manœuvrent en conséquence pour talonner l'ennemi, et l'empêcher de se retourner tout entier contre moi. Comme votre courrier pourrait être pris, écrivez en chiffres, et envoyez un officier intelligent qui saura de mémoire ce qu'on doit faire. J'espère que mon courrier vous arrivera demain avant trois heures du matin, et que le duc de Raguse recevra votre lettre avant neuf heures. La grande armée autrichienne continue à se retirer sur Langres. Je n'ai rien fait revenir de ce qui était sur Bar-sur-

Nap. à Jos. Arcis-sur-Aube, 27 février 1814. (5 heures après midi.)

Aube. J'ai reçu des gravures du roi de Rome. Je désire que vous fassiez substituer à l'inscription : *Dieu veille pour mon père et pour la France*, celle-ci : *Je prie Dieu pour mon père et pour la France;* cela est plus simple. Je désire aussi que vous fassiez faire des exemplaires où le roi soit en habit de garde nationale. »

Jos. à Nap. Paris, 27 février 1814.

« Sire, je n'ai d'autre nouvelle des ducs de Raguse et de Trévise que celles contenues dans la lettre ci-jointe. J'ai fait partir ce matin 3 mille hommes pour Meaux, Lagny et Sainte-Maure. J'ai passé aujourd'hui en revue 8 mille hommes de la garde nationale bien habillés et passablement armés, et 3 mille de la garde impériale. J'ai envoyé un homme de confiance à Lille, d'où il se dirigera où se trouve le prince de Suède. Je m'occupe de l'autre expédition pour l'Italie (1). L'alarme se réveille dans Paris, depuis les nouvelles de la retraite du duc de Raguse. J'attends impatiemment les nouvelles de Votre Majesté, qui, dès le 25, avait le projet de faire marcher sur les derrières du général Blücher. »

Joseph à Murat. Paris, 28 février 1814.

« Mon cher frère, j'ai répondu il y a longtemps à la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire le 31 décembre. Je sais qu'elle ne vous est pas parvenue, et je m'empresse de réparer un oubli involontaire en vous renouvelant ma reconnaissance de

(1) La lettre pour le roi Murat, lettre qu'on trouvera à la suite de celle-ci.

tout ce que votre lettre contient de bon et d'aimable pour moi. C'était à l'expression de ces sentiments que se bornait ma réponse; mais je pense aujourd'hui vous devoir, à vous et à votre famille, l'expression de ma manière de voir et de sentir dans une circonstance aussi importante que celle où nous nous trouvons. Je n'entre pas dans des discussions politiques; mais ce qui me frappe, comme tous les Français, c'est qu'il est impossible que vous soyez heureux si la France est malheureuse; c'est qu'il est impossible que vous soyez heureux si vous devenez ennemi de la France. Ou je vous connais mal, ou vous ne supporterez pas le rôle odieux d'ennemi du pays à qui vous devez votre gloire même : vous êtes trop bon et trop loyal pour que vous n'ayez toute votre vie à gémir même du succès que pourrait obtenir l'ordre de choses dans lequel vous entreriez en opposition avec la France.

D'ailleurs il est de fait que vous n'avez à la longue rien à espérer des Anglais ni des alliés; ainsi donc votre tête doit suivre votre cœur : rien n'est encore désespéré, puisque aucune hostilité n'a encore eu lieu. Je m'estimerai doublement heureux si je puis m'employer à rétablir entre l'Empereur et vous le bon accord qui doit toujours exister, pour le bien de la France, de vos peuples et de notre famille. Je désire donc que vous me mettiez dans le cas de vous prouver, dans cette circonstance décisive pour votre bonheur, que je suis véritablement votre ami.

J'ai beaucoup causé avec M. Faypoult, qui a toute ma confiance et qui mérite la vôtre. Je désire qu'il

vous en inspire assez pour me rapporter votre volonté, et me mettre à même d'arriver au but que nous devons désirer... Parmi les personnes qui vous servent, combien peu en est-il qui aient les mêmes intérêts que vous? Si vous les examinez de bien près, vous verrez que vous devez peu les écouter : les ennemis de la France, les ennemis de l'Empereur sont les vôtres. »

Nap. à Jos. Herbisse, 28 février 1814. (2 heures du matin.)

« Mon frère, je serai aujourd'hui près de la Ferté-Gaucher. Donnez-en avis aux ducs de Raguse et de Trévise, pour qu'ils manœuvrent en conséquence. »

Nap. à Jos. Sézanne, 28 février 1814. (3 heures après midi.)

« Mon frère, le prince de la Moskowa est dans ce moment à mi-chemin de la Ferté-Gaucher, où nous serons demain de bonne heure. On a chassé de la Fère-Champenoise une division de Cosaques et des troupes légères commandées par Tetenborn. Il est nécessaire que le duc de Raguse soit informé de ces nouvelles. Écrivez-lui. Si l'ennemi est en position à la Ferté-Gaucher, nous l'attaquerons demain ; il faut donc que les deux maréchaux agissent en conséquence. »

Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814.

« Sire, le duc de Raguse a envoyé cette nuit un colonel de son état-major au ministre de la guerre, pour l'informer que l'ennemi, en forces supérieures, l'a obligé de se retirer à Jouarre, d'où il doit se porter ce matin à Meaux. Le duc de Trévise l'a joint, et suivra son mouvement. Ce maréchal se retire aussi devant des forces ennemies considérables

qui viennent du côté de Reims. Le duc de Raguse pense que l'ennemi va marcher sur Paris; il demande des renforts à grands cris, et il y a ici bien peu de moyens de lui en donner. Je vais tout disposer pour faire garder les ponts de Lagny, Saint-Maur et Charenton, et pour avoir une petite réserve. »

« Sire, j'ai reçu vos lettres du 26 et 27. J'en ai communiqué le contenu au duc de Trévise, qui se trouve réuni avec le duc de Raguse à Meaux. J'ai envoyé à ce maréchal hier un renfort de troupes de la garde. Je lui envoie aujourd'hui tout ce qui est disponible, consistant en infanterie, 3 mille hommes; cavalerie, mille. La garde a donc fourni plus de 6 mille hommes. » Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, voici la réponse que je reçois du duc de Trévise à une lettre de cette nuit de deux heures. Le général Expert doit être rendu dans deux heures au plus tard à Meaux. Il fera hâter le passage de la Marne par les troupes des deux maréchaux. » Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814. (1 heure après midi.)

« Sire, je reçois votre lettre de ce matin à deux heures. J'ai envoyé au duc de Trévise un officier général avec l'avis de tous les mouvements de Votre Majesté. Un de mes officiers arrive de Meaux. L'ennemi paraît avoir commencé son mouvement de retraite ce matin : malheureusement le pont avait été coupé. Un autre officier arrive de Lagny. Hier au soir, un général de cavalerie du corps du duc de Raguse a aussi fait brûler un pont. Je donne l'ordre pour que Jos. à Nap. Paris, 28 février 1814.

l'on s'occupe de leur réparation. J'attends dans la nuit un autre aide de camp. »

Joseph à Clarke. Paris, 28 février 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre d'aujourd'hui. Dès hier, j'ai fait envoyer aux ponts de Charenton et de Saint-Maur un bataillon de 700 hommes de la garde impériale, en sus des forces que le général Hullin y avait déjà placées. Je vous ai fait informer hier des dispositions prises par le général Maurice Mathieu, qui a remis la lettre au colonel Balthazar, votre aide de camp.

Je suis bien aise de l'ordre que vous aviez donné pour que 6 pièces de canon et les canonniers soient envoyés à chacun de ces ponts : je désire que vous vouliez encore y envoyer un officier général et un officier du génie, avec ordre de défendre ces deux ponts, et de ne les faire sauter qu'à toute extrémité. »

Nap. à Jos. Jouarre, 1er mars 1814. (8 heures du soir.)

« Mon frère, je reçois vos trois lettres du 28 à neuf heures du matin, à midi, et à une heure. Je n'ai pas encore communiqué avec le duc de Raguse, et ne sais rien de ce qui s'est passé hier. Je suis arrivé à Jouarre, et me suis emparé de la Ferté-sous-Jouarre, en même temps que j'ai fait lever les ponts que l'ennemi avait sur la Marne. J'ai pris quelques bagages et fait 3 à 400 prisonniers. Toute l'armée ennemie s'est jetée sur la rive droite de la Marne. D'après un rapport de Préval, je vois que les Polonais partent demain 2 : dirigez-les sur la Ferté-sous-Jouarre. Faites donner ordre que toute la cavalerie qui a été dirigée sur le duc de Raguse,

et qui n'appartient pas à son commandement, c'est-à-dire au 1er corps de cavalerie, soit dirigée sur Meaux; de là je les dirigerai sur leurs corps, car la grande affaire est de réunir tous les détachements de cavalerie. Envoyez-moi l'état des troupes que vous avez à Saint-Maur et à Lagny. Indépendamment des 600 Polonais qui arrivent, il y a 1,200 Polonais qui doivent être prêts; ce sont mes Cosaques. Je désire qu'ils partent promptement. Le général (*nom illisible*) m'a fait signer un décret pour que 150 mille francs qui étaient dans la caisse du général Dombroswki fussent mis à la disposition de ce régiment. Écrivez au général Préval pour qu'il surveille cette opération, et que ces hommes m'arrivent sans retard. J'ai laissé le duc de Tarente, le duc de Reggio et le général Gérard sur l'Aube, entre Bar-sur-Aube et Vandœuvre; j'ai laissé également le général Sébastiani, comme gouverneur, à Troyes. Envoyez un officier s'informer de ce qui se passe de ce côté. Il me semble que le général Ornano ne met pas l'activité convenable pour réorganiser la cavalerie de ma garde. Il a 2,200 hommes de disponibles, et 1,400 chevaux; pourquoi n'a-t-il pas un aussi grand nombre d'hommes non disponibles? Qu'il se donne plus de mouvement, car je porte un grand intérêt à tenir à un complet très-élevé la cavalerie de ma garde, qui par des marches forcées perd beaucoup de monde (1). Toutes les conversations qui me reviennent des officiers de l'armée de Blücher

(1) Ces opérations du général Ornano étaient arrêtées souvent par le manque de fonds.

blâmaient son opération, et le traitaient de fou. L'estafette qui a dû partir hier matin de Paris avec mes journaux ne m'est pas encore arrivée. »

Jos. à Nap. Paris, 1er mars 1814. (11 heures du matin.) « Sire, le général Expert, mon aide de camp, que j'avais envoyé auprès des maréchaux hier, est de retour, après leur avoir donné toutes les indications que vous m'avez adressées sur votre marche. Le duc de Raguse l'a assuré que tout était disposé pour rétablir les ponts de Meaux dès que cela deviendrait utile. Voici le rapport de l'aide de camp sur ce qui s'est passé hier en avant de Meaux, sur l'Ourcq (1). »

Joseph à la princesse Élisa. Paris, 1er mars 1814. « Ma chère sœur, j'ai reçu ta lettre : j'ai été peiné de ta position. J'écris au roi de Naples : je désire réussir à rétablir la bonne harmonie, si nécessaire dans ces circonstances critiques. M. Faypoult entrera dans tous les développements de notre position : si M. Fouché peut lui être utile pour l'accomplissement de sa mission, je m'en rapporte à ce que tu feras dans ce but. J'écris aussi à Caroline. »

Marie-Louise à Joseph. Palais des Tuileries, 1er mars 1814. « Monsieur mon frère et cher beau-frère, l'impatience que j'ai d'avoir des nouvelles de l'Empereur me porte à écrire à Votre Majesté, pour la prier de me donner celles qu'elle pourrait avoir. On m'a dit qu'il était à Meaux. Je désirerais que cela fût vrai. Si Votre Majesté en sait quelque chose, je la

(1) Combat de Gué-à-Trêmes.

prie d'être assez bonne pour me le faire savoir. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Majesté les assurances de mon estime et de mon attachement. »

« Mon frère, je désire qu'au reçu de la présente vous réunissiez, sous la présidence de la régente, les grands dignitaires, mes ministres d'État et le président de mon conseil d'État, et que vous leur fassiez donner lecture de la note des alliés contenant leurs propositions; de la lettre que j'ai écrite à l'empereur d'Autriche; de la lettre du prince Schwartzemberg au major général; de la réponse du major général au prince Schwartzemberg, et du projet de note que je viens de dicter pour que le duc de Vicence la remette au congrès; enfin, de différentes pièces qui font connaître l'état de la négociation de l'armistice, afin que les conseillers naturels de mon gouvernement connaissent l'état de la question. Le duc de Cadore tiendra procès-verbal de tout ce que dira chacun. Je ne demande pas un avis en forme, mais je suis bien aise de connaître les différentes sensations des individus. » Nap. à Jos. Jouarre, 2 mars 1814.

« Mon frère, je n'ai encore rien reçu.... de Paris à la Ferté par Meaux. Je vous avais cependant expédié hier au soir un courrier par la route directe. Recommandez à Lavalette de bien faire organiser les postes. Le pont de la Ferté sera rétabli ce soir. A minuit je serai à la poursuite de l'ennemi : on le dit très-embarrassé dans les boues. Il est possible que nous Nap. à Jos. La Ferté-sous-Jouarre, 2 mars 1814. (Au soir.)

en ayons un très-bon résultat. J'ai fait donner l'ordre, par le ministre de la guerre, au prince Borghèse d'envoyer 6 à 8 mille hommes, avec de l'artillerie attelée, sur Chambéry : réitérez-lui mon ordre. Voyez un peu les ministres de la guerre et de l'intérieur. Je pense qu'il faut rappeler Gantheaume : il est trop pessimiste. La garde nationale de Toulon seule rendrait ce qu'il craint improbable (1), à plus forte raison 8 à 10 mille hommes de l'escadre qui s'y réuniraient. Faites réitérer les ordres pour que tout ce qui est disponible dans les 7e et 8e divisions se rende à Lyon : c'est là que les troupes sont nécessaires. J'ai demandé qu'on m'envoyât jour et nuit l'équipage de pont qu'on m'annonce être parti de Paris aujourd'hui; c'est mon plus grand besoin, car l'armée de Schwartzemberg eût été détruite, si j'avais eu un équipage de pont à Méry; et ce matin j'aurais détruit Blücher, si j'en avais eu un. *Je me prépare à porter la guerre en Lorraine, où je rallierai toutes les troupes qui sont dans mes places de la Meuse et du Rhin.* Il y a beaucoup d'hommes à Paris; je vois, dans l'état du bulletin, qu'il y en a de disponibles; on ne les fait pas partir : il faut plus d'activité. Il est nécessaire de former au plus tôt la 4e division provisoire de la garde, de remonter 2,000 chevaux, et de former la 4e division de la ligne,

(1) Napoléon veut parler ici des craintes que manifestaient l'amiral Gantheaume et Masséna d'un débarquement des Anglais à Toulon, où ils se trouvaient alors, le premier commandant la flotte, le second commandant la circonscription territoriale. A toutes les demandes de renfort venant de Toulon, l'Empereur répondait que du côté de Gênes, et non dans le midi de la France, était le danger.

afin que vous ayez toujours des troupes dans la main à Paris (1). »

« Sire, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de la lettre que je reçois du duc de Raguse. Je dirige ce courrier par Lagny, où j'ai fait réparer le pont de bateaux qui était établi à Port-à-l'Anglais. » Jos. à Nap. Paris, 2 mars 1814. (8 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre de Jouarre du 1er mars à huit heures du soir. Les 600 Polonais qui devaient partir aujourd'hui sont partis; ils arrivent aujourd'hui à Meaux. J'ai écrit au général Préval (*six lignes indéchiffrables, où il est question de la position de Blücher*). Jos. à Nap. Paris, 2 mars 1814. (5 heures du soir.)

On dit aujourd'hui que la commission pour l'armistice était dissoute. Il y a eu conseil de ministres; il paraît qu'on est partout à bout de toutes les ressources. J'avais fait envoyer 700 hommes à Lagny; ce sont de vieux soldats ramassés dans les hôpitaux, à la suite de la marche de la division Leval : ces soldats doivent rejoindre leurs corps. 600 hommes de la jeune garde avaient été envoyés aux ponts de Saint-Maur et de Charenton : ils ont dû être relevés ce matin par 600 hommes de la ligne et rejoindre leurs corps, dirigés sur le duc de Trévise. »

« Mon frère, depuis dix heures du matin la cavalerie passe. Notre cavalerie doit être actuellement sur les parcs : moi-même je me porte à Mon- Nap. à Jos. [La Ferté-sous-Jouarre, 3 mars 1814.

(1) Voir la réponse de Joseph (lettre du 3 mars, 6 heures du matin.)

treuil. Une de nos colonnes s'est portée sur Château-Thierry pour réparer le pont. Je n'ai pas eu cette nuit de nouvelles du duc de Raguse : je pense que nous ne tarderons pas à communiquer. Il était hier au soir du côté de Gesvre et de Crouy. L'ennemi était hier vis-à-vis de Mareuil.

P. S. Envoyez des officiers à Troyes pour savoir ce qui se passe. Les pièces annoncées dans les dépêches d'hier soir sont ci-jointes, au nombre de dix »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (4 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre du 2, par laquelle vous ordonnez la réunion des grands dignitaires et ministres pour la lecture des pièces de la négociation. Ces pièces n'étant point jointes à la lettre, je n'ai pas pu remplir vos intentions. Un billet contenu dans l'enveloppe de la lettre porte que les copies de ces pièces seront faites dans la journée, et partiront par l'un des premiers courriers : je les attends. »

Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (6 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre de la Ferté-sous-Jouarre du 2 mars au soir. Je recommande à M. de Lavalette d'envoyer ses estafettes par la route la plus directe. J'écris au ministre de rappeler au prince Borghèse d'envoyer les troupes sur Chambéry. Il m'a dit que l'exécution de cet ordre est rempli ; et quant aux moyens de laisser à Alexandrie une garnison convenable, l'ordre est parti depuis longtemps. J'envoie pour m'assurer si l'équipage est parti. J'ignorais jusqu'ici qu'on dût en expédier un. Il me paraît difficile, si le mouvement de Schwartzemberg est vrai, que Votre Majesté puisse s'éloigner des envi-

rons de Paris. *Le général Hullin n'a point d'hommes qui puissent sortir de Paris*, *à moins de comprendre dans ce nombre les vétérans*. J'ai déjà écrit à Votre Majesté que, pour former aujourd'hui la 4e division provisoire de la garde, on manque de *conscrits, d'armes et d'argent*. On la formera à mesure que les hommes et les armes arriveront, si Votre Majesté ordonne la répartition du dix-septième million. Pour monter 2 mille hommes, il faudrait mettre en répartition un dix-huitième million. Quant à la 4e division de ligne, les obstacles sont les mêmes : on les lèvera au fur et à mesure qu'on pourra. Tant que la garde ne sera pas formée, celle de la ligne ne pourra pas l'être, puisque la garde, pour remplir promptement ses cadres, envoie peu d'hommes à la ligne. Je n'ai pas encore reçu les pièces de la négociation dont Votre Majesté a ordonné la lecture. »

« Sire, la pièce ci-jointe me paraît assez importante pour l'adresser sur-le-champ à Votre Majesté, quoiqu'il soit présumable qu'elle l'ait déjà reçue en original (1). Je n'ai pas encore reçu les pièces de la négociation dont je dois faire donner lecture. » Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (1 heure après midi.)

« Sire, je reçois votre lettre de la Ferté du 3 mars. J'ai envoyé à Troyes. Je rendrai compte à Votre Majesté de ce qui s'y sera passé. Je lui ai envoyé ce matin le double d'une lettre du préfet de Seine-et-Marne. Voici les pièces trouvées sur un hussard en- Jos. à Nap. Paris, 3 mars 1814. (10 heures du soir.)

(1) C'était une lettre de renseignements envoyée par le préfet de Melun.

nemi, qui prouvent l'intention d'attaquer Soissons. Je reçois les pièces de la négociation. Demain, je communiquerai vos intentions à l'Impératrice. »

Nap. à Jos. Bezu, 4 mars 1814.

« Mon frère, la nouvelle du préfet de Melun est fausse. Chargez le comte de Lavalette de punir les agents de son administration, qui répandent ainsi des bruits controuvés. Le fait est que Bar-sur-Aube n'était pas une position où l'on pût tenir. Il fallait marcher en avant ou se retirer. D'après le mouvement que j'ai fait sur la Marne, il a fallu se retirer. Nous avons eu une affaire où nous avons perdu 7 à 800 hommes; mais l'ennemi a perdu le double, et nous n'avons évacué la ville que pendant la nuit. Il y a à Paris plus de 3 mille hommes disponibles; mais le général Hullin ne met aucune activité à compléter les cadres. Il faut en charger un général qui s'en occupe spécialement. Vous auriez dû avoir la deuxième division de réserve prête, et elle aurait dû pouvoir marcher sur Meaux au secours du duc de Raguse (1). Encore une fois, tous ces hommes existent éparpillés dans les 5 bataillons qui sont dans la première division militaire. Dites au ministre de la marine de répondre à l'amiral Verhuel de tenir jusqu'à la dernière extrémité; qu'il n'y a pas de comparaison entre la perte de 2 frégates et de 5 à 600 hommes, et l'avantage de tenir pendant cinq à six mois la Hollande comme bloquée par la position du fort Lasalle. »

(1) Les armes manquaient; il était impossible au général Hullin ou à d'autres de donner ce qu'on n'avait pas.

« Sire, j'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté que le quartier général de l'Empereur est dans ce moment à Fère en Tardenois, d'où Sa Majesté fait poursuivre l'ennemi sur les différentes directions qu'il a prises. Le duc de Trévise et le duc de Raguse marchent dans la direction de Soissons : l'Empereur se porte sur Fismes avec sa garde et le prince de la Moskowa. Le duc de Bellune et le duc de Padoue sont à Château-Thierry, et suivent le même mouvement. L'ennemi paraît incertain dans ses mouvements de retraite. Nous lui avons déjà fait 12 à 1,500 prisonniers et pris des bagages. Je présente à Votre Majesté l'hommage de mon profond respect. »

Berthier à Joseph. Fère en Tardenois, 4 mars 1814. (1 heure après midi.)

« Mon frère, je suis arrivé à Fismes. L'ennemi a été poussé dans toutes les directions; on lui a ramassé 2 mille prisonniers et pris 4 ou 500 voitures de bagages et caissons. Le duc de Raguse doit être à Soissons, et mes coureurs sont sur Reims. L'ennemi paraît se diriger sur Laon et Avesnes : il est dans le plus grand désarroi. Il a perdu immensément en hommes, chevaux et charrois. Envoyez un de vos officiers à Troyes auprès des ducs de Tarente et de Reggio, pour leur faire connaître qu'il est possible que je manœuvre par Vitry, Saint-Dizier et Joinville, sur les derrières de l'ennemi, ce qui le fera disparaître, et l'obligera de quitter la Seine pour aller en diligence garder ses derrières. Ce mouvement aura l'avantage de débloquer mes places, d'où je retirerai de nombreuses

Nap. à Jos. Fismes, 4 mars 1814.

garnisons et de grands renforts. J'écris au ministre de la guerre, par estafette, que je suis mécontent du général Maison, qui fait des bêtises. Que le ministre de la guerre lui donne, de ma part, ordre de réunir les garnisons des places, celle d'Anvers, une partie de celle d'Ostende, et de tomber sur les derrières de l'ennemi. Il est de fait que j'ai là plus de monde que n'en a l'ennemi; mais, par l'inexpérience et le défaut d'audace du général Maison, toutes ces forces sont inactives. Que le ministre de la guerre lui défende, de ma part, d'entrer dans aucune place forte; qu'il réunisse tout à lui, et marche ou sur Anvers, sur les derrières de l'ennemi, ou sur les derrières de sa ligne d'opération, qui est par Avesnes et Mons. Ce général, qui s'était distingué, n'a pas répondu à la confiance et à l'espérance qu'il avait inspirées. Cependant je veux bien suspendre encore mon jugement. Le ministre de la guerre lui écrira qu'il faut plus d'activité, d'audace et d'intrépidité qu'il n'en montre. Le ministre doit écrire aussi au duc de Castiglione qu'il marche; qu'avec les troupes qu'il a, il battra le double des troupes ennemies, s'il est le premier au feu, et s'il reste constamment sous les coups de fusil (1). »

(1) Ce jour-là même, le duc de Castiglione, qui avait 20 mille vieux soldats des armées d'Espagne, renonçait à sa marche sur Genève, marche qui avait tant inquiété les souverains, et se repliait sur Mâcon. Se souciant assez peu de paraître à la tête de ses troupes les jours de combat, dégoûté de la guerre, il laissait entendre sur l'Empereur de fâcheuses récriminations.

« Sire, je vous envoie en original la lettre que je viens de recevoir du général Sébastiani, à qui j'écris, en lui faisant connaître les mouvements de Votre Majesté et sa position actuelle. » Jos. à Nap. Paris, 4 mars 1814.

« Sire... (*deux lignes indéchiffrables*) qui l'accompagnent... qu'il est... Du reste, cela se réduit à 4 personnes. Il tiendrait beaucoup aussi à ne recevoir, dans son commandement, d'ordres que de Votre Majesté. Il a déjà congédié beaucoup de ses Westphaliens, et j'ai dit au ministre de la guerre, conformément aux ordres de Votre Majesté, qu'il pouvait leur donner des passe-ports pour retourner chez eux. Une partie des pages s'en va aussi (1). » Jos. à Nap. Paris, ... mars 1814.

« Sire, je n'ai pas de vos lettres depuis celle d'hier de la Ferté-sous-Jouarre. Aujourd'hui, l'Impératrice a tenu le conseil extraordinaire ordonné par Votre Majesté. J'ai fait donner lecture des pièces qui m'avaient été adressées. Tous les membres de ce conseil ont paru mus par les mêmes sentiments : on a trouvé les propositions de l'ennemi fort injustes, et on a montré une absolue confiance dans ce que Votre Majesté ordonnerait à son plénipo- Jos. à Nap. Paris, 4 mars 1814. (6 heures du soir.)

(1) Cette lettre, dont le commencement manque, est relative au roi Jérôme, qui, ayant sollicité un commandement, se disposait à partir pour Lyon, mais qui désirait correspondre directement avec l'Empereur. Les événements se pressèrent de telle sorte, et le duc de Castiglione effectua sa retraite sur Limonest et sur Grenoble si rapidement, que le projet de l'Empereur à l'égard du dernier de ses frères ne fut plus réalisable. Ce fut un malheur, car le prince était jeune, avait le feu sacré qui manquait si complétement alors au maréchal Augereau; il eût pu opérer une utile diversion dans le midi, en tenant quelques jours à Lyon.

tentiaire pour que la France pût jouir sur-le-champ du prix des sacrifices immenses que l'on exige d'elle, et que l'on sait bien que Votre Majesté ne fera qu'à la dernière extrémité ; et pour cela, elle est meilleur juge que personne autre. Mais l'on s'est assez généralement réuni à penser que la nécessité de voir la France réduite au territoire qu'elle avait en 1792 devait être acceptée, plutôt *que d'exposer la capitale. On regarde l'occupation de la capitale comme la fin de l'ordre actuel, et le commencement de grands malheurs*. L'Europe coalisée tout entière veut réduire la France à ce qu'elle était en 1792; que ce soit le fond d'un traité ordonné par les circonstances, à la bonne heure; mais que le territoire soit évacué sur-le-champ. En résumé, la paix prochaine, quelle qu'elle soit, est indispensable. Ce sera une trêve de deux ou trois ans ; mais, bonne ou mauvaise, il faut la paix. L'Empereur la fera la moins mauvaise possible. Dans l'état actuel, ce sera toujours un bienfait, puisqu'elle permet à l'Empereur de s'occuper exclusivement de l'intérieur, et que, par une bonne administration, il est en état de reprendre ce qui lui aura été injustement demandé et sagement accordé. Les limites naturelles seraient un bien réel pour la France et pour l'Europe : elles laisseraient l'espoir d'une longue paix ; mais à l'impossible nul n'est tenu. La paix est indispensable aujourd'hui; elle pourra cesser le jour où la France sera en état de revendiquer ses droits. Faites donc une trêve *in petto*, puisque l'injustice de l'ennemi ne vous per-

met pas une paix juste, et que la situation des esprits et des choses ne vous permet pas d'espérer de la France des efforts proportionnés au but qu'il faudrait atteindre. On a trouvé votre lettre à l'empereur d'Autriche, pleine de noblesse et de raison. Vous resterez à la France; elle vous restera la même que quand elle a étonné l'Europe; et vous, qui l'avez sauvée une fois, vous la sauverez une seconde en signant la paix aujourd'hui, et en vous sauvant avec elle. Soyez reconnu par l'Angleterre, délivrez la France des Cosaques et des Prussiens, et la France vous rendra un jour en bénédictions ce que des gens superficiels croiront que vous aurez perdu en gloire. Mais je m'aperçois que je suis beaucoup trop diffus. Que Votre Majesté ait remporté aujourd'hui une victoire ou non, il faut également qu'elle pense à la paix. Voici le résultat de ce que tout le monde pense et dit ici. »

« Sire, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté une lettre du général Sébastiani, qui m'informe des mouvements de l'armée ennemie et de la marche rétrograde de nos troupes. Le ministre de la guerre me fait part de la capitulation de Soissons, qui s'est rendu aux ennemis. Le ministre envoie à Votre Majesté l'original de cette capitulation. La garnison rentre avec 6 pièces de canon, sans être prisonnière de guerre. » Jos. à Nap. Paris, 4 mars 1814. (9 heures du soir.)

« Sire, le général Sébastiani mande de Troyes le 3, à 5 heures du soir, que le général Milhaud fait Jos. à Nap. Paris, 4 mars

1814. (9 heures du soir.) dire que l'ennemi fait un mouvement sérieux avec des forces considérables. »

Jos. à Nap. Paris, 4 mars 1814. « Sire, je verrai demain le général Hullin relativement aux hommes à encadrer dans les bataillons pour former la deuxième division. J'écris au ministre de la marine pour la défense du fort Lasalle. 620 chevaux du 2e régiment de marche sont partis aujourd'hui de Versailles pour Meaux, sous les ordres de M. Planzeau, colonel du 8e régiment de chasseurs à cheval. »

Nap. à Jos. Fismes, 5 mars 1814. (11 heures du matin.) « Mon frère, faites mettre la note suivante dans le *Moniteur* : « Sa Majesté l'Empereur et Roi avait, « le 5, son quartier général à Béry-au-Bac, sur « l'Aisne. L'armée ennemie de Blücher, Sacken, « York, Wittzingerode et Bulow, était en retraite. « Sans la trahison du commandant de Soissons, « qui a livré ses postes, elle était perdue. Le gé- « néral Corbineau est entré le 5 à Reims, à 4 heu- « res du matin. Nous avons battu l'ennemi aux « combats de Lizy-sur-Ourcq et de May. Le résultat « des diverses affaires est 4 mille prisonniers, 600 « voitures de bagages, plusieurs pièces de canon, « et la délivrance de la ville de Reims. »

Nap. à Jos. Fismes, 5 mars 1814. « Mon frère, je croyais que le duc de Raguse avait été hier à Soissons ; mais le général qui commandait dans cette place a eu l'infamie de l'évacuer sans tirer un coup de fusil (1). Il s'est retiré avec

(1) Cet officier général, nommé Moreau, ne trahit pas : ne comprenant nullement l'importance énorme de la place de Soissons à ce

tout son monde, avec les honneurs de la guerre et 4 pièces de canon ; il est à Villers-Cotterets. Je donne ordre au ministre de la guerre de le faire arrêter, et juger par un conseil de guerre et passer par les armes. Il faut qu'il soit fusillé au milieu de la place de Grève, et qu'on donne beaucoup d'éclat à cette exécution. Il faut faire imprimer sa sentence avec un bon considérant ; on nommera cinq généraux pour le juger. Cette affaire nous fait un tort incalculable. J'aurais été aujourd'hui à Laon, et il n'y a pas de doute que l'armée ennemie était perdue et tombait en dissolution. Actuellement il faut que je manœuvre, et perde beaucoup de temps à faire des ponts. Veillez à ce qu'on fasse enfin un exemple.

J'ai fait attaquer Reims à 3 heures du matin ; nous y avons fait 2,000 prisonniers et plus de 100 officiers, dont plusieurs colonels, et pris beaucoup de bagages. J'écris à la Régente de faire tirer le canon. »

« Sire, j'adresse à Votre Majesté le procès-verbal du conseil, que le duc de Cadore vient de me remettre. Je n'ai point de nouvelles du général Sébastiani. Je lui ai envoyé un officier ce matin. La défaite du duc de Dalmatie, la reddition de Soissons, la marche des Autrichiens sur la Seine, ont beaucoup détérioré l'opinion aujourd'hui. »

Jos. à Nap. Paris, 5 mars 1814.

moment suprême pour l'ennemi, lorsque toute retraite était coupée à Blücher, lorsque déjà le canon de l'armée française se faisait entendre, il crut bien mériter de la patrie en obtenant de capituler avec les honneurs de la guerre. Il ouvrit les portes de la ville, et Blücher fut encore une fois sauvé.

Jos. à Nap. Paris, 5 mars 1814.

« Sire, je n'ai pas de lettres de Votre Majesté depuis celle d'hier de Bezu-Saint-Germain. Le prince de Neufchâtel m'a écrit de Fère en Tardenois. Voici la seule lettre que j'ai sur les événements qui se passent sur la Seine vis-à-vis les Autrichiens. 545 hommes montés de divers régiments partent demain. »

Jos. à Nap. Paris, 5 mars 1814.

« Sire, vous trouverez ci-joint une lettre du général Sébastiani, de Nogent. Je viens d'en donner lecture au ministre, afin qu'il puisse écrire au..... Je n'ai point de nouvelles de Votre Majesté depuis la lettre du prince de Neufchâtel de Fère en Tardenois, du 4 mars, à une heure après midi. »

Joseph à Berthier. Paris, 5 mars 1814.

« Je reçois la lettre de Votre Altesse d'hier après midi; j'en attends une autre ce soir. Vos nouvelles sont toujours bonnes; mais voyez combien il faut qu'elles le soient pour contre-balancer le mauvais effet produit par la retraite du duc de Dalmatie, la chute de Soissons, et la retraite du duc de Reggio! J'écris à l'Empereur. »

Nap. à Jos. Béry-au-Bac, 6 mars 1814. (Midi.)

« Mon frère, si le duc de Tarente est malade, il faut qu'il remette le commandement au duc de Reggio, et que le général Sébastiani prenne le commandement du 11e corps. On m'assure que dans ce moment ils ont évacué Troyes; je ne puis pas croire à cette ineptie. Il n'y a pas de plus belle position que celle de Troyes, où l'ennemi est obligé de manœuvrer sur les deux rives (1). Je vais pous-

(1) L'ennemi s'était porté sur Troyes avec des forces tellement considérables, qu'il avait été impossible aux maréchaux de tenir.

ser aujourd'hui l'ennemi sur Laon. Après cela, je marcherai sur Châlons, sur Arcis. Il est indispensable qu'on tienne cinq à six jours la position de la Seine à Nogent, Bray et Montereau. On ne peut pas être plus mal secondé que je ne le suis. J'ai laissé à Troyes une belle armée, une belle cavalerie; mais il y manque l'âme. Certainement cette armée, en bataille rangée, est plus forte que tout ce que le prince Schwartzemberg peut lui opposer. Voyez le ministre de la guerre. Le pire de tout, c'est un commandant malade. Le ministre de la guerre donnera le commandement au duc de Reggio, et le corps du duc de Tarente au général Sébastiani. »

« Sire, j'ai reçu vos lettres de Fismes du 4 et du 5, en même temps que celle du duc de Tarente, qui est annexée à la présente. Dans l'état actuel des choses, je présume que Votre Majesté *renoncera au mouvement par Vitry et Joinville pour se rapprocher de la Seine.* J'écris au duc de Tarente, en lui annonçant les 4 mille hommes prisonniers et l'entrée des troupes de Votre Majesté à Reims, et le préviens que je vous adresse sa lettre. J'écris au ministre de la guerre, afin de faire diriger sur Moret deux bataillons et un bon général, avec de l'artillerie. J'avais précédemment écrit au ministre de la guerre et au comte Dejean de faire établir des têtes de ponts sur la Seine et sur la Marne. » Jos. à Nap. Paris, 6 mars 1814. (2 heures après midi.)

« Sire, j'avais écrit au ministre de la guerre pour presser la formation de la 2e division de réserve. Jos. à Nap. Paris, 6 mars

1814. (4 heures du soir). D'après l'avis que je viens de recevoir du général Fririon, il existe en ce moment six cadres qui peuvent former la première brigade de cette division, et dont la force est de..... Ces troupes seront en état de marcher demain. J'écris au ministre de la guerre de les faire porter immédiatement sur Moret, sous les ordres d'un bon général, avec de l'artillerie et un escadron de cavalerie. »

Jos. à Nap. Paris, 7 mars 1814. (1 heure après midi.) « Sire, voici le rapport d'un de mes officiers qui arrive de Nogent. J'ai fait partir ce matin 2 mille hommes pour Moret. Je reçois votre lettre du 6 à midi. Je vais voir le ministre de la guerre pour le commandement du duc de Reggio et du général Sébastiani. Hier, la garde n'a reçu que quatorze conscrits; il n'en arrive plus. L'approche de l'ennemi, et la dissolution de la commission chargée de négocier une suspension d'armes, ont de nouveau répandu l'alarme dans Paris. »

Jos. à Nap. Paris, 7 mars 1814. « Sire, je vous adresse le duplicata d'une lettre que le duc de Tarente a écrite au prince major général, par précaution; j'espère que l'original sera parvenu deux heures avant la présente, et je ne doute pas que l'armée ne soit en mouvement pour secourir Paris. Le ministre de la guerre a reçu l'avis que le duc de Tarente est très-bien portant, et qu'il peut continuer à commander..... (*Quatre lignes indéchiffrables.*) De la Bouillerie, jusqu'ici présent... Une somme de 200 mille francs pour les besoins de la garde a été couverte par les fonds mis à la

disposition des généraux par des ordres subséquents de Votre Majesté. M. de la Bouillerie me prévient aujourd'hui de ne plus compter sur cette ressource, à moins que Votre Majesté ne lui donne des ordres pour la garde. Le maréchal duc de Conégliano m'ayant prévenu que la garde nationale n'a pu obtenir du ministère de la guerre *les piques* qu'il avait demandées, je l'ai autorisé à en faire faire. Il espère trouver à acheter dans Paris 3 *mille fusils;* je l'y ai autorisé (1). La commune de Paris fournira à cette dépense, qui pourra s'élever de 2 à 300 mille francs. Pour ne pas perdre plus de temps, je lui ai promis 50 mille francs, que je lui ferai compter demain par forme d'avance, qui sera remboursée par la contribution de la commune de Paris. Je compte cependant sur la condescendance de M. de la Bouillerie pour cet objet. Rien ne peut plus se faire ici par le crédit. »

Nap. à Jos. L'Ange-Gardien, 8 mars 1814. (11 heures du matin.)

« J'ai battu, hier 7, Wintzingerode, Langeron, Woronzow, réunis avec les débris de Sacken. Je leur ai fait 2 mille prisonniers, pris du canon, et les ai poussés jusqu'à *l'Ange-Gardien* depuis Craonne. Cette bataille de Craonne est glorieuse. Le duc de Bellune et le général Grobier ont été blessés. J'ai 7 à 800 hommes blessés ou tués. La perte de l'ennemi est de 5 à 6 mille hommes. Mon avant-garde est sur Laon. Faites tout adresser par Soissons. Donnez ces nouvelles au duc de Tarente : je n'ai pas de vos

(1) Ceci peut donner une idée du dénûment dans lequel on se trouvait à Paris pour les armes à feu.

nouvelles depuis le 6. Je me porte bien, quoiqu'il fasse un peu froid. Je vous embrasse, et votre femme.

P. S. Faites mettre l'analyse de cette lettre, comme nouvelle, dans le *Moniteur*. »

Jos. à Nap. Paris, 8 mars 1814. (A midi.)

« Sire, les nouvelles de Mont-de-Marsan annoncent l'entrée de l'ennemi dans cette ville, et nous font craindre la prochaine occupation de Bordeaux, qui se trouve à découvert par le mouvement du duc de Dalmatie..... (*Deux lignes indéchiffrables.*) D'un autre côté, les murs de Paris ont besoin d'être garantis par une levée de terre; et on remplirait ce double but, si on avait 4 à 500 mille francs à employer à ces travaux. Je propose à Votre Majesté, 1° d'ordonner la répartition d'une contribution de 500 mille francs sur les habitants de Paris pour ces deux objets; 2° pour ne pas perdre un moment, d'autoriser M. de la Bouillerie à en faire l'avance. J'ai ordonné la clôture de Saint-Denis et de quelques autres communes qui environnent Paris, et la formation de la garde nationale de ces communes (1). »

Jos. à Nap. Paris, 8 mars 1814.

« Sire, je n'ai pas de vos lettres depuis celles du 6 à midi. Je vous ai écrit ce matin. Les nouvelles de l'armée du duc de Dalmatie répandent de plus en plus l'alarme. On voit déjà les Anglais à Bordeaux, et l'on ne voit pas ce qui pourra arrêter leur marche, si le duc de Dalmatie néglige de s'opposer à leurs progrès dans le cœur de la France. La grande

(1) Ces mesures étaient déjà trop tardives, mais tout avait été arrêté par le manque de fonds.

armée autrichienne est sur la Seine, et l'on voit avec inquiétude que Votre Majesté est bien éloignée. Les maréchaux duc de Tarente et de Reggio ne s'entendent pas; il est impossible de rien espérer de ces deux maréchaux servant ensemble.

Il est bien important que Votre Majesté puisse se trouver incessamment sur la Seine et aux environs de sa capitale : avec ce qui se passe sur la Garonne, il est à craindre pour l'issue qu'aurait l'occupation de Paris; et si..... (*Quelques lignes indéchiffrables.*) ..... et nos espérances en conséquence..... répéter les mêmes choses. »

Jos. à Nap. Paris, 9 mars 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, je reçois votre lettre de l'Ange-Gardien le 8, à onze heures du matin. Je n'en avais point eu depuis celle du 6, à midi. J'ai donné les nouvelles de la victoire de Craonne au duc de Tarente. Je présume que Soissons est en notre pouvoir, et que vous vous rapprochez de Paris par cette direction. Cela est indispensable. L'armée du duc de Tarente paraît avoir été débordée par sa gauche, des partis ennemis étant entrés à Sézanne et s'étant même avancés jusqu'à Coulommiers. Hier, les effets sont tombés à 51 fr. Les mouvements du duc de Dalmatie donnent les plus vives inquiétudes pour Bordeaux, qui deviendrait facilement un foyer de guerre civile. Après la nouvelle victoire que vous venez de remporter, vous pouvez signer glorieusement la paix *avec les anciennes limites*. Cette paix rendra la France à elle-même après la longue lutte commencée depuis 1792, et n'aura rien de déshonorant pour elle, puisqu'elle

n'aura rien perdu de son territoire, et qu'elle aura opéré dans son intérieur les changements qu'elle aura voulus.

Quant à vous, Sire, victorieux tant de fois, je suis convaincu que vous avez dans vous tout ce qu'il faut pour faire oublier aux Français, ou plutôt pour leur rappeler ce que Louis XII, Henri IV et Louis XIV ont eu de mieux dans leur manière de gouverner, si vous faites une paix solide avec l'Europe, et si, trouvant dans votre caractère les traces primitives de sa bonté naturelle, vous vous y laissez aller, *et, renonçant à un caractère factice et à de grands efforts journaliers, vous consentez enfin à faire succéder lè grand roi à l'homme extraordinaire.*

Après avoir sauvé la France de l'anarchie et de l'Europe coalisée, vous deviendrez le père du peuple, et serez aussi adoré que Louis XII, après avoir été plus admiré que Henri IV et Louis XIV; et, pour accumuler tant de genres de gloire, il ne faut que vouloir votre bonheur et celui de la France. »

Jos. à Nap. Paris, 9 mars 1814. (A minuit.)

« Sire, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté, 1° un rapport du général Préval, qui demande 2,200,000 fr. pour mettre à cheval 6 mill e hommes dans le courant de mars; 2° un résumé de l'état de situation des troupes de la 1re division militaire au 8 de ce mois. Votre Majesté verra que, dans l'étendue de son territoire, il n'y a de disponibles que 7,575 hommes. *A Paris il ne reste plus personne, tout ce qu'il y avait ayant été successivement dirigé sur Meaux, et depuis sur Moret.* »

« Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 9. L'armée que j'ai battue à Craonne était l'armée russe commandée par Sacken, réuni à Wintzingerode : ils ont considérablement perdu, et se sont retirés à Laon, où ils se sont réunis aux corps de Bulow, d'York et de Kleist, qui forment l'armée prussienne. La position de Laon leur étant entièrement favorable, je me suis contenté hier de les observer et de les reconnaître. Cette armée est plus dangereuse pour Paris que celle de Schwartzemberg. Toutefois, je vais me rapprocher de Soissons pour être plus près de Paris; mais, jusqu'à ce que j'aie pu engager cette armée dans une affaire qui la compromette de nouveau, il est difficile que je me porte ailleurs. L'armée de Schwartzemberg est diminuée par les détachements qu'elle a faits sur ses derrières, et paraît craindre de se compromettre en passant la Seine. Le duc de Raguse, qui marchait de Béry-au-Bac sur Laon, est arrivé près de cette ville. Il avait constamment poussé l'ennemi; mais à la nuit, comme il prenait position, il y a eu un hourra de l'ennemi qui a mis du désordre dans son infanterie. Ses soldats ont perdu la tête, et il a été obligé de se replier de plusieurs lieues un peu en désordre, en abandonnant plusieurs pièces de canon. Ceci n'est qu'un accident de guerre, mais très-fâcheux dans ce moment, où j'avais besoin de bonheur : c'est ce qui m'a déterminé à ne pas attaquer aujourd'hui, car j'avais déjà pris mes dispositions pour l'engager vigoureusement, quelle que fût la supériorité de son nombre. Je pense qu'il vous faut réunir les ministres,

Nap. à Jos. Chavignon, 10 mars 1814.

pour aviser aux moyens de lever 30 mille hommes dans toute cette population qui se réfugie à Paris, et dans les ouvriers qui se trouvent sans ouvrage. Cette levée serait sous le titre de levée en masse des gardes nationales. *Puisque vous avez des fusils, cela doit être facile* (1). Tous les ouvriers qui ne savent que faire seront très-bien placés. Cette mesure me paraît indispensable. La garde nationale doit y concourir, puisque, par là, les propriétaires n'auront plus à craindre la révolte des prolétaires, et les feront au contraire concourir à la défense de la ville. Voyez ce qu'il est possible de faire là-dessus. »

Jos. à Nap. Paris, 10 mars 1814.

« Sire, les ministres écrivant à Votre Majesté, il est superflu que je répète combien les prisonniers de toutes les nations, épars dans le Midi, les inquiètent dans le moment actuel. Quelques chefs des plus dangereux se sont évadés parmi les Espagnols. Je prie Votre Majesté de permettre qu'un officier supérieur espagnol soit renvoyé en Espagne. Ce n'est qu'à cette condition que madame O'Ffarill, femme du ministre, obtiendra la permission de rentrer en France. Un officier espagnol rentrant en plus n'est pas un grand gain pour l'Espagne, et cela procurerait la tranquillité à une famille à laquelle je prends le plus vif intérêt, et dont je ne puis autrement reconnaître le dévouement. »

(1) Cette phrase de Napoléon paraîtrait fort singulière après toutes les lettres de Joseph, si on n'avait pu remarquer déjà, en plusieurs circonstances, que l'Empereur aimait souvent à ne pas comprendre, surtout lorsqu'il s'agissait d'argent, d'armes, de matériel.

« Mon frère, j'ai reconnu la position de l'ennemi à Laon ; elle était trop forte pour pouvoir être attaquée sans beaucoup de pertes. J'ai donc pris le parti de revenir sur Soissons. Il est probable que l'ennemi aurait évacué Laon dans la crainte d'y être attaqué, sans l'échauffourée du duc de Raguse, qui s'est comporté comme un sous-lieutenant. L'ennemi a fait des pertes énormes ; il a attaqué hier cinq fois le village de Clacy, et a toujours été repoussé. La jeune garde fond comme la neige ; la vieille garde se soutient. Ma garde à cheval aussi se fond beaucoup : il est indispensable que le général Ornano prenne tous les moyens pour remonter tous les dragons et chasseurs, et d'abord les vieux soldats. On trouvera les 2 millions que vous me demandez pour Préval ; donnez ordre qu'on les lui fournisse, et que quelques travaux nécessaires à Paris comme ateliers de charité soient organisés. Je pense que quelques redoutes sur les hauteurs seraient utiles, surtout comme effet moral. Il faut donner vos ordres pour qu'on commence des redoutes à Montmartre. » Nap. à Jos. Chavignon, 11 mars 1814.

« Sire, j'ai reçu votre lettre de Chavignon. J'ai réuni les ministres : ceux de l'intérieur et de la police ont jugé qu'il était de toute impossibilité de trouver *mille* hommes qui voulussent sortir de Paris pour rejoindre l'armée ; celui de la guerre m'a remis l'état des armes, dont Votre Majesté trouvera ci-joint copie (n° 1). Il résulte que, loin d'avoir 30 *mille fusils*, il n'y en a pas 6 *mille en état de servir, et que ces* 6 *mille servent à l'armement* Jos. à Nap. Paris, 11 mars 1814. (10 heures du soir.)

journalier des bataillons de la ligne et de la garde impériale. Ainsi, pour..... (*Deux lignes indéchiffrables.*) Il résulte de tout ce qui m'a été dit par les ministres, par les chefs de la garde nationale, par tout ce que je connais de personnes attachées à l'ordre actuel, que la paix est forcée par la nature des choses. Il n'est point d'individu dans Paris qui n'en fît hautement la demande, si on ne craignait de vous déplaire; et, dans le fait, il ne saurait y avoir que vos ennemis qui puissent vous engager à refuser la paix avec les anciennes limites. L'armée aux ordres du duc de Tarente est mal disposée. La lettre ci-jointe vous fera connaître la position de l'armée du duc de Dalmatie et des départements au delà de la Garonne. Des bruits fâcheux commencent à se répandre dans la capitale; ils tendent à dépopulariser Votre Majesté. Par exemple, on parle du rappel du duc de Conégliano, qui est aimé; de son remplacement par le général Sébastiani, qui est ici depuis cinq jours; de l'arrivée du duc de Padoue, qui va être aussi employé à Paris, que l'on voudrait défendre. Le mois de mars s'écoule, et les terres ne s'ensemencent point. Mais il est inutile d'entrer dans plus de détails. Votre Majesté doit sentir qu'il n'y a plus d'autre remède que la paix, et la paix la plus prochaine. Chaque jour de perdu nous fait personnellement un tort considérable; la misère particulière est à son comble, et le jour où l'on serait convaincu que Votre Majesté aurait préféré la prolongation de la guerre à une paix même désavantageuse, il n'est pas douteux que la lassitude tour-

nera les esprits d'un autre côté. Si Toulouse ou Bordeaux protégent un Bourbon, vous aurez la guerre civile, et l'immense population de Paris sera pour celui qui laissera entrevoir une plus prochaine paix. Telle est la disposition des esprits : il n'est donné à personne de les changer. Dans une telle disposition, il n'y a d'autre parti à prendre que celui de s'arranger. Si la paix est mauvaise, ce ne sera pas de votre faute, puisqu'elle sera dictée par la volonté de toutes les classes de la société. Je ne peux pas me tromper, parce que ma manière de voir est conforme à celle de tous : nous sommes à la veille d'une dissolution totale; il n'y a d'autre salut que dans la paix. Je me trouvais chez l'Impératrice lorsqu'elle reçut une lettre de son père. D'après ce qu'elle m'en a dit, il paraîtrait qu'il est dans de très-bons sentiments. Il paraît avoir répondu à votre lettre. Je désire bien vivement que la réplique soit pour terminer sur-le-champ.

1060 hommes montés au dépôt de Versailles couchent ce soir à Paris, et partent demain matin pour Soissons. Je reçois à l'instant le procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui, ci-joint sous le n° 3. »

« Sire, j'ai fait écrire au général Préval de redoubler encore d'activité, s'il est possible, pour les remontes, et qu'il pouvait compter sur les 2 millions. Votre Majesté ordonne des travaux de défense, qui serviraient en même temps d'ateliers de charité, sur les hauteurs de Paris, et nommément de Montmartre. Le comité de défense a fait son pro- Jos. à Nap. Paris, 12 mars 1814.

jet; *l'exécution n'en est arrêtée que par le manque de fonds*. Lorsque, par ma lettre du 5, j'ai proposé à Votre Majesté d'autoriser une contribution de 4 à 500 mille francs sur la ville de Paris, je lui ai proposé en même temps de faire donner l'ordre à M. de la Bouillerie de faire l'avance de ces fonds, parce que je prévoyais les retards que doit nécessairement entraîner une contribution qui, avant d'être imposée, doit être délibérée au conseil de la commune, au conseil d'État, etc. Votre Majesté me donne l'ordre, par sa lettre d'hier, de faire exécuter ces travaux. J'écris à M. de la Bouillerie pour savoir s'il est autorisé à en faire les avances. Si Votre Majesté ne lui avait pas encore fait donner d'ordres à cet égard, il est indispensable qu'elle lui fasse écrire, si elle veut que les travaux aient lieu sans perdre de temps. »

Nap. à Jos. Soissons, 13 mars 1814.

« Mon frère, avant de commencer les travaux des fortifications de Paris, il faut connaître le plan : celui qui m'a été présenté m'a paru bien compliqué; il faut des choses très-simples. Partout j'ai des plaintes du peuple contre les maires et les bourgeois, qui les empêchent de se défendre : je vois la même chose à Paris. Le peuple a de l'énergie et de l'honneur : je crains bien que ce ne soient certains chefs qui ne veulent pas se battre, et qui seront tout sots, après l'événement, de ce qui leur sera arrivé à eux-mêmes. »

Berthier à Joseph. Au bivouac

« Sire, j'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que l'Empereur est parti à cinq heures du matin de

Soissons, pour se porter sur Reims. Nous y avons surpris le général de Saint-Priest, commandant un corps de 15 mille hommes : nous avons détruit ce corps d'armée, et lui avons fait 5 mille prisonniers et pris son artillerie. Le général Saint-Priest a été blessé grièvement à l'épaule. » devant Reims, 13 mars 1814. (11 heures du soir.)

« Sire, la personne que j'avais envoyée au prince de Suède est de retour depuis aujourd'hui (1); elle a laissé le prince à Liége le 10 du courant. Si Votre Majesté veut l'interroger, elle n'aura qu'à lui donner ses ordres chez le prince de Neufchâtel, pour lequel je lui remettrai une lettre. Cette personne est un Français, ancien médecin de Bernadotte, et secrétaire de sa femme depuis huit ans : il est un peu lourd, mais fort sensé. Si Votre Majesté ne veut pas le voir, il pourra donner des détails militaires assez importants sur le pays qu'il a parcouru. Je ne tarde pas à annoncer à Votre Majesté la nouvelle d'une sortie faite par le général Carnot; il a poussé l'ennemi jusqu'à Malines, et est rentré dans Anvers avec des vivres et 600 prisonniers. Le prince de Suède parle ouvertement et fréquemment des Bourbons; il temporise pour vous donner le temps, à ce qu'il dit, de faire la paix; il la désire pour s'en retourner chez lui.... » (*Plusieurs lignes indéchiffrables.*) Jos. à Nap. Paris, 13 mars 1814. (11 heures du soir.)

« Sire, je reçois votre lettre d'aujourd'hui. Demain, j'espère pouvoir adresser à Votre Majesté le plan des fortifications projetées pour Paris. Le comte Jos. à Nap. Paris, 13 mars 1814.

(1) M. de Franzemberg.

Dejean me l'a fait espérer. On s'occupe de l'organisation des gardes nationales des communes les plus rapprochées de Paris, qui seraient comprises dans le plan de défense générale. »

Nap. à Jos. Reims, 14 mars 1814.

« Mon frère, je suis arrivé hier à Reims, que le général en chef Saint-Priest avait occupé avec trois divisions russes, et une nouvelle division prussienne qui venait du blocus de Stettin. Je les ai battus ; j'ai repris la ville, 20 pièces de canon, beaucoup de bagages et de caissons, et fait 5 mille prisonniers. Le général Saint-Priest a été blessé mortellement ; on l'a amputé d'une cuisse. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que Saint-Priest a été blessé par le même pointeur qui a tué le général Moreau : c'est le cas de dire : O Providence! ô Providence! »

Nap. à Jos. Reims, 14 mars 1814.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 12 mars. Je suis fâché que vous ayez fait connaître au duc de Conégliano ce que je vous ai écrit. Je n'aime pas tout ce caquetage : s'il entrait dans mes vues de mettre le duc de Conégliano ailleurs, le bavardage de Paris n'y ferait rien. La garde nationale de Paris fait partie du peuple de France, et tant que je vivrai, je serai le maître partout en France. Votre caractère et le mien sont opposés : vous aimez à cajoler les gens et à obéir à leurs idées ; moi, j'aime qu'on me plaise et qu'on obéisse aux miennes. Aujourd'hui, comme à Austerlitz, je suis le maître. Ne souffrez pas que personne cajole la garde nationale, ni que Regnaud, ou tout autre, s'en fasse le tribun. Je suppose cependant qu'ils font une différence du

temps de la Fayette où le peuple était le souverain, avec celui-ci où c'est moi qui le suis. J'ai pris un décret pour lever dans Paris 12 bataillons de la levée en masse; il faut donc qu'on n'arrête l'exécution de cette mesure sous aucun prétexte. J'écris à ce sujet mes intentions aux ministres de l'intérieur et de la police. Si le peuple s'aperçoit qu'au lieu de faire ce qui lui est utile on cherche à lui plaire, il est tout simple qu'il se croie souverain, et ne conserve qu'une pauvre idée de ceux qui le gouvernent. »

« Sire, vous aurez sans doute connaissance des nouvelles contenues dans les deux pièces ci-jointes; toutefois je les adresse à Votre Majesté. On annonce aujourd'hui l'entrée des Anglais à Bordeaux. Le général L'Huilier se retire sur la droite de la Dordogne. Je ne prévois pas ce qui pourra arrêter l'ennemi, si le duc de Dalmatie continue à se retirer sur Toulouse. Mon opinion sur ce maréchal est faite depuis longtemps. Pourquoi n'a-t-il pas disputé le passage de la Garonne? Pourquoi attend-il à aujourd'hui à demander des pouvoirs proconsulaires? Si on ne les lui accorde pas, il dira qu'on lui a refusé les moyens de sauver le Midi; si on les lui accorde, il aura obtenu de nouveaux moyens d'assouvir ses passions, et de se rendre important n'importe pour qui, dans les déchirements dont l'avenir menace la France. »

Jos. à Nap. Paris, 15 mars 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, le porteur de la présente est M. de Franzemberg, qui vient de Liége, que j'ai annoncé hier à

Jos. à Nap. Paris, 15 mars

1814. (10 heures du matin.) Votre Majesté. Je l'adresse au prince de Neufchâtel. Il pourra donner tous les détails que le prince pourrait désirer sur les forces ennemies et sur la situation des choses dans ces départements. Il sera aux ordres de Votre Majesté. Il a des enfants au service de Votre Majesté. C'est un bon Français, et il a du bon sens, quoiqu'il ne s'exprime pas avec beaucoup de facilité. Il a passé sept jours auprès de Bernadotte. »

Jos. à Nap. Paris, 15 mars 1814. (*Deux lignes indéchiffrables, dans lesquelles on voit seulement qu'il est question des ouvrages de défense de Paris et des ateliers de charité.*)

« Sire, le conseil d'État discute aujourd'hui un projet de contribution de la ville de Paris pour pourvoir à ces dépenses. Cependant, pour que ces travaux puissent se commencer sur-le-champ, 1° il faut que le plan reçoive l'approbation de Votre Majesté; 2° qu'elle veuille bien autoriser une avance de 100 mille francs, remboursables au trésor de la couronne par le produit de la nouvelle contribution. »

Jos. à Nap. Paris, 15 mars 1814. (11 heures du soir.) « Sire, je reçois la lettre par laquelle vous voulez bien me prévenir de la victoire remportée sur le corps du général Saint-Priest : elle a été annoncée dans les journaux et par une salve d'artillerie. »

Jos. à Nap. Paris, 16 mars 1814. (5 heures du soir.) « Sire, je vous adresse la lettre que je reçois de M. Faypoult, qui est la personne que j'ai choisie pour porter au roi de Naples la lettre que Votre Majesté m'a mandé de lui écrire. Les événements de Bordeaux m'engagent à vous adresser aussi,

Sire, la lettre ci-jointe du sénateur Lemercier. Le général Ornano vient de m'apprendre que la garde impériale est partie ce matin, par suite des ordres qu'il a reçus de Votre Majesté. L'armement de la garde nationale en fusils de munition, de chasse et lances, est aujourd'hui pour *douze mille hommes.* »

« Mon frère, j'ai vu la personne attachée à madame Bernadotte, que vous m'avez envoyée. Parmi de bonnes choses, elle en dit beaucoup qui sont fausses. Si vous êtes sûr de ce serviteur, je crois qu'il serait important de le renvoyer une seconde fois, et d'en envoyer encore d'autres, cela n'aurait-il que l'avantage de nous procurer des renseignements sur ce qui se passe dans ces provinces. Le duc de Bassano a écrit au comte d'Hauterive de vous remettre copie de la déclaration qu'ont faite les alliés à Châtillon, qu'ils voulaient à eux quatre traiter pour toutes les autres puissances. Vous pouvez faire communiquer cette pièce confidentiellement au prince royal, en l'engageant à faire ses efforts pour avoir un ministre au congrès; car enfin la Suède ne peut pas avoir intérêt à ce que ce *quatuorvirat* s'empare de toute l'Europe, et doit, selon l'usage de tous les temps, veiller elle-même à ses affaires. Avant d'envoyer cet individu, soyez bien assuré que ce n'est pas un traître, et recommandez-lui la plus profonde discrétion. »

Nap. à Jos. Reims, 17 mars 1814. (A midi.)

« Mon frère, je suis arrivé ce soir à Épernay. Je me remettrai en marche demain avant le jour pour me rendre sur Arcis-sur-Aube, où je serai le 19 à

Nap. à Jos. Épernay, 17 mars 1814. (Au soir.)

midi. J'y jetterai trois ponts, et, selon les circonstances, je me porterai sur Méry ou sur Troyes, pour tomber sur les derrières de l'ennemi. Il faut donc que le duc de Tarente dispute le terrain pied à pied. Dès demain, à dix heures du soir, l'effet de mes dispositions aura lieu; car l'ennemi connaîtra mon mouvement, et dès ce moment cela influera sur toute son opération. Le duc de Raguse est resté à Béry-au-Bac; le duc de Trévise est à Reims; le général Charpentier est à Soissons. J'ai mandé au ministre de la guerre d'envoyer un général de brigade à Compiègne. Je laisse à Épernay le général de brigade Vincent, qui est chargé de toutes les levées en masse, et qui a quelques détachements de cavalerie. Je ne suppose pas que Blücher, qui a beaucoup souffert, puisse se mettre en mouvement avant deux jours. Il aura alors l'Aisne à passer, et le duc de Raguse ainsi que le duc de Trévise lui disputeront le terrain. Je m'attends à de grands résultats de mon mouvement, qui va jeter un grand désordre et une grande confusion sur les derrières de l'ennemi et sur son quartier général. S'il est encore à Troyes, il faudra m'expédier les courriers par la Ferté-sous-Jouarre, et de là sur Arcis-sur-Aube par Épernay ou par Montmirail. Il faut recommander aux ministres de la guerre et de la police de ne rien dire d'inutile, et de chiffrer ce qui serait important, jusqu'à ce qu'enfin j'aie rétabli les communications par Nogent. Envoyez un officier à Compiègne, à Soissons, à Reims et à Épernay. J'ai donné ordre à une division de 12 mille hommes que je fais réunir à Metz, de se

rendre à Châlons; je ne sais pas si cet ordre lui parviendra : ce serait un grand bonheur. »

« Sire, le général Préval me fait prévenir qu'il s'en faut beaucoup que M. de la Bouillerie lui fasse connaître..... (*trois lignes indéchiffrables.*)... partir sans un ordre de Votre Majesté. Comme ces deux services importants sont ralentis par ces contrariétés de formes et qu'ils sont au moment de s'arrêter, je crois devoir mettre cette observation sous les yeux de Votre Majesté. Je sais que les ministres de l'intérieur et de la police générale envoient à Votre Majesté les rapports des événements du Midi. J'apprends dans ce moment qu'un parti ennemi s'est présenté à Bergerac, sur la droite de la Dordogne. » Jos. à Nap. Paris, 17 mars 1814.

« Mon frère, je n'ai pas reçu de lettres de Paris d'hier; je suppose que l'estafette a continué à faire le détour par Soissons. Toute mon armée est en mouvement pour aller coucher aujourd'hui au delà de Fère-Champenoise, et de là se porter sur Arcis et sur les ponts de l'ennemi; je suis en communication avec mes garnisons de Verdun et de Metz. J'attends une division de 12 mille hommes que je retire de toutes ces places. Il paraît que l'ennemi s'est éloigné de Noyon, ce qui dégage Compiègne : on s'est parfaitement comporté dans cette commune. » Nap. à Jos. Épernay, 18 mars 1814.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 17. Le général Préval a encore 450 mille francs dans les mains, indépendamment des 500 mille francs qui lui restent à toucher chez M. de la Bouillerie, sur Nap. à Jos. Épernay, 18 mars 1814. (A midi.)

les 2 millions. Il y a donc 900 mille francs encore à dépenser; ainsi ce n'est pas 2,200,000 fr. qui lui seront nécessaires, mais 1,700,000 fr. Aussitôt qu'il aura épuisé le crédit qui lui est ouvert, je lui ouvrirai un nouveau crédit pour ces 1,700,000 fr. »

Jos. à Nap. Paris, 18 mars 1814. (A minuit.)

« Sire, j'ai reçu vos lettres des 16 et 17 mars. J'ai prévenu l'Impératrice des intentions de Votre Majesté; je les ai communiquées à l'archichancelier, au ministre de la guerre et au ministre de la marine (1). Le ministre de la guerre va prendre les mesures nécessaires pour leur exécution; il écrit directement à Votre Majesté. Je pense que le duc d'Albuféra est très-propre à la commission dont il est chargé. Je suis convaincu qu'il saura concilier ce qu'il doit aux habitants du Midi avec ce qu'il doit à son armée, et que, par esprit de conciliation et d'ordre, il réunira beaucoup de gardes nationales aux troupes de ligne que Votre Majesté met sous ses ordres. Le ministre de la marine va prendre des dispositions pour la rentrée de l'escadre. Il se concerte avec le ministre de la guerre pour mettre à la disposition de l'armée de terre tout le personnel et le matériel de la marine de Rochefort. »

Joseph à Clarke. Paris, 18 mars 1814.

« Monsieur le duc, l'Empereur m'écrit sur les événements qui se passent sur la Garonne. Il serait bon que je vous visse dans la matinée au pavillon de Flore, où je vous attendrai à midi. Je désire que

(1) Voir, au texte du livre, les lettres de l'Empereur des 8 février et 16 mars.

vous vous fassiez rendre compte des généraux de division et de brigade que vous jugerez devoir employer dans cette partie. Il est à désirer que ce soient des hommes dont les opinions et le caractère soient prononcés. Pourrez-vous trouver à Tours des moyens pour former deux ou trois batteries? Quelles seront les ressources que vous présenteront les dépôts de cavalerie au delà de la Loire? Où doivent se trouver aujourd'hui les 10 mille hommes envoyés par le duc d'Albuféra, et quels sont les généraux qui les commandent? »

Joseph à Clarke. Paris, 18 mars 1814.

« Monsieur le duc, la lettre de l'Empereur du 17 mars, de Reims, dont je vous ai entretenu ce matin, porte en substance que 6 mille hommes, à prendre sur les 10 mille détachés en dernier lieu de l'armée de Catalogne, doivent être transportés en poste sur la Dordogne; que l'on y réunira tout ce que l'on pourra tirer de Rochefort et des dépôts de cavalerie de la Loire, de sorte que, le duc de Dalmatie venant à reprendre l'offensive, nos troupes puissent rentrer à Bordeaux. L'Empereur pense que le duc d'Albuféra serait très-propre à commander cette armée; il faut donc lui donner l'ordre d'y venir. Il me paraîtrait que le ministre de l'intérieur pourrait ordonner un travail préparatoire pour les levées en masse de ces départements, qui se réuniraient aux troupes de ligne, et finiraient par former au duc d'Albuféra une armée capable de remplir le but auquel elle est destinée.

L'Empereur désire que vous employiez à cette

armée, qui portera le nom d'armée de la Garonne, deux généraux de division et quatre généraux de brigade parfaitement sûrs. L'Empereur pense qu'il y a à Tours de quoi organiser quatre à cinq batteries. Le commandement des Pyrénées-Orientales doit être donné au général Decaen. »

Jos. à Nap. Paris, 19 mars 1814.

« Sire, je reçois votre lettre du 18. J'ai envoyé des officiers à Soissons, Épernay, Compiègne et Reims. J'ai fait prévenir les ministres de la guerre et de la police des précautions à prendre pour la sûreté de leur correspondance. Le duc de Tarente était le 18, à quatre heures de l'après-midi, à Villaines : il croyait l'ennemi déjà prêt à se retirer; il avait envoyé une reconnaissance de 2 mille chevaux s'en assurer. »

Jos. à Nap. Paris, 19 mars 1814. (1 heure après midi).

« Sire, je reçois votre lettre du 18 à midi. Le général Préval m'écrit de nouveau. Il met beaucoup de zèle à remplir la mission importante dont il est chargé. Les 2 millions qu'il a demandés ne tarderont pas à être nécessaires, car les sommes qu'il avait par devers lui et les 500 mille francs qu'il avait touchés sont déjà absorbés. »

Nap. à Jos. Plancy, 20 mars 1814. (6 heures du matin.)

« Mon frère, j'ai passé hier l'Aube à Plancy. Je me suis porté aussitôt sur Méry. J'ai fait attaquer la ville, et m'en suis emparé à sept heures du soir. Ma cavalerie avait passé la Seine au gué, tourné le pont de Méry, et intercepté la route de Nogent à Troyes. Les chasseurs de la garde ont enlevé beaucoup de bagages et un bel équipage de pont. L'empereur

Alexandre était venu le 18 à Arcis. Il n'y était resté qu'une heure; nous nous trouvions à peu près nez à nez. Il est retourné à Troyes, que leur grand quartier général a aussitôt évacué. Nous ramassons des prisonniers; l'ennemi fuit dans toutes les directions.

L'ennemi a commencé à battre en retraite le 17 au matin, aussitôt qu'il a su que j'avais repris Châlons et que je marchais sur ses derrières. Faites mettre dans le *Moniteur* la note ci-jointe (1). »

« Sire, le général Préval continue à se plaindre du manque d'argent. Il me mande, en date d'aujourd'hui, que le défaut de fonds depuis trois jours nuisait à la mise en activité des détachements. »

Jos. à Nap. Paris, 20 mars 1814.

« Sire, l'Empereur est arrivé hier à Arcis avant son avant-garde. Le corps du général de Wrède a voulu s'emparer d'Arcis de vive force. Il a été repoussé. Nous lui avons fait 400 prisonniers. Il nous avait pris 2 pièces; de notre côté, nous en avons pris deux. Pendant la nuit, ce général a fait sa retraite. L'armée du prince Schwartzemberg paraît se retirer sur Brienne. L'Empereur repasse l'Aube, et marche sur Vitry. Dans l'affaire d'hier, on n'a perdu personne de marque. Sa Majesté jouit de la meilleure santé. Notre communication est, dans ce moment, par Coulommiers, la Ferté-Gaucher et Sézanne (2). »

Berthier à Joseph. Arcis-sur-Aube, 21 mars 1814.

(1) Cette lettre est la dernière de Napoléon à son frère jusqu'à la bataille de Paris. Le mouvement sur Vitry n'allait pas tarder à commencer, et les communications à être complétement interrompues avec la capitale de l'empire.

(2) C'est le commencement du mouvement sur Vitry et Saint-

Jos. à Nap. Paris, 22 mars 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, les mouvements de Blücher sur Reims et Fismes, et ceux que les ducs de Trévise et de Raguse ont eu l'ordre de faire sur Châlons, découvrent Paris. Le duc de Trévise lui-même en a fait l'observation à l'officier que j'avais envoyé à Reims, d'après l'ordre de Votre Majesté. Comme vous êtes instruit de tout ce qui se passe par le duc de Trévise, je ne doute pas que Votre Majesté n'ordonne ce qui sera plus adapté à la circonstance. Le général Préval demande toujours que son crédit soit ouvert; ses opérations sont suspendues depuis le 17. Le ministre de la guerre doit en avoir rendu compte à Votre Majesté. Le général Dejean attend impatiemment l'approbation de Votre Majesté pour faire commencer les travaux de défense extérieure de Paris; j'ai envoyé le plan à Votre Majesté le 15 du courant. »

Joseph à Clarke. Paris, 22 mars 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre de ce jour. Je trouve très-convenable que vous envoyiez à Meaux deux ou trois bataillons de la 2e brigade de la 2e division de réserve. Le pont de Meaux me paraît très-important à bien garder. »

Joseph à Clarke. Paris, 22 mars 1814.

« Monsieur le duc, l'officier que j'ai envoyé à Compiègne, et qui est arrivé à l'instant, me rend compte que les habitants du département de l'Oise sont animés d'un bon esprit et disposés à se défendre, mais qu'ils manquent de poudre. Il serait im-

Dizier, mouvement qui faillit sauver Paris, et qui de fait le perdit. (Voir l'ouvrage du baron Fain.)

portant d'en envoyer au commandant de Compiègne, et de le charger d'en surveiller la distribution aux habitants armés. Les troupes qui sont à Compiègne réclament les vivres de campagne. »

« Monsieur le duc, l'apparition de l'ennemi et sa marche sur l'Oise me paraissent nécessiter des mesures promptes, au moyen desquelles on puisse s'opposer à ses progrès. Comme l'esprit des habitants de ces contrées paraît bon, et qu'il ne s'agit que de le diriger utilement, je pense qu'il est nécessaire d'envoyer à Senlis, s'il n'y en a déjà, un officier général qui pourra requérir les gardes nationales ou la levée en masse, et qui sera chargé : 1° de faire mettre à l'abri d'un coup de main et défendre cette ville, susceptible, au moyen de quelques travaux, de faire résistance; 2° de faire occuper et défendre les ponts de Creil et de Pont-Sainte-Maxence, ainsi que les hauteurs de Verberie. S'il était possible de mettre quelques détachements de troupes de ligne à ces quatre points, pour marcher à la tête des gardes nationales et des habitants armés, ce serait fort utile. Il importe aussi d'envoyer à Pontoise, s'il n'y en a point en ce moment, un officier supérieur pour commander dans cette place, requérir les gardes nationales ou la levée en masse, et défendre le pont. Je vous prie de donner les ordres nécessaires pour l'exécution de ces mesures, qui me paraissent urgentes. » Joseph à Clarke. Paris, 24 mars 1814.

« Sire, toutes les nouvelles que l'on reçoit de la Garonne confirment celles qui vous ont été données Jos. à Nap. Paris, 25 mars 1814.

par les ministres de l'intérieur et de la guerre, sur le peu d'appui que les meneurs du parti bourbonien ont trouvé dans la masse des habitants. Si vous jugiez devoir employer le maréchal Suchet dans le Lyonnais (1), le maréchal Pérignon ne pourrait-il pas commander l'armée de la Garonne? Votre Majesté sait qu'il est avantageusement connu dans ces contrées. Je n'ai pas de lettres de Votre Majesté depuis celle d'Arcis-sur-Aube. On parle beaucoup du voyage du duc de Vicence. On s'occupe des dispositions de défense extérieure, dont le plan a été envoyé à Votre Majesté le 15 du courant. »

Joseph à Clarke. Paris, 25 mars 1814.

« Monsieur le duc, les rapports de plusieurs commandants de place, et notamment de celui de Meaux, prouvent qu'un grand nombre *de soldats sont sans armes*. Il me paraît pressant de se faire rendre compte de la cause de cet état de choses, et d'y porter remède sur-le-champ. Il est certain que des postes comme Meaux, la Ferté, etc., sont plus mal défendus par 2 mille hommes dont *la moitié est armée, que par mille seulement; et les mille désarmés seraient mieux dans Paris*, où ils ne seraient pas exposés à entraîner leurs camarades par leur exemple, puisque l'ennemi n'est pas en présence; ils ne déserteraient pas non plus aussi facilement que lorsqu'ils sont en campagne, de manière à ce

(1) En voyant la conduite singulière du duc de Castiglione, Napoléon eut l'idée de le remplacer dans le commandement de l'armée de Lyon par le maréchal Suchet; il écrivit même dans ce sens au ministre de la guerre. Les événements se succédèrent si rapidement, que ce projet n'eut pas de suite.

qu'ils sentent leur nullité. Ceci me ramène à l'idée de connaître journellement la quantité d'armes à pouvoir être distribuée à Paris. Il me paraît de toute nécessité : 1° de donner des armes aux troupes qui sont en campagne, et qui en manquent; 2° cette opération faite, s'il reste des armes, il faut exiger que les deux bataillons de gardes nationales mobiles auxquels Paris est taxé soient complétés, et successivement proposer des moyens pour que les soldats ne manquent pas d'armes. Je suis disposé à engager la Régente à ne négliger aucune mesure pour atteindre ce but de salut public; mais le point de tout ceci est un double état, 1° des troupes non armées; 2° des armes non distribuées, faute de soldats. J'écris au comte Daru pour les souliers dont on manque ici. »

« Sire, le général Préval voit son opération arrêtée, faute de fonds. J'écris au trésorier de la couronne de payer, sur le crédit des 2 millions que je sais que vous voulez ouvrir au général Préval, pour une remonte qui s'élèvera à 11 mille chevaux dans ce mois : que le trésorier accueille ou non mon invitation, il est également urgent que vous lui donniez vos ordres. M. d'Hauterive m'a remis hier la pièce dont Votre Majesté m'avait parlé dans une de ses lettres : je vais essayer de remplir les intentions de Votre Majesté de ce côté. Je n'ai point de lettres depuis celle d'Arcis-sur-Aube, le 21. L'Impératrice en a reçu une du 22. Demain, une colonne mobile se portera sur l'Oise, où les habitants

Jos. à Nap. Paris, 26 mars 1814.

sont armés pour repousser les partis ennemis. L'esprit de la ville est bon. On s'occupe toujours des postes extérieurs. »

Joseph à Clarke. Paris, 26 mars 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre d'aujourd'hui, avec la copie de celle du général Compans. Je désire que vous fassiez donner l'ordre aux trois escadrons d'éclaireurs polonais de se mettre sur-le-champ en marche en se dirigeant sur Meaux. Pour plus de célérité, je fais en même temps donner l'ordre direct au général Hullin. »

Jos. à Nap. Paris, 27 mars 1814.

« Sire, le ministre de la guerre m'annonce les événements arrivés aux corps des ducs de Raguse et de Trévise. N'ayant point de chiffre, et le ministre en ayant un...... » (*Deux lignes indéchiffrables.*)

Jos. à Nap. Paris, 27 mars 1814.

« Sire, j'ai fait envoyer des troupes pour soutenir la garnison de Meaux, qui se retire sur Claye. Les nouvelles de Soissons du 25 sont bonnes. Je n'en ai aucunes de Votre Majesté depuis celles du 21. Nous nous attendions à chaque instant à apprendre celle de votre approche de la capitale. »

Joseph à Clarke. Paris, 27 mars 1814.

« Monsieur le duc, je reçois votre lettre de ce soir à 9 heures et demie, avec la copie de celles du général Compans et du duc de Trévise. Je donne ordre au général Ornano de faire porter à Claye une brigade d'infanterie, un escadron et une batterie de la garde. D'après les rapports que l'on recevra demain, ces troupes seront à portée de Meaux ou de Lagny. Vous ferez très-bien de faire envoyer

aux ducs de Trévise et de Raguse les chevaux haut-le-pied dont vous pourrez disposer. Il sera nécessaire que le général Compans prenne le commandement de toutes les troupes qui se réuniront à Meaux. *Puisque vous devez voir M. Lavalette, engagez-le à multiplier les courriers pour porter à l'Empereur des nouvelles de ce qui se passe, par plusieurs routes.* Comme vous avez un chiffre, je suppose que vous vous en servirez pour toutes les choses dont il est bon que l'ennemi n'ait pas connaissance : n'ayant pas de chiffre, j'écris à l'Empereur que je m'en rapporte à ce que vous lui mandez.

P. S. Je vous prie de recommander à M. Lavalette le billet ci-inclus. »

« Monsieur le duc, avant de recevoir votre lettre d'hier, j'avais chargé le général Hullin de faire partir le 11e régiment de marche de cavalerie, avec la colonne qui se rend sur l'Oise. Il ne restera pour la revue d'aujourd'hui que le 12e régiment de marche de cavalerie, qui pourra, après la revue, suivre sa destination, que je présume être pour Meaux. Je vous prie de me la faire connaître (1). » Joseph à Clarke. Paris, 27 mars 1814.

« Monsieur le duc, le 12e régiment de marche de cavalerie doit s'être mis en route après la revue, pour coucher cette nuit à Claye et être rendu demain à Meaux, d'après les dispositions contenues Joseph à Clarke. Paris, 27 mars 1814.

(1) Ainsi, le 28 mars, il ne devait plus rester aucune troupe à Paris; et si les corps des maréchaux Marmont et Trévise n'avaient battu en retraite sur la capitale, les alliés n'auraient eu à combattre que le corps formé des réserves de la garde, aux ordres du général Ornano.

dans vos lettres d'aujourd'hui, qui doivent déjà être remplies : cependant il sera toujours prudent de s'en assurer. »

Jos. à Nap. Paris, 28 mars 1814. (9 heures du matin.)

« Sire, je vous ai annoncé l'arrivée des ducs de Trévise et de Raguse à Provins. Des troupes sont parties d'ici pour Claye, afin de soutenir la garnison sortie de Meaux. Soissons tenait le 26. Point de lettres de Votre Majesté depuis celle du 21. Une lettre du 25, de M. Fain à M. Lavalette, est la seule parvenue. Nous attendons impatiemment des nouvelles de votre retour près de la capitale. »

Marie-Louise à Joseph. Rambouillet, 29 mars (5 heures 1/4 du soir.)

« Mon cher frère, j'arrive dans ce moment à Rambouillet, bien triste et bien tourmentée. Vous seriez bien bon de me faire dire les nouvelles, et si l'ennemi a avancé. J'attendrai votre réponse avant de rien décider si je dois aller plus loin, ou si je resterai ici. Je vous prierai, dans le premier cas, de me faire savoir l'endroit que vous croirez le meilleur et le plus sûr. Je désire bien que vous puissiez m'écrire de revenir à Paris ; ce serait une des nouvelles qui me causeraient le plus de joie. Mille choses à la reine. Je vous prie de croire à toute la sincère amitié avec laquelle je suis votre très-affectionnée sœur. »

Joseph à Clarke. Paris, 29 mars 1814.

« Monsieur le duc, afin qu'il n'y ait aucun malentendu pour tout ce dont nous sommes convenus, je crois devoir vous rappeler que vous devez donner des ordres pour que le duc de Trévise se porte cette nuit avec son corps à la Villette, où il réunira

sous son commandement les troupes du général Ornano (1). Le duc de Raguse devra se réunir aux environs de Pantin au corps du général Compans, qui sera sous son commandement. Au moyen de ces dispositions, le duc de Trévise sera chargé de la défense de Paris depuis et compris la Villette jusqu'à Saint-Denis inclusivement. Le duc de Raguse commandera depuis la Villette jusqu'à Charenton. Je me rendrai demain, dès le point du jour, à Montmartre, pour être à portée de voir le mouvement de l'ennemi, et de donner des ordres en conséquence (2). »

Joseph à la reine Julie. Montmartre, 30 mars 1814. (8 heures du matin.)

« Ma chère amie, on se tiraille depuis deux heures; il n'y a encore rien de sérieux, mais nous sommes au commencement de la journée. Je pense toujours que, si ta santé te le permet, tu dois partir avec les enfants (3), Miot, Presle, et les autres personnes que tu voudrais avoir avec toi. Sinon, il faudrait faire partir nos enfants avec M. Miot et madame Danneri; tu ferais alors donner de l'argent par Presle à M. Miot. La maison de ta sœur est ton meilleur refuge; mais j'espère que tu pourras partir. Renvoie-

(1) Le général Ornano avait réuni un corps composé de différentes armes de toutes les réserves de la garde qui lui restaient, et s'était porté avec ces troupes aux avant-postes.

(2) C'est ce que fit Joseph dès 6 heures du matin, accompagné de son frère Jérôme.

(3) Joseph voulait obéir en tout aux ordres de son frère, qui lui avait dit de faire partir ses enfants et sa femme. La reine Julie se rendit en effet le jour même à Rambouillet, où le soir toute la famille se trouva réunie.

moi Mailliard sans perdre de temps, avec ta réponse verbale. »

Joseph au comte grand-juge. Paris, 30 mars 1814.

« Monsieur le comte, je pense que vous devez prévenir les ministres qu'il est convenable qu'ils se retirent, sur les traces de l'Impératrice. Prévenez les sénateurs, conseillers d'État, etc. »

Joseph à l'archi-trésorier. Paris, 30 mars 1814.

« Monsieur l'architrésorier, je pense qu'il est convenable que les grands dignitaires se retirent de Paris, sur les traces de l'Impératrice, route de Chartres.

Veuillez prévenir les autres grands dignitaires. »

Joseph à l'archi-chancelier. Chartres, 31 mars 1814.

« Monsieur l'archichancelier, j'ai reçu la lettre ci-incluse du prince de Neufchâtel pour Votre Altesse Sérénissime. J'ai supposé qu'elle contenait des choses qu'il serait utile que je connaisse, dans l'éloignement de Votre Altesse; j'en ai donc pris connaissance, et effectivement je suis bien aise de la liberté que j'ai prise, puisqu'il est question d'Orléans, et, dans le cas où l'Impératrice aurait dépassé Chartres, de Blois, et, dans aucun cas, de Tours. Il me paraît donc, dans le cas actuel, qu'il faut s'arrêter à Blois. J'en ai parlé aux divers ministres qui sont ici, et qui m'ont semblé partager cette opinion.

Je reçois une lettre de l'Empereur du 31, à la poste de la Cour de France, à quatre heures du matin. L'Empereur a rencontré les armées des ducs de Raguse et de Trévise, qui vont être réunies aux autres armées près de Fontainebleau (1).

(1) L'Empereur ignorait encore l'affaire d'Essonne.

Je compte me mettre en marche demain, au point du jour. »

« Madame ma sœur, voici une lettre de l'Empereur. Il mande sans doute à Votre Majesté de se rendre à Orléans ou à Blois. Je pense que Blois est préférable. L'Empereur préfère l'une et l'autre de ces villes à Tours : ainsi il ne faut plus penser à Tours.

Joseph à l'impératrice. Chartres, 31 mars 1814.

L'officier porteur de la lettre de l'Empereur m'a dit qu'il a vu le prince de Neufchâtel et le duc de Vicence monter en voiture pour se rendre à . . . »

« Sire, je vous ai écrit ce matin un billet par un courrier déguisé. Je reçois ce soir la lettre de Votre Majesté de ce matin (1). J'envoie à l'Impératrice celle qui lui est destinée. Je partirai cette nuit pour suivre l'Impératrice. Elle avait dû d'abord se rendre à Tours. D'après ce que Votre Majesté me mande, elle se rendra, avec tout ce qui compose le gouvernement, à Blois. C'est aussi l'opinion des ministres qui sont ici, et qui partent ce soir. L'Impératrice et le roi de Rome sont bien portants, je les ai vus ce matin; ce soir, ils seront à Châteaudun.

Jos. à Nap. Chartres, 31 mars 1814. (5 heures du soir.)

Les ministres de la guerre, de l'administration de la guerre, des finances, du trésor, de l'intérieur, de la marine, sont ici. Votre Majesté doit déjà connaître tout ce qui s'est passé par les rapports des maréchaux, par ce que j'en ai dit à M. Dejean, aide de camp de Votre Majesté. L'armée ennemie

(1) Nous n'avons pas cette lettre de l'Empereur.

était très-nombreuse : *il était impossible aux corps des ducs de Trévise et de Raguse de leur faire tête.* »

Nap. à Jos. Fontainebleau, 2 avril 1814.

« Je vous ai fait écrire par le grand maréchal (1) sur la nécessité de ne pas encombrer Blois. Que le roi de Westphalie aille en Bretagne ou du côté de Bourges. Je pense que Madame ferait bien d'aller retrouver sa fille à Nice, et la reine Julie et vos enfants de se rapprocher de Marseille. La princesse de Neufchâtel et les femmes des maréchaux doivent aller dans leurs terres. Il est naturel que le roi Louis, qui a toujours cherché à habiter les pays chauds, aille à Montpellier. Il est nécessaire d'avoir le moins de monde possible sur la Loire, et que chacun se case sans exciter de rumeur. Toute colonie en grand en occasionne toujours chez les habitants. La route de Provence est libre à présent, et peut ne l'être pas un jour. Dans la note des ministres, vous ne me parlez pas de celui de la police. Est-il arrivé? Je ne sais pas si le ministre de la guerre a son chiffre. Je n'en ai pas avec vous; ainsi je ne puis pas vous écrire des choses importantes, faute de chiffre. Recommandez à tout le monde la plus stricte économie. »

Jos. à Nap. Vendôme, 2 avril 1814. (11 heures du matin.)

« Sire, l'Impératrice vient de partir pour Blois, où elle désire pouvoir séjourner demain, pour laisser reposer les escortes et les attelages. Elle montre un courage et un calme au-dessus de son sexe

(1) Cette lettre n'était pas parvenue. (Voir la lettre de Joseph à Napoléon, en date du 3 avril.)

et de son âge. J'attends, pour repartir, l'arrivée de chevaux et de ma famille. Les ministres de la guerre et de l'intérieur écrivent à Votre Majesté. L'état des départements est tel, que je ne doute pas que Votre Majesté ne fasse l'impossible pour traiter. Les ministres et les personnes de la cour que je vois montrent de la fermeté et du dévouement. Je n'ai reçu que deux lettres chiffrées. M. Campi n'étant pas encore arrivé, non plus que M. d'Hauterive, il m'a été impossible jusqu'ici de les lire. L'archichancelier est parti peu avant l'Impératrice. Depuis votre lettre du 21, je n'en avais reçu aucune avant celle du 31 mars.

L'archichancelier a reçu une lettre de M. de Bassano, en vertu de laquelle il compte réunir les ministres. Il l'a communiquée à l'Impératrice, ainsi qu'à moi. Tous les ministres seront à peine réunis à Blois demain dans la soirée. Il n'y a jusqu'ici d'arrivés que ceux de la guerre et de l'intérieur; ni les uns ni les autres ne me paraissent pas avoir d'opinion faite sur cet objet. Ils manquent de données, et il paraît qu'ils désirent plutôt que Votre Majesté désigne dans sa sagesse le lieu de résidence le plus convenable, ce qui ne peut être fixé que par l'état des affaires militaires.

P. S. Ci-joint un paquet du ministre de l'intérieur, avec des dépêches du prince vice-roi. »

(*Nota.* Ces dépêches, au nombre de six, étaient portées par l'estafette à Paris le 28 mars.)

« Je reçois votre lettre du 31 mars de Fontaine- **Joseph**

à Berthier. Vendôme, 2 avril 1814.

bleau. Nous serons ce soir à Blois. Les ministres de l'intérieur et de la guerre répondent à Votre Altesse : la difficulté des armes est toujours insurmontable. Les autres ministres n'arriveront que demain à Blois. L'Impératrice est partie pour y être rendue ce soir : elle désire s'y reposer demain. J'espère recevoir à Blois des nouvelles de Votre Altesse, et la décision positive de l'Empereur sur le lieu sur lequel il faut diriger la cour et le gouvernement. Je prie Votre Altesse d'agréer mon ancienne et constante amitié. En deux mots, tout respire ici le besoin du repos. S'il est possible de traiter, il faut le faire à tout prix. Le parti royaliste lève la tête ; la paix, quelle qu'elle soit, abat un parti que la continuation de la guerre va rendre plus que menaçant. »

Jos. à Nap. Blois, 3 avril 1814.

« Sire, je reçois votre lettre du 2. Maman et Louis sont prêts à remplir vos vues. La première aura besoin d'argent ; il lui est dû six mois de sa pension. Jérôme n'a pas non plus d'argent. Ma femme n'a plus personne à Marseille. Ce qui augmente tant le convoi, ce sont les voitures vides de luxe de la cour. Je n'ai reçu aucune lettre du grand maréchal sur cet objet, ni sur aucun autre. Le ministre de la police est arrivé ici, de retour de son voyage de Tours. Le conseil d'aujourd'hui a été unanime dans son opinion et dans ses vœux. Nous attendons la décision de Votre Majesté sur le lieu de résidence. Puissent les craintes répandues par la nouvelle du duc de Vicence ne pas se réaliser !

Le ministre de la guerre n'a pas de chiffre avec Votre Majesté, ni moi non plus. Ceux du trésor et des finances ne savent plus comment faire leur service. M. de la Bouillerie demande des ordres pour la sûreté de son convoi. Il est arrivé à Orléans un de ses fourgons contenant deux millions, qui avait été laissé à Paris lors du départ de l'Impératrice. Jérôme ne pourrait-il pas être envoyé au commandement de l'armée de Lyon ? »

« Sire, je m'étais rendu avant-hier à Orléans, pour me rendre pendant quelques instants auprès de Votre Majesté. Il m'a été impossible de passer plus avant, par l'arrivée d'un corps ennemi qui occupait la communication (1). Jos. à Nap. Blois, 6 avril 1814.

M. de Cadore a continué son voyage. Voici la proclamation qui a été envoyée aux départements. Je n'entre dans aucun détail. Nous n'avons pas de lettres depuis celle du 3. Un courrier répand la nouvelle d'une suspension d'armes. Je fais des vœux pour qu'elle soit suivie de la paix. »

« Monsieur le comte, j'ai reçu à Blois votre lettre du 8. Nous sommes ici depuis trois heures. Quel- Joseph au comte Bertrand.

(1) Un employé supérieur de l'intendance ayant voulu rejoindre Napoléon, en fut empêché par l'arrivée d'un corps de troupes ennemies. Obligé de rétrograder, il se vint loger à Orléans à l'hôtel même où se trouvait le duc de Feltre. Ce dernier le fit prier de passer chez lui; et là, en présence d'une personne qui n'était autre que le roi Joseph, il lui adressa les questions les plus minutieuses pour savoir s'il y avait possibilité de tenter le passage sur Fontainebleau. L'évidence du danger, et l'impossibilité absolue de rejoindre l'Empereur, décidèrent seules le roi Joseph à gagner Blois.

Orléans, 9 avril 1814. (10 heures du soir.)

ques voitures du convoi ont été pillées par des Cosaques, malgré la bonne volonté de l'aide de camp russe Schuvaloff, qui est effectivement arrivé à Blois hier avec M. de Saint-Aignan. Je ne trouve aucune nouvelle ici ; donnez-moi, je vous prie, celles que vous avez, et pressez l'Empereur pour qu'il prenne un parti décidé et prompt. Qu'il sache bien que la France veut la paix, un système monarchique libéral, mais n'aime et ne veut pas les Bourbons. S'ils retournent au trône, ce sera malgré le peuple, et par la faute du gouvernement impérial. »

Jos. à Nap. Orléans, 10 avril 1814.

« Sire, je vous ai écrit hier au soir que nous serions ici aujourd'hui; nous y sommes effectivement arrivés. Le général Schuvaloff, aide de camp de l'empereur de Russie, a accompagné l'Impératrice. Il est arrivé hier à Blois avec M. de Saint-Aignan, qui ne m'a rien dit de l'objet de sa mission. Si tout ce qui se débite se vérifie, et que les Bourbons soient appelés au trône, il m'importe de n'avoir rien à demander aux Bourbons, et il me serait impossible de vivre en France. Je ne pourrais pas non plus conduire à l'île d'Elbe ni ma femme ni mes enfants. Et si la cruelle extravagance des événements y conduisait Votre Majesté, j'irais l'y voir et lui prouver mon attachement; mais ce serait après avoir conduit dans un asile continental ma femme et mes enfants. Tout ce qui se passe, Sire, justifie trop complétement mes vieilles et funestes prédictions. Il faut prendre un parti décidé, et finir cette cruelle

agonie. Pourquoi ne pas recourir à l'Autriche, s'il le faut? Votre fils est le petit-fils de François! Pourquoi ne pas parler aux Français un langage vrai, et enfin proclamer la paix, abolir la conscription, les droits réunis, pardonner à tout le monde, adopter une constitution vraiment monarchique? La France veut la paix, une monarchie libérale; mais la France ne veut pas de Bourbons. Elle les préfère à la guerre éternelle, mais elle ne reçoit les Bourbons que comme un châtiment imposé; elle s'y résigne, parce qu'elle est vaincue. M. Faypoult arrive d'Italie : l'armée y est belle; le vice-roi est tranquille à Mantoue; le roi de Naples fait des vœux pour vous, si vous en faites pour la paix générale et l'indépendance de l'Italie. Un effort quelconque pourrait peut-être tirer la France de l'abîme où elle va tomber. Décision prompte, militaire et politique, et tout est peut-être réparable en faveur de votre fils; ayez le courage de le tenter. Sauvez l'État d'un danger imminent, en cherchant à éloigner des princes qui vont rallumer toutes les haines, conduire le pays à une perte nouvelle, par les divisions intestines qui vont être rallumées par l'orgueil des anciens grands et la fierté des nouveaux, et le caractère du peuple, que la révolution a élevé au point où il doit être, et qu'il aurait été tant à désirer que l'on eût laissé au point où il aurait dû être toujours dans les dernières années. Les Cosaques se sont montrés sur la route de Beaugency à Orléans, et ont pillé quelques voitures du convoi. »

Joseph à MM. O'Farill, Azanza, etc. Orléans, 14 avril 1814.

« Messieurs, si les événements actuels vous paraissent me prescrire quelques démarches en faveur des personnes qui m'ont suivi, communiquez-moi vos idées et vos désirs; l'incertitude de leur sort n'est pas le moindre de mes chagrins.

Comme, dans tous mes rapports avec l'Espagne, je n'ai jamais rien pensé ni fait que dans le vœu de son bonheur et de celui des personnes qui m'étaient plus particulièrement attachées, tout ce qui pourra accélérer la fin de leurs maux sera aussi heureux pour moi. J'oppose aux désastres que je ne puis empêcher le calme d'une conscience sans reproches; mais je dois aller au-devant des malheurs que je puis éviter. Je vous prie de ne pas douter des sentiments d'estime et d'attachement que je vous ai voués. »

MM. O'Farill, Azanza, etc. à Joseph. Paris, 15 avril 1814.

« Sire, nous prions Votre Majesté de ne pas ajouter au malheur de la situation où elle se trouve, la peine que lui cause la considération des malheurs auxquels sont exposés les Espagnols qui ont été attachés à sa personne. Nous sommes des Espagnols; Votre Majesté l'a été aussi dans le temps qu'elle a été en Espagne. Elle a défendu l'intégrité et l'indépendance nationale comme un prince espagnol; elle a renoncé à la couronne d'Espagne autant de fois qu'elle a cru qu'elle ne pouvait conserver la nation dans le rang que l'honneur national réclamait. Nous avons suivi ce noble exemple, et nous avons renoncé à nos places par les mêmes motifs. L'Espagne nous rendra justice; les hommes

éclairés la rendront à Votre Majesté. L'opinion des mouvements tumultuaires ne reste jamais pour l'histoire.

Nous n'avons rien à demander à Votre Majesté. Le souvenir des bonnes intentions de Votre Majesté envers notre patrie et la bienveillance qu'elle a pour nous, c'est tout ce qui peut flatter nos cœurs. Ces sentiments, Sire, seront connus de tous les Espagnols attachés à Votre Majesté. »

Marie-Louise avait remis à son beau-frère le glaive de l'Empereur, qui, parmi beaucoup de diamants, avait sur sa poignée *le Régent;* le 8 avril, Joseph pensant à son tour, d'après la tournure des affaires, que l'Impératrice était plus à même que lui de sauver ce précieux dépôt, le lui rendit, sur reçu.

DE 1815 A 1844

Le roi Joseph se retire en Suisse, au château de Prangins. — Il fait prévenir Napoléon à l'ile d'Elbe qu'on veut l'assassiner. — Retour de Joseph en France (19 mars 1815). — Madame de Staël. — Départ pour Rochefort. — Affaire de la correspondance des souverains avec l'Empereur. — Joseph en Amérique à Point-Breeze. — La Fayette. — Joseph vient à Londres après la révolution de Juillet. — Mina. — Il est autorisé à résider à Gênes. — Puis à Florence, où il meurt le 28 juillet 1844.

Après l'abdication de Napoléon en 1814, le roi Joseph se retira avec sa femme et ses enfants en Suisse, sur les bords du lac de Genève, où il acheta le château de Prangins (1).

Pendant son séjour dans cette résidence, il fut informé d'un complot tramé par des assassins contre la vie de Napoléon. Deux hommes avaient juré de tuer l'Empereur, et ils avaient l'intention de se rendre à l'île d'Elbe pour accomplir ce crime. Un personnage important, ayant eu connaissance de cette détermination des deux sicaires, fut en Suisse, à Coppet, chez madame de Staël, et l'avertit de ce qu'il savait à cet égard. Madame de Staël s'empressa d'aller à Prangins prévenir Joseph. Ce prince était à déjeu-

(1) Tout ce qu'on va lire est puisé dans un manuscrit très-volumineux, écrit par le roi Joseph lui-même. Ce prince avait pris l'habitude de noter chaque jour tout ce qui lui arrivait. C'est donc de son journal de 1814 à 1844, époque de sa mort, que nous avons tiré les faits les plus saillants, et pouvant servir, soit à l'histoire de l'époque, soit à la lecture de la curieuse correspondance qui termine cet ouvrage. Nous avons abrégé autant que possible cette notice, pour donner à la correspondauce tout le développement possible.

ner, ayant à sa table Talma. Le célèbre tragédien et madame de Staël elle-même se disputèrent l'honneur de partir pour l'île d'Elbe; mais Joseph y envoya un ancien serviteur de la famille qui habitait près de là, et qui avait eu des emplois importants sous l'Empire. Napoléon fut averti à temps. Un des assassins débarqua en effet; mais, arrêté presque aussitôt, il fut reconduit sur le continent.

Joseph était à Prangins lorsqu'en 1815 il apprit le débarquement de Napoléon sur les côtes de France et son arrivée à Lyon, d'où l'Empereur lui fit dire de venir le joindre à Paris le plus tôt possible. Il quitta secrètement son château, après avoir fait cacher dans un bois des valeurs et ses papiers précieux, le 19 mars à dix heures du soir, accompagné des princesses ses filles (1). En peu d'heures, il atteignit la frontière de France, au fort de l'Écluse. Il fut bien inspiré de partir aussi vite; car le lendemain matin arrivait chez lui un commissaire du gouvernement fédéral, avec un piquet de cavalerie, pour s'emparer de sa personne et le mener à Berne. En agissant ainsi, la Suisse cédait sans doute aux exigences des ministres étrangers accrédités près de la diète.

En 1815 comme en 1814, comme pendant toute sa vie, Joseph se mit à l'entière disposition de son frère. Lorsque l'Empereur dut rejoindre l'armée, il le pria avec instance de prendre pour major général le maréchal Jourdan, l'homme le plus honnête,

(1) La reine Julie se trouvait alors à Paris, retenue dans cette ville par suite de la mort de sa mère, madame Clary.

disait-il, et le militaire le plus dévoué à ses devoirs qu'il eût jamais rencontré. Malheureusement Napoléon, qui n'aimait pas Jourdan, lui préféra le duc de Dalmatie, dont les talents comme officier général étaient connus de toute l'armée, mais sur la fidélité duquel il pouvait peut-être un peu moins compter.

Avant le départ de l'Empereur pour l'armée du nord, Joseph lui présenta plusieurs personnages marquants, entre autres Benjamin Constant, qui fut le rédacteur des articles additionnels.

Un jour, il mena aux Tuileries le fils de madame de Staël, porteur d'une lettre de sa mère, dans laquelle elle disait à Napoléon, en lui parlant de l'acte additionnel : *C'est aujourd'hui tout ce qu'il faut à la France, rien que ce qu'il faut, pas plus qu'il ne faut.* On voit par là ce qu'on doit croire de l'ouvrage de madame de Staël, *Dix Années d'exil* (1). L'Empereur accueillit très-bien ce jeune homme.

Après Waterloo, Joseph, consulté par Napoléon, lui donna le même conseil que Carnot et Merlin de Douay : *Retournez à votre armée*, lui dit-il, *et laissez-nous batailler avec la chambre.* L'Empereur crut qu'il pouvait encore sauver la France, mais qu'il lui fallait le concours des chambres : « Ce « n'est pas moi, disait-il, qu'il faut sauver, c'est la « France, et je ne puis le faire malgré ses représen- « tants; ils auraient pour alliés toute la vieille Eu- « rope, déjà en armes au sein du pays. »

(1) Voir plus loin les lettres de madame de Staël à Joseph.

En juin 1815, prêt à quitter le palais de l'Élysée pour aller habiter la Malmaison, il dit encore à son frère Joseph qu'il lui avait envoyé à son hôtel une petite caisse contenant des papiers précieux, *parmi lesquels se trouvaient les copies des lettres que lui avaient adressées les souverains alliés*, *de les faire mettre en lieu sûr pour les soustraire aux recherches de la police*. Joseph observa que les originaux vaudraient mieux; mais Napoléon lui répliqua : LE MINISTRE EN EST CHARGÉ, C'EST D'AILLEURS SON DROIT.

Le 29 juin, en quittant Paris pour suivre l'Empereur à Rochefort, Joseph recommanda à sa femme et à M. Presle, son secrétaire, de prendre bien soin des papiers qu'il laissait dans son cabinet de travail, de les placer dans plusieurs malles, et de les confier à des amis de sa famille (1). Quelques années après, lorsque le docteur O'Meara revint de Sainte-Hélène en Angleterre, il écrivit au roi Joseph, alors en Amérique, de la part de Napoléon, de faire publier aux États-Unis la correspondance des souverains alliés, dont copie lui avait été remise à Paris en juin 1815 (et non à Rochefort, comme l'ont dit diverses personnes) : *C'est la meilleure réponse à toutes les calomnies qu'on débite contre moi,* avait dit l'Empereur.

(1) Cette affaire de la correspondance des souverains avec Napoléon a fait grand bruit en Europe; il en a été souvent question dans divers ouvrages, tels que ceux du docteur O'Meara; nous disons ici tout ce que nous avons pu découvrir à ce sujet. On verra du reste, dans la correspondance qui suit, une lettre curieuse du baron de Meneval relative à ce sujet.

Désireux de remplir la volonté de son frère, Joseph écrivit à la reine Julie, restée en Europe, ainsi qu'à M. Presle, pour qu'ils eussent à lui expédier tous les papiers confiés à leurs soins, surtout les papiers demandés. Malheureusement, lorsque M. Presle voulut exécuter cet ordre, il ne retrouva plus ces copies dans les malles où lui-même les avait mises, et toutes les recherches faites par lui pour savoir à qui attribuer cette soustraction restèrent infructueuses, ces malles ayant passé en différentes mains.

Pendant son séjour en Angleterre quelques années plus tard, Joseph apprit de M. O'Meara que les originaux autographes des lettres des souverains adressées à Napoléon avaient été offerts et vendus à Londres en 1822; qu'ils avaient été dans les mains de M. Murray, libraire-éditeur bien connu, qui l'avait dit à M. O'Meara et à un autre libraire, M. Ridgway; que les lettres concernant la Russie avaient été achetées, par un agent diplomatique de cette puissance, 10 mille livres sterling.

Joseph fit faire des démarches près de M. Murray et autres à Londres et à Paris; mais il ne put rien apprendre de positif sur cette vente. Il ne reste donc plus d'espoir que dans la double infidélité de ceux qui, ayant livré les originaux à des gens *intéressés à les détruire*, auraient pu en garder copie, ou bien dans la découverte de celle remise à Joseph en juin 1815, que M. Presle n'a pu retrouver : s'il en arrive autrement, ce sera une perte énorme que les historiens consciencieux auront à déplorer.

Joseph rejoignit Napoléon à Rochefort, où tous deux devaient s'embarquer pour l'Amérique sur deux navires différents. Après quelques jours passés dans cette ville, l'Empereur se rendit à bord des frégates qui devaient le recevoir lui et sa suite; puis il fut à l'île d'Aix. Joseph resta à Rochefort. Bien informé par les lettres de sa femme de ce qui se passait à Paris, il alla trouver son frère à l'île d'Aix, pour l'engager à revenir sur le continent se mettre à la tête de l'armée de la Loire, et tenter la fortune une dernière fois; mais il le trouva souffrant, et opposé à ce projet. Napoléon craignait d'allumer la guerre civile en France, d'autoriser son partage par les armées étrangères, qui déjà occupaient une partie du territoire. Joseph, prévoyant ce qui allait arriver, lui proposa alors de prendre sa place dans la maison qu'il occupait à l'île d'Aix, et d'y rester le temps nécessaire pour qu'il pût s'embarquer *secrètement* sur le petit navire américain qu'un négociant de Bordeaux (1) avait déjà frété pour lui dans ce port. Sur ce navire, et avec le peu de personnes qui accompagnaient Joseph, l'Empereur avait quelques chances pour passer inaperçu à travers la croisière anglaise, qui le croyait à l'île d'Aix. Joseph n'eût quitté sa chambre qu'après avoir été instruit que son frère avait échappé à la surveillance des Anglais. Napoléon refusa aussi cette offre, et engagea son frère, à s'occuper de sa propre sûreté, pour n'être pas tous deux victimes du

(1) M. Pelletreau.

gouvernement provisoire. Il répugnait beaucoup à Napoléon de se sauver comme un fugitif. Il ne voulut pas non plus profiter de l'offre toute française qui lui fut faite d'occuper l'ennemi avec les deux frégates, par un combat inégal contre la flotte anglaise, tandis qu'il tâcherait de gagner le large sur un navire léger : il savait que c'était vouer les équipages à une perte certaine.

Le lendemain de cette visite à l'île d'Aix, Joseph quitta Rochefort, et se retira dans une maison de campagne appartenant à M. Pelletreau, à quelques lieues de Royan, accompagné seulement de deux personnes dévouées (1), laissant à Rochefort son secrétaire interprète M. Carret, pour l'instruire du parti que prendrait l'Empereur et des nouvelles de Paris. Deux jours après, il reçut une lettre du général Bertrand, qui lui annonçait la fatale résolution prise par Napoléon de se rendre à bord de la flotte anglaise (2). Dans cette circonstance, l'Empereur eut une trop haute opinion de la loyauté des membres du parlement et de la constitution de la nation anglaise.

Joseph, toutefois, ne voulut quitter la France que bien convaincu qu'il ne pouvait plus être utile à son frère. Il s'embarqua à Royan le 25 juillet, sur le brick *le Commerce*, capitaine Misservey, avec quatre personnes de sa suite. Après avoir été visité plusieurs fois par les croiseurs anglais sans être reconnu (il avait un passe-port sous le nom de

(1) MM. Unzaga et Mailliard.

(2) Voir cette lettre à la Correspondance.

Bouchard (1)), il arriva à New-York le 28 août. Le capitaine du bâtiment lui-même ignorait son véritable nom; il ne le sut que quelques jours après son entrée dans ce port : il croyait transporter le général Carnot, et c'est sous ce nom que le maire de la ville vint le complimenter de son heureuse traversée. On ne savait pas encore alors à New-York que Napoléon s'était confié aux Anglais; deux frégates de cette nation croisaient devant le port, et visitaient les navires venant d'Europe : une d'elles voulut s'approcher du brick *le Commerce;* mais le vent, les atterrages et la hardiesse du pilote américain l'en empêchèrent fort heureusement; car si avant son entrée dans la baie protégée par les forts, les Anglais fussent parvenus à s'emparer de sa personne, ils l'auraient conduit en Angleterre, et de là en Russie, où les alliés avaient décidé qu'il serait détenu.

Ce fut ainsi que le roi Joseph échappa à ses ennemis et arriva en pays libre, où il put jouir pendant longtemps de la vie privée, pour laquelle il avait un si grand penchant, et qui était si nécessaire à sa santé après tant d'événements malheureux! Il prit le titre de *comte de Survilliers* (nom d'une terre qu'il avait en France), et ne tarda pas à se faire aimer et respecter de tout le monde par son mérite personnel et la bienveillance de son caractère. Après avoir voyagé dans divers États de *l'Union,* visité les villes principales, il acheta dans

(1) Fouché lui avait remis des passe-ports signés en blanc.

le Jersey une belle propriété appelée *Point-Breeze*, sur les bords de la Delaware. Il se plut à y recevoir les personnes les plus recommandables; sa maison fut, surtout pendant les premières années, un véritable bureau de bienfaisance ouvert aux malheureux réfugiés de tous les pays que l'Europe jetait en Amérique.

Entouré de quelques personnes qui lui étaient attachées, Joseph se trouvait aussi heureux qu'on peut être, loin de sa famille et de son pays. Sa femme, d'une santé très-délicate, ne put le rejoindre; mais ses filles, les princesses Zénaïde et Charlotte, et son gendre le prince Charles Bonaparte, partagèrent longtemps son exil en Amérique. En 1821, la mort de Napoléon vint briser son cœur. Les lettres des généraux Bertrand et Montholon rendirent encore sa juste douleur plus poignante, en lui apprenant les dernières souffrances de son frère bien-aimé.

Après avoir pris connaissance à Point-Breeze du testament de l'Empereur, Joseph rédigea de sa main la note suivante, que nous donnons ici telle que nous la trouvons dans ses papiers :

« Quelques personnes seront peut-être étonnées de trouver le nom de M. de la Fayette sous le poids d'une accusation aussi grande (1). L'empereur Napoléon juge les résultats, et laisse à la postérité le soin de juger les motifs secrets. Il faut avouer que c'est par la connaissance des motifs secrets de la

(1) Allusion au testament de l'Empereur.

conduite des hommes que devrait être distribué le blâme ou la louange. Sous ce point de vue, nous osons dire que le marquis de la Fayette nous paraît moins digne de blâme que celui qui a livré l'armée dont le dépôt lui était confié, ou que celui qui abandonne dans le malheur le prince qu'il a servi et aimé dans sa toute-puissance, dans le but d'obtenir un prix de sa trahison; mais nous sommes forcé de convenir que le résultat de la conduite et de l'un et de l'autre a été le même par rapport à la France et à l'empereur Napoléon. Rappelons les faits. En 1815, l'empereur Napoléon, en partant pour l'armée, laisse la chambre des députés assemblée, afin qu'elle puisse concourir aux mesures de salut public que les circonstances peuvent exiger. Elle est composée en majorité de gens qui sont amis de la liberté, et de leur pays, et de l'Empereur. A la nouvelle de la victoire de Ligny, le président du corps législatif écrit à l'Empereur une lettre de félicitation où on lit, entre autres expressions, « que même les plus grands revers ne seraient pas capables d'ébranler le dévouement de tous les membres du corps législatif; que c'est dans ce moment surtout que l'Empereur reconnaîtrait qu'il n'a dans le corps législatif que des admirateurs passionnés et des amis intrépides. » Cette lettre, spontanément écrite par M. Lanjuinais, de la part de ses collègues, auxquels il dit l'avoir lue dans la chambre des conférences, arrive, non à l'Empereur victorieux, mais à l'Empereur après la bataille de Waterloo. Elle le décide dans les dispositions qu'il prend : l'armée du Rhin

a ordre de détacher 25 mille hommes qui, réunis aux 40 mille de Grouchy, aux débris de Waterloo, aux nouvelles levées que la bouillante ardeur du corps législatif va improviser, doivent rétablir les affaires, ou au moins obtenir, les armes à la main, des conditions dignes de la nation. L'Empereur arrive à Paris, dans l'idée de prévenir l'effet d'un grand désastre sur une grande population, de profiter des dispositions bienveillantes de la chambre des députés, de concerter un plan général de défense nationale, de dire la vérité, et de recevoir tous les secours que la nation se doit à elle-même. L'Empereur arrive le matin; et, dans la nuit précédente, une grande partie des membres de la chambre des députés s'était réunie dans la maison de M. de la Fayette, où l'on ne concerta pas les moyens de sauver la nation et l'Empereur, mais bien de perdre l'Empereur pour sauver la nation. On rappelle les premiers temps de la révolution; M. de la Fayette est représenté comme un sauveur que la France peut avouer, que Paris connaît, que les alliés recevront comme l'organe de la chambre des députés, qui devient à leurs yeux la véritable représentation nationale. Les alliés s'arrêteront à sa voix; Napoléon II sera reconnu par eux, avec la constitution qu'on lui donnera; une régence sera formée, et cette régence garantira aux alliés les intentions pacifiques de la France, à la nation le maintien de la paix, un gouvernement plus libéral, plus rapproché du gouvernement anglais ou américain. Les têtes s'échauffent, M. de la Fayette se

laisse persuader qu'il pourra tout le bien qu'il désire. Pour cela, il faut s'assurer de la majorité dans la chambre des députés : l'Empereur arrive sans doute pour la dissoudre; il faut sur-le-champ porter une loi qui déclare ennemi public celui qui veut la dissoudre. On se crée des monstres pour les combattre. Le plan concerté s'exécute avec trop de succès. La peur était aux portes des uns; l'ambition et la vanité aveuglait les autres : l'Empereur et la nation sont sacrifiés à des chimères. L'étranger veut les séparer, et ce sont les députés de la nation, en majorité bien pensants, ennemis des constitutions octroyées et des systèmes anarchiques; ce sont ces députés qui servent plus les rois alliés que leur million de soldats. La Fayette se croit au jeu de paume de l'assemblée constituante; il met du courage à des actes de folie et de lâcheté. Il déclare, comme Mirabeau, qu'il est là par la volonté du peuple; il menace celui qui vient implorer la participation et le secours du corps législatif. Tous les projets qu'il propose sont accueillis par une majorité qui n'a plus d'opinion que celle que lui donne la masse des députés qui ont conspiré la nuit dans sa maison : la garde nationale est appelée au secours de la représentation nationale, que personne ne menace. L'Empereur est accusé; on demande son abdication en faveur de son fils. La Fayette est nommé pour traiter avec les souverains alliés, qui refusent de voir un ancien révolutionnaire. Ils se moquent de la chambre des députés et de la nation, dès qu'ils connaissent l'abdication de l'Empereur; c'est elle et

lui qu'ils craignent. Ils méprisent les insensés qui les ont séparés ; ils marchent sur Paris; et les Bourbons, rétablis sur le trône, garantissent à la triple alliance l'obéissance passive à tous ses décrets, l'asservissement de la France à ses volontés. On demande, après ce récit fidèle, si les trois personnes nommées avec M. de la Fayette dans l'article du testament de l'Empereur, ont plus nui à la France que lui! Il est vrai de dire qu'il a dû se repentir; que ses opinions, que ses actions ont été libérales; qu'il est resté ennemi des oppresseurs des peuples de l'Europe; qu'il mérite sous ce rapport d'être distingué par nous, de ceux qui sont assez lâches pour jouir du fruit de leurs crimes, et qui, la tête de leur bienfaiteur à la main, eussent demandé leur salaire. On ne peut abandonner un sujet si fertile en sensations de tous les genres sans se demander : L'empereur Napoléon ne pouvait-il pas dissoudre la chambre des députés, dont il avait connu les mauvaises dispositions? Il était bien tard; il eût fallu recourir à des moyens extrêmes; peut-être le sang des citoyens eût coulé plus abondamment qu'à Waterloo; des scènes comme celles du 2 septembre se seraient renouvelées peut-être. L'Empereur n'était pas sûr de sauver la patrie en soulevant les dernières classes de la société, et il eût à coup sûr perdu sa gloire; il eût fini comme un factieux ordinaire, comme un ambitieux ivre de pouvoir et altéré de sang. Il a eu en vue la postérité et la gloire; il a dit plusieurs fois le même jour : « Le corps législatif se perd, il perd la nation ; je ne puis la sauver sans lui. Je ne

veux pas essayer de me sauver avec elle en marchant sur les cadavres de ses députés, et en allumant le flambeau de la guerre civile au centre de cette France, déjà entourée par l'incendie des hordes étrangères. Dans de semblables circonstances, je ne puis tout faire seul : je ne suis qu'un homme. Avec le corps législatif et la nation, je suis le seul qui puisse vous sauver. Vous n'aurez pas le gouvernement de mon fils, vous aurez les Bourbons. Ma seule présence arrête les étrangers. » Toutes ses prédictions se sont accomplies.

En 1824, la fille de Joseph, la princesse Charlotte, le quitta pour aller en Europe rejoindre sa mère et épouser son cousin le prince Napoléon, fils aîné du roi Louis. Elle fut accompagnée dans ce voyage par M. et madame Sari (1).

Joseph aimait beaucoup la vie de la campagne : néanmoins, il avait une maison de ville à Philadelphie, où il passait les hivers. Il était membre de toutes les sociétés bienfaisantes et philosophiques des États-Unis, et s'y était fait beaucoup d'amis.

Il serait trop long de nommer toutes les personnes marquantes qui vinrent visiter le prince exilé, et auxquelles il offrit la plus franche hospitalité. Le général la Fayette, dans son voyage triomphal en Amérique, fut de ce nombre. Joseph avait de l'estime pour lui, quoiqu'il ne partageât pas en

(1) M. Sari était officier de marine à bord du brick *l'Inconstant*, qui ramena Napoléon de l'île d'Elbe en 1815; bâtiment commandé par le capitaine de vaisseau Chautard, dont le fils a publié plusieurs ouvrages curieux sur l'Empereur.

tout ses opinions, comme on le verra par leur correspondance.

Lorsque la nouvelle de la révolution de Juillet parvint aux États-Unis, Joseph espéra revoir sa patrie et sa famille. Cet espoir ne fut pas de longue durée. Il adressa alors aux députés de la France une lettre en forme de protestation; mais elle ne fut pas lue à la chambre (1). Il écrivit à beaucoup d'anciens amis, par le général Lallemand, en faveur de son neveu Napoléon II. Sa protestation contre l'exil de sa famille, et la plupart de ces lettres, restèrent sans réponse; plusieurs même ne furent pas remises.

En 1832, la maladie du fils de Napoléon et des intérêts de famille déterminèrent Joseph à quitter l'heureuse retraite qu'il s'était créée dans le nouveau monde, pour venir en Angleterre, espérant pousser jusqu'à Vienne, y voir son neveu, et se réunir en Italie à sa mère et à sa femme. La mort du premier, qu'il apprit en débarquant à Liverpool, changea ses projets et l'obligea à rester en Angleterre, où il fut bien accueilli par toutes les classes de la société (2). Il fit encore deux autres

(1) Note B.

(2) Pendant son séjour en Angleterre, le roi Joseph reçut la visite du fameux chef de guérillas Mina; nous trouvons dans les papiers du prince, à ce sujet, les deux curieuses notes suivantes, que nous copions textuellement, en remplaçant quelques noms propres par des points.

« 16 janvier 1834, à Londres.

« A midi, je reçois M. O'Meara, et avec lui le général Mina; il reste tête à tête avec moi jusqu'à deux heures; il m'apprend qu'en 1812, lui, l'Infantado, Ballesteros, Montijo, grands d'Espagne, étaient

voyages en Amérique, mais il n'y séjourna que quelques mois.

En 1840, la santé du roi Joseph commença à se

d'accord pour me reconnaitre roi d'Espagne, si l'Empereur eût consenti à retirer les troupes françaises. Il m'a beaucoup surpris en me donnant sa parole d'honneur que le général X..., dont j'avais une bonne opinion, avait beaucoup contribué à me faire des ennemis et à augmenter le nombre de guérillas par les déprédations, les violences, les exécutions qu'il avait permises. Il met dans la même catégorie les généraux D... et M...; il rend le plus éclatant témoignage au contraire à la probité des généraux Clausel, Foy, Paris, Abbé, de ce dernier surtout, dont la mémoire, dit-il, est vénérée en Navarre. Il m'a répété plusieurs fois que l'Espagne ne peut plus être heureuse que par de grands changements dans le gouvernement. Il m'a dit aussi qu'en 1812 j'avais entièrement acquis l'opinion de l'Impecinado (chef de parti), qui était prêt à faire cause commune avec eux pour moi. Le maréchal *** est l'homme, me disait Mina, qui vous a fait le plus de mal par les dilapidations de tous les genres qu'il s'est permises; il a approvisionné les Anglais de blé, a permis que les peuples nourrissent les troupes françaises en Andalousie au bénéfice des fournisseurs, qui étaient payés en argent. Il a emporté tous les *Murillo* qui décoraient l'Alcazar de Séville (Palais-Royal), etc. Il a trafiqué avec les produits des mines d'*Almaden* qui ont été exportés. Il parait que le commissaire ordonnateur français lui prêtait la main; qu'un négociant français nommé X... était un de ses confidents le plus employé. Mina a une grande vénération pour MM. Urquijo, O'ffarill, Azanza, Almenara, Mazaredo, mais non pour M. Arribas, ministre de la police, qui m'avait été donné par l'Empereur sur la recommandation de son ambassadeur M. de Laforest. »

« 16 juillet 1834.

« Le général Mina dîne chez moi; il me renouvelle les mêmes protestations d'estime et d'amitié; il retourne en Espagne, mais n'est pas encore décidé à embrasser le parti de la reine; il est essentiellement national et patriote. Il m'assure que M. Arguelles, son ami, est très-bien disposé; qu'il a partagé ses opinions politiques, et qu'il lui avait communiqué beaucoup de mes lettres, interceptées par lui, qui lui ont inspiré, depuis cette époque déjà si éloignée, tant de bons sentiments pour moi. Mina m'engage à ne pas quitter l'Angleterre, d'où je dois aller en France, n'importe à quel titre; il prétend que nous y avons plus d'amis que nous ne pensons. »

ressentir sérieusement de la fatigue des voyages, des contrariétés de sa position, que l'exil augmentait encore. Il éprouva à Londres une attaque de paralysie, qui l'obligea à aller prendre les bains chauds de Wildbad, dans le Wurtemberg. Les eaux apportèrent quelque soulagement à ses douleurs physiques. Il espérait pouvoir se rendre de là en Italie, près de sa famille; mais la politique ombrageuse des puissances ne le lui permit pas. Tout malade qu'il était, ce prince dut retourner à Londres, dont le climat était contraire à sa santé. Enfin, en 1841, le roi de Sardaigne, plus généreux que les autres souverains, lui permit de venir habiter Gênes. Il s'y rendit, sur un steamer anglais. Après quelques semaines passées dans cette ville, le grand-duc de Toscane, touché de son état maladif, voulut bien l'autoriser à habiter Florence, près de sa femme, de ses enfants et de ses frères.

En 1842, Joseph donna aux principales villes de la Corse plusieurs centaines de tableaux provenant de la galerie de son oncle le cardinal Fesch, dont il était le légataire universel.

En 1843, ayant eu connaissance du vœu émis par la commission de la chambre des députés, relatif au tombeau de l'Empereur, il s'empressa de faire hommage à la France du grand collier, du grand cordon et de la plaque de la Légion d'honneur de Napoléon, pour être réunis sur son tombeau à l'épée d'Austerlitz (1). Ces objets précieux lui

(1) Voir le procès-verbal de la remise aux Invalides. (Note C.)

étaient échus lors du partage fait par la famille Bonaparte.

Le roi Joseph mourut à Florence le 28 juillet 1844, à l'âge de soixante-seize ans, entouré de sa famille et de quelques serviteurs fidèles, regretté de tous ceux qui l'avaient connu. Par son testament, fait à Londres en 1840 et confirmé à Florence (1), il laissa sa fortune, bien moins considérable qu'on ne se l'était figuré, à ses huit petits-enfants, issus du mariage de sa fille aînée, la princesse Zénaïde, avec le prince Charles Bonaparte. Il légua ses papiers politiques à son petit-fils et filleul Joseph Bonaparte (2). Il nomma pour exécuteurs testamentaires MM. J. Hopkinson et L. Mailliard. A ce dernier, dont l'attachement lui était bien connu, il confia le soin de déposer ses restes mortels dans les lieux où il rendrait le dernier soupir, jusqu'à ce qu'ils puissent être transportés en France. D'après cette volonté, le roi Joseph a été déposé provisoirement dans l'église Sainte-Croix, à Florence, en attendant que sa famille remplisse ce vœu sacré.

La reine Julie ne survécut que peu de mois à son mari; elle fut aussi déposée dans l'église Sainte-Croix, près de sa fille la princesse Charlotte, morte en 1839.

(1) Voir le testament. (Note D.)

(2) C'est à l'aide de ces papiers que ces Mémoires ont pu être rédigés.

CORRESPONDANCE

DE 1815 A 1844

Nap. à Jos. Paris, 22 avril 1815.

« Mon frère, je vous envoie un projet de constitution pour vous seul. Si vous avez quelques observations à me faire, vous me les apporterez ce soir. »

Nap. à Jos. Paris, 2 mai 1815.

« Mon frère, il est nécessaire d'organiser les Espagnols qui sont en France. Il serait convenable de former une junte, qui serait composée de cinq membres les plus actifs et les plus entreprenants. Ces membres résideraient ici, et correspondraient avec le ministre des relations extérieures. L'existence de cette junte serait secrète. Elle aurait sur les principaux points de notre frontière des Pyrénées des commissaires, dont elle recevrait les rapports; elle aurait à cet effet la franchise des postes. Ses commissaires seraient connus de nos agents civils et militaires. Leur travail serait de faire rédiger à Paris une gazette espagnole qui paraîtrait tous les deux jours, et serait transmise à ces commissaires, qui l'enverraient en Espagne par tous les moyens. Le but de ce journal serait d'éclairer les Espagnols, de leur faire connaître nos dispositions constitutionnelles, et de les porter à l'insurrection et à la désertion. 2° La

junte devra s'occuper des projets d'expédition de guérillas, de leur organisation, et des moyens de les faire entrer en Espagne. Le président de la junte serait accrédité auprès du ministre des affaires étrangères. Tous les secours donnés aux Espagnols, à raison de 120 mille francs par mois, seraient signés et distribués par la junte. »

« Mon frère, je suis dans l'intention de composer la chambre des pairs, et d'en nommer d'abord 80 membres. Désirant m'aider des lumières des personnes qui ont ma confiance, je vous invite à me remettre dimanche une liste de 120 personnes que vous choisirez comme si vous étiez chargé de cette nomination. S'il en est parmi elles que je ne connaisse pas, vous voudrez bien joindre des notes à leurs noms. Ce travail restera secret entre moi et vous. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il est inutile qu'on sache que je vous l'ai demandé.

Nap. à Jos. Paris, 19 mai 1815.

J'ai adressé une lettre semblable à tous mes ministres, et à d'autres personnes dans l'opinion et dans les sentiments desquelles je me confie. »

« Mon frère, ayant résolu de réunir la chambre des pairs samedi prochain, à trois heures, dans le lieu que nous avons désigné pour ses séances, notre intention est que vous vous y trouviez et que vous y preniez séance, pour contribuer de votre influence à tout ce qui peut être utile au bien de l'État et à la consolidation de notre autorité impériale. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, etc. »

Nap. à Jos. Paris, 2 juin 1815.

Nap. à Jos. Avesnes, 14 juin 1815.

« Mon frère, je porte ce soir mon quartier général à Beaumont; demain 15, je me porterai sur Charleroi, où est l'armée prussienne, ce qui donnera lieu à une bataille, ou à la retraite de l'ennemi. L'armée est belle, et le temps assez beau; le pays parfaitement disposé. J'écrirai ce soir si l'on doit faire les communications le 16 (1). En attendant, il faut que l'on se prépare. Adieu. »

Nap. à Jos. Beaumont, 15 juin 1815. (3 heures du matin.)

« Mon frère, l'ennemi faisant des mouvements pour nous attaquer, je marche à sa rencontre. Les hostilités vont donc commencer aujourd'hui. Ainsi, je désire que l'on fasse les communications qui ont été préparées. »

Le baron Fain à Joseph. Charleroi, 15 juin 1815. (9 heures du soir.)

« Monseigneur, il est neuf heures du soir. L'Empereur, qui est à cheval depuis trois heures du matin, rentre, accablé de fatigue. Il se jette sur son lit pour s'y reposer quelques heures; il doit remonter à cheval à minuit. Sa Majesté ne pouvant écrire à Votre Altesse, me charge de lui mander ce qui suit :

L'armée a forcé la Sambre près de Charleroi, et placé des avant-gardes à moitié chemin de Charleroi à Namur, et de Charleroi à Bruxelles. Nous avons fait 1,500 prisonniers et enlevé 6 pièces de canon. Quatre régiments prussiens ont été écrasés. L'Empereur a perdu peu de monde; mais il a fait une perte qui lui est très-sensible : c'est son aide de camp le général Letort, qui a été tué sur

(1) La déclaration de guerre.

le plateau de Fleurus, en commandant une charge de cavalerie. L'enthousiasme des habitants de Charleroi et de tous les pays que nous traversons ne peut se décrire; ce sont les mêmes sentiments qu'en Bourgogne. L'Empereur désire, Monseigneur, que vous fassiez part de ces nouvelles aux ministres, et que vous voyiez l'usage qu'il convient d'en faire. Il est possible qu'il y ait demain une affaire très-importante. »

Nap. à Jos. Charleroi, 16 juin 1815.

« Mon frère, le bulletin vous fera connaître ce qui s'est passé. Je porte mon quartier général à Fleurus. Nous sommes en grand mouvement. Je regrette beaucoup la perte du général Letort. La perte de la journée d'hier est peu considérable, et porte presque toute sur les quatre escadrons de service.

P. S. Letort va mieux. »

Soult à Joseph. Ligny, 16 juin 1815. (8 heures 1/2 du soir.)

« Monseigneur, l'Empereur vient de remporter une victoire complète sur les armées prussienne et anglaise, réunies sous les ordres de lord Wellington et du maréchal Blücher. L'armée débouche en ce moment par le village de Ligny en avant de Fleurus, pour poursuivre l'ennemi. Je m'empresse d'annoncer cette heureuse nouvelle à Votre Altesse Impériale (1). »

Le général Bertrand à Joseph.

« Prince, l'Empereur a envoyé ce matin à la croisière anglaise. On n'avait pas encore la réponse

(1) Cette lettre fut la dernière que Joseph reçut de l'armée; le 18, avait lieu la bataille de Waterloo.

Ile d'Aix, 14 juillet 1815.

de l'amiral; mais le capitaine avait ordre de son gouvernement de recevoir l'Empereur s'il se présentait, avec les personnes qui le suivaient. Il ne connaissait point les intentions ultérieures du gouvernement; mais il ne doutait pas que l'Empereur ne fût convenablement traité; et lors même que le gouvernement aurait une autre volonté, il pensait que l'opinion de l'Angleterre forcerait le gouvernement à agir conformément à ce qu'on devait attendre dans une pareille circonstance. M. de Las-Cases est retourné à bord, et demain matin l'Empereur s'y rend. Sa Majesté m'a chargé de vous en informer. »

Le comte de Las-Cases à Joseph. Francfort, 21 février 1818.

« Sire, un des premiers usages de ma liberté à Francfort eût été de déposer à vos pieds l'hommage de mon respect et de mes vœux, et le peu de nouvelles que la vieille date de mon départ de Sainte-Hélène me mettait à même de vous donner sur votre auguste frère. Je m'en suis reposé sur les soins de la reine Julie, qui m'a dit avoir l'extrême bonté de vous transmettre tous les détails que je me suis empressé de lui donner. A peine arraché de Longwood et déporté au cap de Bonne-Espérance, je n'ai pas perdu un instant pour écrire à Votre Majesté les détails, frais alors, de ce qui concernait l'Empereur; mais ma captivité et une surveillance sévère m'ont empêché de vous le faire parvenir alors, et Votre Majesté verra sans doute dans les papiers anglais que cette même lettre, ainsi que quelques autres, ont été saisies à mon arrivée dans

la Tamise. Ils en publient quelques lignes, tout en s'étonnant de n'y trouver aucun secret. Sire, votre auguste frère, lorsque j'ai été arraché d'auprès de sa personne, était extrêmement mal sous tous les rapports. Sa santé était mauvaise ; son âme seule demeurait impassible, et s'élevait au-dessus de ses adversités et de tous les mauvais traitements des hommes. Il n'avait point le nécessaire ; chaque mois, il était obligé de faire briser de son argenterie pour ajouter ce qui manquait au peu qui lui était fourni. En partant, j'ai été assez heureux de lui offrir, par l'entremise du gouverneur, une somme de 100 mille francs que j'avais dans les fonds anglais, composant tout ce que je possédais hors de France. J'ai eu le bonheur de les voir accepter. Sire, Votre Majesté aura vu dans les papiers anglais les mauvais traitements dont j'ai été l'objet en arrivant en Europe. La tempête semble apaisée pour le moment ; l'Autriche m'a accordé un asile, et je demeure tranquille à Francfort, où l'état affreux de ma santé me retient. Ma vie est plus que jamais à l'Empereur. De près ou de loin, je n'ai d'autre occupation ni d'autres pensées que d'adoucir, s'il est possible, son horrible situation, et de lui faire arriver quelque consolation. C'est ce qui me portait si fort à vouloir m'établir en Angleterre ; c'est ce qui fait que je sollicite encore chaque jour, par toutes les voies directes et indirectes, à être autorisé à m'y rendre. En attendant, j'écris régulièrement chaque mois, par la voie légale des ministres anglais, à Longwood, et je continuerai, tant que je le croirai permis, avec une

scrupuleuse régularité. Si Votre Majesté daignait me charger, par la voie de la reine, de faire parvenir ce qu'elle croirait agréable, je m'en chargerais avec plaisir. Bien qu'en ait dit lord Bathurst, avant votre lettre à votre auguste frère il en avait reçu deux de Madame, une du prince Lucien, et une de la princesse Borghèse. »

Le général Bertrand à Joseph. Longwood, 15 mars 1818.

« Prince, je profite du départ de M. Bale, négociant qui a ma confiance, pour vous écrire. L'Empereur est attaqué du mal de foie, maladie mortelle en ce climat malsain. Si on laisse l'Empereur ici, on l'aura tué sciemment. Vous pouvez profiter de la voie de M. Bale pour nous donner de vos nouvelles. Le général Gourgaud vient de nous quitter, à ce qu'il paraît d'assez mauvaise humeur. »

Le comte de Las-Cases à Joseph. Baden-Baden, 16 août 1818.

« Sire, je viens de recevoir la lettre dont Votre Majesté m'a honoré, renfermant un effet de mille livres sterling. Je vais en soigner la rentrée. Au même instant je recevais le remboursement des 100 mille francs que j'ai été assez heureux de voir accepter par l'Empereur au moment de mon départ de Sainte-Hélène. Ce remboursement m'a rendu heureux, en ce qu'il me met à même de disposer au besoin de la même somme pour le même objet, si le cas venait jamais à s'en présenter. La somme que Votre Majesté m'envoie demeurera toujours prête pour le même objet, à moins que vous ou la reine n'en décidiez autrement. Elle sera toujours tenue à la disposition de l'un ou de l'autre. Les besoins annuels de l'Empereur ont été estimés à

150 mille francs, et les fonds faits pour l'année courante. Nul doute qu'ils ne le soient également pour l'année qui suivra, par les moyens que vous savez, et dont la reine, à ce que me dit Votre Majesté, a également connaissance. C'est un point qui ne vient de s'entendre et de se terminer qu'il y a seulement quatre ou cinq jours; encore n'est-ce pas sans quelque embrouillage inévitable, qui pourtant, j'espère, sera sans inconvénient grand. D'après cela, Sire, il ne me semble pas qu'il doive se présenter rien de cette nature à faire de la part de Votre Majesté, à moins que ce ne soient des cas inattendus, tout à fait hors de notre prévoyance. La sagesse de Votre Majesté a parfaitement jugé les inconvénients dont auraient pu être suivies certaines spéculations hasardeuses. Elle est sur les lieux, et personne ne saurait être meilleur juge qu'elle-même. Il y a peu de jours que je me suis trouvé dans le cas de donner à un commerçant une lettre d'introduction près de Votre Majesté. Je n'ai pu juger du mérite ni des probabilités de ses spéculations, mais seulement de sa moralité, de son bon cœur, de son zèle amical. Ils sont extrêmes, et j'ai cru devoir me rendre à sa prière. Votre Majesté pardonnera ma liberté, à cause de ma bonne intention. J'ai mis une telle publicité, une telle franchise, dans mes sentiments, mes intentions et mes soins, qu'on les a respectés. Je me trouve libre autant qu'on l'est dans ce vieux monde, et j'y demeure, parce que, s'il est possible de pouvoir être de quelque utilité, ce n'est qu'ici. Malgré l'état affreux de ma santé, je n'ai

pas d'autres occupations; c'est toute mon existence. Ce que l'imagination et le cœur peuvent suggérer de faisable a été tenté, l'est, ou le sera. Malheureusement jusqu'ici la plupart des efforts demeurent impuissants. J'ai la satisfaction néanmoins d'avoir déjà procuré quelque consolation et quelques adoucissements. Quelques envois ont été adressés; les communications régulières sont établies. Les vœux, les sentiments de tous les membres de la famille parviennent sur l'affreux rocher, et doivent porter quelque douceur dans une âme qu'on cherche à accabler, mais qu'on ne saurait abattre. Les mauvais traitements locaux semblent avoir redoublé dernièrement; le corps était gravement attaqué. Sire, je regrette que ma situation, et l'incapacité de travail où me maintient l'état de mon infirmité, me privent de vous donner tous ces détails. Je ne doute pas que la reine n'y pourvoie tout à fait, et qu'elle ne vous envoie, si elle en a la faculté, les diverses pièces et brochures relatives à l'objet qui nous est si cher. L'Empereur pensait souvent que les nombreux Français de votre voisinage ne manquaient pas d'employer leurs talents connus à combattre isolément ou en commun les calomnies de nos ennemis contre la belle cause que nous avons fait triompher si longtemps, et que tous les efforts des hommes aveugles ou absurdes ne sauraient anéantir désormais, ou même faire rétrograder. Je me suis éloigné de la reine pour le moment, mais je vais m'en rapprocher sous peu; sa présence est un bonheur et une consolation pour moi. Je profi-

terai de son voisinage (que Votre Majesté daigne me le permettre !) pour vous informer de temps à autre de ce qui serait digne de vous être mandé. »

« Mon cher général, j'ai reçu, depuis peu de jours seulement, votre lettre du 15 novembre 1818, avec l'ouvrage qui l'accompagnait (sur la campagne de Waterloo). J'ai lu et relu l'un et l'autre avec un égal intérêt. J'aime à croire que l'impartiale postérité sera guidée dans le jugement qu'elle portera de cette fatale campagne par des ouvrages tels que le vôtre. Je n'ai pas oublié les conversations que j'ai eues avec vous dans les Cent-Jours, votre conduite en Espagne; et si j'éprouve quelques regrets aujourd'hui, c'est de ne pouvoir vous offrir que des vœux stériles pour votre bonheur et celui de notre chère patrie. Veuillez toutefois les agréer comme des témoignages de l'estime et de l'affection que vous porte votre affectionné, etc. »

Joseph au général Berton. Point Breeze, 1er octobre 1819.

« Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'écrire le 1er mars. Je vous prie de vouloir bien faire vos efforts pour faire parvenir les deux incluses, dont l'une pour l'Empereur, et l'autre pour madame de Montholon. Je suis bien fâché du retard qu'elle éprouve à être payée. Je lui écris à ce sujet, ainsi qu'à l'Empereur. *Je n'ai pas reçu à Rochefort les lettres dont vous me parlez, et dont M. le comte de Las-Cases a aussi parlé à ma femme. J'écris à ce sujet pour savoir à qui ces lettres ont été remises, et par qui. Malheureusement*

Joseph au docteur O'Meara. Philadelphie, 10 mai 1820.

je ne les ai pas reçues. Je regretterai bien vivement leur perte (1). L'ouvrage que vous avez publié a ici un succès prodigieux. J'ai perdu aussi par l'incendie de ma maison, arrivé le 4 janvier, beaucoup de papiers. Les lettres dont vous me parlez eussent été aussi perdues ; mais heureusement elles ne m'avaient pas été remises. J'ai fait, dans cette circonstance, d'autres pertes bien sensibles qui me forcent à me rappeler que j'en ai fait de plus grandes, pour n'en avoir pas trop de regrets. Veuillez, etc. — *P. S.* N'ayant aucun rapport personnel avec la reine d'Angleterre, une lettre de moi me paraîtrait moins convenable que de la part de mon frère Lucien ou de la reine de Naples, qui ont eu occasion de la connaître personnellement. »

Le général Bertrand à Joseph. Londres, 16 sept. 1821.

« Prince, je vous écris pour la première fois depuis l'affreux malheur qui est venu ajouter à tous les chagrins qui pèsent sur votre famille. Incertain si une lettre vous parviendrait, ne connaissant pas très-bien votre adresse, j'espérais l'apprendre par quelque lettre de vous ou de Rome. Je me décide à remettre celle-ci chez MM. Baring, espérant qu'elle vous arrivera.

Votre Altesse connaît ce qui s'est passé dans les premières années de ce cruel exil ; plusieurs personnes arrivées de Sainte-Hélène l'auront mise au fait de ce qui l'intéressait davantage, de la manière

(1) Il est question ici des copies de la correspondance des souverains, envoyées à Joseph comme nous l'avons dit, non pas de Rochefort, mais de Paris, avant le départ de l'Empereur le 29 juin.

de vivre et de l'horrible traitement qu'aggravait l'influence d'un climat meurtrier.

Dans la dernière année de sa vie, l'Empereur, qui depuis quatre ans ne prenait plus d'exercice, était extrêmement changé, pâle et faible. Dès lors sa santé a décru rapidement et d'une manière sensible. Il avait toujours pris des bains, mais alors il en prenait plus fréquemment, et il y restait plus longtemps; il lui semblait qu'il en éprouvait quelque bien-être.

A la fin, le docteur Antomarchi les lui avait interdits, croyant qu'ils ne pourraient qu'accroître sa faiblesse.

Au mois d'août, il se promenait à pied, mais avec peine; il était obligé de s'arrêter à chaque instant. Dans les premières années, il se promenait en dictant; il marchait dans sa chambre, et suppléait ainsi à l'exercice qu'il ne pouvait prendre au dehors, craignant de s'exposer à quelque insulte. Mais alors ses forces ne lui permettaient plus ce peu de mouvement. Il était assis presque toute la journée; il ne travaillait presque plus. Chaque mois, sa santé empirait visiblement. Une fois en septembre, et une autre fois dans les premiers jours d'octobre, il voulut monter à cheval, son médecin le pressant de faire de l'exercice; mais il était si faible, qu'il fut obligé de revenir en voiture. Son estomac ne digérait plus; sa faiblesse augmenta. Des frissons se firent sentir aux extrémités; il éprouvait quelque soulagement lorsqu'on lui mettait quelques serviettes chaudes sur les pieds. Ces froids se sont fait sen-

tir jusque dans ses derniers moments. Ne pouvant plus ni marcher ni monter à cheval, il fit plusieurs promenades en calèche au pas, mais sans que ses forces parussent y gagner. Il ne quittait plus sa robe de chambre. Son estomac rejetait les aliments, et à la fin de l'année il fut obligé de renoncer à manger de la viande; il se nourrissait de coulis, de gelées, de purées. Pendant quelque temps il ne mangea presque rien, buvant seulement un peu de vin pur, espérant se soutenir ainsi sans fatiguer son estomac; mais les vomissements continuèrent; il reprit l'usage des purées et coulis. Les remèdes qui furent essayés, les toniques qu'il prit, eurent peu d'effet. La machine s'affaiblissait chaque jour: sa tête seule était toujours la même. Il lisait, il causait volontiers; il dictait peu, quoique par intervalle il l'ait fait même jusqu'aux derniers jours de sa vie. Il sentait que sa fin s'approchait; il récitait souvent le morceau de *Zaïre* qui finit par ces vers :

... A revoir Paris je ne dois plus prétendre...

Cependant l'espoir de sortir de cet affreux pays se présentait souvent à son imagination; quelques articles de gazettes, quelques fausses nouvelles qui se répandaient, nous donnaient quelques motifs d'espérance. Nous nous croyions quelquefois au moment de partir pour l'Amérique; nous lisions les voyages, nous faisions des projets, nous arrivions chez vous, nous parcourions ce vaste pays, le seul où il nous fût permis d'espérer quelque li-

berté. Vaine espérance, vains projets! ils n'avaient servi qu'à nous faire sentir davantage les malheurs de notre position. Il est impossible de les avoir supportés avec plus de sérénité, de courage, je dirais presque de gaieté. Il nous disait souvent le soir : «Où voulez-vous aller? au Théâtre-Français, à l'Opéra?» Et aussitôt il lisait une tragédie de Corneille, de Voltaire, de Racine; un opéra de Quinaut, une comédie de Molière. Sa force d'âme, son grand caractère, ont peut-être été plus admirables que sur ce grand théâtre où il a éclipsé ce que l'antiquité et les temps modernes nous ont offert de plus grand. Il semblait oublier souvent ce qu'il avait été. Je ne me lassais pas d'admirer sa philosophie, son courage, cette supériorité de raison et de force d'âme qui le mettaient au-dessus de son malheur. Ce n'est pas que souvent des regrets, de tristes souvenirs de ce qu'il avait fait, de ce qu'il aurait pu faire, ne se présentassent. Il discutait avec une extrême bonne foi ce qui s'était passé; persuadé au reste qu'en général il avait dû agir comme il l'avait fait, et ne partageant point tant d'opinions si bizarres et si contraires que nous entendons tous les jours sur des événements dont souvent on n'a pas la clef. Si la conversation prenait une tournure triste, il en changeait bientôt; il parlait volontiers de la Corse, de son vieil oncle Lucien, de sa jeunesse, de vous, de toute la famille.

Vers la mi-mars, la fièvre s'est manifestée. Dès lors il n'est plus guère sorti de son lit, se levant tout au plus une demi-heure par jour; se rasant

rarement : il n'en avait plus la force. Sa maigreur est devenue extrême. Jusque-là il avait assez conservé son embonpoint. Les vomissements sont devenus plus fréquents. Il a alors questionné les médecins sur la conformation de l'estomac, et, environ quinze jours avant sa mort, il avait à peu près deviné qu'il mourrait d'un squirre à l'estomac. Il se faisait lire presque tous les jours; il a dicté très-peu de jours avant sa mort. Il causait très-simplement de la manière dont il était probable qu'il mourrait; mais lorsqu'il s'est aperçu que sa fin était prochaine, il a cessé d'en parler. Il s'est beaucoup occupé de sa famille, de vos enfants. Il a été jusqu'au dernier moment simple, bon pour nous tous; il ne paraît pas qu'il ait senti des douleurs aiguës, comme on serait porté à le croire, après avoir vu son estomac percé d'un cancer. Lorsque nous le questionnions, il répondait qu'il souffrait un peu, mais que c'était supportable. Les quatre ou cinq derniers jours, il n'avait plus sa mémoire aussi bonne; de profonds soupirs, et quelques exclamations qui lui échappaient, nous ont fait juger qu'il souffrait beaucoup. Il nous considérait avec cet œil scrutateur que vous lui connaissez; nous tâchions de dissimuler; mais il était si accoutumé à lire dans nos regards, qu'il a sûrement deviné plus d'une fois l'inquiétude qui nous agitait. Il sentait trop bien les diverses gradations par lesquelles sa machine s'affaiblissait, pour ne pas juger son état. Dans les dernières deux heures, il n'a pas parlé ni plus remué ; nous n'entendions plus que sa respiration pénible. Elle a dimi-

nué graduellement avec une régularité remarquable; le pouls a disparu; et il a fini environné de quelques serviteurs, celui qui avait donné des lois au monde, et qui, pour le bonheur et la gloire de notre triste patrie, eût dû lui être conservé. Pardon, Prince, d'une lettre écrite si à la hâte, qui vous dira si peu, quand vous voudriez tant savoir; mais je ne finirais pas. Vous êtes si loin, que je ne puis prévoir quand j'aurai l'honneur de vous revoir. *Je ne veux pas omettre de vous dire que l'Empereur désirait beaucoup qu'on fît imprimer sa correspondance avec les divers souverains de l'Europe; il nous a répété cela plusieurs fois.* L'Empereur, par une disposition testamentaire, a désiré que ses cendres reposassent en France; ce n'est que dans ses derniers jours qu'il m'a dit que, si cela éprouvait des difficultés, de le faire déposer près de la fontaine qui l'avait abreuvé pendant si longtemps. »

« Sire, les détails que les journaux ont donnés sur les derniers moments de l'Empereur sont entièrement faux; le rapport des médecins anglais n'est pas exact en tous points. M. Antomarchi s'est laissé lui-même intimider par la crainte de persécutions en Europe. Le foie était plus malade qu'il ne le dit dans son rapport. La confiance dont l'Empereur m'a honoré, ses bontés personnelles pour moi, l'intimité dans laquelle il me permettait de vivre avec lui jour et nuit, m'ont mis à même de mieux connaître ses souffrances que personne. Il a, à plusieurs reprises, souffert du mal de foie: cependant ce

Montholon à Joseph. Londres, 5 octobre 1821.

rapport ne le prouve pas ; il ne parle pas non plus de l'influence désastreuse du climat de Sainte-Hélène. La maladie à laquelle l'Empereur a succombé n'a été connue des médecins qu'après sa mort ; ses progrès ont été rapides, et le peu de remèdes qu'il a pris ont, je crois, produit un effet inverse de celui qu'on se proposait. Dans le mois de janvier, le dépérissement fut sensible, la faiblesse extrême. M. Antomarchi pensa que cela tenait à une désorganisation du système lymphatique, il prétendit que la partie blanche du sang était en trop grande abondance, et l'emportait sur la partie rouge ; il craignit une apoplexie séreuse, et fit usage de toniques, de vésicatoires, d'un cautère, et tous remèdes qui occasionnent de vives souffrances, sans améliorer l'état de la maladie. Le 17 mars, l'Empereur étant en calèche avec moi dans son parc, selon son usage, se plaignit d'un violent malaise et de frissons ; je l'engageai à rentrer et à se coucher. Le lendemain, il n'eut pas de fièvre ; mais le 19 elle se déclara, et depuis ce jour il n'a plus quitté son lit. Le 21, M. Antomarchi annonça que c'était une fièvre gastrique intermittente, causée par l'engorgement glaireux des organes digestifs, et administra l'émétique trois jours de suite. Les douleurs occasionnées par ce remède furent si violentes, que l'Empereur se refusa à le continuer. Plusieurs espèces de pilules et potions furent alors essayées, sans succès ; sa répugnance à prendre des médecines était extrême, il voulait laisser agir la nature. Cependant le 30 mars il se trouva si mal, qu'il con-

sentit à faire appeler le docteur Arnold, du 20e régiment anglais, homme d'honneur et fort estimé. Celui-ci blâma hautement l'émétique, et ordonna des antivomitifs et autres calmants. D'abondantes transpirations apportèrent alors quelques soulagements; l'irritation de l'estomac se calma, les vomissements diminuèrent, la fièvre même céda un peu; et nous osions nous livrer à quelques espérances, lorsqu'à la fin d'avril les vomissements redevinrent presque continuels, et de nature à ne plus nous laisser le moindre espoir.

Je n'ai pas quitté le lit de l'Empereur pendant les quarante-deux derniers jours de sa vie; toutes les nuits, je les ai passées à le soigner; j'ai été témoin de toutes ses souffrances, de tous les mouvements de son âme; j'ai reçu son dernier soupir. Ah! Sire, quel homme! Il est mort digne de lui! Pardonnez à celui qu'il appelait son fils, de mêler ses larmes aux vôtres!

Ses dépouilles mortelles nous ont été refusées, au mépris de celles de ses dispositions testamentaires y relatives que j'ai officiellement communiquées au gouverneur de Sainte-Hélène, et de nos protestations. Arrivé en Angleterre, le comte Bertrand et moi nous avons réclamé auprès du roi et des ministres ces restes si précieux du plus grand et du meilleur des princes; nous avons remis à lord Castlereagh une demande de Madame: aucune réponse n'a été accordée à nos vives instances.

Les papiers que l'on a demandés à plusieurs reprises à Votre Majesté, sont ceux renfermés dans les

deux caisses qu'elle a mises en sûreté ; *on faisait erreur en les désignant comme des lettres remises à Rochefort, et j'aurai l'honneur de vous faire connaître les intentions de l'Empereur tant à leur égard que relativement à tout ce qu'il a confié à vos soins*, Sa Majesté ayant institué ses exécuteurs testamentaires les comtes de Montholon, Bertrand, et Marchand. Les journaux assurent impudemment que ses papiers, ses fonds, ses dernières volontés, sont entre les mains du gouvernement anglais ou de l'Autriche ; tous les libraires publient ou annoncent des Mémoires, etc., sous son nom ou sous celui des personnes de sa maison. Toutes ces annonces sont l'ouvrage des partis : les papiers de l'Empereur, ses dernières volontés, sont en sûreté. »

(*A la suite de ces mots, se trouvent trois lignes et demie en chiffres, dont nous n'avons pas la clef.*)

Le général Bertrand à Joseph. Londres, 6 octobre 1821.

« Prince, j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Altesse, il y a peu de jours, par la maison Baring. Je vous donnai quelques détails sur les derniers moments de l'Empereur. Dans les derniers jours de sa vie, l'Empereur me dit plusieurs choses, en me recommandant d'en prendre note. J'en extrais ce qui est relatif à votre famille, ce qui me paraît le plus propre à vous intéresser, et ce que l'Empereur m'a recommandé de vous faire connaître. Je dois sous peu de jours rentrer en France. Je profite d'une occasion sûre, et sous plusieurs rapports je crois ne devoir pas la laisser échapper. Il paraît que la prin-

cesse votre fille va vous rejoindre. Le mariage de vos enfants ayant toujours paru important à l'Empereur, je pense que Votre Altesse sera bien aise de connaître son opinion à ce sujet. Je la prie de croire que mon attachement pour elle et pour les personnes de l'auguste famille de l'Empereur sont à l'épreuve des événements. Ma femme me prie de la rappeler à votre souvenir; elle désire que je vous rappelle aussi que l'Empereur vous avait chargé à l'Élysée de lui donner son portrait en médaillon, à l'époque où la princesse Lucien en reçut un; et qu'il vous réitéra le même désir en déjeunant un jour à la Malmaison. »

Extrait de la conversation du 22 avril 1821.

« L'Empereur a désiré que le grand maréchal dît à sa mère qu'elle ne pouvait mieux faire que de marier ses filles dans des familles romaines; que sa famille devait s'emparer de Rome, s'allier à toutes les familles princières, c'est-à-dire à celles qui avaient eu des papes; que l'alliance avec les Hercolani et les Gabrielli était bien entendue; qu'il avait fort désapprouvé le mariage avec le Suédois (1); que ses nièces pouvaient laver les pieds du pape, mais non ceux de la reine de Suède ni de tout autre; qu'ils devaient s'allier aux Colonna, aux Orsini et aux autres familles; qu'ils pouvaient aussi se marier entre eux; qu'ils ne devaient point se marier en France, à moins qu'il n'y eût un changement de gouvernement; que ce qu'il disait s'appli-

(1) Une des filles de Lucien avait épousé un Suédois.

quait à tous ses neveux et nièces; de le faire connaître à la reine Caroline et au roi Joseph ; que la famille aurait probablement des papes ; que dans tous les cas elle exercerait une grande influence, même en France; qu'enfin Rome était la ville éternelle. »

Extrait de la conversation du 24 avril au soir, l'Empereur étant au lit, dans son salon.

« L'Empereur a dit qu'il répétait que sa famille devait s'emparer de Rome, en s'alliant à toutes les familles princières, c'est-à-dire aux familles qui avaient eu des papes et qui avaient commandé à toutes les consciences de l'univers; qu'elle ne tarderait pas à avoir un pape, des cardinaux, des légats; que cela leur donnerait de l'influence dans toutes les cours de l'Europe; que cela était important, intéressait nombre de familles puissantes à perpétuer le souvenir de sa gloire; que c'était attacher une théocratie puissante aux intérêts de sa famille, à l'honneur de sa mémoire; qu'il y avait partout de ces familles, non-seulement à Rome, mais à Bologne, Rimini, Perrugia; qu'au fait, sa famille était d'origine romaine; qu'il y avait des Bonaparte à Rome en 1000; que c'était un Bonaparte qui avait écrit en 1500 le sac de Rome par le connétable de Bourbon, lançant contre lui des imprécations; que son nom serait toujours populaire en Italie; qu'elle regarderait toujours comme une occasion manquée le temps où il avait voulu établir son indépendance; qu'il avait parlé à toutes les

imaginations en Italie; qu'il y avait réveillé le nom et les souvenirs de la patrie; que sa mémoire leur serait toujours chère; que le prince Lucien, Louis, Bacciochi et les enfants de la princesse Élisa étaient naturellement placés à Rome; que le prince Joseph ou la reine de Naples pouvaient aussi y marier leurs filles; qu'il suffirait de leur donner 300,000 francs de dot; que Madame ne pouvait mieux placer son argent; que c'était un moyen d'assurer la gloire et de perpétuer l'illustration de sa maison; qu'elle devait promettre 300,000 francs à chacun de ses petites-filles ou petits-fils qui s'établirait à Rome; que madame la princesse Pauline, le cardinal Fesch, ne pouvaient mieux employer leur fortune; qu'on pouvait baiser le ... du pape, que ce n'était baiser le ... de personne ni d'aucune famille; mais que sa famille ne pouvait baiser le ... du roi d'Angleterre, ni du roi de Suède, ni du roi d'Espagne; que sa famille ne pouvait s'établir que dans une théocratie comme Rome ou dans une république comme la Suisse, qui avait une certaine consistance et une force suffisante pour faire respecter son indépendance, au lieu qu'à Lucques on n'avait pas réellement de protection; qu'en se faisant oligarque de Berne ou d'un autre canton, on était indépendant, on ne devait rien à personne; que là les membres de sa famille pouvaient conserver leur dignité; que si le prince Jérôme ne voulait pas venir à Rome parce que sa famille était protestante (1), il pouvait

(1) La reine seule était protestante.

s'établir en Suisse; que Trieste était un pays borgne; qu'on serait flatté et content de le voir à Berne; qu'il pouvait y porter 5 ou 6 millions; qu'on ne savait pas s'il n'en apporterait pas 40; qu'en tout pays, et en Suisse surtout, on était bien aise de voir arriver de l'argent; que là il pouvait être indépendant; qu'il fallait se faire inscrire sur le livre d'or, mais qu'il devait faire son arrangement d'avance, et ne pas manquer à cela; qu'il devait s'allier, par ses enfants, aux principales familles du pays; que sa fille ou celle de Joseph pouvait épouser le jeune Wateville, l'officier d'ordonnance; que Berne était préférable à tout autre canton; que c'était le principal; qu'il ne savait pas si ses enfants étaient catholiques; cela ne serait pas un obstacle pour Berne; que dans ce cas il pourrait s'établir dans un autre canton, Zurich ou Fribourg; que cependant il fallait tâcher que ce fût Berne avant tout; qu'il pouvait avoir une maison de campagne sur le lac de Genève, de Neufchâtel ou de Zurich, ou dans le pays de Vaud, où on parlait français à douze lieues de sa résidence; qu'il y avait des positions très-agréables et de belles habitations toutes construites, des propriétaires ayant 60 mille livres de rente; que Genève même était une ville agréable, où tout le monde parlait français; qu'on pouvait être *magnifique* de Genève; que c'était beaucoup de ne dépendre et de n'avoir obligation à personne; que cette situation était la seule qui convînt à sa famille; que la reine Caroline ne pouvait être à Rome, à cause du voisinage de Naples, et que sa

sûreté y serait compromise; qu'elle devait s'établir en Suisse, et dans un autre canton que Jérôme, à Zurich; que tout ce qu'il avait dit de Jérôme s'appliquait à la reine Caroline, tant sur la manière d'établir ses enfants que pour les maisons de campagne; qu'ils pouvaient ainsi s'emparer des principales familles de la Suisse; que Joseph, étant établi en Amérique, s'y plaisait peut-être et désirerait s'y fixer; qu'alors il préférerait naturellement y établir ses filles pour les avoir près de lui; qu'il n'y avait guère là que des négociants; que cependant il y avait quelques familles, telles que les Washington, les Jefferson, etc.; qu'il pourrait avoir dans sa famille un président des États-Unis; que c'était une république, et qu'elle était admirable; que cependant il préférait Rome pour Joseph, et qu'il y établît ses filles pour les raisons déjà dites; que si cependant il ne pouvait s'établir à Rome, soit à cause des ressentiments qu'on pourrait conserver au sujet de sa conduite lors de l'assassinat de Duphot, soit à cause du voisinage de Naples et des souvenirs qu'il y rappelait, il pouvait s'établir en Suisse; qu'il préférait la Suisse à l'Amérique; qu'il y serait bien; que tout ce qu'il avait dit relativement à Jérôme et à la reine s'appliquait à lui; alors, qu'ils seraient maîtres de la Suisse et qu'ils auraient certainement une landermanie; que sa famille serait ainsi établie en deux ou trois points : trois familles à Rome, Lucien, Louis, et les enfants de la princesse Élisa; trois familles en Suisse, Joseph, Jérôme, et la reine Caroline. Restaient Pauline et lui, Empereur; ce qui

faisait les huit frères et sœurs; qu'il fallait que Madame comprît bien cela; qu'ils pourraient ainsi, avec une vingtaine de mariages, s'emparer de Rome et de la Suisse; que Lucien devait faire ses fils cardinaux le plus tôt possible. »

Extrait de la conversation du 26 avril, à sept heures du soir.

« L'Empereur a demandé s'il avait écrit ses conversations précédentes; il a dit que Madame devait laisser à son fils (de lui Empereur) plus qu'à aucun autre de ses petits-enfants; que ces petites choses attacheraient; que Pauline et le cardinal devaient en faire autant; que la famille ne devait rien négliger pour s'attacher le fils de l'Empereur; qu'on voudrait probablement en faire un cardinal; que la chose la plus importante pour lui était de ne jamais se faire prêtre; qu'il devait toujours se glorifier d'être né Français; qu'on ne pourrait savoir quelle serait sa destinée; qu'il ne devait rien faire qui pût éloigner de lui les Français et les indisposer; qu'il était important qu'il fût bien élevé; qu'il devait apprendre le latin, les mathématiques, la géographie et l'histoire. L'Empereur a ajouté qu'il fallait tâcher de se procurer le volume de sa correspondance avec les souverains, et la faire imprimer; que Joseph devait l'avoir. »

Voilà, Prince, l'extrait de ce qui m'a paru devoir intéresser davantage la famille de l'Empereur. J'ai lieu de penser que l'Empereur a dit à peu près les

mêmes choses, quoique avec moins de détail, aux autres personnes qui étaient auprès de lui, l'abbé Vignoli et Montholon. Je compte aller le printemps prochain à Rome, de sorte que je n'ai pas écrit ces détails; je pense que l'abbé Vignoli en aura dit à peu près autant. Cependant, comme il y a des choses qui regardent Madame, et qu'elle pourrait s'étonner de n'en être pas instruite la première, je vous prie d'attendre, pour les écrire à ce sujet, qu'elle vous en parle. L'Empereur supposait que vous avez un chiffre avec Lucien. Les cuisiniers qu'on envoyait à l'Empereur, et qui sont arrivés à Sainte-Hélène après la mort de l'Empereur et notre départ, nous ont remis ici une lettre de vous à l'Empereur, d'après laquelle il paraîtrait que les papiers que vous aviez n'ont pas été brûlés. Je présume donc que vous avez la correspondance avec les souverains, et en conséquence je vous engage à la faire imprimer ; c'est un désir que l'Empereur a constamment exprimé depuis fort longtemps. Si vous avez ces pièces, voyez : il doit y avoir quatre ou cinq lettres de madame de Staël, qu'elle lui a écrites en Italie, et qu'il désire qu'on imprime. Nous n'avons jamais pu avoir son dernier ouvrage, de sorte que l'Empereur n'a pu y répondre. Il a fait des notes sur les ouvrages de Carnot, de Bernadotte, dont il a désavoué plusieurs lettres qu'on prétend lui avoir écrites. Il a été peiné de l'ouvrage du prince Louis. Il vous a toujours conservé les meilleurs sentiments et toute son affection. Nous nous flattions d'aller vous rejoindre... Mais, hélas ! ! ! Je termine, et je crains

que M. Stokoe ne puisse me donner plus de temps. Je présume que je pourrai correspondre avec Votre Altesse par M. Baring, ou que vous avez une manière sûre et des occasions d'écrire en France. Ce dont je vous prie d'être persuadé, Prince, c'est qu'indépendamment du respect et de l'attachement que je dois à toute votre famille pour les bienfaits et les bontés de l'Empereur, je vous conserverai personnellement un souvenir reconnaissant de l'intérêt que vous avez daigné me témoigner dans tant de circonstances ; et j'ose espérer que vous me continuerez des sentiments de bienveillance auxquels j'attache et j'attacherai toujours le plus grand prix.

Le docteur Stokoe a l'honneur d'accompagner la princesse votre fille en Amérique ; il a été mal récompensé du zèle qu'il a montré pour l'Empereur malade, et aux prises à de mauvais traitements de toute espèce ; il a perdu sa place. S'il était possible que la famille de l'Empereur le dédommageât de ce qu'il a perdu et de ce qu'il a souffert par suite de la générosité de son caractère, je crois que rien ne serait plus convenable, et que peu de personnes le méritent mieux. »

David (1) à Joseph. Bruxelles, 19 juin 1823.

« Mon Prince, j'ai reçu la lettre dont vous avez daigné m'honorer ; elle m'a été remise par la comtesse votre épouse. Je la garderai comme un témoignage précieux de l'estime que vous faites de moi. Vous me félicitez, mon Prince, sur ma fermeté de caractère : je la trouve dans la reconnaissance que

(1) Le célèbre peintre David.

mon cœur éprouve, comme bon Français et comme homme privé, pour tous les bienfaits dont l'Empereur votre auguste frère avait comblé ma patrie. J'ai été bien sensible aux choses obligeantes que vous voulez bien me dire relativement à l'intérêt et à l'admiration dont mes ouvrages sont l'objet dans le nouveau monde; mais permettez-moi, mon Prince, de ne prendre de cette admiration que la modeste part qui m'appartient, et d'en laisser toute la gloire aux illustres personnages qu'ils représentent. Je suis bien sensible aux bons souvenirs de la princesse Charlotte, à laquelle j'ai l'honneur de présenter mes respects; je pense souvent à elle et à ses heureuses dispositions, que j'aurais eu beaucoup de plaisir à cultiver, si elle était restée près de moi. Mais, hélas ! tout ce qui me rappelait ces jours de triomphe et de gloire s'éloigne, et je ne vivrai plus que de souvenirs; mais ils seront embellis par la certitude où je serai que vous me conservez quelque intérêt, et que vous me croyez, avec le plus profond respect, etc. »

Joseph au général O'Farill. Point-Breeze, 28 octobre 1823.

« Mon cher général, je reçois votre lettre du 19 mars; je vous reconnais bien tel que je vous ai toujours vu. Je ne veux pas vous flatter, puisque vous ne m'avez jamais flatté en d'autres temps; mais je vous dirai, en homme vrai, que vous me faites éprouver un grand bonheur, celui de sentir que je mérite l'estime des gens de bien, et l'amitié d'un homme tel que vous. C'est une seconde conscience, et il faut avouer qu'elle a quelque chose de

plus doux encore que le sentiment que l'on retire de son propre jugement. M. Carret, qui vous remettra cette lettre, est avec moi depuis neuf ans, et il a toute ma confiance; il sait combien je vous suis attaché; il vous a souvent entendu nommer parmi les hommes dont le souvenir console de tant d'autres amis : il vous dira tout ce que vous pouvez désirer de savoir d'un ami qui vous est bien affectionné. Il ne tardera pas à repasser l'Atlantique, et ce sera avec grand plaisir que, dans les loisirs de sa retraite, je me ferai redire vos moindres conversations. Je vous prie de dire à M. de Santa-Fé que je ne vous sépare pas de lui dans mon estime et dans mon affection. Je suis heureux d'apprendre que madame Santa-Maria, madame Merlin et leurs maris vivent si près de vous; je vous prie de me rappeler à leur amitié. Je vous remercie des nouvelles que vous me donnez du patriarche, de M. de (*nom illisible*), Almenara, Cambronero. Je voudrais que vous et la pauvre Espagne fussiez aussi heureux que vous le méritez par votre constance et votre modération dans l'adversité.

Je vous remercie des bonnes nouvelles que vous me donnez du général Merlin, de madame, et du patriarche. Je désire bien que votre santé soit rétablie.

Merlin de Douai à Joseph. Bruxelles, 12 mars 1824.

« Monseigneur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1er novembre dernier a été pour moi, dans mon exil, ce que serait, pour un voyageur dévoré par la soif dans les sables brûlants

de l'Arabie, une source d'eau vive qui s'offrirait tout à coup à ses regards; elle m'a rafraîchi l'âme, elle m'y a fait un bien inexprimable. Les grandes circonstances des Cent-Jours que vous me rappelez sont toujours présentes à ma pensée, et les réflexions qu'elles amènent sous votre plume sont précisément celles que j'ai faites mille fois. Mais, hélas ! inutiles regrets ! Deux hommes, d'ailleurs amis de la liberté, ont tout perdu : l'un, par sa vanité de don Quichotte et ses calculs extravagants; l'autre, par son entêtement et ses idées étroites; et tous deux par l'ascendant que les malheurs encore réparables du moment leur avaient donné sur une majorité devenue moutonnière par peur. Ç'a été une consolation bien douce pour moi d'apprendre que vous jouissez d'une bonne santé dans la retraite que vous vous êtes choisie, et qui a été respectée comme elle devait l'être ; à la différence de la mienne, dans laquelle je ne suis parvenu à prendre une certaine assiette qu'après des persécutions inouïes, et après avoir fait pour aller vous joindre une tentative qu'un naufrage a rendue inutile. C'est aussi pour moi une grande consolation de m'entretenir souvent de vous, et de ce que vous avez de plus cher au monde, avec madame la comtesse de Survilliers. La note que M. Carret m'a confiée de votre part, et que je lui ai remise, est parfaitement d'accord avec mon opinion de tous les temps sur l'individu qui en est l'objet. »

« Sire, la réception de votre lettre du 28 octobre Le général

O'Farill à Joseph. Paris, 24 mars 1824.

dernier a été pour moi un jour de joie et de contentement : j'aurais voulu y associer le peu de personnes qui me sont encore chères ; car, à ce titre, elles ne peuvent que vous aimer et vous respecter autant que moi. Tout ce qui vous concerne et vous intéresse m'est bien précieux ; et comme les occasions de m'en instruire sont fort rares, j'y attache un prix inappréciable, et me fais un grand plaisir d'en profiter. La personne estimable qui a bien voulu se charger de cette lettre pourra vous en donner l'assurance, quelque rapide que soit son passage par ici, et que malheureusement encore il y ait des ménagements à garder. La compagnie de vos chers enfants vous aura un peu dédommagé de la pénible absence de leur respectable mère et votre meilleure amie. Je regrette vivement que l'état de sa santé ne lui ait pas permis de vous joindre : le bonheur n'est jamais complet dans ce monde, quels que soient les vœux de l'amitié. Je vois peu de monde, et presque exclusivement mes compatriotes et compagnons d'infortune. Le simple cours de la vie, quelque paisible qu'elle soit, suffit pour nous isoler, en nous arrachant successivement les personnes qui nous sont les plus chères : sous ce rapport encore, j'ai aussi éprouvé la perte de mon cher Santa-Maria, que j'aimais comme un fils et comme mon meilleur ami. Sa veuve, qui est demeurée avec moi, n'accueille d'autre consolation que celle de soigner et chérir sa fille unique. Madame Merlin a beaucoup perfectionné son talent pour la musique, est très en vogue, et plus goû-

téeque jamais dans cette capitale. Quoique répandue dans la société, madame Merlin est toujours excellente pour sa famille et bonne pour ses amis; les deux sœurs et le général Merlin vous réitèrent leur souvenir reconnaissant et respectueux.

J'ai quelquefois rencontré M. Andrieux, de l'Institut; il vous est bien attaché, et aime à le témoigner en toute occasion. Cela ne m'étonne pas; tous ceux qui ont été dans le cas de savoir apprécier vos dons ou vos conseils devaient finir par être vos amis. M. d'Azanza est encore à Bordeaux, et y prolongera son séjour en attendant la saison des bains minéraux que doit prendre son épouse. Le patriarche et M. de Negrète sont toujours ici, et MM. Cambronero et Almenara à Madrid; le dernier vient d'obtenir la permission de porter ses anciennes décorations, et un témoignage honorable sur sa conduite politique. Je sais que tous recevront avec reconnaissance l'expression de votre bienveillant souvenir : tant il est vrai que les souvenirs sont un trésor plus réel et plus sûr que les espérances, et que c'est bien là notre plus grand avantage d'avoir vécu avec les personnes dignes de notre estime et de notre amitié. En me conservant ces sentiments, vous avez comblé tous mes vœux. »

Le général Lamarque à Joseph. Paris, 27 mars 1824.

« Monsieur le comte, c'est seulement le 25 mars que j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 28 octobre 1823, et M. Carret doit partir demain au soir. Je sais un gré infini à M. et madame Lacoste d'avoir bien voulu vous par-

ler de moi ; le souvenir de vos bienfaits vit aussi ardent dans mon cœur que le jour où je les ai reçus, et je voudrais trouver des occasions de vous le prouver. Déjà j'ai réfuté dans plusieurs articles de journaux des calomnies atroces ou ridicules qu'on publiait contre vous, et toujours je me suis présenté dans le monde comme votre admirateur et votre obligé. Soyez assuré que votre réputation est honorable et glorieuse. La vérité a déjà dissipé bien des nuages; bientôt elle brillera dans tout son éclat. Les articles de journaux, les pamphlets, n'ont qu'une existence éphémère; ce sont des reptiles qui rampent sur le piédestal d'une statue. L'ouvrage de M. de Las-Cases ne doit pourtant pas être confondu avec ces écrits obscurs, et il faut le mettre à même de réparer ses erreurs. Je le connais beaucoup, et demain j'irai à Passy pour l'engager à corriger dans sa seconde édition le passage qui vous afflige. M. de Las-Cases vous aime ; mais il est comme saint Jean aux pieds du Christ, et il ne sent pas assez que des conversations ne sont pas toujours des documents historiques, et que le malheur rend souvent injuste. Vous ferez très-bien de consacrer quelque temps à vos Mémoires ; mais, avant de les imprimer, il faudra les envoyer à Paris et les confier à quelque homme d'un goût sûr et épuré, qui les communique à quelques autres personnes de positions et d'opinions différentes : car vous n'écrivez pas pour un parti, pour une coterie; et, de la haute sphère où vous êtes élevé, vous devez planer au-dessus de tous les intérêts, de tous les souvenirs, de toutes

les espérances. Il me semble que la partie la plus intéressante est celle de votre règne à Naples : vous y avez réellement été le philosophe sur le trône, que Platon désirait pour le bonheur de l'humanité. Je me souviens de vos voyages, où vous prêchiez aux grands l'amour du peuple; au peuple, le respect des lois; aux prêtres, la tolérance; aux militaires, l'ordre et la modération. Ne pouvant pas établir la liberté politique, vous vouliez faire jouir vos sujets de tous les bienfaits du régime municipal, que vous regardiez comme le fondement de toutes les institutions. Sous votre règne trop court pour une nation qui vous a tant regretté, la féodalité fut détruite, le brigandage disparut, le système des impôts fut changé, l'ordre dans les finances établi, l'administration créée, les grands et le peuple réconciliés, des routes ouvertes sur tous les points, la capitale embellie, l'armée et la marine réorganisées, les Anglais chassés de tout le royaume, Gaëte, Scylla, Reggio, Manthea, Amanthea pris. MM. Miot, Ferri, et surtout Rœderer, peuvent vous fournir des documents précieux que vous mettrez en œuvre; je me charge de vous envoyer de mon côté tout ce qui regarde l'armée. C'est l'affaire de votre chef d'état-major, et je m'en acquitterai avec zèle. Je vais chercher au dépôt de la guerre mes rapports et ceux de Berthier; je les emporterai dans mon ermitage des Landes, où je dois avoir mes registres, et avant deux mois M. Presle recevra un travail complet (1). Vous n'aurez qu'à lui donner

(1) Malheureusement ce projet n'eut pas de suite.

la forme et la couleur qui vous paraîtront le plus convenables. J'espère que cette partie ne sera pas mal accueillie du public, qui ne connaît encore rien de cette guerre. Vos Mémoires seront une leçon pour les rois; mais pour qu'ils soient accueillis avec le respect religieux qu'on doit à une grande infortune, il me semble que vous devez vous effacer de la scène du monde, dire que vous êtes mort, que vos écrits sont une voix qui s'échappe du sein de la tombe, et que vous ne demandez à vos contemporains que de ne pas calomnier et haïr la mémoire d'un homme qui n'a jamais fait de mal; qui, parvenu au faîte de toutes les dignités, en est descendu avec calme, avec résignation, et presque avec plaisir. A votre place, je ne dirais qu'un mot de l'Espagne, et ce mot serait un regret de ne pas avoir pu y faire autant de bien qu'à Naples (1). Mille pardons, mon général, d'oser ainsi donner des conseils à mon maître, à celui dont j'ai si souvent admiré les lumières, les talents et l'esprit. Mon attachement excusera, je l'espère, cette imprudente indiscrétion. Comme vous, j'ai été proscrit; comme vous, j'ai erré sur les terres étrangères, formant toujours des vœux pour ma patrie. Je sais combien on est irritable et sensible, combien on sent douloureusement les attaques de ses ennemis; mais à mon retour je me suis aperçu que dans l'exil on s'exagère l'importance de ces attaques. La générosité du

(1) Contrairement à l'avis du général Lamarque, nous avons pensé que la vérité tout entière devait être connue sur les affaires d'Espagne comme sur celles de Naples.

peuple français est un vaste bouclier qui couvre tous les infortunés; les traits qu'on leur lance retombent sur leurs agresseurs! Vous auriez plus à craindre, Sire, si vous étiez encore sur le trône. Soyez donc tranquille sous ce rapport, et que les calomnies qui parviennent jusqu'à vous, après avoir traversé les mers, ne troublent pas un moment votre bonheur domestique et le calme de votre situation. Ce sont les derniers souffles de la tempête, le dernier bruit des vagues expirantes. Comptez, mon général, sur tout mon attachement (il égale presque celui que je porte à mon père); comptez sur ma reconnaissance, et agréez, etc. »

Le général Dumas à Joseph. Paris, 28 mars 1824.

« Monsieur le comte, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1er novembre 1823 m'a été remise seulement ces jours derniers par M. Carret. Je m'empresse de vous remercier de cette faveur, et de la justice que votre honorable amitié daigne rendre à mes inaltérables sentiments. Je ne saurais répondre d'une manière sinon plus satisfaisante, du moins plus péremptoire, à la demande que vous voulez bien me faire, qu'en vous adressant les épreuves du quinzième volume de mes *Essais historiques*, qui sera publié ce printemps. Au lieu de vous envoyer des notes informes, j'ai préféré rédiger moi-même le résultat des renseignements que j'avais recueillis; j'ai profité de l'occasion toute naturelle que me donnait l'ordre des événements, pour insérer dans mon ouvrage cet intéressant épi-

sode (1). Je réclame votre indulgence pour les omissions ou les erreurs qui auraient pu m'échapper. Je crois avoir résumé tous les faits importants, et je n'ai pas négligé de mettre en lumière tous les actes de haute administration qui ont fondé les institutions salutaires que nous voyons résister encore aux plus terribles commotions. Ces institutions, qui sont votre ouvrage, conservent, sous les ruines des libertés publiques, les germes de la prospérité de ce malheureux pays. Jouissez, Monsieur le comte, dans la retraite du sage, de ces glorieux et consolants souvenirs. Je m'estimerai heureux si j'ai pu les fixer dans cette esquisse; il suffirait de les énumérer pour confondre la calomnie; plus de détails auraient excédé le cadre dans lequel je devais me renfermer, et peut-être, en me laissant entraîner au désir de tout dire, en aurai-je atténué l'effet. Quant à l'Espagne, où je fus trop peu de temps pour que mes souvenirs et mes connaissances personnelles puissent avoir la moindre autorité, je me suis borné à remettre à M. Carret un excellent abrégé, traduit de l'anglais, que j'ai continué jusqu'à l'époque de la restauration en 1814. Ce n'est qu'une chronique très-sèche, et que je n'ai faite que pour me préparer à écrire ces campagnes, si je vieillis assez, et avec assez de force intellectuelle pour entreprendre une si difficile tâche (2). J'ai pensé que ce cadre, ou plutôt

(1) Sur les affaires de Naples.

(2) Malheureusement l'ouvrage du général Mathieu Dumas s'arrête à l'année 1808.

cette table, vous serait commode. Agréez, Monsieur le comte, mes vœux les plus ardents pour votre bonheur et celui de tous les objets de vos affections. »

Le général O'Ffarill à Joseph. Paris, juin 1825.

« Sire, je vous ai témoigné toute ma joie et ma reconnaissance en recevant votre lettre du 28 octobre 1823, et je regrette de ne pouvoir vous porter moi-même cette expression de mon cœur. A mon âge, on a de la peine à se déplacer, à moins que ce ne soit pour rentrer au sein de sa famille; et je me suis dit mille fois que, si ce cas m'arrivait, je ne manquerais pas d'ajouter à ce bonheur celui d'aller vous voir, et vous réitérer mes tendres et respectueux sentiments. Votre dernier accident de voyage avait alarmé vos amis d'ici; et quoiqu'on m'ait assuré depuis qu'il n'a eu aucune suite fâcheuse, je désire l'apprendre de manière à ne conserver aucune inquiétude. L'année dernière, j'ai encore accompagné madame Merlin à son voyage en Suisse; son mari, sa sœur et leurs jeunes filles en étaient aussi, et nous avons passé près d'un mois dans votre ancien château de Prangins, en acceptant cette offre obligeante de M. Presle comme si elle venait de vous-même. Cette persuasion a beaucoup contribué à nous rendre ce séjour bien agréable à tous. Que ne pouvez-vous pas l'embellir encore par votre bienfaisance et par la présence de votre bonheur domestique! Cette idée serait bien facile à réaliser, si on vous rendait justice; mais la malveillance est toujours aux aguets, et est habile à se créer des motifs de suspicion, même dans

l'imprudence des autres. M. de ...., dont je voudrais bien partager le plaisir de vous voir, vous instruira mieux que moi, connaissant le terrain et les opinions qui prévalent. Dans tous les cas, si la tranquillité d'esprit n'est pas l'un de nos premiers biens, elle est au moins le complément de tout bien. Mon ami M. d'Azanza se trouve actuellement bien malade à Bordeaux; son épouse, qui le soigne, en est vivement alarmée. M. d'Almenara jouit de quelque considération à Madrid, sans y être content. Le patriarche et M. de Negrete sont ici, et tous désirent être rappelés à votre bon souvenir; mes deux nièces et le général Merlin y attachent toujours un grand prix : tous nous faisons des vœux pour votre conservation et celle de tout ce que vous aimez. Vous ne devez avoir que des souvenirs consolants et des espérances heureuses, ayant fait le bien partout, senti et mérité le bonheur domestique. »

Le baron de Menneval à Joseph. Paris, 21 juillet 1825.

« Que l'auguste protecteur de ma jeunesse me permette de profiter d'une circonstance particulière pour lui offrir l'hommage de la tendre vénération et de l'éternelle reconnaissance que je lui conserve! M. Nancrède (1) veut bien se charger de vous transmettre un livre où le général Gourgaud et moi avons cherché à venger la mémoire d'un grand homme et d'un bienfaiteur. J'ai été heureux de cette occasion d'exprimer des sentiments qui rem-

(1) Ancien officier français, qui, après avoir fait la guerre de l'indépendance en Amérique, s'était fixé dans ce pays, où vivent encore ses deux fils.

plissent mon âme. Je n'en pouvais trouver une plus opportune de me rappeler à votre souvenir, qu'en accompagnant les expressions de mon constant dévouement pour vous d'un témoignage, quelque faible qu'il soit, rendu à la mémoire du frère qui vous portait tant d'affection et d'estime. Je ne puis retenir des larmes d'attendrissement en pensant aux jours heureux que j'ai coulés au sein de votre auguste famille, aux bontés dont vous m'avez constamment honoré, et à tout ce que je vous dois; sentiments que je fais passer dans les jeunes cœurs de mes enfants, qui en hériteront pour les transmettre à leurs enfants. J'ai éprouvé un vif plaisir à entendre M. Nancrède, qui vous est entièrement dévoué, me parler de vous. J'ai appris de lui que l'accident qui vous est arrivé (1), et que nos journaux avaient présenté comme insignifiant, avait menacé vos jours, et j'ai su en même temps votre rétablissement. Permettez-moi de vous conjurer de prendre plus de soin d'une vie si précieuse, non-seulement à ceux qui ont tant de sujets de vous chérir, mais aussi aux gens qui comptent pour quelque chose les vertus et les talents; et le nombre en est grand encore, malgré la dégradation apparente. »

Le comte Thibeaudeau à Joseph. Bruxelles, 15 sept. 1825.

« Prince, j'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 4 juillet. J'avais appris presque en même temps l'accident grave qui vous était arrivé, et que vous étiez heureusement hors de danger : je vois avec plaisir que vous êtes rétabli. Pour tout le

(1) Une chute de voiture.

monde, la santé est le premier de tous les biens ; pour nous, c'est tout. Vous me dites que les campagnes d'Italie et d'Égypte sont les seules dont vous possédez tous les matériaux, mais que vous ne croyez pas qu'il y ait aucune pièce qui n'ait été déjà publiée. J'ai composé ces deux campagnes. Le gros des matériaux que j'ai employés se trouve dans le *Moniteur*, ce sont les rapports officiels de Bonaparte avec le Directoire ; et dans la correspondance inédite, officielle et confidentielle de Napoléon Bonaparte (en 7 volumes, Paris, Panckoucke, 1819). Je ne doute pas que vous n'ayez cette collection, et même le *Moniteur*. Elle a été imprimée, m'a dit le duc de Bassano, d'après une copie que Napoléon avait fait faire, pour son usage, des originaux existant alors dans les archives. Cette copie était connue, dans le cabinet de l'Empereur, sous le nom de *livre rouge*. On présume qu'elle a été soustraite : on ignore s'il n'en a pas été ainsi des originaux. Quoi qu'il en soit, pour savoir si parmi nos matériaux il y en a qui ne se trouvent ni dans le *Moniteur* ni dans la correspondance inédite, il faudrait les collationner par date avec ces deux collections (1) : ce serait une opération plus minutieuse que difficile. La personne qui la ferait mettrait de côté ce qui ne s'y trouverait pas, et vous, vous auriez la bonté de m'en faire envoyer des copies. Il est bien entendu qu'il ne s'agit que de

(1) Nous avons consulté l'ouvrage dont parle M. Thibeaudeau ; nous n'y avons trouvé aucune pièce semblable à celles qui nous viennent du petit-fils du roi Joseph.

pièces écrites ou dictées par Bonaparte. Ce n'est pas que je ne fasse aussi usage textuellement ou par analyse des lettres de personnages qui ont été en correspondance avec lui; mais seulement quand elles sont nécessaires à l'intelligence de celles de Bonaparte, ou relatives à des événements, des faits et des personnes de quelque importance. Si les campagnes d'Italie et d'Égypte sont les seules dont vous possédez tous les matériaux, puis-je en conclure qu'il est d'autres époques sur lesquelles vous en possédez quelques-uns? N'avez-vous rien sur Naples et l'Espagne pendant que vous gouverniez ces deux royaumes, ni sur le long règne de l'Empereur? rien qui vous soit personnel ou qui concerne l'histoire de ce temps? Par exemple, Napoléon a dicté à Sainte-Hélène (Montholon, t. VI) les négociations du traité que vous avez fait avec les Américains; mais on n'a que très-peu de choses sur les négociations du traité de Lunéville, et à peu près rien sur celles du concordat. Les écrivains disent : « Les plénipotentiaires furent, etc., et la convention fut signée le 26 messidor; » mais quand commencèrent ces négociations? quelles furent les prétentions de Rome, les objets en discussion, etc., etc.? Voilà ce qu'il importerait de savoir (1). A Lunéville, ne fut-il pas question de l'assassinat de Rastadt? J'ai vu une lettre que vous écrivîtes alors à J. Debry, et qui le suppose. Si, sur ces objets comme sur d'autres, vous n'aviez pas déjà fixé vos souvenirs par écrit,

(1) L'histoire de ces grands traités, avec les pièces officielles, ne tardera pas à paraître.

votre mémoire vous permettrait bien de fournir quelques notes, dont je ferais l'usage qui pourrait vous convenir. Je travaille maintenant à l'histoire du consulat. Depuis longtemps j'avais écrit à Rome pour inviter les personnes de votre famille à concourir à mon ouvrage. La princesse Charlotte, depuis qu'elle y est, m'a donné quelques espérances; mais, jusqu'à présent, je n'ai rien obtenu. C'est une grande tâche que j'ai entreprise, et délicate dans ma situation : cependant j'ai à cœur de la terminer, et aussi complétement que possible. Achille, après la lecture des deux premiers volumes de mes Mémoires, m'a fort engagé à écrire une histoire de la révolution. Il en parle bien à l'aise; je n'ai qu'une tête et deux bras, et une existence mutilée par la proscription. D'ailleurs l'ouvrage auquel je travaille, sans être, à proprement parler, une histoire de la révolution, traitera cependant de presque toutes les grandes époques. Vous voulez bien m'offrir d'éclaircir les doutes que je pourrais avoir sur quelques circonstances des campagnes d'Italie et d'Égypte. Je ne m'en trouve pas sur celle d'Italie. Quant à celle d'Égypte, voici quelques points susceptibles d'éclaircissements. Les écrits du temps disent qu'après l'affaire de Bernadotte à Vienne, qui suspendit pour quelques jours le départ de Bonaparte pour Toulon, il écrivit à M. de Cobentzel une lettre où il était moins question de cette affaire que d'arrangements politiques en France : cette lettre ne se trouve pas. Le retour de Bonaparte d'Égypte est généralement attribué à des avis qui lui furent

donnés, sur l'état de la France, par ses frères Joseph et Lucien (1). Tous mes documents tendent, au contraire, à prouver qu'il ne prit cette résolution qu'après la communication qui lui fut donnée des journaux d'Europe par Sidney Smith, en thermidor an VII, à Alexandrie. On a appelé ce retour une désertion. Napoléon a répondu que, par les instructions du Directoire, il était autorisé à revenir quand il voudrait; qu'il avait carte blanche. Montholon dit que ces instructions ne se sont point trouvées dans les portefeuilles rapportés de Sainte-Hélène; que, si elles existent, l'original n'en est pas en Europe. Si vous les aviez, ce serait une pièce importante à employer. On a imprimé une lettre du Directoire, du 7 prairial an VII, qui témoigne à Bonaparte le désir de le revoir en Europe à la tête des armées : l'authenticité en est contestée. On prétend, au contraire, qu'elle a été écrite, et M. Merlin croit se le rappeler; mais l'amiral Bruix en fut chargé, et il n'alla point en Égypte. On ajoute que vous vous plaignîtes au Directoire de l'abandon où on laissait votre frère, et qu'il lui fut écrit de nouveau: cette lettre ne lui parvint pas non plus. Qu'y a-t-il dans tout cela à votre connaissance? S'il m'était possible de causer quelquefois avec vous, je ne doute pas que ces conversations ne fussent très-utiles au but que je me propose; mais je sens qu'avec toute votre obligeance une correspondance, surtout aussi éloignée, ne comporte guère une foule de questions

(1) En effet, Joseph envoya à son frère M. Bourbaki, ainsi qu'il le dit lui-même. (Voir le fragment historique du premier volume.)

imprévues sur des objets qui ne viennent d'ailleurs qu'accidentellement à la pensée : je vous prie donc de me pardonner celles que contient cette lettre.

P. S. Si vous étiez dans le cas de m'envoyer des pièces, je vous prie de faire mettre sur le paquet : *A expédier par la diligence, pour épargner les ports de la poste.* »

Joseph à O'Farill. 12 mai 1826.

« Mon cher monsieur O'ffarill, j'ai reçu avec bien du plaisir votre lettre dont était porteur M. de Melito ; il m'a souvent entretenu de vous, et tout ce qu'il m'en a dit s'est trouvé conforme à ce que je savais d'avance. Je ne me suis pas trompé sur vous ni sur M. d'Azanza : l'intimité de deux hommes de bien fait l'éloge de l'un et de l'autre, et j'avoue que je suis satisfait de voir que vous m'avez associé à votre estime et à votre affection. Vous avez toujours, l'un et l'autre, vu dans moi l'homme qui paraissait destiné à faire le bien de votre patrie, et c'est sans doute votre patriotisme qui vous a d'abord attaché à moi. Depuis, vous m'avez apprécié comme un simple particulier, et vous avez pris facilement pour moi les sentiments que vous m'avez inspirés l'un et l'autre. Quel dommage qu'une nation comme la vôtre soit tombée en de si mauvaises mains ! Dieu m'est témoin que ce respect que j'exprime m'est surtout dicté par son intérêt, par celui que je porte à des gens tels que vous, qui mettiez votre plus grand bonheur dans l'accomplissement de vos devoirs comme bons Espagnols, quelque pénibles et étrangers qu'ils dussent quelquefois vous paraître

dans les camps étrangers. C'est surtout à Talavéra, Monsieur, que je vous ai admiré. Caton n'a su que mourir : vous n'avez pas désespéré jamais, et, content de me connaître et de vous connaître, vous vous êtes ri des apparences. Laissant le masque aux hypocrites, vous vous êtes reposé sur votre conscience ; vous les avez servis plus heureusement par vos nobles sentiments à Ocana, où vous pouvez vous vanter, vous et les autres patriotes respectables qui m'entouraient, d'avoir sauvé 30 mille de vos concitoyens, de leur avoir dessillé les yeux sur le champ de bataille même, et de leur avoir rendu plus que la vie en les éclairant, et leur faisant voir dans le chef victorieux un roi espagnol qui seul alors paraissait pouvoir pacifier la Péninsule en la délivrant des armées étrangères, prêt à se soumettre au vœu national dans la grande assemblée nationale qu'il projetait de réunir à Grenade, décidé, comme je l'étais alors, de régner sur les Espagnols aussi libres que possible, par leur volonté et dans le seul but de leur bonheur. Les destins en avaient décidé autrement ; mais ils ne m'ont pas ôté le bonheur de sentir l'estime que je me porte à moi-même, et celle des personnes dont le suffrage contre-balance et annule les jugements passionnés ou commandés du vulgaire.

J'ai approuvé, Monsieur, la rédaction d'une note que j'ai prié M. de Melito de vous soumettre, désirant avoir votre opinion avant d'en faire usage.

Je vous prie, Monsieur, de me rappeler au souvenir de MM. Azanza, Almenara (*deux noms illi-*

sibles), et autres Espagnols, dont la conduite a toujours été guidée par un véritable patriotisme; ne m'oubliez pas surtout auprès de madame Merlin, de madame sa sœur, du général Merlin.

Si les événements de votre patrie vous rappelaient jamais chez vous, et que vous vous y trouvassiez bien, il serait très-possible que je vinsse vous y voir, et, selon les circonstances, peut-être y finir ma vie, quoique je n'aie qu'à me louer du pays où je suis, où l'on est exposé seulement à des transitions trop subites du chaud au froid, et du froid à une excessive chaleur. »

Joseph au général O'ffarill. 14 octobre 1827.

« Mon cher monsieur O'ffarill, j'ai sous les yeux votre lettre du 12 mai, dont était porteur votre neveu, M. de Herrera; il me l'a laissée à Philadelphie il y a quelques jours, dans le même hôtel où il était logé ainsi que moi, en partant par le paquebot; de manière que je n'ai su son passage que par votre lettre et après son départ. J'ai beaucoup regretté son prompt départ, et qu'il n'ait pu me donner quelques instants. J'aurais été très-heureux de parler de vous à quelqu'un qui vous tient de si près; mais enfin ce jeune homme est parti, et il ne me reste que votre lettre. J'apprécie bien tous les bons sentiments que vous me conservez; les miens sont de même nature pour vous, et ce m'est une consolation de penser que mes adversités ne les aient en rien atténués. Il est permis cependant de regretter une situation qui m'eût permis de montrer à vos compatriotes le cas

que je fais de vos nobles qualités et du patriotisme qui vous a toujours guidé, qui, pour avoir été trahi par la fortune, n'en a pas moins été vrai et véritablement vertueux; car il s'est nourri de désagréments de toutes les espèces et de tous les côtés; mais notre conscience nous reste, et ce sera celle de la postérité. Je ne puis jamais penser à vous sans me rappeler votre ami M. d'Azanza, et j'espère que la nation espagnole sera un jour juste pour l'un et pour l'autre. Puisse-t-elle vous juger comme je vous ai jugé dans la prospérité! »

Joseph au général O'Ffarill. 15 juin 1828.

« Mon cher monsieur O'ffarill, j'ai reçu la lettre que vous aviez confiée à M. Keating. Je l'ai beaucoup interrogé ainsi que madame Keating sur vous, sur le général et madame Merlin. J'ai appris avec bien de l'intérêt les détails qu'ils m'ont donnés; ceux que vous me donnez vous-même de votre séjour actuel en France, et de la possibilité que vous auriez de retourner en Espagne, ne m'ont pas moins intéressé. Je sais bon gré au duc de San-Carlos de l'intérêt qu'il vous a témoigné, et je me rappelle avec quelque complaisance qu'à votre recommandation, je reçus dans d'autres temps madame la duchesse de San-Carlos, et je cherchai à adoucir la position fâcheuse où elle se trouvait à Madrid, par suite des préventions que les âmes vulgaires nourrissent, dans les temps de factions, contre ceux qui ne partagent pas en tout et pour tout leur opinion, et qui ne sont pas les plus forts. Le duc de San-Carlos n'est pas de ceux-là, à ce qu'il paraît, parce qu'il est bien

pour vous. Je m'en réjouis pour lui, et je voudrais bien qu'il pût promulguer en Espagne les doctrines du temps, qui seules peuvent terminer les révolutions, durant lesquelles les opinions naissent de la position où l'on s'est trouvé, et durant lesquelles il n'y a d'estimable ou de blâmable que les intentions et la pureté de motifs. Si jamais le sort veut que je retourne en Europe, soyez persuadé que la possibilité que j'aurais de vous servir, et de vous renouveler des sentiments que la bonne et la mauvaise fortune ont trouvés invariables, est une des choses qui me feraient le plus apprécier mon retour dans l'ancien monde. Je regretterai de n'y plus trouver notre ami M. d'Azanza. Il est vrai de dire que je ne sais jamais penser à vous sans penser à lui; et j'ose dire que deux noms comme les vôtres suffiront pour absoudre, aux yeux des gens qui vous connaissaient, tous les bons Espagnols qui m'ont entouré de leurs vœux et souri aux espérances que j'avais du bonheur de leur pays, indépendamment de mes intérêts et des leurs.

M. Binda, qui vous remettra cette lettre, est un neveu de M. de Luchesini, que vous avez connu, je crois, lorsque vous commandiez à Livourne; il a passé quelques semaines avec moi, ainsi que sa famille. C'est un homme très-intéressant par l'aménité de ses mœurs, la libéralité de ses principes, l'étendue de son esprit et de ses connaissances; il a désiré lui-même faire votre connaissance, d'après la bonne et honorable opinion qu'il a conçue de vous. Je pense que vous serez bien aise de le connaître, et

de lui faire faire la connaissance de M. et de madame Merlin. Madame, née d'un père américain qui a été gouverneur de son État, et d'une Française d'une famille distinguée, joint à la solidité du caractère des gens de ce pays toutes les grâces et l'amabilité du pays où vous vivez. M. Binda vous remettra un numéro d'une feuille périodique qui s'imprime ici.

Je voudrais bien que vous eussiez de bonnes nouvelles à me donner du patriarche, et des autres patriotes espagnols qui vivent près de vous. »

Le baron de Menneval à Joseph. Paris, 26 août 1828.

« Monsieur le comte, permettez-moi de commencer par vous remercier des expressions bienveillantes que contient votre dernière lettre, et de la bonne opinion que vous voulez bien conserver de moi. Veuillez croire que je ferai en sorte de m'en rendre toujours digne. J'attendais, pour répondre à votre lettre, l'arrivée de la *Revue trimestrielle* américaine. Puisque vous me laissez la faculté de disposer de la notice qu'elle contient, pour répondre à cette confiance dont je suis bien touché, je pense que le parti le meilleur à en tirer, dans la forme où elle se trouve, est de la faire publier dans notre *Revue britannique*. Son origine étrangère lui donne naturellement entrée dans cet écrit périodique, qui est spécialement consacré aux extraits des écrits périodiques anglais et américains. La *Revue britannique* jouit ici d'une grande vogue, et mérite sa réputation. Il me semble que c'est un moyen assez heureux de jeter, dans le public éclairé qui lit cet ou-

vrage, des notions justes sur vous, et de donner ouverture à des développements qu'amènera une première connaissance des faits. On peut dire que jusqu'à présent ils ont été défigurés plutôt par le défaut d'information exacte que par la malveillance. Dès que j'eus reçu par M. Binda, qui est arrivé il y a deux jours, le numéro de la *Revue américaine* du 1er juin, je l'ai sur-le-champ porté à un des rédacteurs de la *Revue britannique* (M. Regnault, qui, je crois, a l'honneur d'être connu de vous), pour concerter avec lui l'insertion de la notice en plusieurs articles, qui pourront paraître successivement de mois en mois. J'avais d'abord pensé à la *Revue trimestrielle*, qui se publie à Paris, depuis le 1er janvier dernier, en français; mais la notice n'aurait pu y paraître que par extraits. Et puis le directeur (M. Buchon), quoiqu'il ne soit pas malintentionné, est un jeune homme ardent, de la secte des doctrinaires, et qui aurait voulu donner à cet extrait sa couleur. Il m'avait offert de mettre dans sa Revue ma lettre, que M. Presle vous aura envoyée; mais comme le plus prochain numéro ne devait paraître que trois mois après, j'ai été obligé de recourir au *Spectateur militaire*. Je dois vous dire que M. Nancrède a traduit cette lettre en anglais, et l'a adressée au *New-Times*, où il a des moyens de la faire insérer. Vous aurez vu, dans le quatrième volume des *Mémoires* du duc de Rovigo, un passage sur votre administration dans le royaume de Naples. Les faits qui y sont contenus, et qui étaient peu connus ou un peu oubliés, ont produit un effet favorable, et

ont appris ou rappelé à la mémoire vos talents en administration, et à quel état de prospérité vous auriez pu laisser les deux États que vous avez été appelé à gouverner, sans les circonstances malheureuses qui ont détruit votre ouvrage. Le duc de Rovigo n'a pas été aussi bien inspiré dans le passage de ses *Mémoires* relatif à la bataille de Salamanque, et aux illusions qu'il vous prête dans les derniers jours de mars 1814. Il m'a avoué qu'il avait bien peu de lumières sur cette dernière époque, et que quant à la première, c'était le maréchal Marmont qui lui avait donné la lettre du major général de l'armée d'Espagne, qui le prévenait qu'il ne devait pas compter sur des secours, et lui prescrivait d'attaquer Wellington avec les troupes qu'il avait dans la main. Mais Marmont ne lui a pas parlé des nouveaux ordres qu'il a reçus dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé entre la date de cette lettre, qui est de la fin de juin, et celle de la bataille des Arapiles, qui s'est donnée le 22 juillet suivant. Le duc de Rovigo est, au reste, disposé à faire ces rectifications dans une seconde édition, et désirerait pour cela être fixé sur l'existence des nouvelles instructions au maréchal Marmont (1). Malheureusement il était à Berlin lors de l'impression de ses *Mémoires*. Je vois avec plaisir que vous vous occupez de mettre en ordre vos papiers. J'ai plus de souvenirs que de notes. Les pièces justificatives sont ce qu'il y a de plus recherché et en même temps de

(1) Tous les points historiques sont éclaircis dans le volume de cet ouvrage où il est question de la bataille des Arapiles.

plus rare. Les lettres de l'Empereur que vous avez sont des matériaux précieux. Les volumes reliés en maroquin rouge, des campagnes d'Italie et d'Égypte, ont été copiés au cabinet du premier consul par deux employés du dépôt de la guerre, après le choix fait par lui des différentes pièces de sa correspondance avec le Directoire, avec ses généraux et autres personnes : le reste a été brûlé. Je crois que la *Correspondance inédite de Napoléon*, recueil publié par Panckoucke en 7 volumes in-8°, il y a huit ou neuf ans, contient une grande partie des dépêches qui sont dans les volumes manuscrits. *Un extrait des lettres de madame de Staël serait la meilleure réponse aux déclarations de sa famille* (1). J'ai pris sur moi de communiquer au duc de Rovigo la phrase de sa lettre relative aux articles additionnels, pour qu'il s'en servît, mais sans vous nommer. M. Hopkinson, qui m'a remis votre lettre, et que vous m'aviez indiqué comme pouvant se charger des miennes, n'a fait que passer à Paris. Il était un peu malade quand je l'ai vu. Il avait le projet d'aller en Italie, et de revenir à Paris par l'Angleterre. Je n'ai pas entendu parler de lui depuis son départ, et j'ignore où il se trouve. Je profite de l'occasion du voyage d'un de mes amis au Havre pour vous faire passer cette lettre. L'incertitude de la voie par laquelle elle vous parviendra me porte à vous écrire sous votre incognito, quoique le titre auguste dont vous étiez revêtu soit pour moi indélébile, et que ma véné-

(1) On trouve, dans l'appendice à la fin de ce volume, plusieurs lettres de madame de Staël.

ration pour vous soit la même, et plus grande encore, s'il se peut, que lorsque vous étiez assis sur le trône. Je suis tout entier à votre disposition. Je vous prie de ne pas m'épargner pour tout ce en quoi je pourrai vous être bon à quelque chose; car je suis voué, autant que mon obscurité et mes faibles moyens peuvent me le permettre, à la défense de la mémoire de l'Empereur et aux intérêts de son auguste frère. »

Le comte Réal à Joseph. Paris, 14 octobre 1828.

« Monsieur le comte, c'est avec un plaisir bien vif, et, je vous l'avoue, c'est avec une surprise bien grande, que j'ai reçu à Paris votre lettre du Lac-Diane (1) du 27 juin. Je profite du départ de M. Louis Peugnet pour vous faire parvenir mes respectueux remercîments. J'ai toujours le désir, et je n'ai point perdu l'espoir, de revoir le Saint-Laurent. A cette occasion, vous me demandez, Monsieur le comte, comment je pourrais encore me séparer de ma fille et la laisser à Paris? Ma fille, depuis la mort de sa mère, ne peut plus me quitter : vous savez que je lui reste seul au monde. Elle ne me quittera donc plus; et le retour aux États-Unis est le doux rêve dont elle se berce jour et nuit. Elle y a été si heureuse, si bien reçue! elle est si bonne, si affectueuse, si reconnaissante! Du matin au soir elle a les yeux fixés sur le portrait de ma maison au Cap, dont M. Canda a fait un paysage charmant. Loin donc de s'opposer à mon retour sur le Saint-Laurent, ma bonne fille ne verrait dans ce voyage qu'une distrac-

(1) Propriété du roi Joseph, dans l'État de New-York.

tion qui lui promet les plus douces jouissances. Que fait-elle à Paris? qu'y fais-je? J'y vis plus retiré, moins agréablement occupé et bien moins indépendant qu'au Cap; je suis trop pauvre et j'ai été trop volé pour vivre à Paris, où trop de souvenirs m'obligent, et où je ne vois que deux ou trois amis. Je plaide avec le gouvernement; je lui redemande mes canaux confisqués, sans trop d'espoir de les recouvrer. S'ils me sont rendus, je ferai un voyage aux États-Unis; et si je n'obtiens rien, il faut que j'aille finir mes jours aux États-Unis. Si j'y éprouve quelques privations, elles seront du moins plus supportables que celles qui parfois me dépitent à Paris, où, malgré une assez bonne dose de résignation, on est souvent par trop tenté. Au reste, on jouit ici d'une très-grande liberté; et cette liberté, qui n'est pas le résultat d'un système, mais d'une heureuse faiblesse, nuit parfois aux souvenirs qu'a laissés une époque bien autrement brillante, mais où le gouvernement, très-fort, se faisait trop sentir. Je suis chagrin de vous voir si seul. Plus je vais en avant, plus je vois que s'il existe plusieurs moyens d'appeler à soi beaucoup de distractions, la famille seule peut fixer le bonheur. Vous êtes assez jeune encore pour voir renaître les jours où vous pourrez retrouver cette jouissance sans être obligé de l'attendre au delà des mers, où vous pourrez venir la chercher en Europe. Cette Europe, elle a été pendant quinze ans trop gouvernée. Depuis la mort de l'Empereur, elle ne l'est plus du tout. Je dis la mort, car, tant que l'Empereur a vécu, les gouvernants,

toujours sur le qui-vive, observaient les populations, qui ont commencé à respirer seulement depuis que les cabinets, affranchis de cette crainte qui faisait leur salut, ont pris vacances. Si l'Empereur vivait encore, il ne serait pas impossible que Metternich ne recommençât à être quelque chose. L'Europe est ébranlée, et les Russes ne passeront pas du moins cette année les défilés du Balkan : les Turcs, que je n'aime guère, ont fait bien du mal aux Russes, que je déteste. Les Turcs ont, dans cette campagne, rappelé aux populations nombreuses la puissance du fanatisme, quel qu'il soit, contre la tactique. Notre fanatisme de la liberté l'avait appris en 1793 à l'Europe vaincue. Le fanatisme de l'indépendance nous avait donné de rudes leçons en Allemagne et en Espagne; c'est aujourd'hui le tour des Turcs, et je doute que les Russes viennent attaquer Constantinople. Notre expédition en Morée est une farce atroce et ridicule. Souvent proposée, aussi souvent ajournée et à peu près oubliée, elle fut brusquement reprise et décidée en vingt-quatre heures, par l'effet d'un coup de tête qui nous coûtera en pure perte bien des hommes et des millions. Il y a beaucoup de ministres et de diplomates en Europe; vous y chercheriez en vain un ministère, un cabinet, une direction, une volonté! Wellington a accepté toutes les humiliations et tous les blocus; cependant on arme à force à Plymouth et à Portsmouth, et il se pourrait que les Dardanelles fussent sous peu le théâtre de l'incendie de la flotte russe. On assure ici que tout le salpêtre de l'Inde est retenu pour le gouverne-

ment anglais. Tous les bons esprits, en France, voulaient que l'on profitât de l'occasion pour augmenter l'armée jusqu'à 300 mille hommes, restant l'arme au bras; et notre rôle était enfin d'attendre à notre tour l'épuisement des autres : et certes ce qui se passe en Orient démontre la sagesse de ce système. Les choses ont autrement tourné. On se repent aujourd'hui du parti pris, et l'on ne veut plus envoyer un seul homme en Morée; mais que deviendront les enfants perdus qui y ont été jetés? Je n'en sais rien. La Prusse a plus de 300 mille hommes sous les armes, et la Prusse est toute russe. De tout ce bavardage je conclus que d'autres intérêts vont probablement naître des prochains événements, et que ces intérêts nouveaux n'attacheront pas aux proscriptions de 1815 l'importance que leur donnait la sainte-alliance. Nous sommes inondés de Mémoires. Le duc de Rovigo, qui n'a pas voulu m'écouter, est en butte à mille attaques plus ou moins virulentes; et il se concentre pour faire une nouvelle pointe en lançant à ses ennemis une seconde édition, dont il peut risquer la dépense, venant de gagner en Prusse un procès qui lui fait rentrer un capital et des intérêts montant à 1,800 mille francs. L'eau va toujours à la rivière. Je me persuade que dans cette guerre de Mémoires, comme dans la guerre d'Orient, les plus sages seront ceux qui entreront en campagne le plus tard possible, et que les véritables sages ne publieront rien. A ce sujet, je vous dirai, Monsieur le comte, que je fais la sourde oreille aux propositions, bien séduisantes cependant, qui me sont faites par les

libraires ; et, pour ne pas m'exposer à succomber à la tentation de publier quelque chose, je n'écris rien. Serai-je toujours aussi sage ? Je n'en réponds pas (1).

Je vous remercie infiniment, Monsieur le comte, de la bonté avec laquelle vous recevrez mes recommandés. Je serai de plus en plus sobre et discret. Nos jeunes gens sont mûris par les événements, et par leur intervention prématurée dans les affaires. Ils n'ont point de printemps ; ils ressemblent un peu à ces fruits mûris trop vite. Je ne sais ce qu'ils deviendront quand ils seront vieux. Ils ne connaîtront peut-être jamais l'enthousiasme : alors je les plains ; mais ils auront de la raison jusqu'à la rouerie. »

Napoléon de Montebello à Joseph. Washington, 15 nov. 1828.

« Monsieur le comte, je passe mon temps à regretter de ne pas avoir profité plus longtemps de l'hospitalité que vous avez bien voulu me donner, et dont je conserverai toute ma vie le souvenir. Me voici depuis huit jours dans cette capitale manquée, où je ne trouve guère de bon qu'un peu de repos, que j'aurais bien mieux employé à Point-Breeze. Nous n'avons point de nouvelles de notre bâtiment, et nous nous sommes décidés à partir le 20 pour la Nouvelle-Orléans : nous y serons plus à portée des nouvelles du Mexique, et nous pourrons savoir, avant de nous embarquer, s'il y a quelque chance que Santa-Anna nous laisse le passage libre. Quant à moi, ce plan me convient beaucoup ; il me fera

(1) Malheureusement le comte Réal a tenu parole, bien que l'Empereur lui ait laissé cent mille francs sur son testament, probablement pour l'aider à publier ses Mémoires.

voir un pays intéressant et m'évitera un voyage de mer, chose pour laquelle je n'ai pas beaucoup de vocation. Le seul regret qu'il me laisse est de ne pouvoir faire pour votre protégé ce que vous désiriez; mais ce regret est diminué par l'incertitude où je suis d'en avoir le moyen, la chose dépendant en grande partie de l'humeur du capitaine qu'on nous enverra, et de la manière plus ou moins stricte dont il se tiendra à ses instructions. Bressau, à qui j'ai témoigné le désir de faire ce que vous souhaitez, me paraît craindre, s'il le demandait, d'essuyer un refus; j'aurais cependant insisté davantage, si nos nouveaux arrangements n'avaient pas rendu la chose tout à fait impossible. Vous avez eu tant de bonté pour moi, Monsieur le comte, et l'accueil que vous avez bien voulu me faire m'a si bien fait comprendre toutes les conversions que vous avez faites dans votre vie, que c'est un véritable bonheur pour moi d'avoir l'occasion de vous exprimer tout ce que m'a laissé dans le cœur la courte visite que je vous ai faite.

Vous m'avez transporté d'une manière pleine d'intérêt dans une époque à laquelle j'appartiens par de glorieux souvenirs, et pour laquelle je ne cesserai de professer mon respect et mon admiration, tout en restant fidèle aux devoirs politiques que ma situation m'impose. A tous ces sentiments s'en joint maintenant un autre que vous êtes accoutumé à inspirer, et qui me fait désirer bien vivement de profiter de la permission que vous m'avez donnée d'aller vous faire, l'été prochain, une plus longue visite. Veuillez dire mille amitiés au prince Murat, qui

me permettra de le traiter en ancien camarade, et me rappeler au souvenir de M. et de madame Sari. »

« Monsieur le comte, j'ai reçu la lettre du 29 septembre dont vous m'avez honoré, et les copies de lettres qui y étaient jointes. Je vous dois une explication sur l'usage que j'en ai fait. M. Armand Regnaud, la même personne dont j'ai employé l'intermédiaire pour l'insertion, dans la *Revue britannique*, de la notice biographique, et qui est lié avec le directeur du *Courrier*, s'est chargé de faire insérer ces lettres dans ce journal. Nous étions convenus qu'elles y paraîtraient comme pièces à l'appui de la notice, et comme une espèce de supplément. A la lecture du *Courrier* du lendemain, je vis que cette indication n'avait pas été suivie. On avait jugé au bureau du journal qu'il avait été préférable de supposer une collection de lettres inédites, de laquelle les deux lettres seraient censées extraites. Je ne sais par quelles raisons on avait eu de la répugnance à servir d'écho à la *Revue britannique*. Quoi qu'il en soit, il était impossible de désavouer la supposition des lettres inédites. Il n'était peut-être pas mal, au reste, d'y laisser croire. Cette menace de publication de documents officiels qui renverseraient l'échafaudage de prétendues histoires, peut contenir les écrivains qui font des romans sur les événements de 1814 sans avoir de matériaux, et dans un but de spéculation. Je rédigeai l'article qui se trouve dans le numéro du 26-27, pour expliquer d'une manière moins générale le but de l'insertion des let-

Le baron de Menneval à Joseph. Paris, 30 déc. 1828.

tres, et pour la rattacher à la censure des ouvrages qui contiennent les erreurs les plus blâmables sur cette époque. Le doute même dont parle cet article, sur l'authenticité des lettres, prouve leur importance. Cette publication a déjà produit un bon effet, et l'on s'en entretient beaucoup. Je désire que vous soyez satisfait de cette explication. Je crois qu'en produisant de temps en temps des documents authentiques, avec simplicité et sans qu'on y voie d'intérêt personnel, le public, dont la confiance dans la plupart des écrits historiques publiés jusqu'à présent est déjà ébranlée, et qui cherche du positif, trouvera à se satisfaire, et formera enfin son jugement. M. Regnaud, dont j'ai eu l'honneur de vous parler au sujet de la publication de la notice dans la *Revue britannique*, et à cette occasion, n'est pas parent de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Il a été directeur d'un écrit périodique qui a paru sous le ministère Decazes, sous le titre de *Bibliothèque historique*. Il est connu de la comtesse de Survilliers, et du roi et de la reine de Suède. Il a été chargé par eux de démarches pour les rapprocher de votre auguste famille. C'est un homme d'un caractère loyal et ferme. La seconde édition des *Mémoires du duc de Rovigo* ayant paru, il n'est plus possible d'y rien insérer. Je n'ai pas encore lu cette seconde édition; l'auteur m'a assuré qu'il avait rectifié quelques erreurs que je lui avais signalées à votre sujet. Il ne m'a pas paru convaincu des torts du maréchal Marmont dans l'affaire des Arapiles. Les copies des lettres qui composent la collection

des volumes reliés en maroquin ont été faites par deux commis qui en ont été chargés spécialement. Elles étaient terminées en 1803 ou 1804. Lauriston, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire, était chargé dans le cabinet de Saint-Cloud d'un travail de pétition, et temporairement. J'ai vu le duc de Bassano relativement aux lettres des souverains. Voici la substance de ce qu'il m'a dit à ce sujet : Dans les derniers jours de juin, il a reçu l'ordre de faire faire en toute hâte des copies de ces lettres sur des originaux déposés aux archives du Louvre. La veille de votre départ, il a été vous porter lui-même le paquet, qui avait à peu près l'épaisseur de la main. Il a laissé les originaux aux archives; il ignore ce qu'ils sont devenus. Il a fait depuis dix ans des tentatives pour les découvrir, mais toujours infructueusement. La correspondance des princes d'Espagne manquait aux archives. Le dossier qui la contenait était vide, et portait cette note : *Remise à M. de Blacas par son ordre.* M. de Bassano sait que cette partie des lettres a été soustraite par un M. ...., qui les a vendues. M. de Bassano en a acheté quelques pièces pour une somme de 1,300 francs. Il a entendu dire que les lettres de la Russie avaient été vendues à M. de Liéven, ambassadeur de Russie à Londres; mais il ne sait pas si c'étaient des copies ou des originaux. Il doit faire interroger l'imprimeur anglais à ce sujet. J'avais déjà entendu faire sur ces lettres une version à peu près pareille. Il règne sur le sort de ces importants documents une obscurité impénétrable. Il est étonnant que les

ministres des souverains n'aient pas pensé, en 1814, à les retirer; il est plus surprenant encore qu'ils ne l'aient pas fait en 1815, et qu'ils aient été obligés de les racheter. Les lettres les plus importantes de la collection étaient celles de l'empereur Alexandre. Quelques lettres de la Prusse, celles de Wurtemberg, l'étaient beaucoup comme pièces historiques. Les autres étaient de peu d'intérêt, autant que ma mémoire peut me le rappeler. Cependant, puisqu'une copie en a été faite, je ne perds pas l'espoir qu'elles apparaîtront un jour, ou en copie ou en original. Du reste, M. de Bassano a été singulièrement touché de la bonne opinion que vous conservez de lui; il m'a fait répéter deux fois ce que vous me dites dans votre lettre, en me remerciant beaucoup de le lui avoir laissé connaître. Mon dévouement pour votre auguste personne me porte à me réjouir de la résolution que vous avez prise d'écrire: la nécessité s'en fait sentir chaque jour davantage. A part l'importance de ce que vous avez à dire et du haut intérêt que doit inspirer la franchise et la loyauté de votre caractère, votre grande facilité est un nouveau motif qui doit vous y engager. Il y aurait à faire, dans les lettres de madame de Staël, un choix qui intéresserait. Permettez-moi de vous prier de ne pas oublier la communication que vous avez bien voulu m'annoncer, de la note sur le reproche fait à l'Empereur d'avoir fait rétrograder la révolution. Vous avez dû voir avec plaisir la réfutation de quelques passages de la *Vie de l'Empereur* par Walter Scott, par le comte de Saint-Leu. Je verrai,

selon votre désir, les comtes Bertrand et Montholon, quand ils seront de retour à Paris; ils sont encore tous deux à la campagne. M. de Montholon paraît avoir rétabli ses affaires; je ne sais pas si cela sera durable. Je n'ai pas de rapports avec Benjamin Constant, dont la conduite, je l'avoue, m'a toujours inspiré de l'éloignement, et qui n'a aujourd'hui la confiance d'aucun parti. Le général Lamarque n'est pas à Paris; il a été se faire nommer député dans son département. J'ai eu peu d'occasions de le rencontrer, mais je les rechercherai davantage. Je lui ai entendu dire qu'il y a des choses de position dont on ne peut guère s'affranchir. Le fait est que, tout en rendant justice à l'Empereur, il est entraîné vers ses ennemis, qui ont été les amis et les créatures de Moreau, par des impressions premières qui le dominent peut-être malgré lui. Du reste, c'est un homme estimé. Norvins, après avoir été flatteur de l'Empereur sous son règne, s'est fait son détracteur quand il était de mise de déclamer contre son despotisme. Depuis qu'il a vu qu'il était passé de mode d'insulter à sa mémoire, et qu'on ne lisait plus ses diatribes, il s'est mis à le louer à sa manière. S'il avait intérêt à tenir un autre langage, il en changerait encore. Il m'a recherché l'hiver dernier, et m'a proposé de lire son manuscrit. Connaissant son excessif amour-propre, je m'y suis refusé. Je ne m'en repens pas, parce que je n'aurais obtenu de lui aucun sacrifice; il ne se serait servi de moi que pour donner à son livre un peu plus d'autorité. La vogue passagère dont il jouit ne se soutiendra pas, quand la publica-

tion successive de quelques documents officiels aura démontré son ignorance des événements qu'il raconte. Cette vogue est due à la curiosité qui s'attache à toutes les publications qui parlent du grand siècle, et à l'intérêt toujours croissant qu'inspirent généralement la gloire et les malheurs du grand homme qui l'a illustré. La versatilité de l'écrivain et sa manière emphatique et obscure sont bien jugées. On peut dire à son égard comme madame de Staël : qu'elle lisait deux langues inintelligibles pour elle, le chinois et le Norvins. Ce n'est pas lui qui a été attaché à la princesse Pauline, c'est son frère, qui vaut mieux que lui. L'approche du renouvellement de l'année me fournit l'occasion de vous adresser particulièrement mes vœux ardents et ceux de ma famille, pour tout ce qui peut vous intéresser, sous tous les rapports possibles. Permettez que j'en profite, et que je vous renouvelle en même temps l'expression, etc. »

Joseph à Menneval. Point-Breeze, 18 février 1829.

« Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 30 décembre. Je suis bien touché du tendre intérêt que vous prenez encore à tout ce qui me touche. Je ne dois pas en être surpris ; mais je vous confesse, mon cher Menneval, que vous êtes dans une exception bien rétrécie. Les hommes valent moins, en général, que je ne le pensais dans mes premières années ; mais ils ne sont pas tous sortis du même moule, à ce qu'il paraît.

Je vous envoie les copies authentiques de quelques lettres qui m'ont paru les plus importantes

pour la discussion de M. Pons de l'Hérault; vous en ferez l'usage que vous jugerez le plus convenable. Je vous envoie copie de l'article de ma lettre à M. Thibeaudeau, en réponse à cette phrase : « L'Empereur a fait rétrograder la révolution. » Si vous la jugez bonne, vous pouvez la communiquer à M. Boulay de la Meurthe, dont l'opinion serait d'un grand poids pour moi. Je vous envoie quelques notes sur l'ouvrage de M. de Rovigo; si vous le jugez à propos, vous pouvez les lui communiquer. Le maréchal Jourdan et le général Desprez en savent autant que moi là-dessus, et peuvent éclairer le duc, s'il veut l'être, comme je le crois : je ne doute pas de sa bonne volonté même pour moi. Je vais rechercher si, parmi les nombreuses lettres de madame de Staël, il en est que je puisse, sans trop d'inconvénient, laisser publier; je vous les enverrai. Quelle opinion a-t-on de l'ouvrage du colonel Maingernaud? »

Le comte Thibeaudeau à Joseph. Bruxelles, 4 avril 1829.

« Monsieur le comte, votre lettre du 15 novembre m'est parvenue un peu tard, parce que mon fils, qui l'avait reçue à Paris, a attendu une occasion pour me l'envoyer. Votre mandat de 174 fr. 50 a été acquitté. Je ne vous ai point abonné à la *Revue trimestrielle* : ce recueil a cessé de paraître après son troisième numéro. Je vous en expédie le second, en vous priant, quand vous l'aurez lu, de le faire parvenir à Achille, dont il contient deux lettres. Depuis le 23 octobre, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer la 3e livraison de l'*Histoire de Napoléon*,

l'impression en a été suspendue par des circonstances qui me sont étrangères, et auxquelles je ne puis rien. J'avais entrepris cet ouvrage de compte à demi avec M. Cotta, libraire à Stuttgard, qui est chargé de faire l'avance des frais et dépenses. Une contestation s'est élevée entre lui et son libraire correspondant à Paris, sur des comptes d'argent. La 4e livraison, qui était presque imprimée, est restée incomplète. Ce contre-temps, joint à d'autres contrariétés résultant de mon éloignement et de ma situation, a nécessairement refroidi le public, et nuit au débit. J'en suis réduit à craindre que l'ouvrage ne soit indéfiniment accroché, et à regretter d'avoir perdu déjà cinq années de ma vie que j'aurais pu employer plus utilement, sans compter le temps que j'emploierai encore à le terminer; car, quoi qu'il arrive, je tiens à le compléter. Il y a 3 livraisons imprimées (6 volumes); de la 4e il ne reste à imprimer que 100 pages. L'histoire tout entière sera de 14 ou de 15 volumes; j'en ai 4 composés, et en manuscrit. Sans trop de présomption, je me flatte qu'elle aura du moins le mérite d'être la plus complète, parce que j'y traite avec assez de détail l'ensemble de la législation et de l'administration de l'empire, partie essentielle, peu connue, négligée par tous les historiens, parce qu'elle exige du travail, de l'exactitude, des connaissances spéciales, et l'expérience, que peu d'entre eux possèdent. Mon but a été d'écrire l'histoire d'une époque à jamais grande et mémorable, et de dire la vérité. Quelquefois elle n'est pas favorable à Napoléon; mais, mal-

gré des taches, sa carrière est encore assez brillante pour que je me sois fait une loi de ne pas les dissimuler. L'écrivain est un homme de la révolution, qui a sur les institutions sociales des principes faits qu'il ne peut abjurer, parce qu'il y tient par conviction. Il ne juge point d'après les événements; cependant ils fortifient ses opinions. L'empire a péri; il n'est pas prouvé qu'un gouvernement vraiment représentatif ne l'aurait pas sauvé; et, à tout prendre, je trouverai toujours plus méritoire et plus glorieux de succomber par la liberté que par le despotisme. Napoléon jugeait que sa dictature était nécessaire à la France; il disait que, le danger passé, il rétrograderait vers la liberté; je le crois, votre témoignage me suffit; il est confirmé par les révélations de Sainte-Hélène. On a vu des rois dégoûtés du trône, le résigner; il n'y a point, que je sache, d'exemple d'un roi absolu limitant de son propre mouvement son pouvoir. Les institutions de Napoléon se rapportaient, non à une dictature, de sa nature, temporaire, mais bien à un système durable et permanent. Cette considération exigerait un développement que ne permettent pas les bornes d'une lettre. Les vieilles dynasties de l'Europe se sont acharnées à la ruine du monarque nouveau qui avait essentiellement travaillé à consolider l'autel et le trône: qu'eussent-elles fait de pire, s'il eût consacré son génie et ses facultés prodigieuses à favoriser le mouvement de son siècle, et à gagner l'amitié des peuples par des institutions libérales? J'ai lu l'original français de l'écrit contenu dans la revue amé-

ricaine que vous m'avez envoyée : c'est, permettez-moi de le dire, une notice biographique suffisante pour le but dans lequel elle a été composée, mais qui offre peu de matériaux à l'histoire. Il lui faut des choses plus substantielles; elle n'admet pas plus les apologies que les diatribes. Par exemple, on y lit « que, dans l'entrevue de Venise (décembre 1807), le roi Joseph eut connaissance des dissensions de la maison d'Espagne...; qu'il n'y avait rien d'énoncé, de décidé, quand il reçut l'invitation de se rendre à Bayonne. » D'après mes documents, des deux trônes qui étaient alors à donner, le Portugal fut, à Mantoue, offert à Lucien, pour prix d'une réconciliation. Napoléon voulait donner l'Espagne à Louis. Le roi Joseph le *réclama*, comme l'aîné de la famille (1). Salicetti le dit alors. On trouve dans les Mémoires contemporains une lettre de Napoléon au roi Louis, du 27 mars 1808, par laquelle il lui offre le trône d'Espagne. Lorsque le roi Joseph quitta Naples, des personnages marquants qui lui étaient attachés arrangèrent leurs affaires personnelles comme s'il n'eût pas dû revenir. Au fond, la diversité de ces opinions importe peu au roi Joseph et à l'histoire; mais il est difficile de ne pas croire qu'il fut personnellement appelé pour régner en Espagne. L'opinion de tous les militaires est que l'offensive prise à Talavéra contre les Anglo-Espagnols fut une faute et un malheur. Quand ils seraient entrés dans Madrid, leur position n'en eût

(1) On voit, par les documents publiés par nous, si le comte Thibeaudeau est dans l'erreur !

pas été moins critique, avec 50 mille hommes sur leur ligne d'opération. On croit que le roi Joseph, avec 45 ou 50 mille hommes, pouvait facilement manœuvrer pour contenir les ennemis et donner à Soult le temps d'arriver. Les Anglo-Espagnols s'étaient repliés, et avaient pris une attitude défensive.

Le général Foy fut envoyé à Madrid, non d'Oporto, mais de Toro, le 19 juillet, pour communiquer le plan de Soult. Il fut de retour le 24. On prévint de suite Jourdan du mouvement des trois corps, et que le 26 une avant-garde serait engagée vers Béjaz. Le 5e corps fut le 2 août à Placentia, et continua de marcher en avant, suivi par les deux autres corps, chacun à un jour de distance. Voilà ce qui est écrit dans la campagne de Galice, Portugal, etc., par Soult. On persuadera difficilement que la bataille de Talavéra fut un résultat favorable aux Français. Des deux côtés les pertes furent au moins égales. L'armée anglaise se sauva du mauvais pas où elle s'était imprudemment engagée, laissant les Espagnols, ses alliés, supporter tout le poids de la retraite. Par ces deux exemples, vous pouvez juger qu'un historien qui parle à un public environné d'écrits spéciaux sur la plupart des événements, ne doit procéder qu'avec circonspection et le flambeau d'une saine critique. Les *Mémoires de Rovigo* sont, comme vous le dites, écrits dans des intentions bienveillantes, surtout pour l'Empereur, et même pour l'auteur. Il faut user avec précaution de cet ouvrage. Je n'ai pu lire en entier

Norvins : c'est de la poésie où l'on vise à l'effet ; il n'y a ni fond ni justesse. Malheureusement cela se débite. Les succès littéraires sont l'ouvrage des journaux et des coteries de Paris. Si un J.-J. Rousseau n'avait pas le *Constitutionnel* ou le *Globe* pour recevoir ses articles tout faits, il ne trouverait pas de lecteur. Je suis affligé de ce que vous me mandez sur la correspondance des souverains avec l'Empereur. Pour la copie portée chez vous en 1815, M. Presle vous a donc répondu qu'elle ne s'était pas trouvée dans la caisse, lorsqu'il l'a ouverte pour vous expédier ce qu'elle contenait? Cela paraîtrait étrange. Étiez-vous sûr de sa fidélité? Une copie, quoique contestable, serait pourtant quelque chose ; mais les originaux! Quoique vous m'eussiez écrit que vous chargiez M. Menneval de la démarche envers leur dépositaire, mon fils, qui est en liaison avec lui, a cru pouvoir, comme de lui-même, le sonder à cet égard, et m'écrit : « Malgré sa diplomatie et à travers toutes ses finesses, il ne m'a pas été difficile de deviner, ou qu'il avait disposé dans son intérêt du dépôt, ou que, dans son intérêt encore, il ne voulait pas qu'il en fût fait usage. » Je vous remercie des deux copies de lettres que vous m'avez envoyées ; elles trouveront leur place. Vous m'obligerez d'en faire de même pour les autres pièces que vous jugerez importantes. J'ai fait votre commission auprès de mes collègues et d'Anatole Lawœstine ; ils ont été très-sensibles à votre aimable attention. Depuis huit jours nous avons perdu trois des nôtres : Ramel, ancien ministre des finances,

Maragon, et Cavaignac. Le dernier vous a été personnellement connu à Naples; il est mort subitement, d'un anévrisme au cœur. Votre famille et une quarantaine de conventionnels, dont le plus jeune a 63 ans (j'en ai 64), sont les seuls condamnés à mourir hors de cette France qu'ils ont servie, et qui a ouvert son sein à l'émigration. »

« Monsieur le comte, la lettre du 18 février, dont vous m'avez honoré, m'est parvenue tard, à cause de la mauvaise saison. L'approbation que vous voulez bien donner à ma conduite m'a été bien flatteuse et bien douce. Elle m'est une nouvelle preuve de cette bienveillance dont vous m'avez constamment entouré, et dont je conserve précieusement le souvenir. Depuis que j'ai reçu votre dernière lettre, Monsieur le comte, j'ai vu plusieurs fois le général Lamarque, que j'ai trouvé dans les meilleurs sentiments. Il m'a parlé de vous avec une effusion qui m'a paru sincère. *Il connaît indirectement les Mémoires du maréchal Soult; il n'en est pas content. Il a même refusé la proposition qui lui a été faite de se charger de leur rédaction. Il m'a dit que c'était à cause de l'aigreur qu'il y avait contre quelques parties de vos actes militaires en Espagne. Il a ajouté qu'il ne fallait pas y attacher plus d'importance qu'ils n'en méritent, et qu'il ne vous appartenait pas d'entrer en explication ni en polémique avec lui. D'ailleurs le maréchal Soult ne paraît pas pressé de les faire paraître.* M. de Norvins, dont je vous parlerai plus tard, m'a dit les avoir lus, parce que le ma-

Menneval à Joseph. Paris, 8 mai 1829.

réchal lui a proposé aussi de les rédiger. Il les a trouvés si diffus et si remplis de vanité, qu'il n'en a espéré ni honneur ni profit. Il n'y a pas une escarmouche, ni une affaire de cinq hommes et un caporal, dont le récit n'occupe plusieurs pages. Le général Lamarque pense donc qu'il ne faut pas s'occuper du maréchal Soult; que vous devez écrire vos Mémoires avec simplicité, et avec le talent et la loyauté qu'il vous reconnaît (il offre de vous seconder de tout son pouvoir dans le *Spectateur militaire*, et dans d'autres feuilles); et que le public jugera que c'est à ce parti qu'il faut s'en tenir, comme à votre Évangile. Quand on est loin de la sphère d'activité des publications, on est porté à s'exagérer leur importance. Quelques journalistes, selon la coterie à laquelle ils appartiennent, les prônent ou les dénigrent, mais ne font pas l'opinion. Le sceptre de la critique est tombé dans les mains de quelques jeunes idéologues pleins d'un mépris superbe pour qui les a précédés, et qui jugent en dernier ressort sur les hommes et les événements qu'ils sont hors d'état d'apprécier, et même de connaître, avec l'ignorance la plus présomptueuse et la licence la plus révoltante. C'est une bonne fortune pour eux qu'une réponse à leur livre ou à leurs articles. Le général Lamarque me citait à cette occasion qu'il avait eu, il y a plusieurs années, des démêlés avec un général Canuel, que vous connaissez sans doute par ses actes. Le général Lamarque se défendait vivement par des réponses aux journaux qui l'attaquaient. Se trouvant, un jour qu'il avait fait met-

tre dans le *Constitutionnel* une lettre dont il était fort content, dans un dîner où il était placé à côté de M. de Talleyrand, celui-ci le pousse du coude en lui disant : « Général Lamarque, je croyais que vous étiez un homme d'esprit. Comment êtes-vous assez simple pour descendre dans l'arène avec ceux qui vous attaquent ? Mais vous ne savez pas le plaisir que vous leur faites. Croyez-moi, laissez-les dire et restez tranquille ; personne ne s'en occupera. » Le général Lamarque me dit qu'il s'était toujours souvenu de ce conseil, qu'il l'avait suivi, et qu'il s'en était toujours bien trouvé. Il regrette de n'avoir pas été votre chef d'état-major en Espagne. Il estime beaucoup le talent et le caractère honorable du maréchal Jourdan ; mais il ne lui trouvait pas assez de vigueur. Je vous demande pardon de vous raconter longuement tous ces propos ; je ne le fais que parce qu'ils m'ont été tenus à votre sujet, et pour que vous en preniez ce que vous jugerez à propos. Le général Lamarque a fait mettre dans le *Spectateur militaire* la lettre et les pièces justificatives contenues dans le journal américain que vous lui avez fait remettre. Il désire aller vous voir dans l'intervalle d'une des sessions de la chambre. M. de Norvins, qui était absent de Paris depuis quinze mois pour des affaires d'intérêt, est venu me voir à son retour, quoique je n'aie aucune liaison avec lui. Je lui ai donné le journal américain où il est question de son livre. Il m'a exprimé son regret de la manière dont il a parlé de vous ; il s'est rejeté sur les informations qu'il a recueillies, et qu'il devait croire

exactes; il aurait désiré que vous lui eussiez envoyé des notes. Puis, comme le bout de l'oreille perce toujours, il n'a pas pu retenir qu'il aurait à se plaindre que vous lui ayez fait autrefois des promesses que vous auriez tout à fait oubliées quand vous êtes monté sur le trône de Naples. En définitive, il doit faire une troisième édition de son *Histoire de Napoléon* au mois de juillet prochain. Il m'a prié de faire des notes sur cet ouvrage et de les lui donner, m'assurant qu'il en ferait usage; qu'il supprimerait surtout ce qui pourrait vous blesser. Cela m'a décidé, je le lui ai promis. J'ai communiqué au duc de Rovigo les notes que vous avez bien voulu m'envoyer sur ses *Mémoires*. Il m'a écrit la lettre que je prends la liberté de vous envoyer en original. Il est bien disposé à faire tout ce qui vous est agréable, et attache un grand prix à votre estime. Il m'a prié de lui laisser prendre copie des lettres de l'Empereur qui étaient jointes à votre dernière lettre. Je les garde, pour en faire le meilleur usage possible. J'ai reçu votre réponse au reproche fait par M. Thibeaudeau à l'Empereur, d'avoir fait rétrograder la révolution; je l'ai communiquée à M. Boulay, qui en a pris copie. Il a trouvé vos réflexions très-justes, et tout à fait conformes à sa manière de voir. Il a fait des Mémoires jusqu'à l'empire, dans lesquels il s'est attaché à venger l'Empereur de ces imputations. Son opinion bien arrêtée est que c'est à lui que nous devons la charte constitutionnelle, et que les libéraux sont bien ingrats ou bien prévenus quand ils ne veulent pas le

reconnaître. Il est convaincu que, sans le 18 fructidor et sans le 18 brumaire, la France retombait sous le joug féodal, et qu'un long temps et beaucoup d'événements se seraient passés avant qu'elle ait pu en être tirée; que l'Empereur, en adoptant tous les bienfaits de la révolution, les avait consolidés à jamais par la libéralité et par l'énergie de son administration. Il m'a chargé de vous remercier du souvenir que vous avez bien voulu conserver de lui, et de vous offrir l'hommage de son respect et de son dévouement. Je n'ai point lu les ouvrages du colonel Maingernaud; je n'en ai point entendu parler : il est vrai que je vis dans une grande retraite. M. Presle, qui les a fait lire à quelques militaires, m'a dit qu'on en faisait cas; mais qu'ils laissaient à désirer sous le rapport du style. Vous m'aviez chargé de voir les comtes Bertrand et Montholon. J'ai vu le général Bertrand, qui est dans des sentiments qui lui font honneur; mais il est d'une circonspection qu'il porte à l'excès. Il a quelques manuscrits de l'Empereur : sa loyauté ne lui permettra pas d'y souffrir la moindre altération; mais sa timidité l'empêchera de les publier. Quant à M. de Montholon, ses prodigalités ont fini par le ruiner entièrement. On a vendu ses meubles, et il a disparu; on le dit réfugié en Angleterre. C'est une grande douleur pour les amis de l'Empereur. Anatole de Lawœstine est ici; il a toujours les mêmes sentiments chevaleresques; il ne veut entendre à aucune concession sur ce qu'il croit être son honneur ou son devoir. Il a refusé jusqu'ici une place avantageuse

dans la maison militaire du duc d'Orléans. Il ne sait pas que j'ai l'honneur de vous écrire; mais il professe toujours pour vous le même respect et le même attachement. Les miens vous sont connus, ma femme les partage, et mes enfants en conserveront religieusement le dépôt. — J'omettais que M. de Norvins avait consulté MM. de Bassano et Sébastiani pour savoir s'il devait répondre à la lettre du *Courrier* des États-Unis, et qu'ils l'en avaient dissuadé. Je dois réclamer votre indulgence pour les négligences et les ratures de ma lettre; j'ai craint, en la recopiant, de manquer l'occasion de la faire partir à temps. »

Joseph à Thibeaudeau. Point-Breeze, 19 mai 1829.

« Monsieur le comte, j'ai reçu votre lettre du 4 avril. J'attends la *Revue trimestrielle* n° 3, que vous m'annoncez. J'ai depuis peu de jours seulement votre troisième livraison; j'ai écrit à M. Presle de s'entendre avec monsieur votre fils pour en acquitter le montant. Je suis fâché des contrariétés que vous avez éprouvées avec vos libraires; j'espère qu'elles ne seront pas de longue durée. Je suis fâché de n'avoir pas porté dans votre âme la conviction qui est dans la mienne. Je suis convaincu que Napoléon voulait laisser une monarchie constituée sur les bases de la représentation nationale, celle de l'égalité et de la liberté; les grands obstacles intérieurs et extérieurs l'ont forcé à dissimuler ses vues ultérieures. Ne pouvant contenter l'impatience des révolutionnaires qui l'eussent obligé à tourner trop court, il a dû s'étayer de toutes les au-

tres opinions pour assurer son pouvoir dictatorial. L'obstination de l'Angleterre l'a forcé à un grand développement de forces dont les succès mêmes l'ont embarrassé. Comment demander tant de sacrifices à la France, sans exalter l'héroïsme guerrier de la nation? Comment proclamer si hautement la suprématie de la grande nation, sans blesser les autres? Comment cacher pendant tant d'années, aux anciennes dynasties, ses vues secrètes? En envoyant ses frères occuper des trônes étrangers, il ne contenta personne; il se priva des confidents naturels de ses projets intimes, et il eut en eux de mauvais vice-rois, parce qu'ils ne pouvaient pas être autre chose, avec le nom de rois. Il s'isola beaucoup en France; on finit par ne plus comprendre ce qu'il voulait. L'obstination de l'Angleterre à poursuivre la guerre a eu pour résultats les immenses succès de l'Empereur, sa puissance colossale qui a pesé sur les étrangers, et à la longue sur la France elle-même, par la réaction de toutes les opinions venues du dehors; mais aussi l'Angleterre et le parti oligarchique de l'Europe ont été à la veille d'être écrasés, et Napoléon au moment de pouvoir démasquer son système, et asseoir un empire nouveau, conforme à l'esprit du siècle et aux circonstances dans lesquelles il s'est trouvé. Il a été terrassé dans la lutte, on ne peut juger de ce qu'il eût fait après Actium; moi, je dis ce que je sais. Les hommes impartiaux, et qui n'ont vu que les faits extérieurs, diront qu'il est probable que Napoléon eût été aussi supérieur à Auguste qu'il l'avait été à Octave; qu'un homme d'autant de gé-

nie ne pouvait vouloir que ce qui était convenable au peuple français; et que s'il vivait aujourd'hui, il rendrait la France aussi heureuse par ses institutions que l'heureux pays que j'habite, qui prouve que les institutions libérales rendent les peuples heureux et sages. Le code Napoléon dépose en faveur des intentions libérales de son auteur; c'est par les institutions de ce genre qu'il faut le juger, et non par des actes, des faits particuliers autorisés par la guerre, et qui souvent n'étaient que des manœuvres pour masquer ses véritables intentions, et faire marcher à la suite telle corporation, telle classe, tel cabinet dont il avait besoin dans le moment actuel. Je n'ai pas prétendu, Monsieur le comte, que l'article inséré dans la *Revue américaine* pût fournir beaucoup de matériaux à l'histoire, puisque c'est un sommaire de faits, et qu'il ne contient aucun détail; mais ce que j'ai dit ou voulu dire, c'est que cet article est un énoncé de choses vraies pour ce qui me concerne, et que j'ai dû savoir et connaître personnellement. Les deux articles que vous donnez comme preuve du contraire ne changent pas mon opinion, et tôt ou tard vous aurez, j'espère, les preuves matérielles de ce que j'avance; en attendant, j'insiste à vous assurer de la vérité de cette assertion : « *Il n'y avait rien d'énoncé, de décidé, quand le roi Joseph reçut l'invitation de se rendre à Bayonne.* » Salicetti, à qui je parlais de cette invitation, pensait, il est vrai, que l'offre d'aller en Espagne pourrait bien m'être faite, que, dans ce cas, il désirait m'y suivre; mais cette pré-

vision de Salicetti, qui fait honneur à sa pénétration, n'était qu'une opinion à lui, que les événements ont vérifiée. *L'Empereur m'avait seulement parlé à Venise des affaires d'Espagne comme d'un surcroît d'embarras qui lui survenait, et qu'il aurait bien voulu ajourner; mais que les événements marchaient plus vite que sa volonté, comme ceux qui se préparaient en Portugal; que la postérité jugerait peut-être bien mal, en pensant qu'il pressait des événements qu'il voudrait retarder;* comme des opinions qui le poussaient à une plus grande extension de puissance qu'il ne voudrait pour la tranquillité de ses vieux jours et pour le bonheur de la France : mais que l'Angleterre le poussait, et que les passions des princes de la Péninsule lui taillaient plus de besogne qu'il ne faudrait; mais qu'il avait bon courage. A Bayonne, son projet avait d'abord été de reconnaître Lucien roi de Naples, où il aurait fondé une dynastie nouvelle et se serait établi avec ses enfants, sans lui imposer aucune condition. L'arrivée de la grande-duchesse de Berg contribua beaucoup à changer sa résolution, et à envoyer Murat à Naples. L'Empereur était un homme qui faisait souvent son thème en plusieurs façons : ses projets dépendant souvent de la possibilité ou de la facilité de leur exécution, il se décidait par ce qui devenait plus convenable au dernier moment. Ce qui est faux, c'est que Joseph *réclama* l'Espagne, comme l'aîné de la famille. Il *céda* à Bayonne à la volonté de l'Empereur, à l'es-

poir de réconcilier Lucien en lui donnant Naples sans conditions, aux sollicitations empressées des grands d'Espagne et des membres de la junte de Bayonne. Je sais ce que les historiens militaires, tels que Dumas, etc., ont répété, ce qu'avait laissé croire le *Moniteur*. Il est fâcheux que le général Foy n'ait pas poussé ses Mémoires jusqu'à Talavéra. Il connaissait la vérité, ainsi que Dessolles, Jourdan, Sébastiani, Victor, etc. Le jour de Talavéra, les 50 mille Français que je commandais durent combattre, parce que 30 mille Espagnols commandés par Vénégas passaient le Tage et arrivaient à Madrid le surlendemain, le corps de Sébastiani leur ayant dérobé deux marches et m'ayant rejoint; de sorte que Madrid était à découvert devant les 30 mille hommes de Vénégas. C'était en appelant Sébastiani que j'avais pu réunir 50 mille hommes, et nous avions affaire à près de 80 mille ennemis, dont la moitié Anglais ou Portugais. La journée de Talavéra nous fut tellement avantageuse, que je pus laisser Victor avec 25 mille hommes en face de l'armée anglo-espagnole, devant laquelle il ne pouvait pas tenir la veille de la bataille, et qu'avec le reste de l'armée, le corps de Sébastiani et la réserve, je passai le Tage, et battis complétement l'armée de la Manche de Vénégas à Almonacid. Soult *arriva dix jours plus tard* qu'il ne me l'avait fait promettre par Foy. Soult, Ney, Mortier n'étaient pas d'accord, voilà la vérité. Je crains que votre fils n'ait raison. S'il devient pair,

je n'en douterai plus. Que les honneurs sont ennemis de l'honneur! Il faut se consoler de tout, conserver sa conscience, se rester à soi-même. »

Joseph à Francis Lieber-Boston (1). Point-Breeze, 1er juillet 1829.

« Monsieur, j'ai reçu aujourd'hui seulement votre lettre du 22 juin, à mon retour d'un voyage de quelques jours que j'ai fait à New-York. J'ai lu l'article que vous m'adressez; je vous le renvoie sur-le-champ, d'après vos désirs. Le nombre d'ouvrages sur l'empereur Napoléon est si grand, que la nomenclature seule serait un ouvrage; vous en connaissez beaucoup. J'ai sous les yeux un ouvrage intitulé *Commentari di Napoleone*, imprimé à Bruxelles en 1827, dont il n'est pas question dans la vente que je vous renvoie; il n'est pas question non plus de l'ouvrage de Botta : l'un et l'autre sont écrits en italien. Parmi les ouvrages cités dans la note en question, il en est beaucoup qui sont évidemment des libelles, payés par les ennemis de la révolution et de l'empire; d'autres, des ouvrages passionnés dictés par l'humeur et le dépit. Ceux des écrivains de Sainte-Hélène eux-mêmes contiennent des détails évidemment faux ; mais ils représentent en masse assez bien les vues générales de l'empereur Napoléon. Lorsque ces auteurs parlent des individus et qu'ils écrivent de mémoire, ils se trompent quelquefois. J'en ai la preuve matérielle, pour ce qui me concerne, dans plusieurs articles ; j'en ai même dans le temps écrit à M. Las-Cases, etc. L'ou-

(1) Professeur et littérateur résidant à Boston.

vrage du général Pelet est celui qui me paraît mériter le plus de confiance. Le jeune Ségur a eu évidemment en vue de se réconcilier avec la nouvelle cour : petit-fils du maréchal de Ségur, ministre de la guerre de Louis XVI, il a voulu faire oublier combien lui et son père avaient été dévoués à l'empereur Napoléon, puissant, etc. Walter Scott a écrit, pour le gouvernement anglais, sur des pièces fournies par le gouvernement qui a succédé à celui de l'empereur Napoléon. L'abbé de Montgaillard est un ennemi prononcé de la révolution et de Napoléon ; les Mémoires de Fouché sont apocryphes, ainsi jugés par les tribunaux. Thibeaudeau, conventionnel et thermidorien, veut attribuer à Napoléon les pas rétrogrades que la terreur de la convention et la terreur semi-royale qui succéda au 9 thermidor avaient fait faire à la France révolutionnaire. Napoléon trouva la France en délire; il chercha à la préserver de l'anarchie de 1793 et de la contre-révolution; il vogua avec elle au milieu de tous les débris de tous les partis, cherchant à éviter tous les écueils, ne se faisant l'esclave d'aucun parti, pour ne pas se faire l'ennemi de tous les autres; obéissant à ce qu'il croyait en conscience être le besoin et le vœu de la France, qui voulait de l'égalité, une liberté compatible avec la civilisation ; elle sentait, comme lui, que ces biens (que nous ne voyons qu'ici dans le nouveau monde), elle les possèderait à la paix générale, à la fin de cette guerre interminable qui avait nécessité cette dictature à jamais tyrannique, que les ennemis extérieurs et les

hommes d'un esprit superficiel ont appelée le despotisme impérial. Que Napoléon ait bien connu la volonté nationale, son retour miraculeux de l'île d'Elbe le prouvera assez à la postérité; mais le cabinet anglais s'est toujours opposé à la cessation de ce despotisme en alimentant la guerre, ce qui a obligé Napoléon à prendre toutes les formes pour réconcilier les gouvernements de l'Europe continentale avec la France. Tout ce que Napoléon a fait, sa noblesse (qui n'était pas féodale), ses relations de famille, sa Légion d'honneur, ses royaumes nouveaux, etc., il a dû le faire; les Anglais l'ont toujours obligé à tout ce qu'il a fait, pour se mettre en harmonie apparente avec tous les gouvernements qu'il avait vaincus, et qu'il voulait arracher à la séduction de l'Angleterre. La lutte a été très-longue; l'Angleterre a été servie par le caractère de l'empereur Alexandre, qui s'est fatigué, par celui de l'empereur d'Autriche; et l'oligarchie de Vienne, de Moscou, s'est coalisée avec celle de Londres, et a fini par triompher de Napoléon, de la France, en sacrifiant les intérêts futurs des peuples et des maisons régnantes de l'Europe, qui avaient fini par s'accorder dans des constitutions où les rois et les peuples eussent trouvé leurs avantages, où quelques centaines de familles aristocratiques eussent seules perdu quelque chose pour le moment : mais elles eussent retrouvé une juste indemnité dans la faveur de leur prince, dans le bonheur public, qui eût été le résultat d'un ordre de choses ordonné par le degré de civilisation que nous avons atteint. Les bons

peuples d'Allemagne ont été égarés ; et l'Angleterre, au moment de succomber sous le système continental, s'est relevée en abattant son ennemi par les mains des peuples et des rois, qui devaient considérer Napoléon et la France (aux termes où elle en était) comme les sauveurs, les modérateurs des destinées de l'Europe, qui voulait l'égalité légale, la liberté constitutionnelle, la liberté religieuse, et une paix permanente, à l'abri des exigences des hordes du Nord et des préjugés gothiques des nobles et des prêtres du moyen âge. Napoléon avait pris les mots pour détruire les choses ; il me disait souvent : *Il me faut encore dix ans pour donner une entière liberté*. Il était élève de Platon et des philosophes, et cependant il répétait souvent : « Je ne fais pas ce que je veux, mais ce que je peux ; ces Anglais me forcent à vivre au jour le jour. » Il lui a manqué dix ans de paix générale. Mais je m'aperçois que ma réponse devient un ouvrage. — Je vous écris sans préparation, comme je vous parlerais. — Je vous envoie, pour ce qui me regarde, les seuls documents que j'avoue comme vrais. — Les articles biographiques imprimés en Europe sont dictés par l'ignorance ou les passions. »

Rœderer à Joseph. Paris, 2 juillet 1829.

« Je saisis avec empressement l'occasion trop rare qui se présente, pour adresser à M. le comte de Survilliers l'hommage de mon fidèle et respectueux attachement. N'est-il donc pas permis de le revoir en Europe ? Si l'Italie a des inconvénients, le

royaume des Pays-Bas est un séjour agréable à beaucoup d'égards, qui a été tolérable pour l'exil même : je pourrais espérer de traîner là ma vieille machine, à laquelle il reste pourtant encore la mémoire du cœur. J'ai été très-fâché de rencontrer dans les Mémoires de Girardin beaucoup de choses que le défaut de discernement, plutôt que la malveillance, y a laissé passer. Je pourrais répondre que l'intention de Girardin n'avait jamais été qu'on y donnât de la publicité. Cela prouve qu'il ne faut écrire que ce que l'on veut laisser voir. M. Clary (1) vient d'avoir un avancement que je regarde comme le signe de dispositions plus favorables dans la maison royale pour la famille de l'Empereur. Il est certain que M. Clary ne l'a point obtenu par le désaveu des liens qui l'unissent à votre famille, ni par des soumissions indignes de lui; il le doit à son talent militaire, à ses services et à sa loyauté. Si je n'habitais la campagne, j'aurais plus d'occasion de me rappeler au souvenir de M. de Survilliers; mais je ne viens à Paris qu'accidentellement, quoique j'y aie toujours le même établissement dans la même maison. Je prie son ancienne bonté d'avoir quelquefois présente ma reconnaissance, qui ne finira qu'avec moi. »

Lamarque à Joseph. Bordeaux, 22 février 1830.

« Monsieur le comte, le hasard me fait rencontrer un brave officier de notre vieille armée, qui se rend près de vous pour y faire des essais d'agri-

(1) Le général Marius Clary.

culture ; je ne veux pas manquer cette occasion de me rappeler au souvenir d'un homme dont je n'oublierai jamais les bienfaits et la bonté. Sur le trône, vous aviez les vertus pratiques d'un philosophe ami de l'humanité; rentré sans peine dans la classe des simples citoyens, vous avez l'âme grande et généreuse d'un roi qui répand autour de lui le bonheur et console toutes les infortunes. Votre ancien chef d'état-major a bien changé de rôle. Ce ne sont plus les boulets qu'il affronte, mais les ennemis de nos institutions qu'il combat ; il poursuivait la gloire, il s'est voué sans réserve à la défense de la liberté. Déjà, conscrit politique, il a bégayé quelques discours à la tribune : que n'a-t-il cette éloquence facile et brillante que j'admirais dans le roi de Naples, lorsque j'avais l'honneur de l'accompagner dans les Calabres, dans la Pouille et dans les Abruzzes ! Il terrasserait les hommes de la contre-révolution, dont le trône a eu l'imprudence de s'entourer. Une lutte grande et décisive se prépare ; le résultat définitif n'est pas douteux, mais la victoire peut être péniblement achetée : peu importe, je suis sur la brèche, et je n'oublierai pas que j'ai été capitaine des grenadiers ! Souvent j'ai eu l'envie d'aller vous voir, et, malgré la vieillesse qui s'avance, je n'en perds pas l'espoir. »

Joseph au colonel Maingernand. Point-Breeze, 12 mars 1830.

« Monsieur, j'ai reçu, depuis quatre jours seulement, votre lettre du 25 décembre 1829, ainsi que les six cahiers manuscrits que je me hâte de vous renvoyer. Il est fâcheux que vous ne les ayez pas

remis à M. Presle; il est à croire qu'ils me seraient parvenus plus tôt.

La lecture de ces cahiers m'a convaincu que si vous eussiez reçu mes lettres des 18 mars, 23 juillet et 24 novembre 1829, vous auriez évité les hasards auxquels vous les avez exposés en me les adressant.

Je ne puis que vous répéter ici ce que je vous ai déjà dit dans ces trois lettres, que j'ai toute confiance dans les détails que peut vous donner M. le maréchal Jourdan sur les opérations militaires, tant qu'il a été mon major général en Espagne; il a mieux que sa mémoire, puisqu'il a conservé ses registres.

Je vous envoie la copie des lettres que vous désirez; vous la trouverez sous le n° 1.

J'ai été frappé de la manière dont vous qualifiez le peuple espagnol; une plus mûre réflexion vous engagera sans doute à rayer les épithètes de *idiots*, etc., qui me paraissent peu convenables et éloignées de la vérité.

Je ne pense pas que MM. Azanza et O'ffarill, membres de la junte de Madrid, aient pu aider au mouvement du 2 mai contre les troupes françaises; j'ai la conviction intime du contraire, et je vous en dois l'expression, puisque vous voulez bien me consulter.

J'ai la conviction que MM. les ducs de l'Infantado, d'Hijar, del Parque, et Cevallos lui-même, étaient de bonne foi lorsqu'ils m'ont prêté serment à Bayonne; les événements ont été plus forts que leurs caractères. Je dois dire, en témoignage de la

vérité, que c'est moi qui ai autorisé Cevallos, ministre des affaires étrangères, et Pinuela, ministre de la justice, à rester à Madrid. Le duc de l'Infantado était aussi disposé à me suivre si je l'eusse exigé; ils espéraient traiter avec Castanos; mais les événements de Portugal, qui rendirent toutes les forces anglaises et portugaises disponibles contre nous, donnèrent un tel élan aux juntes insurrectionnelles, que Cevallos, loin de manifester à Castanos les intentions dans lesquelles il était resté à Madrid, publia le pamphlet que vous connaissez, dans lequel il accumule des assertions fausses pour justifier le parti qu'il avait pris aux yeux des vainqueurs de Baylen.

Il n'est pas vrai que Cevallos ait épousé une sœur du prince de la Paix.

Vous me demandez des détails sur la bataille d'Ocana; vous les aurez trouvés dans le rapport du major général, envoyé au ministre de la guerre le jour même de cette victoire. Le roi Joseph fit attaquer les 50 mille Espagnols par les 25 mille hommes qui étaient aux ordres du maréchal Mortier et du général Sébastiani, sans attendre les 25 mille hommes que commandait le maréchal Victor, qui ne purent arriver que le lendemain de la bataille, parce qu'il craignit que l'armée espagnole n'évitât le combat en gagnant la Sierra-Morena dans la nuit.

L'expédition d'Andalousie a été entreprise par le roi Joseph sans qu'il en eût reçu l'autorisation de l'Empereur; il dut en donner l'ordre formel et *écrit* au major général. Il l'a entreprise dans le but

de terminer la guerre d'Espagne par la réunion d'une assemblée extraordinaire des cortès nationales, qui aurait été appelée à manifester sa volonté sur l'acceptation de la constitution de Bayonne. Mais, pour cela, il fallait occuper les quatre royaumes d'Andalousie. Le succès couronna ses espérances; les cortès devaient se réunir à Grenade. Les députés de Séville, Cordoue, Grenade, Jaën, partirent du port Sainte-Marie pour Cadix, pleins d'espérances; ils furent arrêtés par l'escadre anglaise. En même temps, les gouvernements militaires furent proclamés en Espagne. Ces deux événements détruisirent toutes les espérances que les Espagnols patriotes et éclairés qui étaient au service du roi Joseph, ou qui faisaient partie de l'insurrection, avaient conçues pour terminer les troubles qui déchiraient leur patrie.

M. Presle pourra vous donner tous les détails contenus dans la notice biographique sur le roi Joseph, et dans plusieurs articles insérés dans le *Courrier des États-Unis*, de New-York, en réponse à MM. de Norvins, de Beausset, de Bourrienne, etc.

J'ai sous les yeux ma réponse du 13 mars à votre première lettre; je ne puis que vous confirmer ce que je me suis permis de vous dire, combien il importe que vous restiez dans toute votre indépendance d'écrivain; ce qui ne m'empêchera pas de répondre le mieux que je pourrai aux questions que vous pourriez me faire.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer de nouveau les

sentiments d'estime et d'attachement avec lesquels je suis, etc. »

Jourdan à Joseph. Paris, 12 juillet 1830.

« Monsieur le comte, M. Presle m'ayant dit que vous avez témoigné le désir de connaître mes Mémoires sur la guerre d'Espagne, je me suis empressé d'en faire faire une copie qui vous est destinée. Je remets aujourd'hui à M. Presle la campagne de 1808 et celle de 1813. J'ai écrit moi-même la copie de la dernière, parce que j'avais à y faire quelques corrections. J'espère de pouvoir lui remettre la campagne de 1809 dans un mois. N'ayant pris aucune part aux opérations de 1810 et de 1811, je me suis borné à en rédiger un précis d'après les pièces officielles et les ouvrages publiés en France et à l'étranger, et d'après quelques documents que je me suis procurés au cabinet topographique. Vous recevrez plus tard ce précis et la campagne de 1812. Je réclame votre indulgence, Monsieur le comte : soldat depuis l'âge de seize ans, je n'ai pas pu apprendre à écrire dans les casernes et dans les camps; mais si mon travail mérite votre approbation sous le rapport de l'exactitude et de la bonne foi dans la narration des faits, si vous approuvez l'esprit dans lequel il a été rédigé, je serai au comble de mes vœux. J'ai eu particulièrement en vue de démontrer l'absurdité des reproches qui vous ont été adressés par des écrivains passionnés ou mal informés. Vous pourrez donc faire l'usage qui vous paraîtra le plus convenable de la copie

que vous recevrez, vous priant seulement de ne point nommer l'auteur. J'ai été forcé, pour faire ressortir la vérité, de rappeler la conduite et de critiquer les opérations de certains personnages, et je ne voudrais pas être engagé dans des discussions qui troubleraient ma tranquillité sur la fin de ma carrière. »

Joseph à la Fayette. Philadelphie, 7 sept. 1830.

« Mon cher général, M. le général Lallemand, qui vous remettra cette lettre, me rappellera à votre souvenir; il vous dira avec quel enthousiasme la population de ce pays, américaine et française, a accueilli les nouvelles des glorieux événements dont Paris a été le théâtre; les Américains ont voulu aussi voir flotter sur leur théâtre le drapeau tricolore. Si je n'avais vu à la tête des affaires un nom avec lequel le mien ne concordera jamais, je serais avec vous, en tout et partout, aussitôt que le général Lallemand. Vous vous rappelez nos entretiens sur cette terre hospitalière et libre : mes sentiments et mes opinions sont aussi invariables que les vôtres et ceux de ma famille : *Tout pour le peuple français !* Sans doute je ne puis pas oublier que mon neveu Napoléon II a été proclamé par la chambre qui, en 1815, fut dissoute par les baïonnettes étrangères, et l'armée dispersée sur la Loire, d'après la volonté de cette famille que les étrangers imposèrent à la France, et dont la France vient enfin de faire justice, comme en 1815 elle s'était fait justice elle-même en quittant le sol de la patrie pour se réfugier sous le canon de la coali-

tion. Je n'aurai jamais la lâcheté d'abandonner ce que je dois aimer; mais, fidèle à la devise de ma famille : *Tout par la France et pour la France!* je veux remplir mes devoirs envers elle; et je ne vois, dans les 3 millions de votes qui se fixèrent sur nous, que de plus grandes obligations encore que tout autre Français envers la patrie. Vous connaissez mes opinions depuis longtemps proclamées : les individus et les familles ne peuvent avoir que des devoirs à remplir dans leurs rapports avec les nations; celles-ci seules ont des droits à exercer, elles doivent la justice à tous. Si la nation française appelait à la tête des affaires la famille la plus inconnue, je pense que nous devrions nous soumettre à sa volonté en tout et pour tout; mais la nation seule a le droit de détruire son ouvrage. Les gouvernements étant un besoin des peuples, nul doute que les individus qui les composent sont subordonnés aux besoins des peuples clairement exprimés par la majorité. Je serais donc venu moi-même exprimer ces sentiments, si je croyais ma présence utile, si le devoir m'appelait en France, si la loi arbitraire qui, dictée par l'étranger, et appréciée par la famille qu'il avait imposée à notre patrie pour neutraliser sa juste influence dans les affaires de l'Europe, avait été abolie par les autorités que la nécessité a données à la France après les événements des derniers jours de juillet. Je demande donc l'abolition de cette loi tyrannique qui a fermé la France à une famille qui l'avait ouverte à tous les Français que la révolution en avait expulsés. Je

protestc contre toute élection faite par des corporations particulières, et des corps n'ayant pas obtenu de la nation des pouvoirs qu'elle seule a le droit de donner; et je déclare dans toutes les circonstances être prêt à me conformer à la volonté nationale légalement exprimée, quelle qu'elle puisse être, regardant tous les sacrifices que le bien de la patrie impose, comme un tribut qu'elle a droit d'exiger de ses enfants, et un bonheur pour eux de pouvoir les faire. Le vaisseau qui porte le général Lallemand étant au moment de partir, j'ai à peine le temps de vous tracer ces lignes; je vous les adresse parce que vous êtes le Français, parmi ceux qui ont pris part à la lutte secrète qui existait par la force des choses entre la nation et le gouvernement des étrangers, qui m'avez vu ici, qui avez entendu, qui avez lu dans le fond de ma pensée, et que l'homogénéité de nos opinions politiques, moins les devoirs de famille et de position, m'ont donné dans votre caractère une pleine et entière confiance. J'ai prié le général Lallemand d'être l'interprète de ma volonté auprès de vous, et je vous prie vous-même, mon cher général, d'être auprès des illustres citoyens qui, avec vous, ont coopéré à relever les couleurs nationales, l'organe de mes sentiments que vous avez connus ici, et qui, dans toutes les hypothèses possibles, sont inaltérables : tout pour le peuple français. L'Empereur, mon frère, mourant sur le rocher de Sainte-Hélène, a dicté pour moi au général Bertrand une dernière lettre par laquelle il me recommande son fils. En

me disant un éternel adieu, il finit ainsi : « Dites surtout sans cesse à mon fils qu'il est avant tout Français; qu'il prenne ma devise : Tout pour le peuple français! » J'ai rempli tant que j'ai pu ce devoir de sentiments; je sais que son fils est aussi bon Français que vous et moi, en dépit de la fortune; et j'espère que le moment n'est pas éloigné où il pourra m'aider à rendre à la France une parcelle de tout ce que nous lui devons. Adieu, mon cher général; ma lettre vous prouve assez combien je rends justice aux sentiments que vous m'avez témoignés pendant le voyage triomphal que vous avez fait parmi ce peuple, où j'ai vu depuis quinze ans que la liberté n'est pas une chimère, qu'elle est un bien dont une nation modérée et sage peut jouir quand elle le veut. »

Joseph à Jourdan. New-York, 9 sept. 1830.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu hier matin, avant mon départ pour cette ville, votre lettre du 12 juillet, et les papiers que j'ai dû laisser chez moi avant d'avoir pu les lire. Je suis bien reconnaissant de cet envoi, et du bon souvenir que vous me conservez; je vous prie de croire qu'il est bien placé, et que personne au monde n'a plus d'homogénéité que moi avec vos opinions, vos principes et votre manière de voir. Je suis aussi ami que vous de la liberté et de l'ordre. Je n'ai pas tardé à me rendre ici, à la suite des nouvelles arrivées par Londres sur les événements glorieux de la fin de juillet à Paris; nous attendons à chaque heure des nouvelles directes de Paris; les nôtres ne vont qu'au 1er août.

M. Beslay, fils d'un député libéral, retourne à Paris; il vous connaît et vous respecte beaucoup, comme tous ceux qui sont dignes de vous apprécier : il ne dépendra pas de moi que le nombre s'en augmente beaucoup. Si je n'avais vu le nom du duc d'Orléans parmi les nouvelles autorités, je serais arrivé en même temps que ma lettre. Je sais ce que pensent ici ceux qui s'occupent de diplomatie, pour la paix de la France et de l'Europe; je pense comme eux que Napoléon II aurait dû être proclamé, avec une régence provisoire et les restrictions proposées par la chambre de 1815. Je le désire, non pour mon ambition particulière, mais pour le bien de mon pays. Vous connaissez mes opinions : les nations ont des droits à exercer, les individus des devoirs à remplir. J'attends le premier packet pour voir ce que je devrai faire, pour ne pas rester en arrière de ce que je dois à la patrie, à l'orphelin de mon frère; donnez-moi votre opinion, vous savez combien je sais l'apprécier. J'ai écrit à quelques personnes. M. Beslay vous donnera de mes nouvelles, et pourra me faire passer sûrement les vôtres. Demandez à Ferri ce qu'il pense de Pozzo di Borgo? S'il le croit à propos, il peut le voir de ma part; il connaît mes vieilles relations personnelles avec lui : il ne faut rien négliger. Je n'ai que le temps de vous renouveler, Monsieur le maréchal, toute mon amitié, et vous assurer qu'elle ne finira qu'avec moi. »

« Mon cher général, je vous ai écrit il y a quelques semaines, en répondant à la lettre que vous

Joseph à Lamarque New-York,

9 sept. 1830. m'avez écrite par M. Petit. J'ai appris depuis, par les papiers publics d'Angleterre, les événements qui ont signalé les derniers jours du mois de juillet à Paris, et auxquels vous avez pris une part si active. Nous attendons à chaque instant les nouvelles directes de France par les packets réguliers du Havre, qui, dans cette circonstance importante, ont été devancés par ceux de Liverpool; je me suis rendu ici pour les recevoir plus tôt. Si je n'avais vu le nom du duc d'Orléans mêlé à ces événements, je vous serais arrivé au lieu de cette lettre. Vous sentez que je ne puis rien espérer d'un Bourbon, et que je n'ignore pas que le duc d'Orléans a été de moitié dans le projet tramé contre mon frère l'empereur Napoléon en 1814, peu de mois avant son départ de l'île d'Elbe. Vous n'ignorez pas qu'il fut dévoilé par le général Filangieri, qui l'avait appris à Paris, à son passage à Genève, d'où il se rendit à Coppet chez madame de Staël, qui m'envoya le général baron de Prangins, commandant en chef les troupes helvétiques, qui, ce jour-là, se trouvait à une fête que donnait madame de Staël. Si l'ancien comte d'Artois était encore sur le trône, et si je ne craignais pas de voir ma patrie tomber sous le gouvernement d'un homme qui ne vaut pas mieux que Charles X, je ne compromettrais pas le général Filangieri, le baron de Prangins, le brave et stoïque Boisneau d'Aubonne, qui, commissaire ordonnateur en chef de l'armée d'Italie, venait d'arriver à Aubonne, sa patrie, près de laquelle j'étais établi. Ce fut cet homme aussi intègre que courageux que

j'envoyai à l'île d'Elbe, pour préserver mon frère du stylet des sicaires (dont je lui donnai la liste) qui, de Paris, étaient dirigés sur la Corse, d'où ils étaient expédiés à leur destination par le fameux Brullard, auquel on avait donné le commandement de la Corse. Boisneau partit, l'indignation dans l'âme, en me disant : « C'en est trop! il est un Dieu vengeur. Avant un an, je vous ramènerai votre frère à Paris, où nous nous reverrons. » C'est ce même Boisneau que vous rencontrâtes chez moi à Paris, le 22 mars 1815; il venait d'apprendre, comme vous, la nouvelle de mon arrivée de la Suisse, et, comme vous, il venait embrasser un vieil ami qui lui était si redevable. Je pense qu'il vit aujourd'hui à Paris; voyez-le, je vous prie, de ma part, mon cher général, et communiquez-lui cet article de ma lettre, qu'il ne démentira pas, j'en suis sûr. C'est lui qui sauva l'empereur Napoléon lorsque ses ennemis étaient les maîtres de l'Europe, et étaient parvenus à fasciner en partie les peuples; ce n'est pas de lui que je crains un lâche silence, si vous jugez qu'il est utile à la cause nationale qu'il le rompe. Je consigne ici, pour l'honneur éternel de deux individus également célèbres dans les arts et la littérature, qui l'un et l'autre se disputèrent de moi, proscrit en Suisse alors, comme je le suis encore en Amérique aujourd'hui, le dangereux honneur de traverser les mers pour se mettre entre les poignards et Napoléon, dont on sait que madame de Staël, qui est un des deux individus dont je parle, croyait avoir à se plaindre; le célèbre Talma était

l'autre. Je les remerciai de leurs offres généreuses, et préférai charger de cette commission difficile Boisneau, dont j'avais connu le patriotisme au siége de Toulon, et l'amour personnel qu'il portait à Napoléon, dont il avait été le commissaire des guerres pour l'arme de l'artillerie en 1793. Vous savez avec quel bonheur il remplit sa commission : quelques uns des assassins furent arrêtés à l'île d'Elbe; les autres cessèrent de se diriger sur cette île. Lorsque, quelques jours après mon arrivée à Paris en mars 1815, il fut question, à un conseil privé auquel assistaient les ministres et d'autres fonctionnaires, de répondre à l'anthropophage décision du congrès de Vienne, je crus devoir énoncer les faits ci-dessus; je fus arrêté dans mon récit par l'Empereur, qui me dit avec humeur : « A quoi bon? Vous voulez donc faire assassiner ces princes? » J'obéis et me tus : je ne voulais pas plus exciter alors les haines contre ces princes malheureux que je ne le veux aujourd'hui; mais alors je voulais défendre le père, aujourd'hui je veux défendre le fils. Votre dévouement à la cause nationale, la conduite du peuple de Paris aux derniers jours de juillet, me remplissent d'un noble orgueil, et me poussent à faire au moins ce qui est en moi pour vous aider. Je crois remplir un devoir civique en vous rappelant des faits qui préserveront la France de tomber sous le joug de la dernière branche de la maison de Bourbon, qui, tôt ou tard, se rappellera ce qu'elle ne saurait oublier, qu'elle a des droits divins au trône, des droits légitimes; et elle saura punir un

jour l'audace de ceux mêmes qui se seraient dévoués pour elle : car il est une vérité constante, c'est que ceux qui ont perdu des droits qu'ils croient tenir de leur naissance ne pardonnent jamais aux élus du peuple qui les leur ont rendus ; ceux-ci deviennent tôt ou tard les objets de leur haine. L'amour-propre aristocratique ne meurt jamais ; jamais il ne pardonne à ceux dont il est redevable. Ceux qui se croient maîtres ne veulent rien devoir à ceux qu'ils croient nés pour être leurs esclaves ; l'orgueil aristocratique ne plie que devant l'auteur du droit divin. Vous construiriez sur le sable, si vous oubliiez ces éternelles vérités : dans quelques années vous auriez encore un 14 juillet, un 10 août à demander aux peuples, si vous nommiez des légitimes, vous qui n'êtes que des illégitimes et des révolutionnaires. Vous seriez comptables à vos enfants, à la nation, à la postérité, des nouvelles calamités auxquelles vous les livreriez. Non, si vous jugez que je doive traverser l'Atlantique, je suis prêt. Tout ce que veut la nation est légitime, rien au delà : la famille Napoléon a été appelée par 3 millions 500 mille votes ; si la nation croit dans son intérêt de faire un autre choix, elle en a le pouvoir et le droit ; mais elle seule, et non des corporations particulières. Napoléon II a été proclamé par la chambre des députés de 1815 ; j'accepte pour lui, moi qui suis appelé après lui, toutes les modifications décrétées par la chambre de 1815, qui fut dissoute par les baïonnettes étrangères. J'ai des données positives pour savoir que Na-

poléon II serait digne de la France; c'est comme Français surtout que je désire que l'on reconnaisse les titres incontestables qu'il a au trône, tant que la nation n'aura pas adopté une autre forme de gouvernement. Seul, pour être légitime dans la véritable acception du mot, c'est-à-dire légalement et volontairement élu par le peuple, il n'a pas besoin d'une nouvelle élection. Toutefois, la nation est maîtresse de confirmer ou de rejeter des titres qu'elle a donnés, si telle est sa volonté; jusque-là, mon cher général, vous vous devez à Napoléon II; et jusqu'à ce que l'Autriche le rende aux vœux de la France, je m'offre à partager vos périls, vos efforts, vos travaux, et, à son arrivée, à lui transmettre la volonté, les exemples, les dernières dispositions de son père mourant, qui m'ont été adressées sous la plume du général Bertrand, qui, étant à Paris, vous répétera ces propres paroles : « Dites à mon fils qu'il se rappelle, avant tout, qu'il est Français; qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité. La guerre étrangère ne me permit pas de faire tout ce que j'aurais fait à la paix générale; je fus perpétuellement en dictature : mais je n'ai eu qu'un mobile dans toutes mes actions, l'amour et la gloire de la grande nation. Qu'il prenne ma devise : Tout pour le peuple français! puisque tout ce que nous avons été, c'est par le peuple. »

Joseph à Maurice Mathieu. New-York, 10 sept. 1830.

« Mon cher général, les nouvelles des derniers jours de juillet ont fait arborer ici les couleurs nationales, aux applaudissements unanimes de la po-

pulation française et américaine. Je serais arrivé à Paris aussitôt que cette lettre, si je n'avais lu, parmi les noms nationaux appelés aux fonctions publiques, celui du duc d'Orléans, avec lequel je ne me trouverai jamais en France; j'attends donc le premier packet. En attendant, le général Lallemand se rend à Paris; il a ma confiance, il mérite la vôtre; il vous dira tout ce que le temps ne me permet pas de vous dire moi-même : le packet est sur son départ. Je pense que la proclamation de Napoléon II peut seule donner à la France la paix et la liberté, à l'Europe la sécurité; toute autre mesure ouvrira la carrière des révolutions. Je veux vous dire moi-même que je ne vous ai pas perdu de vue, et que je n'ai jamais douté un instant de l'intérêt et de l'affection d'un vieil ami et d'un neveu dont l'honnêteté m'est aussi connue que le bon cœur. »

Joseph à Belliard. New-York, 10 sept. 1830.

« Mon cher général, M. Victor Beslay, fils d'un député libéral, et lui-même d'opinion conforme à celle de son père, vous remettra cette lettre; il vous dira avec quelle unanimité d'applaudissements le drapeau tricolore a été revu ici, autant par les naturels du pays que par les Français. Nous n'avons les nouvelles que jusqu'au 1er août. Je désire, pour le bien de notre pays et pour la tranquillité de l'Europe, que Napoléon II soit appelé au trône; j'ai écrit à sa mère pour cela. J'eusse été à Paris lorsque vous lirez cette lettre, si le nom du duc d'Orléans ne se trouvait parmi ceux qui figurent dans les nominations nouvelles : tous les autres m'auraient donné

pleine et entière confiance : j'attendrai donc un nouveau packet. J'ai lieu de penser que mon opinion est aussi celle des principales cours de l'Europe. Le duc d'Orléans, ou la république, ouvriront probablement une nouvelle carrière de révolution : Napoléon II, appelé déjà par le peuple, n'a besoin d'aucune élection nouvelle, qu'il obtiendrait d'ailleurs, si le véritable souverain est consulté. Son nom, une bonne constitution, j'ose dire mes conseils, auraient donné à la France, la paix, la liberté, et à l'Europe pleine sécurité. »

Joseph à Menneval. New-York, 10 sept. 1830.

« Mon cher Menneval, le général Charles Lallemand vous dira mieux que je ne puis le faire, dans ce moment où le packet est prêt à partir, quelles sont mes opinions, mes vœux. J'ai écrit à l'Impératrice, c'est la seule démarche que j'aie faite près de la cour de Vienne; peut-être mes frères en auront-ils fait d'autres : étant plus rapprochés, ils sont plus à portée de juger de leur utilité. J'ai prié le général Lallemand de se concerter avec vous pour faire parvenir cette lettre. Vous jugerez mieux que personne de la meilleure voie, et si vous êtes en mesure de lui écrire vous-même. Nous n'avons rien de nouveau ici, sinon l'accueil général qu'y a reçu de tout le monde le drapeau tricolore. Nous n'avons des nouvelles de Paris que jusqu'au 1er août ; j'ai écrit à MM. Lamarque, la Fayette, Gérard, Jourdan. Je n'écris pas à M. Bignon ; je ne le connais pas personnellement, quoique je lise son ouvrage dans ce moment, et qu'il me confirme dans la haute opi-

nion que l'Empereur m'avait donnée de lui dans les Cent-Jours, temps auquel il a eu le projet de lui confier le ministère des affaires étrangères. Si vous le connaissez personnellement, voyez-le de ma part; assurez-le que la tranquillité en France et en Europe dépend du rétablissement de Napoléon II, en le rendant aux vœux du peuple. On voit quelquefois mieux les objets de loin que de près : j'ai lieu de penser qu'on pensera ainsi dans plusieurs des cours des plus importantes de l'Europe. Le rétablissement de Napoléon II empêchera une révolution nouvelle; la proclamation du duc d'Orléans en serait la préface. Vous me connaissez assez pour savoir que je ferai tout pour ce que je crois être mon devoir comme oncle et comme Français, rien pour ma grandeur personnelle : je ne la place que dans ma conscience et dans la modération de mes vœux. Je trouverai bien du bonheur à respirer encore l'air de la patrie avec les amis qui, au commencement de ma vie, ont senti et pensé comme moi, et ceux qui, plus jeunes, n'ont cessé de m'aimer, quoique je fusse en exil et loin d'eux. »

Joseph à Marie-Louise. New-York, 10 sept. 1830.

« Madame ma sœur et belle-sœur, les événements qui se sont passés à Paris sur la fin du mois de juillet, et dont nous n'avons ici, par les feuilles anglaises, la connaissance que jusqu'au 1er août, aplanissent les difficultés principales au retour de Napoléon II au trône de son père. Si l'empereur son grand-père lui prête le moindre appui, s'il veut permettre que, sous ma conduite, il soit montré aux

Français, sa seule présence le rétablira sur son trône. Le duc d'Orléans ne peut réunir quelques partisans que par l'absence du fils de Votre Majesté : son rétablissement en France peut seul y réunir tous les partis, empêcher les germes d'une révolution nouvelle de s'y développer, et assurer ainsi la tranquillité de l'Europe. Si j'étais à portée de développer à votre auguste père les raisons qui rendent indispensable cette démarche de sa part dans ce moment, elle n'aurait aucun doute de son indispensable nécessité; son ministère sentirait que le bonheur de son petit-fils, celui de la France, la tranquillité de l'Italie, et peut-être du reste de l'Europe, tiennent au rétablissement de Napoléon II en France. Il est le seul appelé par les vœux de la nation; seul il peut empêcher une révolution nouvelle, dont il n'est donné à personne sur la terre de prévoir les suites. J'espère que les longs malheurs qui nous ont accablés n'ont pas effacé du cœur de Votre Majesté l'affection qu'elle m'a montrée dans diverses circonstances; je ne puis lui offrir, pour son fils, que moi-même. Je remplis un devoir en satisfaisant à ce désir désintéressé de ma part : depuis longtemps je suis désabusé des illusions des grandeurs humaines, mais je suis plus esclave que jamais de ce que je crois être mes devoirs. »

Joseph à M. de Metternich. New-York, 18 sept. 1830.

« Il y a plus de dix ans qu'un duc de Brindisi vint me trouver dans ma retraite, se disant chargé d'une commission de votre part auprès de moi. Depuis, M. Dair-Parish m'a parlé de vos sentiments

bienveillants pour moi et ma famille. J'ai répondu à la première communication verbale comme je le devais; j'ai prié M. Parish de vous faire agréer mes remercìments, et j'ai attendu les événements pour me prévaloir de vos bonnes dispositions. Aujourd'hui ces événements ont eu lieu, et je m'adresse directement à vous, en vous priant de remettre à Sa Majesté ma lettre, et en même temps d'accueillir les observations qui me sont inspirées par les circonstances actuelles, qui me font un devoir de ne rien négliger de ce qui peut être utile au fils de mon frère, au petit-fils de Sa Majesté l'Empereur, au bien-être de la France, à la tranquillité de l'Europe. Je ne doute pas, Monsieur, que vous ne désiriez le bien-être du petit-fils de l'Empereur que vous servez depuis si longtemps, celui de l'Autriche, la tranquillité de l'Europe et même celle de la France, si toutes ces choses sont conciliables. Je suis, Monsieur, convaincu qu'elles sont très-conciliables aujourd'hui, et que Napoléon II, rendu aux vœux des Français, peut seul produire tous ces heureux résultats. Je m'offre à lui servir de guide : le bonheur de mon pays, la paix du monde, seront les nobles buts de mon ambition. Je déclare n'en avoir pas d'autres, et ne sortir de ma paisible retraite, si l'Empereur se rend à mes vœux, que mû par ce que je dois à la mémoire de mon frère, dont les intentions ont été méconnues, et par tous les sentiments qui attachent un homme de bien à sa patrie, à sa famille, au repos de l'humanité. Napoléon II, arrivant en France sous les

couleurs nationales, conduit par un homme dont les sentiments et les affections toutes patriotiques sont connus, peut seul empêcher l'usurpation du duc d'Orléans, qui, n'étant appelé ni par les droits de succession, ni par la volonté nationale clairement et légitimement exprimée, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en caressant tous les partis, et en cédant à celui qui lui offrira plus de chances de succès, quels que soient les moyens qu'il faille employer pour cela. Napoléon empêcherait les ferments républicains de se développer en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne. Napoléon, empereur des Français, serait par reconnaissance, par son cœur, par son intérêt politique, attaché à l'Autriche, qui serait sa seule alliance de famille et de politique sur le continent. Les branches de la maison d'Espagne, ni de Naples, ne pourraient en rien s'opposer aux vœux des cabinets de France et d'Autriche réunis; l'Italie resterait dans le devoir, l'Allemagne n'aurait aucun sujet de trouble; le nouveau roi d'Angleterre serait heureux, par la reconnaissance de Napoléon II, d'effacer la honte dont le cabinet de son pays s'est couvert par sa conduite envers l'empereur Napoléon mourant. Le successeur d'Alexandre ne peut pas ignorer les regrets que, sur la fin de sa vie, ce prince a donnés au système qui l'avait porté à rappeler les Bourbons en France ; la Prusse ne peut pas désirer une révolution nouvelle en France, elle sentira qu'elle serait la première à en ressentir les effets; et les autres puissances doivent se rappeler sa conduite dans la première guerre

de la révolution. Mais que puis-je dire que vous ne sachiez mille fois mieux qu'un solitaire vivant au fond d'une retraite? Mais ce que je connais peut-être mieux que qui que ce soit, se sont les dispositions du peuple français, et celles qui me portent à vous faire ces ouvertures, dans le seul but du bien de mon pays et du reste de l'Europe. Le général Lallemand, s'il a le bonheur de parvenir jusqu'à vous, Monsieur, entrera dans les développements que vous pourriez désirer; j'ai une pleine et entière confiance dans sa capacité et ses bonnes dispositions. »

Joseph à l'empereur d'Autriche. 18 sept. 1830.

« Sire, l'estime particulière que m'inspirent les vertus de Votre Majesté me porte à me rappeler à son souvenir dans des circonstances où le bien général me paraît être d'accord avec les sentiments de son cœur, pour rendre aux vœux des Français un prince qui seul peut leur porter la paix intérieure, et assurer la tranquillité de l'Europe : elle pourrait être ébranlée par les efforts que ferait pour se soutenir en France un gouvernement usurpateur comme celui du duc d'Orléans, ou même une république, si l'absence du fils de Napoléon, du petit-fils de Votre Majesté, portait la nation, ainsi abandonnée par le prince de son choix, à se donner une autre forme de gouvernement. Sire, si vous me confiez le fils de mon frère, celui que, sur son lit de mort, il a déclaré devoir suivre mes avis en rentrant en France, je garantis le succès de l'entreprise. Seul, avec une écharpe tricolore, Napo-

léon II sera proclamé. Serait-il nécessaire de parler de moi à Votre Majesté, pour lui donner confiance dans mon caractère? Serai-je condamné à rappeler à son souvenir qu'après le traité de Lunéville elle me fit connaître, par une lettre autographe au comte de Cobentzl, que l'opinion qu'elle avait de ma modération était telle, qu'elle verrait avec plaisir que je fusse appelé au trône de Lombardie? Je refusai ce trône, je préférai rester en France. Depuis, à Naples, en Espagne, ce caractère s'est-il démenti? Aujourd'hui, comme alors, je suis guidé par un seul sentiment, celui du devoir : mon ambition se borne à rendre ce que je dois à la France, à la mémoire de mon frère, et à mourir sur le sol de la patrie, témoin du bonheur du petit-fils de Votre Majesté, inséparable de celui de la France et de la tranquillité de l'Europe. Je ne puis aujourd'hui y contribuer que par des vœux : puisse Votre Majesté les seconder de sa puissante influence, et consolider ainsi la paix du monde et la gloire éternelle de son nom! »

Joseph au général Merlin. New-York, 18 sept. 1830.

« Mon cher général, le général Lallemand vous donnera de mes nouvelles; il vous dira comment, au moment de partir, je me suis décidé à attendre encore. Il m'importe d'avoir des nouvelles de mes amis de Paris; nous avons les nouvelles jusqu'au 4 août; j'ai vu avec peine la nomination du duc d'Orléans. Tant qu'une branche de la maison de Bourbon sera en faveur en France, je ne dois pas m'y rendre; mais cela ne me paraît pas devoir du-

rer longtemps, cela me paraît contre la nature des choses. Je voudrais que la France s'assît enfin, d'une manière vraie, sur une base solide, et non sur des promesses de gens qui guettent toujours le moment de tromper la bonne foi de la nation. Je vous écris un peu à la hâte, pas assez toutefois pour ne pas vous prier de me rappeler au souvenir de madame Merlin, de M. O'ffarill, de votre frère, qui m'a montré de l'intérêt dans plusieurs circonstances, dont je serais bien charmé de pouvoir lui en témoigner un jour ma reconnaissance. »

Joseph au duc de Padoue. Point-Breeze, 19 sept. 1830.

« Mon cher cousin, le général Charles Lallemand, qui vous remettra cette lettre, a toute ma confiance; il vous dira dans quelles dispositions il me laisse. J'ai été au moment de m'embarquer; mais l'élection du duc d'Orléans me retient encore ici. J'ai écrit à nos amis : vous aurez vu la défection d'un d'eux, sur lequel je croyais avoir droit de compter. Nos nouvelles de Paris vont jusqu'au 4 août. Je ne sais si l'on voit double, lorsque l'on regarde la France et l'Europe d'au delà de l'Atlantique; mais il me paraît que le duc d'Orléans ne remplit pas le but qu'on doit se proposer en France. Napoléon II, élu de la nation, convient à la France et à l'Europe. Le général vous dira toute ma pensée à ce sujet. »

Joseph au baron Bignon. Point-Breeze, 19 sept. 1830.

« Monsieur, les nouvelles des événements des derniers jours de juillet m'ont arraché à la lecture de votre *Histoire de la diplomatie française*. J'avais trouvé quelques observations à faire au premier volume, et j'étais occupé à les écrire, avec l'inten-

tion de vous les soumettre, lors de l'arrivée du packet. Il est vrai que, depuis ce moment, j'ai quitté votre livre; je le reprendrai dans quelque temps. Aujourd'hui, Monsieur, permettez-moi de vous entretenir de ce qui nous intéresse tant, par le temps qui court. J'ai écrit ma pensée tout entière à la chambre des députés, et je vous avoue qu'il ne me paraît pas possible d'avoir deux opinions, à moins d'en venir à la république. Je ne conçois pas que de bons esprits puissent croire à un gouvernement définitif avec le duc d'Orléans; ils ne sont là que la préface d'une révolution nouvelle. Ni le droit de succession ni la volonté nationale ne sont pour lui : Napoléon II a l'un et l'autre titre. J'aurais précédé cette lettre, et, fort des dernières dispositions de l'Empereur mourant victime des ennemis de la grandeur nationale sur le rocher de Saint-Hélène, appuyé par ce qu'il m'a fait dire par le général Bertrand, j'aurais porté avec moi la conviction de voir son fils en France, animé de son esprit, faire pour la nation ce qui était dans sa pensée à la paix générale; mais j'ai été retenu par la crainte de ceux qui, ne le jugeant que par sa dictature (nécessitée par la guerre que ne cessèrent de lui faire les ennemis de la France), ne le connaissent pas. Quelle serait aujourd'hui la France, après une paix de dix-huit ans, si Napoléon eût continué à la gouverner!! »

Joseph au comte Miot.

« Mon cher Mélito, le général Lallemand, qui vous remettra cette lettre, vous dira quelles sont mes

dispositions et mes désirs : vous pouvez avoir toute confiance en lui. J'ai balancé à l'accompagner, mais la proclamation du duc d'Orléans m'a fait ajourner ma décision. Je ne suis pas encore bien éclairé sur la nature des dispositions de la nation et des étrangers. Dites au général ce que vous savez, et quelle est votre opinion pour ce qui me regarde. J'espère que le rétablissement de madame et les événements de la fin de juillet vous auront ramené à Paris. » Point-Breeze, 21 sept. 1830.

Joseph au comte Rœderer. Point-Breeze, 21 sept. 1830.

« Mon cher Rœderer, je fais des vœux pour que cette lettre vous trouve à Paris. Le général Charles Lallemand vous verra de ma part, et demandera vos avis. Vous pouvez avoir pleine et entière confiance en lui : il vous dira que j'étais au moment de l'accompagner ; mais le nom du duc d'Orléans m'éloigne, et je craindrais d'arriver mal à propos. Vous connaissez le fond de ma pensée ; je suis, avant tout, amoureux de l'indépendance et de la gloire de la France : aussi, je ne me permettrai jamais aucune démarche qui pourrait les compromettre en rien. La proclamation du 7 août, par des individus n'ayant pas mission pour cela, me paraît une insulte gratuite à la nation, et je suis prêt à m'y opposer autant que cela sera en mon pouvoir. Dites-moi quelle est votre manière de voir et celle des personnes que j'apprécie le plus. Que pensent Sieyès, Merlin de Douai, Berlier, Thibeaudeau, qui doivent être de retour à Paris ? Voyez encore Boulay de la Meurthe et de Fermon. Rappelez-moi au souvenir du

général Gourgaud et de vos enfants. Croyez à toute mon ancienne amitié. »

Joseph au général Mathieu Dumas. Point-Breeze, 21 sept. 1830.

« Mon cher général, le général Charles Lallemand vous dira combien nous avons admiré ici l'énergie que vous avez montrée à la chambre des députés. Si vous aviez eu plus d'imitateurs, vous eussiez évité à la chambre une détermination inconsidérée dont elle s'est rendue coupable envers la nation, qui ne lui avait pas donné mission pour choisir son chef. Vous pouvez avoir toute confiance dans ce que vous dira de ma part le général Lallemand. Agréez, je vous prie, mon cher général, mon ancienne amitié. »

Joseph au comte de Flahaut. Point-Breeze, 24 sept. 1830.

« Monsieur, le souvenir de l'opinion que l'Empereur mon frère avait de votre caractère m'engage à vous écrire cette lettre, quoique les événements ne m'aient pas lié très-particulièrement avec vous. L'Empereur a emporté avec lui le souvenir de votre résistance aux menaces du ministère de la guerre du gouvernement provisoire de 1815, mais il en a légué aussi la reconnaissance aux membres de sa famille. Je vous ai suivi de l'œil, Monsieur, de ma lointaine retraite; et j'ai appris, avec tout l'intérêt que je vous dois, la vie indépendante que vous menez en Angleterre. Les événements des derniers jours de juillet me portent à désirer de me rapprocher de la France. Je n'aurais pas hésité à me rendre en Angleterre, si les souvenirs de Sainte-Hélène ne m'en éloignaient. Pouvez-vous me donner votre opinion, vous, Monsieur, qui y vivez depuis si long-

temps, sur l'accueil qui pourrait m'y être fait, soit par le gouvernement, soit par les personnes dont je devrais apprécier le suffrage? Je vous prie d'agréer, Monsieur, la véritable estime et le sincère attachement que je vous ai voués. »

Joseph au général Lamarque. Point-Breeze, 26 sept. 1830.

« Je vous ai écrit, mon cher général, en apprenant les nouvelles de Paris, des derniers jours de juillet; je ne me doutais pas alors que l'élan populaire aurait été sitôt étouffé, et que nous aurions fini par une proclamation improvisée d'un nouveau roi élu par deux cents individus n'ayant pas mission pour cela. Je plains le sort de notre patrie: une si belle victoire, si chèrement achetée, ne devait pas avoir pour résultat la proclamation d'une branche de la maison de Bourbon. Qu'espère-t-on du beau-frère du roi de Naples? Pense-t-on que la France nouvelle se sera donné des alliés dans les peuples de l'Italie, prêts à secouer le joug? Ceux d'Espagne déjà en armes seront-ils beaucoup électrisés par la proclamation du parent de Ferdinand? Les gens sensés de tous les pays pourront-ils beaucoup respecter la nation qui se sera laissé imposer un roi par une réunion de quelques individus qui, sans mission, ont agi avec toutes les allures d'une poignée de conspirateurs, et ont ôté au mouvement de la fin de juillet l'attitude qui lui ont donnée les Parisiens dans les trois journées des 27, 28 et 29? J'ai su que vous aviez été éloigné de Paris, et j'en ai gémi. Quelle direction vont prendre aujourd'hui les événements? Avec la liberté indéterminée de la

presse et l'esprit qui constitue le peuple français, il est impossible que ce qui est fondé sur l'injustice, l'usurpation de ses droits, soit de longue durée; on ne trompe pas longtemps un grand peuple : comment ne verrait-il pas bientôt qu'il a été sacrifié aux combinaisons d'intérêt personnel de quelques individus? Le duc d'Orléans, par sa naissance, par ses liaisons avec les branches régnantes de la famille de Bourbon, qu'il veut en vain renier, sera bientôt suspect aux patriotes de France et aux libéraux de l'Italie, d'Espagne. L'acte qui le porte au trône n'étant pas émané de la nation, ne peut pas le constituer roi des Français; quelques capitalistes de Paris ne sont pas la France. Il ne peut donc pas avoir l'assentiment cordial des libéraux d'aucun pays; il ne peut pas avoir l'appui de ceux qui croient à la légitimité de la branche aînée de sa maison; il ne peut pas avoir l'assentiment de ceux qui n'ont pas perdu la mémoire des votes que la nation a donnés à Napoléon et à Napoléon II, que la chambre des députés proclama en 1815. L'Autriche va le rendre à la liberté; ses opinions sont celles d'un homme qui doit tout à la nation, ainsi que son père et sa famille, et qui est prêt à tout sacrifier pour le prouver. J'ai envoyé ma protestation à la chambre des députés. Si cette chambre eût laissé le pouvoir dans les mains du gouvernement provisoire, c'est-à-dire dans les mains de ceux qui l'avaient pris au moment du danger, au fort de la mêlée, lorsque la cour, par sa fuite, le laissait par le fait aux mains des vainqueurs, la force des choses, et non l'intri-

gue de quelques hommes, en sanctionnait l'existence momentanée, jusqu'à ce que la nation consultée eût manifesté sa volonté, quelle qu'elle pût être. Mon opinion est qu'il fallait s'y soumettre par devoir autant que par nécessité. Le peuple français eût probablement sanctionné ce qui avait été fait en 1815, puisque tout le reste a été l'ouvrage des étrangers. Le peuple de Paris en avait fait justice à la fin de juillet, il eût sans doute confirmé la proclamation de Napoléon II. Eût-il, contre ce que je crois son intérêt, fait autre chose, sa volonté était la loi suprême, et nous n'aurions pas eu à déplorer de servir un ordre de choses qui n'est pas l'ouvrage de la nation. Elle est évidemment trop éclairée pour s'exposer, par l'élévation de la branche cadette de la maison de Bourbon au trône, à de nouvelles trahisons, à de nouveaux désastres; car enfin peut-elle compter encore sur un prince de cette maison, après avoir été trahie par Louis XVI, par Louis XVIII, qui avait détruit la liberté de la presse, et attendait du temps à pouvoir faire en France ce que Ferdinand faisait en Espagne? Pouvait-elle compter sur le chef de l'émigration, sur le comte d'Artois? L'Espagne, Naples, ont-ils eu raison de compter sur les autres branches de cette maison? Le duc d'Orléans n'est-il pas élève de Dumouriez? n'a-t-il pas, comme lui, déserté la cause de la nation? N'a-t-il pas à Londres, devant toute la noblesse française émigrée, demandé pardon et fait amende honorable pour avoir porté un instant les couleurs nationales? N'était-il pas venu jusqu'à Cadix, envoyé par les An-

glais pour y combattre les troupes françaises, qui n'avaient pas alors la cocarde blanche? N'est-il pas entré en France à la suite des alliés et l'épée à la main, avec ses cousins? Ne s'est-il pas sauvé avec eux, et n'a-t-il pas dû au désastre de Waterloo sa rentrée en France? Pourquoi lui et ses fils seraient-ils plus oublieux que leur cousin des droits de leur naissance? S'il en était autrement, se seraient-ils empressés de protester contre la légitimité du duc de Bordeaux? Et comment pourraient-ils l'oublier, puisque les imprudents qui les appellent au trône s'en souviennent si bien? Les trente-deux individus qui l'ont appelé d'abord à la lieutenance générale du royaume auraient appelé tout autre, s'ils n'eussent beaucoup considéré en lui ses droits de naissance. N'y avait-il pas en France un homme plus digne de prendre momentanément en main le timon de l'État; et le général la Fayette lui-même, qui se trouvait par le fait à la tête du gouvernement provisoire, ne donnait-il pas à la nation, et aux amis de la liberté et de l'ordre dans les deux mondes, de plus fortes garanties qu'un prince de la maison de Bourbon? Car enfin d'Orléans n'est-il pas du sang des Bourbons? et parce que le père a condamné Louis XVI, en est-il moins Bourbon, et, selon l'expression de M. de Chateaubriand, en a-t-il moins un tombeau vacant à Saint-Denis, celui de son père? Je pose en fait que la proclamation du duc d'Orléans ne peut être approuvée que par les ennemis de la France: son illégitimité, devant la souveraineté du peuple et devant les partisans du droit divin, est si évidente,

qu'il ne peut gouverner que sous le bon plaisir des factions ; qu'il sera contraint d'obéir tantôt à l'une et tantôt à l'autre. Sa position est fausse; son ascension a été injuste, illégitime : un système quelconque, clair, net, eût mieux valu qu'une demi-mesure, un terme moyen, qui ne peut contenter que les spéculateurs qui calculent sur un gouvernement qui a besoin d'eux, puisqu'il n'est soutenu ni par le droit héréditaire, ni par le droit résultant de l'élection populaire. Le général Lallemand a beaucoup causé avec moi ; il vous dira quelle est ma manière de sentir et de voir, ce que j'espère et surtout ce que je désire, le bien de mon pays. Le temps des gouvernements représentatifs est arrivé : liberté, égalité, ordre public, ne peuvent naître tant que les gouvernants seront d'une espèce différente des gouvernés. Tout individu à la tête des gouvernements représentatifs de l'Europe peut être bon, excepté celui qui, par sa naissance et le droit divin, avait des droits, quels qu'ils pussent être, au trône. Non, mon cher général, quelles que soient les concessions que vous fassiez au propriétaire d'une maison après l'en avoir dépouillé, il sera votre ennemi. Votre imprudence allât-elle jusqu'à lui en accorder l'administration et le logement principal, il pourra bien d'abord accepter vos concessions; mais ce sera dans le dessein de guetter le moment de vous punir, et de rentrer dans la plénitude de ses droits de maître absolu. »

« Mon cher maréchal, je vous ai écrit, il y a Joseph

au maréchal Jourdan. Point-Breeze, 27 sept. 1830.

quelques jours, en vous remerciant des notes que vous avez bien voulu m'adresser. Depuis ce temps, les nouvelles de Paris ont absorbé toute mon attention. D'abord nous avons été pleins d'enthousiasme et d'admiration sur les journées de la fin de juillet; depuis, j'ai vu avec peine la demi-mesure à laquelle les trente-deux députés se sont arrêtés; j'ai adressé immédiatement mes représentations à la chambre des députés. Ici tous les amis éclairés de la liberté regrettent sincèrement un tel résultat des journées des 27, 28, 29. Les partisans de la légitimité blâment, ceux du droit résultant des élections populaires n'approuvent pas non plus. Pourquoi la Fayette, puisqu'il était à la tête du gouvernement provisoire, n'a-t-il pas eu la pensée de s'y maintenir jusqu'à ce que la volonté nationale se fût prononcée? On eût obéi à l'expression de cette volonté en France et à l'étranger. On juge quelquefois mieux les grands objets de loin que de près; et c'est ainsi qu'on juge ici la suite des journées populaires de la fin de juillet. Un prince, appelé tôt ou tard au trône par le droit divin, n'est pas propre à être mis à la tête d'un État représentatif, constitué en vertu du droit de souveraineté, qui appartient à la nation. Le général Lallemand, que vous connaissez depuis longtemps, se rend en France; il vous dira quelle est ma pensée tout entière; il ne vous exprimera jamais assez la véritable estime, etc. »

Joseph

« Mon cher général, je reçois votre lettre du 26.

au général Bernard. Point-Breeze, 29 sept. 1830.

Je suis fâché que M. Poussin, en vous rapportant quelques traits de la conversation que j'ai eue avec lui devant M. le colonel Combe, vous ait forcé à rompre le silence intentionnel que vous aviez dessein de garder avec moi sur les événements glorieux de la fin de juillet, que les intrigues de quelques capitalistes ont tournés contre la France, en violant les droits du peuple français, qui seul avait faculté de juger le fils de Napoléon et sa famille, et qui seul pouvait effacer, par un acte de sa volonté souveraine, les titres qu'il lui avait plu de donner à Napoléon et à son fils par plus de trois millions de votes. Je ne pense pas que les trente-deux votes qui ont donné la lieutenance générale du royaume à un prince de la maison de Bourbon puissent être mis en balance avec la volonté ainsi exprimée du peuple français; volonté reconnue et proclamée par la chambre des députés de 1815, et dont la protestation fut signée individuellement par les membres chez M. Lanjuinais, leur président, lorsqu'ils durent se séparer par la violence exercée par les baïonnettes étrangères. C'est à la suite de ces étrangers que les princes de la maison de Bourbon, de toutes les branches, entrèrent en France; et le prince dont vous faites l'éloge était du nombre. Vous étiez trompé par vos correspondants : Monsieur, lorsque vous dites que le nom de Napoléon n'a pas été prononcé par les combattants : il l'a été par eux, il l'a été par l'armée d'Alger, il l'est aujourd'hui par le peuple des départements, et le sera bien plus un jour par la France entière; car les artifices de l'intrigue

et du mensonge n'ont qu'un temps, et la volonté nationale tôt ou tard triomphera. Si cette volonté était pour la république, si elle pouvait faire le bonheur de mon pays, certes je ne serais pas le dernier à m'en réjouir. Mais que, le lendemain d'une si belle victoire, le commandant de la garde de Paris fasse abattre les aigles qui, plantés sur l'arc du Carrousel et sur la colonne de la place Vendôme, ont excité à la victoire; que trente-deux individus usurpent les droits populaires, qu'ils investissent du pouvoir le prince de la branche cadette de la même maison, le beau-frère des rois de Naples et d'Espagne, l'homme qui n'a porté la cocarde tricolore que pour la déserter avec Dumouriez, qui l'a désavouée à Londres devant les princes de la branche aînée, qui s'est présenté à Cadix pour combattre les couleurs françaises : que l'on veuille faire de ce prince un citoyen, un homme libéral; qu'on veuille aveugler le peuple à ce point, pensez-vous que je doive entendre tout cela de sang-froid? Que l'intrigue s'agite ainsi, je le conçois et je n'en suis pas ému; que les *ultra* appellent Napoléon un chef de brigands, je ne puis qu'en rire; mais que des yeux que je crois amis veuillent préconiser l'usurpation de la souveraineté nationale, l'abus des richesses qui ont seules pu mettre sur la tête d'un prince de la maison de Bourbon la couronne dont la nation seule pouvait disposer, je ne puis m'empêcher de sortir du calme auquel l'âge, les malheurs et la connaissance des hommes auraient dû m'habituer. Les opinions sont libres, sans doute; mais ce n'est ni ma maison, ni

moi-même qu'il est convenable de choisir pour me faire l'éloge de l'homme qui usurpe le trône de l'orphelin de mon frère, mort victime des ennemis de la grandeur de notre pays, sur un rocher isolé du reste du monde, grâce aux menées de quelques capitalistes qui espèrent tout d'un prince qui n'a d'autre appui que dans eux-mêmes : car enfin, sont-ce les républicains qui seront pour un prince qui les met en défiance avec les républicains d'Espagne et d'Italie ? Sont-ce les partisans du droit divin ? Sont-ce les gens réfléchis qui voient dans cette élévation du duc d'Orléans le succès des menées qui existent dans cette branche depuis Louis XIII ? Sont-ce ceux qui conservent la mémoire de Napoléon, et qui l'ont assez connu pour savoir que son despotisme n'était qu'une dictature autorisée par la guerre continuelle et générale que la nation avait à soutenir ? Cependant, l'égalité n'a pas manqué à la France ; la liberté absolue eût été le résultat d'une longue paix, et la fin de l'action que les partis exerçaient encore sur la France. Les derniers mots qu'il m'a adressés mourant, sous la plume du général Bertrand : « *Dites à mon fils qu'il se rappelle avant tout qu'il est Français ; tout par le peuple ;* qu'il prenne ma devise : *Tout pour le peuple français !* en disent assez. »

Joseph à Andrieux. Point-Breeze, 12 octobre 1830.

« Monsieur, il y a des siècles que je ne vous ai écrit ; mais aussi il y a des siècles que pareilles journées n'ont eu lieu, comparables aux dernières de juillet. Le général Lallemand se rend en France,

par suite de la révolution qui les a suivies ; il a toute ma confiance, ses opinions, ses sentiments sont les miens ; ainsi vous les connaîtrez dès que vous l'aurez vu. C'est un homme capable, sous tous les rapports ; il désire vous connaître, et je suis sûr que vous serez enchanté de l'avoir connu. Il est malheureux que le mois d'août n'ait pas été digne du mois de juillet. L'intérêt populaire a fait l'un, l'intrigue des gens à calculs a créé l'autre. La génération présente est sa postérité à elle-même, par les lumières que répand la presse. J'ai la conviction que la victoire doit rester à la révolution nationale, tôt ou tard bien connue. Sans doute les gens à argent peuvent faire une opinion factice, par les habiles écrivains qu'ils emploient ; mais ce sont lacs et digues d'enfants que la pluie du ciel emporte bientôt, et efface entièrement de dessus la surface sablonneuse qu'ils travaillent à grands frais. Veuillez, mon cher monsieur Andrieux, ne pas douter de mes opinions, de mes sentiments ; croyez qu'ils ressemblent aux vôtres, et ne doutez pas de mon entière estime et de ma parfaite amitié. »

Joseph au comte Boulay de la Meurthe. Point-Breeze, 12 octobre 1830.

« Monsieur le comte, j'ai eu de vos nouvelles, il y a quelques années, par M. Sari ; j'en ai eu, il y a quelques mois, par M. de Menneval. J'ai bien senti que vous compreniez très-bien notre position ; aujourd'hui, vous la comprenez sans doute très-bien aussi. Quoique bien éloigné du théâtre des événements, je me flatte de la savoir comme vous. Je remets cette lettre au général Lallemand ; il vous

dira quelle est ma façon de penser, et il m'apprendra si je me rencontre avec vous. Le peuple a été grand comme la nature en juillet; mais le mois d'août a été petit comme l'art, soumis à tous les calculs de tous les intérêts privés. Avec la liberté de la presse, la volonté nationale percera cette croûte servile d'opinions faciles, qui s'étudient en vain à donner le change à la nation sur ce qu'elle veut elle-même. Conservez-moi votre estime et votre amitié, dont vos enfants ont donné des preuves eux-mêmes. »

« Monsieur, j'ai lu, dans le numéro du *National* du 24 du mois, votre discours à l'assemblée des signataires de l'acte de garantie de la liberté de la presse, qui s'est tenue à Montargis le 13 octobre. J'admire depuis longtemps la vérité de vos opinions, le courage avec lequel vous n'avez cessé de les exprimer; je me suis dit depuis longtemps que la France serait forte et heureuse, si elle avait eu beaucoup de représentants comme vous. Il faut avoir habité, comme moi, les États-Unis pendant tant d'années, pour être convaincu, plus que personne, que vos théories ne sont pas de stériles abstractions. Oui, Monsieur, le bonheur des nations est possible comme celui des individus, avec de la justice; la justice, pour les nations, repose sur la liberté religieuse, politique, civile, sur l'égalité des charges et des avantages, en proportion des forces de chaque citoyen; mais les citoyens seuls en sont juges, et point de justice sans le vote universel, seul fonde-

Joseph à M. de Cormenin. Londres, 29 octobre 1830.

ment de l'impartialité de tous les délégués du pouvoir et de leur nationalité. Nulle garantie pour la certitude des jugements des citoyens, s'ils ne sont éclairés; nulle lumière persévérante, égale, éclairant tous les recoins d'un vaste empire. Vous avez parfaitement senti et deviné ce que je n'ai eu que le mérite de voir matériellement dans le pays où j'ai passé dix-sept années d'exil. Non, Monsieur, vos théories ne sont pas de stériles abstractions; je les ai vues en action. Ma patrie, elle, me trouvera toujours fidèle aux sentiments de ma vie, et à ceux du chef de ma famille, qui me sont particulièrement connus : tout pour la France! Elle crut autrefois devoir nous élever bien haut, le contraire lui convient aujourd'hui; son intérêt fait le droit, sa volonté le proclame; d'elle seule relèvent les chefs qu'elle se donne; devant elle seule ils sont responsables des actes de leur gouvernement. Les nations sont tout; quelques individus, une famille, ne sont rien; élevés par les besoins et la volonté nationale, ils rentrent dans la foule à la voix qui les en sortit. »

La Fayette à Joseph. Paris, 26 nov. 1830.

« Monsieur le comte, les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ont été reçues avec tous les sentiments d'affection et de respect que je dois aux bontés dont vous m'avez donné des preuves dans tous les temps. Ma reconnaissance et mon attachement n'ont pu qu'être fortifiés par nos dernières conversations, lorsque nous nous sommes parlé avec confiance du passé, du présent et de l'avenir.

Vous avez été mécontent de moi dans les dernières circonstances, non que j'eusse pris avec vous ni avec personne aucun engagement; mais vous avez dit : Puisque la Fayette a cru devoir aux circonstances de se relâcher de sa préférence bien connue et de tout temps proclamée pour les institutions complétement républicaines, pourquoi cette concession a-t-elle favorisé une autre famille que la mienne? A-t-il oublié que 3 millions de votes avaient reconnu la dynastie impériale?» Vous voyez, mon cher comte, que je présente le reproche dans toute sa force. Je vais m'en justifier, comme je l'ai mérité, en toute indépendance et pureté de conscience. Lorsque l'attentat de Charles X et compagnie eut soulevé la population parisienne, et que la confiance publique m'eut placé à la tête de ce mouvement patriotique, ma première pensée, après la victoire, fut d'en tirer le meilleur parti pour la cause de la liberté et de mon pays. Vous jugez bien qu'aucune combinaison personnelle ne pouvait entrer dans cette résolution. La première condition des sentiments républicains étant de respecter la volonté générale, il m'était interdit de proposer une constitution purement américaine, la meilleure de toutes, à mes yeux : c'eût été méconnaître le vœu de la majorité, risquer des troubles civils, appeler la guerre étrangère. Si je me suis trompé, c'est du moins contre mon inclination de tous les temps, et même, en me supposant une ambition vulgaire, contre ce qu'on appellerait mon intérêt actuel. Un trône populaire, au nom de la souveraineté nationale, entouré d'ins-

titutions républicaines, voilà ce que nous avons cru pouvoir. Tel a été ie programme des barricades et de l'hôtel de ville, dont je me suis fait l'interprète. La chambre des députés, représentant quatre-vingt mille électeurs, allait moins loin que nous ; mais, d'accord avec l'opinion publique pour l'expulsion de la famille coupable, elle était, comme Paris et le reste de la France, pressée de rassurer toutes les inquiétudes et de savoir à quoi s'en tenir. Je pourrais me borner à vous dire que votre dynastie était dispersée, les uns à Rome, vous en Amérique, le duc de Reischtadt dans les mains autrichiennes ; mais je dois à votre amitié ma pensée tout entière. Le système napoléonien a été éclatant de gloire, mais empreint de despotisme, d'aristocratie et de servitude ; et s'il est encore une combinaison qui pùt rendre ces fléaux tolérables et presque populaires en France, ce qu'à Dieu ne plaise ! ce serait un retour du régime impérial. D'ailleurs, le fils de votre immortel frère est devenu un prince autrichien, et vous savez ce qu'est le cabinet de Vienne. Voilà, mon cher comte, et malgré mes sentiments personnels à votre égard, ce qui ne m'a pas permis de souhaiter le rétablissement d'un trône dont les Cent-Jours avaient montré la constante tendance vers d'anciens errements. Je connaissais à peine le duc d'Orléans ; de vives inimitiés avaient existé entre son père et moi. Quelques rapports de parenté et de bons procédés ne m'avaient pas même conduit jusqu'à l'entrée du Palais-Royal, et néanmoins je savais comme tout le monde qu'il y avait dans cette

famille des vertus domestiques, des goûts simples, peu d'ambition, et un sentiment français auquel l'Empereur lui-même avait rendu justice. Je me rappelais le jeune républicain de 89, le soldat de Valmy et de Jemmapes, le professeur de Suisse, et le voyageur aux États-Unis. Il s'appelait Bourbon, et c'est un nom fâcheux; mais ce nom même était plus que le vôtre, plus que celui de république, une garantie contre la guerre; il n'empêchait point de constater, d'exercer le principe de la souveraineté du peuple, de mettre des armes aux mains de 2 millions de citoyens nommant leurs officiers, de rendre complète la liberté de la presse, et d'avoir des institutions populaires. Il m'a donc paru utile, dans les circonstances où nous étions, pour la paix du dedans et du dehors, que les diverses nuances d'opinion politique, à l'exception du parti de Charles X, se réunissent sur cette combinaison. Mon adhésion n'a pu être l'effet d'aucune prévention ou affection antérieure. Je dois dire aujourd'hui qu'après quatre mois d'intime connaissance, des sentiments de confiance, d'amitié et de cause commune sont venus se joindre à ces considérations primitives. Quant à l'assentiment général, ce ne sont pas seulement les chambres et la population de Paris, 80 mille gardes nationaux et 300 mille spectateurs au Champ-de-Mars, ce sont toutes les députations des villes et villages de France, que mes fonctions me mettent à portée de recevoir en détail, en un mot un faisceau d'adhésions non provoquées et indubitables, qui nous confirment de plus en plus que ce

que nous avons fait est conforme à la volonté actuelle d'une très-grande majorité du peuple français. J'ai vu dans une de vos lettres, qui toutes ont été fidèlement remises (1), que vous soupçonnez le duc d'Orléans d'alors d'avoir eu connaissance d'un complot contre l'Empereur, à l'île d'Elbe. Il en est incapable; et d'après ce que m'ont dit le républicain dénonciateur de ce complot et madame de Staël, restée l'amie du duc d'Orléans, j'aurais, indépendamment de son caractère connu, la conviction qu'il a été calomnié près de vous. Un de mes premiers soins, après son élévation au trône, fut de lui exprimer le vœu que vous, Monsieur le comte, vos enfants et leur respectable mère, vous pussiez, si cela vous convenait, rentrer paisiblement en France. Cette pensée fut très-cordialement accueillie par le roi; mais on objecta des traités avec les puissances étrangères, qui, tout absurdes et insolents qu'ils sont, nécessiteraient quelques négociations. La situation politique a changé depuis, l'horizon diplomatique s'est rembruni; on se précautionne des deux côtés. Mais il est superflu de s'arrêter à ces circonstances, puisque dans aucun cas, d'après la teneur de vos lettres, vous n'auriez voulu prendre ce parti. Je ne vous en parle que pour me reporter à ce que j'avais eu l'honneur de vous dire à ce sujet. C'est dans la sincérité de mon cœur que j'ai voulu avoir cette explication avec vous. Je ne dirai pas que tout se soit passé, ou se passe encore, comme je l'aurais

(1) M. de la Fayette était dans l'erreur, toutes les lettres de Joseph ne parvinrent pas à leur destination.

dicté. Vous savez que dans les affaires intérieures, comme dans celles du dehors, personne ne voit tout se faire à son gré. Votre incomparable frère, avec sa puissance, son caractère et son génie, l'éprouvait lui-même ; et vous, son meilleur ami, en avez votre part. Mais je n'ai voulu vous rien taire de ce que j'ai fait en pleine liberté d'esprit et de volonté, aimant mieux mériter par ma franchise la conservation de votre amitié, que de la trahir par une apologie moins sincère. »

« Ma chère maman, la lettre de Julie du 18 octobre ne me donne pas des nouvelles aussi bonnes que j'espérais de votre santé ; je vous prie d'accepter mes vœux pour que l'année qui va commencer voie votre entier rétablissement et notre réunion. J'ai envoyé à Julie la copie de ma protestation à la chambre des députés ; je ne veux pas que le public actuel et futur puisse mettre en doute mes opinions : je les ai publiées ici. J'ai eu le chagrin de voir que mon neveu Achille Murat en a publié qui reconnaissent le gouvernement actuel de la France, qui, n'ayant pas été consenti par la nation, ne peut pas préjudicier aux droits qu'elle a donnés à Napoléon II. J'espère que tôt ou tard la volonté nationale prendra le dessus : je serais doublement heureux si les événements qui en naîtront sont tels que je puisse vous revoir en Europe, et vous renouveler l'hommage des tendres et ineffaçables sentiments avec lesquels je suis, etc. »

Joseph à Madame mère. Point-Breeze, 30 déc. 1830.

« Mon cher général, j'ai reçu votre lettre du 26

Joseph

à la Fayette. Point-Breeze, 15 janvier 1831.

novembre. Les événements qui se sont écoulés depuis la date de ma première lettre auraient pu me faire craindre de ne recevoir aucune réponse de tout autre homme que de vous; mais je vois avec quelque satisfaction que je ne me suis pas trompé en appréciant, depuis bien des années, tout ce qu'il y a de généreux et d'indépendant dans votre caractère. Je suis convaincu que, dans cette circonstance aussi, vous avez fait ce que vous avez jugé en conscience devoir faire : je ne saurais donc pas ne pas agréer tout ce que vous me dites de la pureté des motifs qui ont dirigé votre conduite à la suite des trois journées de la fin de juillet 1830. Plus près des événements, vous avez pensé, comme moi et comme l'empereur Napoléon, que la république ne pouvait s'établir pour le moment en France; vous avez reculé devant les déchirements qu'elle aurait pu occasionner dans l'intérieur. Dans ce cas, vous eussiez sans doute trouvé un remède dans la famille que la nation avait appelée à de si hautes destinées; mais la haine des étrangers contre cette famille, appelée par la France, vous a fait craindre les malheurs d'une guerre étrangère, et vous a fait pencher pour un prince qui n'a entre lui et la légitimité qu'un enfant. Ma réponse sera bien courte : Que la France conserve la paix et la liberté avec cette famille, et que telle devienne la volonté nationale légitimement exprimée; et la conduite de soixante-deux députés qui appellent au pouvoir la seconde branche de la maison de Bourbon ne sera plus un objet de discussion pour personne. En sera-t-il ainsi? C'est ce que l'a-

venir nous apprendra. Je ne l'ai pas pensé ainsi le 18 septembre, lorsque je crus de mon devoir d'adresser à la chambre des députés la lettre dont je vous envoie copie, puisque je ne vois pas qu'elle ait été lue à la chambre, ni qu'on en ait fait mention dans aucun journal, quoiqu'elle ait été envoyée en France à plusieurs personnes, et nommément au président de la chambre des députés.

L'article de votre lettre dans lequel vous parlez du système napoléonien, que vous jugez avoir été empreint de despotisme et d'aristocratie, mérite de ma part une réponse plus détaillée. Je rends encore justice à vos bonnes intentions, mais je déplore la situation particulière où vous vous êtes trouvé en sortant des prisons de l'Autriche : elle ne vous a pas permis de juger les conséquences qu'avait eues sur l'opinion et le caractère national la malheureuse époque de la Terreur ; vous n'avez vu que le système libéral de l'Amérique, et vous avez condamné l'homme tout-puissant qui ne le transplantait pas en France. Je me rappelle qu'un jour l'Empereur mon frère, en sortant d'avoir un entretien avec vous, mon cher général, me dit ces propres paroles : « Je viens d'a« voir une explication assez vive avec M. de la « Fayette, sur ce que la police a renvoyé de Paris « quelques brouillons, factieux de tous les temps ; « je lui ai dit que c'était pour qu'ils ne troublassent « pas la tranquillité de quelques hommes de bien « comme lui, dont l'existence en France leur sem« blait l'un de mes crimes. M. de la Fayette ne sait « pas à quels gens il a affaire ; il était dans les pri-

« sons du despotisme lorsque ces gens faisaient trem-
« bler la France; mais la France s'en rappelle encore
« trop : nous ne sommes pas ici en Amérique. » Je vous ai rappelé quelques propos semblables de l'Empereur à votre sujet, lorsque j'ai eu le plaisir de vous voir ici; je vous ai dit que vous aviez de cruels ennemis parmi quelques constituants, mais que Napoléon, loin de n'être pas bien disposé pour vous, conservait encore les premières impressions favorables qu'avaient inspirées pour vous les premières années de la révolution ; j'ai été chargé par lui de vous faire proposer le grand cordon de la Légion d'honneur. En 1815 même, il a voulu vous placer dans la chambre des pairs. Il n'a jamais douté de vos bonnes intentions, mais il a cru que vous jugiez trop avantageusement vos contemporains. Napoléon a été forcé à la guerre par les Anglais, et à la dictature par la guerre : ces quatre mots sont l'histoire de l'Empire. Napoléon me disait sans cesse :
« Quand arrivera la paix ? Alors seulement je pour-
« rai contenter tout le monde, et me montrer tel
« que je suis. »

L'aristocratie dont vous l'accusez n'était qu'un mode de se mettre en harmonie avec l'Europe; mais l'aristocratie véritable n'a pas été sa dupe longtemps : la preuve en est qu'il a été sa victime, et qu'il a expié à Sainte-Hélène le crime d'avoir voulu tourner toutes les institutions en faveur du peuple; mais l'aristocratie européenne a su tourner contre lui jusqu'aux masses mêmes pour lesquelles il travaillait. La nation française lui rend justice, et les

masses européennes ne tarderont pas à dire de lui qu'il n'eut jamais en vue que le suffrage de la postérité, dont le jugement est toujours en faveur de celui qui n'eut en vue que le bonheur de son pays.

Vous me parlez de madame de Staël ; voici le jugement qu'elle portait de Napoléon en 1815 ; consultez M. Benjamin Constant là-dessus : « J'ai lu les « articles additionnels ; c'est tout ce qu'il faut au« jourd'hui à la France, rien que ce qu'il faut, et « pas plus qu'il ne faut. Ce qui se passe en France « depuis votre départ de Prangins dépasse tout ce « que l'histoire nous raconte de plus merveilleux. « Je vous recommande mon fils ; faites qu'il voie « l'Empereur. »

Le duc d'Orléans est venu en Espagne pour me combattre, et certes ce n'était pas avec la cocarde tricolore.

Veuillez croire, mon cher général, que je suis plein d'estime, de reconnaissance et d'amitié pour vous, contre vent et marée. Pourquoi n'êtes-vous pas à la tête du gouvernement national ?

S'il arrivait donc que je ne dusse pas trouver un Bourbon à la tête du gouvernement de notre pays, quelle que fût la forme qu'il eût plu à la nation de lui donner, je vous prie de compter sur moi au moment du danger, comme sur le citoyen auquel vous accordez le plus de confiance. Entre l'étranger et la patrie, je ne connais que la patrie ; et quel que puisse être mon poste, je suis à la France, menacée par l'aristocratie européenne, de cœur et d'âme ; disposez du peu que je vaux. C'est assez vous dire en

quelles dispositions d'esprit et de cœur je suis pour vous. »

Joseph à Napoléon II. Point-Breeze, 15 février 1832.

« Mon cher neveu, le porteur de la présente sera l'interprète de mes sentiments; il a passé quelques semaines dans ma retraite; elles n'ont été remplies que du souvenir de votre père et de votre sort à venir. Je suis né dix-huit mois avant votre père; nous avons été élevés ensemble; rien n'a jamais affaibli l'amitié intime qui nous unissait : à la mort, il me laissa le soin de vous faire parvenir ses dernières volontés; mais avant que mon éloignement me permît de m'acquitter de ce devoir, son testament avait déjà été publié dans toutes les feuilles publiques de l'Europe. Depuis, en 1830, la maison qui, imposée à la France par les étrangers, tenait votre place, ayant été expulsée par la nation, je m'empressai d'adresser à la chambre des députés la lettre sous le n° 1, et à Sa Majesté Impériale votre grand-père, celle sous le n° 2; mais mon éloignement trahit encore mes vœux, et la branche cadette de cette même maison fut imposée à la France par une minorité factieuse. Toutes les calomnies propres à vous aliéner la nation ont été répandues avec profusion. Une chambre, dominée par le gouvernement usurpateur des droits de la nation, nous a de nouveau proscrits; mais la voix du peuple vous appelle, j'en ai les preuves les plus évidentes. Que Sa Majesté Impériale veuille vous confier à mes soins; qu'elle m'envoie un passe-port pour me rendre près d'elle et près de vous ; je quitterai ma re-

traite pour répondre à sa confiance, à la vôtre, au sentiment qui me commande de ne rien épargner pour rendre à l'amour des Français le fils de l'homme que j'ai le plus aimé sur la terre. Mes opinions sont bien connues en France; elles sont en rapport avec celles de la nation. Si vous y entrez avec moi et une écharpe tricolore, vous y serez reçu comme le fils de Napoléon. Je serai le garant que demandent, d'une éducation étrangère, ceux qui ne connaissent pas comme moi les hautes vertus qui distinguent si éminemment votre auguste grand-père. Je sais que, d'accord en cela avec Napoléon, l'Empereur votre grand-père vous a toujours recommandé l'amour de la France, votre patrie, comme la première des vertus, comme celle qui le fait, à si juste titre, chérir de ses peuples, ainsi que les princes de son auguste famille. L'amour de la patrie est sans doute le premier des devoirs comme le premier des sentiments. Lorsque vous êtes né à Paris, le 20 mars 1811, votre père était devenu, par l'amour du peuple français autant que par l'obstination de l'oligarchie anglaise à lui faire la guerre, le prince le plus puissant de l'Europe. Elle avait prévu la prospérité de la France gouvernée d'après les doctrines libérales du siècle, si elle eût eu la paix; elle craignait la contagion de son exemple sur les autres États : aussi ne cessa-t-elle pas d'employer les immenses ressources que le monopole du commerce du monde mettait à sa disposition, pour susciter à Napoléon des ennemis à l'intérieur et à l'extérieur, et étouffer ainsi à sa naissance le système de l'union

des peuples et des rois par la réforme des priviléges antisociaux de l'oligarchie. Elle alluma donc sans cesse la guerre, et rendit ainsi la France tous les jours plus puissante par les victoires qu'elle obtint sous la direction de votre père, qu'elle accusa, devant les peuples conquis, des calamités inséparables d'une guerre allumée par elle-même, et dans le seul but de soutenir ses injustes priviléges. C'est à la suite d'une lutte sans cesse renaissante, excitée par le gouvernement d'une nation assez riche pour solder les autres, et à l'abri, par sa situation insulaire, de toutes tentatives contre elle-même, qu'après des triomphes de vingt années votre père succomba enfin sous les efforts réunis des alliés de l'Angleterre, qui s'aperçurent trop tard de leurs funestes erreurs. Napoléon était l'ami des peuples et des rois; il voulait réconcilier les uns avec les autres, il voulait éviter aux autres États les malheurs qu'avaient coûtés à la France sa sanglante révolution; ce sont des réformes qu'il voulait, des améliorations volontaires, commandées par la civilisation croissante du monde et l'intérêt bien entendu de toutes les classes, et non des commotions violentes, qui dépassent toujours le but. Ses plus grandes vengeances contre l'Angleterre n'allaient pas au delà de ce que veulent aujourd'hui les partisans du bill de réforme. A cette heure même, je pense que vous êtes placé pour continuer l'œuvre qu'un génie divin inspira à votre père. La France vous acceptera avec enthousiasme; les factions s'apaiseront; la puissance qui entourait votre père n'est plus nécessaire

à l'accomplissement de ses desseins. Ce fut la guerre qui éleva sur les trônes de l'Europe les princes de sa famille; mais ce ne fut pas pour leur donner des trônes qu'il fit la guerre : c'étaient des positions militaires occupées pendant la lutte générale que les oligarchies avaient décidé de ne finir que par l'abaissement de la France. Il fallait ou laisser envahir les pays conquis par le système républicain auquel ils n'étaient pas préparés, ou les faire gouverner par des hommes dont le dévouement à la France et à sa personne était le plus assuré. Où pouvait-il trouver plus de garantie que dans ses frères, que la nature ainsi que les bienfaits qu'ils devaient à la nation avaient destinés à partager sa mauvaise comme sa bonne fortune, l'une et l'autre inséparables de celle de la France? Aujourd'hui le temps a porté ses fruits : les nations sont plus éclairées sur leurs intérêts; elles savent bien que la nation la plus heureuse est celle où un plus grand nombre d'hommes jouit de plus de bonheur, où elle obéit à un magistrat suprême qu'elle aime, et qui lui-même n'a pas le funeste pouvoir d'abuser de la vie, des propriétés, de la liberté des peuples, qu'il représente uniquement pour conserver les droits qu'ils lui ont confiés. Telles étaient les opinions et surtout l'instinct de votre père : « Tout pour le peuple! » et à la pacification générale qu'il appelait de tous ses vœux : « Tout par le peuple et pour le peuple! » Il n'a pas assez vécu. Puissé-je vivre assez pour vous revoir dans notre patrie, rendue à elle-même, digne héritier de son cœur tout

français, de ses généreuses intentions! Quant à son immense génie, il n'est plus nécessaire à la France, ni à l'Europe : vous êtes destiné par votre naissance à allier les peuples et les rois, à faire concorder l'ancienne et la nouvelle civilisation, à prévenir de nouveaux déchirements, à modérer toutes les passions politiques, à en faire ressortir cette prospérité des individus et des nations, qui ne peut plus naître que de la justice, du libre développement de tous les droits, de l'équilibre de tous les devoirs. Votre père avait coutume de me dire : « Quand arrivera le temps où la justice seule régnera? Quand finira ma dictature? Nous ne verrons pas ce temps-là; l'oligarchie anglaise ne le veut pas : mon fils le verra peut-être. Puisse ce présage s'accomplir! » C'est aussi le vœu le plus cher de mon cœur; agréez-le, ainsi que la tendresse du plus vieil ami de votre glorieux père. — A Point-Breeze, État de Jersey, États-Unis d'Amérique, où je vis aussi heureux qu'on peut l'être loin de la patrie, dans le pays le plus prospère de la terre, sous le nom que j'ai adopté de comte de Survilliers. »

L'impératrice Marie-Louise à Madame mère. Schœnbrunn, 23 juillet 1832.

« Madame, dans l'espoir d'adoucir l'amertume de la douloureuse nouvelle que je suis malheureusement dans le cas de vous annoncer, je n'ai voulu céder à personne le soin pénible de vous en faire part. Dimanche 22, à cinq heures du matin, mon fils chéri le duc de Reichstadt a succombé à ses longues et cruelles souffrances. J'ai eu la consolation d'être auprès de lui dans ses derniers moments, et

celle de pouvoir me convaincre que rien n'a été négligé pour le conserver à la vie. Mais les secours de l'art ont été impuissants contre une maladie de poitrine que les médecins, dès le principe, ont unanimement jugée d'une nature si dangereuse, qu'elle devait infailliblement conduire au tombeau mon malheureux fils, à l'âge où il donnait les plus belles espérances. Dieu en a disposé ! Il ne nous reste qu'à nous soumettre à sa volonté suprême, et à confondre nos regrets et nos larmes.

Agréez, Madame, dans cette douloureuse circonstance, l'expression des sentiments d'attachement que vous a voués votre affectionnée, etc. »

La Fayette à Joseph. Lagrange, 13 octobre 1832.

« Mon cher comte, je suis vivement touché des honorables témoignages de confiance et d'amitié que vous voulez bien me donner, et je les mérite par tous les sentiments qui m'attachent à vous. C'est avec une profonde sympathie que j'ai ressenti votre douleur de deux pertes cruelles ; et je me serais empressé de vous écrire à Londres, si l'on n'avait pas dit que vous étiez en route pour l'Italie, où pourtant j'ai su depuis que l'entrée de Rome, par une basse et barbare politique, était interdite à la piété filiale. Dans cette incertitude de votre marche, j'ai profité d'une correspondance bien précieuse pour moi, ainsi que les marques de bonté que madame la princesse Charlotte a daigné m'accorder ; et j'attendais sa réponse, lorsque notre ami M. le Thierri a fait ici votre aimable et justement confiante commission. J'ai reconnu, avec

un vif intérêt, votre si national désir de revoir notre commune patrie, et j'ai été particulièrement sensible aux sentiments nationaux et désintéressés que vous exprimez. Vous vous rappelez, mon cher comte, que, dans le premier élan d'espérances patriotiques, en partie déçues ou plutôt retardées, j'avais conçu celle de votre retour immédiat, ainsi que je vous le mandais dans la lettre récemment publiée par M. Sarrans, qui la tenait d'un de vos amis. J'aime à penser que vous ne serez pas plus fâché que moi de cette déclaration de nos sentiments mutuels. Depuis longtemps, les journaux américains avaient proclamé les vôtres relativement au gouvernement actuel. Aujourd'hui, je n'ai que mes fonctions de député; la chambre ne se réunit que le 19 novembre. Quelques démarches que vous jugiez à propos de faire, elles trouveront en moi une affection personnelle, aussi persévérante que mon dévouement à la liberté et à la patrie, dont je sais que vous parlez avec une bonté bien touchante pour moi. Croyez, mon cher comte, que je vous rends aussi complète justice, et recevez l'expression des vieux et constants sentiments de reconnaissance et d'attachement que je vous ai voués de tout mon cœur. »

Joseph à la Fayette. Londres, 10 nov. 1832.

« Mon cher général, j'ai reçu votre bonne lettre, et vous en remercie de tout mon cœur. Le porteur vous est connu; il vous répétera ce que vous savez déjà de ma confiance dans votre amitié. Il est vrai que j'aime autant que vous les institutions des États-Unis; mais je suis près de la France, et je ne

voudrais pas la voir fuir de mes yeux comme une nouvelle Ithaque ; je la préfère donc aux États-Unis pour y finir mes jours, et je compte sur votre puissante coopération pour cela. Il ne me restera plus qu'à désirer de la voir aussi heureuse que le pays que je viens de quitter, et auquel je ne puis préférer que le sol de la patrie. Un jour viendra, sans doute, où il n'aura rien à envier à l'heureuse Amérique. Dès que l'on aura bien conçu que *tous* doivent être appelés à s'occuper du bonheur de *tous*, le plus difficile sera fait. Puissions-nous vivre assez pour en être les témoins ! et puissé-je avoir le bonheur de vous renouveler mon ancienne amitié dans notre commune patrie, en vous parlant quelquefois de l'admiration et de la reconnaissance que l'on conserve pour vous dans le nouveau monde ! »

Joseph à Madame mère. Londres, 31 janvier 1833.

« Ma chère maman, je me détermine à vous envoyer M. Sari, que vous avez envoyé auprès de moi il y a quinze ans. Il a toujours répondu à votre confiance, et m'a montré une affection qui ne s'est jamais démentie un instant. Aussi, ne pouvant pas venir moi-même vous voir, j'ai cru ne pouvoir mieux faire que de vous envoyer un homme qui, vivant avec moi depuis tant d'années, connaît mes moindres pensées. Ainsi il pourra répondre à tout ce que vous pourrez désirer de savoir sur mon passé, mon présent, mon avenir.

Je désire prolonger mon séjour ici, afin de multiplier les chances de pouvoir venir vous voir. C'est le plus cher désir de mon cœur, comme le premier

de mes devoirs; mais je sais aussi que vous voulez que je ne manque à aucun, et il en est qui ne me permettent pas de me livrer imprudemment aux caprices de nos ennemis. Les lois du pays où je suis et la volonté du peuple me donnent toute sécurité ici, jusqu'à ce que je puisse trouver la même sécurité ailleurs. Tout ce que vous dira Sari est l'exacte vérité. Je ne veux rien qui ne soit conforme à vos désirs, et rien de ce qui pourrait les contrarier après les avoir connus. J'espère que vous pourrez tout concilier, en commençant d'abord par ce qui vous est personnel. Charlotte attendra ici le retour de Sari; au beau temps, elle retournera auprès de sa mère, et viendra vous voir, ainsi que sa sœur. »

Victor Hugo à Joseph. Paris, 27 février 1833.

« Sire, je profite pour vous répondre de la première occasion sûre qui se présente. M. Presle, qui part pour Londres, veut bien se charger de remettre cette lettre à Votre Majesté. Permettez-moi, Sire, de vous traiter toujours royalement. Les rois qu'a faits Napoléon, selon moi, rien ne peut les défaire. Il n'y a pas une main humaine qui puisse effacer le signe auguste que ce grand homme vous a mis sur le front. J'ai été profondément touché de la sympathie que Votre Majesté m'a témoignée à l'occasion de mon procès pour *le Roi s'amuse*. Vous aimez la liberté, Sire; aussi la liberté vous aime. Permettez-moi de joindre à cette lettre un exemplaire du discours que j'ai prononcé au tribunal de commerce. Je tiens beaucoup à ce que vous le lisiez autrement que dans le compte rendu, toujours

inexact, des journaux. Je serais bien heureux, Sire, d'aller à Londres, et d'y serrer cette royale main qui a tant de fois serré la main de mon père. M. Presle dira à Votre Majesté les obstacles qui m'empêchent en ce moment de réaliser un vœu aussi cher; il faut, pour qu'ils m'arrêtent, qu'ils soient insurmontables. M. Presle vous dira une partie de ce que je vous dirais, Sire, si j'étais assez heureux pour vous voir. J'aurais bien des choses de tout genre à vous dire. Il est impossible que l'avenir manque à votre famille, si grande que soit la perte de l'an passé. Vous portez le plus grand des noms historiques. A la vérité, nous marchons plutôt vers la république que vers la monarchie ; mais à un sage comme vous, la forme extérieure du gouvernement importe peu. Vous avez prouvé, Sire, que vous saviez être dignement le citoyen d'une république. Adieu, Sire; le jour où il me sera donné de presser votre main dans les miennes sera un des plus beaux de ma vie. En attendant, vos lettres me rendent fier et heureux. »

Joseph à M. Belmontet. Londres, 19 mars 1833.

« L'incroyable et trop vieille proscription qui pèse encore sur moi et ma famille depuis tant d'années, ne me permettra pas d'assister à la fête qui doit avoir lieu, le 30 de ce mois, en faveur des détenus politiques. Puisque vous êtes un des commissaires, chargez-vous de présenter mes offrandes. Le porteur vous remettra à cet effet une décoration de la Légion d'honneur, montée en diamants, qui a appartenu à mon frère l'empereur Napoléon, et qu'il

me donna au camp de Boulogne, au moment de son départ pour la campagne d'Ulm et d'Austerlitz. Je désire que les souvenirs qu'elle rappelle en augmentent assez le prix pour qu'elle soit de quelque utilité aux généreux citoyens qui sont l'objet de la fête. Je vous prie de donner la même destination aux 600 francs montant du billet ci-joint. »

La duchesse d'Abrantès à M. Presle. Paris, 1833.

« Voulez-vous être assez bon, Monsieur, pour avoir la bonté de vous charger du livre que je joins ici, et de la lettre également que j'adresse à Sa Majesté le roi Joseph? Je désire avec passion que l'une et l'autre lui soient remis le plus promptement possible. J'aurais bien voulu, Monsieur, avoir le plaisir de vous voir. Mon attachement pour le roi Joseph est si profond et si vrai, si ancien, si fondé sur de ces bases qui jamais ne croulent, que je donnerais des jours de ma vie pour causer un moment avec des personnes l'aimant comme moi, et me parlant de lui comme j'en parle et comme j'en pense. Pour moi, le voir un moment seulement serait maintenant le plus ardent de mes vœux. Cette manière de penser, Monsieur, vous dit combien je serai heureuse de lui voir remettre bientôt la lettre que je vous recommande. Elle contient mes vœux de nouvel an; et je puis dire qu'en France il n'est pas un cœur qui en ait fait de plus sincèrement dévoués pour son bonheur, son vrai bonheur et sa gloire. Ah! Monsieur, dites-lui bien qu'en France il est un être qui lui est bien attaché et bien dévoué, ainsi que tous les siens. Mes fils ont été bercés au nom

des Napoléons, et l'ont été sans mystère. L'infortune de leur père était un lien de plus qui les attachèrent à la mémoire de l'Empereur et à tout ce qui porte ce nom révéré. Le buste de l'Empereur est dans mon alcôve, à côté du bénitier où je place mon eau lustrale. Je fais chaque soir, chaque matin, ma prière devant lui. Pourquoi ne le dirais-je pas? Je le fais, parce que mon amour pour mon pays me fait tomber à genoux devant ce nom qui fit sa gloire et son bonheur pendant quinze années.

Adieu, Monsieur. Je suis bien fâchée de ne pas vous avoir vu. A un autre voyage, soyez assez bon pour venir perdre dix minutes avec une personne qui appréciera cette condescendance. Recevez l'assurance de tous les sentiments les plus distingués. »

Joseph à M. Sari. Londres, 5 décembre 1833.

« J'ai pensé à votre projet de voyage, et j'ai voulu écrire aux personnes sur l'intérêt desquelles ma famille a droit de compter ; mais la plume m'est tombée des mains en pensant à toutes celles que je serais obligé de négliger, pour ne pas vous faire un messager chargé de lettres en beaucoup trop grande quantité. J'ai donc renoncé à toute correspondance, et je me borne à vous écrire la présente, qui suffira pour les amis qui connaissent, mon cher Sari, votre fidélité à la mémoire de l'Empereur et au constant attachement que vous avez montré à sa famille depuis votre enfance, et en particulier depuis les vingt années d'exil que vous avez passées auprès de moi, si loin du sol de la patrie.

Vous connaissez jusqu'où peut aller le sacrifice

auquel peut me porter et l'amour de la patrie et celui de ma nombreuse famille, dont la position et les devoirs ne sont pas les mêmes dans chacun de ses membres. Quelque chose qu'aient pu dire ceux qui ne me connaissent pas, dans les actions les plus importantes de ma vie, je n'ai obéi qu'à ce que j'ai cru être mon devoir. Ce fut dans cet esprit que je refusai le trône de Lombardie; à Naples et en Espagne, je suis resté Français; à la paix générale seulement, mon sort pouvait être décidé par ma volonté, qui eût été celle du devoir envers ma nation et la nation étrangère qui aurait voulu de moi. Aujourd'hui, je ne veux que ce qui est juste et de devoir pour moi et pour ma famille, loin de vouloir être un obstacle à sa rentrée en France. Je désire que vous réclamiez auprès de tous ceux dont l'action peut être utile au but de votre voyage. Je désire que vous réclamiez, pour que la loi inique qui nous proscrit et confisque nos propriétés soit rapportée, ainsi que les actes arbitraires auxquels s'est livrée contre nos propriétés la branche aînée des Bourbons, et que la branche cadette n'a pas encore annulés.

Je sais que notre mère, son frère le cardinal Fesch, mes frères et leurs nombreux enfants, gémissent de vivre à l'étranger; je juge par moi-même de l'impression peu favorable pour le nom français produite sur les étrangers par la loi de proscription qui pèse sur la famille de l'empereur Napoléon, même après la réintégration de sa statue sur la colonne nationale d'Austerlitz. Avons-nous d'au-

tre crime que celui de porter son nom? Que nos ennemis répondent! Avons-nous porté le fer et le feu dans notre pays? Avons-nous d'autres prétentions que celles que des patriotes dévoués ont le droit d'avoir à la justice de leurs concitoyens? Avons-nous des amis et des alliés dans les ennemis du peuple français? Si quelques-uns d'entre nous sont chargés de quelques délits, que la France leur donne des juges! C'est à elle seule à punir ses enfants. Croit-on que la famille d'Hector eût porté ses débris et sa misère sur les mers et les terres ennemies? »

Joseph à M. Rogalia. Londres, 27 janvier 1834.

« Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 16; M. de Lira me la remet aujourd'hui, et je m'empresse, mon cher Rogalia (1), de vous faire mon compliment, et de vous remercier de tout ce que votre ami m'a dit de vos bons sentiments pour moi, et de tout ce que contient de bien votre lettre. Je m'en rapporte à vous pour bien expliquer ma position à maman et à mon oncle le cardinal. Si je n'ai pas fait parler davantage de moi par des publications dans ce pays libre, c'est par ménagement pour les intérêts actuels des miens, et un peu aussi par le culte que je conserve pour la mémoire de l'Empereur, qui, dans la longue tragédie dont j'ai été la victime en Espagne, a toujours été trompé par des intrigants étrangers à sa gloire et à ses affections, et qui a négligé les avis d'un frère qui était né son meilleur ami. Tous nos malheurs viennent de là : il a eu le tort d'avoir confiance en un M. de

(1) Secrétaire de Madame, mère de l'Empereur.

Laforest et au maréchal Soult. Néanmoins j'ai laissé de bons souvenirs à Naples et en Espagne, où je suis mieux connu qu'en France.

Je voudrais parvenir à revoir maman, Julie et le cardinal, avant de retourner où j'ai aujourd'hui plus d'amis qu'en Europe, et où j'ai des propriétés dont je puis m'occuper; tandis que dans cette vieille Europe mes amis contemporains de ma jeunesse ne sont plus ; tous les jours le nombre en diminue : hier, le maréchal Jourdan ; aujourd'hui, en Espagne, Cambronero. Pour un Lamarque, un Menneval, combien de gens comme ce misérable qui, dans son dernier voyage à Cherbourg, a bien eu le courage de dire à de nobles Anglais, qui en ont été indignés : « Que faites-vous donc en Angleterre de « tous ces Bonaparte? que ne vous en débarrassez-« vous?» Je n'ai qu'à me louer des Anglais de toutes les classes; mais comment y vivre à la longue? En Amérique, tout est bon et bien pour moi; j'y ai des amis de vingt ans, comme vous. »

Le cardinal Fesch à Joseph. Rome, 26 avril 1834.

« Mon cher neveu, la lettre ci-jointe de Madame répond à votre lettre du 4 du courant mois. Le duc de Padoue a dû vous écrire que M. Sapey lui avait remis une lettre pour Madame. Jérôme doit être avec vous à cette heure.

Je viens de voir Zénaïde; tous se portent bien chez elle. »

Madame mère à M. Sapey.

« Monsieur, les personnes qui connaissent l'absurdité du maintien de la loi d'exil de ma famille, et qui voudraient néanmoins proposer une excep-

tion pour moi, n'ont jamais connu ni mes principes ni mon caractère. Je restai veuve à trente-trois ans, et mes huit enfants furent ma seule consolation. La Corse fut menacée d'être séparée de la France : la perte de mes biens et l'abandon de mes foyers ne m'épouvantèrent point. J'ai suivi mes enfants sur le continent : en 1814, je suivis Napoléon à l'île d'Elbe; et en 1816, malgré mon âge, je l'aurais suivi à Sainte-Hélène, s'il ne l'eût pas défendu; et je me résignai de vivre à Rome prisonnière d'État, oui, prisonnière d'État. Je ne sais si ce fut par ampliation à la loi qui m'exilait avec ma famille de la France, ou par un protocole des puissances alliées. Je vis alors que la persécution arriverait à forcer les membres de ma famille qui se dévouaient à vivre à Rome pour me tenir compagnie, à l'abandonner; et je me décidai à me passer du monde et à n'espérer d'autre bonheur que celui de la vie future, puisque je me voyais séparée de ceux pour lesquels je tiens à la vie, et dans lesquels reposent tous mes souvenirs et tout mon bonheur, s'il pouvait y en avoir encore pour moi sur cette terre. Que pourrais-je trouver en France d'équivalent, qui ne fût encore empoisonné par l'injustice des hommes puissants, qui ne peuvent pas pardonner à ma famille la gloire qu'elle s'est acquise?

Qu'on me laisse donc, dans mes honorables souffrances, porter au tombeau l'intégrité de mon caractère : je ne séparerai jamais mon sort de celui de mes enfants, c'est la seule consolation qui me reste.

Agréez néanmoins, Monsieur, mes remercîments

de la part d'intérêt que vous prenez à moi. Je suis, avec la considération la plus distinguée, etc. »

Joseph au major Forster. Londres, 1er juin 1834.

« Monsieur, j'ai reçu les premières livraisons de l'ouvrage que vous venez de publier, intitulé : *la Vieille Pologne*. Je l'ai lu et souvent parcouru avec un bien vif intérêt. Dans des temps déjà loin de nous, j'ai aussi eu beaucoup à me louer des Polonais. Les généraux Dombrowski, Chicocki et tant d'autres sont entrés avec moi dans Naples. Une légion de 6 mille braves m'a accompagné dans les Calabres. En Espagne, combien n'ai-je pas eu à me louer de vos compatriotes ! Ainsi, je n'ai pas de peine à concevoir ce qui se passe dans votre âme toute polonaise, lorsque vous m'adressez votre ouvrage : j'en juge par l'émotion que j'éprouve en recevant votre lettre, et par celle avec laquelle je vous assure en tout et pour tout de la réciprocité de mes sentiments pour vous et vos héroïques compatriotes. »

Joseph à la duchesse d'Abrantès. Londres, 29 août 1834.

« Madame, j'ai reçu depuis longtemps la lettre qui accompagnait les 13e et 14e volumes de vos *Mémoires*. J'ai tardé à vous en faire mes remercîments après en avoir achevé la lecture ; j'ai bien eu raison, car je vous en dois pour la bienveillance qui évidemment accompagne les passages où je me trouve sous votre plume. Mais ma reconnaissance pour le bien que vous dites de moi ne doit pas m'aveugler au point de ne pas reconnaître que souvent vous êtes injuste envers mes amis ; et je suis convaincu que les jugements que vous portez sur

le maréchal Jourdan par exemple, et sur les opérations que vous lui attribuez, vous sont inspirés par les suppositions gratuites et les erreurs de fait que l'on vous a données comme des vérités historiques incontestables. Le maréchal Jourdan est mort, et je suis banni de mon pays; et *l'homme coupable des malheurs de l'Espagne* est président du conseil des ministres, ministre de la guerre sous la restauration et sous la branche cadette. Il a pu à son gré détruire les documents qui eussent pu éclairer votre bonne foi; mais le maréchal Jourdan laisse des *Mémoires*, j'en laisserai aussi; et les pièces justificatives sur lesquelles ils s'appuieront suffiront, je l'espère, pour rétablir la vérité des faits.

1° C'est moi, et moi seul, qui ai assumé la responsabilité de la campagne d'Andalousie, qui l'ai voulue; le maréchal Soult *ne la voulait pas.*

2° J'ai voulu donner la bataille d'Ocana; Soult *ne le voulait pas*, parce qu'il fallait faire attaquer par 25 mille Français 50 mille Espagnols qui, dans la nuit, se fussent retirés vers la Sierra-Morena. Le maréchal duc de Trévise, commandant l'infanterie, le général Sébastiani, commandant la cavalerie, l'ont voulu comme moi; et la bataille fut gagnée, et je rentrai dans Madrid avec 30 mille prisonniers.

3° Sur le passage de la Sierra-Morena, consultez le maréchal Mortier, duc de Trévise; qu'il rappelle ses souvenirs : je n'ai pas oublié qu'il me fit toucher *au doigt* ce que je ne croyais pas possible.

4° C'est le maréchal Soult qui, à Carmona, dit au général O'ffarill et à Urquijo, qui voulaient que

l'on marchât sur l'île de Léon et Cadix avant de s'emparer de Séville : « *Qu'on me réponde de Séville, je réponds de Cadix.* » Le surlendemain Séville ouvrit ses portes, et Cadix ferma les siennes pour toujours.

5° Resté au commandement de l'armée d'Andalousie, Soult refusa d'obéir à l'ordre que lui avait porté le général Desprez, mon aide de camp, d'envoyer 25 mille hommes au secours de l'armée du Portugal : ces 25 mille hommes devaient avoir secouru Marmont, et la défaite des Arapiles, si fatale à nos affaires, n'eût pas eu lieu. Le maréchal Jourdan était alors mon major général.

6° Après la bataille de Talavéra, l'armée anglaise eût été contrainte de mettre bas les armes, si Soult fût arrivé à temps avec les 60 mille hommes qu'il commandait, selon le plan arrêté entre le général Foy, envoyé par Soult à Madrid, et moi et le maréchal Jourdan. Le maréchal arriva tout juste au pont de l'Arzobispo pour couper une faible queue à l'armée ennemie, qu'il eût fallu attaquer de front.

7° A la seconde affaire des Arapiles, lorsque le duc de Wellington leva le siége de Pancorbo-Burgos pour rentrer en Portugal, avant que les armées réunies du midi, du centre et du Portugal ne fussent en mesure de lui en barrer le chemin, le maréchal Soult, commandant l'armée du midi, forte de plus de 60 mille hommes, eut l'ordre par moi, sur-le-champ, de se mettre à cheval sur la communication du Portugal et d'attaquer de front le duc de Wellington, tandis que l'armée du Portugal, qui

venait d'arriver, suivrait son mouvement et manœuvrerait selon les circonstances. Je ne me rendis à cette armée, qui était à peu de lieues, qu'après avoir vu mettre en mouvement l'avant-garde de l'armée du midi. Tandis que j'étais avec l'armée du Portugal, si satisfaite de l'espoir de se venger de l'affront de la première affaires des Arapiles, et que j'arrivais à Salamanque de ma personne, attendant que le mouvement de l'ennemi fût prononcé, celui de l'armée du midi avait été arrêté; et là encore, comme au pont de l'Arzobispo, le maréchal Soult se crut assez heureux, au lieu d'une affaire générale, *de laisser passer l'ennemi* et de lui enlever une partie de son arrière-garde, commandée par lord Paget.

Ces faits sont constants, le public ne pourra pas en douter un jour. J'ai à peu près répondu dans ce sens à M. Bory de Saint-Vincent, auteur du *Dictionnaire géographique* sur l'Espagne; il était employé à mon état-major général lors de l'expédition d'Andalousie que j'ai commandée en personne, où je suis resté pendant cinq mois avec mes ministres, ma garde. Je dus la quitter lorsque la malencontreuse idée des gouvernements militaires me força à courir au centre, à Madrid, pour combattre l'impression désastreuse qu'elle avait faite parmi le peuple, qui commençait à se familiariser avec mon gouvernement, parce qu'il était sincère, patriote, et qu'il devenait national et méritait de l'être. M. Bory de Saint-Vincent s'attacha alors au maréchal Soult, à qui j'avais laissé le commandement.

Demandez ma lettre à M. Bory de Saint-Vincent; je n'en ai pas de copie ici : sa date est celle de l'arrivée du *Dictionnaire géographique* aux États-Unis. Je vous écris à la hâte. Agréez ma vieille amitié, et un bon souvenir à Junot et à Permon. Ainsi s'en va le monde qui vaut quelque chose. Adieu. »

Joseph au roi Louis. Londres, 15 janvier 1835.

« Mon cher frère, j'ai reçu ta lettre du 27 décembre. Je suis affligé de la disposition d'esprit dans laquelle elle a été écrite. Il est vrai que depuis bien des années la fortune nous est constamment sévère; mais c'est quelque chose que de pouvoir se dire qu'elle est aveugle, et une conscience irréprochable et un bon cœur offrent bien des compensations; ils nous accompagnent partout, et nous empêchent d'être trop sévères à notre tour contre elle et contre ses favoris du jour. Il faut bien se dire qu'il n'y a que des éclairs de bonheur dans la vie; la moins malheureuse a cependant ses orages. Il y a bien peu d'hommes privilégiés. Combien n'en concevons-nous pas nous-mêmes de plus malheureux que nous? et nous ne nous rendons pas compte des souffrances des hommes avilis dont la conscience se réveille quelquefois, et réagit à son tour sur ceux qui lui ont fait violence, et n'ont pu que l'endormir. Ceux qui ont porté les armes contre leur patrie, contre leur bienfaiteur, qui ont vendu leurs bras à des étrangers, les crois-tu heureux? Le sentiment de n'avoir pas mérité le délaissement dont tu parles, n'est-il pas un sentiment heureux? Il faut donc se voir ce que nous sommes dans cette

vie, et non ce que nous voudrions. Hommes, nous sommes destinés à vivre, c'est-à-dire à souffrir. Par la conscience, nous appartenons probablement à un autre ordre d'êtres dont nous ne concevons pas l'existence, et dont nous avons quelquefois l'intuition involontaire; nous ne pouvons rien au delà, mais nous pouvons conserver notre propre estime, et celle de l'ami que nous apprécions : tant que cet état dure, on n'est pas absolument malheureux. Sous ce point de vue, personne ne doit être plus satisfait que toi-même, mon cher Louis. Tous les autres maux indépendants de notre volonté sont durs à supporter, sans doute; mais leur nécessité même, malgré nous, doit les faire supporter : il faut bien se soumettre à ce qu'on ne peut empêcher. Au reste, je ne te dis rien là que tu ne saches aussi bien que moi. Aussi je n'écris pas une dissertation, je te raconte mes sensations et mes sentiments, tels qu'ils se pressent sous ma plume; et en cela les plus grands génies n'en savent pas plus que moi, s'ils disent comme ils sentent et ce qu'ils sentent. La conscience de n'avoir pas mérité le mal que l'on souffre l'atténue en grande partie.

Adieu, mon cher Louis; je t'aime comme toujours; nous n'avons pas connu de révolutions dans nos affections. Je t'embrasse. »

« Mon cher oncle (1), en arrivant aux États- Le prince

(1) En 1844, à la mort du roi Joseph, le prince Louis-Napoléon son neveu, alors détenu au château de Ham, envoya à la *Revue de l'Empire* une notice sur ce prince, notice à laquelle nous empruntons

Louis-Napoléon à Joseph. New-York, 22 avril 1837.

Unis, j'espérais y trouver une lettre de vous. Je vous avouerai que j'ai été vivement peiné d'apprendre que vous étiez indisposé contre moi; j'en ai même été étonné, connaissant votre jugement et votre cœur. Oui, mon oncle, il faut que vous ayez été étrangement induit en erreur sur mon compte, pour repousser comme ennemis les hommes qui se sont dévoués pour la cause de l'Empire.

Si, vainqueur à Strasbourg (et il s'en est fallu de bien peu), je m'étais acheminé sur Paris, entraînant après moi les populations fascinées par le souvenir de l'Empire, et qu'arrivant dans la capitale en prétendant, je me sois emparé du pouvoir légal; oh! alors il y aurait eu noblesse et grandeur d'âme à désavouer ma conduite et à rompre avec moi! Mais quoi! je tente une de ces entreprises hardies qui

les lignes suivantes, qui donnent l'explication de la lettre ci-dessus:

« En général, le prince Louis-Napoléon était d'accord avec son oncle sur toutes les questions fondamentales; mais il différait de lui sur un point essentiel, ce qui offrait un bizarre contraste. Le vieillard, dont les jours étaient comptés, ne voulait rien précipiter, résigné à tout attendre du temps; tandis que le jeune homme, impatient, voulait agir, et accélérer les événements.

« L'insurrection de Strasbourg du mois d'octobre 1836 eut donc lieu sans l'autorisation et sans la participation de Joseph; aussi en fut-il très-mécontent, surtout parce que les journaux le trompèrent sur le but et les intentions de son neveu, et en 1837 il repartit pour l'Amérique. De retour en Europe en 1839, il retrouva son neveu en Angleterre; et éclairé alors sur le but et sur les moyens, sur les intentions du prince Louis-Napoléon, il lui rendit toute sa tendresse. La publication des idées napoléoniennes mérita toute son approbation, et à cette occasion il déclara ouvertement qu'en sa qualité d'ami et de dépositaire des pensées les plus intimes de l'Empereur, il pouvait dire hautement que ce livre était le résumé exact et fidèle des intentions politiques de son frère. »

seules pouvaient rétablir ce que vingt ans de paix ont fait oublier; je m'y jette en faisant le sacrifice de ma vie, persuadé que ma mort même serait utile à notre cause; j'échappe, contre ma volonté, aux baïonnettes et à l'échafaud, et, arrivé au port, je ne trouve, de la part de ma famille, que mépris et dédain!

Si les sentiments de respect et d'estime que je vous porte n'étaient pas aussi sincères, je ne serais pas aussi sensible à votre conduite à mon égard; car, j'ose le dire, l'opinion publique ne peut admettre une scission entre vous et moi. Personne ne comprendra que vous désavouiez votre neveu parce qu'il s'est exposé pour votre cause; personne ne comprendra que les hommes qui ont exposé leur existence et leur fortune pour remettre l'aigle sur nos drapeaux soient traités par vous en ennemis; pas plus qu'on eût compris Louis XVIII repoussant le prince de Condé ou le duc d'Enghien, parce qu'ils avaient été malheureux dans leur entreprise.

Je vous connais trop bien, mon cher oncle, pour douter de votre cœur, et pour ne pas espérer que vous reviendrez à des sentiments plus justes à mon égard, et à l'égard de ceux qui se sont compromis pour notre cause. Quant à moi, quels que soient vos procédés à mon égard, ma ligne de conduite sera toujours la même : la sympathie dont tant de personnes m'ont donné des preuves, ma conscience qui ne me reproche rien; enfin la persuasion que si l'Empereur me voit du haut du ciel, il sera content

de moi, sont autant de dédommagements pour tous les déboires et les injustices que j'ai éprouvés. Mon entreprise a avorté, cela est vrai; mais elle a annoncé à la France que la famille de l'Empereur n'était pas encore morte, qu'elle comptait encore des amis dévoués; enfin, que ses prétentions ne se bornaient pas à réclamer du gouvernement quelques deniers, mais à rétablir en faveur du peuple ce que les étrangers et les Bourbons avaient détruit. Voilà ce que j'ai fait : est-ce à vous à m'en vouloir?

Je vous envoie ci-joint le récit de mon enlèvement de la prison de Strasbourg, afin que vous soyez au fait de toutes mes démarches, et que vous sachiez que je n'ai rien fait qui soit indigne du nom que je porte.

Je vous prie de présenter mes hommages à mon oncle Lucien; je compte sur son jugement et sur son amitié pour moi pour être auprès de vous mon avocat.

Je vous prie, mon cher oncle, de ne point vous offenser de la manière laconique dont je vous représente les faits tels qu'ils sont. Ne doutez jamais de mon inaltérable attachement pour vous.

Votre tendre et respectueux neveu,

NAPOLÉON-LOUIS.

P. S. Je ne vous avais pas écrit depuis longtemps, parce que vous n'aviez pas répondu aux lettres que je vous avais écrites d'Europe; mais en cela j'ai eu tort, je l'avoue.

Le 9 novembre, vers huit heures du soir, le direc-

teur Lebel vint m'annoncer que j'allais être transféré de prison. Un instant après, on ouvrit la porte de ma chambre, et on me fit monter dans une voiture, où se trouvaient le général Voirol et le préfet. Croyant d'abord que j'allais changer de maison d'arrêt, je demandai au général Voirol de rester dans le même local où étaient les autres prisonniers. Arrivés dans la cour de la préfecture, nous descendîmes; je vis alors deux voitures de poste attelées. Présumant que j'allais être éloigné de Strasbourg, je réclamai auprès du général Voirol pour qu'on me laissât en prison.

Mais bientôt placé dans une voiture avec trois personnes que je ne connaissais pas, elles m'apprirent qu'elles avaient l'ordre de me conduire à Paris.

Je compris alors que j'allais être l'objet d'une grâce spéciale; et, ne pouvant retenir mes sanglots, j'exprimai aux officiers qui m'accompagnaient combien la grâce que j'entrevoyais m'était pénible, en ce qu'elle tendait à me faire passer pour un lâche, et qu'elle me privait des moyens de faire connaître aux yeux du pays mes intentions, dénaturées par la calomnie.

M. Cugnat et M. Thibautot, dont je ne puis assez louer les soins et les égards, tâchèrent de me consoler, en me disant que mon éloignement pourrait être utile à mes compagnons d'infortune.

Nous arrivâmes à Paris le 11, à deux heures du matin, à la préfecture de police, où je trouvai M. Delessert, qui est la seule personne que j'aie vue pendant le temps que je restai à Paris. Il m'annonça que

ma mère était venue en France demander ma grâce au roi, et que je serais conduit à Lorient, pour delà être transporté aux États-Unis d'Amérique.

Je réclamai encore auprès du préfet contre mon enlèvement, en lui disant que mon absence priverait mes compagnons d'infortune de dépositions nombreuses qui étaient toutes en leur faveur. Le préfet me répondit : « A Lorient, où vous allez être conduit, « vous pourrez faire par écrit toutes les dépositions « que vous jugerez convenables. » Ignorait-il que le commandant Cugnat avait l'ordre exprès de ne pas me laisser écrire un mot jusqu'à mon embarquement? ordre tellement strict, qu'ayant écrit à madame Laity, par l'intermédiaire du préfet de Lorient, pour lui donner des nouvelles de son fils, le gouvernement fit dire par le télégraphe, à M. Cugnat, d'exécuter ponctuellement les ordres qu'il avait reçus.

Mon sort étant irrévocablement fixé, il ne me restait plus qu'à faire tout ce qu'il dépendait de moi pour être utile à mes amis. J'écrivis alors au roi pour lui dire que la grâce de la vie était peu de chose pour moi, puisque j'y avais renoncé en mettant le pied sur le territoire français; mais que s'il accordait la grâce à mes compagnons d'infortune, je lui en serais éternellement reconnaissant. A quatre heures du matin je repartis de Paris. Arrivé à la citadelle de Port-Louis, j'écrivis en cachette une lettre à M. Odilon Barrot, dans laquelle, prenant tout sur moi, je tâchais de disculper mes amis de toute préméditation.

Le 21, nous partîmes de Lorient, persuadés que nous allions à New-York. Au 32e degré de latitude, le commandant de la frégate ouvrit des ordres cachetés, écrits de la main propre du ministre de la marine, qui lui enjoignaient de me conduire à Rio-Janeiro ; de ne me laisser communiquer avec personne ; d'y rester le temps nécessaire pour y faire de l'eau, et de faire voile ensuite pour New-York. La frégate n'ayant rien à faire au Brésil, ce détour a donc été ordonné pour m'empêcher de communiquer avec les accusés de Strasbourg avant la fin du procès. »

« Mon cher frère, j'ai reçu la lettre par laquelle tu m'annonces que tu as conservé ta liberté ; je t'en fais mon compliment : à notre âge c'est ce qu'on a de mieux à faire, lorsqu'on cesse d'être marié. Tu vois trop en noir : le monde est ainsi fait, il ne changera pas ! Trouvons quelques consolations dans nous-mêmes : le bon sens est d'accord en cela avec la religion. Notre conscience, celle de quelque peu d'amis que nous estimons, doivent suffire à l'homme sage. Nous avons trop bien présumé du monde ; gardons-nous de le juger trop défavorablement à la fin de notre vie. Je jouis de l'estime que tu me conserves ; jouis de celle que j'ai pour toi. Joseph au roi Louis. Londres, 23 juin 1838.

Tout ce qu'on peut dire de notre oncle le cardinal ne fait nulle impression sur moi ; je suis convaincu de son attachement à la famille en général : il te rend justice. C'est un caractère ardent, impétueux, mais aimant ceux qui l'aiment, et sincère. Que

d'hommes qui ne le valent pas, et avec lesquels cependant on vit avec plaisir! Je serais volontiers son garant pour toute accusation contre la morale, la religion, la probité. Que de soins, d'affection, de tendre intérêt, il a prodigués aux lits de mort de notre père, de notre mère! Lorsque vous étiez encore enfants, il a partagé avec notre mère et moi-même les devoirs de tendre et religieuse affection pour votre enfance; et tout ce qui a été à sa disposition a été mis en commun par sa tendresse pour sa sœur et ses enfants. Moi j'en fais ici le serment, et j'affirme qu'il a été tel que nous pouvions le désirer, pour moi surtout qui avais, ainsi que lui, pris le même engagement au pied du lit d'un père mourant à trente-neuf ans, sur une terre éloignée de sa terre natale. Ne nous rendons pas plus malheureux que le sort nous a faits, en augmentant le nombre des gens que nous ne devons ni aimer ni estimer, aux dépens de la classe déjà si rétrécie de ceux qui nous aiment et que nous devons aimer.

Je ne prétends pas te faire un sermon; mais je me croirais coupable de ne pas t'écrire ainsi ce que je sens et pense d'un parent qu'il ne faut pas aigrir, et qui ne m'a jamais parlé de toi qu'avec les expressions de la plus vive affection et de la plus véritable estime. Nous ne sommes aucun irréprochable; mais on est heureux de penser que tel homme que nous devons aimer est estimable et nous aime.

Je suis médiocrement bien portant aujourd'hui; mais aussi je crois avoir à me plaindre de quelques personnes mêmes que j'aurais prises pour juges de

ma conduite. Lorsqu'on vit longtemps éloigné, que de passions étrangères soufflent leur venin entre les uns et les autres! Quel est le caractère qui n'en soit pas terni? J'espère que ce sera le tien et le mien, car je t'embrasse avec le cœur que j'avais il y a cinquante ans. »

« Mon cher maréchal, j'ai exprimé depuis 1832 la pensée que l'épée de l'Empereur fût confiée à la garde des vieux compagnons de sa gloire, et qu'elle devînt l'héritage de notre belle patrie. Les circonstances qui s'y sont opposées jusqu'à présent cèdent enfin devant la puissance de l'opinion publique : les cendres de Napoléon vont reposer sur la terre de France; son épée vous sera portée par son grand maréchal, que j'ai chargé de vous en faire la remise en votre qualité de gouverneur des Invalides. Faites, je vous prie, d'accord avec lui, les démarches nécessaires pour donner à cette remise toute la solennité qui appartient aux souvenirs de tant de grandeurs, de tant de gloire française! Joseph au maréchal Moncey. Londres, 26 mai 1840.

Vous comprenez, mon cher maréchal, vous que l'Empereur se plaisait à nommer *le chevalier sans peur et sans reproche*, le sentiment qui m'interdit de faire en d'autres mains que les vôtres cet acte de donation au peuple français.

Je vous adresse les copies de ma correspondance à cet égard avec le général Bertrand.

Recevez, mon cher maréchal, la nouvelle assurance de ma vieille amitié et de ma parfaite estime. »

« Prince, j'ai reçu des mains de M. le lieutenant Le maréchal

Moncey à Joseph. Paris, 4 juin 1840.

général duc de Padoue la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire de Londres le 26 du mois dernier. Mon émotion a été profonde. Appelé à devenir dépositaire des armes de l'empereur Napoléon, j'étais fier d'un tel honneur réservé à ma vieillesse. C'est dans ces dispositions que j'apprends à l'instant la remise faite, aujourd'hui même, de ces armes entre les mains du roi par M. le général Bertrand. J'ai donc à vous exprimer, Prince, tous mes regrets de n'avoir pu me conformer à vos désirs; mais vos intentions n'en seront pas moins remplies, et les armes de votre frère immortel seront déposées sur son tombeau le jour de la cérémonie funèbre destinée à glorifier sa mémoire aux yeux de la nation. Je n'ai plus qu'un vœu à former : c'est que les jours qui m'ont été accordés se prolongent assez pour me permettre de recevoir, en qualité de gouverneur des Invalides, les cendres du grand Empereur au milieu des vieux débris des armées françaises, qui deviendront sa garde d'honneur.

Veuillez agréer, Prince, mes humbles remercîments du souvenir honorable que vous m'avez conservé, et l'hommage de mon profond respect. »

Nous terminerons ces Mémoires par quelques mots empruntés à la notice dont nous avons parlé déjà à propos de l'affaire de Strasbourg :

« Le 5 mai 1821 fut un jour de déchirante douleur pour tous les membres de la famille Bonaparte : le grand homme était mort captif, et son fils l'était encore. Joseph, désirant faire tout ce qu'il croyait devoir être agréable à l'ombre de l'Empereur, demanda à l'Autriche la permission de se rendre auprès du duc de Reichstadt, afin que celui-ci pût recevoir les conseils et les consolations du frère et de l'ami de son père. M. de Metternich refusa.

Tandis que Joseph vivait en philosophe sur les bords de la Delaware, ne songeant qu'à faire du bien à ceux qui l'entouraient, il reçut une proposition qui le surprit autant qu'elle dut le toucher. Une députation de Mexicains vint lui offrir la couronne du Mexique. L'ancien roi de Naples et d'Espagne répondit à peu près en ces termes à cette députation : « J'ai porté deux couronnes, je ne ferais pas un pas pour en porter une troisième. Rien n'est plus flatteur pour moi que de voir des hommes qui, lorsque j'étais à Madrid, ne voulurent pas reconnaître mon autorité, venir aujourd'hui dans l'exil me chercher pour me mettre à leur tête. Mais je ne crois pas que le trône que vous voulez élever de nouveau puisse faire votre bonheur. Chaque jour que je passe sur la terre hospitalière des États-Unis me démontre davan-

tage l'excellence des institutions républicaines pour l'Amérique : gardez-les donc, comme un don précieux de la Providence; apaisez vos querelles intestines; imitez les États-Unis, et cherchez au milieu de vos concitoyens un homme plus capable que moi de jouer le grand rôle de Washington. »

Lorsque la Fayette fit son voyage triomphal aux États-Unis, il vint voir le frère de l'Empereur; il lui exprima hautement les regrets que lui inspirait la conduite qu'il avait tenue en 1815, et lui adressa ces propres paroles : « La dynastie des Bourbons ne pourra pas se maintenir; elle froisse trop ouvertement le sentiment national : nous sommes tous persuadés en France que le fils de l'Empereur peut seul représenter tous les intérêts de la révolution. Mettez 2 millions à la disposition de notre comité, et je vous promets qu'avec ce levier, au bout de deux ans Napoléon II sera sur le trône de France. » Joseph crut les moyens trop faibles, en raison du but qu'il s'agissait d'obtenir. Il n'accepta point ces offres.

. . . .

Nous avons passé rapidement en revue les principaux traits de la vie du roi Joseph. On a pu voir que si sa participation aux événements qui ont illustré la République et l'Empire s'efface à côté de l'immense figure de son frère, elle s'efface, non à cause de l'insignifiance de ses efforts, mais parce que tout paraît petit à côté d'un géant. Car si aujourd'hui il existait parmi nous un homme qui, député, diplomate, roi, citoyen ou soldat, se fût constamment dis-

tingué par son patriotisme et ses brillantes qualités; si cet homme pouvait se glorifier de ses triomphes oratoires et de traités avantageusement conclus pour les intérêts de la France; si cet homme eût refusé une couronne, parce que les conditions qu'on lui imposait blessaient sa conscience; si cet homme eût conquis un royaume, gagné des batailles, et porté sur deux trônes le flambeau des idées françaises; si enfin, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, il fût toujours resté fidèle à ses serments, à sa patrie, à ses amis; cet homme, disons-nous, occuperait le plus haut point dans l'estime publique; on lui élèverait des statues, et des couronnes civiques viendraient orner ses cheveux blancs. Eh bien! cet homme existait naguère avec tous ces glorieux, avec tous ces honorables antécédents : cependant, sur son front on ne voyait que l'empreinte du malheur. »

APPENDICE

Quelques lettres assez intéressantes nous étant parvenues, ou ayant été retrouvées après l'impression des premiers volumes, nous avons cru devoir faire un appendice.

Louis (1) à Joseph. Vérone, 7 décembre 1797.

« Si je ne vous ai pas écrit depuis votre départ, mon très-cher frère, attribuez-en la faute aux différentes affaires qui ont eu lieu sur les bords de l'Adige : elles ont été si fatigantes, que j'ai eu, plusieurs jours après, la fièvre pendant trois fois vingt-quatre heures. Il ne nous arrive pas de gazettes; sans cela, vous en auriez déjà reçu. Les premières qui nous arriveront, vous les recevrez. Mon frère est à Milan depuis plusieurs jours. Le général Clarke est à Milan; il va à Vienne, député secrètement par le Directoire exécutif. Le général Alvinzi ne veut pas lui accorder un passe-port; il a envoyé à Vienne en demander la permission à l'Empereur. Les batailles de Loano ont été bien sanglantes : l'ennemi a eu environ 10 mille hommes hors de

(1) Le prince Louis était alors aide de camp du général Bonaparte.

combat, parmi lesquels 6 mille prisonniers; nous avons perdu à peu près 150 hommes tués et 7 ou 800 blessés. Les morts ont été enterrés par les Vénitiens, et leur rapport dit qu'il y en avait 2 mille, desquels 150 Français et 1850 Autrichiens. Il neige fort dans ce pays. On parle beaucoup de paix; je crois pourtant que nous aurons quelques affaires avant. Il est arrivé à l'armée 25 mille hommes d'infanterie présents sous les armes, et 3 régiments de cavalerie superbes. Il arrive des troupes tous les jours. Ce sont des demi-brigades de 3 à 4 mille hommes; plusieurs dépassaient ce dernier nombre. Le général Vaubois est à Livourne; le général Joubert, qui est général divisionnaire, l'a remplacé. Nous avons perdu à Loano deux de nos commandants: ce sont Muiron, chef de bataillon d'artillerie, l'aide de camp de mon frère depuis quelques jours, et Elleott, cousin de Clarke. Adieu, mon cher frère; bien des choses à tout le monde, à ma grand'mère, et au cousin Ornano. Et puis, ne nous privez pas longtemps du plaisir de vous voir. »

Louis à Joseph. Alexandrie, 13 août 1798.

« Le citoyen James (1) est arrivé aujourd'hui de Malte; il me donne de vos nouvelles, mais trop vieilles. Ne négligez, je vous prie, aucun moyen de nous en donner. Deux courriers expédiés par le Directoire exécutif ont été arrêtés; ils avaient des lettres de vous. Je vous écris par le contre-amiral Blanquet, qui a été blessé au combat qu'il y a eu, à trois lieues de cette ville, entre l'escadre anglaise

(1) Depuis intendant de la maison de Joseph.

et la nôtre. Je ne vous dirai rien de cette malheureuse journée ; le général Blanquet pourra vous en parler plus savamment que moi. C'est le 14 et le 15 de ce mois que cette affaire a eu lieu. Casabianca et son fils y ont péri ; l'amiral Brueys a été tué au commencement de l'action. Les Anglais ont attaqué avec quatorze vaisseaux ; il y en avait trois extrêmement vieux. Enfin, il ne nous reste plus de notre escadre que quatre vaisseaux et trois frégates, y comprenant les deux vaisseaux et la frégate de Malte ; les autres sont *le Guillaume Tell* et *le Généreux*, et les frégates *la Justice* et *la Diane*. Il nous reste encore l'escadre vénitienne ; mais il n'y a point de marins. Notre escadre au mouillage, et embossée dans la rade d'Aboukir, s'est laissé tourner et écraser. *L'Orient* a sauté, trois heures après le commencement du combat ; *le Timoléon* s'est échoué pour se sauver, et a été brûlé par les Français mêmes. Les Anglais emporteront six vaisseaux, mais deux en très-mauvais état, tous démâtés, ras comme pontons, et criblés ; ils les ont remâtés avec des mâts de hune. Si cette escadre nous eût rencontrés sur mer, nous eussions perdu beaucoup de monde ; mais aussi ils auraient été complétement battus. Les équipages de vaisseaux se sont conduits indignement ; et tandis que les détachements de troupes de terre qui étaient sur les vaisseaux se battaient en désespérés, les matelots jetaient les sacs des soldats et les malles des officiers. Notre escadre s'était embossée à deux lieues de terre, et hors d'état de recevoir la moindre protection de la

terre. L'amiral Brueys écrivait au général en chef, quelques jours après notre débarquement et la prise d'Alexandrie, qu'il s'occupait de faire prendre à l'escadre une position formidable. Le général en chef lui avait ordonné de débarquer l'artillerie et les effets appartenant à l'armée de terre, et de faire ensuite ce qu'il jugerait le plus convenable pour la sûreté de son escadre. L'amiral Brueys s'est conduit avec beaucoup de bravoure : malheureusement ce n'est pas assez pour un chef. Il est mort. Tout le monde dit qu'il aurait dû mettre à la voile; mais, avec la mauvaise composition de ses équipages, peut-être n'en serait-il pas advenu mieux. Heureusement l'armée navale n'avait aucun objet à l'armée de terre. Puisse cet événement ne pas troubler la tranquillité de la république! Pour nous, il ne nous décourage pas. Il n'y a pas un soldat qui ne sente doubler son courage en songeant aux Anglais. Une seule chose peut nous faire regretter d'être ici : c'est l'impuissance où nous sommes de participer à l'expédition d'Irlande, si, comme les dernières nouvelles l'annoncent, on profite de la résistance que les habitants d'Irlande font à l'horrible oppression du gouvernement anglais, pour secourir ces malheureux habitants, et donner la paix au monde. Adieu, mon cher frère; embrassez ma belle-sœur Caroline, Jérôme, Lucien et Fesch, pour moi. Bien des choses à mademoiselle Désirée et à la femme de Lucien. Ce pays-ci n'est point connu; il me semble d'être aux antipodes de la France. Mais où n'irions-nous pas pour l'avoir cette paix qui doit

assurer le bonheur de la France? Plus je voyage, plus je vois de peuples divers, des usages, des mœurs et des caractères opposés aux nôtres, et plus je me persuade que la France est le plus beau pays du monde. On court, on cherche le bonheur : si les Français étaient unis et en paix, ils seraient parfaitement heureux. Si toutes nos souffrances doivent hâter ce jour, je souffrirai dans la joie de mon âme, pour pouvoir me dire un jour : « J'étais de l'armée d'Égypte et de l'Inde. » Les Anglais vont sans doute nous bloquer. Songez qu'il faut écrire quatre ou cinq lettres, pour qu'il en arrive une. Adieu; je vous embrasse de tout mon cœur. Je ne vous dis pas que, le 10 messidor, nous prîmes Alexandrie d'assaut, et, le 4 thermidor, le grand Caire. Nous sommes maîtres de tout le Delta. Je vous répète cela, crainte que vous n'ayez reçu aucune de mes lettres. »

Le comte Mathieu de Montmorency à Joseph. (Sans date.)

« J'ai été bien malheureux d'arriver quelques moments après le départ du citoyen Joseph Bonaparte pour Mortefontaine. Je n'avais jamais eu plus besoin de le trouver, pour lui exprimer toute l'effusion de ma reconnaissance. Je venais d'apprendre que la radiation que je lui dois avait été signée hier, et je lui portais tout de suite l'hommage de mes remercîments. Je n'ai point de paroles pour les exprimer; mais le sentiment que j'en conserve, celui qu'éprouve mon amie, dureront autant que notre vie à tous deux. On m'a dit, à la porte du citoyen Joseph, qu'il avait eu la bonté de m'écrire; je crain-

drais doublement que ce ne fût une invitation pour Mortefontaine, parce que je n'aurais pas le temps de la recevoir, partant à l'instant pour la campagne, où je vais porter la bonne nouvelle à ma famille. Si le citoyen Joseph me permettait de choisir un jour avant de savoir celui qui lui conviendrait mieux, je me proposerais d'aller le remercier dans sa belle campagne le 1er de la décade, ou le 5 ou le 6, s'il ne devait pas revenir dans la décade. Je prie le citoyen Joseph de faire agréer à madame Bonaparte l'hommage de mon respect. Mon père voulait partager avec moi ce matin l'avantage d'exprimer sa reconnaissance au citoyen Joseph. »

Madame de Staël à Joseph. Paris, 17 janvier 1801.

« Pourquoi un homme d'aussi bon goût que vous ne répond-il pas à une femme? Pourquoi un homme d'un aussi bon cœur afflige-t-il l'amitié et la reconnaissance la plus tendre qu'il ait peut-être jamais inspirée? Jaucourt, Girardin, Miot, toute la terre reçoit de vos lettres; moi seule je suis réduite à demander sans cesse de vos nouvelles, sans qu'un mot de vous me prouve que vous vous intéressez encore à moi.

J'ai été hier au bal de M. Yrensporten ; il se flattait d'avoir d'abord le premier consul, puis madame Bonaparte, puis Hortense, puis le ministre des relations extérieures : tout lui a manqué successivement. Il paraît qu'il n'a pas bien su les formes qu'il devait suivre, et qu'il a donné ce bal un peu inconsidérément. Néanmoins, la nouvelle de la quadruple alliance est arrivée le soir même, et il avait mis dans les décorations les drapeaux russes

unis aux drapeaux français, et le chiffre de Bonaparte. Ce pauvre Russe avait les meilleures intentions du monde, mais de ma vie je n'ai vu une pareille cohue : toutes les sociétés de Paris étaient réunies, l'aristocratie, la démocratie, et, comme Ovide le dit de l'âge d'or, « *les loups paissaient tranquillement à côté des moutons.* » Du reste, tout le luxe que permettait un très-petit appartement, des bouquets à la porte pour toutes les femmes, et plus d'abondance que de goût ; d'ailleurs, une telle foule, qu'on était tenté de se croire au bal de l'Opéra à visage découvert, et de se demander si l'on se reconnaissait. Les politiques disent que M. de Yrensporten sera un peu fâché de n'avoir eu personne du gouvernement : moi, je crois qu'il est si bon homme, que tout le charme; et si les négociations dépendaient de lui seul, nous en obtiendrions, je crois, assez facilement la moitié de l'Europe ! La société de madame de Saint-Maurice, de Boufflers, de Matignon, etc. ; celle de madame Récamier, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, etc.; quelques personnes de la mienne ; plus loin, madame Tallien : voilà ce qui composait la société. En hommes, pour seul ministre, Forfait ; Regnaud, à cause de sa femme ; Duroc, Junot, Barthélemy, et tout le corps diplomatique.

Voilà le bulletin du bal, qui intéressera peut-être madame Joseph. Quant aux autres nouvelles, vous les savez mieux que moi, et votre silence d'ailleurs m'impose : je ne sais plus si vous êtes pour moi ce Joseph si bon et si aimable, dont la con-

versation a été les plus douces heures de ma vie. »

« Vous aurez, mon cher Bonaparte, les premières lignes de ma main. J'ignore encore si je ne serai point estropié. Dès que je pourrai me mettre en route, je me rendrai au conseil. Oh! comme j'ai besoin de causer avec vous! Je reviens du tombeau. Si je n'avais point ma femme et mes enfants, je dirais de tout mon cœur qu'il est moins cruel de mourir que de vivre avec les affreux souvenirs qui m'obsèdent. Puisse au moins cet exécrable forfait tourner au profit de la république et des républicains! Mille choses honnêtes à tout ce qui vous est cher. » Jean Debry (1) à Joseph Bonaparte. Strasbourg, 8 mai 1801.

« La Fayette s'est présenté chez le citoyen Joseph Bonaparte, pour lui exprimer sa vive reconnaissance de l'intérêt qu'il a bien voulu prendre aux deux radiations. La Fayette à Joseph. Paris, 23 mai 1801.

La Fayette est chargé de s'informer si le citoyen Joseph a reçu la lettre par laquelle le ministre américain lui annonce son arrivée. »

« Citoyen ministre, c'est surtout à vous que je dois le témoignage de confiance que je reçois du premier consul. Je m'honore de votre bienfait; je m'honore de voir mon existence liée en quelque sorte plus particulièrement encore à la destinée du premier consul et à la vôtre. Pardonnez-moi l'or- Mollien à Joseph. Paris, 22 juillet 1801.

(1) Jean Debry, plénipotentiaire au congrès de Rastadt, et qui échappa comme par miracle au guet-apens dans lequel ses collègues furent assassinés.

gueil de ce sentiment. Je connais et je chéris tous mes devoirs; puissé-je faire assez pour votre confiance! Je ne ferai jamais assez pour mon dévouement. »

L'abbé Grégoire à Joseph. Paris, 27 octobre 1801.

« Citoyen, la voix publique rend hommage à votre caractère loyal comme à vos talents. Vous m'avez témoigné de la bienveillance, j'ose dire même de l'amitié : trouvez bon que j'en réclame une nouvelle marque.

Plusieurs fois je me suis présenté chez vous, sans avoir l'avantage de vous trouver. Je vous prie de m'accorder quelques minutes d'entretien particulier, dont vous fixeriez le jour et l'heure. Salut et attachement cordial, parce qu'il est fondé sur l'estime. »

Jaucourt (1) à Joseph. 30 janvier 1802.

« Vous êtes toujours si bon pour nous, que je ne veux pas vous remercier : cela aurait l'air de particulariser une reconnaissance qui se joint à un attachement aussi vrai qu'inaltérable. En finissant l'affaire de Thyard mon beau-frère, vous avez fait le bonheur de deux familles; mais vous n'avez pu ajouter à la confiance que nous mettons dans votre système pour nous, et aux sentiments que je vous ai voués pour la vie. »

Joséphine Bonaparte à Joseph. Paris, 28 février 1802.

« Madame Dargeavel, jeune Cophte qu'un Français connu de Bonaparte a épousée en Égypte, se dispose, mon cher frère, à faire à lord Cornwallis quelques réclamations sur les pertes qu'elle a essuyées en se rendant en France. L'équipage de la

(1) Jaucourt fut plus tard chambellan de la reine Julie.

frégate anglaise qui l'a prise lui a enlevé son argent, ses bijoux, et en général tous les effets précieux qu'elle possédait. Elle espère obtenir, par l'entremise de lord Cornwallis, que la valeur de ces effets lui soit rendue. Elle est également étrangère aux deux nations, et c'est à ce titre qu'elle sollicite. Elle pense que vos bons offices lui seront utiles, et elle m'a priée de la recommander auprès de vous. Sans examiner jusqu'à quel point le plénipotentiaire anglais pourra la servir, et si vous-même vous jugerez convenable de favoriser auprès de lui ses réclamations, je n'ai pas hésité à accorder à sa jeunesse et à l'intérêt qu'elle inspire la recommandation qu'elle a désirée.

Je suis très-satisfaite d'avoir eu cette occasion de me plaindre en bonne sœur de votre silence; j'espère que vous me ferez le plaisir de me donner quelquefois de vos nouvelles. Comptez toujours sur mon amitié, et chargez-vous de mille choses tendres pour ma bonne petite sœur Julie. Adieu, mon cher petit frère; je vous aime et vous embrasse tendrement. »

Mathieu de Montmorency à Joseph. Genève, 19 août 1803.

« Cette date aussi pourra vous expliquer, Monsieur, ce que mes excursions dans les belles montagnes de ce pays ont rendu tout à fait indépendant de ma volonté, le retard de ma réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire de Plombières. J'éprouve un pressant besoin de vous exprimer combien elle m'a vivement touché. Il m'est doux de ne pouvoir pas croire à votre indifférence

dans une des circonstances de ma vie les plus pénibles ; et je vous dois même des remercîments de ce que vous avez tenté en ma faveur avec un excès de délicatesse qui ne voulait pas m'en prévenir. Que ne peut le mal tout entier se réparer aussi facilement que vos expressions aimables et franches, réparer la mauvaise impression que je n'avais pas su dissimuler! J'ai de la peine à regretter la vivacité de cette première lettre, qui n'a dû vous prouver que la franchise de mon caractère, et le genre même de prix que j'attachais à vos sentiments pour moi, indépendamment de toutes les circonstances de votre position ; il me semble que notre liaison ne doit en devenir que plus réelle et plus solide après cette épreuve. Je sens, pour mon propre compte, que le cœur y est tout à fait intéressé, que c'est pour la vie ; et je vous demanderai franchement, à mon retour à Paris vers le 20 septembre, de me ménager de temps en temps quelques manières de vous voir toutes simples, et indépendantes de la représentation. Je suis bien décidé à ne vouloir jamais vous importuner de toutes ces ennuyeuses sollicitations de détail que les simples connaissances viennent demander sans cesse à ceux qui approchent du pouvoir. Je me réserverai quelques moments pour vous parler de mon propre attachement, et d'une amie (1) qui a encore plus de droits que moi par la sincérité et le désintéressement de son amitié pour vous. Ah! elle mérite bien que vous réussissiez enfin à faire

(1) Madame de Staël.

apprécier son bon et généreux caractère plus justement qu'il ne l'est! J'espère que ce sera enfin une affaire finie cet hiver, comme vous m'en avez donné vous-même la première espérance. Elle veut répondre elle-même aux commissions aimables dont j'ai été charmé de me charger. Permettez-moi de vous dire, en souriant, que vous aviez choisi entre nous deux un juge un peu partial sur tout ce qui aurait pu éloigner l'un de l'autre. Recevez encore mes sentiments les plus sincères pour la vie. »

A la suite de cette lettre, madame de Staël a ajouté :

« Il est vrai que ce juge ne pouvait être qu'un avocat, et je n'ai jamais mieux senti combien mon affection pour vous était facile à ranimer tout entière. J'ai envié à Mathieu vos douces expressions d'amitié, mais j'en ai joui pour lui. J'espère vous revoir dans le courant de cet automne; car il me semble que dix-huit mois d'exil doivent paraître au premier consul une correction suffisante pour mes conversations intempestives (1). J'en ai sûre-

(1) Le premier consul fermait volontiers les yeux sur le séjour de madame de Staël à Mortefontaine; aussi, malgré son exil, y vint-elle souvent. Joseph assure qu'elle s'y trouvait le 16 mars 1804, lors de la mort du duc d'Enghien; et quoique l'ouvrage intitulé *Dix années d'exil* place cette femme célèbre à Berlin à l'époque de cette fatale catastrophe, nous sommes fondés à croire que Joseph ne s'est pas trompé dans ce qu'il a écrit à cet égard. Nous basons notre opinion sur trois faits : le premier, c'est que Joseph avait l'habitude d'écrire chaque jour ce qui lui arrivait; le second, c'est que l'ouvrage attribué à madame de Staël, ouvrage posthume, est tellement en contradiction avec ses lettres, qu'on peut croire qu'il a été refait après sa mort, si tant il est qu'il soit d'elle; le troisième, c'est que madame de Staël écrit sous la date du 17 *avril* 1804 à Joseph, lors de son ar-

ment perdu le goût, mais presque le talent, tant j'ai été triste, ennuyée et stupide. Il me reste cependant encore assez d'esprit pour vous entendre, et un cœur pour vous aimer. Rappelez-moi au souvenir de madame Julie, et recevez mon tendre hommage. »

Madame de Staël à Joseph. Berlin, 17 avril 1804.

« Je n'ai pas osé vous écrire par la poste, mon aimable protecteur; je ne savais pas si cela vous convenait, et je me croyais sûre que vous me connaissiez assez pour être assuré que votre image vivait toujours au fond du cœur. J'ai été reçue en Allemagne incroyablement bien; et, le jour de ma présentation ici, j'ai été comblée de tant de marques d'intérêt, qu'il y avait de quoi être heureuse, si la plus brillante réception des étrangers pouvait faire oublier sa patrie. La reine m'a dit, au milieu de cinq cents personnes, qu'elle espérait que je la croyais d'assez bon goût pour être flattée de mon arrivée à Berlin, et que depuis longtemps elle m'adorait. Le roi m'a adressé des paroles très-obligeantes; toutes les princesses sont venues m'embrasser, et la cour presque en totalité s'est fait présenter à moi. Il y en avait là mille de plus que je n'espérais; mais j'avais besoin de vous le dire, non par vanité, mais pour que vous sachiez que celle que vous avez si généreusement défendue est considérée ailleurs, et que votre courageuse amitié ne nuira point à la réputation dont vous jouissez. Votre lettre pour Laforest a été véritablement l'appui de mon séjour à

rivée à Berlin. Or, si elle arrivait à cette époque en Prusse, elle pouvait fort bien se trouver le 16 mars à Mortefontaine. Du reste, ceci n'a pas un grand intérêt historique.

Berlin; sans elle, je n'aurais pas risqué ce voyage. Laforest a été à merveille pour moi, uniquement à cause de vous; et je ne passe pas un jour sans vous rendre un compte secret. Quand me sera-t-il permis de vous exprimer combien je vous aime? Quand pourrez-vous me mander qu'il m'est *permis de revenir près de Mortefontaine? C'est là Paris pour moi, je n'en désire point d'autre.* Je quitte Berlin dans un mois, après avoir vu les revues, qu'on dit très-belles. S'il y a un courrier qui part, ne pourriez-vous pas le charger d'un petit mot pour moi? Je ne veux pas élever mon fils en Allemagne, il y deviendrait trop peu Français. Je veux donc l'envoyer à Paris; mais il m'est dur de m'en séparer, et je vais d'abord le conduire à Genève, pour qu'il revoie mon père. Mon voyage lui a appris l'allemand, ce qui sera vraiment utile au reste de sa vie; car il faut que vous croyiez, mon cher Joseph, qu'il y a des beautés inconnues dans la littérature allemande : mon dessein est d'en traduire quelques-unes, et de peindre le mieux que je pourrai ce pays-ci. Le monde savant est vraiment tout à fait remarquable en Allemagne; mais la société dans les grandes villes imite Paris, et Paris traduit en allemand y perd beaucoup. Si j'étais seule avec vous, combien j'aurais d'observations à vous raconter! Mais je ne me sens jamais à mon aise dans une correspondance, et il n'échappe à cet embarras que l'expression de mon sentiment pour vous, car aucune gêne ne pourrait le réprimer. Croyez-vous que l'automne prochain on me laisserait à quinze lieues

de Paris? Il me semble que le premier consul doit être convaincu à présent qu'il n'a rien à craindre de l'opinion républicaine, et que ceux qui pourraient parler ou croire dans le sens philosophique servent ses véritables intérêts; j'en ai toujours été convaincue, et j'espère qu'il finira par l'être. Voulez-vous parler de moi à madame Joseph? Mathieu m'a souvent écrit qu'elle ne cessait pas de s'intéresser aux pauvres exilés. Tout ce qu'il y a de qualités aimables sur cette terre se réunit dans cet asile resté pur, tranquille et secourable au milieu de toutes les séductions de la puissance et de tous les orages des passions. Acceptez mon tendre et respectueux hommage. »

Madame de Staël à Joseph. Coppet, 18 sept. 1804.

« Comme Mathieu est à la campagne depuis deux mois, mon Prince, votre lettre, que je peins faiblement en l'appelant adorable, ne m'est arrivée qu'avant-hier. Pourrai-je jamais vous dire ce que j'ai éprouvé en la lisant? Elle m'eût annoncé que ma patrie m'était pour toujours ôtée, qu'il fallait mourir, que j'aurais encore senti les plus tendres affections, le plus profond respect pour celui qui sait s'exprimer ainsi. Vous ne savez pas vous-même, mon Prince, toutes les nuances de cette lettre et de celles que vous m'avez envoyées pour Rome : ce qui est noble, ce qui est généreux vous est si naturel, que vous n'en pouvez calculer l'effet; mais, par exemple, ce mot au cardinal Fesch : « *Recevez-la comme elle désirerait que vous me reçussiez si nos positions étaient changées*, » ce mot est un carac-

tère tout entier. J'avais ici, chez moi, des échantillons de l'Europe, la duchesse de Courlande et le prince de Belmonte, Pignatelli. Quand j'ai lu ce mot, je n'ai pu résister à le leur dire, et j'ai joui de l'impression qu'ils en recevaient : il y a une harmonie de conduite, de vertus, de charmes, qui suffit sûrement pour fixer la fortune, et vous la fixerez. Le sort vous aura servi; mais vous ferez bien bénir le sort. J'ai le besoin d'exprimer publiquement ce que vous me faites espérer; j'avais commencé à parler de vous dans le morceau qui contient ce que j'ai senti de plus intime dans la vie privée de mon père; mais j'ai craint qu'il ne fût pas convenable à moi d'imprimer votre nom sans que vous me l'eussiez permis, surtout pendant que je suis encore dans la disgrâce de l'Empereur. Quoi qu'il m'arrive, l'année prochaine je ne pourrai résister, dans mon voyage d'Italie, au bonheur, à la gloire de parler de vous, de parler de votre intérêt; enfin à me servir de cette célébrité de mon nom, qui m'a fait tant de mal, pour faire parvenir partout ce que je sens et ce que je pense; il y a un accent de cœur que les courtisans n'atteindront jamais. Il y a un accent de femme qui aime, d'âme libre qui honore, et cet accent est plus persuasif que tous les autres; enfin j'éprouve une si vive, une si tendre reconnaissance pour vous, que c'est presque une douleur de ne pouvoir rien faire pour la prouver.

Le voyage d'Italie, qu'il faudra faire cependant, depuis que j'ai écrit à Votre Altesse, rencontre de nouveaux inconvénients; on parle de guerre avec

les Russes, et, pour une femme et trois enfants, toute guerre est à craindre. Le cardinal Fesch, mon appui grâce à vous, va à Paris; enfin le pape y va lui-même :

Rome n'est plus dans Rome; elle est toute où vous êtes,

pourrait-on lui dire, et je voudrais que l'Empereur l'entendît ainsi. Enfin le bruit s'est répandu ici que, le jour du couronnement, l'Empereur rappellerait tous les exilés; il donnerait ainsi à ce jour une solennité supérieure à toutes les pompes. Je reste donc jusqu'au 15 novembre, à cause de cette faible croyance; mon cœur est si brisé en se lançant ainsi dans l'inconnu, loin de tous les amis qui me restent de ceux qui ont vu mon père, qui le pleurent avec moi, qu'il faut me pardonner de trembler avant de partir. Le cœur des femmes, mon Prince, n'est rempli que d'aimer; et les merveilles du monde ancien et nouveau ne valent pas un souvenir tout moderne, tout individuel, mais qui se rattache à vos habitudes et à vos affections. Je prendrai la liberté de vous envoyer dans quelques jours la copie du mémoire sur la créance de mon père, que j'ai envoyé à l'archichancelier, ne voulant pas m'adresser à vous-même pour les trois quarts de ma fortune; mais je ne pouvais, dans cette lettre, vous parler que de mon émotion en lisant vos ineffaçables paroles. J'écrirai à la princesse Joseph, qui est aussi, avec vous, l'un de mes protecteurs. Je suis sûre que dans les manuscrits de mon père, que je fais publier et que je lui enverrai, il y

a un roman qui l'attachera profondément. Ah! je ne devais pas survivre à cet homme, et je n'attends plus de la vie qu'une triste fin.

Soyez heureux! Au nom du ciel, ne vous désolez pas : la princesse Joseph doit exercer, pour l'empêcher, tous ses droits sur votre cœur; mais moi je vous dirai un simple mot : Ma destinée, s'il m'en reste une, est attachée à la vôtre.

Adieu, mon Prince; adieu, mon cher Joseph : que l'amitié et l'amour s'unissent pour vous exprimer mon éternel dévouement.»

Bernardin de Saint-Pierre à Joseph. Paris, 4 octobre 1804.

«Mon Prince, Votre Altesse Impériale m'a offert une pension de 6 mille livres avec tant de générosité et des marques si touchantes d'intérêt, que je n'ai point à délibérer pour la recevoir. En l'acceptant, je n'ai qu'à remercier la Providence, qui, dans la distribution des diverses destinées dont elle enchaîne les hommes les uns aux autres, a voulu qu'un simple particulier comme moi vous fût attaché, non-seulement comme à un philosophe par les liens de l'estime et de l'amitié, mais aussi comme à un prince par ceux de la reconnaissance, encore plus chers à un père de famille. Cependant le titre de bibliothécaire, dont vous voulez accroître votre bienfait à mon égard, m'a paru mériter quelques observations par rapport aux devoirs qu'il m'impose. Mon érudition est fort bornée, et elle est tout à fait nulle en bibliographie. J'ignore les langues anciennes et modernes, à l'exception de la latine et de ma langue maternelle. C'est sur ces mêmes rai-

sons que je motivai, dans la révolution, le refus de la place de bibliothécaire de la Bibliothèque nationale, qui me fut offerte après la suppression de la place d'intendant du jardin des Plantes, que j'avais remplie pendant une année. En effet, qu'aurais-je pu répondre à un savant qui serait venu me consulter en langue étrangère sur des manuscrits ou des ouvrages anciens, comme il est arrivé plus d'une fois aux Bignon, etc.? Il m'aurait donc fallu lui faire l'aveu de mon ignorance. A la vérité, une grande bibliothèque publique a des sous-bibliothécaires plus habiles souvent que celui qui en est le chef; mais celle qui est petite et isolée n'en a point, et celui qui la dirige est d'autant plus obligé d'être savant qu'il y a moins de science dans ses livres, et que seul il doit répondre à tout venant. Celle de Mortefontaine m'a paru très-bien choisie, et elle mérite sans doute d'être visitée des curieux; elle fait un des ornements du château : mais son parc immense, à la fois décoré et sauvage, ses belles eaux, le prince aimable qui l'habite, attireront toujours plus de promeneurs, de chasseurs, de naturalistes et de convives, que la bibliothèque de lecteurs. Que deviendront alors les fonctions de bibliothécaire? Il est vrai que Votre Altesse Impériale m'a dit que je ne serais tenu à aucune; que je jouirais en tout temps de la plénitude de ma liberté, sans que rien pût me détourner de mes anciennes études, que le seul plaisir de venir vous voir quand je le jugerais à propos. Mais lorsque votre maison sera tout à fait constituée, comme il convient à celle

du premier prince de l'empire français, je pense que vous aurez un chancelier, des chambellans, des écuyers d'honneur, des secrétaires des commandements. Ces grands officiers seront choisis parmi des sénateurs, des généraux d'armée revêtus des premières dignités de l'État. Je me trouverai, par la nature même de mon titre, subordonné à quelqu'un d'entre eux. Il y aura donc de nouveaux intervalles entre vous et moi : je perdrai alors la plus belle prérogative de ma place et de votre bienfait, celle de pouvoir vous approcher à mon gré et vous témoigner immédiatement toute ma gratitude. Il me semble, mon Prince, que la simple qualité de votre pensionnaire lèverait toutes ces difficultés, et ne me serait pas moins honorable. C'était, dans l'ancien régime, un des attributs du premier prince du sang de donner, à l'exemple du roi, des pensions qui honoraient ceux qui les recevaient : j'ai joui moi-même d'un don de cette nature. Telles sont, mon Prince, les considérations que je prends la liberté de vous soumettre; mais, soit que vous m'honoriez d'une pension avec un titre ou sans titre, je l'accepterai de tout mon cœur. Mon désir le plus vif sera de vous en témoigner ma reconnaissance, et, s'il m'est possible, d'en faire passer le sentiment à la postérité, afin qu'elle bénisse le bienfaiteur de ma vieillesse et le protecteur de mes enfants. »

« Monseigneur, madame de Talleyrand m'a mandé quel empressement aimable Votre Altesse avait bien

Talleyrand à Joseph. Vienne,

21 nov. 1804.

voulu mettre à la rassurer (1). L'expression de ma reconnaissance vous parviendra bien tard; mais je ne fais que d'apprendre ma mort; ma résurrection m'est arrivée par le même courrier : il faut bien que tout ce qui est attaché à l'Empereur fasse aussi son petit miracle. Comme je viens d'éprouver à la vie et à la mort la bienveillance de Votre Altesse Impériale, je la supplie d'agréer au même titre les assurances du profond respect et de l'attachement sans borne avec lesquels, etc.»

Joseph à la reine Julie. Naples, 22 mars 1806.

« Ma chère Julie, j'ai reçu ta lettre du 11. Je sais que ta santé n'est pas toujours bonne; pourquoi t'obstines-tu à aller le dimanche et le lundi aux Tuileries? Tu dois rester chez toi, et ne t'occuper que du rétablissement de ta santé : tu sais que rien ne lui est plus nuisible que les veilles et les contrariétés. Reste donc chez toi, avec tes filles et ta sœur et tes nièces; amuse-toi avec elles; fais des contes à Zénaïde, à Lolotte et à Oscar (2); et pense que c'est tout ce que tu peux faire de mieux pour elles, pour toi et pour moi, puisque tu rattraperas par là la santé.

Tout va bien ici; la ville est tranquille; je m'occupe beaucoup des affaires, et je vois avec plaisir que ce n'est pas sans succès. Je ferai l'expédition de Sicile dès que j'en aurai les moyens; mais tu ne dois avoir aucune inquiétude pour moi. Cela fait, s'il entrait dans les arrangements de l'Empereur de

(1) On avait répandu le bruit de la mort de Talleyrand.

(2) Fils de Bernadotte, neveu de la reine Julie, et actuellement roi de Suède.

marier Zénaïde ou Lolotte avec Napoléon, au lieu d'un étranger, je m'estimerais heureux si, par l'adoption de notre neveu, l'Empereur réunissait sur lui seul toutes ses affections, sans que mon honneur en fût blessé; je demanderais d'être aussi l'organe de sa volonté au sénat. Par ce moyen, je reviendrais vivre avec toi à Mortefontaine, et je ne m'arracherais avec plaisir à cette vie que pour obéir à l'Empereur, soit qu'il me voulût à la tête d'une armée, soit que, s'y mettant lui-même, il me laissât le soin d'être l'organe de sa volonté à Paris, comme il l'a déjà fait une fois. Je crois que l'intérêt de toute la famille, de l'Empereur surtout, qui reste seul exposé aux complots ennemis, toutes les affections de mon cœur, se trouveraient réunis dans ce projet.

Il est plus que probable que nous n'aurons pas de garçons : d'après cela, qu'y a-t-il de plus glorieux pour moi que de centraliser avec l'Empereur toutes mes affections sur le même enfant, qui devient aussi le mien? Je crois que tu pourrais en dire deux mots à l'Empereur, s'il t'en offre l'occasion.

Je le répète, il ne doit pas rester seul à Paris; la Providence m'a fait exprès pour lui servir de sauvegarde. Aimant le repos et pouvant supporter l'activité; méprisant les grandeurs et pouvant porter leur fardeau avec succès, quelles que soient les brouilleries qui ont existé entre l'Empereur et moi, il est vrai de dire, ma chère amie, que c'est encore l'homme que j'aime le plus. Je ne sais pas si un climat, des rivages en tout semblables à ceux que j'ai habités avec lui, m'ont rendu toute ma première

âme pour l'ami de mon enfance; mais il est vrai de dire que je me surprends pleurant mes affections de vingt ans comme celles de quelques mois. Si tu ne peux pas venir tout de suite, envoie-moi Zénaïde. Je donnerais tous les empires du monde pour une caresse de ma grande Zénaïde et une caresse de ma petite Lolotte : quant à toi, tu sais bien que je t'aime comme leur mère, et comme j'aime ma femme. Si je puis réunir une famille dispersée et vivre dans le sein de la mienne, je serai content, et je m'abonne à remplir toutes les missions que l'Empereur me donnera, comme général, gouverneur, pourvu qu'elles soient temporaires, et que je conserve l'espoir de mourir dans un pays où j'ai toujours voulu vivre.

Je ne sais pas pourquoi je n'écris pas ceci à l'Empereur; mais ce sera la même chose si tu lui donnes cette lettre à lire, et je ne vois pas pourquoi je ne lui donnerais pas mon âme à voir tout comme à toi-même.

Je t'embrasse bien tendrement (1). »

Joseph au général Partouneaux, commandant les Abruzzes. Chieti, 23 mars 1807.

« Je ne puis pas quitter les Abruzzes, général, sans vous témoigner ma satisfaction et mon estime : vous y avez ramené le calme; vous avez réuni toutes les classes de la société à la même opinion; vous y avez fait aimer les habitants par les troupes françaises, et les troupes françaises par les habi-

(1) Cette lettre, rapprochée de ce que M. Thiers dit *du caractère ambitieux* de Joseph, dans le deuxième volume du *Consulat et de l'Empire*, donne lieu à plus d'une réflexion. N'est-il pas permis d'en conclure que les plus éminents historiens ne sont pas à l'abri des erreurs les plus graves?...

tants, au point que ni les uns ni les autres ne *veuillent* plus se séparer. J'ai vu les peuples contents, les troupes contentes, les chemins tracés et perfectionnés dans un mois, par la volonté spontanée d'un peuple entier, dans l'espace de deux cents milles. Si je n'avais pas recueilli moi-même, de la bouche du villageois, du soldat, du prélat et du magistrat, ce que j'aime à vous dire, ces résultats me l'auraient assez prouvé.

Je veux que l'Empereur, ce juste appréciateur de tous les genres de mérite, sache ce que vous avez fait ici par votre sévère probité, votre justice et votre douceur. Il saura que les Abruzzes, naguère agitées, peuvent se passer de troupes françaises, qu'elles désirent de conserver; que le 10e de ligne, le 3e et le 6e de chasseurs sont aussi aimés ici que craints par l'ennemi : la gendarmerie a imité leur exemple.

Je vous envoie copie d'un décret par lequel je vous désigne à la tête d'une commission chargée de faire perfectionner un ouvrage que vous avez déjà tant avancé. Dès que vous m'aurez fait savoir qu'il est à son terme, je me rendrai de nouveau dans ces provinces, et je m'empresserai de distinguer les hommes et les communes qui auront mérité votre suffrage.

Vous avez distingué M. le général Camps : je viens de le nommer inspecteur général de mes troupes de cavalerie et d'infanterie;

M. l'intendant Corsi : je viens de lui accorder le repos dû à ses honorables et bons services, et je me

rappellerai toujours *de* lui et *de* ses enfants, que je viens de faire placer dans un collége;

M. le duc d'Alano, syndic de la ville de Chieti : je viens de le nommer intendant de la province d'Aquila.

M. l'adjudant-commandant Chavardis est nommé commandant de la province de Chieti;

M. le colonel Michitelli est nommé au commandement du fort de l'Aquila.

M. le duc de Constanzo est nommé colonel de la garde civique provinciale de la province de l'Aquila (Abruzzes ultra).

Vous m'avez rendu compte du bien que ces messieurs ont fait; il est juste que je vous instruise de ce que je crois devoir faire pour eux, et du souvenir que je conserve de leurs services. Vous connaissez, général, mon ancien et constant attachement. Votre affectionné, etc. »

Andrieux à Joseph. Paris, 18 mars 1814.

« Sire, je ne dormais pas l'avant-dernière nuit, et je songeais à la manière dont je pourrais fêter saint Joseph, qui est pour moi l'un des plus grands saints du paradis, lorsque le bon et respectable Bernardin de Saint-Pierre m'apparut tout d'un coup! « Mon ami, me dit-il, prenez une plume et écrivez. » Je me mis à écrire, et bientôt je m'aperçus qu'il me dictait des vers, lui qui avait su si bien se servir de la prose dans tous ses ouvrages; je lui en témoignai ma surprise. « Apprenez, me répondit-il, que les ombres heureuses ne parlent plus que le langage des dieux. » Je ne répliquai pas, et je con-

tinuai à écrire. Mais je vous avoue, Sire, qu'il m'a semblé que ses vers ne valent pas sa prose à beaucoup près; et je crains pour lui que Votre Majesté n'en porte le même jugement.

D'un autre côté, j'ai trouvé que c'était assez bien s'y prendre pour la louer, que de rapporter tout simplement ses actions, et de répéter ses propres paroles. Une telle louange ne peut être suspecte d'exagération ni de flatterie.

J'espère aussi que vous reconnaîtrez dans ces vers l'effusion bien franche d'une vive reconnaissance; puisse-t-elle vous plaire! J'y suis très-intéressé : car ce que vous dit M. de Saint-Pierre est précisément ce que je pense, ce que je sens, et ce que je voudrais vous dire.

Permettez-moi donc, Sire, de faire usage, pour mon propre compte, de l'épître que vous adresse cet illustre mort; et trouvez bon qu'elle me serve à mettre aujourd'hui à vos pieds l'hommage du profond respect, de la sincère reconnaissance et j'oserai dire du tendre attachement avec lesquels je suis, etc. »

Jacques-Henri Bernardin de Saint-Pierre à Joseph Napoléon. Champs-Élysées, 18 mars 1814.

Du riant séjour d'Élysée
Ma voix se ranimant au plus cher souvenir,
De mes liens mortels quand l'attache est brisée,
A l'oreille d'un roi peut-elle parvenir?
Oui, sans doute, autrefois il aimait à l'entendre;
Lui-même la soutint; son âme noble et tendre,
Descendant jusqu'à moi du sein de la grandeur,
Vint m'offrir, me donner la paix et le bonheur (1);

(1) Joseph faisait une pension à Bernardin de Saint-Pierre.

De mes chagrins profonds il dissipa les ombres.
Vivant, je chérissais en lui mon bienfaiteur,
Et le chéris encor dans les royaumes sombres.
Daignez donc me permettre, mon digne soutien,
De vous conter un entretien
Que dans un frais berceau d'éternelle verdure,
Sous un ciel sans nuage, au bord d'une onde pure,
J'eus l'autre jour avec des demi-dieux,
Illustres habitants de ces paisibles lieux.
Le grand peintre de la nature,
Le premier favori de la cour de Phébus,
L'inépuisable Homère et le martyr Socrate,
Le divin Fénelon, doux chantre des vertus,
Et l'immortel honneur de sa patrie ingrate,
Rousseau, qui me comptait au rang de ses amis,
Lorsque nous étions sur la terre
Dans un bocage solitaire
Tous quatre rassemblés, près d'eux m'avaient admis.
Enfin, me disaient-ils, ces beaux lieux où nous sommes
Vous mettent à l'abri du sort et de ses coups;
Ainsi, vous avez comme nous
Senti l'injustice des hommes;
Vous les avez connus intéressés, jaloux.
La mort, l'exil et l'indigence,
Voilà souvent la récompense
De qui les éclaira. Le mal de presque tous,
C'est l'orgueil, joint à l'ignorance.
Ici vous n'aurez plus ni craintes ni dégoûts :
Plus rapidement que les heures,
Les siècles couleront pour vous dans ces demeures
Au sein d'un bonheur pur et vif autant que doux.
— Ah! leur dis-je, étonnants génies,
J'ai suivi de bien loin la trace de vos pas;
De la nature en différents climats
J'étudiai les harmonies;
Moins célèbre que vous, je fus moins tourmenté.
Toutefois j'ai payé mes tributs à l'envie;

Il n'est point de succès, point d'ouvrage vanté,
Qui ne trouve d'abord en elle une ennemie.
Par ses méchancetés souvent découragé,
Et vers le déclin de ma vie
Voyant mon horizon, de nuages chargé,
M'offrir de l'ouragan la teinte rembrunie,
Je me plaignais au ciel; j'étais presque affligé
D'avoir fait *Paul et Virginie.*
Tout à coup mon sort a changé.
D'un prince aimable, à la fleur de son âge,
Au-dessus de son rang par son cœur élevé,
Joignant la grâce aux dons d'un esprit cultivé,
Mes études avaient obtenu le suffrage.
M'appelant près de lui sous un riant ombrage (1),
Séjour délicieux qu'on croirait enchanté,
Et qui de l'Élysée offre au monde une image:
« Parlons-nous, me dit-il, avec sincérité.
Dès longtemps je vous aime; il me tombe en partage
Plus de bien que jamais je n'en ai souhaité;
J'en voudrais faire un bon usage :
Concourez, je vous prie, à cette volonté.
De mon attachement acceptez quelque gage:
Quand le sort vous a maltraité,
Que j'en puisse envers vous réparer l'injustice :
C'est vous qui me rendrez service.
Conservez votre liberté,
A vos heureux travaux elle est trop nécessaire;
Votre esprit fier et volontaire
S'effarouche aisément, et craint d'être lié;
Mais qu'il ne soit point effrayé :
Je bannis d'entre nous toute importune gêne,
Et nous ne formerons que l'agréable chaîne
De l'estime et de l'amitié. »
C'est ainsi que Joseph embellit ce qu'il donne.
Pouvais-je affliger d'un refus

(1) Voyez la préface de l'édition in-4° de *Paul et Virginie.*

Son âme généreuse et bonne?
Les bienfaits que j'en ai reçus,
Jusqu'à mes derniers jours soutenant ma vieillesse,
Du malheur qui poursuit la gloire, les succès,
Loin de moi pour toujours ont écarté les traits.
Que les dieux protecteurs, sur lui veillant sans cesse,
Lui rendent le bonheur que sa noble largesse
Sur moi si longtemps répandit! »
A ce touchant et vrai récit,
Ces morts fameux tous ensemble applaudirent;
Tous vantèrent votre bonté,
Et du nom de Joseph, par leurs voix répété,
Des champs élyséens les échos retentirent.

Sire, on fête aujourd'hui ce nom;
Souffrez qu'à tant de vœux je mêle un tendre hommage;
Vous êtes sur la terre un généreux patron;
On vous bénit encor sur le sombre rivage.
Non, non, de tels liens ne se rompent jamais;
Ils sont plus forts, plus doux pour notre âme épurée;
Et la reconnaissance, en tous les temps sacrée,
Ne meurt point avec nous, et survit aux bienfaits.

Joseph au docteur O'meara. Philadelphie, 20 sept. 1819.

« Monsieur, je reçois votre lettre du 31 juillet de cette année, avec le petit billet du 26 juillet 1818. C'est la première signature que je vois de mon frère depuis notre séparation. J'ai fait sur-le-champ des dispositions pour que le billet soit acquitté à Paris. On m'a écrit d'Italie, lors du départ de l'abbé Bonavita, que l'on avait pourvu à tous les besoins de mon frère; j'écris de nouveau pour m'assurer que cela soit fait (1). Vous ne me dites pas à qui était

(1) Joseph paya diverses sommes aux personnes qui venaient de Sainte-Hélène.

adressée la lettre du comte Bertrand qui a été mise sous les yeux du prince régent. Je suis affligé de n'avoir pas reçu plus tôt le billet que votre lettre renferme, et votre propre lettre; je sais qu'il y a bien longtemps que vous êtes à Londres. Vous pouvez m'écrire, Monsieur, à l'adresse ci-dessous; vos lettres me parviendront, et je serai charmé de vous montrer l'intérêt et la reconnaissance que je vous dois pour tout ce que vous avez fait pour l'Empereur. J'ai lu la copie de sa lettre; j'ai eu depuis un nouvel entretien avec l'officier que vous avez chargé de votre dépêche, et, d'après ce qu'il m'a dit de votre position, j'espère que vous ne trouverez pas mauvais que, sans attendre votre réponse, je vous envoie le billet ci-joint sur MM. Baring (1). »

« Monsieur le comte, j'ai l'honneur de vous prévenir que je viens de remettre les objets indiqués dans la note ci-jointe (n° 1) à M. Davilliers, qui se charge de vous les faire parvenir immédiatement.

M. Presle à Joseph. Paris, 24 octobre 1824.

Ma première idée, ainsi que vous l'aurez vu dans ma lettre du 27 septembre, était de me borner à vous adresser les matériaux relatifs au royaume de Naples, avec un travail que j'avais commencé aussitôt après avoir achevé la notice biographique insérée dans l'envoi du 11 juin dernier. Mon but était de vous épargner ce qu'il y a de plus ennuyeux dans un ouvrage, les recherches, le classement et le récit des faits. Je vous avais soumis cette idée; votre si-

(1) Banquiers de Londres.

lence me semblait un signe d'approbation : je pensais que c'était le vrai moyen d'accélérer le résultat que vous désirez.

Je m'empresse donc de vous adresser à la fois tous ceux que j'ai recueillis tant sur le royaume de Naples que sur l'Espagne.

Si vous écrivez vous-même ce que vous avez fait, Monsieur le comte, il est certain que nul autre ne saurait aussi dignement l'exprimer, et je suis charmé de la résolution que vous en avez prise : vous le ferez à grands traits, et avec cette supériorité naturelle à votre caractère et à votre position.

A Naples, vous fûtes surtout législateur du pays, où vos institutions firent un bien qui subsiste encore. A mon avis, il n'est pas nécessaire, pour en publier la relation, d'attendre que vos Mémoires soient prêts sur l'Espagne; ils se rattacheront à des opérations stratégiques, sur lesquelles on ne peut se dissimuler qu'il nous manque des matériaux.

Ainsi, de deux choses l'une : ou vous feriez usage de cette esquisse, et j'aurai l'honneur de vous en adresser successivement les différentes parties à mesure de leur rédaction définitive; ou vous aimeriez mieux adopter un autre plan en écrivant vous-même.

Dans cette dernière alternative, des deux ouvrages différents quant à la forme et d'accord quant au fond, l'un serait à coup sûr à la hauteur du sujet; l'autre serait un résumé fait par un témoin oculaire; peu importe son nom, pourvu qu'il soit exact dans ses récits. Et s'il fallait un nom qui eût quelque cé-

lébrité, on le trouverait, puisque M. le comte M....., quand je lui lus la notice biographique, m'offrit spontanément d'y mettre le sien, si je la faisais imprimer à Paris. J'en fus émerveillé; vous le serez peut-être aussi : c'est qu'avec le temps les rivalités s'effacent. Je le remerciai beaucoup, persuadé que si les contemporains attachent quelque prix à une illustration d'ailleurs honorable, la postérité, lorsqu'un écrit parvient jusqu'à elle, ne se met guère en peine de compter les grands cordons qui décoraient l'écrivain.

Le point le plus épineux est d'avoir à se renfermer toujours dans les bornes d'une froide impartialité. C'est ce que me faisait observer, dans une lettre assurément trop flatteuse, M. Andrieux, que j'avais été bien aise de consulter pour le style, comme j'avais consulté M. Miot pour les événements. L'avis que me donnait cet estimable ami est toujours présent à ma mémoire : « L'esprit doit maîtriser et contenir les élans du cœur. » Et il avouait néanmoins qu'en parlant de vous il ne lui serait pas plus aisé qu'à moi de prêcher d'exemple.

Je ferai, Monsieur le comte, ce que vous daignerez me prescrire.

Si même vous étiez disposé à faire publier dès cet hiver un volume pour Naples, je présume qu'il sera prêt. Seulement, je vous prierais de m'autoriser à revenir ici aussitôt que votre lettre me parviendrait, et de me faire connaître en même temps votre opinion sur les fragments ci-joints (n° 2).

Une fois sûr de votre jugement là-dessus, je ne

craindrais pas de me tromper sur le reste, puisqu'il ne s'agit plus que de faits positifs, sur lesquels j'aurais soin de me concerter avec les personnes qui réunissent les lumières à la bonne volonté, avant de rien livrer à l'impression.

Quant au général Dumas, il m'avait destiné une quinzaine de pages sur Naples. M. Carret arriva, les demanda en votre nom, les reçut en ma présence, et je dus saisir pour ainsi dire à la volée un extrait de l'épreuve du dernier volume de son *Précis militaire*.

M. de Girardin m'avait emprunté les notes de M. Miot relatives à ce royaume; je viens de le voir, il n'a rien fait; il est malade. Il m'a offert ses avis sur ce que j'ai moi-même écrit; j'en profiterai aussitôt qu'il me sera possible.

Le général Lamarque doit m'apporter des pièces officielles au mois de décembre.

M. Rœderer a eu la complaisance de s'arrêter deux jours ici, pour me voir en revenant des eaux. Je lui ai récité quelques passages de l'esquisse ébauchée; il m'a fortement engagé à l'achever. Il m'a donné un rapport imprimé que je vous transmets, quoiqu'il m'ait dit l'avoir envoyé, avec des papiers que son fils a dû remettre pour vous à madame la comtesse à Bruxelles.

M. le comte Miot, avec qui j'ai eu plusieurs entrevues, a entièrement approuvé le plan que je me suis tracé; il m'a fait quelques observations, rappelées aux fragments n° 2. Je vous supplie de les peser dans votre sagesse.

Maintenant passons à l'Espagne.

Il est quelques ouvrages qu'il est douloureux d'avoir à réfuter. Ce sont des traits que l'on suppose lancés par une main chérie; il faut les repousser avec ménagement, et en se gardant de la blesser : je veux parler de ce qu'a dit M. de Las-Cases au nom de l'Empereur.

Au mois d'avril dernier, le général Lamarque se chargea de l'engager à supprimer ce qu'il avait inséré d'injuste dans le *Mémorial* sur les affaires d'Espagne. Une édition nouvelle a paru, et rien n'a été changé. Je suis allé trouver M. de Las-Cases. Le général Lamarque l'avait effectivement entretenu de nos désirs; mais il avait promis une note qu'il oublia de laisser avant son départ pour Saint-Sever, où il demeure.

M. de Las-Cases m'a témoigné le regret d'avoir avancé des assertions qui ont dû déplaire. Mais, a-t-il ajouté, « elles ne concernent que la stratégie... « Aurait-on des prétentions.....? » « On n'a point de « prétentions, ai-je répliqué vivement, et on devrait « en avoir. Quelques maréchaux le savent, et le di- « ront plus tard. Des conceptions qui les étonnaient « auraient assuré le succès d'opérations que des « causes bien connues ont fait échouer. Une chose « qui va peut-être vous scandaliser, vous si juste- « ment enflammé d'un enthousiasme que je partage, « une chose qui pourrait sembler un paradoxe au « premier aspect, et qui, examinée de sang-froid, est « une vérité incontestable, c'est que le plus grand « capitaine, le génie le plus extraordinaire, l'Em- « pereur enfin, placé dans la même position, n'aurait

« pu qu'obtenir les mêmes résultats. Des armées dis-
« séminées à de grandes distances dans un pays où
« les communications étaient d'une difficulté ex-
« trême; des généraux tantôt indépendants du roi,
« tantôt indépendants même les uns des autres, pro-
« posant leur démission plutôt que d'obéir à des
« ordres dont l'inexécution devait entraîner et en-
« traîna des désastres, exhibant parfois des ordres
« contraires qu'ils recevaient particulièrement de
« trois cents lieues de distance, où l'on ne pouvait
« prévoir les suites de mouvements inopinés : telle
« était la situation critique où l'on avait à lutter
« sans cesse, non-seulement contre l'ennemi, mais
« contre les hommes avec lesquels on avait à le
« combattre. »

Je lui ai peint avec la même chaleur quelques-unes de vos campagnes, et principalement celle de 1812; il en a été frappé, surpris, touché. Il m'a représenté qu'il ignorait ces vérités; qu'il faudrait les faire connaître. Je lui ai répondu que vous alliez vous en occuper; mais qu'il était de son intérêt d'y rendre lui-même hommage dans une autre édition ou dans un supplément. Il y a consenti volontiers. Il m'a protesté de son respectueux attachement; il fera tout ce qui pourra vous être agréable. Si vous le permettez, Monsieur le comte, je lui porterai un mot, qu'il ferait insérer à la suite de son ouvrage.

J'avais sollicité des notes près de celles des personnes que vous avez désignées dans votre lettre du 28 juillet, et qui se trouvaient à Paris. Ce ne fut qu'après avoir vainement frappé à toutes les portes,

que je compris que M. Miot était seul en état de me satisfaire, ayant, par un heureux hasard, conservé des papiers que nous avions tous perdus. Je me déterminai dès lors à me rendre chez lui tous les jours qu'il pouvait me sacrifier, en 1822, pour rechercher ensemble ce qui nous paraissait utile. Je l'aidai de mes souvenirs, et les événements les plus remarquables sont assez fidèlement indiqués dans les feuilles que vous recevrez avec cette lettre.

Un jour que le maréchal Jourdan était venu de la campagne qu'il habite, nous avons causé pendant deux heures. Quand je l'ai prié de me donner des notes, il m'a demandé lui-même celles que je pouvais avoir. Je lui ferai part des copies que j'ai gardées. Il m'a fait observer qu'il serait superflu de se livrer à une double besogne en me remettant des notes incohérentes; qu'il va les refondre dans ses Mémoires, dont il me donnera connaissance avec le plus grand plaisir.

Je lui ai raconté ma conversation récente avec M. de Las-Cases; il m'a dit qu'en effet *tout est là*, et qu'il le prouvera.

Il m'a déclaré d'ailleurs qu'il aurait besoin de quelques pièces, et entre autres : 1° des lettres de l'Empereur qui prescrivaient de maintenir le corps commandé par le général Clausel dans la Navarre, pour la purger des bandes qui infestaient cette province ; 2° d'une lettre que le maréchal Soult écrivait au prince de Neufchâtel ou à l'Empereur en évacuant l'Andalousie, lettre apportée par un navire au Grao, près Valence, que vous aviez fait ouvrir pour avoir

des nouvelles de l'armée du midi, et qui contenait une dénonciation par rapport à des négociations entamées avec les cortès à Cadix.

J'ai suggéré au maréchal l'idée de puiser à la source, en prenant au ministère de la guerre connaissance de la correspondance officielle des chefs de l'armée d'Espagne. Il fera des démarches pour y parvenir, en revenant ici passer l'hiver. C'est le moyen le plus sûr, et je me disposais à le tenter. J'avais fait à cet égard quelques ouvertures à deux généraux qui vous ont servi, et qui devaient me seconder quand le moment en serait venu.

D'un autre côté, le général O'ffarill me donnera des notions utiles. Vous verrez (n° 3) qu'il m'a signalé des erreurs qui s'étaient glissées dans la notice biographique.

Le général Desprez va préparer quelques renseignements sur ce qu'il sait de l'Espagne, et le général Lucotte aussi. Celui-ci doit y joindre quelque chose sur l'affaire de Paris, où il prit une part active sous les ordres du maréchal Marmont. »

FIN DU DIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

NOTES

NOTE A (page 5).

Le roi Joseph, en qualité de mon lieutenant général, commandera la garde nationale de Paris comme je la commandais. Il transmettra ses ordres au maréchal duc de Conégliano, qui, en sa qualité de major général, les expédiera. Instructions laissées par l'Empereur à Joseph. Paris, 24 janvier 1814.

Le roi commandera les troupes de la 1re division militaire, et expédiera ses ordres au général Hullin, commandant cette division.

Il donnera ses ordres au général Ornano, commandant la garde à cheval, la garde à pied et l'artillerie de la garde; ce général les fera exécuter.

Il est bon que les trois chefs de service militaire se rendent tous les jours chez le roi.

Le maître des requêtes Allent, major du génie, sera placé à la tête du bureau du roi, et chargé de l'expédition de tous les ordres. Il suivra tous les détails de la correspondance de l'armée, tout ce qui est relatif à l'organisation de la garde nationale et à la défense de Paris et des environs.

Le roi aura avec lui quatre aides de camp (les généraux Strolz, Lecapitaine, Expert et Tascher et quatre officiers d'ordonnance (ceux-ci lieutenants ou capitaines), pour expédier et porter ses ordres. Il se servira d'ailleurs des huit capitaines-adjoints de la garde nationale pour tout ce qui est relatif à l'expédition des ordres de la garde nationale.

La garde nationale de Paris est composée de 12 légions. J'ai ordonné qu'il fût formé 12 compagnies de canonniers Garde nationale.

(3 à l'École polytechnique, 4 ou 6 aux Invalides, et les 3 ou 4 autres dans la garde nationale). Ces 12 compagnies pourraient servir chacune 6 pièces de canon, ce qui fait 72 pièces de canon. Les batteries servies par l'École polytechnique seront les mieux soignées, parce qu'elles sont susceptibles d'aller à 3 ou 4 lieues de Paris, et de faire un service brillant. Il y a à l'École un colonel de la garde qui organisera ces 3 compagnies; je pense qu'elles doivent l'être dans la journée de demain, ainsi que les invalides. Il faudra faire aller ces compagnies à Vincennes, où il y a un polygone, afin qu'elles tirent quelques coups de canon pour s'exercer. J'ai nommé le général Drouet commandant l'artillerie de la garde nationale; c'est un officier d'une très-grande distinction; le colonel Villoutrey sera directeur général du parc. On trouvera des officiers d'artillerie retirés, qu'on pourra employer selon les circonstances.

La grande difficulté pour la garde nationale, *ce sont les armes; nous n'en avons pas*. On essaye dans ce moment l'établissement d'un atelier pour la garde nationale; elle doit s'armer de tous les fusils de chasse qu'on pourra trouver.

Le génie de la garde nationale sera commandé par le général Chasseloup.

J'ai ordonné qu'on fît des chevaux de frise et des palissades pour fermer les barrières de Paris. Il y a à Paris trente barrières principales; en y envoyant deux pièces de canon pour chacune, elles se trouveraient à l'abri de toute insulte de troupes légères. Sur les trente barrières, il n'y en a guère qu'une partie qui puisse être exposée, Paris étant trop grand pour que l'ennemi puisse présenter des troupes légères à toutes, à moins donc qu'il n'ait des forces bien considérables.

Troupes de ligne.

J'ai donné l'ordre au ministre de la guerre, et il faut le réitérer, que tous les généraux d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie qui ne sont pas employés en ce moment se rendent à Paris, pour y recevoir du service selon les circonstances. 30 cadres de bataillon se rendent de différents points

sur Paris pour y être sous l'inspection du général Fririon, qui doit les faire habiller par le magasin général, les armer, et en former une réserve de 30 bataillons, qu'il complétera avec des conscrits de 1815.

Il y a aux environs de Paris plus de 60 bataillons ou dépôts qui offrent de grandes ressources en officiers; et successivement, à mesure que les hommes sortiront des hôpitaux ou rejoindront, ces dépôts auront un certain nombre d'hommes disponibles.

Cavalerie.

Il y a à Versailles un dépôt central, où l'on doit monter 18 mille hommes; ce dépôt est sous le commandement du général Roussel. Jusqu'à cette heure, le dépôt a fourni mille hommes tous les trois à quatre jours; il peut en fournir 2 mille d'ici au 1er février, de sorte que, dans les dix premiers jours de février, on pourra avoir 7 à 8 mille hommes à cheval; et comme la plus grande partie des dépôts de cavalerie vient autour de Versailles, cela fournira un grand nombre d'officiers à employer utilement avec cette cavalerie.

Artillerie.

De tous les points des côtes, l'artillerie se dirige sur Paris, qui est le principal point qui doit fournir à l'armée.

90 ou 100 pièces arrivent de Châlons; 80 arrivent de Bordeaux, d'autres de différents points.

J'ai ordonné à la marine de former à Cherbourg 4 compagnies composées de matelots canonniers, qui viendront à Paris avec des officiers de marine.

Garde impériale.

Il y a à Paris le cadre de 30 bataillons de la garde, qui doivent recevoir 28 mille conscrits. J'ai ordonné qu'on tînt toujours à la caserne Eugène et à la caserne Napoléon 4 de ces bataillons complétés à 400 hommes, lesquels feront le service de l'extérieur du palais, et formeront une réserve pour se porter où il sera nécessaire. Quand les bataillons partiront pour l'armée, ils seront complétés à 600 hommes, mais de manière qu'il reste toujours 4 bataillons complets pour le service du palais. Le général Charpentier, qui com-

mande une division de ces 30 bataillons, sera ainsi disponible à Paris avec deux généraux de brigade. Le général Charpentier est un homme vigoureux à la guerre.

Cavalerie de la garde.

Il y a à Paris de quoi organiser 3 mille hommes de cavalerie de la garde. J'ai chargé le général Ornano des détails de l'organisation et de la surveillance de tous les dépôts. J'ai ordonné à Ornano de fournir tous les jours tous les hommes disponibles, de manière qu'ils puissent partir en une demi-heure de temps. Je suis certain que demain il y aura 500 hommes de montés, et qu'avant le 1er février il y aura plus de 12 mille hommes disponibles.

Artillerie de la garde.

Le général d'Aboville commande l'artillerie de la garde. J'ai ordonné qu'on complétât les vétérans de la garde qui sont à l'École militaire, de manière qu'ils puissent servir 8 pièces. Une batterie d'artillerie à cheval et une à pied, qui viennent d'Espagne, arrivent demain. J'ai ordonné qu'on les retînt, et qu'on organisât chaque batterie. La garde avait donc 22 pièces de canon prêtes à agir.

Le général Durial a le commandement des dépôts de la garde. J'ai donné le commandement général au général Ornano, de sorte qu'en cas d'alarme il arrive au palais avec la cavalerie, ayant toujours une avant-garde de 2 mille hommes d'infanterie, de 1,500 à 3 mille chevaux, selon le moment, et 22 pièces de canon pour se porter aux environs de Paris.

Il y a à Paris 100 gendarmes d'élite et 800 gendarmes de la ville, ce qui fait 900 hommes d'élite à cheval.

Il faut donc éviter de mettre en activité la garde nationale, ce qui causerait de l'embarras et serait pour les citoyens une fatigue inutile.

Par la réunion de ces moyens, le gouvernement est toujours le maître de Paris; car, en cas d'événements, on ferait faire le service du palais par les cadres des 30 bataillons de la garde. Chaque cadre étant de 100 hommes, rien que ces cadres formeront 3 mille hommes d'élite.

La garde aura donc toujours, en cavalerie, infanterie et

artillerie, plus de 8 à 10 mille hommes à Paris. Il y aura toujours plus de 25 à 30 cadres de bataillons dans les environs de Paris, puisque les dépôts affluent sur Paris. En réunissant tout cela en compagnies d'officiers, en compagnies de sous-officiers dans des cas urgents, le gouvernement rallierait autour de lui plus de 30 mille hommes.

Il n'y a donc rien à Paris qui puisse contrarier la volonté du gouvernement.

Dans une circonstance urgente, ce sera une véritable ressource que de faire venir aux différentes barrières les 2 ou 300 hommes, officiers, sous-officiers, soldats et tambours qui composent chaque dépôt, et qui sont placés ou vont l'être à 3 ou 4 jours de Paris.

Situation militaire de Paris dans le moment actuel.

L'armée est arrivée à Châlons, Vitry, et Bar-sur-Aube.

L'ennemi n'a point l'air de menacer du côté de Soissons et des Ardennes.

Du côté des places du nord, il n'a pas encore la Belgique.

Tout le mouvement de l'ennemi est sur Langres, Saint-Dizier, et Dijon.

Le mouvement de l'ennemi par Saint-Dizier et Langres est contenu par l'armée; celui par Dijon n'est pas contenu.

Il y a de Dijon à Paris une route par Troyes et une route par Sens : à Troyes, il y a le général Hamelin avec 3 ou 4 bataillons, 12 pièces d'artillerie, et on y réunit une division de gardes nationales.

Par la route qui passe par Sens, le sénateur Ségur et le général Devaux se reploient avec assez peu de troupes.

Le général Pajol, avec 1500 hommes de cavalerie et une batterie d'artillerie légère, est à Nogent-sur-Seine. Il est chargé de garder les ponts de Nogent, de Montereau et de Melun. Ces 1500 hommes doivent être augmentés tous les jours par ce que peut fournir le dépôt de Versailles. Il est donc de la plus grande importance que le ministre de l'administration de la guerre ne laisse pas manquer de selles

ni d'effets d'habillement à ce dépôt, car il peut fournir jusqu'à 2000 hommes par jour.

J'ai ordonné de faire partir demain de Versailles un général de brigade avec tout ce qu'il y a de disponible au dépôt de cavalerie, pour se rendre à *Pont;* et après-demain on fera partir les hommes nécessaires pour compléter cette brigade à 1000 hommes.

La position de Pont couvre le pont de Montereau; cette brigade occupera Montereau et Nemours.

J'ai ordonné que le général de division Pacthod partît pour Montereau, organisât les brigades nationales de Montereau et des villes voisines, et qu'on fît un tambour en avant du pont.

Je ne suppose pas qu'il puisse arriver par cette route plus que quelques partis de cavalerie. J'ai ordonné au ministre de la guerre de réunir quelques bataillons de gardes nationales et de ligne, qui arrivent d'au delà de la Loire, entre autres 3 qui viennent de Bordeaux, pour les diriger d'Orléans sur Montereau et Fontainebleau.

Enfin le général Pajol a ordre, si l'ennemi pénétrait par la route de Sens, de se porter sur Pont, Montereau et Moret.

Il est à espérer que le général Pajol, qui a déjà 1500 chevaux, pourra en avoir 3 ou 4 mille d'ici au 1er février.

4000 cavaliers de la division Treilhard, avec deux bataillons d'artillerie légère, arrivent à Orléans le 8 février. J'ai donné ordre que d'Orléans on les dirigeât sur Fontainebleau et Pont.

Deux divisions de 6 mille hommes d'infanterie de l'armée d'Espagne ont pris la poste le 20 ; on n'a pas encore leur itinéraire. On les poussera également d'Orléans sur Montereau, où ils seront à même de protéger Paris et de rejoindre l'armée.

Enfin, il y aura toujours à Paris une réserve de 4 à 5 mille hommes de la garde, qui pourront toujours se porter sur les points où des patrouilles ennemies auraient poussé.

Il est probable que l'effet des mouvements que je vais

faire fera replier tous les partis ennemis ; l'ennemi d'ailleurs n'est entré que le 20, avec 6 mille hommes, à Dijon.

Tous les soins du ministre de la guerre et de l'administration de la guerre doivent donc être d'organiser rapidement la cavalerie de Versailles.

J'ai fait remettre un million au général Roussel, pour payer comptant tous les chevaux qu'on amène au dépôt. Le général Roussel étant un bon général de cavalerie, il sera bon de le mettre à la tête d'une division active ; lorsqu'il y aura 2 mille chevaux à Pont et à Montereau, il faudra l'envoyer en prendre le commandement sous les ordres du général Pajol, et donner l'inspection du dépôt au général Préval.

Toutes ces mesures me paraissent suffisantes pour maintenir l'ennemi éloigné de Paris, et assurer la tranquillité de la capitale.

Le roi doit passer tous les jours des revues à dix heures du matin, ou du moins tous les deux ou trois jours. Il fera venir à ces revues tous les détachements de la cavalerie de Versailles qui partiront, toute la cavalerie de la garde disponible, toutes les batteries qu'on organise, et tous les bataillons à fur et à mesure qu'ils se compléteront. Les conscrits arrivent à Paris à raison de 3 ou 400 par jour. Il est probable que la levée de 1815, qui a lieu en ce moment, les fera arriver plus nombreux.

Tous les cadres de la garde seront logés dans Paris ; et, par la circonstance que tout se centralise sur Paris, il se trouvera y avoir aux environs de Paris une quantité considérable d'officiers et sous-officiers de toutes armes.

Ainsi donc il y a deux routes de Paris à Dijon : celle de Troyes est gardée à Troyes par le général Hamelin, avec 3 bataillons, 4 pièces de canon ; et à Sens par le général Devaux, avec un millier d'hommes qui se retirent de Dijon.

Ce débouché est gardé en 2e ligne par le général Pajol à Montereau, par une brigade de cavalerie qui commence à se former demain, et qui va se porter sur les ponts de Montereau et de Moret. Enfin j'ai mandé au ministre de la guerre

de faire arriver en toute diligence d'Orléans sur Montereau les troupes qui arrivent au delà la Loire, et qui seront sous les ordres du général Pacthod; ces troupes couvriront Fontainebleau, et le général Pacthod commanderait alors toute cette ligne.

NOTE B (page 240).

Joseph aux députés de France. New-York, 18 octore 1830.

Messieurs, les mémorables événements qui ont relevé en France les couleurs nationales, et détruit l'ordre de choses établi par l'étranger dans l'ivresse du succès, ont montré la nation dans son véritable jour; la grande capitale a ressuscité la grande nation. Proscrit loin du sol de la patrie, je m'y serais présenté aussitôt que cette lettre, si je n'avais lu, parmi tant de noms avoués par la libéralité de la nation, celui d'un prince de la maison de Bourbon. Les événements des derniers jours de juillet ont mis dans tout son jour cette vérité historique : il est impossible à une maison régnant par le droit divin de se maintenir sur le trône lorsqu'elle en a été expulsée une fois par la nation, parce qu'il n'est pas possible que des princes nés avec la prétention d'avoir été prédestinés pour régir un peuple s'élèvent au-dessus des préjugés de leur naissance. Aussi le divorce entre la maison de Bourbon et le peuple français avait-il été prononcé, et rien au monde ne pouvait détruire les souvenirs du passé. Tant de sang, de combats, de gloire, de progrès dans tous les genres de civilisation, tant de prodiges opérés par la nation, sous l'influence des doctrines libérales, étaient des brandons de discorde tous les jours rallumés entre les gouvernants et les gouvernés. Fatigués de tant de révolutions, et désireux de trouver la paix sous une charte donnée et acceptée comme ancre de salut après tant d'orages, les bons esprits étaient en vain disposés à tous les sacrifices : plus puissante que les hommes, la force des choses était là, et rien ne pouvait mettre d'accord les hommes d'autrefois

restés stationnaires, et ceux qu'une révolution de trente ans avait grandis et régénérés. En vain le duc d'Orléans abjure sa maison au moment de ses malheurs : Bourbon lui-même, entré en France l'épée à la main avec les Bourbons à la suite des étrangers, qu'importe que son père ait voté la mort de son cousin, pour se mettre à sa place? Qu'importe que le frère de Louis XVI le nomme lieutenant général du royaume et régent de son petit-fils? En est-il moins Bourbon? en a-t-il moins la prétention de devoir être appelé au trône par le droit de sa naissance? Est-ce bien sur le choix du peuple ou sur le droit divin qu'il compte pour s'asseoir au trône de ses ancêtres? Ses enfants penseront-ils autrement? Et le passé et le présent ne font-ils pas assez prévoir quel sera l'avenir sous une branche de cette maison? Le 14 juillet, le 10 août n'annonçaient-ils pas assez les derniers jours de juillet 1830? et ces journées, à leur tour, ne menacent-elles pas la nation d'un nouveau 28 juillet, à une époque plus ou moins rapprochée? Non, Messieurs, jamais les princes institués par le droit divin ne pardonnent à ceux auxquels ils sont redevables; tôt ou tard ils les punissent des bienfaits qu'ils en ont reçus; leur orgueil ne plie que devant l'auteur du droit divin, parce qu'il est invisible. Les annales de toutes les nations nous redisent ces vérités; elles ressortent assez de l'histoire de notre propre révolution; elles sont écrites en lettres de sang sur les murs de la capitale. A quoi ont servi et le milliard prodigué aux ennemis de la patrie, et les condescendances de tous les genres dont on a salué les hommes d'autrefois? Vous construiriez sur le sable, si vous oubliiez ces éternelles vérités; vous seriez comptables à la nation, à la postérité, des nouvelles calamités auxquelles vous les livreriez. Non, Messieurs, il n'y a de légitime sur la terre que les gouvernements avoués par les nations; les nations les créent et les détruisent, selon leurs besoins; les nations seules ont des droits; les individus, les familles particulières ont seulement des devoirs à remplir. La famille de Napoléon a été appelée par 3 millions 500,000 votes : si la nation croit dans son intérêt de

faire un autre choix, elle en a le pouvoir et le droit; mais elle seule. Napoléon II a été proclamé par la chambre des députés de 1815, qui a reconnu en lui un droit conféré par la nation; j'accepte pour lui toutes les modifications décrétées par la chambre de 1815, qui fut dissoute par les baïonnettes étrangères. J'ai des données positives pour savoir que Napoléon II serait digne de la France; c'est comme Français surtout que je désire que l'on reconnaisse les titres incontestables qu'il a au trône. Tant que la nation n'aura pas adopté une autre forme de gouvernement, seul peut-être légitime dans la véritable acception du mot, c'est-à-dire légalement et volontairement élu par le peuple, il n'a pas besoin d'une nouvelle élection : toutefois la nation est maîtresse de confirmer ou de rejeter des titres qu'elle a donnés, si telle est sa volonté. Jusque-là, Messieurs, vous vous devez à Napoléon II; et jusqu'à ce que l'Autriche le rende aux vœux de la France, je m'offre à partager vos périls, vos efforts, vos travaux; et à son arrivée, à lui transmettre la volonté, les exemples, les dernières dispositions de son père, mourant victime des ennemis de la France sur le rocher de Sainte-Hélène. Ces paroles m'ont été adressées sous la plume du général Bertrand : « Dites à mon fils qu'il se rappelle avant tout qu'il est Français; qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité. La guerre étrangère ne me permit pas de faire tout ce que j'aurais fait à la paix générale. Je fus perpétuellement en dictature; mais je n'ai eu qu'un mobile dans toutes mes actions, l'amour et la gloire de la grande nation. Qu'il prenne ma devise : Tout pour le peuple français! puisque tout ce que nous avons été, c'est par le peuple. » Messieurs, j'ai rempli un devoir qui me paraît sacré. Puisse la voix d'un proscrit traverser l'Atlantique, et porter au cœur de ses compatriotes la conviction qui est dans le sien! La France seule a le droit de juger le fils de Napoléon; le fils de cet homme de la nation peut seul réunir tous les partis dans une constitution vraiment libérale, et conserver la tranquillité de l'Europe. Le successeur d'Alexandre n'ignore pas que ce prince est mort

avec le regret d'avoir éloigné le fils de Napoléon ; le nouveau roi d'Angleterre a un grand devoir à remplir, celui de laver son règne de l'opprobre dont se sont couverts les geôliers ministériels de Sainte-Hélène ; les sentiments de l'empereur d'Autriche ne sauraient être douteux ; ceux du peuple français sont pour Napoléon II. La liberté de la presse est le triomphe de la vérité ; c'est elle qui doit porter la lumière dans toutes les consciences : qu'elle parle, et que la volonté de la grande nation s'accomplisse, j'y souscris de cœur et d'âme.

Monsieur le président du conseil, dans la séance du 22 janvier, vous avez déclaré que la résolution du gouvernement, de prolonger l'exil de la famille de Napoléon, était positive et maintenant inébranlable. Malgré cette déclaration et les motifs contradictoires dont vous l'avez appuyée, je me serais résigné à ne pas y répondre, et à attendre en silence le jour de la justice ; mais, non content de nous proscrire, vous avez porté contre nous une grave accusation, en osant affirmer que les frères de Napoléon n'avaient pu se défendre à l'étranger des intrigues des factions. Se taire devant une pareille accusation, ce serait l'admettre : je crois donc devoir vous répondre. Il est faux, Monsieur le président du conseil, que sur la terre étrangère nous n'ayons pas su nous défendre des factions. Lorsqu'au 30 juillet le peuple se releva dans toute sa puissance, nous eussions préféré sans doute à tout autre le fils de notre frère ; mais nous n'en applaudissions pas moins sincèrement à la révolution nouvelle, qui ramenait la France au principe de la souveraineté populaire. Nous n'ignorions pas que les peuples n'appartiennent qu'à eux-mêmes ; nous savions que les idées d'une génération ne peuvent pas enchaîner les générations successives ; nous nous disions que si, au commencement du siècle, la volonté nationale, exprimée par 4 millions de votes, avait librement, légalement, légitimement conféré à Napoléon et à deux de ses frères la première magistrature de la république impériale, ce grand plébiscite n'empêchait pas la

Joseph et Lucien au duc de Dalmatie. Londres, 2 mars 1834.

souveraineté nationale d'être toujours imprescriptible et inaliénable ; nous savions enfin qu'une nation peut toujours, à son gré, maintenir, modifier, rétablir ou changer son gouvernement. Aussi, loin de prêter l'oreille aux flatteurs, dont l'exil même n'est pas exempt, nous avons pensé, répondu, agi en citoyens dignes de celui qui deux fois abdiqua le trône par horreur de la guerre civile. Comment donc, vous, monsieur le maréchal Soult, avez-vous pu si facilement accuser les frères de votre Empereur? Ou vous avez été vous-même dupe de ces sales et lâches polices qui s'attachent impitoyablement à nous, quelque part que nous pousse l'adversité ; ou bien votre assertion serait une calomnie audacieusement employée pour tromper les représentans du peuple, et retarder encore l'acte de justice nationale qu'ils étaient sur le point de prononcer, puisque nul orateur n'était inscrit contre nous; et s'il en est ainsi, j'ai le droit, quoique exilé, de vous interpeller devant la chambre et devant la France entière. C'est ce que je fais aujourd'hui, en défiant monsieur le président du conseil de prouver son accusation. Quant à l'ordre du jour que vous avez surpris, j'en appelle, pour ma part, des représentants du peuple trompés aux représentants du peuple mieux informés. La famille de Napoléon ne peut pas désespérer de la justice de la France. Déjà des voix amies, répondant du haut de la tribune aux sympathies populaires, nous ont porté quelques consolations sur la terre d'exil. Oui, nous espérons pouvoir bientôt ramener en France nos familles errantes. En y rentrant sans aucun regret d'égoïsme pour le passé, mes droits et mes devoirs seront les devoirs et les droits de tous les autres citoyens, et ma foi politique sera dans le sein de notre pays ce qu'elle ne cessera d'être dans l'exil : Dévouement sans bornes à la souveraineté du peuple, et soumission entière aux lois présentes et futures de la patrie. En vous adressant, Monsieur le président du conseil, cette réponse, j'ai cru devoir la publier : sa publicité est devenue indispensable par la publicité de votre accusation.

Joseph et Lucien aux signataires des pétitions pour le retrait de la loi de bannissement. Londres, 20 mars 1834.

Messieurs, votre voix s'est élevée en faveur de la famille de Napoléon ; nous aimons à croire qu'elle a exprimé un vœu populaire : cependant il n'a pas été exaucé par la majorité de la chambre dans la séance du 22 février. Nous ne devons pas moins vous offrir, ainsi qu'à messieurs de la minorité, l'hommage de notre vive reconnaissance. A cette occasion, le président du conseil des ministres s'est porté notre accusateur, par la lecture d'un manifeste évidemment délibéré en conseil ; et, non content de nous proscrire, il ose affirmer que les frères de Napoléon n'avaient pu se défendre à l'étranger des intrigues des factions. Seul des frères de Napoléon, je me trouvais en pays libre lors de la révolution de 1830 ; je n'intriguais pas, ce n'est pas ma maxime. J'écrivis bien patiemment à la chambre des députés, le 18 septembre 1830, de New-York ; je rappelais le fils de Napoléon, dont les sentiments tout français m'étaient connus. Lorsque ma lettre arriva à Paris, le nouveau roi avait été proclamé : elle ne fut pas lue. J'écrivis au duc de Dalmatie et à d'autres personnages de l'Empire, dont le dévouement était mort depuis longtemps. Arrivé en Angleterre après le bill de réforme, le jour même de la publication dans les journaux anglais de la mort prématurée de l'orphelin de mon frère, je regrettai d'avoir abandonné pour lui l'heureuse terre de l'Amérique, dont les institutions me sont chères autant que les habitants que j'y ai connus ; mais, loin de trouver en Angleterre des préventions haineuses, j'y reçus un tel accueil de toutes les classes de la société, que j'y suis encore ; et j'ai regretté souvent qu'en 1815 Napoléon n'ait pu aborder ce sol classique de la liberté : il y eût aussi trouvé un grand peuple digne de l'apprécier. Telles sont les intrigues dont j'aime à rendre compte à mes amis ; si les polices de Paris en connaissent d'autres, je les engage à en instruire M. le président du conseil, mon ancien chef d'état-major : 1° je le défie de rien produire à l'appui de ses assertions. Je ne veux pas récriminer. 2° J'apprends que, depuis la séance du 22 février, une proposition a été faite à la chambre ; elle ne tendrait à rien moins qu'à faire des parents de Napoléon, en

France, une classe d'amnistiés de la police. Dans quelle âme une telle pensée a-t-elle pu prendre naissance? Les Bourbons de la branche aînée, ramenés en France par les baïonnettes étrangères, nous avaient traités en francs ennemis; ils ne conçurent pas au moins l'espoir de nous avilir à nos propres yeux. Il était réservé à la branche cadette d'appeler l'artifice à son aide, de glorifier Napoléon mort, et de dénigrer, de proscrire sa mère, ses sœurs, ses neveux, 50 à 60 Français chargés du crime de porter son nom, d'appartenir par leur dévouement absolu à la France, à ce Napoléon dont on inaugure la statue, sans craindre l'application que le bon sens populaire n'a pas manqué de faire des vers du premier de nos tragiques :

O soupirs! ô regrets! ô qu'il est doux de plaindre
Le sort d'un ennemi, quand il n'est plus à craindre!

Pour nous décrier aux yeux de la génération nouvelle, on a fait de mon frère Louis et de moi, l'un et l'autre mentionnés dans le plébiscite de l'an 1804, des prétendants, tels que seraient des Bourbons. Nous sommes l'un et l'autre de notre siècle, créatures de la France de 1804, Français subordonnés à la volonté de la France de 1834; nous savons que la génération d'aujourd'hui n'est pas liée par la volonté de ses pères; nous savons que les nations peuvent conserver, changer, modifier, reprendre et détruire encore ce qu'elles ont créé en d'autres temps et dans d'autres circonstances. Nous savons et avons toujours su que les familles, les individus sont liés aux nations libres par des devoirs, des obligations, et non par des droits; nous laissons des prétentions patentes ou secrètes aux légitimes et aux quasi-légitimes. Si Napoléon vivait aujourd'hui, il penserait comme nous; il ne reconnaîtrait en France d'autre souverain que le peuple français, qui seul a le droit de se donner le gouvernement qui lui semble dans son intérêt, selon son bon plaisir, vivre selon son caprice. La trop longue dictature de Napoléon l'a fait méconnaître; mais elle fut prolongée par l'obstination des ennemis de la révolution, qui prétendirent détruire en lui le principe de la souveraineté nationale, dont il émanait.

à la paix générale, le suffrage universel, la liberté de la presse, et toutes les garanties de l'éternelle prospérité d'une grande nation, qui étaient dans la pensée de Napoléon, l'eussent dévoilé tout entier à la France, et en eussent fait le plus grand homme de l'histoire. Sa pensée tout entière m'a été connue ; mon devoir est de la proclamer hautement : il se sacrifia deux fois, pour ne pas donner la guerre civile à la France. Les héritiers de son nom renonceraient pour toujours au bonheur de respirer l'air de la patrie, s'ils pouvaient penser que leur présence dût y porter le moindre trouble. Tels sont les principes, les opinions et les sentiments de tous les membres de la famille de Napoléon, dont je suis ici l'interprète : Tout pour et par le peuple ! Acceptez ces vœux, mes chers concitoyens, avec le tendre sentiment qui vous les offre ; ils justifient, j'espère, la sollicitude que vous avez montrée pour des Français injustement persécutés.

NOTE C (page 242).

Joseph à M. Sapey, membre de la chambre des députés. Florence, 24 juin 1845.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 10 avril. M. Presle m'a depuis envoyé votre rapport à la chambre des députés, et réitéré de votre part la demande contenue dans votre lettre.

L'hésitation que j'ai apportée à vous répondre a dû vous paraître bien naturelle. Avant de me séparer d'objets aussi chers et aussi précieux, je voulais être bien convaincu de l'opportunité de cette donation, et mettre ma conscience à l'abri d'un regret. La confiance que m'inspirent votre attachement et votre zèle contribue à me décider.

M. Mailliard, que j'envoie auprès de vous, est chargé de vous remettre le grand collier de la Légion d'honneur et deux autres objets que portait l'Empereur. Veuillez les déposer en mon nom sur le tombeau de mon frère bien-aimé, ainsi que vous l'avez obtenu de la chambre. Mon plus

grand regret est de ne pouvoir lui rendre moi-même ce témoignage de ma constante affection.

Agréez, Monsieur, la nouvelle assurance de mon attachement.

Votre affectionné,

JOSEPH.

Procès-verbal constatant la remise du grand collier, du grand cordon et de la plaque de l'ordre de la Légion d'honneur que portait Napoléon.

L'an 1843, le 14 juillet, à cinq heures après midi, nous, Ch.-A. Vauthier, sous-intendant militaire de 1re classe, chargé de l'administration des Invalides, nous sommes rendu chez M. le lieutenant général baron Petit, pair de France, commandant de l'hôtel, agissant en l'absence de M. le maréchal duc de Reggio, gouverneur des Invalides, suivant l'invitation qui nous en avait été faite par cet officier général.

Là s'est présenté M. Sapey, membre de la chambre des députés, qui a fait connaître à M. le lieutenant général que le frère aîné de l'Empereur, Joseph Napoléon, ayant été informé du vœu émis par la commission de la chambre, dont M. Sapey était l'organe, s'empresse de faire *hommage à la France* du grand collier, du grand cordon et de la plaque de la Légion d'honneur que portait Napoléon.

M. Sapey a ajouté que, d'après l'assentiment donné par M. le ministre de l'intérieur, il est prêt à remettre à M. le lieutenant général baron Petit les insignes offerts par le frère de l'Empereur.

M. le lieutenant général ayant accepté avec reconnaissance un don si précieux pour le pays, nous constatons que ces insignes sont remis par M. Sapey, et immédiatement réunis à l'épée de Napoléon, à son chapeau, à la couronne impériale, à la couronne d'or votée par le conseil municipal de la ville de Cherbourg, et aux cinquante-deux drapeaux pris à la bataille d'Austerlitz; le tout se

trouvant momentanément placé dans une grande armoire fermant à double clef, et établie à cet effet dans une des pièces de l'appartement de M. le lieutenant général baron Petit, pour être déposé sur la tombe de l'Empereur lorsqu'elle sera achevée.

Nous constatons également que M. Sapey, avant de remettre les susdits insignes, nous a présenté, pour être annexée à notre procès-verbal, la lettre par laquelle Joseph Napoléon l'a chargé de déposer les objets précieux mentionnés ci-dessus, pour être réunis aux autres insignes destinés à être placés sur la tombe de l'empereur Napoléon.

M. le lieutenant général baron Petit a accepté cette proposition, et fait joindre ici ladite lettre, après avoir remercié M. Sapey d'avoir bien voulu s'en dessaisir.

En conséquence, nous avons dressé ce procès-verbal en présence des personnes dénommées d'autre part, et de MM. Delpire, lieutenant-colonel major de l'hôtel; le commandant Jacques, secrétaire-archiviste-trésorier, conservateur des trophées; le baron Menneval, Presle et Mailliard (Adolphe), lesquels ont signé avec nous.

Fait à l'hôtel royal des Invalides, les jour, mois et an que dessus.

Ch. Sapey; J. Jacques; Menneval; Presle; Mailliard; *le lieutenant général, pair de France, commandant de l'hôtel des Invalides, baron* Petit; *le lieutenant-colonel major de l'hôtel des Invalides*, Delpire.

Je déclare avoir reçu des mains de M. Sapey, membre de la chambre des députés, de la part du frère aîné de l'Empereur, Joseph Napoléon, le grand collier, le grand cordon et la plaque de l'ordre de la Légion d'honneur que portait Napoléon, dont il fait hommage à la France. Recepissé donné par le général Petit.

Ces objets sont réunis à l'épée, au chapeau et autres insignes de l'Empereur, pour être déposés sur sa tombe, lorsqu'elle sera terminée.

Procès-verbal en a été dressé à l'hôtel des Invalides, le 14 juillet 1843.

Le lieutenant général pair de France, commandant de l'hôtel des Invalides, baron PETIT.

NOTE D (page 243).

Voici mon testament, acte de ma dernière volonté, librement exprimée pendant que je suis encore sain d'esprit et de corps.

Je possède en Amérique des immeubles, des meubles, des capitaux placés.

Je n'ai pas besoin de signaler ici mes meubles et capitaux ; je me borne à dire que mes immeubles d'Amérique sont des terres consistant en dix fermes sur le bord du Croswick-Creek et de la Delaware, un parc d'une contenance d'environ mille acres, une grande maison d'habitation et ses dépendances dans l'État du Nouveau-Jersey, près du village de Bordentown.

Je possède en France, sous le nom de madame de Villeneufve, deux fermes, Survilliers et Parent : j'ai contre le gouvernement français des créances importantes, sacrées, qu'il est impossible qu'on ne rembourse pas un jour.

Je possède à Londres un mobilier.

J'ai des tableaux et des objets de prix.

Enfin, ma succession se compose aussi de ce qui me restera dans l'hérédité liquidée du cardinal Fesch, lorsque tous les legs, ou une partie des legs faits par le cardinal, auront été déclarés valables ou nuls, autorisés ou rejetés par le gouvernement français.

Dans cet état, voici comment je dispose de mes biens.

Auprès de moi se sont dévoués dans mon exil, d'abord M. Louis Mailliard, dont le fils demeure aussi près de moi; ensuite M. Thibaud, dont la fille habite aussi ma demeure.

Je proclame ici que nul homme n'a plus de droit à ma confiance, à mon estime, que Louis Mailliard. Je voudrais lui témoigner mon attachement par un legs plus considérable; mais sa modération égale sa loyauté; je sais que ce que je vais faire pour lui le satisfera. Je lègue donc à M. Louis Mailliard la ferme de Groveville, près du village de ce nom, de la contenance de 250 acres plus ou moins, telle qu'elle est et se comporte, et que je l'ai achetée de M. Mac Knight. Cette ferme, située en Amérique, fait partie du corps de domaine que j'ai désigné ci-dessus. Je donne et lègue également à M. Louis Mailliard 6 mille piastres en stocks sur l'Union-Canal de Pensylvanie.

Je donne et lègue à son fils, Adolphe Mailliard, 6 mille piastres en stocks sur l'Union-Canal de Pensylvanie. Je donne et lègue à M. William Thibaud 6 mille dollars en vieux stocks de l'Union-Canal. Je donne et lègue à sa fille, Joséphine Thibaud, 6 mille dollars en vieux stocks de l'Union-Canal.

Comme j'ai remis aujourd'hui même les titres de chacun de ces legs à chacun des quatre légataires, mon héritière n'aura pas à leur en faire la délivrance. Ils en demeurent dès ce jour maîtres absolus; leur dépréciation ou leur augmentation de valeur reste à leurs risques et périls. C'est ainsi que j'entends l'exécution de ces quatre legs.

Je lègue à mon petit-fils et filleul Joseph, fils de Charles Bonaparte et de ma fille Zénaïde, mes immeubles d'Amérique, distraction faite de la ferme de Groveville, que j'ai léguée ci-dessus à M. Louis Mailliard. Mon petit-fils Joseph aura, dès le jour de mon décès, la nue propriété de ces immeubles, et, dès le décès de mon épouse bien-aimée, l'usufruit viendra se joindre à cette nue propriété.

J'aurais voulu nommer et instituer pour mon unique héritière ma chère et bien-aimée épouse Marie-Julie. Dans le cours de notre longue et heureuse union, ma confiance en elle a été pleine et entière; nos biens ont été confondus, ainsi que nos cœurs. En la laissant maîtresse de tout ce que je possède, sauf les divers legs, je sais bien que je n'ôterais rien à ma chère fille Zénaïde. J'aurais donné ainsi à ma fille

l'exemple de la confiance la plus aveugle, du respect le plus sacré qu'elle doit continuer d'avoir pour le caractère de la meilleure des mères, de la plus vertueuse des femmes. Je sais bien enfin que ma fortune, comme la sienne, est destinée à notre fille, si bonne, si irréprochable. Mais après réflexion, et pour éviter une institution d'héritière, contraire à la loi française émanée de mon frère Napoléon, pour enlever aussi à ma femme les soins et les occupations d'un héritage; enfin, pour ne pas laisser penser à ma fille bien-aimée que ma tendresse paternelle ait éprouvé la moindre atteinte, voici mes dispositions en faveur de ma femme. Je lui donne et lègue l'usufruit de tous les biens immeubles et de tous les capitaux qui m'appartiennent ou m'appartiendront à mon décès, situés et placés hors de France. Je veux, quant aux immeubles, que les deux cinquièmes des revenus restent aux mains du nu-propriétaire, qui seul demeurera chargé en échange de toutes les obligations de l'usufruitière et du payement de tout impôt; les trois autres cinquièmes des revenus desdits immeubles devront être remis chaque année à mon épouse pendant toute sa vie, sans aucun prélèvement que les frais du change ou d'envoi. Pour les immeubles situés en France, je lui lègue la moitié de l'usufruit, sous les conditions voulues par le code Napoléon, ou code civil.

Je lègue à mon petit-fils Lucien, fils de Charles Bonaparte et de Zénaïde, 250 mille francs, et à mon petit-fils Napoléon, issu du même mariage, aussi 250 mille francs; en tout, 500 mille francs, à prendre sur mes capitaux d'Amérique. En cas de prédécès de l'un d'eux sans postérité mâle, sa part s'accroîtra à l'autre; j'entends si l'un des deux me précède. Ces legs sont soumis à l'usufruit en faveur de ma femme.

Le surplus des capitaux que je possède en Amérique seront divisés en huit parts égales, dont une pour chacun de mes huit petits-enfants, issus du mariage de Charles Bonaparte et de Zénaïde. Les legs de mes immeubles faits à Joseph, et celui de 250 mille francs fait à Lucien, ainsi que

celui de la même somme fait à Napoléon, ou soit l'accroissement sus-énoncé, ne forment aucun obstacle à ce que chacun d'eux vienne prendre son huitième dans ce surplus de mes capitaux d'Amérique. Ce legs est soumis aux conditions suivantes : 1° ma femme en aura l'usufruit sa vie durant; 2° après elle, ma fille Zénaïde en aura également l'usufruit sa vie durant; 3° si ma fille prédécède à mon gendre, celui-ci aura, sa vie durant, l'usufruit de la moitié de ce legs; 4° pendant la vie de ma femme et de ma fille Zénaïde, si ces capitaux, qui sont aujourd'hui représentés par des valeurs dépréciables, sont aliénés, le prix en sera de suite employé en achat de rentes inscrites au grand livre de la dette publique de France ou d'Angleterre, pourvu que la famille de Napoléon ait le droit de posséder en France. Toute aliénation sans ce remploi est interdite, à moins d'un accord entre l'usufruitière et les enfants devenus majeurs, chacun pour leur huitième portion. Après le décès de ma femme et de ma fille, chacun de mes petits-fils ou petits-enfants devenus majeurs pourra librement disposer de son lot, mais en demeurant chargé à l'égard de Charles Bonaparte, son père, de la moitié de l'usufruit.

Tous mes papiers, écrits et mémoires, autres que les papiers formant les titres des propriétés mobilières ou immobilières de la succession ou s'y référant, seront remis par mon héritière ci-après désignée à M. Louis Mailliard, ou laissés aux mains dudit M. Mailliard, s'il les a en son pouvoir; M. Mailliard en fera de suite inventaire, sans contrôle de qui que ce soit. Il les conservera en dépôt, et les remettra à mon petit-fils Joseph arrivé à sa vingt-cinquième année. En cas de mort de Joseph avant cet âge, le dépôt sera remis à mon petit-fils Lucien à l'âge de vingt-cinq ans, et successivement à mon petit-fils Napoléon parvenu à sa vingt-cinquième année. Si la mort atteignait mes trois petit-fils avant l'âge indiqué, M. Mailliard choisirait, dans la famille issue du mariage de Charles Bonaparte et de Zénaïde, la personne qu'il voudrait, soit parmi mes petites-filles, soit même parmi les gendres de ma fille, époux de mes petites-filles,

et lui remettrait ces papiers. Enfin, si M. Mailliard mourait avant d'avoir pu réaliser ma volonté à cet égard, son fils Adolphe serait chargé de la même mission et du même dépôt; mais, dans le cas où mes trois petits-fils seraient décédés avant qu'aucun d'eux eût atteint sa vingt-cinquième année, et où la mort de M. Mailliard aurait fait passer le dépôt dans les mains de son fils, celui-ci le remettrait à celle de mes petites-filles ou à celui des maris de mes petites-filles qui lui serait désigné par ma fille Zénaïde.

Je charge M. Mailliard (Louis) d'un legs spécial de 10 mille dollars, dont je lui ai indiqué l'usage, et pour l'exécution duquel je veux que l'on s'en rapporte absolument à son honneur, sans qu'aucune question ou réclamation puisse jamais lui être adressée à cet égard. Les 10 mille dollars seront comptés à M. Mailliard dans l'année de mon décès. Il n'en devra jamais aucun compte.

Je veux encore que M. Louis Mailliard demeure après ma mort dans ma maison de Point-Breeze; qu'il soit, jusqu'à la majorité de mon petit-fils Joseph, administrateur de mes biens d'Amérique; qu'il reçoive, à titre d'indemnité, une rente annuelle de 400 dollars, rente qui lui sera continuée sa vie durant, même quand ses fonctions d'administrateur cesseraient, ou lui seraient retirées. Je vais maintenant donner, à titre de legs, un souvenir à chacune des personnes dont les noms suivent : 1° à mon frère Lucien, je lègue l'écritoire en vermeil qui me fut donné en 1812 par ma mère, et qui renferme son portrait; 2° à mon frère Louis, une tabatière en or avec le portrait de notre père; 3° à mon frère Jérôme, une boîte en or avec le portrait de notre père; 4° à mon beau-frère Félix Bacciochi, un camée représentant sa femme, ma sœur Élisa, en une bague; 5° à mon gendre Charles, le portrait de son père; 6° à mon cousin le duc de Padoue, une épingle, portrait de Madame, en camée; 7° à ma belle-sœur madame de Villeneufve, une écuelle avec couvercle et son assiette en vermeil; 8° à ma belle-sœur la reine de Suède, un portrait de sa sœur Julie; 9° à mon neveu Marius Clary, une décoration de com-

mandeur de l'ordre d'Espagne, en rubis; 9° (*bis*) à mon neveu Joachim Clary, une de mes décorations de la Légion d'honneur que j'ai portée; 10° à ma nièce Rosine, duchesse Decrès, deux portefeuilles nos 1 et 2, ayant les portraits de mes deux filles Charlotte et Zénaïde; 11° à mon neveu François Clary, deux grands tableaux de Sneyders, représentant la chasse au sanglier et la création; 12° à M. J. B. Presle, une écritoire en or et laque chinoise, dont je me suis servi dès mon arrivée en Espagne. Je confirme ici au besoin, à titre de legs, la remise que je lui ai faite, comme don, de cinq actions que j'avais sur les canaux, et dont il doit avoir les titres en sa possession.

13° A M. le baron Menneval, une médaille en or sur le mariage de l'Empereur, et une décoration de la Légion d'honneur que j'ai longtemps portée; 14° à M. J. M. A. Sari, un portrait sur camée en épingle, à moi légué par mon oncle le cardinal Fesch, qui avait de la bienveillance pour lui, ainsi qu'un couvert en vermeil qui m'a été légué par Madame; 15° à M. James Carret, une tabatière en or provenant de mon oncle le cardinal Fesch; 16° à M. Miot, comte de Mélito, trois de mes décorations que j'ai portées, dont une de Naples, une d'Espagne, une de France; 17° à M. Joseph Hopkinson, un bas-relief en marbre, de forme ronde, représentant le général Bonaparte premier consul, et qui se trouve dans ma maison de Point-Breeze; 18° à M. le docteur Chapmann, l'édition de Voltaire de Panckoucke, celle qui est reliée en veau; 19° à M. Short, un bas-relief en marbre de forme ronde, représentant ma sœur Pauline, dont il a admiré la beauté en Europe; 20° à M. C. Ingersoll, une petite statue de bronze représentant mon frère le général Bonaparte, lorsqu'il était général en chef de l'armée d'Italie; 21° à M. Louis Mailliard, mon portrait en miniature, sous l'uniforme de ma garde; je l'autorise dès ce jour à le garder, plus une de mes montres en or à répétition; 22° à M. William Thibaud, mon portrait en miniature, sous l'uniforme des chevau-légers de ma garde; et à mademoiselle

Joséphine Thibaud, mon portrait en camée; 23° à M. Adolphe Mailliard, mon nécessaire de toilette en argent.

Je fais à mes domestiques ou gens de ma maison les legs suivants :

1° Je lègue à madame Arsène, ma femme de charge, 10,000 francs;

2° A Chandelier, mon chef de cuisine, et qui a été celui de mon frère à Sainte-Hélène, je lègue aussi 10,000 fr.;

3° A mon valet de chambre Léopold Stoker, 10,000 fr.;

4° A mon maître d'hôtel Dickes, 10,000 fr.;

5° A M. Langhorn-Thorn, mon régisseur et concierge de Point-Breeze, je lègue aussi 10,000 fr.

Enfin, à chacun de ceux qui seront à mon service au jour de mon décès depuis plus de cinq ans, je lègue 5,000 fr.; depuis plus de quatre ans, deux années de leurs gages; depuis plus de trois ans, quinze mois de leurs gages; depuis plus de deux ans, dix mois de leurs gages; depuis plus d'un an, six mois de leurs gages.

Tous ces legs seront payés dans l'année de mon décès.

Je nomme pour mes exécuteurs testamentaires MM. Joseph Hopkinson (1) et Louis Mailliard, qui agiront soit en commun, soit séparément, dans les droits que leur confère cette qualité; je les autorise à acquitter les legs qu'ils croiront devoir être immédiatement acquittés ou délivrés, sauf à en être remboursés par la succession; mais ils ne pourront vendre aucun immeuble ni aucun meuble sans l'autorisation de mon héritière, ci-après nommée.

En tous mes autres biens meubles, immeubles, capitaux et droits de toute nature, en un mot de tout ce que je possède ou que je posséderai au jour de mon décès, et dont je n'ai pas disposé dans le présent testament, je nomme et institue en toute propriété, sans aucune limitation, mon unique et bien-aimée fille Julie-Charlotte-Zénaïde. Ce legs univer-

(1) M. J. Hopkinson ayant précédé le testateur, M. L. Mailliard est resté seul chargé des affaires de la succession du roi Joseph.

sel ne recevra d'autres modifications que celles qui sont consignées dans les divers articles de ce testament, notamment pour ce qui concerne les legs faits à ma femme et à mes petits-fils et filles.

Au moment de finir ce testament, je dois m'occuper de ma sépulture.

L'injustice de ceux qui ont occupé le pouvoir en France depuis 1815 n'a fait qu'accroître en moi l'amour de la patrie absente : dès que ma famille sera libre d'y rentrer par la volonté de la nation française, mon vœu est que mes cendres y reposent en terre libre. Je recommande à ma fille et à mes petits-enfants l'exécution de cette volonté : et en attendant le jour où l'entrée de la France sera ouverte à mes restes mortels, je me confie aux soins de M. Louis Mailliard pour qu'ils soient déposés dans les lieux où je rendrai le dernier soupir.

Par le présent testament je révoque tout testament antérieur, tout acte, quel qu'il soit, qui l'aurait précédé, notamment tout acte fait en faveur de ma femme, dont les droits à ma succession sont ici complétement réglés.

Ce testament, coté par moi à chaque page, se compose de neuf pages, celle-ci comprise. Il est l'expression exacte de ma volonté.

Après avoir bien lu et médité le présent testament, je l'ai signé, et j'y ai apposé mon cachet ordinaire à Londres, dans ma maison d'habitation, le 14 juin 1840. — Joseph-Napoléon Bonaparte, comte de Survillers.

Signé et scellé par Joseph-Napoléon Bonaparte, comte de Survilliers, en présence de nous, témoins, auxquels il a déclaré que c'est son testament en neuf pages, et qui l'avons signé en présence les uns des autres, et en présence du testateur, dans sa maison d'habitation à Londres, le 17 juin 1840.

Joseph-Napoléon, comte de Survilliers.

A.-B. Granville, M. D., qui lui ai conduit la main affaiblie par un reste de paralysie, mais lui-même étant bien sain d'esprit, James Flood.

Codicile. Après avoir reporté mes réflexions sur le testament ci-annexé, et sur la circonstance qui s'y trouve énoncée relativement à ma seconde signature du 17 juin 1840, en présence des deux témoins, suivant la forme autorisée par les lois anglaises, signature qui ne put être apposée sans que l'on me conduisît la main ; cette circonstance m'a fait craindre la possibilité de quelques doutes sur la validité de mes dispositions : c'est pourquoi je vais consigner à un notaire ce testament, suivant la forme prescrite par les lois toscanes pour les testaments mystiques ou solennels, voulant toutefois qu'il ait force et vigueur sans qu'il soit dérogé à sa validité, même dans sa forme primitive.

J'ai senti aussi qu'il convient d'éclaircir plus positivement mes dispositions relatives à ma chère et bien-aimée épouse, et même de les modifier pour mieux assurer l'accomplissement de ma volonté, qui est non-seulement de ne porter aucune atteinte à ses droits, mais bien de lui témoigner mon affection ainsi que ma reconnaissance de son tendre attachement, et de lui garantir, de tout mon pouvoir, la position et la tranquillité qu'elle mérite si justement.

En limitant à la moitié en usufruit mes dispositions en sa faveur pour ce qui concerne les biens situés en France, je n'ai pas entendu préjudicier à ses droits à la propriété de ce qui reste du domaine de Mortefontaine, dont faisaient partie les fermes désignées dans mon testament ; domaine dont nous fîmes l'acquisition, qui fut ensuite augmentée en commun entre nous, et dans laquelle nos capitaux ont été confondus. Les ventes successivement effectuées par mon ordre, soit pour doter nos filles Zénaïde et Charlotte, soit pour m'envoyer en Amérique et en Angleterre des fonds dont j'ai disposé pour mes besoins personnels, ou dont j'ai fait placement et remploi pour mon propre nom, ont plus qu'épuisé la valeur de la moitié qui me revenait pour ma part dudit domaine : les fermes qui restent sont d'une valeur bien inférieure à la part qui appartient à ma femme, et au montant de ses apports et capitaux, qui furent employés à l'achat des biens dont se composait ce domaine : elle a donc

le droit d'être reconnue seule propriétaire de tout ce qui en reste. Ce droit, je suis loin de vouloir le mettre en doute ; au contraire, je le reconnais et déclare. Ma chère et bien-aimée fille respectera cette déclaration ; dans ce cas, j'espère que ma femme voudra bien également se tenir pour contente et satisfaite de l'usufruit que je lui ai légué sur tous les immeubles et capitaux situés et placés hors de France, usufruit que j'étends à tout mon mobilier.

Je donne à mes exécuteurs testamentaires, et à chacun d'eux, la saisine ; et, avec les plus amples et efficaces clauses de droit, je les constitue dès à présent, pour le moment de mon décès en possession de tous mes biens meubles et immeubles, dont je veux qu'ils ne soient pas dessaisis jusqu'au jour où sera réglé et affranchi de toute discussion possible l'accomplissement de mes dispositions en faveur de ma femme et des autres légataires.

En tout ce qui n'est pas modifié ou changé par les présentes dispositions, je confirme celles contenues dans mon testament fait à Londres, et ci-joint.

Fait à Florence, dans ma maison d'habitation au palais Serristori, le 21 septembre 1841.

JOSEPH.

FIN DES NOTES DU DIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

ERRATA DE L'OUVRAGE

VOLUME PREMIER.

Page 29, ligne 25, au lieu de : *Pernon*, lisez : Permon.
— 35, — 29, au lieu de : *reconnus*, lisez : connus.
— 50, — 10, au lieu de : *passionnés pour*, lisez : pensionnés par.
— 86, — 5, au lieu de : *trente ans*, lisez : vingt-neuf ans.
— 100, — 7, au lieu de : *la*, lisez : sa.
— 102, — 3, au lieu de : *Tancrède*, lisez : Nancrède.
— 104, — 3, au lieu de : *le général Lannes*, lisez : le colonel Lebrun.
— 118, — 8, au lieu de : *dix ans*, lisez : dix-sept ans.
— 121, — 17, au lieu de : *sénateurs*, lisez : scrutateurs.
— 143, — 22, au lieu de : *M. Danthoine*, lisez : M. Anthoine.
— 167, — 4, au lieu de : *Canclaux*, lisez : Cacault.
— 193, — 1, au lieu de : *désormais à l'Empereur*, lisez : désormais à accorder à l'Empereur.
— 198, — 22, au lieu de : *Kalilschen*, lisez : Katilscheff.

VOLUME DEUXIÈME.

Page 42, à la note, au lieu de : *ministre des finances*, lisez : ministre du Trésor.
— 139, — au lieu de : *Strotz*, lisez : Strolz.
— 160, ligne 27, au lieu de : *à peine eurent-ils*, lisez : à peine eut-elle.
— 218, — 4, au lieu de : *Vigouron*, lisez : Vigoureux.
— 225, à la 1re manchette, au lieu de 3 mai, lisez : 9 mai.
— 237, ligne 2, au lieu de : *Bugnet*, lisez : Buquet.
— 294, à la manchette, au lieu de : *Napoléon à Joseph*, lisez : Joseph à Napoléon.
— 314, à la note, au lieu de : *Le fameux*, lisez : Le célèbre.
— 410, ligne 18, au lieu de : cinq cent mille *fusils*, lisez : cinq cent mille francs.

VOLUME TROISIÈME.

La lettre de Joseph au duc de Feltre, page 327, datée du 1er avril

1807, est du 1er avril 1808, et devrait se trouver au volume quatrième.

Page 449, au lieu de : *Sibué*, lisez : Sibuet.

— — au lieu de : *Pellé*, lisez : Pelet.

VOLUME CINQUIÈME.

Page 11, ligne 18, au lieu de : *Cuba*, lisez : Cubo.

— 376, — 3, au lieu de : *Burgos*, lisez : Bargas.

VOLUME SIXIÈME.

Page 254, ligne 23, au lieu de : *Zeraia*, lisez : Zayas.

— 284, à la manchette, au lieu de : *Burgos*, lisez : Bargas.

— 286, — — id. — id.

— 293, ligne 8, au lieu de : *Nombela*, lisez : Nombroca.

— 294, — 12, — id. — id.

— 298, — 9, — id. — id.

VOLUME SEPTIÈME.

Page 322, la lettre du 25 août n'est pas à sa place.

— 325, la lettre du 31 août n'est pas à sa place.

VOLUME NEUVIÈME.

Page 86, ligne 14, au lieu de : 7 août, lisez : 17 août.

Pages 76 et 77, lignes 13 et 15, au lieu de : *Tabuer*, lisez : Fabvier.

Page 334, ligne 21, au lieu de : *du Portugal*, lisez : l'armée du Portugal.

Note oubliée au neuvième volume, à la bataille de Vittoria, page 474 :

« L'individu tué auprès de Joseph, lors de la retraite, était un officier espagnol, attaché à l'état-major du général O'Farill. En mourant, il remit son épée au comte de Teba, qui marchait à côté du roi. »

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DIXIÈME VOLUME.

FRANCE.

SOMMAIRE.

Lettre du roi Joseph à l'Empereur (décembre 1813). — Réponse de Napoléon. — L'Empereur se rend à l'armée à Châlons (25 janvier 1814). — Combat de Saint-Dizier (27 janvier); — de Brienne (29). — Bataille de la Rothière (1er février). — Marche de Napoléon sur Troyes (5 et 6); — sur Nogent (7). — Son départ de Nogent (9). — Opération contre l'armée de Silésie. — Combat de Champ-Aubert (10). — Bataille de Montmirail (11). — Combat de Château-Thierry (12); — de Vauchamps (14). — Prise de Soissons par les alliés (14). — Opérations de Schwartzemberg sur la Seine. — Retraite des maréchaux sur l'Yères (14 et 15). — Napoléon revient sur l'Yères (16). — Combat de Mormans (17). — Bataille de Montereau (18). — Marche sur Troyes (les 19, 20 et 21). — Combat de Méry-sur-Seine (22). — L'Empereur entre à Troyes (23). — Nouvelle marche de Blücher vers le nord; il passe l'Aube (25), la Marne (28). — Combat de Gué-à-Trême (28 février); — sur l'Ourcq (1er mars). — Arrivée de Napoléon à la Ferté-sous-Jouarre (2 mars). — Prise de Soissons par les Russes (3). — Attaque de Soissons par les Français (4). — Passage de l'Aisne par Napoléon (6). — Combat de Craonnelles (6). — Bataille de Craonne (7); — de Laon (9 et 10). — Combat de Reims (13). — Napoléon revient contre Schwartzemberg : bataille d'Arcis-sur-Aube (20 et 21). — Napoléon se porte sur Vitry et Saint-Dizier. — Les alliés opèrent la jonction de leurs armées (23). — Leur marche sur Paris. — Bataille

SOMMAIRE.

NOTES.

FIN DE LA TABLE.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

HF.B.
B6983m
170626
Author Bonaparte, Joseph
Title Memoires. Vol.9-10 in 1

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 13 17 06 04 004 3